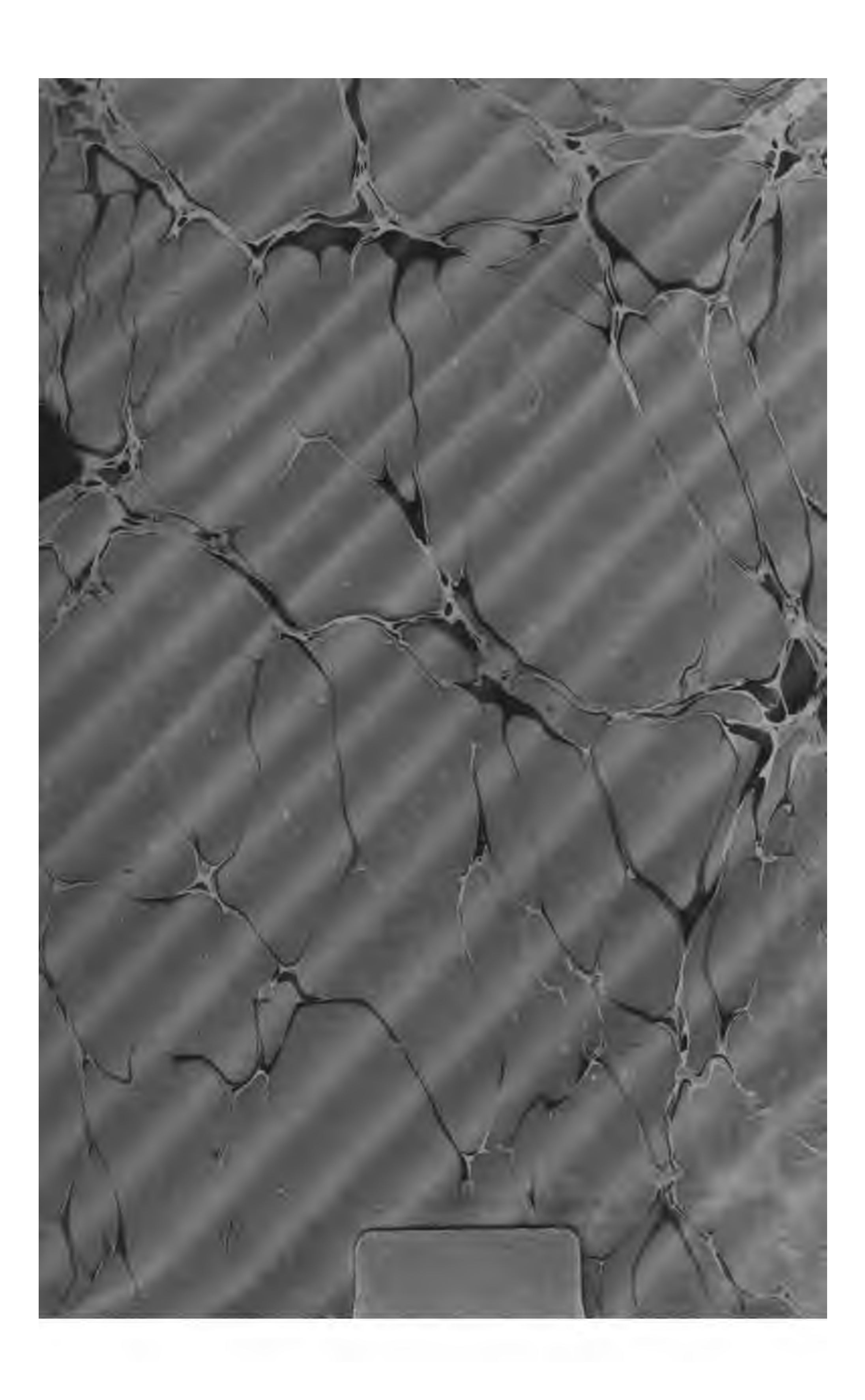
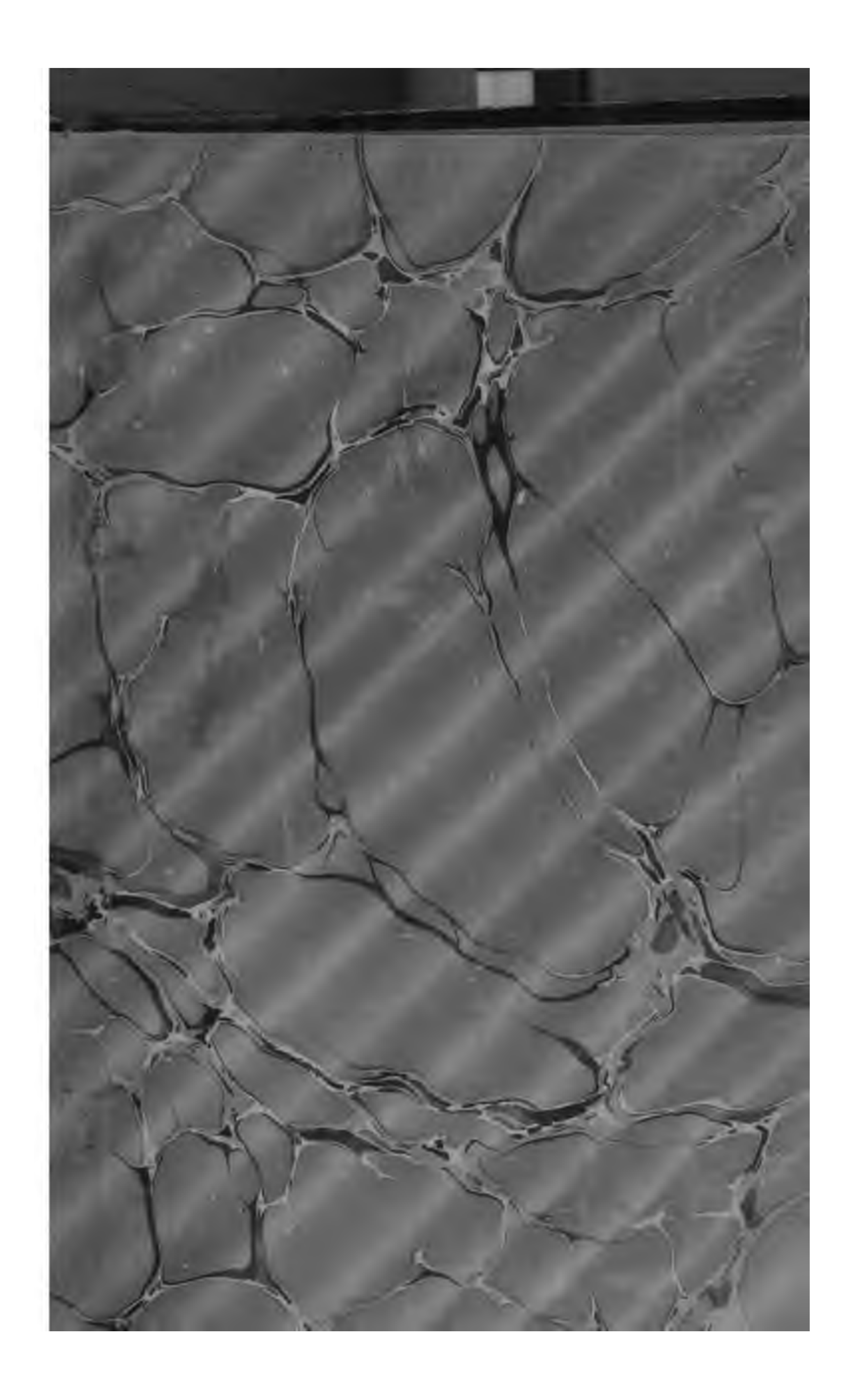










HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

DU MÊME AUTEUR, A LA MÊME LIBRAIRIE

Histoire de la seconde République française. 3e édition. Deux vol. in-8° . . . . 16 fr.

Histoire du second Empire. — Tomes I et II (1852-1859). 7e édition. Deux vol. in-8° avec cartes . . . . 16 fr.

— Tome III (1859-1861). 6e édition. Un vol. in-8° avec cartes . . . . 8 fr.

— Tome IV (1861-1866). 6e édition. Un vol. in-8° avec cartes . . . . 8 fr.

— Tome V (1866-2 janvier 1870). 4e édition. Un vol. in-8° . . . . . 8 fr.

— Tome VI (2 janvier-7 août 1870). 4e édition. Un vol. in-8° . . . 8 fr.

PARIS. TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 6103.

HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

PAR

PIERRE DE LA GORCE

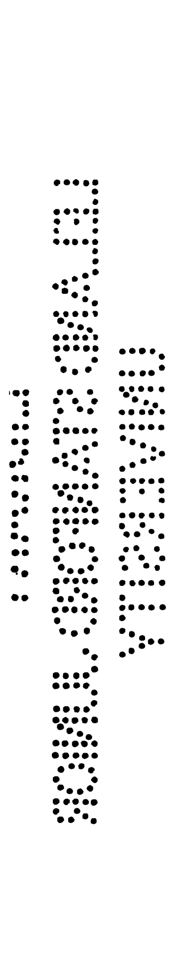
TOME SEPTIÈME

CINQUIÈME ÉDITION



PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6^e

1905



HISTOIRE

DU

SECOND EMPIRE

LIVRE XLI

L'ARMÉE DE METZ

SOMMAIRE : I. — Premières nouvelles des défaites : la nuit du 6 au 7 août : Paris pendant la journée du 7 août.

II. — Metz : résolutions contradictoires : en quelles anxiétés s'écoulent les journées des 7 et 8 août : le commandement : l'Empereur, Lebœuf, Bazaine. — Concentration de l'armée en avant de Metz sur la Nied française.

III. — La situation intérieure : arrivée des députés à Paris : leurs dispositions : premiers projets de changement ministériel : pourparlers avec l'Impératrice (8 août). — La séance du 9 août : déclaration de M. Émile Ollivier. — Propositions diverses : M. Latour du Moulin ; Jules Favre, le baron Jérôme David. — Chute du cabinet Ollivier. — Le nouveau ministère : quels éléments il représente et quelle en est la signification.

IV. — L'armée allemande après les batailles du 6 août : comment ses différents corps s'avancent au delà de la Sarre et se répandent en Lorraine. — Explorations et reconnaissances dans le but de découvrir les projets de l'armée française.

V. — L'armée française : abandon de la ligne de la Nied française (11 août) et repliement général vers Metz. — En dépit de ce recul, le projet, déjà débattu le 7, de franchir la Moselle et de rétrograder sur Verdun et Châlons ne semble pas encore arrêté. — Crise du commandement : démission du major-général : comment Bazaine est appelé au commandement en chef de l'armée du Rhin (12 août). — Comment semble résolu, quoique non sans quelques arrières hésitations, le projet de retraite au delà de la Moselle.

Chênes. — Comment les Saxons et la garde combinent leurs efforts pour une attaque décisive. — Canrobert : infériorité numérique et insuffisance de ses ressources. — Quels appels il adresse à Bazaine et quel accueil reçoivent ses demandes. — Marche des Saxons. — Grande attaque de la garde royale prussienne : la 1e brigade : la 3e brigade : la division de Pape. — Mémorables combats et pertes terribles. — Canrobert : mélange d'espoir et d'anxiété : comment ses forces s'épuisent : la garde impériale : quel secours elle pourrait fournir. — Héroïsme de Canrobert et de ses soldats : derniers efforts : attaque et prise de Saint-Privat.

XX. — La retraite du 6e corps. — Comment le sort du 4e corps est lié à celui du 6e : la division Cissey : ses derniers combats : sa retraite : comment le reste du 4e corps est ramené en arrière.

XXI. — Le roi Guillaume : quelle attaque de Steinmetz, tentée à la nuit tombante et suivie d'insuccès, provoque en lui les plus vives inquiétudes : comment les messages de victoire ne lui arrivent que tard et peu à peu. — Bazaine à Plappeville : son langage rassurant : avec quelle impassibilité il accueille la nouvelle de sa défaite. — La nuit du 18 au 19. — Retraite de toute l'armée française : ses nouvelles positions. — Message de Bazaine à l'Empereur. — Nouvelles dispositions de M. de Moltke : l'armée de la Meuse et l'armée du prince Frédéric-Charles. — L'investissement.

XXII. — Comment, avec les trois batailles des 14, 16, 18 août, se clôt une des phases de la guerre. — Grandeur tragique de la lutte. — Quelles chances de succès ont été négligées ou perdues. — Bazaine. — Quelle douleur provoque en Allemagne la grandeur des pertes : par quels monuments les deux nations se sont appliquées à perpétuer le souvenir de la lutte. — Quels glorieux épisodes et quels exemples de valeur tempèrent pour l'armée française l'amertume de la défaite.

I

Paris vivait dans l'attente. Sarrebruck avait provoqué l'espoir, Wissembourg la douleur. Le 6 août vers midi, le bruit se répandit à la Bourse que l'armée prussienne venait d'être écrasée. Par une singulière ironie du sort, c'était l'heure où Mac-Mahon pliait, où Frossard laissait échapper la fortune. A cette rumeur, les refrains de la *Marseillaise* éclatèrent; rue Vivienne les drapeaux parurent; sur les boulevards quelques magasins se pavoisèrent. Quand se furent apaisés les élans de cette allégresse, on s'avisa que l'information méritait d'être contrôlée. Aucun avis officiel, aucune dépêche. Quelques

bandes se dirigèrent vers la Chancellerie. Justement les ministres revenaient de Saint-Cloud où s'était prolongé un conseil fort soucieux. M. Émile Ollivier se montra à la foule, recommanda le calme, ajouta qu'on n'avait reçu aucun message, promit que le gouvernement ne garderait rien de caché. La déception fut aussi vive que prompte avait été l'espérance. Cependant les plus avisés calculaient que les deux armées devaient être aux mains. La journée s'écoula dans un redoublement d'agitation; déjà perçait une nuance inquiète, les bonnes nouvelles n'ayant point coutume de s'attarder. En invoquant leur ignorance, les membres du cabinet étaient sincères; ils ne savaient rien, et cette incertitude prolongée n'était pas leur moindre supplice. Vers six heures, ils se réunirent de nouveau et, n'y tenant plus, décidèrent que l'un d'eux, M. Maurice Richard, partirait incontinent pour Metz. La soirée s'avançant, l'attente exaspérée devint véritable fièvre; sur les boulevards, dans les bureaux des journaux, dans les lieux publics, on épiait, d'un cœur angoissé, le bulletin décisif qui aggraverait Wissembourg ou le réparerait.

La nuit était depuis longtemps tombée, et le silence commençait à se faire dans la ville assoupie. Vers onze heures et demie, un message de l'Impératrice arriva au ministère de l'Intérieur. C'était la communication d'une dépêche adressée de Metz à Saint-Cloud par l'Empereur. Voici, tel que je le trouve dans les papiers de l'un des ministres, le texte de ce télégramme qui portait au gouvernement et au pays la première connaissance de ses malheurs : « Nous sommes en pleine retraite. Il faut que nous soyons à la hauteur des circonstances. Il faut déclarer l'état de siège et se préparer à la défense de la capitale. Je n'ai pas de nouvelles de Mac-Mahon (1). »

Immédiatement les ministres furent convoqués place Beauvau. Ils arrivèrent les uns après les autres, consternés de tout ce que la dépêche dévoilait, plus consternés de ce que

(1) Cette dernière ligne s'explique mal ; car Mac-Mahon avait, de Niederbronn, vers cinq ou six heures du soir, télégraphié sa défaite. (Voir *suprà*, t. VI, p. 414.)

peut-être elle cachait encore. L'avis le plus précieux serait celui des militaires. On alla réveiller le maréchal Baraguay d'Hilliers, commandant de la garnison de Paris; on manda aussi — car l'image d'un siège se présentait subitement devant les yeux — le général de Chabaud-Latour, commandant supérieur du génie; on appela enfin le général Trochu, demeuré à Paris sans emploi, et qui, toutes choses étant renversées, puiserait dans sa disgrâce même son crédit.

La délibération commençait à peine quand on apprit que l'Impératrice venait d'arriver aux Tuileries. Ministres et militaires, tous s'y rendirent. La souveraine portait sur son visage les traces d'un abattement profond; bientôt son courage domina le trouble de ses sens. Elle interrogea d'abord les généraux. Comme le respect et l'embarras prolongeaient le silence, Trochu prit la parole. Il la garda longtemps, détailla avec plus de vérité que de convenance les fautes du gouvernement impérial, trouva le moyen de rendre déplaisantes les considérations même les plus sages, fut éloquent suivant sa coutume, et ne conclut pas. « Nous fûmes tous blessés de ce langage », a écrit le témoin sincère et intègre auquel j'emprunte ce récit (1). Enfin le général se tut, et on put discuter utilement, non le passé qui était irréparable, mais le présent qui comportait de prompts remèdes. Le ministre de la Guerre fut invité à concentrer par les voies les plus rapides toutes les forces mobilisables. Le général de Chabaud-Latour reçut la mission de pourvoir à la défense de Paris; à défaut d'officiers du génie, les ingénieurs et les conducteurs des ponts et chaussées furent mis à sa disposition. L'urgence de convoquer les Chambres fut aussi débattue; mais on ajourna la solution : plusieurs se rappelaient le Corps législatif de 1814, et redoutaient les émancipations tardives des assemblées trop longtemps dociles.

Quand les ministres se séparèrent, déjà les premières blancheurs de l'aube rayaient l'horizon. Bientôt le soleil se dégagea des vapeurs et monta dans un ciel radieux. C'était un

(1) Papiers de M. Plichon, ministre des travaux publics.

dimanche. On entendit tinter les clochettes des couvents; puis les grosses cloches des paroisses vibrèrent dans l'air du matin. Les églises se remplirent de fidèles, plus nombreux, plus recueillis que de coutume, tous priant pour la patrie, beaucoup pour leurs propres enfants. Près des mairies quelques rassemblements se formèrent; aucune affiche, aucun télégramme, rien qu'une morne solitude devant les grilles fermées. Plusieurs journaux arrivèrent dans les kiosques. Puis l'*Officiel* parut. Il contenait des nouvelles déjà vieillies; cependant on y pouvait découvrir une laconique dépêche qui ne renfermait que ces mots : « Le corps de Frossard est en retraite. » Information grave, mais incomplète encore, et qui ne découvrait qu'un coin de nos malheurs.

Vers sept heures, les ministres reprirent le conseil interrompu. A la fin de la nuit et depuis le lever du jour, une série de télégrammes étaient arrivés de Metz. Ils complétaient la lumière. Cette lumière était effroyable. On avait subi, non un seul échec, mais deux grandes défaites. Par deux larges brèches, la France s'ouvrait. Les mesures furent celles des suprêmes périls. L'état de siège fut décrété. On appela à Paris l'infanterie de marine, les canonniers de l'armée de mer, les régiments demeurés en Corse ou aux frontières des Pyrénées. L'armement du pays nécessiterait le concours financier des Chambres : toutes les objections s'effaçant devant l'urgence, les députés furent convoqués, d'abord pour le 11 août, puis pour le 9. Il restait à publier la grande catastrophe. Une proclamation fut rédigée, simple, brève, digne, et qui se terminait par un appel à l'union pour le salut commun.

Il était neuf heures du matin. L'anxiété, la soif des nouvelles avaient chassé les Parisiens hors de leurs demeures. C'est à ce moment que se posèrent les affiches fatales. Le premier sentiment fut la stupeur : point de cris, point de paroles, rien qu'un murmure étouffé, fait d'ahurissement et de consternation. On ne comprenait pas, on se refusait à comprendre. Cette double défaite en un seul jour, ces deux corps d'armée refoulés, ces provinces de Lorraine et d'Alsace envahies,

Paris demain peut-être assiégé, tout cela déroutait les âmes françaises, habituées à la fidélité de la victoire. Beaucoup, ayant lu la proclamation officielle, s'éloignaient en une sorte d'hébétement terrifié; puis ils se mettaient à vaguer au hasard, incertains entre la réalité et le rêve, et battant l'asphalte de leurs pas inconscients. Quand les esprits eurent recouvré la pleine perception des choses, on entendit les déclamations ordinaires des peuples qui aiment mieux accuser la fortune ou répudier leurs conducteurs que de porter virilement leur destin. C'est alors que jaillirent les premières invectives contre les généraux réputés incapables, Lebœuf, Failly, Frossard. Les colères montant jusqu'à l'Empereur, le mot de déchéance circula, mais d'une voix bien basse encore et que la crainte étouffait. Puis des bandes commencèrent à parcourir la ville en demandant des armes. Dans les groupes, des orateurs péroraient, vantant 92, la levée en masse, les victoires républicaines, tout ce qu'une fausse histoire avait enseigné, tout ce qu'une fausse rhétorique avait propagé. Au milieu des paroles éclatantes et vides, on eût pu saisir d'autres accents plaintifs, angoissés : c'étaient les interrogations des pères, des mères, qui demandaient quels régiments avaient été engagés, si l'on savait le chiffre des pertes, quand on connaîtrait les noms des morts. Cependant on croyait à une nouvelle bataille imminente, et sous le soleil déclinant de la radieuse journée d'été on attendait toujours, dans le vague, dans le fol espoir d'un télégramme sauveur. Rien ne vint si ce n'est quelques dépêches banales, vains commentaires de celles du matin. Mais la surexcitation des âmes interdisait le repos, et longtemps dans la nuit les promenades populaires, les cris de courroux ou de vengeance, les stationnements dans les rues prolongèrent l'émotion de ce dimanche tragique qu'aucun des contemporains n'oubliera jamais.

II

A Paris on subissait le contre-coup des défaites. A Metz on portait la responsabilité des mesures qui consommeraient la ruine ou amèneraient le relèvement. Aucune parole ne saurait dire quelles étaient au grand quartier général les perplexités, les appréhensions, les angoisses.

La première pensée avait été de reprendre aussitôt l'offensive, de concentrer vers Saint-Avold le 3e corps, le 4e, la Garde, et de se jeter dans le flanc de l'ennemi. Pendant la nuit, et par ordre de l'Empereur, un train fut chauffé à la gare de Metz, prêt à emporter le souverain au milieu de ses troupes. Déjà Napoléon était monté dans son wagon, quand arrivèrent des avis déconcertants : la gare de Bening était au pouvoir de l'ennemi; on ignorait la ligne de retraite suivie par le 2e corps. Sur le quai un court conciliabule s'engagea. L'Empereur regagna la préfecture. Il était quatre heures du matin. Le maréchal Lebœuf se rendit seul à Saint-Avold, non pour y reprendre la lutte, mais pour y recueillir des nouvelles, pour y conférer avec les généraux. Il y vit Bazaine, Bourbaki, et soit désir de réconforter le prince, soit expression d'une pensée sincère, transmit à Metz des informations un peu moins alarmées. Le 7, à sept heures et demie du matin, il télégraphiait à Napoléon : « Je trouve ici un moral excellent; la retraite s'effectuera en très bon ordre, à la condition qu'on ne précipite rien (1). »

En dépit de ces prévisions, l'espoir, un instant entretenu, d'une immédiate revanche s'évanouissait. On songea à se retirer sous Metz, et ce fut la deuxième résolution de la journée. Bientôt un dessein perça qui, la veille, eût semblé inouï :

(1) *Revue d'histoire*, rédigée à l'état-major général de l'armée, septembre 1902, p. 638. — *Enquête parlementaire sur le 4 septembre*, déposition du maréchal Lebœuf, p. 60-61.

qui, même en cette heure de détresse, parut extraordinaire. Il consistait à rétrograder, non derrière la Moselle, non derrière la Meuse, mais jusqu'à Châlons. Des ordres furent envoyés en ce sens à Mac-Mahon qui était à Saverne, à Failly qui venait d'arriver à la Petite-Pierre, et à Frossard lui-même, dont on n'avait point encore de nouvelles précises. Canrobert, chef du 6e corps, avait reçu la veille l'avis de diriger ses divisions sur Nancy. Toutes choses étant changées, on lui prescrivit de demeurer au camp de Châlons, où il avait organisé ses troupes, et d'y ramener les régiments déjà partis (1). Cependant nos yeux n'avaient point encore assez mesuré la grandeur des désastres pour qu'un parti si extrême allât sans protestations. Dès que le télégraphe eut porté à Paris l'annonce du projet, les ministres furent frappés de stupeur et, sans s'ingérer dans les questions stratégiques dont l'Empereur était le seul juge, signalèrent l'impopularité d'un pareil recul. A Metz même, les objections ne manquèrent point : cette longue marche en arrière serait funeste au moral de l'armée : elle serait la consécration de la défaite : elle abandonnerait à l'ennemi toute la Lorraine à peine entamée et une partie de la Champagne elle-même. L'Empereur hésita, puis parut céder, et ce projet, qui bientôt serait considéré comme le plus sage, fut provisoirement laissé en suspens.

La journée du 7 août s'était consumée en ces combinaisons. On revint à l'idée de se replier vers Metz. C'était la quatrième évolution du commandement. Mais y avait-il encore un commandement? En cette heure où de la direction dépendait le salut, l'armée cherchait en vain à qui elle pût se confier.

D'un loyalisme irréprochable, elle était attachée à l'Empereur. Elle honorait en lui le souverain, non le général. Les revers venaient de dissiper les dernières illusions. Sous la poignante impression de la défaite, l'un des familiers du monarque, le général Lebrun, s'enhardit jusqu'à traduire la pensée commune. Profitant d'un moment où le prince était seul, il s'ap-

(1) Dépêches et télégrammes du major général (*Revue d'histoire*, septembre 1902, p. 649, 655, 683, 685). — Général DE FAILLY, *Opérations et marches du 5e corps*, p. 17.

procha de lui, et, avec l'accent de son dévouement non suspect : « Sire, lui dit-il, n'y a-t-il pas urgence à ce que l'Empereur aille reprendre les rênes du gouvernement, après avoir remis la direction militaire à l'un de ses maréchaux? » Napoléon avait écouté ces paroles sans colère et même sans surprise. Quand le général eut fini : « Comment voulez-vous, répliqua-t-il, qu'après avoir quitté Paris à la tête de l'armée, j'y rentre seul, laissant l'armée ici? » Lebrun osa prolonger l'entretien, insinua que l'Empereur, sans revenir à Paris, pourrait se rendre à Saint-Cloud, à Compiègne ou ailleurs, y convoquer les ministres, y installer le siège du gouvernement. Devant cette insistance le monarque demeura silencieux. Quelques heures plus tard, il manda le général : « J'ai pesé, lui dit-il, vos propositions; plus j'y ai réfléchi, plus il m'a paru impossible de quitter mes soldats (1). »

Vis-à-vis de l'Empereur, le respect, l'affection enchainaient les paroles. Vis-à-vis du major général, la discipline contenait à peine les critiques. Il avait promis qu'on était prêt, promis qu'on avait une avance sur les Prussiens, promis qu'on allait prendre vigoureusement l'offensive. La grandeur de sa chute se mesurait à la présomption de ses assurances. On lui reprochait les effectifs incomplets, les réserves non arrivées à temps, le matériel insuffisant ou défectueux. Les nouvelles venues des champs de bataille dénonçaient, parmi les causes de revers, l'infériorité de nos batteries : or on s'étonnait, on s'irritait que Lebœuf, officier d'artillerie, n'eût ni prévu ni conjuré ces désavantages, et on rappelait, non sans amertume, tous les avertissements demeurés inécoutés. Pliant sous les récriminations, écrasé sous les responsabilités, Lebœuf lui-même, loin de ressaisir le commandement, le laissait flotter. Le 8 au soir, comme Bazaine lui demandait ses instructions, il lui répondit par quelques recommandations banales qui ne pouvaient ni le guider ni l'entraver; puis il ajoutait : « Vous seul avez des ordres à donner; faites donc ce que les circonstances vous inspireront. »

(1) Lebrun, *Souvenirs militaires*, p. 281-282.

Volontaire ou non, l'abdication ne serait profitable que si l'autorité venait se poser sur un chef marqué du double signe du vouloir et du génie. Décidément ce chef ne serait ni l'Empereur ni Lebœuf. Serait-ce Bazaine?

Tout concourait à son élévation. Avec son intelligence faite surtout de finesse, il s'appliquait à ne s'engager ni par paroles, ni par avis, ni par actes, en sorte que, dans la prompte usure de tous les autres, l'autorité dérivât, comme par une pente naturelle, vers celui qui ne s'était pas compromis. Entre tous les maréchaux, il était avec Lebœuf le seul qui fût à Metz. Mac-Mahon, réduit à la condition de vaincu, se retirait à travers les Vosges. Canrobert n'avait point encore quitté Châlons et n'aspirait d'ailleurs qu'à tenir la première place au second rang. Dès les premiers jours, l'opinion publique avait attribué au commandant du 3ᵉ corps une sorte de primauté. Les décisions impériales avaient confirmé cette prééminence. Bazaine avait suppléé Lebœuf, retenu d'abord à Paris; puis, par ordre du 5 août, il avait recueilli, quoique avec des restrictions notables, la direction des 2ᵉ et 4ᵉ corps. Il touchait au jour où il serait préposé à toute l'armée de Lorraine, bien que sous le contrôle au moins nominal du major général. Puis le major général disparaîtrait, et enfin l'Empereur. Ce jour-là serait rétablie l'unité. Mais voici où résiderait le grand malheur : le seul chef qui semblait possible serait aussi celui dont les âmes clairvoyantes se défiaient le plus.

La journée du 8 s'acheva, comme celle du 7, dans la confusion des avis contraires. Dans la soirée, l'arrivée d'un nouveau venu apporta une courte diversion à l'universelle tristesse. A la gare de Metz, un vieillard débarqua qui, s'engageant à pied dans la rue Serpenoise, gagna la préfecture. C'était Changarnier. La veille à Autun, il avait appris le grand désastre. Aussitôt il était parti et, oublieux des anciens griefs, venait se mettre à la disposition de l'Empereur. « Je n'ai pas été le courtisan de la bonne fortune, dit-il au souverain en l'abordant ; mais je veux aujourd'hui donner l'exemple du ralliement ». Cette magnanimité toucha, et pour un instant les âmes se sentirent relevées. On s'empressa autour du vieux

soldat : l'un lui fournit un képi, l'autre une tunique, le troisième une épée, et pièce à pièce on l'équipa. Dans l'entourage impérial, le général s'appliquait à reconnaître, sous le masque des années, ceux qui avaient servi sous ses ordres. Puis, par des paroles réconfortantes, il s'efforçait de prouver aux autres et de se prouver à lui-même que rien n'était perdu. Cependant il se trouva que tous les commandements étaient donnés. Aussi l'ancien combattant des guerres d'Afrique demeurerait-il sans fonctions officielles, sorte d'avocat consultant à la suite de l'armée. Sur les contrôles, on l'inscrivit, à ce qu'assure son biographe, avec cette désignation : le général Changarnier, ami du maréchal Lebœuf (1).

Tandis que se discutaient les résolutions d'où sortirait la perte ou le salut, l'armée avait quitté ses bivouacs de Puttelange, de Saint-Avold, de Boulay, et se repliait vers Metz. La marche ne se poursuivait ni sans privations ni sans souffrances : les distributions de vivres étaient irrégulières; des pluies presque continuelles détrempaient les chemins; certains régiments avaient perdu leurs ustensiles et leurs effets de campement. Jaloux de connaître l'état des troupes, l'Empereur se rendit le 9 au matin à Faulquemont, au milieu des troupes du 3ᵉ corps. Il trouva les soldats lassés de leurs longues étapes et un peu murmurants de leurs fatigues, mais moins démoralisés qu'on eût pu le craindre. Quand on eut parcouru les bivouacs, on tint conseil, et de nouveau on débattit la conduite future. A la retraite sous Metz le chef du 3ᵉ corps eût préféré une concentration plus en arrière. Jadis pourvu d'un grand commandement à Nancy, il avait fort étudié la position de Frouard au confluent de la Meurthe et de la Moselle C'est là qu'il proposa de réunir l'armée : on rallierait en ce point les 1ᵉʳ, 5ᵉ, 7ᵉ corps et, toutes nos forces étant ainsi massées, on tiendrait en échec l'ennemi (2). L'Empereur ne goûta point cet avis. Il persista dans le projet de s'appuyer sur Metz, mais en arrêtant ses troupes fort en avant

(1) Comte d'Antioche, *Vie du général Changarnier*, p. 435.

(2) Maréchal Bazaine. — *L'Armée du Rhin*, p. 40. — Procès Bazaine, déposition du maréchal Lebœuf (audience du 20 octobre 1873).

de la place. A trois ou quatre lieues à l'est de la ville coulait du sud au nord un affluent de la Moselle qu'on appelait la Nied française. C'est sur la rive gauche de cette rivière que s'établirait l'armée comme en une première position défensive. Que si elle était contrainte de reculer encore, elle viendrait occuper tout près de Metz une autre position qu'on déclarait « fort belle aussi », en avant des forts de Queuleu et de Saint-Julien (1).

L'exécution ne tarda point. Le 9 au soir, le 10 au matin, le 2e corps bivouaquait à Remilly, le 3e à Pont-à-Chaussy, la Garde à Maizery. Le 4e corps, un peu plus en arrière, avait son quartier général au château de Gras (2). Ainsi répartie, l'armée était protégée sur son front par la Nied française, et, s'appuyant sur une grande place de guerre, avait ses derrières assurés. C'est le long de cette ligne de défense qu'on attendrait l'adversaire. Le principal danger était la nature du pays, couvert de grands bois en avant de la Nied, ce qui faciliterait les surprises de l'ennemi. Ce plan exigeait que toutes nos forces fussent rassemblées vers Metz. On appela vers cette ville la cavalerie légère du général du Barail, qui, après la défaite du 6, avait été dirigée sur Saint-Mihiel. Un officier d'état-major fut envoyé au général de Failly pour l'inviter à marcher sur Nancy, d'où il serait appelé à Metz. Quant au 6e corps, on lui avait prescrit le 5 août de rallier Metz et le 7 demeurer à Châlons. Le 9 août, l'ordre lui fut derechef transmis de se mettre en route, d'utiliser toutes les ressources de la Cie de l'Est, et de se réunir en toute hâte au gros de l'armée.

A ces corps ainsi concentrés et accrus il convenait d'assurer une direction unique. Malgré la coupable inaction de Forbach, Bazaine attirait de plus en plus les regards. A Paris, l'opposition avait commencé à l'adopter; à Metz, ses amis le proclamaient nécessaire; ses ennemis eux-mêmes n'étaient point éloignés de le juger inévitable. Comme l'Empereur revenait de Faulquemont, il signa les lettres de service qui subor-

(1) Note du major général, 9 août 1870. — Voir à l'appendice, carte n° 1.
(2) Voir *Revue d'histoire,* novembre 1902, p. 1132.

donnaient au maréchal toute l'armée de Lorraine. Cependant le souverain ne s'effaçait pas encore tout à fait; il gardait une sorte de commandement supérieur, et de plus conservait à ses côtés le major général. Il faudrait une nouvelle poussée de l'opinion pour que l'abdication s'achevât, et dans cette élévation encore incomplète peut-être eût-on pu voir chez Napoléon la trace de répugnances clairvoyantes qui ne s'amolliraient que par degrés.

Telle était la condition des choses dans la matinée du 10 août. Tout semblait annoncer une prochaine bataille, qui se livrerait en avant de Metz, sur les positions que nous avions choisies. Mais dans le choc perpétuel des avis contraires, dans l'ignorance où l'on était des mouvements ennemis, quel plan eût paru définitif? Cependant les pensées se tournaient non seulement vers la frontière, mais vers l'intérieur. Pour le pauvre Empereur la tâche était double, et tandis qu'aux rives de la Moselle il contiendrait les armées allemandes, il lui faudrait à Paris assurer, avec le maintien de l'ordre, le sort de la dynastie.

III

On a dit la journée du 7 août et ses terribles émotions. Dans les provinces la stupeur avait été pareille, et pareilles aussi les récriminations, les terreurs, les colères. Le 8 août, les trains du matin amenèrent des départements un grand nombre de députés, les uns connaissant déjà la convocation, les autres l'ignorant encore, mais attirés vers Paris par la grandeur des choses. Dès le milieu du jour, ils se trouvaient rassemblés dans la salle des Conférences et, se répandant en conversations tumultueuses, devançaient la session extraordinaire qui s'ouvrirait le lendemain.

Leurs entretiens découvrirent de suite des dispositions très complexes, faites de trouble, de mécomptes, de retours un

peu égoïstes sur eux-mêmes, de repentir pour leurs docilités passées. Depuis dix-huit ans ils étayaient le trône, non par cette fidélité héréditaire qui est le précieux privilège des monarchies traditionnelles, mais par sollicitude pour le repos public. L'Empire ne valait que par tout ce qu'il soutenait autour de lui ; en perdant sa force, il perdrait sa raison d'être, et il n'y aurait guère pour lui d'autre condition que de demeurer tout-puissant ou de périr. Aux députés réunis dans le Palais-Bourbon ces perspectives n'apparaissaient qu'un peu confusément, et moitié respect du pouvoir, moitié timidité, ils mettaient leurs scrupules à ne point s'y arrêter. Quoi qu'ils fissent pour n'être point trop clairvoyants, ils sentaient déjà, ils sentiraient surtout plus tard tout ce qui venait de se briser. En ces conjonctures, non seulement ils se désolaient pour leur pays, mais ils s'affligeaient très sincèrement pour la dynastie. Toutefois le regret n'était point tel qu'ils ne songeassent à eux-mêmes. De là un dessein, à cette heure effleuré plutôt qu'approfondi, celui de ne point se solidariser avec l'Empire, de n'en sauver que ce qui était sauvable, d'appuyer la régence, mais en l'absorbant au besoin, et d'usurper assez sur les attributions exécutives pour que la révolution grandissante ne pût proclamer le pouvoir vacant. En cette conception bien vague encore, l'égoïsme s'excuserait en se masquant sous le patriotisme. N'y avait-il pas, au-dessus de l'Empire, le pays et la société à préserver de l'anarchie? A mots couverts et non sans artifice, les députés de la gauche insinuaient ces pensées; les députés des centres y prêtaient l'oreille, les recueillaient, s'en laissaient peu à peu pénétrer; et, après les avoir combattues d'abord, après s'en être montrés fort scandalisés, les plus fidèles eux-mêmes subiraient plus ou moins l'entraînement.

En ce lendemain de la défaite, une observation très attentive eût seule pu saisir ces premières déviations. Ce qui éclatait avec violence, c'était la réprobation contre les auteurs de la guerre. La Chambre avait encore toutes présentes les déclarations de M. de Gramont, les assurances de Lebœuf. Honteuse de son aveugle confiance — car elle n'avait ni sollicité

d'enquête ni réclamé de preuves — elle estimait que le meilleur moyen de se justifier elle-même serait de congédier au plus tôt ceux qui l'avaient trompée. La défaveur s'étendait sur Émile Ollivier qui, disait-on, avait eu les intentions de la paix, mais sans la clairvoyance qui discerne les pièges et sans la fermeté qui sait vouloir jusqu'au bout. Dans le même discrédit étaient enveloppés les autres ministres. C'étaient des hommes excellents, et fort injustement attaqués, car plusieurs d'entre eux n'avaient pas ménagé les avis sagaces; mais l'heure n'était point aux justices de détail, et la subite catastrophe ressemblait à ces violentes tempêtes qui roulent pareillement sous leurs vagues les grandes épaves et les moindres débris. Même en cette explosion de reproches, il ne manquait point de députés qui s'efforçaient d'atténuer les colères : ils commentaient les récentes dépêches et s'appliquaient à montrer que rien n'était irréparable ; ils imputaient les événements à la mauvaise fortune plutôt qu'à l'imprévoyance ou à l'incapacité; puis ils observaient qu'un changement de ministère ne donnerait au pays aucune force, ne ravirait aux Prussiens aucune chance, et ajouterait une complication fâcheuse à une situation qui ne comportait point de nouveaux embarras. Mais ces sages, ces patriotiques paroles tantôt étaient écoutées avec un froid silence, tantôt provoquaient les protestations. Ce qui assurerait la perte du cabinet, c'était le grand nombre de gens qui se flattaient de gagner à sa chute. A cette heure suprême, il réunirait contre lui les passions de la gauche, attentive à pousser les choses à l'extrême, les ambitions de la droite, jalouse d'une rentrée quelle qu'elle fût. La coalition se grossirait enfin de tous ceux qui, n'osant encore déserter l'Empire, croiraient, en abandonnant le ministère, graduer leur défection.

M. Émile Ollivier et ses collègues ne se faisaient pas illusion. Ils commençaient à ressentir cette grande solitude, signe des imminentes disgrâces. Sans beaucoup de confiance, ils cherchèrent à se raffermir en fortifiant l'élément militaire. Comme le général Dejean, qui suppléait Lebœuf au ministère de la guerre, paraissait insuffisant, ils imaginèrent de le

remplacer par le général Trochu. Celui-ci formula des conditions qui équivalaient à un refus : il voulait obtenir préalablement une entière licence pour dévoiler les abus passés. Trochu écarté, on songea au général de Montauban, comte de Palikao, et de Lyon où il commandait on l'appela à Paris. Mais plus les heures s'avançaient, plus il était visible qu'un remaniement partiel ne satisferait personne, ni le pays qui réclamait des victimes, ni les députés qui voulaient s'amnistier d'avoir été crédules en se montrant du moins bons justiciers.

L'impatience ne permettrait pas l'attente. Pendant la soirée du 8 août, les membres du cabinet délibéraient sous la présidence de l'Impératrice. Le ministre de l'intérieur rendait compte des menées du parti démagogique qui méditait, disait-on, d'envahir le lendemain le Corps législatif. A ce moment (il était près de dix heures), on annonça à la souveraine qu'un groupe de députés, conduits par M. Brame, demandaient à être reçus par elle. La Régente interrompit le Conseil. Les délégués étaient au nombre de six, deux de la droite, deux du centre droit, deux du centre gauche. Ils se dirent envoyés par une centaine de leurs collègues qui s'étaient dans l'après-midi rassemblés au Palais-Bourbon. En leur nom, ils réclamèrent que le ministère Ollivier fût immédiatement congédié, que le portefeuille de la guerre fût attribué au général Trochu, que le général de Palikao reçût le commandement de l'armée destinée à couvrir Paris. La demande marquait un empiétement singulier sur le pouvoir exécutif, et deux jours plus tôt elle eût étrangement résonné. Quand M. Brame se fut tu, l'Impératrice reprit, point par point, la requête. S'expliquant d'abord sur le renvoi des ministres, elle exprima la crainte qu'un changement de personnes ne fût qu'un péril de plus. — Sur le choix du général Trochu, la souveraine s'étendit assez longuement : « J'ai fait faire, dit-elle, des ouvertures au général; mais il a répondu qu'il n'accepterait qu'à la condition de pouvoir dénoncer à la tribune toutes les fautes commises depuis 1866. Une telle exigence est-elle admissible? Je vous en fais juges, Messieurs. » — Quant au général Palikao, la Régente laissa entendre que son expérience serait prochai-

nement utilisée et ajouta qu'il venait d'être appelé à Paris. — Lorsque les délégués eurent quitté le château, la séance du Conseil reprit. Si les ministres avaient conservé quelque espoir, cette démarche eût achevé de les éclairer. Ils jugèrent cependant qu'ils devaient attendre le vote parlementaire et qu'une retraite spontanée aurait un air de désertion. L'Impératrice les approuva.

On atteignit de la sorte le matin du 9 août. C'était le jour de la réunion des Chambres. Dès la première heure, des rapports inquiétants parvinrent au ministère de l'intérieur. On parlait de rassemblements qui s'organisaient, de bandes qui se porteraient vers le Palais-Bourbon. D'urgence l'autorité militaire prescrivit les mesures que réclamaient la garde de l'Assemblée et le repos public. Sûrement cette vigilance serait efficace. Mais l'ordre, provisoirement rétabli, ne serait-il pas pour l'avenir à la merci de tous les incidents? Sous cette impression très vive, l'idée du retour de l'Empereur, idée déjà débattue à Metz, s'affermit dans certains esprits. Très préoccupé des dangers présents, plus soucieux encore des périls futurs, le ministre de l'intérieur, M. Chevandier de Valdrôme, se rendit de bonne heure auprès de l'Impératrice, et osa lui suggérer la proposition. Aux premiers mots, celle-ci se récria : « Le retour, répliqua-t-elle très vivement, aurait l'air d'une fuite. La seule place de l'Empereur est à l'armée. — La présence de Sa Majesté, repartit le ministre, est indispensable à Paris pour déjouer les intrigues, pour dominer les agitations; pour organiser, au centre même de toutes les ressources, une guerre qui ne peut plus être qu'une guerre défensive. » Comme la souveraine s'élevait contre le projet avec une énergie presque violente, M. Chevandier de Valdrôme poursuivit avec un redoublement de hardiesse : « Le départ est désiré par l'armée elle-même qui a besoin, par-dessus tout, d'un commandement unique et de l'entière liberté de ses mouvements. » Il était impossible de déclarer plus clairement que le monarque n'était à Metz qu'un embarras. La Régente regarda avec stupeur celui qui lui parlait de la sorte, ne sachant si elle avait affaire à un adversaire ou à un ami. « Par ce langage, reprit M. Chevan-

dier, je prouve à Votre Majesté mon dévouement. » M. Pietri, préfet de police, était présent. Le ministre le prit à témoin : « Vous avez devant vous, dit-il, un homme qui vous sert depuis vingt années. Interrogez-le. » M. Pietri, très ému, garda le silence, mais appuya d'un signe les tristes et véridiques paroles. L'Impératrice, très surexcitée, parut mollir. « Puisque vous l'exigez, soit : je vais écrire à l'Empereur. Monsieur Pietri, venez m'aider à rédiger la dépêche. » Cependant, avant toute résolution définitive, la souveraine voulut consulter les membres du Conseil privé. Ceux-ci combattirent fort ce dessein. « L'Empereur, dit l'un d'eux, peut perdre la couronne ou périr; mais, en quittant l'armée, il se déshonorerait. » L'Impératrice n'avait cédé qu'à demi, à contre-cœur. Elle se hâta de se raviser, et le message qui avait été, à ce qu'on assure, rédigé, ne fut point expédié (1).

L'heure s'avançait. Vers midi, la place de la Concorde, le pont, les quais se remplirent de monde. On entendait quelques cris : *A bas Ollivier! à bas le ministère!* mêlés d'imprécations contre l'Empereur. Sur le passage on acclamait les députés de l'extrême gauche. Bientôt on vit déboucher des bandes fort nombreuses qui réclamaient des armes. Cependant les abords de la Chambre étaient solidement gardés : « Le 9 août serait devenu un *quatre-septembre* sans les sages précautions de l'autorité militaire, » a dit plus tard M. Pietri (2).

Les agitations de la rue se prolongeaient dans le palais législatif. C'est au milieu d'une inexprimable confusion que la séance s'ouvrit. Dans le Conseil du matin une déclaration avait été préparée. M. Émile Ollivier monta à la tribune et se mit à la lire. Il était très calme, d'un calme que ses adversaires, acharnés à le perdre, taxèrent d'indifférence. Dès les premiers mots, la gauche éclata en murmures. Le plus singulier n'étaient pas les interruptions, mais qu'elles ne soulevassent plus d'orages. Le garde des sceaux rendit hommage à la bra-

(1) Papiers de M. Chevandier de Valdrôme.
(2) *Enquête sur le 4 septembre*, t. Ier, p. 253.

voure des soldats. Il déclara, avec un peu d'optimisme, que les ressources immenses du pays étaient intactes. Il ajouta — ce qui avait cessé d'être vrai — qu'aucune de nos défenses naturelles n'était au pouvoir de l'ennemi. Il énuméra les mesures résolues ou proposées en vue de la défense nationale : les engagements volontaires seraient facilités ; la garde nationale serait organisée partout; tous les hommes de vingt-cinq à trente-cinq ans seraient incorporés dans la garde nationale mobile; la classe de 1870 serait appelée sous les drapeaux. La grandeur des périls commandait de fuir à l'intérieur toute complication. En un langage très pressant, le ministre affirma la nécessité de l'ordre public : « L'ordre, dit-il, c'est le salut. » Cependant le silence de la droite, l'abattement des centres, les injures de la gauche disaient assez que le pays ne voulait plus de ses conducteurs. A chaque ligne, M. Ollivier pouvait saisir le sentiment de la Chambre. Il déposa son papier; puis en quelques mots improvisés, il supplia les députés de ménager le temps et, s'ils croyaient un changement nécessaire, de ne point le retarder par des discours. « Qu'il n'y ait, dit-il, aucun intervalle dans l'action publique. Ne songez qu'à la patrie. Renvoyez-nous si vous voulez, mais de suite, sans phrases, car ce qu'il faut avant tout, ce n'est pas pérorer, ce n'est pas discuter, c'est agir. »

La question n'était plus la chute du cabinet, mais de savoir sous quel ordre du jour il succomberait. Dès que le garde des sceaux eut regagné sa place, une sorte d'émulation poussa vers la tribune tous ceux qui aspiraient à inscrire leur nom dans les fastes de ces temps mémorables.

Chose singulière! les premiers coups partirent de ceux qu'on eût cru des amis. Diverses causes peuvent expliquer cette conduite. M. Émile Ollivier avait satisfait beaucoup d'amours-propres, mais point tous. Plusieurs députés, ministrables ou se croyant tels, n'avaient pas vu sans dépit qu'on les laissât dans le rang : de là des déplaisirs, des rancunes, des ressentiments plus ou moins inconscients, et qui, à l'heure de la disgrâce, se changeraient en désertion. L'hostilité qui, chez quelques-uns, naissait de l'ambition déçue, dérivait,

chez beaucoup d'autres, de préoccupations plus nobles. Les périls présents ne les absorbaient pas à tel point qu'ils ne gardassent le souci de sauver la liberté. M. Émile Ollivier semblant trop discrédité, ils ne s'obstineraient point à le défendre, mais en l'abandonnant ils s'efforceraient de mettre en sûreté les conquêtes des dernières années. Les événements donnant la première place aux militaires, la plus grande sagesse serait de trouver un soldat assez expérimenté pour assurer la défense, assez affranchi du pouvoir personnel pour ne se prêter jamais aux retours offensifs de l'absolutisme. Un seul homme, Trochu, réputé général consommé, réputé pareillement libéral, répondait à ce double vœu. La motion fut formulée par M. Latour du Moulin, ancien candidat officiel passé depuis dans le centre gauche, et qui avait toutes les ambitions, sinon les capacités des grands rôles. Il demanda la démission immédiate du cabinet, et la formation d'un nouveau ministère dont le chef serait le général Trochu.

La gauche guettait l'occasion d'entrer en scène. Jules Favre monta à la tribune. Du ministère Ollivier il ne parla point, le jugeant chose déjà morte. Il commença par demander la réorganisation de la garde nationale et l'armement de tous les citoyens valides. Puis, s'enhardissant, il proclama le danger de ces « ménagements qui perdent les assemblées et les peuples ». Bientôt, élevant ses accusations jusqu'au souverain, il réclama son retour à Paris : « Que nos forces militaires, continua-t-il, soient concentrées entre les mains d'un seul homme, mais que cet homme ne soit point l'Empereur. » Ces impérieuses paroles résonnèrent dans la salle silencieuse, sans provoquer d'autre protestation qu'un murmure étouffé. Une si incroyable, une si nouvelle patience autorisait l'audace. « Si la Chambre, poursuivit Jules Favre, veut sauver le pays, il faut qu'elle prenne en mains le pouvoir. » Et il proposa « qu'une Commission de quinze membres, choisis par les députés, fût organisée pour repousser l'invasion étrangère ». C'était l'abdication du gouvernement devant la Chambre, en attendant l'abdication de la Chambre elle-même. Jusque-là, la majorité s'était tue. A ces factieuses paroles elle retrouva les restes de ses

anciennes colères : « Cet acte, dit M. Granier de Cassagnac, est un commencement de révolution. » Puis s'adressant à la gauche : « Si j'avais l'honneur de siéger sur les bancs du gouvernement, vous seriez tous ce soir livrés aux conseils de guerre. »

Les plus dangereux adversaires du cabinet n'étaient ni les dissidents du centre gauche ni les violents de la gauche. Le ministère avait d'autres ennemis plus raffinés qui, sans le combattre directement, se contenteraient de le laisser tomber. Les députés de la droite avaient suivi la crise avec une profonde affliction — car ils étaient patriotes — mais aussi avec un espoir inavoué. Le centre gauche aspirait à poursuivre, avec d'autres hommes, l'essai libéral. La gauche méditait de dépouiller la Régence au profit de la Chambre, quitte à confier aux événements le soin d'achever la révolution. Si peu enviable que fût le pouvoir, les bonapartistes autoritaires rêvaient de le reprendre pour eux-mêmes et de ressaisir, la victoire aidant, les traditions de 1852. Leur ambition ne laissait pas que d'être audacieuse, car plus que tous les autres ils avaient poussé à la guerre et, aux yeux des juges impartiaux, ils en porteraient lourdement le poids. Mais dans les troubles extrêmes les notions de logique s'obscurcissent comme le reste. M. Jérôme David publia à la tribune les vues de ses amis. Il revenait de l'armée et avait l'autorité d'un témoin; il était doué d'une éloquence brève et militaire qui cadrait bien avec la condition des choses; il entretenait beaucoup d'amitiés, même dans les groupes qui n'étaient pas le sien. Il commença par invoquer le souvenir de ceux qui étaient morts dans les dernières luttes : « Si du fond de leur tombe, dit-il, ils pouvaient se faire entendre, ils nous diraient : « Laissez vos dissen- « sions intérieures, et ne songez qu'à la patrie. » L'Assemblée applaudit longuement. Du ministère pas un mot. Mais, remontant aux causes de nos défaites, l'orateur condensa sa pensée en cette simple phrase : *La Prusse était prête et nous ne l'étions pas*. Bien plus que toutes les invectives, cette sentence était accablante pour ceux qu'on dédaignait de nommer. M. Jérôme David avait préparé les voies. M. Clément Duvernois se

chargea de l'exécution. L'ambition le rendit ingénieux, et aussi la rancune. Son habileté lui fournit une formule traîtresse qui, sans désigner les ministres, les écarterait par une méprisante prétérition. Il proposa une résolution ainsi conçue : « La Chambre, décidée à soutenir un cabinet capable de pourvoir à la défense du pays, passe à l'ordre du jour. » En termes brefs, M. Ollivier repoussa cette rédaction équivoque. La motion Favre fut repoussée, et pareillement celle de M. Latour du Moulin. Une immense majorité se prononça pour l'ordre du jour Clément Duvernois.

L'événement était prévu, si prévu que le successeur se trouvait prêt. A dix heures du matin était arrivé à Paris le général de Palikao, appelé de Lyon la veille au soir. Il s'était présenté aux Tuileries vers midi, c'est-à-dire au moment où les ministres achevaient de délibérer, et s'était même entretenu un instant avec eux. Sa mission était à deux fins et, suivant l'occurrence, il fortifierait le cabinet existant ou prêterait son nom à un cabinet nouveau. Quand le vote de la Chambre eut dissipé toutes les incertitudes, M. Émile Ollivier réclama une suspension de séance afin de prendre les ordres de la Régente. Au bout d'une demi-heure il reparut, demanda la parole, annonca que « Sa Majesté avait confié au comte de Palikao le soin de former une nouvelle administration ». Puis il descendit de la tribune pour n'y plus remonter jamais.

La soirée se passa à composer le ministère. Le général de Palikao reçut, outre le portefeuille de la guerre, la présidence du Conseil. Il importait, en d'aussi graves conjonctures, de ménager ce qui restait du crédit national; les finances furent confiées à M. Magne, et on ne pouvait imaginer un choix plus sage. La direction des affaires étrangères fut attribuée au prince de La Tour d'Auvergne, diplomate très justement honoré, mais réservé selon toute apparence à un rôle stérile, car déjà les amitiés craintives nous fuyaient. Ayant ainsi assuré la défense du territoire, la gestion des deniers publics, les relations extérieures, l'Impératrice ne jugea point que l'abnégation dût aller jusqu'au sacrifice de ses préférences. Elle n'avait jamais aimé les ministres du 2 janvier, et, tout en

leur témoignant les plus courtois égards, les avait considérés comme les conseillers de l'Empereur, non les siens. Investie des pouvoirs de Régente, elle se porta, d'un instinct subit, avec son imagination et son cœur de femme, là où l'inclinaient ses passions. Pour le ministère de l'intérieur, on songea d'abord au baron Jérôme David; puis, sur les observations de M. Magne qui trouvait ce nom trop provocateur, on désigna le préfet de la Seine, M. Henri Chevreau, personnage d'esprit distingué, mais façonné de longue date aux pratiques autoritaires. Les sceaux furent remis au procureur général Grandperret, magistrat de carrière, animé de ce zèle répressif qui inspirait alors presque tout le corps judiciaire. Écarté de l'intérieur, M. Jérôme David reçut les travaux publics. M. Clément Duvernois devint ministre du commerce. Du cabinet du 2 janvier un seul ministre resta, l'amiral Rigault de Genouilly, qui garda la marine. Dans la combinaison nouvelle, le groupe libéral n'avait qu'un représentant. C'était le ministre de l'instruction publique, M. Brame, homme courageux, d'esprit délié, de parole prime-sautière, mais n'ayant ni les aptitudes ni les prétentions des grands rôles, et l'importance qu'il aurait dans le ministère marquerait juste la place qu'y tiendrait la liberté.

Le 11 août, le *Journal officiel* publia la composition du nouveau cabinet. L'Empire, au moment où la défaite le dépouillait de ses forces, remontait, par un brusque et capricieux retour, jusqu'à ses origines. D'une main fébrile et impérieuse il ressaisissait tout ce que, durant les années précédentes, il avait abandonné, tout ce que les événements récents semblaient lui ravir pour jamais. La Chambre, sous l'impression des revers, laissait percer des velléités d'empiétement : voici que, par une prompte et péremptoire réponse, un ministère était constitué où les parlementaires ne gardaient qu'un seul portefeuille. Jadis les députés, par un de leurs premiers actes d'indépendance, avaient refusé sa dotation au général de Palikao revenu de Chine : voici que ce même Palikao leur était imposé comme chef du gouvernement. Entre tous les partis, l'extrême droite avait surtout poussé à la guerre : voici que la défaite, qui aurait dû la

confondre, devenait pour elle source de faveur. Pour tout dire, l'évolution se colorait d'un reflet chevaleresque : une femme belle, malheureuse, faisait appel au dévouement de ses amis personnels, et ceux-ci venaient l'entourer dans son infortune. Tel était l'acte du 9 août, retour *in extremis* de l'Empire autoritaire contre l'Empire libéral. Mais le pays, uniquement attentif à la lutte, n'avait cure de ces choses. Dans le ministère, il n'avait d'yeux que pour Palikao, homme d'intelligence et de ressources, qui saurait, espérait-on, conjurer le sort mauvais. Empire libéral, Empire autoritaire, qu'importait au surplus en ces heures suprêmes? Pour l'Empire comme pour la France, la seule question était le salut.

IV

Au grand quartier général de Mayence — car c'est à nos ennemis qu'il faut maintenant revenir — on attendait une bataille pour le 6 août. Ce matin-là même, le général de Roon écrivait : « Je pense qu'aujourd'hui le Kronprinz aura une chaude journée avec Mac-Mahon (1). » Le soir on connut, quoique sans aucuns détails, la grande affaire de Frœschwiller. Un peu plus tard, une dépêche du général de Gœben manda le succès de Forbach. On avait espéré une victoire. Le télégraphe en annonça deux.

Nous eûmes une chance dans nos défaites. Nos adversaires ne proportionnèrent pas leur activité dans la poursuite à leur ardeur dans le combat. Après Frœschwiller, ils se persuadèrent d'abord que les vaincus s'étaient retirés sur Bitche; puis la région montagneuse des Vosges les retarda. De là pour Mac-Mahon une avance qui le sauva. — Après Forbach, la même fortune nous protégea : la bataille n'avait fini qu'à

(1) *Denkwurdigkeiten aus dem Leben des General Grafen von Roon*, t. III, p. 179.

la nuit; le lendemain matin, un épais brouillard couvrait toute la région. Les Allemands n'avaient pas encore l'audace que leur inspirerait plus tard la continuité du succès. Ce concours de circonstances propices assura la sécurité de Frossard.

Quand la III[e] armée, c'est-à-dire l'armée du Prince royal, eut retrouvé la trace de l'armée d'Alsace, elle prit sa direction vers l'ouest. Peu à peu elle s'éloignerait de l'armée de Steinmetz, de l'armée du prince Frédéric-Charles. Entraînée à la suite de Mac-Mahon, elle traverserait toute la Lorraine, pénétrerait en Champagne et serait appelée à porter, trois semaines plus tard, le coup suprême qui abattrait l'Empire. Sur l'heure, le grand rôle appartiendrait à la I[re], à la II[e] armées. C'est à elles qu'il faut nous attacher.

Le 8 août, elles avaient commencé à s'étendre sur la rive gauche de la Sarre. Elles s'enhardissaient, mais par degrés, comme si elles ne se fussent affermies que peu à peu dans le sentiment de leur victoire. Bien qu'incomplets, les renseignements fournis par la cavalerie ne laissaient guère de doute que les Français ne se repliassent. On sut que Boulay et Bouzonville avaient été évacués. Le 9, les avant-gardes prussiennes occupèrent Saint-Avold; puis un détachement de dragons atteignit Faulquemont, où l'Empereur, quelques heures auparavant, avait conféré avec Bazaine. Le même jour, le roi, qui était venu la veille de Mayence à Hombourg, transporta son quartier général à Sarrebruck. Quelle que fût la résolution de ne rien laisser au hasard, on jugea que l'heure était venue de poursuivre le mouvement offensif vers la Moselle. C'est alors qu'on vit poindre le vaste plan dont l'exécution constituerait l'une des principales combinaisons stratégiques de la campagne. Il consistait à retenir un peu en arrière la I[re] armée, qui contiendrait les forces ennemies; pendant ce temps, la II[e] armée, la plus forte de toutes, après avoir resserré ses colonnes et rassemblé ses effectifs, obliquerait vers le sud-ouest, gagnerait la Moselle, se saisirait des points de passage en amont de Metz, passerait sur la rive gauche, remonterait la rivière et tournerait l'armée française.

Le 10, la marche commença. Le grand souci était de pénétrer les vrais projets de l'adversaire. On s'était persuadé qu'il se repliait jusque sous Metz. Or, dans cette journée du 10, un officier de l'état-major, ayant poussé fort loin ses explorations, aperçut des masses considérables d'infanterie à l'ouest de la Nied française, et des campements fort étendus à Pange, à Mont, à Puche. Des patrouilles de uhlans rapportèrent des renseignements à peu près pareils. De la double information on conclut, et avec raison, que l'armée impériale avait arrêté sa retraite et, sans reculer jusque sous la place, se disposait soit à défendre les bords de la petite rivière, soit même à prendre l'offensive. On se concentra; on s'apprêta à la lutte. Le 11 au matin, le prince Frédéric-Charles écrivait au maréchal de Moltke : « Nous devons nous attendre à une bataille de deux jours et à des pertes énormes (1) ». Mais, dans cette même matinée, les cavaliers prussiens, envoyés en éclaireurs, transmirent des rapports tout contraires : un corps considérable, campé aux Étangs, venait d'abattre ses tentes; sur les chemins de Saint-Avold et de Boulay s'échelonnaient de longues colonnes qui se dirigeaient vers Metz; un peu plus tard on distingua, dans le lointain, des corps français qui venaient de faire halte à Bellecroix, c'est-à-dire tout près de la place (2). Le 11 au soir, le 12 au matin, les dires des traînards, les reconnaissances poussées à longue distance, confirmèrent ces renseignements.

V

Les éclaireurs ennemis ne se trompaient pas quand ils annonçaient le retour vers Metz. Au quartier général impérial, les plans se succédaient, tour à tour acceptés, abandonnés,

(1) *Correspondance du maréchal de Moltke,* p. 275.

(2) *La Guerre de 1870,* rédigée par la section historique du grand état-major prussien, t. Ier, p. 424.

repris encore. Le 9 août, le 10 au matin, tout était à la concentration sur la Nied. On y attendrait la bataille. On supputait les forces, qui grossissaient chaque jour par l'arrivée des réservistes, qui s'accroîtraient en outre par l'adjonction du 6e corps. Le maréchal Lebœuf, dans une dépêche au ministre de la guerre, parlait même de ressaisir l'offensive (1). Le 10, dans la journée, en une conférence tenue au château de Pange, les objections se formulèrent. Le maréchal Bazaine répugnait, comme on l'a dit, au plan adopté. L'Empereur, devenu fort circonspect, craignait, en demeurant sur la Nied, d'être enveloppé par les armées allemandes, et redoutait que la proximité de grands bois ne facilitât les surprises traîtresses (2). Tout compte fait, le parti le plus sage parut de rétrograder jusque sous Metz. C'était, autant qu'on peut les compter, la sixième variation depuis le 6 août. Rien n'est impatient comme l'indécision. Le changement une fois arrêté, ni la fatigue des soldats, ni l'heure avancée, ni l'inclémence du temps n'en purent suspendre l'exécution. Au milieu de la nuit et sous une pluie torrentielle on leva les bivouacs. Le 11, à la petite pointe du jour, les voitures étaient chargées et attelées, les hommes aux faisceaux, les cavaliers à la tête de leurs chevaux. Puis, par les routes qui viennent de Saint-Avold et de Boulay, l'armée s'écoula vers Metz. C'était le mouvement qu'avait observé la cavalerie prussienne, et dont elle venait de transmettre la nouvelle au quartier général ennemi.

Cette retraite n'avait-elle d'autre objet que de chercher une seconde ligne de défense sous l'abri immédiat de la place et de ses forts? Cachait-elle déjà le dessein d'un retour au delà de la Moselle? Il ne semble pas que l'idée du passage de la rivière, du recul jusqu'à Verdun, jusqu'à Châlons, idée jaillie dans le premier désarroi de la défaite, ait été, en ces journées des 10 et 11 août, reprise encore et adoptée. Tout en rétrogradant, on hésitait. Autour de l'Empereur, deux cou-

(1) *Revue d'histoire*, décembre 1902, annexes, p. 1377.
(2) *Écrits de Napoléon III*, recueillis et coordonnés par le comte de La Chapelle, p. 217.

rants régnaient : quelques-uns se résignaient à des sacrifices qu'ils jugeaient nécessaires; la plupart, comme le maréchal Lebœuf, comme le général Lebrun, s'étonnaient, s'irritaient même, qu'on songeât à céder le terrain sans combat. Ce qui paraît démontrer que le grand recul n'était pas encore résolu, c'est qu'on ne contremanda aucun des ordres qui appelaient vers Metz les divisions de Failly, les troupes de Canrobert.

Ces anxieuses journées furent remplies par la crise du commandement. Le 9, Bazaine avait été nommé commandant en chef, mais sous le double contrôle de l'Empereur et du major général. Convenait-il d'effacer ces dernières traces de primauté? Napoléon demeurait perplexe, moitié par goût médiocre pour le nouveau général en chef, moitié par sentiment que la disgrâce de Lebœuf consacrerait sa propre diminution. Cependant à Paris le public, par un de ces engouements dont les époques troublées offrent de nombreux exemples, attribuait à Bazaine un génie sauveur. L'opposition démocratique, se jugeant en cela fort avisée, l'avait confisqué à son profit, et les députés de la gauche, Jules Favre, Picard, Kératry, insistaient auprès du ministre de la guerre pour que le maréchal assumât tout pouvoir, pour que le souverain achevât de se dépouiller (1). Cette faveur croissait par l'impopularité du major général. Le 11 août, au Palais-Bourbon, M. de Kératry se hasarda même à proposer que l'Assemblée le mandât à sa barre pour y justifier ses actes. La motion, quoique écartée, dévoilait bien l'état des âmes. L'impression avait gagné jusqu'aux Tuileries, où les belliqueux de la veille croyaient s'amnistier en accusant Lebœuf. Le 12 août, dans la matinée, l'Impératrice, en une dépêche très pressante adressée à Metz, s'appropria le vœu de l'opposition. Le télégramme parvint à la préfecture où étaient réunis, à ce moment, l'Empereur, Lebœuf, Changarnier, Jarras. « La scène, a écrit l'un des témoins, fut lamentable. » L'Empereur, hésitant jusque-là, mais visiblement ébranlé par le message, attendait en un

(1) Procès Bazaine, déposition Jules Favre (audience du 20 octobre 1873).
(2) JARRAS, *Souvenirs*, p. 75.

silence impassible que le major général lui épargnât l'embarras de le destituer. Changarnier déplorait les changements accomplis sous le feu de l'ennemi. Lebœuf prévoyait la disgrâce et avait plus d'une fois demandé son remplacement; pourtant le coup l'atterra, venant non plus de ses adversaires, mais de sa souveraine. En termes très dignes (car son âme valait mieux que sa fortune) il résigna sa charge. Bazaine fut appelé. Soit modestie feinte, soit crainte d'un fardeau si lourd, il s'excusa d'abord. Canrobert, arrivé de Châlons la veille, était présent. Très patriotiquement il conseilla l'acceptation, et assura son collègue de son entier dévouement, de son entière obéissance (1); cependant, à part lui, le vieux soldat de Zaatcha et d'Inkermann comptait ses quinze années de maréchalat et jugeait que, pour lui donner des ordres, le nouveau venu était « bien son cadet (2) ». Bazaine sortit du cabinet impérial, investi du commandement suprême et affranchi de toute subordination, fût-ce celle de l'Empereur. Vers cinq ou six heures du soir, il reçut ses lettres de service. Déjà le général de Palikao avait annoncé aux députés la nouvelle, et ceux-ci l'avaient saluée de leurs applaudissements.

En même temps que l'armée recevait un chef, le plan des opérations futures tendait enfin à se fixer. Au milieu de toutes les hésitations, les esprits s'étaient peu à peu familiarisés avec l'idée, d'abord repoussée, d'une retraite. Une crainte obsédait l'Empereur, celle d'être tourné. Dans les notes écrites au jour le jour par les généraux, on retrouve la trace très nette de cette appréhension. Dans cette journée du 12, on apprit que des coureurs ennemis s'étaient montrés du côté de Frouard. D'autres informations dénonçaient la présence de cavaliers prussiens vers la Moselle, en aval de Metz; d'où une autre supposition, d'ailleurs inexacte, celle d'un mouvement tournant vers le nord. Dans l'entrefaite, l'un des aides de camp de l'Empereur, le général Waubert de Genlis, reçut

(1) Procès Bazaine, interrogatoire du maréchal Bazaine (audience du 13 octobre 1873). Déposition du maréchal Lebœuf (audience du 20 octobre 1873).

(2) *Enquête parlementaire sur le 4 septembre,* déposition Canrobert, p. 273.

du général Trochu une lettre très grave. Celui-ci, mettant les choses au pis, estimait que l'ennemi pourrait venir jusqu'à Paris; or, la défense ne serait point possible sans une armée de secours, et cette armée de secours ne pourrait être que l'armée de Metz : de là l'urgence d'une retraite qu'il faudrait accomplir au plus vite tandis que les routes étaient libres. Trochu, bien que peu en faveur, passait pour un très savant militaire. La lettre fut lue dans l'entourage de l'Empereur; et, quoique fort mélancoliquement, on l'approuva (1). Changarnier, souvent consulté, ne dissimulait pas que si on se résignait à la marche sur Verdun, il faudrait se hâter (2). La retraite fut décidée, quoique non sans d'arrière-regrets qui le lendemain engendreraient encore quelques flottements. Le 12, dans l'après-midi, Failly fut invité à prendre pour objectif, non plus Metz, mais la route de Paris (3). « En acceptant le commandement de l'armée du Rhin, a écrit plus tard Bazaine, je reçus l'ordre impératif de passer la Moselle sans retard pour me replier sur les plaines de la Champagne (4). »

VI

La journée du 12 août, qui inaugure le commandement de Bazaine, marque aussi une nouvelle phase de la guerre. — Mac-Mahon, définitivement ramené en arrière, recule vers l'intérieur, suivi à distance par la troisième armée prussienne. On le verra s'arrêter dans les plaines de la Champagne, y osciller entre Paris et Metz. Quand il se mettra en mouvement, ce sera en une marche oblique et indécise, image fidèle

(1) TROCHU, *Œuvres posthumes*, t. Ier, p. 103.
(2) BAZAINE, *Episodes de l'armée du Rhin*, p. 49.
(3) Général DE FAILLY, *Opérations du 5e corps*, p. 25. — *Revue d'histoire*, février 1903, p. 448.
(4) BAZAINE, *l'Armée du Rhin*, p. 47.

du désordre de ses pensées. Chemin faisant, il subira la grande défaite qui l'anéantira. Tout ce récit ne viendra que tôt. — Autour de Metz où notre attention doit, quant à présent, se fixer sans partage, un grand duel se prépare. Ce qui n'est apparu jusqu'ici que par fragments et comme morcelé se détache avec un relief singulier. Tout l'intérêt se concentre en un double effort : effort des Prussiens pour atteindre la Moselle, la franchir, se porter sur les derrières de l'armée française; effort des Français pour se dérober à l'étreinte et organiser, fût-ce bien loin dans l'intérieur du pays, la défense du sol natal. Avec une prudente audace, les Allemands commencent à évoluer autour de leurs adversaires. Ils exécutent à longue distance leur périlleux mouvement; ils l'opèrent en gros échelons, assez espacés pour ne pas s'encombrer et pour vivre, assez rapprochés pour se soutenir mutuellement. Dans cette grande conversion, la Ire armée, gardée à l'ouest de Metz, forme le pivot fixe. L'aile droite de la IIe armée (IIIe, IXe, XIIe corps) est maintenue un peu en arrière pour appuyer la Ire en cas d'alerte; l'aile gauche (garde, Xe corps) parcourt un arc fort étendu qui la portera au sud de Metz et bientôt à l'ouest de la place. Du clocher de la cathédrale on peut apercevoir, dans les interstices des bois et des collines, les troupes d'infanterie, les trains d'artillerie qui, décrivant une longue courbe vers le sud et descendant vers la vallée, allongent leurs colonnes comme un serpent allonge ses anneaux. Les dires des paysans, les messages des maires, les dépêches des chefs de gare qui utilisent une dernière fois le télégraphe avant que la voie soit coupée et les fils brisés, tout complète les informations. Les cavaliers ennemis apparaissent à Pont-à-Mousson ou les chasseurs du général Margueritte leur tuent quelques hommes, leur font quelques prisonniers. Encore un jour, deux au plus, et le Xe corps, la Garde, atteindront la Moselle. — Cependant les Français sont encore à l'est de la rivière, en avant des forts de Queuleu et de Saint-Julien. Mais ils s'apprêtent, eux aussi, à repasser le fleuve. Dans ce double mouvement des Prussiens ardents à déborder leurs adversaires, des Français attentifs à se replier pour mieux combattre, qui le

premier atteindra les plateaux d'entre Moselle et Meuse? Seront-ce les Français qui se rapprocheront de leurs réserves? Seront-ce les Prussiens qui rejetteront leurs adversaires vers Metz et les couperont de la patrie? Ainsi apparaît, en ces jours tragiques, le duel des deux armées, aujourd'hui duel de vitesse, et demain duel jusqu'au dernier sang.

Pour ce duel, les précédentes défaites avaient déjà rompu l'égalité des chances. Nos erreurs générales, nos négligences de détail achèveraient de détruire l'équilibre entre nos adversaires et nous.

Le tenant de la France serait Bazaine; là résiderait le plus grand malheur. Non qu'il convienne de lui imputer toutes les fautes. Après coup, toutes les responsabilités partielles se sont masquées derrière la sienne. La véritable équité répudie ces jugements en bloc. Toute passion mise à part, on peut affirmer que jamais tâche plus lourde ne reposa sur plus médiocre génie. La grandeur des intérêts à conduire exigeait un esprit généralisateur, apte à voir les choses par masses : privé de ces divinations supérieures, Bazaine porterait un peu à l'aventure ou dissiperait dans les détails une pensée impuissante à s'élever; et obéissant à sa pente naturelle il retomberait toujours dans les fonctions de second rang. Il connaissait de la guerre ce que peut enseigner une carrière heureuse, secondée par une éclatante bravoure, et avait le savoir-faire d'un soldat, non la science et la prévoyance d'un chef. Dans la vie militaire comme dans la vie civile, le désintéressement et la vertu suppléent parfois le génie : le maréchal, qui n'avait point de superflu dans les lumières, n'en avait point non plus dans la conscience. Inhabile à imaginer ou à poursuivre les solutions maîtresses, il se réfugierait dans les expédients et se rabaisserait à pourvoir à lui-même, n'étant pas de taille à pourvoir à sa patrie. Ces préoccupations personnelles lui inspireraient des ordres volontairement ambigus qui lui permettraient après coup d'accuser ses subordonnés, et de créer une sorte de responsabilité collective où la sienne s'absorberait. Irrésolu à la manière des médiocres, cauteleux à la façon des égoïstes, affable quoique d'une bonhomie un peu trompeuse,

il aurait des velléités successives au lieu de desseins fermes, deviendrait subtil à force d'être embarrassé; rêverait, dans le désarroi de toutes choses, de sauver sa renommée, de devenir peut-être l'homme nécessaire. Puis, lassé de raffinements trop compliqués pour son intelligence, tout embrouillé lui-même dans le fil de ses pensées, il se reposerait d'avoir été calculateur en devenant fataliste et se replierait en une indifférence apathique, incroyable en de si grands dangers. Ainsi demeurerait-il accroché à Metz, hésitant moitié par timidité, moitié par finasserie, se renfermant peu à peu dans une solitude inaccessible, se disqualifiant par degrés aux yeux de l'armée, attendant vaguement du hasard une solution, ayant de demi-plans, de demi-intrigues, et laissant passer un à un les jours de salut.

Ces perspectives ne se découvriraient que dans l'avenir. Dès la première heure se marquèrent l'indécision et le désarroi qui présageraient l'insuccès. Le mouvement rétrograde derrière la Moselle avait été le dernier vœu de l'Empereur en abdiquant. Bazaine recueillit cette conception comme on ferait d'un héritage, mais le malheur voulut qu'il la recueillit sans y croire. Retraite pour retraite, il eût souhaité, suivant une préférence déjà ancienne, qu'on se retranchât sur le plateau de Haye, au confluent de la Meurthe et de la Moselle. Puis il entendait répéter dans son état-major qu'une vigoureuse offensive réussirait à surprendre, au moment le plus délicat de sa manœuvre, l'ennemi qui évoluait autour de nous. Ce dernier dessein n'était point tout à fait chimérique, et peut-être, dans la journée du 13, une marche hardie et rapide eût-elle coupé les anneaux un peu minces de cette armée qui défilait vers la haute Moselle. Retraite ou offensive, l'un ou l'autre parti pouvait assurer le salut, à la condition que résolument on adoptât l'un des deux. Un homme de guerre audacieux jusqu'à tout braver eût marché à l'ennemi et laissé au succès le soin de l'amnistier. Un chef plus respectueux des décisions souveraines eût exécuté avec un dévouement ponctuel le programme voulu par le maître. Bazaine avait juste ce degré de lumière qui rend jaloux d'in-

dépendance et engendre l'indécision. Il ne marcherait pas à l'ennemi, le risque étant trop grand, la hardiesse trop flagrante, et l'entreprise trop au-dessus de son génie. Il rétrograderait comme le voulait l'Empereur, mais à regret, mais en se retournant vers les lieux qu'il quitterait; il donnerait les ordres mollement, sans foi, sans souci de laisser échapper les heures. Seulement il était à craindre qu'ayant perdu pour jamais le bénéfice de l'offensive il perdît, en outre, par retard ou apathie, la liberté de la retraite.

Par surcroît de malchance, la composition de l'état-major ajouta à la grande crise du commandement une petite crise très fâcheuse. Le maréchal Lebœuf venait de disparaître et avec lui le général Lebrun, premier aide-major général. L'Empereur se persuada qu'il convenait de conserver dans la nouvelle organisation quelque chose de l'ancienne. Le second aide-major général était le général Jarras, militaire instruit, intègre, mais plus rompu à l'administration qu'apte aux grandes tâches de la guerre. Il fut préposé comme chef d'état-major général à Bazaine. Celui-ci eût volontiers porté ailleurs sa confiance, et notamment eût souhaité le général de Cissey (1). Jarras lui étant adjoint, il ne sut ni répudier franchement le choix ni s'y soumettre sans réticence, et se fixa dans la pire attitude, qui était celle de la bouderie. A peine nommé, il regagna son quartier général de Borny et se retira au milieu de ses officiers du 3e corps, laissant à Metz, sans direction et dans le plus mortifiant isolement, celui que la volonté impériale venait de désigner. A l'heure où de l'unité des ordres et de leur promptitude dépendrait le salut, on verrait donc éloignés l'un de l'autre, presque hostiles l'un à l'autre, les deux organes inséparables du commandement, à savoir celui qui prendrait les résolutions et celui qui les exécuterait.

C'est en cette délicate transmission de l'autorité et au milieu de ces sourdes querelles que se préparait le grand

(1) Souvenirs inédits du général de Cissey (*Revue d'histoire*, décembre 1902, annexes, p. 1393).

mouvement stratégique destiné à reporter en arrière notre ligne d'opérations. On pouvait s'attendre à des erreurs. Celles-ci dépassèrent les espérances de nos ennemis.

La retraite étant résolue, le soin le plus pressant serait de retarder l'adversaire ardent à nous déborder. Dès le 12, les éclaireurs prussiens atteignirent les bords de la Moselle, en amont de Metz. Le 13, Pont-à-Mousson fut occupé, dans la matinée par la cavalerie, dans la soirée par une des divisions du Xe corps (1). Une précaution, déjà un peu tardive, serait d'intercepter tous les passages non encore occupés par les Allemands. En remontant la Moselle de Pont-à-Mousson à Metz, on rencontrait du sud au nord quatre ponts : le pont de Novéant, les deux ponts d'Ars, le pont de Longeville. Pendant toute la journée du 13 août et le 14 au matin, les gens du pays, chefs de gare, notables, ingénieurs, transmirent à l'autorité militaire des avis anxieux : les coureurs ennemis, disaient-ils, se montraient aux bords de la Moselle et s'apprêtaient à la franchir. La destruction était aisée : les ponts d'Ars étaient minés et les fourneaux chargés; celui de Novéant n'était qu'un pont suspendu. Cependant aucune mesure ne fut prise; bien plus, les donneurs d'avis furent invités, avec un laconisme ironique, à se rassurer et à se taire (2). Le seul pont rompu fut, dans la matinée du 15, celui de Longeville. C'était le seul qu'on pût garder sans péril, car il était sous le feu direct de la place. Cette conduite extraordinaire s'expliquait moins par la négligence ou l'oubli que par les arrière-hésitations du commandement. L'Empereur, ayant l'intuition, sinon la connaissance exacte du danger, pressait pour qu'on rétrogradât. Le 13, il mandait au commandant en chef : « Il n'y a pas un moment à perdre pour faire le mouvement arrêté (3). » Tout autre était le maréchal. Le 13, à neuf heures du soir, en un message à l'Empereur, il développait encore, mais sous forme d'opinion, ses préférences pour l'of-

(1) *La Guerre franco-allemande*, t. Ier, p. 431.

(2) Procès Bazaine, dépositions Jarras, Renault, Mathieu, etc. (audience du 24 octobre 1873). — Voir aussi *Revue d'histoire*, avril 1903, p. 889,

(3) *Revue d'histoire*, mars 1903, p. 630.

fensive : il parlait derechef du plateau de Haye; il faisait allusion à des renseignements qu'il allait recueillir (1). Ainsi s'exprimait-il, en homme qui a le temps devant lui, et en consulteur qui émet un avis, non en chef qui décide. De la sorte s'écoulaient les heures. Et les ponts restaient intacts par où passerait l'ennemi. Le général Coffinières, commandant en chef du génie, à qui incombait le soin de les rendre impraticables, a donné de son inaction une raison qui complète la lumière. « Jusqu'au 13, a-t-il dit plus tard, une certaine hésitation me semblait régner sur le parti à prendre. Or, la rupture des ponts eût rendu toute offensive impossible. Dans ces conditions, je n'aurais pas osé les faire sauter sans l'ordre du commandant en chef. Cet ordre ne vint pas (2). »

La promptitude, le bon succès de la retraite exigeaient que, dans Metz et aux abords immédiats de la place, on multipliât pour nos troupes les points de passage, soit sur la Moselle, soit sur la Seille, ce petit affluent de la rive droite qui, après avoir coulé presque parallèlement à la Moselle, se réunit à elle dans la ville même. Dès le surlendemain de la défaite et en prévision d'un mouvement rétrograde, déjà possible quoique encore incertain, on avait résolu de construire des ponts de chevalets, des ponts de bateaux, des ponts de radeaux (3). Pontonniers, soldats du génie, ouvriers de l'arsenal, ouvriers civils, tous avaient été employés à cette besogne. L'Empereur, bien inspiré, ne cessait de recommander l'activité (4). On assure que les passages eussent pu être praticables dans la nuit du 12 au 13. Les mauvaises chances s'ajoutant aux fautes, une crue endommagea le travail et nécessita d'importantes réfections. Les officiers du génie sollicitèrent un délai de trente-six heures qui expirerait le 14 août, à midi. Jusque-là, les ponts fixes seraient seuls disponibles. La sagesse

(1) Correspondance de l'Empereur et du maréchal Bazaine (*Revue d'histoire*, mars 1903, p. 633-634.) — Voir aussi Bazaine, *L'Armée du Rhin*, p. 50-51.

(2) Procès Bazaine, déposition Coffinières de Nordeck (audience du 24 octobre 1873.)

(3) Procès Bazaine, déposition Coffinières de Nordeck (audience du 20 octobre 1873).

(4) Lettre du général Jarras au général Coffinières, 12 août.

eût été du moins de les utiliser, en attendant les autres. On ne le fit pas. Ce fut peut-être négligence ou incurie, peut-être aussi dernier effet de ces incertitudes qui seraient si fatales à l'armée et à la France.

Un autre objet sollicitait la prévoyance du commandement, c'était le choix des routes qui, la Moselle une fois franchie, conduiraient l'armée vers les plateaux. A cet égard, on n'était pas tout à fait pris à l'improviste. Dès le lendemain de Forbach, comme on débattait pour la première fois le projet de retraite sur Verdun et Châlons, les deux aides-majors généraux, Lebrun et Jarras, avaient procédé à une recherche sommaire des voies de communication. Un plan très détaillé, trouvé, paraît-il, à la préfecture, avait servi de guide pour cet examen. Au départ de Metz, deux grandes voies se dirigeaient vers l'intérieur. L'une, inclinant au nord-ouest, s'orientait vers Briey; l'autre, pointant droit à l'ouest, s'allongeait vers Gravelotte; là, elle se divisait en deux embranchements qui aboutissaient tous deux à Verdun, le premier par Étain, le second par Mars-la-Tour. En dehors de ces deux routes, larges et magnifiques comme les anciennes chaussées de postes, deux chemins vicinaux existaient, l'un se dirigeant sur Amanvillers par le Goupillon et Lorry, l'autre s'élevant dans le ravin de Chatel, chemins beaucoup moins unis, beaucoup moins spacieux, mais pourtant très utilisables. Selon toute apparence, les études n'avaient pas été poussées très loin; car on n'en avait gardé aucune trace écrite (1). C'est sur ces entrefaites que Bazaine, investi de l'autorité suprême, s'appropria, un peu tardivement, un peu à contre-cœur, le projet de rétrograder. Le commandant en chef était à Borny; Jarras, chef d'état-major, à Metz : mauvaise condition pour coordonner un mouvement qui comportait une application intense dans l'ensemble et dans les détails, qui exigeait un concert perpétuel entre le chef responsable et l'agent d'exécution. La chose semble avoir été traitée à la façon d'une affaire courante. A Borny, le maré-

(1) Procès Bazaine, dépositions des généraux Lebrun et Jarras (audiences des 20 et 23 octobre 1873).

chal avait auprès de lui le général Manèque, qui avait été son chef d'état-major au 3e corps : il le chargea de transmettre les ordres aux corps qui étaient autour de lui, c'est-à-dire au 2e, au 3e, au 4e corps, à la Garde; pour le reste, il se déchargea sur Jarras, et négligemment, par une simple note, l'invita, dans la soirée du 13, à prévenir le 6e corps, le génie, l'artillerie, l'intendance. Chose étrange, inouïe! pour le passage de cette grande armée, pourvue de convois immenses, une seule route, celle de Gravelotte, était indiquée. Jarras fut frappé (et qui ne l'eût été!) d'une prescription si extraordinaire. Mais il se persuada que les autres chemins seraient sans doute utilisés par les corps que Bazaine avait prévenus directement. Les habitudes de la vie administrative l'avaient façonné à la docilité plutôt qu'à l'initiative. Il se sentait d'ailleurs peu porté aux avis à l'égard d'un chef qui ne l'invitait guère à la confiance. Moitié timidité, moitié passivité, il expédia sans observation, sans variation surtout, les ordres qu'il avait été chargé de transmettre (1).

En dépit de ces à-coups, la journée du 14 août serait celle où, selon toutes les apparences, l'armée se détacherait de Metz. Un ordre du quartier général avait désigné la division Laveaucoupet, du 2e corps, pour tenir garnison dans la place : elle constituerait le noyau autour duquel se grouperaient les 4es bataillons, les dépôts, la garde mobile, la garde sédentaire. Toutes les nouvelles révélaient les progrès des Allemands : ils venaient de pénétrer dans Nancy; ils infestaient de leurs coureurs toute la vallée de la Moselle; ils avaient coupé le chemin de fer près de Frouard, et si bien que, par cette interruption, le corps de Canrobert, moitié arrivé, moitié en route, demeurerait privé d'une portion de ses effectifs, de presque tout son matériel. A ces indices se montrait l'urgence de la retraite : il n'y avait pas une heure à perdre si on ne voulait être surpris. L'ordre du commandant en chef portait que les troupes fussent prêtes à cinq heures du matin. Le génie n'avait

(1) *Souvenirs du général* JARRAS, p. 83-84. — Instructions du maréchal Bazaine (*Revue d'histoire,* mars 1903, p. 631-632).

pas terminé la réfection des ponts. La journée s'avançant, on vit de tous côtés déboucher les fourgons, les voitures du train, les voitures auxiliaires, et en un nombre si grand qu'on ne les pouvait plus compter. Les plus avisés calculèrent alors avec stupeur quels ne seraient pas les embarras et les longueurs du défilé dans les rues tortueuses de la ville, sur les ponts, aux portes, sur la route de Verdun. Cependant les yeux, un peu troublés par ce commencement de confusion, se reposaient avec confiance sur l'armée. Rarement on en vit de plus belle, de plus vaillante. Défalcation faite des effectifs laissés à Metz, elle comptait près de 160,000 hommes. Les défaites, attribuées aux circonstances ou à la mauvaise fortune, provoquaient moins le découragement qu'elles n'aiguisaient le désir de la revanche. Une seule chose troublait ces braves soldats, c'était qu'au lieu de les conduire face à l'ennemi on les ramenât vers la France. Ce recul, qui était, tout compte fait, le parti le plus sage, leur paraissait chose incompréhensible. Ils avaient recueilli, ils avaient gardé les vieilles traditions de l'offensive française et ayant entendu de la bouche de leurs aînés les récits de Malakoff et de Solférino ils s'expliquaient mal une marche où l'extrême ambition serait de rétrograder en sécurité.

Vers midi les ponts furent achevés. Tandis que tout se préparait pour le passage, les Messins furent témoins d'un autre spectacle. Sur la place de la Préfecture on vit se rassembler un escadron des guides, les *Cent Gardes,* puis les voitures à la livrée impériale. Tout cet appareil annonçait le départ du souverain. A cette nouvelle les passants se groupèrent mornes, curieusement étonnés, silencieux moins par reproche que par excès de surprise ou d'abattement. En face de si grandes infortunes, certains adversaires sentaient fondre leurs préventions sous la pitié. Le respectable évêque de Metz, témoin de ces cruelles douleurs, disait aux prêtres de son entourage : « Il me semble que je deviens bonapartiste en voyant l'Empereur si malheureux (1). » Vers une heure,

(1) *Vie de Mgr Dupont des Loges,* par l'abbé Klein, p. 259-260.

Napoléon, devançant l'armée, se mit en route et s'éloigna par la porte de France.

Cependant le passage commençait. Le 2ᵉ corps, qui était réparti entre Peltre, Magny, Mercy-les-Metz, se mit le premier en mouvement. Il était diminué de la division Laveaucoupet, laissée à Metz, et grossi de la brigade Lapasset, séparée du 5ᵉ corps. Les bagages et l'artillerie s'écoulèrent par les ponts de pierre; le reste, utilisant les ponts volants, franchit la Seille, puis la Moselle. Quand on eut atteint la voie unique qui de Metz se dirige sur Gravelotte, elle était déjà encombrée par les convois de toute sorte : de là des retards, et l'on dut camper à sept kilomètres à l'ouest de la ville, au village de Rozerieulles (1). — Le 6ᵉ corps, qui venait ensuite, fut celui qui rencontra les moindres embarras : d'abord il avait déjà une de ses divisions sur la rive gauche; puis le gros des colonnes était établi tout près des points de passage; enfin la rupture des voies ferrées avait arrêté sur le chemin de Châlons à Metz les éléments les plus lourds, à savoir la réserve d'artillerie, plusieurs batteries, le parc du génie, la division de cavalerie, et ce qui serait bientôt terrible pénurie était, à cette heure, allégement (2). Le soir, la division Lafont de Villers atteindrait Longeville et pousserait même quelques bataillons jusqu'à Sainte-Ruffine; le reste du corps d'armée camperait, partie entre la Seille et la Moselle, partie au nord-ouest de la place, c'est-à-dire du côté de Woippy. — Vers trois heures, la Garde qui était à Plantières se mit à défiler par la porte des Allemands. — Dans le même temps, à l'autre extrémité, le 4ᵉ corps, avec les divisions Cissey et Lorencez, descendit vers l'île Chambière afin d'opérer le passage en aval de Metz. — A quatre heures, il n'y avait plus sur les hauteurs de la rive droite, c'est-à-dire à l'orient de la place, que le 3ᵉ corps, et la division Grenier du 4ᵉ. Soudain le canon retentit à l'est. C'était la bataille de Borny qui commençait.

(1) FROSSARD, *Rapport sur les opérations du 2ᵉ corps*, p. 76-80.
(2) Procès Bazaine, déposition Canrobert (audience du 21 octobre 1873).

VII

Les positions que les derniers corps français s'apprêtaient à quitter formaient deux grands plateaux connus sous le nom, l'un de plateau de Borny, l'autre de plateau de Sainte-Barbe (1). Ces deux plateaux étaient séparés par plusieurs ravins qui, à une lieue environ à l'est de Metz, se réunissaient en un seul; et ce ravin unique, s'orientant vers l'ouest, descendait jusqu'à la Moselle. Sur les hauteurs ou sur les pentes étaient groupés d'assez nombreux villages : Grigy, Borny, Colombey sur le rebord d'un des ravins; puis Montoy. Ces emplacements étaient ceux du 3e corps qui commençait à lever ses bivouacs. Plus au nord on distinguait Nouilly; puis, sur une éminence, Mey qu'occupait encore la division Grenier; enfin Vantoux et Vallières, situés au fond du grand ravin. Cette région était traversée par plusieurs routes, les routes de Sarrelouis et de Sarrebruck qui avaient, à la sortie de Metz, un tronçon commun, puis celle de Pange. Les berges des coteaux, parsemées d'arbres et de taillis, offriraient à nos adversaires de précieux abris pour progresser jusque vers nos camps. Mais une fois sur les hauteurs, la nature du terrain, uni et dénudé, arrêterait leur marche. Que s'ils parvenaient à s'avancer davantage, ils ne tarderaient pas à être ramenés en arrière, car ils entreraient bien vite dans la zone que le feu des forts balayait.

Tandis que le prince Frédéric-Charles, avec la IIe armée, évoluait au sud-ouest vers la Moselle, Steinmetz, avec la Ire armée, récemment accrue par l'arrivée du Ier corps, avait gardé ses cantonnements le long de la Nied française. Bien qu'il eût son quartier général fort en arrière, c'est-à-dire à Varize, il était, par ses avant-postes, en perpétuel contact

(1) Voir à l'appendice, carte n° 2.

avec l'adversaire. Le 14 août, vers neuf ou dix heures du matin, les rapports de la cavalerie commencèrent à signaler la retraite; vers midi, en fouillant l'horizon de la hauteur du château de Gras, on crut remarquer que les camps de Borny paraissaient levés; entre deux ou trois heures, le doute ne fut plus possible : l'ennemi se retirait vers Metz (1). Que signifiait ce recul? A tout hasard, le général de Manteuffel, commandant du Ier corps, fit prendre les armes à ses troupes et attendit les événements. Le général de Goltz, qui commandait l'avant-garde du VIIe corps, ne se contenta pas d'attendre. Renouvelant l'initiative extraordinaire qui avait engagé la semaine précédente les batailles de Frœschwiller et de Forbach, il résolut de se jeter dans les traces de la retraite. A trois heures et demie, il quitta son bivouac et lança ses colonnes à l'attaque de Colombey.

C'est alors qu'on entendit dans Metz les premiers coups de canon. Pour éviter la bataille, les Français n'avaient qu'à continuer le mouvement prévu et à laisser les Allemands se briser sous le feu des forts. Dans notre armée régnait un certain état moral qui rendrait malaisée cette conduite. Depuis Wissembourg, depuis Frœschwiller, depuis Forbach, on reculait. Voici que les ordres du matin prescrivaient de rétrograder encore. On obéissait, mais avec le brûlant désir d'une revanche. Soudain réveillé par l'attaque, le 3e corps, qui était directement menacé, courut aux armes. Aux portes de Metz, Bourbaki arrêta la Garde. Quant à Ladmirault, il dirigeait vers les ponts de l'île Chambière la division Cissey et la division Lorencez. Ce fut le plus ardent. Il commandait des troupes avides de combattre et qu'aucun engagement précédent n'avait affaiblies. Du côté de Mey, il avait laissé en arrière la divison Grenier. A la voix du canon, sa fougue fut égale à celle qui animait, dans l'armée ennemie, le général prussien Goltz. Rapidement les fantassins déposèrent leurs sacs, les artilleurs retournèrent leurs pièces; les

(1) *La Guerre franco-allemande,* rédigée par la section historique du grand état-major prussien, t. Ier, p. 448-449.

tambours battirent la charge; de toutes les poitrines s'échappa le cri : « Vive l'Empereur! » et tous remontèrent au pas de course la côte de Saint-Julien que le matin on avait descendue.

Cependant le général de Goltz, avec sa brigade, s'était jeté sur Colombey. Après un court et vif engagement, les métairies du village, le château, le parc furent emportés. Les Prussiens gagnèrent même une petite maison qu'on appelait *la Planchette*. Mais quand, ayant atteint le rebord du ravin, ils voulurent déboucher à découvert sur le plateau, ils furent écrasés par les feux du 3ᵉ corps et contraints à chercher en arrière un abri.

Il était cinq heures du soir. Bazaine venait d'arriver. Le moment était décisif pour les opérations futures, décisif pour l'armée elle-même. On pouvait se dérober, reculer en contenant l'ennemi et, sans perdre une heure puisque des heures dépendait le salut, utiliser la soirée et la nuit pour achever le passage de la Moselle. On pouvait aussi, quoique la journée fût bien avancée; on pouvait aussi, par une de ces brusques résolutions dont les véritables hommes de guerre sont coutumiers, mettre à profit la témérité du général de Goltz, fondre sur lui avec tout le 3ᵉ corps, appeler le 4ᵉ corps, la Garde, profiter de la supériorité numérique, et infliger à Steinmetz un échec qui rendrait circonspect le prince Frédéric-Charles lui-même. Bazaine eut d'abord l'instinct de l'inopportunité du combat. Comme le général de Montaudon, l'un des divisionnaires du 3ᵉ corps, se préparait à la lutte, il lui enjoignit de ne point interrompre la marche vers Metz : « Il n'y a point, ajouta-t-il, à se préoccuper d'une tiraillerie sans objet (1) ». Au général de Castagny il exprima aussi un certain mécontentement de tant de munitions dépensées en pure perte (2). « J'avais donné l'ordre qu'on n'acceptât pas le combat aujourd'hui; je ne veux pas qu'on avance d'une semelle, » disait-il avec colère à ceux qui l'entouraient (3). Bientôt il se ravisa ; mais indécis

(1) Général DE MONTAUDON, *Souvenirs*, t. II, p. 92.

(2) Procès Bazaine, déposition du général de Castagny (audience du 27 octobre 1873).

(3) Note du général Zurlinden, 2 février 1901 (*Revue d'histoire*, mai 1903, p. 1164).

comme les médiocres, il ne se ravisa qu'à demi. Au général Decaen, qui venait de lui succéder dans le commandement du 3e corps, il se contenta d'ordonner qu'on repoussât avec vigueur l'attaque. Le maréchal accepterait la bataille, mais sans sortir de ses positions, sans pousser l'engagement à fond. Entre tous les partis, aucun ne pouvait être pire. C'était assez pour retarder et, par suite, compromettre la retraite : c'était trop peu pour qu'on cueillît les fruits de la victoire qui peut-être s'offrait à nous.

La bataille s'étendit donc, bataille purement défensive et sans objectif bien défini, quoique très sanglante. Chose singulière! elle se développait à cette heure tardive où d'ordinaire le sort des armes est déjà fixé. Elle se poursuivit principalement sur deux points : du côté de Colombey et sur les rebords du plateau de Borny où luttèrent les soldats du 3e corps; — à Mey où combattirent les troupes de Ladmirault.

Tenu en échec en avant de Colombey, le général de Goltz attendait impatiemment le secours. Au moment de se porter à l'attaque, il avait sollicité l'assistance du Ier corps, et en outre avait prévenu son chef direct, le général de Zastrow, commandant du VIIe corps. — Le Ier corps était en armes, prêt à se diriger où l'exigerait la bataille. On vit d'abord arriver les batteries; puis l'infanterie essaya de gravir les pentes du ravin en avant de Montoy et de s'établir entre la route de Sarrelouis et de Sarrebruck. Quoique soutenus par de grandes masses d'artillerie, les Prussiens ne gagnèrent que peu de terrain; en revanche, ils réussirent à nous infliger des pertes cruelles. C'est alors que tomba mortellement blessé le général Decaen. Bazaine lui-même, qui s'était mêlé aux soldats avec son ordinaire bravoure, fut légèrement contusionné. Dans l'entrefaite, nos effectifs s'étaient fort augmentés; car le 3e corps avait eu le temps de se déployer, et peut-être à cette heure encore une vigoureuse initiative eût-elle refoulé toute la Ire armée. Où l'audace était nécessaire, on se contenta de ne pas reculer. — Cependant Zastrow, quoique surpris de la témérité de son lieutenant, n'avait pas hésité à le secourir. Une brigade accourait sur le lieu de l'action; une autre allait

soutenir l'aile gauche allemande. Grossi par ces renforts, l'ennemi tenta derechef l'occupation du plateau. Le point culminant était marqué par quelques petites constructions qu'on désignait sous le nom de Bellecroix, presque à la jonction des routes de Sarrebruck et de Sarrelouis. C'est vers ce point que tendirent tous les efforts de nos adversaires. Entre Colombey et Bellecroix s'allongeait un chemin creux, bordé d'un double rang de peupliers et de cyprès. Protégé par ces précaires abris, les seuls qu'on rencontrât en approchant du sommet, l'ennemi essaya de déboucher. Pendant une heure on combattit, disputant pied à pied chaque remblai, chaque bouquet d'arbres, chaque buisson. Ce chemin, tout parsemé de tombes, s'appelle aujourd'hui encore l'*allée des Morts*. Les Allemands parvinrent jusqu'à l'extrémité de la route; mais arrivés à la chaussée de Sarrebruck, ils ne purent la dépasser, et les vraies positions qui étaient l'enjeu de la lutte nous restèrent, à savoir Bellecroix, le plateau, le village de Borny.

Tel était le combat du côté de Borny. A l'autre extrémité de notre ligne, la divison Grenier, laissée en arrière, était demeurée, comme on l'a dit, dans ses positions tandis que le reste du 4e corps descendait vers la Moselle. Aux premières détonations, elle avait pris les armes. Elle occupait sur les coteaux le village de Mey, ainsi qu'un petit bois situé au nord-est, et s'étendait jusqu'à une chapelle qu'on appelait la Salette. Le Ier corps prussien, en même temps qu'il portait l'une de ses avant-gardes au secours de Goltz, avait dirigé l'autre sur Nouilly, c'est-à-dire du côté de Mey. Utilisant les abris des ravins, les tirailleurs ennemis réussirent d'abord à se hisser jusque sur les hauteurs. Puis, écrasés sous le feu des chassepots, ils dévalèrent les pentes. Bientôt, accrus par des renforts et soutenus par une puissante artillerie, ils reprirent leur tentative. Jusqu'à sept heures, aux abords du bois de Mey, le combat se prolongea, soutenu de part et d'autre avec acharnement. Enfin le bois tomba au pouvoir des Prussiens. Ceux-ci se rapprochèrent même du village, mais sans y entrer. Cependant les soldats de Grenier, ramenés un peu en désordre jusque sur le chemin de Mey à la Salette,

ne tardèrent pas à se ressaisir. La division Cissey, dont la 2e brigade avait déjà été partiellement engagée, acheva de déboucher sur le lieu de l'action. Dans le même temps, la division Lorencez s'avançait au nord-est, menaçant la droite ennemie. Ces opportuns renforts rétablirent l'égalité, et à la suite de combats fort confus, rendus plus confus encore par l'obscurité croissante, le bois de Mey fut reconquis.

La nuit même ne sépara pas les combattants. A travers les ténèbres on tirailla, et le feu ne s'éteignit que par degrés. Bien que poursuivie un peu au hasard et sans direction d'ensemble, la lutte qui venait de finir avait coûté plus de sang que beaucoup de batailles décisives. Nos pertes étaient de 3,600 hommes tués, blessés ou disparus (1) ; celles de l'ennemi, plus fortes encore, atteignaient près de 5,000 hommes (2). Aux dernières détonations se mêlèrent les accents des musiques prussiennes qui jouaient des hymnes de victoire. Tout le monde affectant de se réjouir, les nôtres s'attribuèrent pareillement le succès, ayant, disaient-ils, maintenu, sans les laisser entamer, leurs principales positions. Les Français, en effet, ne quittèrent le plateau que beaucoup plus tard, de leur propre volonté, et pour continuer un mouvement rétrograde résolu bien avant la bataille. Seulement cette lutte, même glorieusement soutenue, même victorieuse — si c'est être victorieux que de rester maître du terrain — venait de retarder d'un jour la marche d'où dépendait le salut. Les Prussiens, attentifs à nous devancer, gagnaient pour leur manœuvre les heures que nous perdions. Et il fallait vraiment que la fortune fût bien acharnée à nous perdre, puisqu'elle tournait contre nous, même nos rares et fragiles succès.

(1) *Revue d'histoire,* juin 1903, p. 1361.
(2) *La Guerre franco-allemande,* t. Ier, p. 489.

VIII

Comme la bataille venait de s'achever, Bazaine prescrivit au commandant du 4ᵉ corps de reprendre la route interrompue et de redescendre des hauteurs (1). Soit à raison de l'obscurité, soit pour toute autre cause, le message n'arriva point et la volonté du maréchal ne fut connue que tardivement (2). Sans attendre la fin de la nuit, Ladmirault se remit en marche et aux premières heures du lendemain accomplit son passage par les ponts de bateaux de l'île Chambière. Le 3ᵉ corps se replia pareillement, et pareillement aussi franchit la rivière. Le 15, vers le milieu de la journée, la rive droite était entièrement évacuée.

Tout l'intérêt des événements se concentrerait désormais sur la rive occidentale de la Moselle. Il faut décrire avec quelques détails cette région fameuse, où l'œil aujourd'hui aperçoit surtout deux choses : les forts qui défendent la conquête, les tombes qui marquent la place des morts.

Quand, après avoir franchi la Moselle, on sort de Metz par la porte de France, on voit se dérouler à l'ouest la large chaussée de Verdun (3). On longe en l'effleurant un peu le ban Saint-Martin, vaste esplanade plantée qui, en 1870, était couverte de baraquements. A droite se dresse le mont Saint-Quentin, surmonté d'un fort et qui, haut de six cents pieds environ, domine toute la région; puis au delà, sur une colline d'un relief un peu moindre, s'élève le fort de Plappeville. A gauche s'étalent de grandes prairies qui rejoignent la Moselle. On traverse Longeville et un peu plus loin Moulins, vrais faubourgs dont les maisons se touchent le long de la route. A

(1) BAZAINE, *Épisodes de la guerre de 1870*, p. 71.

(2) Colonel ROUSSET, *Histoire du 4ᵉ corps*, p. 91. — *Souvenirs inédits du colonel* DE LA TOUR DU PIN.

(3) Voir à l'appendice les cartes n° 1 et n° 3.

une faible distance de petits villages apparaissent : Sey, Chazelles, Lessy, qui semblent comme accrochés aux flancs du mont Saint-Quentin, et, de l'autre côté de la chaussée, Jussy, Vaux, Sainte-Ruffine, à demi cachés dans les replis de terrain ou étagés sur les coteaux. Au nord-ouest un vallon boisé, étroit et pittoresque, appelé vallon de Longeau, remonte vers Châtel-Saint-Germain. Tels sont les environs immédiats de la ville. L'aspect est d'une attirante variété : un capricieux enchevêtrement de collines; des buissons, des bouquets d'arbres, des vignes; des horizons bornés, mais charmants, une nature verdoyante, reposée, gracieuse qui est demeurée en traits fidèles dans la mémoire des vieux Messins chassés de leur pays par la conquête.

Quand, en continuant vers l'ouest, on a dépassé le village de Rozerieulles, le chemin gravit une côte très rude; puis, après une descente, il s'élève de nouveau et on atteint à treize kilomètres de Metz le gros bourg de Gravelotte. En cet endroit, la chaussée se divise en deux tronçons : tous deux vont aboutir à Verdun; mais l'un, décrivant une courbe vers le nord, passe par Conflans et Étain, l'autre passe par Mars-la-Tour. Cependant, depuis la côte de Rozerieulles, l'aspect général a changé : les horizons sont plus larges, les lignes plus sévères, les vues plus étendues. Les tombes se pressent dans les champs, dans les bosquets, dans les carrières. On est en plein champ de bataille.

Au sud de la route, c'est-à-dire sur la gauche en venant de Metz, se creusent plusieurs ravins qui, avec une inclinaison plus ou moins rapide, descendent vers le midi, puis déviant légèrement vers l'est, vont retrouver la Moselle. C'est le ravin de la Mance, ravin profond, sauvage, qui dévale dans la direction d'Ars : ce sont ensuite d'autres ravins qui prennent naissance à l'ouest de Gravelotte et qui, réunissant plus loin leurs branches, viennent aboutir au village de Gorze. C'est par ces vallons que remonterait, après avoir franchi la Moselle, l'ennemi ardent à nous déborder. De grands bois, formant épais rideaux, protègeraient d'abord sa marche; mais en approchant de la chaussée, les abris cesseraient, au moins

en partie, et ce serait en un terrain plus découvert qu'il faudrait aborder l'armée française pour lui couper la retraite.

Tels étaient les défilés par où s'élèveraient les corps prussiens. Si au contraire on portait les yeux à droite de la route, on voyait se développer un large plateau fortement ondulé, qui s'étendait au nord jusqu'à la chaussée de Metz à Briey, au nord-ouest jusqu'à la petite rivière de l'Orne, à l'ouest jusqu'au ruisseau de l'Yron, puis se prolongeait dans la direction de Verdun. C'est par ce plateau que s'écouleraient nos colonnes. En ce mois d'août, ces lieux étaient couverts de moissons qu'on se hâtait de mettre en javelles avant qu'elles fussent foulées dans les combats. La richesse du pays s'attestait par le nombre des habitations. Sur le rebord oriental des hauteurs s'étendaient, du sud au nord, sur une ligne presque perpendiculaire à la grande route, toute une suite de fermes ou de villages : la ferme du *Point-du-Jour,* aujourd'hui englobée dans la construction d'un fort; la ferme de *Saint-Hubert;* la ferme de *Moscou,* dénudée et sans abri; la ferme de *Leipzig,* la ferme de la *Folie,* la ferme de *l'Envie,* la ferme *Champenois;* puis la grosse ferme de *Montigny-la-Grange,* château fort autant que ferme, car elle était entourée d'eau, flanquée de tours, et doublement protégée par ses haies et ses palissades. Au delà et dans le même prolongement, on rencontrait Amanvillers, puis le hameau de Jérusalem; un peu plus loin Saint-Privat avec ses maisons serrées, ses haies en pierres sèches, et son glacis en pente douce descendant vers Sainte-Marie-aux-Chênes; enfin tout à l'extrémité nord apparaissait Roncourt. Cette ligne serait celle de notre défense si jamais notre armée, arrêtée une première fois, livrait une nouvelle bataille avant d'être refoulée sous Metz. — Que si on s'avançait davantage vers l'ouest, on rencontrait, à peu près à la hauteur de Gravelotte et en allant pareillement du sud au nord, une autre rangée de fermes et de villages : la grosse ferme de *Modagor,* le hameau de la Malmaison, un peu en arrière la ferme *Chantrenne,* Verneville, puis Habonville et Saint-Ail qui, dans les désastres futurs,

seraient conservés à la France. Au delà de Gravelotte, les deux tronçons de la chaussée de Verdun, s'écartant fortement l'un de l'autre, continuaient à courir sur le plateau. Ces deux routes seraient celles que suivrait notre armée. L'embranchement de droite, laissant sur le côté Villers-au-Bois et Saint-Marcel, se dirigeait vers Doncourt. Celui de gauche, coupé au delà de Gravelotte par les ravins descendant sur Gorze, s'allongeait vers Rezonville; puis, parcourant de grands espaces dénudés, arrivait à Vionville. Enfin au sud-ouest se montrait Tronville, au nord-ouest et dans le lointain Bruville, en face Mars-la-Tour, points extrêmes déjà bien éloignés de Metz, si éloignés que nous serions presque sauvés si nous les atteignions, sauvés tout à fait si nous les dépassions.

Ces lieux semblaient propices pour les luttes des hommes. Ils étaient assez découverts pour que les armées s'y pussent déployer; ils offraient assez d'abris pour que les troupes, ébranlées par le combat, pussent se réorganiser en vue de nouveaux efforts. Aux champs cultivés succédaient les bois, bois des Génivaux, bois de la Cusse, bois Pierrot et de Saint-Marcel et enfin bois de Tronville. Les villages offraient des constrastes assez frappants, les uns perdus dans les arbres comme Habonville et Verneville, les autres dénudés comme Amanvillers, d'autres formant comme Saint-Privat de véritables positions militaires. Le mot de plateau n'était point tout à fait exact. Ce plateau avait lui-même ses points culminants : le *Point-du-Jour* au-dessus de Rozerieulles, la *Malmaison* près de Gravelotte, les sommets arides de Rezonville; il avait aussi ses déchirures : tels les ravins qui, remontant d'Ars ou de Gorze, continuaient à creuser leurs traces sur les hauteurs; tels aussi, entre Mars-la-Tour et Bruville, ces ravins de *Grizières* et du *Fond-de-la-Cuve,* où nos soldats, presque échappés, croiraient, en un moment bien fugitif, saisir enfin la victoire.

C'est sur ces pentes et à travers ces routes que s'avanceraient, dans la journée du 15 août, les troupes françaises. Les divisions de cavalerie du Barail et de Forton, campées depuis le 10 août, l'une au Ban-Saint-Martin, l'autre à Mon-

tigny-les-Metz, avaient dès la veille levé leur bivouac. Précédant fort le reste de l'armée, elles atteignirent de très bonne heure, la première Doncourt, la seconde Mars-la-Tour. Le 2ᵉ corps quitta le matin Rozerieulles et à dix heures arriva à Rezonville : il s'étendit au sud de la chaussée de Verdun et jusqu'au débouché des bois. Au nord de la route s'établit le 6ᵉ corps, qui prolongea ses cantonnements dans la direction de Saint-Marcel. Laissée un peu en arrière, la Garde fut répartie entre la ferme de Moscou et Gravelotte. — Quand le succès consistait à ne pas perdre une heure, c'étaient des étapes bien courtes et une marche bien lente. Mais on expiait les erreurs générales du commandement qui n'avait ni reconnu ni mis à profit tous les chemins partant de Metz, qui n'avait point assez hâté la construction ou la réfection des ponts, qui de plus n'avait point assez strictement limité les bagages. Cependant les embarras, déjà très grands pour les corps mis en route les premiers, se transformaient en confusion inextricable pour ceux qui, ayant pris part au combat de Borny, n'avaient franchi la Moselle qu'après la bataille.

A la sortie de Metz se croisèrent et s'entassèrent, dès le matin, en un encombrement indescriptible, les 3ᵉ et 4ᵉ corps. — Lebœuf, nommé au commandement du 3ᵉ corps en remplacement du général Decaen, finit par utiliser l'un des chemins vicinaux, celui qui monte par le ravin de Chatel. En dépit de cette dérogation à l'ordre général, deux divisions seulement, les divisions Nayral (1) et Montaudon, parvinrent à accomplir l'étape. Le soir, à six heures, elles campèrent à Verneville. Des deux autres divisions, la division Aymard (2) ne put parcourir que quelques kilomètres; la division Metman, prise au milieu des colonnes de bagages, fut contrainte de s'arrêter tout près de la ville. — Quant au 4ᵉ corps, qui devait atteindre le 15 au soir Doncourt, il demeura toute la journée entre Metz et Woippy. De ces à-coups partiels naissait un immense désarroi. Comment hâter la marche de Frossard,

(1) Le général Nayral remplaçait le général de Castagny blessé à Borny.
(2) Ancienne division Decaen.

de Canrobert, de Bourbaki, quand les corps de Lebœuf et de Ladmirault ne parvenaient pas à se dégager de l'encombrement aux abords de Metz!

Les Prussiens continuaient leur mouvement tournant. C'est justice de reconnaître leur habileté; il convient plus encore d'admirer leur fortune. D'après l'avis des juges les plus autorisés, il n'eût pas été impossible, dans la journée du 13, de les surprendre dans leur marche tandis que leurs corps étaient trop espacés pour se soutenir. Ce grand péril passé, ils respirèrent. Le 14, la Garde atteignit Dieulouard; le X[e] corps se rassembla à Pont-à-Mousson, où Frédéric-Charles établit son quartier général. On touchait aux bords de la Moselle. Les uhlans, les dragons, devenus très hardis, poussèrent vers le sud : ils se dirigèrent de Dieulouard sur Villers-en-Haye, gagnèrent Frouard, se hasardèrent jusque sous les murs de Toul. Le même jour, la 5[e] division de cavalerie s'étendit à l'ouest vers Thiaucourt, vers Beney; enfin dans l'après-midi quelques patrouilles, inclinant vers le nord-ouest, s'aventurèrent jusqu'au village de Buxières, à six ou sept kilomètres de la route de Verdun (1).

Cette journée du 14 avait été celle de Borny. Le combat retardait de vingt-quatre heures notre retraite. Ce fut pour les Prussiens le fruit de la bataille. Le 15, dès l'aube, les éclaireurs ennemis poussèrent leurs reconnaissances jusque près de Metz. En dépit d'un brouillard assez épais qui couvrait les bords de la Moselle et de la Seille, ils reconnurent les traces de campements abandonnés. Un peu plus tard, le roi, venant d'Herny, se rendit sur le théâtre de l'action. Les brumes dissipées permirent des explorations plus sûres. Des hauteurs on apercevait au delà de Metz des nuages de poussière qui révélaient la marche de longues colonnes s'acheminant vers l'ouest (2). La retraite française semblant désormais certaine; il ne restait qu'à pousser en hâte toute l'armée vers la rive gauche de la Moselle.

(1) *La Guerre franco-allemande*, t. I[er], p. 441-442.
(2) *Idem*, p. 497.

L'exécution ne tarda pas. Le Xe corps, concentré à Pont-à-Mousson, s'avança au delà de la rivière. La Garde, qui était à Dieulouard, accomplit pareillement son passage et porta l'une de ses divisions jusqu'à Villers-en-Haye, son avant-garde jusqu'à Rozière. Tels furent les mouvements de l'aile gauche. Jusque-là l'aile droite de la IIe armée avait été maintenue un peu en arrière afin de soutenir, en cas de besoin, les troupes de Steinmetz. Désormais cette prudence parut superflue. A onze heures du matin, M. de Moltke télégraphia au prince Frédéric-Charles : « Les trois corps de votre aile droite (IIIe, IXe, XIIe) sont dès à présent à votre entière disposition (1). » Le IXe corps gagna Verny ; le XIIe, Noményy. Quant au IIIe corps, son chef, le général Alvensleben II, ne s'était pas résigné à attendre les ordres. En apprenant les événements de la veille, il n'avait point contenu sa fougueuse impatience. « Nous marchons, dit-il avec une joyeuse ardeur à son chef d'état-major. » De son quartier général d'Allemont, il télégraphia dès le matin au maréchal de Moltke et au prince Frédéric-Charles : « D'après les résultats du combat d'hier, il est peu probable que l'ennemi songe encore à prendre l'offensive sur la rive droite... D'autre part, le corps d'armée n'a nul besoin de repos. » Il ajoutait; « Je me propose donc de franchir la Moselle aujourd'hui... » Tant de hâte ne laissa pas que de surprendre le prince Frédéric-Charles lui-même. Mais l'ardeur d'Alvensleben l'emporta. Dans l'après-midi, le IIIe corps atteignit, avec l'une de ses divisions Novéant, avec l'autre Champey, et poussa même quelques détachements vers Gorze, c'est-à-dire à six kilomètres de Rezonville.

Les Allemands touchaient presque à cette route de Verdun par laquelle s'écoulait l'armée française. Dès cette journée du 15, les avant-gardes prirent contact. La 5e division de cavalerie prussienne, lancée fort en avant, avait dès le matin envoyé dans la direction de Tronville et de Mars-la-Tour la brigade Redern avec les batteries à cheval. Ces lieux étaient ceux que venait d'atteindre la division de Forton. Entre l'ar-

(1) *Correspondance militaire du maréchal* DE MOLTKE, t. Ier, p. 289.

tillerie des deux divisions une canonnade s'engagea, plus bruyante d'ailleurs que meurtrière, et qui se continua pendant une heure. A ce moment la brigade Redern était seule. Au contraire, le général de Forton disposait de toute sa division; en outre, le général du Barail accourait de Doncourt avec ses chasseurs d'Afrique. Enfin la cavalerie du 2e corps n'était pas loin. Peut-être une attaque prompte et résolue eût-elle entièrement dégagé la zone de marche. L'entreprise ne fut point tentée. Bientôt, au bruit du canon, les autres brigades ennemies se rapprochèrent. A deux heures, la 5e division prussienne avait rassemblé toutes ses forces, c'est-à-dire trente-quatre escadrons et le moment opportun était passé. Le général de Forton, se jugeant trop aventuré à Mars-la-Tour, se reporta un peu en arrière vers Vionville.

Tandis qu'évoluait autour de nous l'armée prussienne, nos colonnes continuaient à s'encombrer sur les chemins trop étroits, la cavalerie dépassant Vionville, les derniers régiments s'écrasant à la sortie de Metz. Cette confusion était l'image de celle qui régnait dans le commandement. Quand l'armée se tournait vers ses conducteurs, elle rencontrait au-dessus d'elle deux hommes : l'Empereur qui, ayant abdiqué tout pouvoir, hésitait à partir; le maréchal Bazaine qui, ayant concentré en lui toute l'autorité, hésitait à l'exercer résolument.

L'Empereur, ayant quitté Metz, avait bien vite interrompu sa route. Moitié perplexité, moitié fatigue, il s'était arrêté à Longeville. C'est là qu'il avait appris le combat de Borny. Pour qui ne voyait que les apparences, la bataille avait un air de succès. Napoléon avait complimenté le maréchal et avait gracieusement ajouté : « Vous avez rompu le charme. » Le lendemain, empruntant des chemins de traverse, tant l'encombrement était grand, il gagna Gravelotte. Là il fit halte de nouveau. S'éloignerait-il définitivement? Il ne savait que résoudre. Des ordres équivoques et successifs prescrivirent de charger les bagages, d'apprêter les voitures; puis on resta. Devant l'auberge où était descendu le monarque, les soldats défilaient, mais silencieux, ou murmurant contre

la pompe peu militaire des équipages impériaux. Le Prince impérial allait et venait, interrogeait les officiers; essayait, avec son regard d'adolescent, de fouiller jusqu'au fond des âmes. Mêlé par le hasard à la grande tourmente, le prince Napoléon lisait. Ce jour du 15 août était jour de fête. Les fidèles cueillirent quelques fleurs, et les offrirent au maître, en témoignage d'affection, en souhait de meilleure fortune. On revint au départ; on débattit quelle route on suivrait, celle de Mars-la-Tour ou celle d'Étain, et quelles troupes composeraient l'escorte. Cependant l'immobilité se prolongeait. Le malheureux prince avait conscience qu'impossible à l'armée comme général, il ne le serait guère moins à Paris comme souverain.

Bazaine était, lui aussi, perplexe à sa manière, et là résidait un bien autre péril. Ce n'était qu'à contre-cœur qu'il accomplissait le mouvement sur Verdun. Les propos, sortis alors de sa bouche et rapportés plus tard, attestent ses répugnances. A l'un il disait que, s'il était libre, il ne rétrograderait pas sur la Meuse; à un autre il parlait d'une pointe à pousser du côté de Pont-à-Mousson (1). Au moment de perdre de vue la place de Metz où il s'appuyait, il éprouvait une sorte de vertige, ainsi qu'un équilibriste de moyenne expérience au moment d'abandonner son balancier. Certaines confidences récentes de l'Empereur s'étaient, semble-t-il, gravées dans son esprit. Le souverain, l'ayant reçu la veille au soir, lui avait laissé entendre qu'il négociait avec l'Italie, avec l'Autriche; qu'à tout prix il fallait éviter les grands risques, et ne point compromettre par un échec militaire les chances d'accord diplomatique (2). La suggestion, qui eût été sage à l'ordinaire, devenait peu judicieuse en une heure où, nos affaires étant fort gâtées, la vraie prudence était d'oser : l'avis était surtout inopportun vis-à-vis de Bazaine, qui n'était que trop disposé à hésiter. De là un surcroît de trouble, et, dans l'impossibilité de dominer d'aussi

(1) Procès Bazaine, audience du 24 octobre 1873.
(2) Bazaine, *Épisodes de l'armée du Rhin*, p. 71.

grandes choses, des prescriptions incomplètes ou volontairement équivoques qui laisseraient au hasard la décision. Les rapports du général Frossard et aussi ceux du maréchal Canrobert apprirent au commandant en chef que sans doute le lendemain ne se passerait pas sans combat (1). Même renseigné de la sorte, le maréchal ne formula aucune prescription pour occuper fortement les défilés qui remontaient de la Moselle vers le plateau. Ce fut peut-être négligence, peut-être aussi persuasion que les chefs secondaires pourvoiraient à ce soin (2). Quoique sans confiance, Bazaine se résigna à poursuivre le mouvement convenu. Le soir, il envoya aux commandants de corps un ordre ainsi conçu : « La soupe sera mangée à quatre heures; l'on se tiendra prêt à se mettre en route à quatre heures et demie, en ayant les chevaux sellés et les tentes abattues. » Il ajouta que le 2e et le 6e corps devaient s'attendre à être attaqués, et que sans doute ils avaient devant eux trente mille hommes.

IX

La nuit fut très calme. Napoléon avait enfin décidé son départ. A l'aube, les voitures de la cour vinrent se ranger devant le quartier impérial. Les dragons et les lanciers de la brigade de France étaient en selle, prêts à accompagner le souverain. Comme le monarque allait s'éloigner, Bazaine, qui avait couché à la *maison de poste,* accourut pour lui dire adieu. L'Empereur paraissait souffrant et était très affaissé. Brièvement il recommanda au maréchal de se mettre en marche, dès qu'il le pourrait, pour Verdun et Châlons. Si nous en croyons l'un des témoins de l'entrevue, il ajouta : « Je vous confie la dernière armée de la France; songez au

(1) Notes du maréchal Lebœuf, dépêche du maréchal Bazaine au maréchal Lebœuf *(Revue d'histoire,* juillet 1903, p. 186 et 199).

(2) Procès Bazaine, interrogatoire (audience du 13 octobre 1873).

Prince impérial. » La chaussée de Mars-la-Tour étant déjà infestée d'ennemis, on prit l'autre route, qui semblait encore sûre. Chemin faisant, l'Empereur, impatient d'aller plus vite, congédia les dragons, et emprunta au général du Barail les chasseurs d'Afrique de la brigade Margueritte. Puis le voyage se poursuivit avec un redoublement de hâte. A Étain on fit une courte halte, et de là le Prince impérial, soit qu'on eût trompé sa jeunesse, soit qu'on eût quelque motif inconnu d'espérer, télégraphia à l'Impératrice ces mots navrants dans leur illusion : « Tout va de mieux en mieux. »

Bazaine était désormais seul. On a affirmé qu'il exprima en termes non équivoques la joie de son affranchissement. Ce sentiment était trop humain pour que l'expression en puisse paraître invraisemblable. Pour l'Empire, pour la France, une seule chose importait, à savoir l'usage que le maréchal ferait de son entière liberté.

Dès le point du jour, la vie s'était ranimée dans les camps. Comme le voulait l'ordre de la veille, les troupes étaient prêtes à marcher. Obligés à déboucher des ravins par fractions, les Allemands seraient très vulnérables tant qu'ils n'auraient pas amené le gros de leurs forces sur le plateau. De là pour Bazaine quelques heures précieuses où il aurait la supériorité numérique, heures que jamais il ne retrouverait s'il les laissait passer. Nos ennemis ont après coup confessé leur passagère faiblesse. Dans le récit publié par l'état-major prussien, on lit ces lignes : « Une puissante attaque, poussée à fond contre les premiers adversaires, eût été certainement le meilleur moyen d'assurer la retraite derrière la Meuse (1). » Ici se retrouva l'influence désastreuse de la mauvaise préparation initiale. Retenu aux abords de Metz, le 4ᵉ corps manquait complètement; le 3ᵉ, établi en partie autour de Vernéville, attendait encore deux de ses divisions. Le maréchal Lebœuf insista pour qu'on suspendît la marche jusqu'à ce que les fractions en retard eussent rejoint (2). Ce conseil

(1) *La Guerre franco-allemande*, t. Iᵉʳ, p. 520.
(2) Lettre du maréchal Lebœuf au maréchal Bazaine (*Revue d'histoire*, juillet 1903, p. 200).

semblait celui de la prudence. En réalité, le temps qui accroîtrait nos ressources accroîtrait bien davantage celles de l'ennemi. Avec les forces immédiatement disponibles, c'est-à-dire le 2e corps, le 6e, la Garde, l'artillerie, les divisions de cavalerie, Bazaine avait sous la main près de quatre-vingt mille hommes. C'était assez pour refouler l'adversaire et poursuivre la route sur le terrain déblayé. Sur ces entrefaites, divers rapports vinrent appuyer l'avis de Lebœuf. Un officier d'état-major, ayant été envoyé à Canrobert et à Frossard, rapporta que la division de Forton n'avait pas été inquiétée; que le village de Tronville, occupé la veille par l'ennemi, avait été, disait-on, évacué; que, d'après le témoignage de deux hommes venant de Gorze, il n'y avait dans ce dernier village que deux ou trois mille Prussiens (1). Le commandant d'une compagnie d'éclaireurs volontaires manda aussi que ses hommes, appelés à fouiller les bois et les ravins, n'y avaient découvert aucun soldat allemand (2). Ces informations étaient rassurantes; on ne les contrôla point. Déjà Bazaine avait contremandé l'ordre donné la veille : on s'arrêterait assez pour tendre la main au 3e ainsi qu'au 4e corps, et on ne se mettrait en route que dans l'après-midi.

Donc on retendit les tentes, on dessella les chevaux, on dételа les voitures; et avec un peu de surprise les hommes, tout prêts pour l'étape ou la bataille, se disposèrent à goûter un repos qu'ils n'attendaient pas. Sur ces entrefaites, un officier d'infanterie, qui était parti en reconnaissance avec quelques hommes, rapporta qu'il avait aperçu près de Tronville de gros détachements prussiens. Par malheur, l'avis fut négligé et l'informateur éconduit. Cependant l'ennemi qu'on se refusait à voir continuait le mouvement commencé depuis quatre jours et, dissimulant à nos yeux son approche, remontait jusqu'à nous.

(1) *Revue d'histoire*, septembre 1903, p. 629.
(2) Général JARRAS, *Souvenirs*, p. 103 et 104.

X

Après l'escarmouche de la veille, le général de Rheinbaden, commandant la 5ᵉ division de cavalerie, avait réparti ses trois brigades, les brigades Barby, Bredow, Redern, entre Xonville, Suzemont, Puxieux. Le 16, dès le matin, il avait reçu du commandant du Xᵉ corps, qui était à Thiaucourt, l'ordre de tenter une forte reconnaissance vers les camps français, et de saisir « toute occasion favorable pour attaquer ». A six heures, les hussards de la brigade Redern s'étaient rassemblés dans un ravin à l'ouest de Puxieux. Ils étaient accompagnés des deux batteries de la division ; puis deux autres leur arrivèrent, venant du Xᵉ corps. A huit heures et demie, ils se mirent en marche. Dissimulant leur approche, ils gagnèrent d'abord Tronville. Sur une hauteur à l'ouest du village, une batterie fut amenée, suivie bientôt d'une seconde et d'une troisième. Aussitôt le feu s'ouvrit à courte distance contre les campements de la brigade Murat (1).

Il était neuf heures et quart. Dans nos bivouacs tout reposait. Les hommes faisaient la soupe ou commençaient leur repas. D'autres nettoyaient leurs effets. Les chevaux avaient été dessellés; beaucoup d'entre eux avaient été conduits à l'abreuvoir. Soudain quelques cavaliers donnèrent l'alarme. Au même instant éclatèrent les obus.

Vionville était encombré par les voitures de vivres ou de bagages que conduisaient des convoyeurs civils. Aux premières détonations, ces gens s'affolèrent. Au grand trot de leurs attelages, ils rétrogradèrent vers l'est; bousculant tout dans leur course, ils traversèrent les campements de la cavalerie, atteignirent les bivouacs du 2ᵉ corps, et partout répandirent l'épouvante. D'autres versèrent leurs chariots sur les bas-côtés de la

(1) 1ʳᵉ brigade de la division de Forton.

chaussée, puis se blottirent dans les fossés ou s'enfuirent à toutes jambes jusqu'à Rezonville, jusqu'à Gravelotte même. Trois ou quatre bouches à feu réussirent à se mettre en batterie et, les officiers faisant office de servants, tirèrent quelques coups. Bientôt elles furent contraintes à se replier (1). Surpris en pleine sécurité, impressionnés par les cris terrifiés des conducteurs, les dragons de la brigade Murat se rallièrent tant bien que mal et, se retirant vers les cuirassiers de la brigade Gramont, les firent rétrograder à leur tour. Le recul devenant contagieux, les chasseurs, les dragons de la division Valabrègue (2) furent entraînés dans la retraite, et toute cette masse reflua dans les lignes d'infanterie, non sans y provoquer quelque désordre.

Une si violente attaque révélait chez les assaillants plus d'ardeur que de prudence. Quand les exhortations des officiers et un retour de sang-froid eurent arrêté ce commencement de panique, la résistance s'organisa. Sur une petite éminence en avant de Rezonville, deux de nos batteries divisionnaires, bientôt renforcées d'une troisième, s'installèrent; les batteries de la réserve furent attelées. Le 12e bataillon de chasseurs qui, sur un avis transmis au général Bataille, avait déjà pris les armes, se glissa jusqu'au village de Vionville que notre cavalerie venait d'évacuer, et le réoccupa sans coup férir. Les canonniers prussiens, exposés à nos obus, fusillés en outre par les chasseurs embusqués dans les maisons, ralentirent leur feu, puis ramenèrent leurs pièces. La cavalerie elle-même disparut.

Ce n'était que le début de la grande journée. Tandis que cette vive alerte secouait rudement notre imprévoyance, Alvensleben, avec le IIIe corps, remontait vers nous. On a dit quelle ardeur impatiente le poussait à devancer, à outrepasser même les ordres du prince Frédéric-Charles. Il commandait les contingents de Brandebourg, troupes solides entre toutes et façonnées de longue date à la discipline prussienne. La

(1) *Historique des 7e et 8e batteries du 20e régiment d'artillerie.*
(2) Division de cavalerie du 2e corps.

veille au soir et dans la nuit, il avait franchi la Moselle. Le 16 au matin, toutes choses lui avaient paru à point pour qu'il entamât l'offensive. Il disposait, outre son corps d'armée, de la 6e division de cavalerie. De ses deux divisions d'infanterie, il avait engagé l'une, la 6e, sous les ordres du général de Buddenbrock, sur la route de Mars-la-Tour par Onville et Buxières; quant à l'autre, la 5e, qui avait pour chef le général de Stülpnagel, il l'avait dirigée sur Gorze; de là elle atteindrait Vionville. A l'heure où les hussards de Redern commençaient leur attaque, les avant-gardes de Stülpnagel achevaient de déboucher de Gorze sous les ordres du général de Döring et n'étaient plus qu'à 3 ou 4 kilomètres de nos campements. Quelles étaient les forces françaises? Alvensleben ne le savait pas bien. Mais à tous risques il se porterait au combat, avec la double confiance qu'il puisait dans la valeur de ses troupes et dans les précédents succès.

On connait déjà les lieux qu'allait aborder le IIIe corps. Entre Rezonville et Vionville, la chaussée de Verdun se déroule toute droite, de l'est à l'ouest (1). Au nord de la chaussée, le plateau se prolonge jusqu'à une *voie romaine,* distante d'un kilomètre et adossée au bois Pierrot et au bois de Saint-Marcel. Au sud de la route, la plaine se coupe de ravins qui descendent vers les bois : ces bois sont, en allant de l'est à l'ouest, le bois de Saint-Arnould qui succède au bois des Oignons, le bois de Vionville, et enfin le bois de Gaumont. Au midi de Rezonville une ferme se détache, visible de fort loin et qu'on appelle la *Maison-Blanche;* puis au sud-est de Vionville se montre, dans un repli de terrain, le petit hameau de Flavigny.

L'attaque de la brigade Redern, en provoquant parmi nous quelque surprise, nous avait du moins mis en éveil. Tout le 2e corps était en armes. Un bataillon du 23e d'infanterie se jetait dans Vionville qu'occupaient déjà les chasseurs à pied. Le reste de la division Bataille se répartissait aux abords de Flavigny. Plus à l'est, la division Vergé se rangeait sur les

(1) Voir à l'appendice la carte n° 3.

crêtes qui font face au bois de Gaumont, et bordait la lisière du bois de Vionville. A l'extrémité orientale du plateau et tout au débouché des grands bois se groupait, non loin de la *Maison-Blanche,* la brigade Lapasset. Cependant, à l'autre extrémité, c'est-à-dire au nord de la chaussée de Verdun, la division Lafont de Villiers, du 6ᵉ corps, commençait à quitter ses bivouacs.

C'est contre ces positions que marchaient les soldats d'Alvensleben. Pour compenser leur infériorité numérique, ils amenèrent en hâte toute l'artillerie de la 5ᵉ division; et 24 bouches à feu, installées sur une hauteur à droite et à gauche de la route de Gorze à Flavigny, se mirent à battre les emplacements français. Puis l'infanterie essaya de se frayer son chemin, mais avec peu de succès et de terribles pertes. Si elle progressa légèrement vers le bois de Saint-Arnould et le bois de Vionville, elle fut ramenée en désordre dans le bois de Gaumont. De ce côté, l'un des bataillons du *48ᵉ* perdit tous ses officiers, et le général de Döring, commandant la brigade, tomba lui-même mortellement blessé.

Il était à peu près dix heures et demie. Un général actif et résolu eût pénétré la faiblesse de l'ennemi. Bazaine disposait de tout le 2ᵉ corps, moins la division Laveaucoupet laissée à Metz, et, en outre, de la brigade Lapasset. Les principaux éléments du 6ᵉ corps seraient bientôt rassemblés. En arrière était la Garde, prête à venir de Gravelotte. L'artillerie était nombreuse, vaillante, dévouée. Que le commandant en chef prît immédiatement l'offensive, et le IIIᵉ corps, arrivé partiellement et encore en morceaux, expierait par une destruction presque totale sa témérité. Ici se plaça la première faute d'une bataille qui en compterait beaucoup. La longue ligne du 2ᵉ corps se déploya, garnissant nos positions en avant de nos camps. Des combats s'entamèrent, acharnés et meurtriers, mais sans direction générale : une grande vaillance à parer les coups, mais nul effort d'ensemble pour bousculer et rompre l'adversaire; un courage méritoire, mais tout passif, qui subirait les desseins de l'ennemi loin d'imposer les siens.

Ainsi commençait la bataille; ainsi se développerait-elle jusqu'au bout.

L'occasion irait bientôt s'amoindrissant. Les renforts arrivaient aux Prussiens. L'artillerie de la 6ᵉ division se joignit à celle de la 5ᵉ; puis l'artillerie de corps accourut. Alvensleben, qui avait d'abord dirigé la 6ᵉ division vers Mars-la-Tour, lui prescrivit de se rabattre sur Tronville et Vionville. Enfin l'approche d'un des régiments du Xᵉ corps allait fournir un secours inattendu. Comme le colonel de Lyncker, avec le 78ᵉ prussien, s'avançait de Novéant sur Gorze, il avait entendu, à travers les bois, le bruit du canon. Déjà il s'acheminait de ce côté, prêt à se mettre à la disposition du général de Stülpnagel.

Vers onze heures, tous les emplacements favorables se garnirent de batteries ennemies. Il s'en établit à l'ouest de Vionville, au-dessus du cimetière du village, au sud de Flavigny, en avant de la ferme d'Anconville. La ligne de bouches à feu se développait en arc de cercle, du sud-est au sud-ouest, c'est-à-dire depuis les bois jusqu'à la chaussée de Verdun. Les effets du tir furent singulièrement cruels; car plus tard, en notant l'origine des blessures, on remarquerait que, dans certains régiments, la plupart d'entre elles avaient été causées par l'artillerie.

Cependant le IIIᵉ corps prussien achevait d'entrer en ligne. Quand les obus eurent préparé la tâche, l'infanterie aborda les points principaux des positions françaises : à l'est, elle poursuivit la lutte pour les débouchés des bois; à l'ouest, elle attaqua Vionville et Flavigny.

A l'est, où luttaient la brigade Jollivet du 2ᵉ corps et la brigade Lapasset, les chances demeurèrent presque égales. La brigade Jollivet dut se retirer sur les crêtes, mais les défendit sans se laisser entamer. Plus solide encore, la brigade Lapasset, postée à notre extrême gauche, tiendrait toute la journée à la lisière du bois de Saint-Arnould et du bois des Oignons. C'est à l'ouest que les efforts de l'ennemi entraîneraient la retraite du 2ᵉ corps.

Là-bas combattait la division Bataille. Notre premier échec

fut la perte de Vionville. Le village n'était occupé que par le 12e bataillon de chasseurs à pied et un bataillon du 23e de ligne. Ces troupes, à l'effectif assez faible et isolées des autres régiments, durent céder aux soldats d'Alvensleben. Peu s'en fallut que le succès même ne se transformât pour nos ennemis en revers. A peine en possession des maisons, les Allemands furent écrasés par les projectiles de notre artillerie, rangée le long de la *voie romaine*. Comme ils essayaient de déboucher du village et s'avançaient sur la chaussée de Verdun, leurs pertes furent plus grandes encore, car une double fusillade les accueillit, celle des troupes du 6e corps qui, dans l'entre-temps, avaient achevé de se rassembler; celle des défenseurs de Vionville qui, contraints à la retraite, avaient pris une position en arrière. S'abritant sous les moindres replis de terrain, tour à tour se couchant sur le sol ou s'avançant par bonds, les Brandebourgeois tentèrent de progresser du côté de Flavigny. Au sud de la grande route se livrèrent, pendant une heure, des combats confus, opiniâtres et sanglants. Un petit bouquet de bois, puis les murailles d'un abreuvoir furent longtemps défendus. Les Prussiens gagnèrent un millier de pas. Ils approchaient de Flavigny. Embusqués dans les vergers, éparpillés dans les jardins, abrités derrière les haies, les nôtres prolongent quelque temps la résistance. Puis ils se retirent vers le nord-est. L'ennemi atteint les maisons. Presque aussitôt il en est chassé par l'un des régiments du 6e corps, le 94e, qui, arrivant de la *voie romaine* et descendant vers le sud, s'est porté jusqu'en ces lieux. Mais les batteries allemandes, installées à bonne distance, font pleuvoir les obus. Les incendies s'allument, les murailles s'écroulent, les toits s'effondrent. Les Français se replient peu à peu, tout en tiraillant encore; puis la retraite se transforme, pour certaines compagnies, en sauve-qui-peut (1). Vers midi, Flavigny est occupé par les troupes d'Alvensleben.

La division Bataille avait perdu son chef, grièvement blessé.

(1) Rapport du colonel de Geslin, commandant le 94e de ligne (*Revue d'histoire*, février 1904, p. 389).

Dans son mouvement rétrograde, elle avait entraîné la brigade Valazé qui venait d'être, elle aussi, privée de son général. Autour de la *Maison-Blanche* et sur les crêtes qui descendent vers le bois de Saint-Arnould, les brigades Jollivet et Lapasset tenaient opiniâtrément; mais tout leur succès serait de ne pas se laisser entamer. Les Prussiens remontaient de Flavigny; encore un effort, et ils toucheraient Rezonville.

En cette condition qui devenait critique, Frossard se mit à la recherche de Bazaine : « Ne jugez-vous pas, lui dit-il, qu'une charge de cavalerie serait nécessaire pour contenir l'ennemi? — Qu'avez-vous comme cavalerie? répliqua le maréchal. — J'ai les lanciers de la brigade Lapasset; mais c'est un peu léger; les cuirassiers de la Garde ne pourraient-ils pas nous appuyer? » Bazaine courut au général du Preuil, qui commandait l'une des brigades de la Garde : « Chargez, lui dit-il; c'est urgent, ne perdez pas de temps. » Les lanciers s'élancèrent les premiers : aucun objectif précis n'avait été assigné; deux ou trois pelotons seulement atteignirent l'ennemi; le reste, inclinant trop à droite, vint buter contre les fossés de la route. Cependant les cuirassiers s'ébranlaient. Après avoir gravi un repli de terrain au sud de Rezonville, ils aperçurent, de la hauteur, Flavigny tout en flammes. En avant du hameau était l'infanterie allemande. Tous les sabres s'élevèrent en l'air au cri : *Vive l'Empereur!* Les terres, récemment moissonnées, offraient aux chevaux une surface unie. Superbes et intrépides, les cavaliers partirent au galop, passèrent sous le feu des batteries, sabrèrent, chemin faisant, quelques servants. Les fantassins prussiens s'étaient formés en carré. Sous leurs balles, hommes et chevaux s'abattirent. Le reste fit demi-tour, regagna Rezonville et se reforma derrière le régiment des carabiniers.

Il y eut alors autour du village un instant d'inexprimable confusion. Les hussards de la brigade Redern s'étaient avancés jusque près de Flavigny. A la vue de la cavalerie française en retraite, trois de leurs escadrons entreprirent de poursuivre les cuirassiers décimés. Ils ne les atteignirent point, mais tombèrent à l'improviste sur une batterie de la

Garde. Justement Bazaine, toujours attentif aux détails, toujours prompt à s'avancer aux lieux les plus périlleux, était occupé à marquer l'emplacement des bouches à feu. Les hussards, se précipitant sur les canonniers, l'entourèrent aussi sans le connaître. Il fut séparé de son état-major, mit l'épée à la main et, entrainé dans le recul de l'artillerie, galopa côte à côte avec un officier ennemi. Les cavaliers d'escorte survinrent, dispersèrent les assaillants et, la fortune secondant jusqu'au bout les Prussiens, Bazaine fut gardé à l'armée et à la France.

XI

La première phase de la bataille avait tourné contre nous. Sur les cinq brigades de Frossard, trois étaient en pleine retraite. L'échec n'était point tel qu'il ne pût se réparer. Par la comparaison des forces ennemies et des nôtres, on pourra mesurer quelles chances nous restaient.

Depuis le début de l'action, Alvensleben, avec le III[e] corps, soutenait presque seul le poids du combat. Du X[e] corps, il n'avait que la 37[e] brigade, à savoir le 78[e] régiment, arrivé de Gorze sous la conduite du colonel de Lyncker, et le régiment d'Oldenbourg, qui commençait à se rassembler près de Tronville. Les trois autres brigades du corps d'armée étaient encore loin. Aucune force en seconde ligne, si ce n'est la cavalerie. Jusqu'ici le commandant du III[e] corps avait masqué sa faiblesse sous la furie de ses attaques. Mais les soldats brandebourgeois étaient diminués par leurs pertes, épuisés par l'intensité de l'effort, un peu désorganisés par l'ardeur même du combat, et bientôt peut-être leur lassitude triompherait de leur obstination.

En dépit de Vionville évacué et de Flavigny perdu, quelles n'étaient point au contraire les ressources des Français! Une portion du 2[e] corps avait seule été refoulée. Autour de Rezon-

ville et en arrière de Gravelotte était la Garde, avec ses deux magnifiques divisions de grenadiers et de voltigeurs, avec son artillerie puissante, avec deux brigades de cavalerie, dont un seul régiment venait d'être entamé. Entre Saint-Marcel, Rezonville et la chaussée de Verdun s'échelonnait le 6e corps, à peu près dépourvu de cavalerie, muni d'une artillerie insuffisante, mais disposant de treize régiments d'infanterie encore en partie intacts. A ces forces se joignaient la division de Forton, la division Valabrègue, jalouses de réparer la surprise du matin. Puis tout au nord, c'est-à-dire du côté de Bruville, le général du Barail, avec ce qui lui restait de chasseurs d'Afrique, battait la plaine; non loin de lui, les lanciers et les dragons du général de France attendaient des ordres. Dans le 3e corps, la division Aymard venait d'arriver à Saint-Marcel; la division Nayral marchait dans la même direction. En arrière la division Montaudon se hâtait à travers champs entre la ferme de Bagneux et Villers-au-Bois. Enfin, du côté de Doncourt on signalait les têtes de colonne du 4e corps.

La même inertie qui n'avait pas soutenu à temps le 2e corps ne sut pas le venger. Ce serait la seconde faute qui aggraverait la première. Une si grande réunion de forces, un si vaste champ de bataille, un adversaire si entreprenant, un enjeu si terrible exigeaient, par dessus toutes choses, l'aptitude à s'élever jusqu'aux vues d'ensemble. Le génie monte naturellement à ces hauteurs, et l'étude infatigable y atteint par degrés. Le génie manquait à Bazaine et pareillement l'étude. Il distingua ce qui était sous ses yeux, mais sans que sa prévoyance s'étendît au delà. En face de lui, dans la sphère de son rayon visuel, la retraite du 2e corps venait de laisser une large trouée sur sa ligne de bataille. Pour combler le vide, en hâte il appela les grenadiers de la Garde. Puis il attendit, sans souci de masser ses forces éparses, d'en accabler l'ennemi. Les grenadiers arrivèrent, superbes de solidité et de vaillance. L'un des régiments se porta au secours de la brigade Lapasset; les deux autres se déployèrent autour de Rezonville. Cependant les hussards de la 6e division prussienne s'avançaient, croyant sabrer les fuyards du 2e corps. Où ils croyaient disperser des

débris, ils se heurtèrent aux soldats de la Garde, tourbillonnèrent un instant et se retirèrent décimés. Ce fut pour les nôtres un beau fait d'armes, mais isolé et non poussé à fond. Puis sur cette partie du champ de bataille, la lutte mollit un peu, les Prussiens ne gagnant pas, les Français se contentant de ne pas perdre. En avant de Rezonville, les grenadiers formaient une haie infranchissable, comme un mur autour d'une ville. C'était assez pour la sécurité, au moins pour la sécurité apparente et immédiate; mais la victoire était de s'échapper.

La fortune en cette journée ne se retirait qu'à regret. Au moment où Bazaine se fixait dans une prudence pire que toutes les témérités, le 6e corps, au nord de la chaussée de Verdun, menaçait de déborder les bataillons d'Alvensleben.

Pendant la première partie de la bataille, Canrobert s'était borné à soutenir le 2e corps, avec diverses fractions de la division Lafont de Villiers et avec le 9e de ligne. Il avait gardé en réserve la division Levassor-Sorval, établie au delà de Rezonville. Il avait maintenu autour de Saint-Marcel la division Tixier. A l'heure où nous sommes, il venait, par une disposition fort opportune, de déployer une partie de ses troupes, face au sud, le dos tourné à la *voie romaine*. Rangée partie à la lisière des bois, partie sur les crêtes, l'artillerie se mit à battre d'enfilade les Prussiens. Sur ces entrefaites, plusieurs batteries du 3e corps survinrent et renforcèrent la ligne de feux. Dans le même temps, la brigade Péchot — de la division Tixier — arrivée de Saint-Marcel, porta l'un de ses régiments, le 10e de ligne, le long de la *voie romaine,* et l'autre, le 4e, sur les hauteurs qui, tout à l'ouest, font face au bois de Tronville. En cette position, la droite française se prolongeait bien au delà de la gauche prussienne et, sous peine de risquer un complet désastre, toute continuation d'offensive était interdite à l'ennemi. Que le 3e corps, que le 4e corps entrât en ligne; que l'un des lieutenants de Bazaine, par une inspiration de salut, prît l'initiative d'une attaque vigoureuse, et le commandant en chef cueillerait, malgré lui, les fruits de la victoire.

D'un cœur angoissé Alvensleben mesurait ses périls. Sur sa gauche, il n'avait que la 6e division d'infanterie et l'un des

régiments du Xe corps. Partout, des troupes rompues de fatigue et presque tous les officiers supérieurs hors de combat : en réserve, pas un fantassin, pas un canon. Le commandant du IIIe corps ne pouvait supposer chez ses adversaires un aveuglement qui ne discernerait point les chances, ou une inertie qui les laisserait échapper. Il était deux heures à peine, et longue serait la journée. A tout prix, il fallait tenir une heure, deux heures encore, jusqu'à ce que les renforts arrivassent. On peut juger des alarmes d'Alvensleben par la résolution que lui inspira le sentiment de sa détresse. Comme il arrive en un péril extrême, il demanda à sa cavalerie de se sacrifier pour contenir l'ennemi qui débordait.

Ce fut, pour les Allemands, l'un des épisodes mémorables de la guerre. Dans la 5e division de cavalerie, Alvensleben n'avait sous la main que deux des régiments de la brigade Bredow, le 16e uhlans et le 7e cuirassiers, alors au sud du bois de Tronville. Le colonel de Voigts-Rhetz, chef d'état-major du IIIe corps, alla au commandant de la brigade, lui prescrivit de charger. Celui-ci manifesta quelque surprise, formula quelques objections : « Il n'y a pas une minute à perdre, insista l'officier; la volonté expresse du général d'Alvensleben est que vous chargiez. »

Bredow disposait de six escadrons. Il les amena dans l'angle formé par les deux routes de Mars-la-Tour et de Tronville, puis les jeta dans le ravin qui court au nord de Vionville ; de la sorte il dissimulerait son approche. Dans ce vallon bien abrité et que ne visitaient que de rares projectiles, il rangea sa brigade. Puis remontant les pentes aux flancs très doux, il lança ses cavaliers : à gauche, les cuirassiers de Magdebourg, à droite et en retard de quelques secondes les uhlans de la Marche.

La soudaineté de l'attaque la favorisa. Sur le plateau les escadrons débouchèrent comme une apparition. Au galop de leurs chevaux robustes, ils foncèrent vers l'est, bouleversant tout sur leur passage. Ils atteignirent une batterie et en sabrèrent les servants. Leur promptitude fut telle que l'infanterie n'eut pas le temps de se former : ils percèrent une ligne de chasseurs à pied, qui refluèrent les uns vers les bois, les autres

vers Rezonville (1) ; puis ils traversèrent le 93e. Cependant la rapidité, la longueur de la course avaient désuni les rangs, mis les chevaux hors d'haleine, et toute cette cavalerie, désordonnée par la fougue de l'action presque autant qu'intrépide, offrait, dit un témoin oculaire, l'aspect d'une sorte de goum (2). Après le premier trouble, les fantassins français se ressaisirent ; de flanc et par derrière ils commencèrent à fusiller les assaillants. C'est à nos cavaliers qu'il serait donné d'arrêter la terrible charge. Après la surprise du matin, les deux divisions Forton et Valabrègue avaient pris position au nord de Rezonville. L'occasion allait s'offrir à elles de réparer leur passagère faiblesse. Les dragons de la brigade Murat étaient rangés le long du bois Pierrot quand les cuirassiers de Magdebourg, emportés par leur élan, passèrent à quatre ou cinq cents mètres d'eux, leur présentant le flanc gauche. Nos dragons se jetèrent sur les Prussiens. Comme ceux-ci essayaient de continuer leur course, ils se heurtèrent, ainsi que les uhlans, aux chasseurs de Valabrègue. Alors commença la retraite. Fantassins et artilleurs s'étaient ralliés. La route se refit sous leur feu. Derrière Flavigny, Bredow rassembla ses vaillants débris. Les effectifs étaient diminués de moitié. Cette charge, que consacre un monument érigé le long de la *voie romaine,* a reçu en Allemagne un nom qui la perpétuera sous un aspect fantastique et légendaire : on l'a nommée la *chevauchée de la mort*.

L'héroïque effort avait eu pour résultat de jeter quelque désordre dans nos rangs, de fournir quelque répit à l'infanterie prussienne exténuée. Pour Alvensleben le péril ne serait que retardé si Bazaine, se décidant enfin à embrasser l'ensemble de la bataille, réunissait ses forces et fondait sur l'ennemi épuisé. Sans se départir de sa passivité, il laissa écouler les heures. Le matin, il s'était fixé dans une attitude défensive. Il y persista. Dans son esprit complexe et perdu de détails, une seule pensée générale semble s'être dégagée, et elle

(1) Voir *Revue d'histoire,* janvier 1904, p. 181.

(2) Rapport du général de Forton sur la bataille de Rezonville, 3e rapport, 24 octobre 1870. *(Revue d'histoire,* mars 1904, p. 671.)

était fausse. Contre toute apparence, il se persuada que les Allemands, remontant à travers les bois, songeaient à atteindre le plateau de Gravelotte et à le couper de Metz. La nouvelle que de forts passages de troupes avaient été remarqués à Ars, à Novéant, le confirma dans cette croyance. De là une perpétuelle sollicitude, non vers la droite où pour quelques instants encore le salut était en nos mains, mais vers la gauche, c'est-à-dire vers l'est, vers le ravin de la Mance, vers les régions qu'il fallait non défendre, mais fuir. Toute la conduite du maréchal se ressentirait de ce jugement, et de plus en plus il masserait en arrière ceux qu'il importait de pousser en avant. Vers Gravelotte il tient concentrée, au moins en partie, la division de voltigeurs de la Garde, et pareillement les chasseurs à cheval et les carabiniers. La division Levassor-Sorval, du 6ᵉ corps, est retenue autour de Rezonville. Enfin la division Montaudon, du 3ᵉ corps, au moment où elle marche sur Villers-au-Bois, est distraite de sa route et ramenée du côté de Gravelotte. Ainsi verrait-on s'accumuler les forces, juste vers les lieux où rien ne se déciderait.

Celui qui laissait flotter l'autorité, ou ne l'exerçait qu'en l'énervant, ne réussirait pas à lasser complètement la fortune. Jusqu'ici on a vu Frossard livrer sans succès une bataille défensive; puis Canrobert, le long de la *voie romaine*, contenir et presque déborder l'ennemi. La journée allait s'éclairer d'une très vive, quoique passagère, lueur. A notre extrême droite, le 4ᵉ corps arrivait. Il lui appartiendrait de pousser en avant, de mettre à profit ce qui restait de chances; de toucher, de saisir presque la victoire. Pendant deux heures, le vrai commandant en chef allait s'appeler Ladmirault.

XII

On a vu comment Ladmirault avait été retardé au départ de Metz. Désespérant d'échapper à l'encombrement, il avait

résolu d'utiliser pour sa retraite la chaussée de Briey par Woippy, Saint-Privat, Sainte-Marie-aux-Chênes. Seule la division Lorencez prendrait le chemin de Lessy. Le 16, le commandant du 4ᵉ corps avait, dès le matin, mis ses troupes en route. La division de cavalerie Legrand, mi-partie hussards, mi-partie dragons, précédait les colonnes. Elle était suivie de la division Grenier. En arrière s'échelonnait la division Cissey qui, ayant devant elle un long convoi de bagages, ne put commencer la marche que vers huit heures. A neuf heures et demie, les hussards atteignirent Jouaville où ils firent halte. Vers dix heures, Ladmirault arrivait à Saint-Privat quand tout à coup il entendit un roulement lointain de canonnade. Il se persuada d'abord que le bruit venait des forts. Comme il descendait vers Habonville, les détonations devinrent plus distinctes, les décharges plus pressées. Le son semblait provenir du sud, peut-être du sud-ouest. Sûrement une bataille était engagée là-bas.

Le général prescrivit à ses troupes de presser le pas. Puis accompagné de son escorte, il devança ses colonnes et rapidement marcha à l'appel du canon. Au sud d'une ferme qu'on appelait la ferme d'Urcourt et à l'ouest de Saint-Marcel s'allongeait, en déclinant vers Bruville, une croupe assez élevée. Il se hâta de la gravir. De là il découvrit le terrain qui serait, deux heures plus tard, son propre champ d'action.

A l'ouest, la campagne, solitaire encore, était calme et comme recueillie dans la paix d'une journée radieuse. Dans le prolongement des hauteurs apparaissait une grosse ferme qu'on appelait la ferme de Grizières : puis le sol déclinait en un vallon, au delà duquel le plateau se relevait et se continuait jusqu'à l'Yron. Au sud-ouest était le village de Mars-la-Tour. A l'est, nos colonnes se montraient dans la direction de Saint-Marcel : c'était la division Tixier, du 6ᵉ corps, qui allait entrer en action ; c'était le 3ᵉ corps qui s'approchait. C'est vers le sud qu'était le plus fortement attirée l'attention de Ladmirault. Devant lui les hauteurs se prolongeaient un peu, puis s'abaissaient brusquement en un ravin qu'on appelait le ***Fond de la cuve;*** au delà s'étendait un bois, de forme très irrégu

lière, c'était le bois de Tronville. Plus loin une longue ligne d'arbres toute droite marquait la chaussée de Verdun. Mais de ce côté d'épais nuages de fumée rendaient tout examen malaisé. Ce moment était celui où, au delà de Vionville et vers le hameau de Flavigny, le combat faisait rage, et l'intensité de la lutte se marquait par le roulement ininterrompu du canon.

Dans quelles conditions la bataille se livrait-elle? Ladmirault l'ignorait, n'ayant reçu de Bazaine aucun ordre récent. Après avoir reconnu le terrain, il rétrograda vers Doncourt qui, d'après les instructions de la veille, était le but de l'étape. La canonnade se prolongeait violente, acharnée. Mais à l'ouest le même calme continuait à régner, et cette constatation, à elle seule, semblait rassurante; car tant que la route de Verdun serait libre, rien ne serait compromis.

Ladmirault attendait impatiemment sa cavalerie, qui le fixerait par ses explorations. Quand elle arriva, il gourmanda — et peut-être injustement — ses lenteurs. Presque au même instant, la brigade de France, les chasseurs du général du Barail, qui étaient à l'ouest de Bruville, vinrent se mettre à sa disposition. Bientôt on signala les têtes de colonne de la division Grenier; la brigade Bellecourt parut la première; puis, vers une heure, la brigade Pradier. Le général de Cissey, retardé, comme on l'a dit, dans sa marche, était encore loin.

Autant que les informations incomplètes permettaient de juger l'état des choses, il s'agissait d'une grande bataille. Dans cette lutte qui se développait, la position du 4ᵉ corps ne laissait pas que d'être avantageuse; car, débouchant à l'extrême droite, il débordait fort la gauche ennemie. Ladmirault disposait d'une cavalerie nombreuse, de toute son artillerie de réserve qui venait de le rejoindre, et, en attendant la division Cissey, de toute la division Grenier. Que son corps se complétât, que surtout il fût appuyé par les autres corps, et l'ennemi pourrait être refoulé vers le sud. Ainsi jugeaient, en l'absence de directions précises, le général et ses officiers; tous sentaient d'instinct l'opportunité de l'offensive. Sur ces entrefaites, Changarnier survint et, montrant au loin les posi-

tions des Allemands : « Est-ce que vous n'allez pas, dit-il familièrement à Ladmirault, leur envoyer votre carte de visite (1)? » Jeunes et vieux, tous partageaient l'ardeur de Changarnier.

En face des Français, au delà du ravin du *Fond de la cuve*, s'étendait, sur les pentes opposées, le bois de Tronville, qui, remontant du nord au sud, rejoignait presque la chaussée de Verdun (2). Ce bois, très découpé, très touffu, fournissait à l'ennemi de précieux abris, et l'on ne pourrait pousser plus avant si tout d'abord on ne s'en emparait. Il était deux heures et demie. Ladmirault résolut de porter de ce côté ses efforts. Taillis et clairières étaient occupés par les soldats du régiment d'Oldenbourg (3). Ceux-ci avaient déjà supporté l'attaque du 4ᵉ et du 12ᵉ de ligne, qui avaient pris pied à la lisière des fourrés, au sud de Saint-Marcel. Les batteries du 4ᵉ corps se mirent à fouiller les pentes boisées. Le feu ne laissa pas que d'être meurtrier; car on vit de petites bandes remonter précipitamment la colline et se dérober vers Tronville. Le 13ᵉ et le 43ᵉ de ligne, de la brigade Bellecourt, descendirent alors dans le *Fond de la cuve*, s'introduisirent dans le bois, en prirent possession. Les Allemands se replièrent et ne gardèrent que les lisières sud attenantes à la chaussée de Verdun. Tandis que la brigade Bellecourt progressait de la sorte, la brigade Pradier (deuxième de la division Grenier) occupait tout à l'ouest la ferme des Grizières. En possession du bois et de la ferme, Ladmirault tenait, aux deux extrémités de la ligne, deux points d'appui solides qui lui permettraient de poursuivre l'offensive. L'artillerie, garnissant les crêtes, remplissait l'espace vide entre les deux brigades. La cavalerie du général Legrand s'avançait jusque vers Mars-la-Tour. Ardent à guetter l'occasion, à saisir l'heure précieuse, l'heure unique, Ladmirault était travaillé par une immense tentation d'oser. Son regard se fixait vers la direction de Tronville. Une fois là, on aurait définitivement débordé la gauche prussienne. « Vous sentez-vous capable d'attaquer le village? disait-il

(1) *Revue d'histoire*, février 1904, p. 332.
(2) Voir à l'appendice, carte n° 3.
(3) Brigade Lehmann (37ᵉ du Xᵉ corps).

à Grenier. — Oui, si vous me faites soutenir. » Il n'y avait plus en réserve que le 64e de ligne. « Attendons Cissey, dit Ladmirault; dès qu'il sera arrivé, nous reprendrons notre attaque. »

Cissey, qu'une si fiévreuse impatience appelait, n'avait atteint qu'à onze heures Saint-Privat. Il s'y était arrêté pour qu'on pût faire la soupe. Aux grondements répétés du canon, on avait renversé les marmites et on s'était remis en route. A Jouaville on soufflait un peu quand le commandant Pesme était survenu, prescrivant, de la part de Ladmirault, qu'on se hâtât. On avait dépassé Doncourt; malgré la chaleur et la fatigue, pas un seul traînard ne demeurait en arrière: les batteries divisionnaires, s'élançant au trot, avaient gagné le plateau. Déjà l'infanterie cheminait entre Bruville et Urcourt quand un autre officier, le lieutenant-colonel Saget, était accouru, joyeux et ému, suppliant derechef qu'on se pressât : « Venez, venez, avait-il dit, mon général; nous prenons l'ennemi à revers; votre action va être décisive. » Ces paroles, entendues des premiers rangs, se répétèrent dans les colonnes et y provoquèrent un généreux frémissement. On courait plutôt qu'on ne marchait. Au sud, de petits nuages blancs, flottant dans l'air calme, marquaient le point où éclataient les obus. Un immense espoir électrisait les âmes. Les officiers murmuraient les noms glorieux du passé, l'Alma, Solférino, tout ce qui peut-être allait revivre; et, chemin faisant, les soldats, pour être plus vite prêts, déchiraient par avance leurs paquets de cartouches (1).

La fortune se lassait. Elle commença de se retirer au moment où nous allions la saisir. Il était quatre heures. Jusqu'ici Alvensleben était demeuré seul avec le IIIe corps, avec la brigade Lehmann. Tout allait changer. Le prince Frédéric-Charles, qui croyait les Français plus avancés vers l'ouest, plus rapprochés de Verdun, n'avait pas prévu la bataille pour ce jour-là. Averti de ses dangers, il galopait

(1) Voir sur cette marche le très remarquable ouvrage du colonel ROUSSET, *Le 4e corps de l'armée de Metz*, p. 122-124.

enfin vers le champ de bataille. Le Xe corps approchait. On vit d'abord arriver le *16*^{e} dragons avec deux batteries légères; puis survinrent deux autres batteries. Sur ces entrefaites se montrèrent les premières colonnes d'infanterie. Le gros du corps d'armée suivait : c'étaient la *39*^{e}, la *40*^{e} brigade, et en arrière la *38*^{e}. D'après l'ordre primitif, ces troupes avaient été dirigées vers l'ouest, c'est-à-dire vers la Meuse. Un contre-ordre venait de les ramener au secours du IIIe corps en détresse; et tous ces bataillons accouraient, rapides, mais épuisés, car plusieurs d'entre eux avaient, depuis le matin, parcouru quarante kilomètres.

Ladmirault était aux environs de la ferme des Grizières. Il put voir les chemins qui, de tous côtés, se remplissaient d'ennemis. Derrière Mars-la-Tour, vers Suzemont, vers Puxieux, de gros tourbillons de poussière révélaient de fortes colonnes en marche. Plus près, les avant-gardes débouchaient de Tronville et commençaient à se répandre dans le bois naguère conquis par nous. En outre, tout le terrain au sud était infesté de cavalerie; car les dragons de la Garde prussienne, arrivés de Saint-Hilaire, avaient rejoint, près de Mars-la-Tour, la brigade Barby. Le long de la chaussée de Verdun l'artillerie faisait rage. L'un des obus vint éclater auprès du général en chef et tua son porte-fanion. Le capitaine de la Tour du Pin saisit la hampe brisée et sollicita l'honneur de la porter. Sans souci du danger, Ladmirault prolongeait son exploration fort gênée par les nuages de fumée qui ne laissaient que de courtes éclaircies. Qui arriverait le plus vite, ou Cissey, ou les renforts allemands? Le commandant du 4e corps envoya à son divisionnaire de nouveaux messagers. Cependant, comme il jugeait la division Grenier trop aventurée, il lui prescrivit de se reporter sur l'autre versant du *Fond de la cuve*.

Donc les soldats du général Grenier, évacuant le bois, remontèrent le ravin, en bon ordre d'ailleurs, un peu étonnés de la retraite, et emmenant avec eux des prisonniers. Dans la pensée de Ladmirault, ce léger recul ne signifiait pas abandon de l'offensive. Cissey était proche : avec lui l'attaque se reprendrait. Dans le voisinage était la division Aymard, du

3ᵉ corps. Le 6ᵉ corps avait à faible distance plusieurs de ses régiments. Était-il croyable que Bazaine ne vînt pas de sa personne sur cette partie du champ de bataille, qu'il ne donnât point d'ordres ; que les commandants du 3ᵉ, du 6ᵉ corps ne suppléassent point à l'inertie du maréchal ?

Cependant, à l'ouest, une grosse masse de cavalerie, venant de Mars-la-Tour, apparaissait du côté de Ville-sur-Yron. De plus, une batterie installée sur la route de Mars-la-Tour à Jarny, prenait d'écharpe la droite de notre ligne. Avant de pousser avec la division Cissey vers la route de Verdun, il importait d'écarter cet ennemi qui menaçait notre flanc. Ladmirault se tourna vers le capitaine de La Tour du Pin : « Allez, lui dit-il, ramassez tout ce que vous trouverez de cavalerie en arrière de la position, et qu'on dégage notre flanc droit. » L'aide de camp partit au galop : il rencontra d'abord le général du Barail, qui n'avait qu'un régiment ; puis le général Legrand, qui en avait trois ; enfin le général de France, qui disposait de la brigade des lanciers et des dragons de la Garde. A tous il communiqua la volonté du général en chef. Les chances déjà un peu amoindries laissaient partout l'espoir intact. Tout rempli des pensées qui animaient Ladmirault, M. de la Tour du Pin soufflait à ceux qu'il rencontrait sa confiante ardeur. Penché sur son cheval, il leur jetait en passant ces mots : « Allons, il y a encore de beaux jours pour la France. »

Tandis que la cavalerie se formait, la division Cissey atteignait le champ de bataille. Les replis du terrain avaient masqué son approche. En avant marchait le 20ᵉ bataillon de chasseurs, puis à droite la brigade Golberg, et à gauche, un peu en retrait, la brigade Brayer. Entre cinq heures et cinq heures et demie, les premières colonnes touchèrent à la berge septentrionale du *Fond de la cuve*. Alors, soudain, à l'improviste, s'engagea une rapide et meurtrière rencontre, l'une des plus mémorables de la fameuse journée.

Le Xᵉ corps allemand venait de se compléter par l'arrivée de la 38ᵉ brigade (brigade Wedell), composée de contingents westphaliens et qu'amenait le général de Schwarzkoppen.

Avec quatre bataillons bientôt grossis d'un cinquième, Schwarzkoppen s'était avancé au nord-est de Mars-la-Tour. La direction générale était le saillant nord-ouest du bois de Tronville. A gauche le *16*ᵉ, à droite le 57ᵉ régiment. La marche avait d'abord été protégée par un petit ravin qui court à l'est de Mars-la-Tour; puis, au nord de la chaussée de Verdun, elle s'était poursuivie sur une croupe à peu près découverte et au prix de pertes sensibles. Les Westphaliens, déviant un peu vers la gauche et ne se doutant pas que les Français disposassent de troupes fraîches, venaient de s'engager dans le *Fond de la cuve*. Soudain, à une distance de cent cinquante ou deux cents mètres, se dressèrent devant eux les bataillons de la division Cissey. Tous les récits prussiens de la guerre ont souligné l'épisode, les uns par l'aveu de la surprise, les autres par des explications embarrassées où se marque la confusion de l'échec. Formés en lignes étagées, les fantassins du 20ᵉ chasseurs, ceux du 1ᵉʳ de ligne, un peu plus loin ceux du 73ᵉ et du 57ᵉ, écrasent de leur feu les assaillants. Tout éperdues, les premières compagnies s'arrêtent, tournoient, s'abattent sous l'ouragan de plomb, dévalent jusqu'au fond du ravin. Celles qui suivent se heurtent à des débris, et dans cette masse confuse les balles des chassepots creusent d'incessantes trouées. Un impénétrable nuage de fumée plane sur tout le vallon; mais parmi les hommes pelotonnés sur un étroit espace, le tir, même non dirigé, multiplie les victimes. En quelques minutes, le sol se couvre littéralement de morts et de mourants. Parmi les Allemands, la plupart des chefs sont tués, blessés ou démontés. De notre côté, le général Brayer est frappé mortellement. Les plus hardis essaient de se reformer, de gravir les pentes; de s'ouvrir, à force d'audace, un passage; presque tous sont culbutés dans le vallon, où notre feu les poursuit. Quelques-uns des officiers sont demeurés debout; ils donnent le signal de la retraite. Le fracas de la fusillade couvre le bruit des sonneries. Dans un indescriptible désordre ceux qu'a épargnés la tuerie remontent les berges méridionales. Les français, un peu ébranlés eux-mêmes par une action si chaude, s'élancent sur les traces de leurs adver-

saires : 400 prisonniers, un drapeau tombent entre leurs mains. Sur ces entrefaites, un régiment de cavalerie accourt de Mars-la-Tour et, au prix de rudes sacrifices, dégage ce qui reste des malheureux Westphaliens.

Que fût-il advenu si, à ce moment, les troupes disponibles du 3ᵉ, du 6ᵉ corps eussent, en se portant à l'attaque, permis de pousser à fond l'offensive? Nous n'aurions en cette journée que des commencements de bonheur. Nul n'apparut, ni Bazaine, ni ses lieutenants. Avec quelle amertume, le regret de tant de chances négligées ne se retrouve-t-il pas dans les souvenirs des contemporains (1)! Cependant, tout à notre extrême droite, notre situation se gâtait un peu.

Tandis que combattait Cissey, notre cavalerie, obéissant à l'ordre porté par le capitaine de La Tour du Pin, débouchait de Bruville et s'élevait sur le plateau qui s'étend entre la route de Jarny et le village de Ville-sur-Yron (2). Les premiers qui entrèrent en action furent les chasseurs du général du Barail. Ils se dégagent du ravin de Grizières, traversent la chaussée de Mars-la-Tour à Jarny, se portent sur les canons ennemis, sabrent les artilleurs, éteignent la batterie qui nous gêne de ses feux; puis, arrivés en face de la cavalerie allemande, la contiennent à coups de carabine. Le général Legrand qui disposait de trois régiments, deux de hussards, un de dragons, n'avait été averti qu'après du Barail : il tarde un peu, et plus encore le général de France, qui avait été prévenu le dernier. Dans l'entrefaite, la cavalerie allemande avait grossi. Là-bas, au nord-ouest et au nord de Mars-la-Tour, étaient les trois régiments de la brigade Barby, deux autres régiments de la 5ᵉ division de cavalerie, et en outre un régiment de dragons du Xᵉ corps. Quand Legrand eut rejoint du Barail : « Il est trop tard, lui dit celui-ci. Il y a vingt minutes, le désarroi causé par mes chasseurs d'Afrique eût facilité le succès. Maintenant le désordre est réparé et la surprise passée. » Legrand venait de recevoir de Ladmirault l'avis itératif

(1) Voir en particulier notes du général Saussier (*Revue d'histoire*, novembre 1903, p. 458.)
(2) Voir, à l'appendice, carte n° 3.

de ne pas différer l'action. Il avait encore sur le cœur les reproches du matin : « J'ai reçu l'ordre de charger, dit-il avec quelque humeur, je charge. » Un des colonels de hussards proposa de préparer l'attaque par une décharge de carabines. « Non, au sabre », répliqua Legrand. » « Au sabre », répétèrent les officiers; et au cri de : *Vive l'Empereur!* les escadrons s'élancèrent (1).

On vit alors ce qu'on n'avait pas vu depuis les guerres de l'Empire : six mille cavaliers se portant les uns contre les autres et s'abordant en un choc furieux. De part et d'autre les forces étaient à peu près égales : d'un côté les uhlans, les dragons, les cuirassiers de Barby, les cavaliers de Redern, de Bredow, du X[e] corps; de l'autre, la cavalerie du 4[e] corps, les lanciers de la Garde, les dragons de l'Impératrice. Des rangs prussiens s'élèvent d'immenses hourras. A courte portée, les dragons allemands déchargent leurs mousquetons. Puis on n'entend d'autre bruit que celui des sabres, qui chez nos ennemis jouent du taillant, chez les nôtres de la pointe. Dans l'épais tourbillon de poussière, on ne distingue plus que des masses confuses d'hommes et de chevaux qui se heurtent, se mêlent, se traversent en des corps-à-corps sans merci. Cependant les forces françaises ont été engagées, non d'ensemble, mais par portions successives. Nos chevaux sont plus petits, nos hommes de moindre stature, et dans le choc violent et brutal rien ne compense cette infériorité. Le général de Montaigu, qui commande la brigade de hussards, est blessé et fait prisonnier. Le général Legrand est tué. Dans l'universel enchevêtrement, nos cavaliers confondent l'uniforme bleu ciel des lanciers de la Garde avec celui des dragons allemands (2) : de là une courte, mais horrible méprise. Pendant quelques minutes encore se prolonge la mêlée. Enfin le nuage de poussière s'éloigne vers le nord : ce sont les Français qui tournent bride et se replient vers Bruville. Il ne reste plus qu'à assurer le retour. A quelque distance est établie la division Clé-

(1) *Relation du combat de cavalerie de Mars-la-Tour,* par le capitaine DE LA TOUR DU PIN.
(2) *Idem.*

rambault, du 3ᵉ corps. Quoique assez lentement, elle a fini par s'ébranler. Un escadron de dragons s'en détache et prend de flanc les Prussiens. De leur côté, les chasseurs d'Afrique, ralliés dans le petit bois de Ville-sur-Yron, fusillent de là l'adversaire. En outre, un bataillon d'infanterie prend position sur les pentes du ravin de Grizières. Ainsi est protégée la retraite. Nos ennemis d'ailleurs renoncent à la poursuite. Des deux côtés les trompettes rappellent. Uhlans, dragons, cuirassiers se retirent du côté de Mars-la-Tour, et le plateau sur lequel vient de passer la terrible tourmente apparaît tout à coup calme et presque désert.

L'insuccès de la charge demeurait compensé, et au delà, par les avantages de la division Cissey. Au sud, la 38ᵉ brigade allemande n'offrait plus qu'une cohue affolée, et c'était à grand'peine que les officiers d'état-major parvenaient à en rassembler les débris. Encore un effort, et les Français tiendraient la chaussée de Verdun, gagneraient Tronville, c'est-à-dire conquerraient la victoire. Ladmirault manqua-t-il à cette heure ou d'audace ou de génie? Des supputations récentes ont établi, essayé d'établir que, dans les divisions Grenier et Cissey, cinq bataillons et demi étaient encore intacts, que d'autres n'avaient été que faiblement engagés. De là le regret qu'une tentative suprême n'ait pas fait violence à la fortune (1). N'y a-t-il pas, en ces calculs rétrospectifs, quelque excès d'optimisme? Le commandant du 4ᵉ corps recula devant le grand hasard. Il était sept heures, et le jour déclinait. Aucun secours du 3ᵉ corps; aucune direction de Bazaine : du reste de la bataille, aucune nouvelle. Les soldats de Cissey étaient un peu désorganisés par la rapidité, par l'ardeur de l'action. Par dessus tout, une division manquait, qui peut-être, par son intervention, eût fixé le succès : c'était la division Lorencez que, depuis plusieurs heures, on attendait, qu'on se désespérait de ne pas voir. L'attaque, si vivement menée, s'arrêta court. De leur côté, nos adversaires étaient épuisés. On entendit encore quelques fusillades aux

(1) Voir *Revue d'histoire*, mars 1904, p. 648 et suiv.

abords du bois de Tronville; on captura aux extrémités du plateau d'Yron quelques cavaliers allemands égarés, quelques chevaux sans maîtres. Puis, dans l'obscurité du soir, Ladmirault, attendant des ordres, attendant surtout pour le lendemain une nouvelle bataille, ramena ses troupes vers la ferme d'Urcourt.

XIII

J'ai raconté avec quelques détails le glorieux labeur du 4e corps. Ce n'est point qu'en cette journée n'aient été livrés d'autres combats aussi héroïques, aussi sanglants. Mais à notre aile droite seulement on discerne un ferme dessein d'offensive. Peut-être cette énergie eût-elle conquis la victoire si les heures du jour eussent été plus longues, si des secours fussent survenus. La nuit vint; les renforts n'arrivèrent point et, partant, l'occasion échappa.

Ailleurs, c'est-à-dire au centre et à l'aile gauche, se continuait, à l'ouest et au sud de Rezonville, la bataille commencée le matin. Depuis deux heures jusqu'à cinq heures le combat était resté presque stationnaire, avait même comporté quelques accalmies. A ce moment, il reprit avec une extrême intensité par l'approche des renforts prussiens. La 32e brigade du VIIIe corps arriva de Gorze. En arrière était le régiment des grenadiers de Silésie. Alors se livrèrent une série d'actions partielles, opiniâtres, acharnées. On se battit à la lisière des taillis; on se battit surtout autour de la *Maison-Blanche* que nos soldats abandonnèrent, reprirent, évacuèrent, reconquirent de nouveau. Sur la longue ligne demi-circulaire autour de Rezonville luttaient les grenadiers de la garde, appuyés par une partie des voltigeurs; puis le 25e et le 26e de ligne de la division Levassor-Sorval, le 51e et le 62e de la division Montaudon, enfin la brigade Lapasset. Les pertes furent

grandes pour les nôtres, plus grandes encore pour les Allemands, qui virent tomber les deux colonels de la 32e brigade, et pareillement celui des grenadiers de Silésie. Tous ces engagements n'offrent qu'une image confuse, rendue plus confuse encore par les souvenirs contradictoires des acteurs, et, dans leurs détails, échappent à qui voudrait les analyser. Beaucoup de vaillance, mais point d'autre dessein que de ne pas se laisser entamer: des efforts juxtaposés, mais non combinés; une ambition restreinte qui aspire moins à conquérir la victoire qu'à conjurer la défaite. Comme on garde des remparts, on garnit de défenseurs les collines au sud de Rezonville. Les défenseurs étaient solides, et ils le prouvèrent. Ce fut tout, et il semble que le principal souci ait été de retenir les soldats toutes les fois que l'instinct, l'occasion ou le courage les portaient en avant.

Il était quatre heures et demie quand le prince Frédéric-Charles avait atteint le lieu de l'action. Tout ce qui était chez Bazaine passivité se transformait chez lui en énergie farouche. Depuis son arrivée il suivait, d'une hauteur voisine de Flavigny, les péripéties de la lutte incertaine. Comme il sentait la fragilité de ses avantages, il voulut, coûte que coûte, graver dans l'esprit de son armée la conviction du succès.

De cette résolution naquit un dernier combat. Le temps pressait. Il était près de huit heures. Déjà les ombres du soir fournissaient un prétexte à l'immense lassitude et, des deux côtés, les détonations allaient diminuant. C'est vers Rezonville que le commandant de la IIe Armée décida de porter un coup suprême. Dans plusieurs batteries allemandes, les chevaux manquaient ou les munitions. Le prince rassembla toutes les pièces en état de tirer. La division hessoise, qui se hâtait du côté de Gorze à travers les bois, envoya en avant deux de ses batteries. Une canonnade furieuse commença contre les positions françaises. Nos batteries de la Garde répondirent avec succès. L'infanterie étant trop épuisée pour qu'on pût l'employer, Frédéric-Charles ramassa ce qu'il avait de cavalerie. Il avait de disponible, sur cette portion du champ de bataille, les cuirassiers et les uhlans de la brigade Grüter, les hussards

de la brigade de Rauch. A tout risque il les lança. Les assaillants n'avaient pour se guider que les éclairs des pièces et de la mousqueterie françaises. Ils traversèrent quelques lignes de tirailleurs; puis, fusillés à l'envi par nos fantassins, ils rétrogradèrent après avoir perdu le général de Grüter, blessé mortellement. Les extrêmes limites des forces humaines avaient été atteintes, et aucune puissance n'obtiendrait rien de plus. L'obscurité était complète, et les seules lumières étaient celles de Rezonville qui achevait de brûler. Cependant cette attaque audacieuse et inattendue, cet assaut *in extremis* interrompu par la nuit laissaient l'idée d'une force indomptable qui tôt ou tard prévaudrait. Frédéric-Charles ne voulait pas autre chose et, à ses yeux, ce résultat tout moral, fût-il acquis par beaucoup de sang, n'était point acheté à trop haut prix.

XIV

Telle fut cette bataille, l'une des plus grandes des temps modernes. On l'a appelée souvent *bataille de Gravelotte,* parfois *bataille de Mars-la-Tour,* et aussi, quoique plus rarement, *bataille de Vionville.* Gravelotte fut le lieu où s'entassèrent nos réserves, mais on n'y combattit pas. Vers Mars-la-Tour tendit le 4e corps; mais s'il y toucha presque, il n'y entra point. Quant à Vionville, la possession nous en échappa dès le début de l'action. Une désignation plus vraie est celle de *bataille de Rezonville,* du nom du village que le 2e corps défendit le matin, que la Garde protégea dans l'après-midi; que Frédéric-Charles, le soir, couvrit de ses obus. Ce nom n'éveille lui-même qu'une image incomplète, car ailleurs se développa le grand effort de Ladmirault; mais dans l'impuissance de marquer d'un seul mot un engagement très complexe il est le moins inexact qu'on puisse choisir, et ce sera, selon toutes les apparences, celui que les siècles retien-

Chaque bataille porte sa marque qui permet de la reconnaître. Celle-ci laisse l'impression navrante d'une grande victoire non saisie. On eût pu conquérir le succès le matin en soutenant vigoureusement Frossard, plus tard en appuyant Canrobert, vers la fin de l'après-midi en portant au secours de Ladmirault toutes les forces disponibles. L'inertie du haut commandement gâta tout.

Au début de la journée, nous avions une écrasante supériorité numérique; même le soir, quand les Allemands eurent reçu leurs renforts, cet avantage subsistait. Les forces allemandes ne s'élevèrent jamais à plus de 90,000 hommes. L'armée française, répartie entre Gravelotte, Rezonville, Saint-Marcel, Doncourt, offrait, abstraction faite des régiments encore en route, un effectif total de près de 140,000 hommes. Mais voici où se révèle une inhabileté étrange ou un étrange malheur : très supérieurs dans l'ensemble à nos ennemis, nous nous trouvâmes le plus souvent en moindre nombre aux lieux où les engagements décisifs se livraient.

Si, jetant les yeux sur un plan de la bataille, on observe l'emplacement des corps, on est frappé de l'incohérence qui semble les avoir dispersés. Il y a un peu partout de la cavalerie inutilisée. Autour de Gravelotte sont massés de gros paquets de troupes qui ne seront tirés de leur inaction que tard et partiellement. Les positions les plus menacées semblent les plus dégarnies. Le 6ᵉ corps, déjà fort incomplet par lui-même, est diminué d'une division, la division Levassor-Sorval, gardée près de Rezonville. Quant au 3ᵉ corps, on ne le retrouve que par morceaux. La 3ᵉ division (division Metman) est encore sur le chemin de Metz. La 1ʳᵉ (division Montaudon) est, à son arrivée à Villers, distraite de sa route et portée vers l'aile gauche : une seule des brigades est employée activement; l'autre est retenue à la lisière du bois des Oignons. La division de cavalerie Clérambault est mise par le maréchal Lebœuf à la disposition de Ladmirault (1) et, si l'on excepte un léger engagement du 4ᵉ dragons, ne sert pas plus à l'un qu'à l'autre.

(1) Journal de marche du 3ᵉ corps.

Restent la division Aymard et la division Nayral : l'une et l'autre sont établies tout près des lieux où un renfort opportun déciderait la victoire. Mais la première est tenue en réserve ou sert à boucher des trous. La seconde est appelée, à quatre heures, de Saint-Marcel à Gravelotte, où elle ne combat point et est ramenée un peu plus tard à Saint-Marcel, où elle ne combat guère davantage (1) : si nous en croyons les documents officiels, elle eut 2 tués, 12 blessés. Cette journée fut bien celle des forces inemployées.

Sous les dernières lueurs du jour, on vit deux divisions rallier le reste de l'armée : c'était, dans le 4e corps, la division Lorencez qui atteignait Doncourt; c'était, dans le 3e corps, la division Metman qui débouchait de Gravelotte. L'histoire de l'une et de l'autre avait été lamentable. Prise la nuit précédente dans une interminable colonne de bagages, la division Lorencez avait mis quinze heures pour faire neuf kilomètres : aux hommes énervés par les stationnements et exténués de faim, il avait fallu accorder une halte pour préparer leur repas : on ne s'était mis en route qu'à trois heures, et on n'achevait l'étape que quand tout était fini. Le sort de la division Metman était à peu près pareil, et s'était en outre aggravé par une erreur de route. Quand les bataillons de Metman, se dirigeant vers Verneville, arrivèrent à la Malmaison, plusieurs officiers qui les virent passer ne déguisèrent ni leur surprise ni leur impatience (2) : « Ce n'est pas trop tôt, disaient les uns... C'est comme à Forbach, ajoutaient les autres. » La faute était moins celle des divisionnaires que celle du commandant en chef qui n'avait ni précisé ni rendu libres les voies d'écoulement. Deux divisions manquant, tel était le prix de l'imprévoyance. Ainsi on subissait, le jour de la bataille, le châtiment de l'incurie qui avait présidé à la marche.

Si les batailles non poussées à fond étaient des batailles peu sanglantes, une consolation naîtrait de la médiocrité des sacrifices. Cette lutte, demeurée incertaine, fut aussi coû-

(1) Rapport du général Nayral sur la bataille de Rezonville.
(2) Notes du général de Geslin (*Revue d'histoire*, novembre 1903, p. 442.)

teuse que si elle avait tout résolu. Les relevés les plus dignes de foi évaluèrent plus tard à 13 700 hommes le nombre des tués, blessés et disparus (1). Les pertes allemandes, plus considérables encore, dépassèrent 15 000 hommes (2). Le *Récit de l'état-major prussien,* si froid, si sec d'ordinaire, se colore luimême d'émotion quand il parle « de la riche moisson que la mort a cueillie sur le plateau ». Deux jours après l'engagement, le secrétaire du roi, Abeken, écrivait : « Le feu de Kœniggrætz ne fut rien auprès de celui-ci .» Autour de Flavigny et du côté de la *Maison-Blanche,* le spectacle était affreux. Il était plus horrible encore dans le ravin du *Fond de la cuve,* où les cadavres étaient entassés les uns sur les autres, ayant eu à peine assez de place pour tomber. Sur le plateau au sud de la *voie romaine,* les uhlans de la Marche, les cuirassiers de Magdebourg étaient étendus côte à côte, enveloppés dans leur armure. Les magnifiques uniformes des officiers, leurs superbes équipements, leurs bijoux, toutes les recherches luxueuses survivant à la mort accréditeraient le bruit de trépas illustres. Dans nos bivouacs on parlerait de hauts personnages tués, de princes retrouvés parmi les victimes; et, grossis de bouche en bouche, les récits, prenant un aspect de légende, se répandraient les jours suivants jusqu'à Paris.

Autour de Doncourt, de Saint-Marcel, de Rezonville, de Gravelotte, nos bivouacs étaient dressés. A l'accablante chaleur du jour avait succédé, presque sans transition, une nuit très froide. Auprès des feux, les hommes séchaient leurs vêtements, naguère collés de sueur et maintenant pénétrés d'humidité. On n'entendait plus que quelques rares fusillades aux avant-postes. Harassés de fatigue et de faim, les nôtres n'avaient, en beaucoup de régiments, qu'un peu de biscuit pour se rassasier. En dépit de la lassitude, en dépit des privations, les âmes se soutenaient d'espoir. Toute la journée on avait contenu l'ennemi : demain sans doute on le refoulerait. Ainsi parlaient les officiers et les soldats. « Je vous félicite de

(1) *Revue d'histoire,* avril 1904, p. 196.

(2) *La Guerre franco-allemande,* rédigée par la section historique du grand état-major prussien, t. Ier, annexes p. 178.

votre succès, mandait Lebœuf à Bazaine. » Au 4e corps où on avait touché de si près la victoire, l'attente confiante se colorait de joie : Ladmirault félicitait Cissey; Cissey embrassait les colonels; 400 prisonniers rangés entre les tentes, un drapeau pris à l'ennemi étaient les témoignages d'une valeur qui ne demandait qu'à s'affirmer de nouveau.

Tout dépendrait de Bazaine. Il était arrivé à cette heure suprême où la postérité recueillerait chacune de ses résolutions, et cette nuit qui commençait serait le moment le plus décisif de sa vie.

Comme la bataille venait de finir, il s'était entretenu avec Frossard, Bourbaki, Canrobert. Puis il avait repris la route de Gravelotte. Chemin faisant, il rencontra un certain nombre de fantassins, non blessés mais débandés, qui semblaient fuir ou se cacher. On a prétendu que ce spectacle n'avait pas laissé que de l'impressionner en gravant dans son esprit l'idée de notre faiblesse. Il gagna la maison où l'Empereur avait couché. Dans l'état-major on discutait beaucoup. On n'opinait guère pour une nouvelle bataille, mais moins encore pour le retour vers Metz : l'avis général était qu'au plus vite on écoulât l'armée vers le nord-est. Quand Bazaine fut revenu, Jarras lui demanda ses ordres : « Je vous ferai prévenir », lui répondit celui-ci. Le commandant en chef avait-il dès lors résolu de rétrograder? On en peut douter, car à ce moment-là même un intendant, M. de Préval, lui ayant proposé d'aller chercher des vivres à Metz, il parut accueillir la suggestion. A onze heures, le maréchal manda Jarras et lui dicta une dépêche circulaire aux commandants de corps. Cette dépêche invoquait la pénurie de munitions, la pénurie de vivres, et prescrivait que l'armée se rapprochât de la place. Aux premières lignes, Jarras, quoique subordonné obéissant jusqu'à la passivité, sentit un trouble ému le gagner. Pourtant il se garda de toute objection : Bazaine avait vu les chefs de corps et savait sans doute la condition exacte des choses; puis, si vraiment les subsistances manquaient et surtout les munitions, le plus urgent était de se ravitailler. Cependant le maréchal lut dans son entourage beaucoup de surprise mêlée d'un peu de répro-

bation : « Si quelqu'un, dit-il, a quelque chose à me proposer, je suis prêt à l'écouter. » Nul n'éleva la voix. Le commandant en chef ajouta, comme se parlant à lui-même : « Il faut sauver l'armée, et pour cela la ramener vers Metz. » Puis il continua de dicter. Le 2e corps prendrait position entre le Point-du-Jour et Rozerieulles; le 3e se répartirait entre les fermes de Moscou et de Leipzig; le 4e se reporterait vers Montigny-la-Grange et Amanvillers; le 6e se replierait sur Verneville; la Garde, rétrogradant jusque sous les murs de la place, occuperait Plappeville et Lessy (1). Un rapport à l'Empereur fut rédigé qui laisserait pressentir la résolution. On allait soi-même se replacer dans le cercle que nos ennemis aspiraient à fermer.

XV

A travers la nuit, les officiers d'état-major se mirent à la recherche des commandants de corps d'armée et leur communiquèrent les volontés de Bazaine. Les ordres parvinrent, à deux heures à Lebœuf, une heure plus tard à Canrobert. Avant l'aube tous étaient prévenus, hormis toutefois Ladmirault, qui ne connut que vers neuf heures du matin les instructions du maréchal.

La division Metman, du 3e corps, couvrirait la retraite. Sur la chaussée de Gravelotte à Metz s'échelonna, dès le point du jour, la longue colonne de bagages que guidait le colonel Fay. Par la même route s'écouleraient la réserve générale d'artillerie, le 2e corps, la Garde. Le 3e et le 6e corps emprunteraient les chemins de Bagneux, de Villers-au-Bois, de Verneville. Autour de Doncourt, les soldats de Ladmirault reposaient encore en leurs bivouacs.

L'étape était courte, cinq ou six kilomètres pour les plus

(1) *Journal de marche de l'armée du Rhin*, 17 août.

rapprochés de leurs nouveaux campements, dix ou douze pour les plus éloignés. Autour de Gravelotte, au croisement de la Malmaison, au défilé de la Mance, un inextricable encombrement suspendit la marche de toutes les colonnes demeurées en arrière, et le mouvement qui nous ramènerait vers Metz menaça d'être aussi laborieux que celui qui naguère nous en avait éloignés. Parmi les commandants de division ou de brigades, ce fut à qui s'enquerrait des chemins de traverse ou se confierait à des guides pour gagner, à travers champs, les campements. Au milieu des énervantes attentes s'exhalaient de la bouche des officiers, des soldats eux-mêmes, des exclamations pleines de surprise. Cette route parcourue l'avant-veille, puis refaite en sens contraire, déconcertait tous les calculs. De la journée de la veille les troupes avaient gardé l'impression d'un succès remporté ou du moins d'une fortune partagée; et elles ne comprenaient pas, elles ne pouvaient comprendre cette retraite, presque cette fuite, qui suivait une quasi victoire.

Ce qui était dans les masses impression vague se transformait dans l'esprit des chefs en immense stupéfaction. Si une nouvelle bataille offrait de trop redoutables chances, du moins la route demeurait ouverte pour se dérober, non plus sans doute par Mars-la-Tour, mais peut-être par Conflans, et certainement au nord-est par Briey. Entre tous les commandants de corps, le plus étonné, le plus attristé fut Ladmirault. Au lever du jour, une communication adressée au général du Barail lui avait laissé pressentir les décisions du maréchal. Quand il reçut, quelques heures plus tard, les ordres officiels, l'esprit de discipline contint seul en lui les révoltes de la clairvoyance : « Obéissons », dit-il à ses officiers avec une résignation consternée. A onze heures, ses troupes quittèrent leurs bivouacs. Quant à lui, il se tint aux dernières files de l'arrière-garde, soumis mais désolé; puis, au moment de quitter Doncourt, il fit faire halte et, gravissant une éminence, interrogea longuement l'horizon. Un faible, un fragile espoir lui restait, celui qu'un mouvement inattendu, qu'une poursuite de l'ennemi imposeraient, au lieu de recul, le combat.

Cependant une considération commandait le silence. Bazaine, pour colorer le retour, avait invoqué deux motifs fort graves, le défaut de vivres et le défaut de munitions. « Nous n'avions pas d'observations à faire, a déclaré plus tard Canrobert. Quand un général en chef écrit des choses pareilles, il n'y a qu'à s'incliner (1). » Ladmirault disait lui-même aux officiers de son état-major : « Le maréchal possède sans doute des données d'ensemble dont la portée et les conséquences nous échappent (2). » Quelle n'eût pas été la réprobation si l'on avait su, comme on l'apprit plus tard, que l'affirmation de Bazaine reposait sur une double erreur! En dépit de certaines pénuries partielles, les vivres n'étaient pas tellement rares que l'obligation de se ravitailler contraignit à suspendre la marche; en tout cas, on pouvait, à la faveur de la nuit, faire venir de Metz ce qui manquait. Quant aux munitions, un renseignement transmis fort à la légère par le général Soleille, commandant de l'artillerie, avait trompé le maréchal, et celui-ci avait accueilli sans contrôle une information qui, en paraissant légitimer le retour vers Metz, le dispensait de hardiesses trop au-dessus de son génie.

Cette nuit, marquée pour nous par une évolution si extraordinaire, s'était écoulée pour nos adversaires en une attente pleine de souci. Au bruit des derniers coups de feu, le prince Frédéric-Charles avait regagné Gorze. Il croyait pour le lendemain à une nouvelle bataille et n'en calculait point sans anxiété l'issue. Il n'avait sous la main que le IIIe corps, tout épuisé de son prodigieux labeur; le Xe corps, très diminué lui-même, et les 5e et 6e divisions de cavalerie. A cela s'ajoutaient quelques fractions des IXe et VIIIe corps. Quel ne serait pas le péril si à l'aube toute l'armée de Bazaine, qui comptait plusieurs divisions intactes ou à peine entamées, fondait sur les Prussiens affaiblis! Sans tarder, le prince transmit les instructions qui grouperaient ses contingents dispersés. Il prescrivit que le IXe corps, achevant de se concentrer, se ras-

(1) Procès Bazaine ; déposition Canrobert (audience du 21 octobre 1873).
(2) Colonel ROUSSET, *Le 4e corps et l'armée de Metz*, p. 198.

semblât au nord de Gorze. Il ordonna à la Garde et au XII[e] corps de se porter sur Mars-la-Tour. Dans le même temps, M. de Moltke veillait à ce que le VII[e] corps franchît la Moselle, et pareillement la portion du VIII[e] corps demeurée jusque-là sur la rive droite. Quand tous ces corps seraient réunis, les Allemands puiseraient dans leur supériorité numérique un gage presque certain de succès. Mais, si le IX[e] corps était proche, un temps assez long s'écoulerait avant que la première armée terminât son passage. Quant aux troupes du XII[e] corps et de la Garde, elles étaient éloignées, les unes de 30, les autres de 38 kilomètres (1). De là, pour les Prussiens, quelques heures précaires, les dernières peut-être pendant lesquelles ils seraient vulnérables.

Aux premières blancheurs de l'aube, une vigilance inquiète ramena le prince Frédéric-Charles à Flavigny. Il gravit la colline où il s'était tenu pendant la bataille. Le soleil levant lui montra la chaîne des avant-postes français qui couronnaient les hauteurs, de Bruville à Rezonville. On crut à une attaque. Elle ne se dessina point. Bientôt, sous la lumière du jour grandissant, on vit les camps se dégarnir peu à peu; bien que Rezonville demeurât occupé, de fortes colonnes semblaient se diriger vers Gravelotte. On n'osa croire à une retraite, tant la nouvelle paraissait invraisemblable! Puis on craignait quelque piège ou quelque retour subit. Le roi arriva. Déjà le IX[e] corps achevait de se déployer, et sa présence serait un précieux réconfort. Sur ces entrefaites, des informations plus précises, en confirmant les rapports précédents, dissipèrent les incertitudes : sur la chaussée de Verdun, l'artillerie défilait dans la direction de Metz; sur le chemin de Verneville de grosses masses d'infanterie s'échelonnaient. Dès lors, on se rassura; bien plus, on se réjouit et, les Français semblant confesser par leur recul leur défaite, la douteuse bataille de la veille fut proclamée victoire.

Notre marche se poursuivant, les derniers échelons se repliaient, et dans une lente confusion tout s'écoulait vers

(1) *La Guerre franco-allemande*, t. I[er], p. 627.

l'est. De pénibles abandons, de regrettables destructions marquèrent cette retraite. A Rezonville avaient été établies les ambulances : on en laissa une partie. Autour de Gravelotte avaient été accumulés toutes sortes d'approvisionnements déchargés la veille : on distribua ce qu'on put; puis, avant de s'éloigner, on brûla ce qu'on renonçait à emporter. Vers une heure, le 2e, le 3e corps atteignirent les emplacements fixés dans l'ordre de Bazaine. Dans le même temps, Canrobert faisait halte autour de Verneville. Le 4e corps, parti beaucoup plus tard et ayant à faire une route un peu plus longue, s'allongeait encore sur les chemins de Montigny-la-Grange et d'Amanvillers.

Les Prussiens, jusque-là sobres de dépêches, expédiaient à Berlin des bulletins triomphants. Il ne suffisait pas d'enregistrer le succès, il fallait le compléter. — Déjà la 1re armée avait achevé de franchir la Moselle : le VIIe corps atteignait Ars; le VIIIe, Gorze. Les Saxons du XIIe corps, les Prussiens de la garde royale, poursuivaient leur longue marche : les premiers avaient dépassé Xonville; les seconds s'avançaient vers Hagéville; bientôt les uns et les autres termineraient leur étape et répartiraient leurs cantonnements entre Hannonville, Puxieux, Mars-la-Tour. Avant la fin du jour, sept corps et trois divisions de cavalerie seraient rassemblés, à portée de se soutenir et de concourir à une action commune. — Quel plan général présiderait à cette action? Visiblement l'armée française se retirait au delà de Gravelotte, au delà de Verneville; mais on ignorait si ce mouvement marquait une retraite définitive vers Metz ou si au contraire Bazaine, arrêtant son recul et se dérobant par une marche oblique vers le nord-est, ne tenterait pas de s'échapper vers Briey. L'incertitude à cet égard était d'autant plus grande que, si l'ennemi distinguait nettement nos positions au delà de Gravelotte, il ne savait jusqu'où s'étendait notre droite et avait, de ce côté, perdu tout contact avec nous. — Le plan de M. de Moltke, conçu à double fin, aurait pour but de prévenir l'un ou l'autre dessein. Le 18, dès le matin, l'armée du prince Frédéric-Charles, appuyée par celle de Steinmetz, ferait face au nord, s'étendant depuis

Rezonville jusqu'à Ville-sur-Yron (1). Si les Français s'engageaient sur la route de Briey, elle les atteindrait, essaierait de les couper, les refoulerait peut-être jusqu'à la frontière belge ou luxembourgeoise. Si, au contraire, Bazaine demeurait en avant de la place, les Allemands, changeant de front et faisant face à l'est, déborderaient l'adversaire, l'accuIeraient sous Metz, et par la victoire inaugureraient le blocus.

Du sommet du mont Saint-Quentin, les guetteurs signalaient au sud de grosses colonnes qui se dirigeaient vers l'ouest. Vers la ville affluaient en assez grand nombre les paysans chassés par l'invasion, et pleins de récits terrifiants. Tout près de nous, l'avant-garde du VII° corps gravissait le ravin qui remonte d'Ars vers Gravelotte et engageait même avec la division Metman un léger combat. C'est à Bazaine qu'il appartiendrait de rassembler toutes les informations et d'y chercher des lumières pour sa conduite future. En quittant Gravelotte, il avait gagné Plappeville. De là, en une dépêche à l'Empereur, il rendit compte de la bataille de la veille. Puis il expédia au quartier impérial le commandant Magnan. Son activité se consuma en outre en une série de mesures fort diverses. Il prescrivit que les commandants de corps fortifiassent leurs positions par des travaux défensifs. Il recommanda que les armes fussent nettoyées et mises en état. Il pressa l'envoi des états de pertes et des propositions qui pourvoiraient aux vacances. Au milieu de ces soins très utiles, mais secondaires, on discerne malaisément chez le maréchal une pensée maîtresse. En dépit du mouvement rétrograde, gardait-il la volonté, conservait-il l'espoir de se détacher de Metz? Si l'on en juge par sa dépêche à l'Empereur, il semble que l'entreprise, si difficile qu'elle fût devenue, n'ait point encore été abandonnée. Dans le télégramme on lisait ces lignes : « Je pense pouvoir me remettre en marche aprèsdemain en prenant une direction plus au nord. » En outre, Bazaine faisait partir pour Châlons l'intendant de Préval, et,

(1) Voir, à l'appendice, carte n° 3.

comme s'il eût voulu d'avance assurer les approvisionnements pour sa marche, lui indiquait Longuyon comme centre de ravitaillement (1). Mais qui pourrait pénétrer cette âme, compliquée par excès de calculs, indécise par médiocrité de génie, de plus en plus submergée sous la grandeur des choses? Dans le même temps, le commandant en chef trahissait toutes ses secrètes préférences pour une combinaison subsidiaire qui, loin d'interrompre la retraite, la rendrait définitive. En cette journée du 17, vers quatre heures, il ordonnait au colonel Lewal de convoquer pour le lendemain les sous-chefs d'état-major et de reconnaître avec eux des positions qui rapprocheraient l'armée des forts et l'adosseraient pour ainsi dire aux glacis de la place.

A cinq heures du soir, de la rive droite de la Moselle un feu violent s'ouvrit contre le fort Queuleu et les remparts de Metz. C'était une feinte pour dissimuler les grands mouvements qui s'accomplissaient sur l'autre rive. La précaution était superflue, le commandant en chef marquant peu de curiosité pour les desseins de l'ennemi. A six heures et demie, la canonnade cessa. Depuis longtemps le 2e corps, le 3e, la Garde étaient installés dans leurs bivouacs. Le 4e corps achevait d'organiser le sien. Seul, Canrobert, avec ses hommes, marchait encore. A peine arrivé à Verneville, il avait jugé ses emplacements trop resserrés; en outre il avait craint que le village, tout entouré de bois, ne fût propice aux entreprises de l'ennemi. Ayant exposé ses alarmes à l'un des officiers de l'état-major général, il avait obtenu l'autorisation de porter ses campements plus au nord. A la chute du jour, ses troupes commençaient à s'établir dans le prolongement du 4e corps. Au milieu de lieux inconnus et dans la nuit croissante, elles s'étendirent, hâtivement et non sans quelque confusion, depuis les confins d'Amanvillers jusqu'à Roncourt. L'emplacement principal était marqué par un village, alors ignoré, bientôt fameux, qu'on appelait Saint-Privat.

(1) Procès Bazaine; déposition de l'intendant de Préval (audience du 28 octobre 1873).

XVI

A part une courte alerte, la nuit fut paisible. Le soleil levant montra l'armée française échelonnée sur les positions défensives où elle supporterait l'une des plus grandes batailles du siècle.

On a déjà décrit ces lieux célèbres. A l'ouest du vallon de Châtel, au delà de la région ravinée et boisée qui entoure Metz, se dessine, du sud au nord, une ligne de hauteurs qui commencent au-dessus de Rozérieulles, s'étendent par Amanvillers et Saint-Privat jusqu'à Roncourt, puis s'abaissent dans la direction de l'Orne (1). C'est sur cette longue ligne que les ordres de Bazaine avaient échelonné notre armée. — Tout au sud, le 2e corps occupait, avec la brigade Lapasset, la croupe qui domine Rozérieulles, avec la division Vergé les carrières et les fermes du *Point-du-Jour*, avec la division Bataille la lisière occidentale du bois de Châtel. En avant de la position se creusait le profond ravin de la Mance, au delà duquel la route de Metz remontait vers Gravelotte. — Au nord et dans le prolongement du 2e corps était établi le 3e qui, avec les divisions Aymard, Metman, Nayral, Montaudon, tenait la ferme de *Moscou*, en contre-bas la ferme de *Saint-Hubert;* puis les fermes de *Leipzig* et de *la Folie :* en face se développait le bois des Génivaux. Sur un point culminant que, dans le pays, on appelait l'*Arbre-Mort*, Lebœuf avait installé son quartier général. — Par la division Montaudon, le 3e corps se reliait au 4e qui occupait, avec la division Grenier, la grosse ferme de *Montigny-la-Grange*, avec la division de Cissey le village d'Amanvillers, et gardait en réserve la division Lorencez : en avant des bivouacs, c'est-à-dire à l'ouest et dans la direction de Verneville, on distinguait plusieurs fermes, *Chantrenne*,

(1) Voir, à l'appendice, la carte n° 3.

l'*Envie, Champenois;* puis les découpures broussailleuses du bois de la Cusse qui se prolongeaient jusqu'à la voie, alors en construction, de Verdun à Metz. — Au delà d'Amanvillers, le 6ᵉ corps formait l'extrême droite. La division Levassor-Sorval s'étendait au sud de Saint-Privat et, par le hameau de Jérusalem, se reliait au 4ᵉ corps. Autour et au nord de Saint-Privat étaient rangées la division Lafont de Villers, la cavalerie du général du Barail, mise à la disposition de Canrobert; puis un peu à l'est la division Tixier. Enfin le 9ᵉ de ligne, seule unité de la division Bisson, se prolongeait jusqu'à Roncourt. En arrière s'étendaient les futaies et les carrières de Jaumont qui tiendraient une si grande place dans les fantaisistes récits des journaux contemporains; en avant, le plateau, que coupait de l'est à l'ouest la route de Metz à Briey, descendait vers le village de Sainte-Marie-aux-Chênes.

Telles étaient les lignes défensives que Bazaine et, après lui, beaucoup d'écrivains militaires appelleraient les *lignes d'Amanvillers*. Comme on le voit, toute l'armée y était échelonnée, hormis la Garde que le maréchal avait conservée à Plappeville, la réserve générale d'artillerie qui était au pied du mont Saint-Quentin, et enfin une dizaine de régiments de cavalerie, qui demeureraient tout le jour entassés dans le ravin de Châtel. Ces positions étaient très inégalement fortes. — A l'aile gauche, les emplacements français étaient couverts sur leur front par le fossé profond de la Mance, abrités sur leur flanc par les escarpements qui descendaient vers la Moselle, protégés en outre par les canons du fort Saint-Quentin. De là pour Frossard, pour Lebœuf lui-même une position presque inexpugnable. — Bien moindre était à l'aile droite la sécurité. Ce n'était point que Saint-Privat n'offrît de sérieux avantages pour la défense : avec ses grosses constructions, il fournirait de précieux abris; en outre, à l'ouest du village, le terrain découvert, doucement incliné vers Sainte-Marie-aux-Chênes, formait un véritable glacis, et quiconque de ce côté tenterait l'attaque courrait le risque d'une entière destruction. En revanche, dans la direction de Roncourt aucun obstacle naturel ne protégeait notre flanc, et un adversaire

audacieux, disposant de forces considérables, pourrait réussir à nous tourner : or, si l'aile droite fléchissait, toute la longue ligne, ébranlée de proche en proche, serait contrainte à se replier.

Un chef actif et vigilant eût compensé ces désavantages en accumulant vers Saint-Privat, vers Roncourt, les hommes, les canons, les terrassements. Le hasard paraissant gouverner toutes choses, le contraire était arrivé. Dans le voisinage de notre aile gauche se trouvaient rassemblées les réserves : au contraire, une distance de 8 à 10 kilomètres les séparait de Saint-Privat. En outre, le 6ᵉ corps, chargé de protéger notre aile droite, était le plus dépourvu. La prudence eût conseillé de construire à la hâte des ouvrages de campagne : or, les troupes du génie se réduisaient à deux compagnies et les outils manquaient. Une puissante artillerie eût été nécessaire : or, la moitié des batteries étant restée à Châlons; Canrobert ne disposait que de cinquante-quatre pièces et n'avait pas une mitrailleuse. Il eût fallu beaucoup d'infanterie : or, l'une des divisions, la division Bisson, était réduite à un régiment. Pour comble de malheur, l'obscurité naissante n'avait permis la veille qu'une installation précipitée, en sorte que les lieux les plus dangereux seraient aussi les moins explorés.

Frédéric-Charles avait couché à Puxieux. Dès cinq heures du matin, il s'était porté à Mars-la-Tour, puis à Vionville, et y avait donné ses ordres à ses lieutenants. La deuxième armée devait poursuivre sa marche en avant. L'objectif serait toujours de couper l'adversaire de Verdun et de Châlons et de l'attaquer partout où on le trouverait. Les Saxons du XIIᵉ corps formeraient l'extrême gauche, ayant en arrière et à droite la Garde qui, elle-même, aurait en arrière et à droite le IXᵉ corps. En seconde ligne marcheraient, derrière les Saxons et la Garde, le Xᵉ corps, derrière le IXᵉ corps le IIIᵉ. Les Saxons se dirigeraient sur Jarny, la Garde sur Doncourt; le IXᵉ corps laisserait sur sa gauche Saint-Marcel. Telles étaient, pour la deuxième armée, les instructions. On marcherait vers le nord, sauf à se retourner vers l'est, si les Français, ne songeant plus

à s'échapper, se retiraient décidément vers Metz. Dans la première armée qui formait l'aile droite, le VIII[e] corps se porterait vers Rezonville; le VII[e] corps, destiné à devenir le pivot du grand mouvement, demeurerait dans ses positions de la veille.

Trop de hâte compromettrait tout. Or, à l'extrême droite allemande, le VII[e] corps touchait presque aux troupes de Frossard. Dès la petite pointe du jour, on avait entendu aux avant-postes le bruit des tirailleries. Le tempérament du vieux Steinmetz, tout bouillant malgré son âge, accroissait le danger d'une attaque prématurée. Du grand quartier général un ordre arriva qui prescrivait à la première armée une attitude expectante. En avant de Gravelotte et sur les coteaux de la Mance, l'action pourrait être vive, acharnée, sanglante; mais, dans la pensée de M. de Moltke, c'est vers le nord que tout se déciderait.

A neuf heures, les Saxons étaient à Jarny; les Prussiens de la garde royale, un peu gênés par les colonnes du XII[e] corps, atteignaient Doncourt; sous la conduite du général de Manstein, le IX[e] corps, composé en partie de Hessois, s'échelonnait aux environs de Saint-Marcel. Le III[e], le X[e] corps suivaient. Dans la première armée, le VIII[e] corps remontait de Gorze vers Rezonville. Sur le vaste plateau coupé de vallonnements, de bois et de villages, qui s'étend de l'est à l'ouest depuis le ravin de la Mance jusqu'aux bords de l'Yron, 150,000 hommes marchaient.

Cependant pour l'état-major allemand, deux points demeuraient inéclaircis. Comme, vers le nord, le contact était perdu avec les forces françaises, on n'était pas éloigné de croire qu'une partie de l'armée de Bazaine manœuvrait pour se dérober vers Briey. Certains mouvements que, des hauteurs de Gravelotte, on remarquait dans les camps de Frossard et de Lebœuf, furent interprétés comme les indices d'une retraite que les Français opéreraient sans doute dans cette direction. Tel était le premier sujet d'obscurité. — Même si on écartait l'hypothèse d'une évolution vers le nord-est, une autre incertitude subsistait : la configuration du sol, l'obstacle des bois empêchaient de discerner l'étendue des lignes françaises

L'opinion générale était que notre droite ne s'étendait guère au delà de Montigny-la-Grange et, en tout cas, ne dépassait pas Amanvillers.

Sur la prétendue retraite vers Briey les Allemands furent bientôt à peu près fixés. Les reconnaissances saxonnes, ayant battu tout le pays jusqu'au delà de Valleroy, ne découvrirent aucunes traces de forces françaises. Les patrouilles de la garde prussienne dépassèrent Sainte-Marie-aux-Chênes : ni sur la chaussée ni sur les chemins environnants n'apparaissait aucune troupe ennemie. De ces explorations on conclut, quoique non sans un reste d'incertitude, que Bazaine n'évoluait point vers le nord-est. En revanche, on persistait à croire que ni Saint-Privat ni Roncourt n'étaient occupés.

L'armée française demeurant selon toutes les vraisemblances adossée à Metz, il ne restait qu'à exécuter le changement de front prévu, préparé dès la veille, et qui porterait du nord vers l'est toutes les forces allemandes. Les Saxons du XIIe corps, et à leur droite les régiments de la garde prussienne, se dirigeraient sur Batilly; de là ils poursuivraient leur marche enveloppante en remontant plus ou moins vers le nord, d'après l'étendue plus ou moins grande, et encore ignorée, des positions françaises : suivant des ordres qui pourraient être modifiés selon les circonstances, le XIIe corps atteindrait Sainte-Marie-aux-Chênes; quant à la garde, elle s'orienterait vers Saint-Ail, Habonville, et de là se porterait vers Amanvillers. Le IXe corps s'avancerait vers Verneville. A l'aile droite, la première armée attendrait pour entrer en action que la deuxième fût engagée.

Nous occupions, depuis Rozérieulles jusqu'à Saint-Privat, toute la ligne des coteaux, et il était impossible que de si grands mouvements échappassent à notre vue. — Au 2e corps, les rapports des reconnaissances signalèrent dès le matin les évolutions de l'ennemi. Dans le *journal de marche* de la division Vergé, nous lisons ces lignes : « Pendant toute la matinée, on aperçoit de fortes colonnes prussiennes qui sortent des bois de gauche et se dirigent sur la droite pour prendre des positions de combat. » — Des hauteurs où campait le 3e corps,

on distingua, dès six heures, les troupes allemandes : elles évoluaient de gauche à droite et semblaient s'orienter du côté de Roncourt : : « Ces troupes, disait l'un des rapports, marchaient obliquement par rapport à nous, comme si elles eussent décrit un grand mouvement de conversion dans lequel nous eussions été le pivot. » Les heures s'avançant, les éclaireurs du général Montaudon dénoncèrent la présence des Prussiens sur la route de Gravelotte à la Malmaison. — Au 4ᵉ corps, la vigilance semble avoir été moindre. Cependant du côté de Verneville, l'ennemi fut signalé tout à la fois, et par une grand'garde du 64ᵉ de ligne, et par des isolés qui avaient été chercher des vivres. — Au 6ᵉ corps, on se trouvait, au moins le matin, à grande distance de l'adversaire. Aussi les premières informations, recueillies soit par les gens du pays, soit par la cavalerie du général du Barail, ne signalèrent-elles rien d'anormal (1). Un peu plus tard, l'aumônier d'une des divisions arriva : il venait de Gorze, avait passé la nuit parmi les Prussiens à assister les blessés, et annonçait une grande attaque (2). De plus, entre neuf et dix heures, on fut informé que des éclaireurs ennemis avaient paru à Valleroy et cheminaient le long de la rive de l'Orne. Enfin on apprit que des colonnes allemandes, accompagnées d'artillerie, s'avançaient vers Batilly.

Bazaine était à Plappeville. Il connut par Lebœuf, et selon toute apparence, vers sept heures, la proximité de l'ennemi. A huit heures vingt-cinq minutes, du plateau de l'*Arbre-Mort*, un nouvel avis lui fut transmis par le commandant du 3ᵉ corps. « Des forces considérables, disait Lebœuf, s'avancent vers Gravelotte sur un front assez étendu, parallèlement au front de bandière des 2ᵉ et 3ᵉ corps. » Et il ajoutait comme pour graver l'avertissement : « Il me semble qu'une affaire se prépare pour aujourd'hui (3). »

L'histoire conjecturale est trop facile pour être méritoire, et il faut résister à la tentation vulgaire de recomposer après

(1) Procès Bazaine; déposition Canrobert (audience du 21 octobre 1873).
(2) Général du Barail, *Mémoires*, t. III, p. 194.
(3) Voir *Revue d'histoire*, juin 1904, p. 623.

coup les événements. Est-il excessif de croire que le grand mouvement de l'ennemi, glorifié depuis par l'issue, renfermait une effrayante part de risques? En plein jour, les corps prussiens manœuvraient visiblement afin de nous déborder. Ils défilaient pour ainsi dire en face de nos lignes. L'occasion n'était-elle pas propice pour fondre sur eux, les attaquer de flanc, devancer leur offensive par une offensive non moins hardie? Des hauteurs où étaient établis nos bivouacs, beaucoup d'officiers du 3ᵉ corps voyaient l'ennemi s'avancer: ils pouvaient mesurer les progrès de la marche, noter à l'aide de leurs lunettes jusqu'aux moindres détails, et ils s'étonnaient, ils se dépitaient que les colonnes allemandes pussent impunément évoluer à trois ou quatre kilomètres de nous (1).

Bazaine, déjà un peu alourdi, était-il, comme on l'a prétendu (2), affaibli par les fatigues des jours précédents? Était-il tellement défiant de lui-même et de son armée que toute son ambition se bornât à n'être point entamé? Avait-il résolu de fuir les grands risques où sa renommée pourrait se perdre aussi bien que se consacrer? De Plappeville qu'il ne quitta point, il se contenta de recommander au commandant du 3ᵉ corps de « tenir bon dans la forte position qui lui avait été assignée ». A la réception du second rapport parvenu vers neuf heures, il exprima derechef sa confiance dans sa position défensive. Il communiqua à Canrobert et à Ladmirault les avis de Lebœuf, mais en y ajoutant des conseils plutôt que des directions précises. Ce matin-là, un travail de bureau sur les propositions d'avancement semblait préoccuper fort le maréchal, et il paraissait très désireux d'y apporter tous ses soins. Cependant, à cette heure même, le colonel Lewal réunissait à Châtel-Saint-Germain les sous-chefs d'état-major, afin de reconnaître avec eux des emplacements favorables dans la zone du camp retranché de Metz. Cette idée d'un nouveau recul, idée déjà acceptée avec une résignation presque empressée, perce bien curieusement dans une note expédiée

(1) *Historique du 90ᵉ de ligne.*
(2) Voir *Revue d'histoire*, juillet 1904, p. 211.

à dix heures du matin par Bazaine à Canrobert. On y lit ces lignes : « Prenez toutes les dispositions de défense nécessaires pour tenir à Saint-Privat et permettre à toute l'aile droite de faire un changement de front afin d'occuper les positions en arrière si c'est nécessaire, positions qu'on est en train de reconnaître. »

Ne recevant, au lieu d'ordres, que de vagues recommandations, ne connaissant rien du plan général, n'étant point unis par cette étroite solidarité qui était l'une des forces de l'adversaire, les chefs de corps ne pouvaient que pourvoir de leur mieux à leur sécurité, chacun dans le rayon rétréci de ses campements. Ils déployèrent en ces conjonctures une activité fort inégale. — Frossard, quoique l'un des moins menacés, installa ses batteries, fit prendre les armes à une partie de la division Vergé. — Lebœuf se montra fort vigilant. Il mit en état de défense les fermes de *Moscou,* de *Leipzig,* de *la Folie;* il jeta beaucoup de monde dans le bois des Génivaux; il veilla à l'achèvement d'une ligne de tranchées-abris qui permettrait de battre, au moins en partie, le terrain en avant de nos bivouacs. — A notre extrême droite, Canrobert n'avait établi son camp que fort tard dans la nuit : ses hommes étaient fatigués : il n'avait point d'outils; aussi se borna-t-il à rectifier ses positions. — Entre tous, Ladmirault était le plus exposé aux premiers coups. Ce fut le plus tranquille. Il prévint ses divisionnaires; mais ne voulut point troubler le repos de ses soldats qui avaient combattu l'avant-veille, marché la veille, et qui, pour la première fois depuis deux jours, préparaient paisiblement leur repas. Seule l'artillerie de réserve attela ses pièces et se tint prête à l'action.

Ainsi s'écoula la matinée. Il était onze heures trois quarts. Dans les camps de Ladmirault le repas s'achevait, et au milieu d'une sécurité qui étonne. Soudain quelques patrouilles de cavaliers refluèrent au galop dans les lignes du 4e corps. Tout effarées, elles annoncèrent l'arrivée de l'ennemi à Verneville. A ce moment retentit le canon. C'était Manstein, chef du IXe corps, qui engageait la bataille.

XVII

De loin Manstein avait cru remarquer dans les camps de Ladmirault une « insoucieuse quiétude (1) » qui invitait à une surprise. Ses ordres lui prescrivaient de rechercher l'ennemi et d'entamer l'action. Toutefois ces mêmes ordres supposaient que la droite française ne dépassait pas la ferme de *la Folie*, et ils subordonnaient. paraissaient subordonner à cette condition l'attaque. Bien que du côté du nord les vues fussent bornées, le commandant du IX[e] corps ne pouvait ignorer le prolongement de nos lignes; car un rapport de la cavalerie hessoise venait d'annoncer la présence d'un camp ennemi à Saint-Privat. Il semble que l'espoir d'une occasion heureuse ait engourdi chez Manstein le sentiment de la stricte obéissance. En avant de Verneville une longue croupe montait vers Amanvillers. Les batteries d'avant-garde avaient gravi les hauteurs, pris position, ouvert leur feu. Quelques minutes après arrivèrent les batteries de la *18*[e] division, puis de l'artillerie de corps. A midi et demi, on comptait en ligne neuf batteries.

Les premiers obus, tirés trop longs, atteignirent fort en arrière le camp de la cavalerie, et presque aussitôt les tentes se mirent à flamber. Puis les projectiles mieux dirigés éclatèrent dans les bivouacs de la division Grenier. Sous l'éveil du canon, celle-ci prit les armes, attela ses pièces et se déploya, partie en avant, partie au nord de Montigny-la-Grange. Les batteries de la réserve, déjà attelées, accoururent et garnirent les crêtes. Un peu moins exposée d'abord, la division Cissey s'étendit au nord d'Amanvillers et se relia par le hameau de Jérusalem au 6[e] corps. La division Lorencez demeura en seconde ligne. Cependant l'attaque, qui mena-

(1) *La Guerre franco-allemande*, t. II, p. 674.

çait le 4ᵉ corps, menaçait aussi, à l'aile droite du 3ᵉ, la division Montaudon, et deux batteries s'établirent tout près de la ferme de *la Folie*.

Promptement nos soldats s'étaient dégagés de cette « insoucieuse quiétude » qui avait tenté Manstein. Chose singulière! l'attaque qui venait de nous surprendre n'avait pas moins surpris le prince Frédéric-Charles lui-même.

Il avait expédié depuis peu de temps au commandant du IXᵉ corps l'ordre conditionnel d'attaquer, quand lui était parvenu l'avis que la droite française s'étendait jusqu'à Saint-Privat. Il n'avait pas douté que Manstein, sachant le développement de nos positions, ne suspendit son entrée en action. C'est dans une entière sécurité que, mieux fixé désormais sur nos emplacements, il avait précisé pour le XIIᵉ corps, pour la Garde, pour le IXᵉ corps lui-même, les prescriptions qui régleraient la journée. Le XIIᵉ corps et la Garde, se hâtant l'un vers Sainte-Marie-aux-Chênes, l'autre vers Verneville puis vers Habonville, prépareraient une vigoureuse attaque contre notre droite. Le IXᵉ corps, avant de s'engager sérieusement, attendrait que la Garde entrât en ligne par Verneville. Les ordres venaient de partir quand avait tonné le canon. Grand avait été l'étonnement de Frédéric-Charles, et aussi son inquiétude. Manstein, au lieu de concourir à une attaque simultanée qui viserait surtout la droite française, se butait en plein sur le centre ennemi.

L'inquiétude était d'autant plus justifiée que cette téméraire ardeur menaçait de recevoir son châtiment. Notre artillerie, promptement rassemblée, tenait, en général, des positions dominantes ; de quelques-uns de ses emplacements elle pouvait prendre en écharpe les batteries prussiennes. Bien plus meurtrières encore que les obus étaient les balles de nos fantassins. Deux escadrons de cavalerie, accourus pour soutenir l'attaque, se replièrent précipitamment. Quand, à son tour, l'infanterie voulut déboucher, elle fut accueillie par le feu du 64ᵉ de ligne, porté en avant de Montigny-la-Grange et bien abrité dans un chemin bordé de peupliers. A la vérité, les soldats de Manstein s'emparèrent de la ferme de l'*Envie* laissée

sans défenseurs, puis occupèrent sans coup férir la ferme de *Chantrenne*. Mais ils ne réussirent pas à progresser vers la ferme de la *Folie*. Tel était, à la droite du IX[e] corps, le début du combat. — Sur la gauche ennemie, c'est-à-dire dans le bois de la Cusse et le long de la voie ferrée, les Allemands étaient tenus en échec par les bataillons de la division Cissey et recevaient des coups qu'ils ne pouvaient rendre à cause de la moindre portée de leurs fusils. — C'est au centre que la condition des assaillants était le plus précaire. Presque à découvert sur la longue croupe où elle s'était installée, l'artillerie allemande subissait des pertes cruelles. Sur ces entrefaites, les mitrailleuses de la division Lorencez, appelées de la ferme Saint-Vincent, arrivèrent à Amanvillers, et se mirent à vomir les projectiles sur les batteries prussiennes. L'une de ces batteries perdit en peu d'instants plusieurs officiers, cinq chefs de pièce, quarante hommes, presque tous ses chevaux. Les survivants furent forcés d'interrompre leur tir, et sur leurs six bouches à feu parvinrent à grand'peine à en ramener deux jusque sous les couverts. Un chasseur, du nom d'Hammoniaux, puis quelques soldats du 13[e] de ligne, sous la conduite du lieutenant Parent, se précipitèrent sur les canons abandonnés et les défendirent contre les retours de la cavalerie prussienne ; mais faute d'attelages, on ne put ramener que deux pièces dans notre camp (1).

Courageusement les autres batteries continuèrent leur feu, mais avec des pertes de plus en plus cruelles. Un grand nombre d'officiers étaient blessés. L'approvisionnement des pièces s'épuisait : « Vers deux heures, dit la *Relation officielle prussienne,* c'est à peine si l'artillerie de corps était encore en état de combattre (2). » Que fût-il advenu si la hardiesse du commandant en chef, si l'audace des chefs secondaires eussent mis à profit cette passagère détresse? Au sud, la 1[re] armée était assez éloignée. Tout au nord, les Saxons, la garde étaient encore en marche. De là pour Manstein un court, mais ter-

(1) *Revue du Cercle militaire,* 1887, p. 143. — *Historique du 5[e] bataillon de chasseurs et du 13[e] de ligne.*

(2) P. 684.

rible isolement. Cependant Bazaine était en sa maison de Plappeville. Au dehors ses chevaux étaient sellés; ses officiers se morfondaient dans l'attente. Quant à lui, il s'appliquait à rassurer son entourage. « Ce n'était pas, disait-il, un engagement sérieux (1). » Les détonations, fort assourdies par les obstacles du terrain, par la direction du vent, entretenaient l'illusion. Ne voyant point arriver le maréchal, ne recevant point ses ordres, que pouvaient ses lieutenants? Leur éducation ne leur avait point appris l'initiative : ils se sentaient juxtaposés les uns près des autres, sans rien pénétrer de la tâche dévolue à chacun. La lutte se continua, vaillante, opiniâtre, mais passive, et sans qu'au courage qui faisait face à l'ennemi se joignît la hardiesse qui le refoulerait.

Le IXe corps ne tarderait pas à se compléter. La division hessoise approchait. Déjà l'artillerie, devançant les colonnes, avait établi ses batteries à l'est d'Habonville, à cheval sur la voie ferrée. L'infanterie suivit et gagna le bois de la Cusse. La Garde avait reçu l'ordre de concerter son action avec le IXe corps : ses premiers détachements touchaient à Saint-Ail. En dépit de ces renforts, les affaires allemandes étaient lentes à s'améliorer. La plus cruelle détresse était celle des batteries qui, au début de la bataille, avaient pris position sur la croupe au sud-ouest d'Amanvillers. Seules, trois d'entre elles tenaient bon; le reste avait dû être ramené, au moins provisoirement, vers le bois de la Cusse. L'un des bataillons du 85e prussien, ayant été appelé de Verneville pour soutenir l'artillerie, perdit en peu de temps 400 hommes et 12 officiers.

A nos régiments déjà engagés commençait à se joindre la division Lorencez, d'abord laissée en réserve. Cependant aucune contre-attaque puissante; aucun effort d'ensemble pour déborder l'ennemi. Depuis trois heures on combattait. Aux occasions favorables allait succéder une fortune douteuse et qui, par degrés, se tournerait contre nous.

Le prince Frédéric-Charles avait gagné Verneville, puis Habonville. Le bruit grandissant de la canonnade l'avait

(1) Général JARRAS. *Souvenirs*, p. 123.

éclairé sur la gravité de l'affaire. Il importait de réparer l'imprudence de Manstein. Le IIIe corps, très affaibli par la bataille de l'avant-veille, formait réserve derrière le IXe corps. Le prince prescrivit qu'il quittât Vionville et se rapprochât du lieu de l'action. Vers trois heures et demie, on voit accourir les quatre batteries de l'artillerie de corps. Elles sont bientôt suivies de deux autres. Par ce secours la lutte se ranime. Deux des batteries du IXe corps, qui se sont retirées en arrière, renouvellent leur approvisionnement, reconstituent leurs attelages, reparaissent au combat. Une grêle d'obus s'abat sur Montigny-la-Grange et sur Champenois tout en flammes. Toutes choses changeant avec une rapidité surprenante, c'est au tour de l'artillerie française à se replier. Vers quatre heures et demie, les fantassins du IXe corps occupent sur leur droite la ferme Champenois; sur leur gauche, ils poussent à travers le bois de la Cusse jusqu'au remblai du chemin de fer. Du côté d'Habonville, la Garde qui se rapproche menace d'un nouvel ennemi. Du sud au nord, *Chantrenne, l'Envie, Champenois,* le *bois de la Cusse* forment autant de postes avancés d'où l'ennemi s'apprête à déboucher. L'artillerie, d'abord aventurée et sans appui, est désormais fortement encadrée : avec ses trois groupes de batteries, batteries du IIIe corps au sud, batteries de la *18e* division au centre, batteries hessoises au nord, elle déploie toute sa puissance. Une opiniâtreté courageuse, de beaux faits d'armes masquent nos chances déclinantes et ôtent à la lutte tout aspect de défaite. Mais, sur les hauteurs depuis la ferme de la Folie jusqu'à Amanvillers, nous commençons à être resserrés, et la défense passive que nous avons pratiquée, par hésitation ou absence d'ordres, au début du combat, nous est déjà imposée par nécessité.

Il était cinq heures Cependant la bataille, engagée sur notre front, s'était développée pareillement sur nos ailes, d'un côté vers le ravin de la Mance, de l'autre au nord vers Saint-Privat. C'est ici le lieu de dire l'attaque qu'à notre aile gauche Steinmetz dirigeait contre les corps de Frossard et de Lebœuf. Puis toute l'attention devra se reporter vers l'aile

droite, là-bas où, après une lutte à jamais mémorable, le sort de Canrobert entrainerait celui de toute l'armée.

XVIII

Steinmetz s'était porté dans la matinée sur les hauteurs de Gravelotte. Vers midi, il avait entendu, du côté de Verneville, le bruit de la bataille. Il avait fait prendre position à ses batteries, s'était préparé à entrer en action. Bientôt entre nos pièces et celles du VII[e] corps la canonnade avait commencé.

Dans les combinaisons de M. de Moltke, le VII[e] et le VIII[e] corps se borneraient à retenir sur place l'aile gauche française. Ailleurs se dénouerait la journée. Déjà il avait recommandé à Steinmetz la circonspection. Craignant de sa part quelque entrainement dangereux, il réitéra ses ordres en une dépêche ainsi conçue : « Le combat partiel que l'on entend en ce moment en avant de Verneville n'exige pas que la première armée s'engage tout entière. Elle évitera de montrer des forces considérables, et se bornera, le cas échéant, à faire agir son artillerie pour préparer l'attaque ultérieure (1). »

En retenant sa droite, M. de Moltke ne poursuivait pas seulement son plan général, mais se conformait aux suggestions de la prudence. Entre toutes les positions françaises, l'aile gauche était, comme on l'a dit, la plus forte. Elle l'était par la proximité des réserves, par le grand retranchement naturel de la Mance, par les travaux défensifs qui avaient multiplié les tranchées-abris et fortifié les fermes de *Moscou* ou du *Point-du-Jour*. Mais quand arriva l'ordre qu'on vient de citer, déjà le VIII[e] corps, prolongeant la ligne des bouches à feu du VII[e], avait amené une portion de son artillerie au nord de la chaussée de Gravelotte à Metz. Déjà de gros corps d'infanterie avaient pris les armes et se portaient en avant. On se trouvait

(1) *Correspondance du maréchal de Moltke*, t. I[er], p. 298.

en pleine action, et l'offensive étant malaisée à arrêter ou à suspendre, le combat se poursuivit.

En face de la Ire armée se dressait la ligne des hauteurs jalonnées de fermes qu'occupaient les soldats de Frossard et de Lebœuf, et vers lesquelles montait, à la sortie du ravin de la Mance, la grande route de Verdun à Metz. Une première attaque, tentée par une portion du 33e prussien, ne rencontra qu'un médiocre succès. Les assaillants descendirent hardiment dans les taillis du ravin, refoulèrent nos tirailleurs, s'efforcèrent de remonter la crête opposée. Bientôt, criblés de balles, ayant perdu beaucoup de leurs officiers, ils furent contraints de se blottir dans les trous à gravier qui bordaient la route. D'autres corps s'engagèrent : c'étaient le 28e, le 67e, les chasseurs rhénans. Quelques fractions parvinrent à progresser le long de la route. Mais un feu terrible, parti de la ferme de Moscou, arrêta ce court succès. Certains corps, comme les chasseurs rhénans, virent tomber tous leurs commandants de compagnies, et les plus résolus furent réduits à se cramponner aux positions gagnées.

Vers trois heures, une nouvelle attaque se préparait. L'artillerie fraierait la voie. Le VIIe, le VIIIe corps avaient achevé d'amener leurs batteries. Au nord et au sud de la chaussée de Metz, en avant de la route d'Ars, en avant de Mogador et de la Malmaison, 132 pièces étaient rangées. Une véritable pluie d'obus s'abattit sur les positions françaises. De la ferme de Moscou, des deux maisons du Point-du-Jour se dégagèrent de grandes gerbes de flammes. Sur les pentes du ravin, en contre-bas de Moscou, s'élevait sur le bord de la route une grosse ferme, aujourd'hui auberge, la ferme de *Saint-Hubert*. Elle était comme un poste avancé que les Allemands devraient conquérir avant de pousser plus loin. La garde en avait été confiée à un bataillon du 80e de ligne sous les ordres du commandant Molière. Deux compagnies occupaient les bâtiments, les autres tenaient le jardin et l'enclos. Depuis deux heures, nos fantassins luttaient contre les tirailleurs ennemis. L'artillerie seule réussirait à vaincre ceux que la mousqueterie n'eût pu réduire. Une batterie prussienne, tirant sans relâche,

incendia le corps de logis, couvrit les défenseurs d'éclats et de débris. Longtemps les nôtres tinrent bon. Cependant le bataillon avait perdu le tiers de son effectif. L'infanterie ennemie s'approchant pressait de toutes parts la ferme tout en feu. Blessé lui-même, le commandant Molière prescrivit qu'on se repliât. Le génie avait pratiqué deux petites brèches à la muraille du jardin, du côté de la ferme de Moscou ; c'est par cette issue que s'échappèrent les survivants (1). Soit oubli ou confusion, soit entraînement de la lutte, quelques fractions de compagnies ne reçurent point à temps l'ordre de la retraite : la plupart se rendirent; quelques-uns parmi lesquels l'*Historique* du régiment cite les sergents Grès et Jammet continuèrent de tirer jusqu'à ce qu'ils tombassent percés de coups (2).

La perte de Saint-Hubert entraîna celle de la portion sud du bois des Génivaux. Même en cet insuccès, on vit combien la force des positions jointe à la vaillance des troupes rendrait, de ce côté, précaires tous les avantages prussiens. Quand les Allemands, maîtres de Saint-Hubert, voulurent s'avancer au delà, ils se brisèrent contre les balles des Français qui garnissaient les crêtes. Ni les soldats de Frossard autour du Point-du-Jour, ni ceux de Lebœuf autour de Moscou ne se laissèrent ébranler. Sur les pentes orientales du ravin de la Mance, les Prussiens demeuraient courageusement accrochés, mais ne se maintenaient qu'au prix de pertes cruelles. Toutes les unités étaient dispersées, et soit dans les carrières de gravier, soit autour de Saint-Hubert, les chasseurs rhénans, les fusiliers de la Prusse orientale, les fantassins de Magdebourg mêlaient confusément les débris de leurs compagnies.

Steinmetz était auprès de ses batteries. A distance les détails lui échappaient. Il ne voyait que l'ensemble : Saint-Hubert conquis, les fermes en feu, et tout à côté de lui son artillerie qui vomissait la mort. Les rapports, un peu optimistes, annonçaient que tout était en bonne voie. Ne distinguant aucun retour offensif des Français, le commandant

(1) Rapport du général Sanglé-Ferrière.
(2) *Revue d'histoire*, juillet 1904, p. 198.

de la Ire armée transforma dans son esprit en succès décisif ce qui n'était que fragile avantage. Convaincu que l'ennemi était à bout de forces, il se persuada qu'une nouvelle poussée fixerait, à l'aile droite prussienne, la victoire.

L'ordre fut donné aux batteries du VIIe corps de franchir le défilé et de venir prendre position sur la pente orientale du ravin au sud de la route de Metz. La 27e brigade, tirée de Gravelotte, fut appelée à soutenir l'artillerie. Une autre brigade, la 26e, demeurée à Ars, fut dirigée sur Vaux, avec mission d'agir contre l'extrême gauche française. La 1re division de cavalerie venait d'arriver à la Malmaison. Elle fut engagée dans le ravin de la Mance : de là, elle remonterait les hauteurs et entamerait la poursuite; car on se figurait déjà l'ennemi en retraite.

La déconvenue pour les Prussiens fut aussi vive que l'avaient été leurs espérances. Nous avions perdu Saint-Hubert et reculé un peu notre ligne. L'ensemble des forces demeurait intact et le moral des troupes inébranlé. On le reconnut bien à ce qui suivit. Au premier signe d'une nouvelle attaque, tout ce que nous avions de pièces disponibles se rassembla, et de Moscou les projectiles de l'artillerie de réserve se mirent à balayer le défilé. Tout prêts à tirer, nos fantassins se couvrirent dans leurs tranchées-abris. Quatre des batteries du VIIe corps réussirent seules à franchir le ravin qu'obstruait déjà la cavalerie. Dès que les premières pièces se montrèrent, un feu terrible les accueillit : l'un des attelages s'abattit tout entier; deux des commandants furent blessés, dont l'un mortellement. Deux des batteries furent contraintes à se retirer, et ce n'est qu'à grand'peine qu'on parvint à les ramener; les deux autres ne se maintinrent qu'au prix d'une destruction presque totale. Tel fut le sort de l'artillerie. Dans la 1re division de cavalerie, un seul régiment, le 4e uhlans, parvint à s'élever au delà du défilé. Il vint se former face au Point-du-Jour. Longtemps il attendit une occasion favorable. Invisibles derrière leurs parapets, les Français portaient à travers les pelotons la mort. Enfin les cavaliers, fort diminués, rétrogradèrent et rejoignirent le gros de la division, qui s'était

rallié au nord-ouest de la Malmaison. Restait l'infanterie. Elle n'eut guère un destin meilleur. Plusieurs détachements dévalèrent à travers les bois. Les plus favorisés bornèrent leur ambition à ne pas reculer. La 26e brigade, s'étant dirigée de Jussy sur Sainte-Ruffine, fut contenue par la brigade Lapasset. Sur certains points, les Français s'avancèrent même un peu, et les balles de leurs fusils à longue portée vinrent frapper jusqu'au point où se tenait Steinmetz. Le commandant de la Ire armée avait envoyé au roi des bulletins déjà triomphants. Il avait annoncé Saint-Hubert pris, l'ennemi désemparé, la retraite française commencée. Vers quatre heures et demie, le monarque arriva. A ce moment, la cavalerie refluait, et pareillement deux des batteries; l'infanterie se retenait à grand'peine, accrochée à ses positions; et ce furent ces gages de victoire que Steinmetz eut à offrir à son roi.

Depuis midi on combattait. Au centre, le IXe corps, longtemps contenu, commençait seulement à progresser. A la droite prussienne, les VIIe et VIIIe corps étaient décidément tenus en échec. Cependant le souverain qui, du plateau de Gravelotte, observait la douteuse fortune de Steinmetz, aurait eu tort de s'alarmer ou de se plaindre. Bien loin de lui, tout au nord, aux lieux que son regard ne pouvait embrasser, les Saxons, combinant leurs efforts avec les grenadiers de la Garde, manœuvraient sur notre flanc, et bientôt Canrobert, débordé par eux, serait réduit à ces efforts sublimes qui illustrent la défaite, mais ne la conjurent pas.

XIX

Le plan de M. de Moltke était de porter au nord la principale attaque, c'est-à-dire de rompre et d'envelopper la droite française. Jusqu'où s'étendait cette droite? On ne l'avait su que par renseignements successifs : de là des ordres d'abord incomplets ou hypothétiques et qui ne furent précisés

que par degrés. Il était onze heures et demie quand on avait eu par la cavalerie hessoise l'éveil de notre présence à Saint-Privat. Bientôt l'information avait été confirmée par une reconnaissance de hussards jetée en avant de Batilly. On avait cru cette fois tenir la vérité; on la tenait en effet, mais point tout entière, car, ainsi qu'on l'apprit un peu plus tard, nous nous prolongions jusque vers Roncourt.

La conséquence serait de renforcer la gauche allemande et de pousser davantage vers le nord. Dans l'entrefaite Manstein avait entamé la lutte. Il faisait face, non à la droite française, comme le supposaient les conjectures primitives, mais à notre centre, et ne concourrait que d'une façon indirecte au mouvement décisif. La tâche serait réservée à la Garde sous le commandement du prince Auguste de Wurtemberg, aux Saxons sous les ordres du prince royal de Saxe. La Garde, qui devait d'abord se partager entre Verneville et Habonville, fut dirigée tout entière vers Habonville : de là elle marcherait sur Saint-Privat. Quant aux Saxons ils porteraient une de leurs divisions, la *24*ᵉ, vers Sainte-Marie-aux-Chênes; avec l'autre, la *23*ᵉ, ils s'orienteraient vers Coinville; de là, par les bois et en décrivant un mouvement très large, ils tourneraient Roncourt. En arrière de la Garde et des Saxons, le Xᵉ corps servirait de réserve.

Cependant les Français, qui avaient généralement négligé de s'étendre en avant des hauteurs, venaient d'occuper Sainte-Marie-aux-Chênes. De là leurs tirailleurs cribleraient de balles quiconque oserait déboucher. Tout progrès vers Saint-Privat serait donc impossible si tout d'abord on ne se saisissait de ce poste avancé. Dans la grande action qui s'engageait à notre aile droite, le premier combat aurait pour enjeu la possession du village.

Des haies, de solides clôtures, d'épaisses murailles favorisaient la défense. Par malheur l'occupation toute récente n'avait permis ni d'édifier aucun retranchement, ni même de barricader les entrées. Un régiment composait la garnison : c'était le 94ᵉ de ligne, fort réduit par la bataille de l'avant-veille, diminué en outre de trois compagnies laissées à Saint-

Privat, et qui ne comptait que 1,450 combattants. Il avait été distribué, partie aux lisières sud et sud-ouest du village, partie le long des fossés de la route d'Auboué. Le chef était le colonel de Geslin, homme de devoir inébranlable et de vertu intrépide. Le général Colin, commandant la brigade, avait voulu partager les périls du régiment.

D'Habonville les fusiliers de la Garde remontaient vers Saint-Ail. Comme ils en débouchaient et s'avançaient vers Sainte-Marie, les balles des chassepots commencèrent à les atteindre. A cet éloignement, les fusils à aiguille ne portaient pas. Le péril fut court pour l'ennemi, et pour nous bien fragile l'avantage. Les Prussiens, mettant à profit d'abord une ligne de haies, puis une construction isolée, gagnèrent quelques centaines de mètres et, arrivés à bonne distance, ripostèrent avec vigueur. D'autres s'approchèrent, soit à la faveur d'un petit bois, soit en se dissimulant dans un vallon qui court du sud au nord à l'ouest de Saint-Ail. Les premiers assaillants ne seraient pas longtemps seuls. Fusiliers, grenadiers, chasseurs, tout le gros de la 1re division de la Garde, sous les ordres du général de Pape, arrivait d'Habonville. Le même ravin qui avait protégé une portion de l'avant-garde dissimula la marche des colonnes. Tout près de Sainte-Marie, il y eut bientôt quatre bataillons. Un peu plus loin, onze autres prirent position.

Cette surabondance de forces permettait de brusquer le dénouement. En dépit de la supériorité numérique, le général de Pape ne renonça point aux pratiques ordinaires des attaques prussiennes. On écraserait l'adversaire avant de l'assaillir. Dix pièces de la Garde entamèrent le feu. Justement les Saxons approchaient. Ils prêtèrent leurs batteries, celles de la 24e division, puis celles de l'artillerie de corps, enfin trois autres de la 23e division. Rangées au nord-ouest de Saint-Ail et sur la route de Batilly à Auboué, 88 pièces entrèrent en action contre Sainte-Marie.

Ni l'extraordinaire disproportion des forces, ni les incendies qui commençaient, ni les coups multipliés de la mort ne déconcertèrent la défense. Impassibles sous les obus, le colo-

nel de Geslin, le lieutenant-colonel Hochsteter, les chefs de bataillon Horcat et Froidevaux rallièrent leurs hommes. Les compagnies de réserve se portèrent sur la ligne de combat, et avec un redoublement d'intensité, la lutte se poursuivit, sans autre crainte que celle des munitions qui se consommaient.

Elle dura une demi-heure. Très vulnérables par leur nombre même, grenadiers et Saxons subissaient des pertes sensibles. Contre l'inégalité des ressources le courage serait impuissant. Tandis que notre tir faiblissait peu à peu, tout se préparait pour l'assaut. Les Prussiens aborderaient le village par le sud et le sud-ouest, les Saxons de la 24e division par le nord-ouest et le nord. Au signal d'attaque, quatre bataillons de la Garde, sept bataillons saxons se ruèrent sur Sainte-Marie. A ce moment, comme si un nouveau renfort eût été utile, la 23e division s'approchait. Contre une telle multitude, nos soldats n'étaient qu'une poignée. Comme l'ennemi s'avançait, ils redoublèrent leur feu. Cependant vers l'est la voie était encore libre. Le général Colin venait de tomber, grièvement blessé. Le colonel de Geslin rassembla ce qu'il put de sa troupe et, se couvrant de trois compagnies qui avaient un peu moins souffert, rétrograda vers Roncourt. Au devant de lui se portèrent deux bataillons du 91e qui le recueillirent et le protégèrent. Pendant ce temps, Prussiens et Saxons, poussant de grands hourrahs, s'engouffraient dans le village évacué, et en si grand nombre que le principal embarras serait de mettre un peu d'ordre dans les unités confondues.

Les Français une fois privés de leur poste avancé, les Allemands auraient toute liberté pour poursuivre leur mouvement. Quelques retours offensifs tentés par le 6e corps demeurèrent infructueux. Puis, il y eut un intervalle d'accalmie. Ce n'était pas suspension de la bataille, mais préparation de la manœuvre qui, en attaquant de front et en enveloppant la droite française, consommerait la défaite. Les efforts coordonnés des Saxons et de la Garde assureraient le grand dessein.

Parmi les Saxons, la 23e division, sous les ordres du prince Georges, avait, après le combat de Sainte-Marie, poursuivi sa

marche vers le nord. Avec l'une de ses brigades, la *45*ᵉ, elle atteindrait Auboué; laissant fort en arrière l'autre brigade, la *46*ᵉ, elle gagnerait de là Roncourt. Le mouvement avait paru de telle importance que la *48*ᵉ brigade avait été adjointe au prince Georges. Une seule brigade, la *47*ᵉ, n'avait pas quitté Sainte-Marie. Cependant on se demandait si la droite française ne se prolongeait pas, même au delà de Roncourt. Cette incertitude amena une nouvelle modification dans les ordres. La *45*ᵉ et la *48*ᵉ brigades se sépareraient : la première, sous le commandement du général de Craushaar, se conformerait aux instructions primitives et, à travers les bois, se porterait directement sur Roncourt; la seconde, renforcée par un régiment de cavalerie, allongerait l'arc de cercle, remonterait jusqu'à Montois, fouillerait toute la région environnante, puis se rabattrait sur les positions françaises.

Tandis que les Saxons préparaient de la sorte l'attaque de flanc, la Garde prussienne destinée à l'attaque de front achevait d'amener ses régiments. Un peu avant cinq heures, la *2*ᵉ division déployait l'une de ses brigades, la *4*ᵉ, en avant de Saint-Ail; l'autre, la *3*ᵉ, se rassemblait à Habonville pour soutenir le IXᵉ corps. Quant à la *1*ʳᵉ division, sous les ordres du général de Pape, elle était groupée autour de Sainte-Marie-aux-Chênes. En face d'elle, tout à l'ouest, s'étageait le village de Saint-Privat. Cependant il fallait surseoir jusqu'à ce que les progrès des Saxons à l'extrême droite française assurassent la simultanéité des efforts. Et comme si les assaillants eussent voulu prendre haleine avant de déployer toutes leurs fureurs, la lutte ne se marquait plus que par les détonations un peu espacées des batteries.

Canrobert contre qui convergeaient tant d'efforts était de coup d'œil trop exercé pour se méprendre sur ce calme terrible. Pour contenir la Garde et le XIIᵉ corps, il disposait de 28,000 hommes à peine. Son artillerie, déjà fort diminuée, déjà réduite à compter ses coups, ne soutenait plus que faiblement le combat inégal. Seul, un secours, arrivé à point, eût rétabli les chances. A qui le demander, sinon à Bazaine ?

Dès le début du combat, Canrobert avait dépêché au com-

mandant en chef l'un de ses officiers, le capitaine de Bellegarde : « Vous direz au maréchal Canrobert, avait répondu Bazaine, que je prescris au général Bourbaki de lui envoyer une division de la Garde impériale pour le cas où l'attaque deviendrait plus sérieuse; je donne en outre l'ordre au général Soleille de lui expédier une batterie de 12. De plus, le maréchal peut remplir ses caissons au parc de réserve qui est ici (1). » Rien n'était arrivé. Vers deux heures ou deux heures et demie, un second messager, le capitaine de Chalus, était parti de Saint-Privat, demandant une division d'infanterie et, en outre, des munitions (2). Bazaine, toujours à Plappeville, avait paru accueillir la demande. En cet instant, un général, dont on n'a pu retrouver le nom, était survenu, avait affirmé que tout allait bien. Le commandant en chef s'était alors ravisé, et tout le secours s'était réduit à quelques caissons. Vers trois heures, Bazaine s'était décidé à monter à cheval. Il ne s'était dirigé ni vers Amanvillers ni vers Saint-Privat; mais se rapprochant au contraire de sa gauche, était monté au fort Saint-Quentin. Bien que la chose paraisse extraordinaire, il résulte de témoignages très dignes de foi que, soit du Saint-Quentin, soit de Plappeville, on n'entendait qu'assez confusément, à cause de la direction du vent, la canonnade du 6e corps. Si l'intensité de la bataille ne se trahissait que par des sons affaiblis, les dépêches réitérées, venues du lieu de l'action, dénonçaient la gravité des conjonctures. Ladmirault demandait de l'infanterie ; Canrobert en réclamait aussi, mais suppliait surtout qu'on lui envoyât de l'artillerie. Bourbaki, cruellement perplexe entre les risques de l'inertie et les périls d'une intervention imprudente, sollicitait des ordres fermes au lieu de prescriptions équivoques. Les messagers arrivaient à l'état-major, où Jarras les recevait et les renvoyait au maréchal. Celui-ci gardait une sérénité singulière : « J'ai du monde par là », répondait-il tranquillement à l'un de ses officiers en montrant la direction d'Amanvillers et de Saint-Privat (3).

(1) Procès Bazaine; déposition Bellegarde (audience du 25 octobre 1873).
(2) Procès Bazaine; déposition Chalus (audience du 25 octobre 1873).
(3) Colonel Fix, *Souvenirs d'un officier d'état-major,* 2e série, p. 44.

Le seul secours envoyé au 6ᵉ corps se réduisit à deux batteries. Cependant nombreuses étaient les forces non engagées. La réserve d'artillerie, hormis les deux batteries expédiées à Canrobert, demeurait inemployée. Dans le ravin de Châtel et près du moulin de Longeau, une dizaine de régiments de cavalerie se morfondaient, recevant les obus égarés et ne pouvant rendre aucun coup. Les grenadiers de la Garde étaient disponibles. Les voltigeurs, portés un peu en avant vers le 3ᵉ corps, étaient encore intacts. Ce n'était pas que le maréchal fût totalement inerte. Du fort Saint-Quentin, il s'appliqua, toujours attentif à sa gauche, à pointer quelques pièces sur Jussy pour répondre aux pièces prussiennes. Ainsi essayait-il de tromper les autres et de se tromper lui-même en dispersant sur des objets secondaires une activité de surface. Dans cette même après-midi partirent du quartier général deux dépêches, l'une au maréchal Mac-Mahon, l'autre à l'Empereur, et qui annonçaient l'attaque prussienne.

Les Saxons marchaient. Vers quatre heures et demie, la 45ᵉ brigade, sous les ordres du général de Craushaar, était arrivée à Auboué. Entre Auboué et Roncourt s'étendait un ravin boisé qui, inclinant du sud au nord, descendait vers l'Orne. L'ennemi s'était engagé dans le vallon, puis en avait remonté les pentes sans rencontrer d'autre résistance que le feu de quelques tirailleurs français. Plus au nord encore, la 48ᵉ brigade poursuivait sa route dans la direction de Montois : de là elle se rabattrait, elle aussi, sur Roncourt. Un peu en arrière, la 46ᵉ brigade atteignait Moineville ; la 47ᵉ était à Sainte-Marie. En avant de la route d'Auboué à Sainte-Marie étaient rangées, au nombre de douze, les batteries divisionnaires et celles de l'artillerie de corps. Avec leurs 72 pièces, elles prolongeaient vers le nord la ligne des batteries de la Garde.

Le prince Auguste de Wurtemberg était établi au sud de Saint-Ail. De là il remarqua que des troupes françaises paraissaient se replier de Roncourt sur Saint-Privat. Puis il vit se développer, au nord de Sainte-Marie, la longue ligne des bouches à feu du XIIᵉ corps. De ces indices il conclut que le

mouvement des Saxons était déjà assez avancé pour que leur concours fût assuré. Avec l'assentiment du prince Frédéric-Charles, il donna l'ordre d'engager la Garde.

L'objectif serait d'emporter les positions françaises depuis Amanvillers jusqu'à Saint-Privat. L'ennemi qu'on allait aborder, ce ne seraient pas seulement les troupes du 6ᵉ corps, mais aussi celles du 4ᵉ corps qui, en cette dernière portion de la journée, partageraient, par une solidarité triste et glorieuse, les épreuves de Canrobert. Autant qu'on peut séparer des actions qui, sur plusieurs points, se confondent, on verrait se développer trois attaques, celle de la 4ᵉ brigade contre le hameau de Jérusalem, celle de la 3ᵉ brigade contre Amanvillers, celle de la 1ʳᵉ division contre Saint-Privat.

Il n'y eut pas entre les attaques entière simultanéité. La 4ᵉ brigade était à Saint-Ail. Elle se composait de deux magnifiques régiments : celui de l'*empereur François* (2ᵉ grenadiers), celui de la *reine Augusta* (4ᵉ grenadiers). La première, elle entama l'action. Elle se forma à l'est de la route de Saint-Ail à Sainte-Marie, et face à Jérusalem. Il était cinq heures et quart. A gauche étaient le 2ᵉ grenadiers, à droite le 4ᵉ. Nos tirailleurs couvraient les pentes, occupaient les crêtes, étaient protégés par des haies : les Prussiens avaient à remonter un terrain dénudé. — Dès que les grenadiers du 2ᵉ régiment ont dépassé Saint-Ail, une grêle de balles éclaircit leurs rangs. Pour comble de malheur, la sécheresse des jours précédents a durci le sol en sorte que beaucoup de projectiles qui touchent terre ricochent et portent coup. Le colonel est atteint, et aussi deux des chefs de bataillon. Quelques rigoles d'irrigation offrent seules un dérisoire abri. On n'avance que par bonds successifs et en jonchant le terrain de blessés et de morts. Presque tous les officiers sont hors de combat et, au bout de quelques minutes, les compagnies, privées de leur chef, n'offrent plus que des groupes incohérents. Instinctivement les lignes inclinent au nord, vers la grande chaussée de Sainte-Marie-aux-Chênes à Saint-Privat dont les remblais promettent une précaire protection. Couchés dans les fossés de la route, les grenadiers soutiennent le feu contre les tirailleurs

français. Ainsi demeurent-ils cramponnés à leurs positions, mais sans pouvoir avancer. — Le régiment de la Reine rencontre une fortune un peu meilleure, mais au prix de quelles pertes ! Il s'avance, abrité d'abord par deux légères dépressions du sol que les rapports officiels qualifient du nom de vallon. Dès qu'il commence à gravir les hauteurs, un feu terrible abat des files entières. Le commandant des fusiliers est mortellement atteint : c'est ce major de Salm, d'aventureuse carrière, que nous avons vu jadis au Mexique comploter généreusement l'évasion de Maximilien. Le chef du *1*er régiment est pareillement blessé. On gagne un peu de terrain, on atteint une croupe avancée, on force l'adversaire à reculer vers Jérusalem. Sur la position qu'ils viennent de conquérir, les Prussiens sont battus de tous côtés par le feu des Français. Au galop, deux batteries de la Garde arrivent, risquant une entière destruction; grâce à ce courageux secours, les grenadiers parviennent à se maintenir, mais sans pouvoir pousser jusqu'au hameau.

La *3*e brigade, composée du régiment *Empereur Alexandre*, du régiment de la *Reine Élisabeth*, venait d'être mise à la disposition du IXe corps. A ce titre, elle échappait temporairement aux ordres du prince Auguste de Wurtemberg. Quand Manstein vit les masses de la Garde se déployer en avant de Saint-Ail, il mit, lui aussi, en mouvement les grenadiers, et les porta d'Habonville contre Amanvillers. De là un effort dirigé moins contre notre droite que contre notre centre, mais qui se rattachait à l'ensemble des attaques destinées à rompre les lignes françaises. La *4*e brigade eut à peu près le sort de la *3*e. Lorsque les tirailleurs, puis les fusiliers, débouchant du bois de la Cusse, arrivèrent en terrain découvert, ils furent hachés par les balles. Le commandant de la brigade est blessé; deux des commandants de bataillon, la plupart des commandants de compagnies sont atteints, et on voit, ici un sous-officier *porte-épée*, là un simple sergent rallier les groupes en état de combattre. Bientôt un vide se creuse entre les diverses fractions du régiment. Le régiment *Élisabeth* accourt et, au prix de pertes cruelles, parvient à boucher la trouée. La destruc-

tion eût été plus complète encore si nos soldats, faisant face à l'ouest, n'eussent été empêchés de viser, aveuglés qu'ils étaient par les éclatantes lueurs du soleil qui déclinait. Quoique décimés, les Prussiens gagnent de proche en proche. Ils arrivent à cette distance où le fusil à aiguille produit tous ses meurtriers effets. Nombreuses sont parmi les nôtres les victimes : à ce moment sont frappés le général Pradier, le colonel Sée, le colonel Caillot, et celui-ci mortellement (1). Les assaillants touchent à la crête du plateau : ils ne sont plus qu'à 600 mètres de nous, à un kilomètre d'Amanvillers. Mais épuisés de ce dernier effort, ayant dépensé tout ce que la nature humaine peut fournir d'héroïsme, ayant affaire d'ailleurs à des adversaires aussi tenaces qu'eux-mêmes sont audacieux, ils s'arrêtent haletants, se couchent sur le sol, et se bornent à garder le terrain marqué par les cadavres qu'ils ont laissés en chemin.

Plus tragique encore serait le destin de la 1re division. Saint-Privat n'était point, comme Amanvillers, bâti en arrière des hauteurs, mais groupait au sommet et en avant des crêtes ses fermes, ses jardins, ses enclos. Pour l'agresseur aucun abri, hormis quelques arbres et, vers le nord, une très légère dépression de terrain : pour le défenseur un vrai champ de tir facile à balayer. Après avoir quitté Saint-Ail et sa 4e brigade, le prince Auguste de Wurtemberg s'était rendu à Sainte-Marie. Quand il eut communiqué ses ordres au général de Pape, celui-ci mesura la grandeur de l'holocauste et en fut épouvanté. Avant de sacrifier ses braves troupes, les plus solides de l'État prussien par la valeur des soldats, les plus illustres par le rang des chefs, il osa formuler des objections. N'était-il pas prudent d'attendre que l'artillerie eût mieux assuré l'attaque, que le mouvement des Saxons fût mieux prononcé? Du geste le général montrait Saint-Privat qui avait, disait-il, toute la valeur d'un poste fortifié. Cependant l'heure était déjà tardive, et il y avait urgence à saisir le dénouement; puis déjà la 4e brigade était en action; à droite, en avant de Saint-Ail on entendait la

(1) Colonel ROUSSET, *Le 4e corps de l'armée de Metz*, p. 253.

fusillade, et l'eût-on voulu qu'il eût été difficile de retarder ce qui était engagé.

Donc le général de Pape tira de Sainte-Marie la *1*re brigade composée des *1*er et *3*e régiments à pied. En avant de Saint-Privat se détachait avec un profil très net un groupe de constructions faisant légère saillie au sud-ouest du village. Ce fut le point de direction pour l'attaque. Le 2e régiment demeurerait un peu en arrière. Le reste de la 2e brigade resterait provisoirement en réserve.

Déployée entre Roncourt et Saint-Privat, l'infanterie française prendrait de flanc les assaillants. Saint-Privat était garni de troupes bien armées, bien abritées. Bien que fort diminuée, l'artillerie demeurait redoutable par sa position. C'est contre cet adversaire égal en courage, qu'intrépidement marchaient les soldats de la Garde prussienne. Il était un peu plus de cinq heures et demie. A droite s'allongeait la chaussée de Briey à Metz, vers laquelle refluait déjà la *4*e brigade, tournoyant sous les projectiles et cherchant l'abri des fossés de la route. Le premier bataillon qui s'engagea fut celui des fusiliers du *3*e régiment. En avant le sol remontait tout nu, dépouillé même de ses moissons, car on venait d'engranger les dernières récoltes. Dès les premiers pas, le commandant tomba, broyé par un obus. Le colonel de Lessingen, qui accompagnait la colonne, fut blessé. Un capitaine prit le commandement et, se plaçant avec le porte-drapeau en avant du front, essaya d'enlever ses hommes; presque aussitôt on le vit s'affaisser, et les débris de la troupe se dispersèrent (1). A gauche des fusiliers arrive un deuxième bataillon, suivi d'un troisième : la fortune est la même; tous les officiers tombent, et de certaines compagnies il ne reste bientôt plus que quelques hommes. Les Prussiens sont à six ou sept cents mètres de Saint-Privat. En vain tentent-ils de progresser. Le feu des chassepots rompt l'élan des plus braves. Le général de Pape engage le 2e régiment, qui vient boucher la trouée entre la *1*re division et la *4*e brigade. Les nouveaux assaillants re-

(1) *La Guerre franco-allemande*, t. II, p 829.

joignent les premières colonnes, mais, comme elles, se fondent presque aussitôt sous les balles. On touche aux crêtes, on s'y cramponne et surtout on y meurt. Sur ce glacis de Saint-Privat gisent par centaines les cadavres. De Sainte-Marie est appelé le 4e régiment. Cependant les Prussiens se sentent à la merci d'un mouvement de l'ennemi; ils ne peuvent croire, imaginer que l'adversaire demeure sans réserves, et avec une indicible angoisse ils s'apprêtent à combattre une offensive qui peut-être achèvera leur anéantissement.

Dans l'histoire militaire de la France, cette heure demeurera l'une des plus tragiques. Des deux parts on tremblait pour l'issue. Ce qui était pour lés Prussiens cuisant souci se traduisait chez Canrobert en une inexprimable attente. Il entrevoyait le succès possible, éclatant peut-être, et se sentait précipité dans la défaite. Tant de victimes immolées en face même de ses lignes semblaient gage de victoire; mais ses forces épuisées, mais son isolement lui marquaient sa ruine. Avec toute l'ardeur de sa patriotique passion, il invoquait un secours ou du moins des armes. « Ah! si j'avais des mitrailleuses », répétait-il. Et il se figurait l'action des canons à balles versant à bonne distance leur pluie de mitraille et infligeant le coup de grâce à l'ennemi. Comme les munitions devenaient rares, il en demanda à Ladmirault; celui-ci, qui était « bon camarade de bataille (1) », envoya ce qu'il put. Cependant ni la longueur ni l'intensité du combat ne décidaient Bazaine à se rendre en ces lieux. Il semblait fixé au fort Saint-Quentin, d'où il pouvait voir sa gauche, Metz, la Moselle, tout en un mot, hormis ce qu'il importait d'observer. En un billet crayonné à la hâte, Canrobert exprima au commandant en chef ses espoirs déclinants, lui annonça la retraite imminente. C'était le dernier appel de celui qui, tenant arrêtées devant ses lignes et comme réduites en poudre les plus magnifiques troupes prussiennes, allait, faute de renfort, succomber.

N'y avait-il plus de secours? Il restait disponible la réserve

(1) Procès Bazaine; déposition du général de Gondrecourt (audience du 28 octobre 1877).

générale d'artillerie; il restait surtout la Garde impériale.

La condition de la Garde impériale fut l'une des étrangetés de cette journée singulière autant que tragique. Elle était demeurée, toute la matinée, massée à Plappeville sous la main de son chef, Bourbaki. Sur l'indice d'un engagement possible, celui-ci avait provoqué des ordres. Un des officiers d'ordonnance de Bazaine lui avait répliqué : « Le maréchal vous laisse votre liberté. » Un peu surpris d'une latitude si extraordinaire, Bourbaki s'était promis de n'en user qu'en cas d'urgence, si le commandant en chef était dans l'impossibilité de communiquer avec lui (1). Comme la bataille s'engageait, l'avis lui avait été adressé d'envoyer une partie des voltigeurs, non vers la droite, mais vers la gauche, c'est-à-dire vers Châtel-Saint-Germain. La journée s'avançant, on avait distingué vers le nord la fumée qui s'élevait au-dessus des crêtes. Inquiet mais point assez, le commandant de la garde avait sollicité des instructions. Bazaine, sous la forme de conseil plutôt que d'ordre, avait répondu que la Garde pouvait se mettre à la disposition du 6e corps, mais sans s'engager à la légère. La division de grenadiers prit les armes. A tout événement, Bourbaki la porta vers le nord : si on avait besoin de lui, il aurait fait de la sorte la moitié du chemin. Au bout de quatre kilomètres, il fit halte en un endroit qu'il jugea propice et qu'on appelait le *Gros-Chêne*. Il n'était plus qu'à trois kilomètres d'Amanvillers, à quatre ou cinq de Saint-Privat. Sa perplexité était extrême. Du plan général il ne savait rien. Le bruit de plus en plus rapproché de la bataille l'appelait en avant; d'un autre côté, il se figurait qu'en s'avançant davantage, il s'exposait à être tourné par la basse Moselle et par les bois. Pour annoncer sa présence au *Gros-Chêne*, il envoya un billet, non à Canrobert qui était plus éloigné, mais au quartier-général du 4e corps. C'était le moment où le combat faisait rage, où la Garde prussienne jonchait de ses morts les pentes d'Amanvillers comme celles de Jérusalem et de Saint-Privat. Au galop, un aide de camp, le capitaine de la Tour du Pin,

(1) Procès Bazaine; déposition Bourbaki (audience du 21 octobre 1873).

accourut de la part de Ladmirault, sollicitant un prompt, un immédiat secours. Tout ce que l'ardeur d'une chevaleresque bravoure, tout ce que l'exaltation de la bataille pouvait ajouter d'instance à un message, l'officier l'ajouta pour rendre plus persuasive sa prière. Comme Bourbaki craignait, s'il quittait sa position, d'être tourné par la vallée de la Moselle, par le bois de Plesnoy. « Je viens de fouiller ces bois », répliqua M. de la Tour du Pin. Puis, avec une familiarité respectueuse et suppliante, il ajouta : « Mon général, moi qui ai débuté sous vos ordres, je ne voudrais pas vous tromper. Croyez-moi, le danger n'est pas là, il est devant vous, et là aussi est la victoire. Venez, venez. » Un autre aide de camp, le commandant Pesme, survint et tint un langage pareil. Bourbaki céda. De toute la vitesse de son cheval, M. de la Tour du Pin retourna vers Amanvillers. Chemin faisant, il propagea la bonne nouvelle. « Le secours arrive, le secours arrive. » « Il n'est pas trop tôt », répliquaient les soldats épuisés, mais renaissant à l'espoir (1). Cependant sur la pente orientale d'Amanvillers descendaient les voitures de blessés. Au delà, sur la route de Plappeville, quelques bandes rétrogradaient, non sans désordre. Au sortir d'un petit bois où sa marche s'était un peu embarrassée, Bourbaki se heurta à ce reflux qui déjà présageait la défaite (2). Il s'était laissé entraîner un peu à contre-cœur, craignant de s'aventurer trop. Du commandant en chef, un ordre viril et ferme manquait qui lui dictât le devoir. Ce que le capitaine de la Tour du Pin et le commandant Pesme avaient ranimé en lui de confiance s'éteignit. Qu'ajouterai-je? Croyant un peu vite tout perdu, il acheva de tout perdre. Il rétrograda vers le *Gros-Chêne,* et avec lui, pour le 4e, pour le 6e corps disparut le salut.

Du promontoire avancé de Saint-Privat comme d'un cap que resserre la vague, Canrobert voyait grossir le flot qui l'engloutirait. Son espoir, quoique de plus en plus affaibli, ne voulait pas renoncer encore. Un instant, on entendit des roulements

(1) *Souvenirs inédits de M. de la Tour du Pin.*

(2) Procès Bazaine; déposition Bourbaki (audience du 21 octobre 1873). — *Le Général Bourbaki*, par l'un de ses officiers d'ordonnance, p. 79 et suivantes.

de tambour à la lisière des bois. « C'est Bourbaki qui arrive », s'écria le maréchal. Ce n'était que le colonel du 100e de ligne qui faisait battre la charge pour rassembler ses hommes. Ce qui arrivait, c'étaient les renforts allemands. Le général de Pape, au moment de l'attaque de sa division, avait suggéré qu'avant d'aborder les positions françaises on achevât de les écraser sous l'artillerie. Après l'assaut sanglant, on se souvint du conseil. Quatorze batteries de la Garde, tirant à outrance, couvrirent de feux tout le front français depuis Amanvillers jusqu'au delà de Saint-Privat. De notre côté, quelques pièces seules répondaient. Les cadavres prussiens, couvrant les pentes, attestaient notre quasi-succès ; mais les survivants, certains du secours, tenaient fortement les positions, s'apprêtant à en déborder. De nouveaux afflux de troupes, se succédant, venaient relever les morts et les venger. Tiré de Sainte-Marie, le *4e* régiment de la Garde prolongeait la gauche de la *1re* brigade et, par bonds successifs, s'avançait vers le saillant nord-ouest de Saint-Privat. A notre extrême droite, les Saxons de la *45e* brigade, maîtres des bois d'Auboué, s'établissaient face à Roncourt. Vers Roncourt se rabattait aussi la *48e* brigade, d'abord portée vers Montois. Vers le même point se dirigeaient pareillement la *47e* brigade amenée de Sainte-Marie et un peu plus en arrière la *46e*. Le Xe corps, destiné à fixer les dernières indécisions de la victoire, montrait son avant-garde à Saint-Ail. Deux batteries, dépassant les colonnes, venaient prendre position à côté des pièces de la Garde (1).

Tout ce que peut faire un vaillant capitaine, Canrobert le fit en cette soirée tragique. Se sentant débordé, il voulut du moins remplir son devoir, tout son devoir, et apporta à ses dispositions une sagesse que les Allemands eux-mêmes ont reconnue (2). A la lisière occidentale de la forêt de Jaumont, il porta quelques-uns de ses bataillons. Quand les Saxons, maîtres de Roncourt, qu'aucune défense naturelle ne proté-

(1) *La Guerre franco-allemande*, t. II, p. 840-841.
(2) *Id.*, t. I, p. 842.

geait, voulurent en déboucher, ils tombèrent sous le feu de notre infanterie qui, pour quelques instants, leur barra le chemin. Autour de Saint-Privat le maréchal concentra ses dernières, ses meilleures ressources, c'est-à-dire onze bataillons de la division Tixier, trois et demi de la division Lafont de Villiers (1). Au nord et à l'ouest du village, des haies, des murailles clôturaient les jardins, les vergers. Sous ces abris, les Français se blottirent. L'ennemi s'avançait. C'était une portion des Saxons qui avaient dévié de Roncourt : c'étaient les soldats du 4ᵉ régiment de la Garde. Quand ils furent à sept ou huit cents pas, le feu des chassepots jonchа le terrain de blessés et de morts. Déconcertés, les assaillants reculèrent. Puis l'effort se renouvela. En cette extrémité, Canrobert, seul, à pied, superbe d'opiniâtreté et d'énergie, insoucieux de la mort jusqu'à ne pas l'apercevoir, parcourait les lignes, et d'un mot affectueux, d'un serrement de main, d'un geste bienveillant, encourageait ses hommes à ne pas faiblir. Cependant l'évidence de l'issue ne lui permettait plus l'espoir, et par instants l'excès de l'émotion amenait, dit-on, des larmes sur son visage. Plus tard, en un langage héroïque, le maréchal raconterait ces choses : « J'avais, dirait-il en s'oubliant lui-même, de braves soldats, des officiers dévoués, et c'est ce qui m'a permis de tenir une heure de plus (2). »

L'artillerie abrégerait l'insolente résistance. Le commandant du XIIᵉ corps était près de Roncourt. De là il suivait la marche générale de l'action. Celles des batteries saxonnes qui étaient demeurées près des bois d'Auboué se portèrent en avant, s'établirent face au sud-est à onze ou douze cents mètres de Saint-Privat, et, formant arc de cercle, balayèrent le village de leurs feux convergents. Il y eut bientôt en position 84 pièces. Au sud de la chaussée de Briey, la ligne se prolongea par les batteries de la Garde, par deux batteries du Xᵉ corps, puis au delà par les batteries hessoises. Les projectiles se croisèrent, venant de face, de droite, de

(1) Voir *Revue d'histoire*, octobre 1904, p. 174.
(2) Procès Bazaine; déposition Canrobert (audience du 21 octobre 1873).

gauche, éventrant les pans de murs, effondrant les toits, transformant en brasier les granges remplies de blessés. Bientôt tout fut ruiné et, les obus ayant rendu intenables les derniers abris, le moment parut venu pour le suprême effort.

Le temps pressait. Dans la plaine, du côté de Sainte-Marie, le soleil déclinait, et ses lueurs empourprées, se projetant sur Saint-Privat, luttaient avec les flammes des incendies. D'un bout à l'autre des lignes allemandes les tambours battent, les clairons sonnent, les commandements retentissent, et au-dessus des colonnes assaillantes se déploient les drapeaux dont plusieurs ont, dans la bataille, cinq fois changé de mains. Les Saxons font irruption par le nord et le nord-ouest, la Garde par l'ouest et le sud. Même en cette extrémité, une poignée d'hommes se rencontre que ni l'imminence du péril ni l'issue certaine ne découragent de lutter. On se bat au débouché du chemin de Roncourt où le général de Craushaar, commandant a 45e brigade, est tué. Aux abords de l'église se prolonge une résistance désespérée, et l'on y voit quelques-uns de ces engagements à la baïonnette, assez rares à toute époque, et que sans doute les guerres futures ne connaîtront plus. On fait le siège des maisons. Ce n'est que pas à pas que les Français sont refoulés. Derrière les murs du cimetière se concentre une dernière défense. Enfin Saxons et Prussiens sont maîtres de Saint-Privat, maîtres de Jérusalem. A cheval, l'épée à la main, près de l'église en flammes, le général de Pape préside à la conquête, assigne les postes, remet un peu d'ordre dans la cohue des vainqueurs. Ceux-ci s'engouffrent dans le village, triomphants, poussant des hourrahs, mais d'une joie farouche et sombre. Les Saxons avaient perdu plus de 2,000 hommes. Quant aux combattants de la Garde, plus de 8,000 d'entre eux étaient tombés en chemin, et plus de 2,000 ne se relèveraient jamais.

XX

Canrobert avait été entraîné loin du champ de bataille. Déjà la retraite du 6e corps avait commencé. Elle fut protégée par une arrière-garde composée du 94e et du 100e de ligne, et placée sous les ordres du général Péchot. Les chasseurs du général du Barail essayèrent aussi de contenir l'ennemi. Ce qui restait d'artillerie se mit en batterie et tint à distance les vainqueurs : « Nous marchions en bon ordre, a dit plus tard Canrobert; je m'arrêtai tous les dix minutes dans l'espoir de recevoir des renforts. » Cependant Bourbaki, qui s'était d'abord mis en route, puis avait rétrogradé, venait de se porter de nouveau au delà du *Gros-Chêne*. L'artillerie de la Garde établit au sud-est de Saint-Privat les quatre batteries de sa réserve. C'était assez pour assurer, non la reprise du combat, mais le salut. La marche se poursuivit, non tout à fait dans l'ordre régulier dont parle Canrobert, mais sans trop d'à-coups ni de confusion. A travers bois et ravins, et au milieu des ténèbres déjà épaisses, les débris du 6e corps, s'éloignant de Saint-Privat en flammes, s'acheminèrent vers Saulny.

Tout de même que, dans un tissu peu serré, une maille rompue emporte tout l'ouvrage, de même notre longue et mince ligne de bataille, rompue à son extrémité, se déferait de proche en proche, et du nord au sud tout plierait.

Le plus menacé était Ladmirault. Canrobert n'était pas seulement pour lui un voisin de combat, mais un protecteur qui, en le découvrant, le laisserait sans défense. Comme le jour baissait, le commandant du 4e corps avait suivi, avec un redoublement d'angoisses, les périls de son frère d'armes. Sur les pentes d'Amanvillers, il contenait les grenadiers de la 3e brigade; les Hessois n'avançaient que péniblement le long de la voie du chemin de fer. Si l'attaque de flanc s'ajoutait à l'attaque de front, toute la ligne défensive céderait. On a dit

quels messagers Ladmirault avait envoyés à Bourbaki. Très pénétré de son délaissement, il avait cherché au sud l'assistance que la Garde n'osait offrir ou retardait. Lebœuf était à son quartier général de l'*Arbre-Mort* quand il avait vu venir coup sur coup trois officiers du 4e corps. Très brièvement (car l'heure pressait) ceux-ci avaient fait valoir la détresse de leur chef, l'intérêt commun de l'armée qui serait tout entière compromise si toute la droite pliait. Lebœuf avait paru d'abord disposé à diriger de fortes réserves vers Montigny-la-Grange; puis craignant de dégarnir sa gauche, il s'était ravisé et n'avait promis qu'un régiment, le 41e de ligne. On touchait au moment fatal. Tandis que les officiers revenaient avec cette incomplète promesse, un aide de camp de Canrobert, le colonel Lonclas, survint. Avec un accent consterné et une sorte de solennité émue, il s'adressa au commandant du 4e corps : « Mon général, dit-il, M. le maréchal a la douleur de vous prévenir qu'il est en pleine retraite. » Ladmirault ne répondit que par un geste accablé. La plus grande ambition pour lui serait désormais d'échapper à l'enveloppement.

Déjà, par le vide que laissait au nord d'Amanvillers la retraite du 6e corps, les Allemands faisaient irruption. Saint-Privat conquis, l'artillerie ennemie s'avance au sud de la chaussée de Briey et prend d'écharpe les soldats du 4e corps. La division Cissey, directement menacée, tente plusieurs retours, héroïques autant qu'infructueux. Le général de Golberg, le colonel Frémont sont blessés; le colonel Supervielle est atteint mortellement. « Mon état-major est démonté, a écrit plus tard Cissey; mon escorte brisée, dispersée; tout le terrain est jonché des plus effroyables débris. Écrasé par le canon, j'envoie demander des ordres au général de Ladmirault (1). » Celui-ci prescrit qu'on abandonne le champ de bataille. Cissey se replie par les bois, et la Garde impériale protège sa retraite comme elle vient de protéger celle de Canrobert.

Tel fut le sort de la division Cissey. La brigade Bellecourt

(1) Souvenirs du général de Cissey (*Revue d'histoire,* août 1904, p. 462).

s'écoulait, elle aussi, loin du lieu de l'action. Au sud d'Amanvillers, la division Lorencez, la brigade Pradier étaient un peu moins pressées. Sur ces entrefaites, l'arrivée du 41ᵉ de ligne apporta un secours fort appréciable quoique insuffisant. Ne serait-il pas possible de limiter le revers, de garder sur les emplacements de combat ce qui restait du 4ᵉ corps? Une lueur d'espoir conduisit Ladmirault jusqu'auprès de Lebœuf. Une courte conférence avec le chef du 3ᵉ corps dissipa les dernières illusions. Celui-ci ne pouvait plus secourir personne, ayant assez à faire de pourvoir à lui-même. Dans le même temps, on sut que Bourbaki, qui s'était avancé pour protéger la retraite de la droite française, venait de rétrograder de nouveau vers Plappeville. En face d'Amanvillers, de Montigny-la-Grange, de la ferme de la Folie étaient déployés le IXᵉ corps, une des brigades de la Garde royale, et en arrière le IIIᵉ corps. Tristement fixé, Ladmirault autorisa Lorencez à se retirer. Sous les ténèbres devenues complètes, toute la division — et avec elle un bataillon du 64ᵉ de ligne — se replia par la route de Lorry. Cependant la nuit s'écoula sans que les Allemands prissent possession des hauteurs. Quelques-uns de nos hommes revinrent même sur leurs pas, les uns pour reprendre leurs sacs, les autres pour enlever les blessés. Dans les ambulances que menaçait l'incendie, nos chirurgiens continuèrent leurs pansements. Bien plus, la brigade Pradier, laissée sans ordres à Montigny, ne redescendit dans le ravin de Châtel et de là vers Metz qu'à la pointe du jour. A notre droite seule, l'effort de l'adversaire avait triomphé de l'opiniâtreté de Canrobert, de l'héroïsme de Cissey. Sur le prolongement de notre ligne, la retraite, quoique nécessaire, garderait un certain aspect spontané qui voilerait la défaite. « Nous fuyions les flammes, non l'ennemi, a dit plus tard Ladmirault. » C'est seulement dans la matinée du 19 que les vainqueurs s'établirent sur les ruines du village que le 4ᵉ corps avait si courageusement défendu.

XXI

L'histoire offre parfois des singularités qui confondent. Tandis que se terminait cette bataille qui porterait si haut la grandeur de la Prusse, qui mettrait si bas la fortune française, un homme endurait toutes les affres de l'incertitude : c'était à Rezonville le roi Guillaume; un autre se rassurait jusqu'à paraître presque satisfait : c'était à Plappeville Bazaine.

Le roi était arrivé vers quatre heures et demie sur les hauteurs de Gravelotte. A ce moment, les soldats de la première armée étaient, comme on l'a dit, tenus en échec par les régiments de Lebœuf et par ceux de Frossard. Ardent à la revanche, Steinmetz avait tout préparé pour un nouvel effort. Aux premières approches du soir, ses troupes avaient de nouveau abordé les positions françaises de *Moscou* et du *Point-du-Jour*. L'issue avait été pareille. L'infanterie allemande avait été culbutée dans le vallon de la Mance. Notre artillerie avait lancé ses projectiles jusque sur le plateau où se tenait l'état-major royal. Le recul avait provoqué sur les derrières de l'armée une sorte de panique. On prétend même que, la crainte allant jusqu'à l'épouvante, l'ordre fut donné de dégager les ponts d'Ars et de Corny, dans la prévision d'une retraite définitive sur la rive droite de la Moselle. Le IIe corps qui venait d'entrer en ligne ne put ni forcer les positions françaises ni rétablir le combat. Ainsi au moment où la chute de Saint-Privat assurait aux Prussiens la victoire, les IIe, VIIe, VIIIe corps pliaient sous une fortune douteuse, presque contraire. — C'est sous cette impression soucieuse que le roi regagna Rézonville, où il eut peine à s'établir, tant le village était encombré de blessés! Chose extraordinaire! il ne connaissait que ce qui s'était passé sous ses yeux, et ce qu'il avait vu avivait en lui toutes les transes de la défaite. Les péripéties

de la journée avaient séparé les forces allemandes en deux grandes masses, faiblement reliées par le IX[e] corps : de là une ignorance presque complète de l'autre bataille qui, à deux lieues plus au nord, se livrait et se gagnait. Enfin pendant la nuit, les messagers survinrent, divulguant la vérité, mais point tout entière ; car on ne saurait que le lendemain par des rapports plus précis à quel point la Prusse avait droit de triompher.

Combien n'était pas différente la scène à Plappeville ! A sept heures, Bazaine y était rentré, venant du Mont-Saint-Quentin. C'était le moment où dans Saint-Privat Canrobert succombait. Vers le nord-ouest, d'épais nuages de fumée flottaient sur les hauteurs, et l'horizon se colorait des rougeurs des incendies. Quand le maréchal eut mis pied à terre, le général Jarras s'approchant se hasarda à l'interroger. Sur le 4[e], sur le 6[e] corps, le commandant en chef n'avait rien voulu savoir. Comme sur sa gauche, seul point de sa ligne qu'il lui plût de regarder, rien n'était compromis, il répondit avec un visage dégagé qu'il était satisfait de la journée. A l'entendre, les entreprises de l'ennemi avaient échoué : les troupes s'étaient maintenues sur leur ligne inexpugnable. Jarras, ainsi qu'il l'écrivit plus tard, n'avait osé questionner le maréchal qu'avec une « discrétion respectueuse » (1). Subordonné trop passif pour être utile, il se garda de rien objecter. Ayant rassuré tout le monde, Bazaine consigna sa porte. Puis, à huit heures vingt minutes du soir, il expédia à l'Empereur la dépêche suivante : « J'arrive du plateau ; l'attaque a été très vive ; en ce moment le feu cesse ; nos troupes sont constamment restées sur leurs positions. (2) »

La sérénité du maréchal avait calmé les plus inquiets. Une demi-heure plus tard, un sous-intendant militaire arriva tout effaré à l'état-major : il avait, disait-il, expédié un convoi de vivres au 6[e] corps ; ce convoi s'était heurté à des voitures qui marchaient à une allure désordonnée, à des bandes de fuyards,

(1) Général JARRAS, *Souvenirs*, p. 125.
(2) *Papiers des Tuileries*, t. I[er], p. 43.

à des cavaliers affolés. On crut qu'il s'agissait d'une panique de conducteurs et de cantiniers. « Ralliez votre convoi, dit Jarras au sous-intendant, et dirigez-le vers le 6ᵉ corps qui, à coup sûr, a gardé ses positions (1). » A ce moment survint le commandant Caffarel, aide de camp de Canrobert. Il annonça tout : l'aile droite débordée, Saint-Privat perdu, la retraite qui dégénérait en fuite. D'autres messagers suivirent de près : c'était le capitaine de la Tour du Pin qui venait du 4ᵉ corps; c'était le colonel Lonclas. Le maréchal, voulant, paraît-il, travailler, avait recommandé qu'on ne le dérangeât pas. Devant la gravité des nouvelles, Jarras força la consigne. Ce qui eût dû consterner le commandant en chef le laissa impassible. La veille, le matin même, il avait fait étudier par le colonel Lewal des positions qui ramenaient l'armée sous le canon de Metz. Les ordres avaient été préparés : on s'y conformerait de suite au lieu de surseoir jusqu'au lendemain. Ainsi parla le maréchal, soit par inconscience ou incroyable aberration, soit par espoir de pallier la défaite en paraissant ne pas la ressentir : «Ne vous désolez pas», dit-il au commandant Caffarel comme s'il se fût agi d'un échec négligeable. Cependant, au 4ᵉ corps, le capitaine de la Tour du Pin avait laissé les choses moins désespérées. Il osa prononcer les paroles qui relèveraient les cœurs. «La division Lorencez, dit-il, a gardé ses emplacements : à côté de nous, le 3ᵉ corps tient ferme et vient de nous envoyer du secours. » Puis, avec sa belle et généreuse vaillance, il ajouta : « La bataille n'est pas perdue, elle est à recommencer demain. » A ces mots Bazaine sursauta, et prompt à calmer les ardeurs comme d'autres à les allumer : « Il ne s'agit pas de cela, interrompit-il; vous deviez rétrograder demain; le seul changement, c'est que vous rétrograderez dès ce soir (2). »

Toute la nuit, les troupes s'écoulèrent, descendant les ravins qui ramènent vers Metz. Le 6ᵉ corps se rallia à Woippy. Le 4ᵉ s'arrêta, le matin du 19, à Lorry. Lebœuf, quoique intact jusque-là, se trouvait découvert par la retraite de Can-

(1) Général JARRAS, *Souvenirs*, p. 127, 128.

(2) Procès Bazaine; dépositions Caffarel et la Tour du Pin (audiences des 25 et 27 octobre 1873).

robert, par celle de Ladmirault. A une heure et demie du matin, il reçut l'ordre de se replier. Il fit filer ses troupes par le vallon de Châtel et vint appuyer sa gauche aux villages de Sey et de Lessy tandis que, par sa droite, il se reliait au 4ᵉ corps. Frossard, quoique ayant repoussé toutes les attaques, fut lui-même entraîné dans le mouvement rétrograde, et, le 19, s'installa entre Longeville et le Mont-Saint-Quentin. La Garde s'établit à l'est de Plappeville. Pendant que s'achevait le grand recul, Bazaine complétait, par un rapport à l'Empereur, ses dépêches de la veille. Il annonçait que « l'armée s'était battue toute la journée sur les positions de Saint-Privat-la-Montagne à Rozérieulles et les avait conservées ». Puis il ajoutait en des termes d'une ambiguïté voulue : « Les 4ᵉ et 6ᵉ corps ont fait vers neuf heures du soir un changement de front, l'aile droite en arrière, pour parer à un mouvement tournant par la droite que des masses ennemies tentaient d'opérer à l'aide de l'obscurité. » La partie étant perdue, Bazaine s'appliquait à en dégrader l'importance, à en diminuer l'enjeu. Par une désignation adoucie, savamment équivoque, la bataille que la postérité nommera *bataille de Saint-Privat* serait appelée par lui *défense des lignes d'Amanvillers*.

Il dépendait encore du maréchal de voiler sa défaite; il ne lui appartenait plus de conjurer son destin. Ce qu'il y avait de précaire en sa condition se marquerait par le sort même de la dépêche qu'on vient de rapporter. La bataille était à peine finie que les coureurs de la cavalerie saxonne, se portant jusqu'à Uckange, avaient détruit le télégraphe et la voie ferrée entre Metz et Thionville. Douze ou quinze heures plus tard, un détachement de pionniers, parti en voiture d'Auboué, enleva les rails, coupa les fils sur la ligne des Ardennes à trente kilomètres au nord-ouest de Briey. Quand Bazaine voulut transmettre son rapport, les communications étaient rompues.

M. de Moltke n'avait embrassé que par degrés toute l'étendue de son succès. Il ne doutait guère qu'une nouvelle bataille ne dût se livrer : pendant toute la nuit, les Prussiens demeurèrent en face d'Amanvillers, en face des fermes en flammes, se tenant à distance, presque craintivement, comme dans une

lutte suspendue, mais non décidée. Le jour qui se levait éclaira non les préparatifs d'un nouveau combat, mais la retraite des dernières colonnes qui disparaissaient vers Metz. Alors le chef de l'état-major allemand sentit se fondre ses dernières inquiétudes, et devant notre ligne dégarnie qui n'était plus jalonnée que de blessés et de cadavres, il comprit qu'il tenait sa proie.

Il ne suffisait pas de rabattre les Français sous Metz; il importait de hâter par la marche vers Paris le triomphe final. Loin de se reposer dans la victoire, M. de Moltke imagina incontinent une combinaison nouvelle qui compléterait les avantages de la Prusse. La première et la deuxième armées, avec tous leurs corps réunis et leurs divisions de cavalerie, représentaient, défalcation faite des non-combattants, une force réelle de plus de 270,000 hommes. Il parut qu'on pouvait sans imprudence ne point consacrer la totalité de ces effectifs au blocus de Metz. Sans qu'une minute se perdît, une décision royale régla, dès le 19 août, la répartition des contingents allemands : la Garde, les XIIe et IVe corps, les 5e et 6e divisions de cavalerie furent réunis en une armée nouvelle ou subdivision d'armée qui fut confiée au prince royal de Saxe et que plus tard on désignerait sous le nom, tantôt de *quatrième armée,* tantôt d'*armée de la Meuse.* Ces corps ainsi groupés rejoindraient la troisième armée, dite *armée du Prince royal,* et combineraient leur action avec elle. L'objectif commun serait de marcher sur Paris et subsidiairement de barrer le chemin à toute armée de secours qui essaierait de délivrer Bazaine. Le reste des forces allemandes, placé sous le commandement supérieur du prince Frédéric-Charles, serait affecté à l'investissement. Tandis que la nouvelle armée acheminait vers l'ouest ses premières colonnes, les tâches se réglaient pour le blocus. Le VIIe corps se fixait au sud de la ville; le VIIIe s'étendait jusqu'à la ferme de Moscou; le IIe garnissait les collines, de Moscou à Saint-Privat; au nord de Saint-Privat, le Xe corps, remplaçant les Saxons, prolongeait ses emplacements au delà de Roncourt et jusque vers la Moselle. En arrière, le IIIe et le IXe corps, partagés entre la ferme de Caulre, Saint-Ail, Sainte-Marie-aux-Chênes, formaient

seconde ligne. La rive droite, moins exposée, était gardée par le 1er corps, la 3e division de réserve, la 3e division de cavalerie (1).

Le 20, ces dispositions étaient achevées, et cette journée serait la première de l'investissement. La Prusse achevait de cueillir les fruits de son intense effort. Six jours auparavant trois routes s'offraient à nous pour échapper de Metz, celle de Mars-la-Tour, celle de Conflans, celle de Briey. Le 16, nous avions, par la bataille de Rezonville, perdu la route de Mars-la-Tour. Le 17, notre retraite avait laissé l'ennemi maître de la route de Conflans. Le 18, la bataille de Saint-Privat avait fermé la route de Briey.

XXII

Ainsi se terminait, après cinq jours de marches et de manœuvres, après trois grandes batailles, le duel entre les deux armées. L'histoire n'offre rien de plus mémorable. Le prix de la victoire ou de la défaite était la France. Des deux parts, le nombre des combattants se proportionnait à l'enjeu. Là-bas, la France avait amené ce qu'elle avait de meilleur, l'Allemagne ce qu'elle avait de plus vaillant : dans le camp allemand, le roi, M. de Moltke, les princes prussiens, et tous ces autres princes que Sadowa avait enchaînés à la fortune prussienne; parmi nous, les soldats de Malakoff, de Magenta, de Solférino, et pour conduire les troupes, trois maréchaux de France. La ville autour de laquelle se livrait le combat était l'une des plus fameuses parmi les forteresses de l'Europe, et le patriotisme français aimait à l'appeler Metz l'inviolée. Par une singularité fort rare dans les fastes militaires, chacun des adversaires, soit à Mars-la-Tour, soit à Saint-Privat, combattait face à son propre pays, et le grand espoir des Français

(1) *La Guerre franco-allemande*, t. II, p. 885 et suivantes.

serait, non d'envahir le territoire ennemi, mais de retrouver la patrie. Des méthodes de guerre toutes nouvelles s'inauguraient, en sorte que la même lutte, qui changerait toute la politique, déconcertait aussi toutes les pratiques militaires consacrées par le temps. La solennelle horreur des choses s'accroissait par le tribut que la mort avait prélevé sur les deux armées. On connaît les pertes de Borny et Rezonville. Celles de Saint-Privat s'élevaient pour les Français à plus de 12,000 hommes tués, blessés, disparus (1). Les Allemands, bien plus meurtris, comptaient plus de 5,000 hommes tués, plus de 14,000 blessés (2). Quand la garde royale prussienne dut rallier le prince de Saxe, elle fut contrainte de retarder son départ jusqu'au lendemain, tant elle avait grande besogne d'enterrer ses morts!

Dans la littérature née de la guerre, on a parfois désigné sous le nom de trilogie de Metz la suite des trois batailles où notre armée sombra. On retrouve quelque chose du drame antique dans les fautes mêlées de fatalités qui rendirent vaines toutes les vaillances, trompeurs tous les espoirs. Pendant cinq jours, du 14 au 18 août, on approche du succès, on y touche, on va le saisir, et voici qu'il échappe. A Borny, on peut, en poussant à fond la bataille, s'assurer l'avantage ou, en la refusant, gagner un jour pour la retraite : on combat, point assez pour vaincre, juste assez pour perdre les heures. Entre temps l'incomplet emploi des routes provoque la confusion, la lenteur dans la marche : c'est la part de l'imprévoyance. Puis une crue retarde l'achèvement des ponts : c'est la part de la mauvaise fortune. Cependant, soit arrière-hésitation, soit incurie, les points de passage en amont de Metz restent intacts et comme tout préparés pour l'ennemi. Le 16, à Rezonville, la bataille s'engage. Jamais tragédie forgée par l'art n'égala cette tragédie vécue. Par une chance trop rare, la supériorité numérique nous appartient. Pendant plusieurs heures, on tient l'avantage : Ladmirault touche à Mars-la-Tour; au delà

(1) Rapport du maréchal Bazaine sur la défense des lignes d'Amanvillers. (*Revue d'histoire*, juin 1904, p. 660).

(2) *La Guerre franco-allemande*, t. II, annexes, p. 200.

c'est le plateau vide d'ennemis et, pour l'armée déjà à demi captive, la liberté couronnée par la victoire. L'occasion est négligée; la nuit tombe sur le dénouement incertain; et plus tard, en ces lieux fameux, on pourra, sur l'un des monuments commémoratifs de la bataille, graver ces mots du prince Frédéric-Charles : « Dans les combats, le véritable vaincu est celui qui croit l'être. » Pouvait-on combattre le lendemain? On pouvait du moins conquérir par l'évasion le salut. Si la route de Conflans est trop exposée aux attaques de l'ennemi, la route de Briey demeure libre. Au lieu d'avancer, on recule vers Metz. Le 18, les choses bien gâtées laissent les chances bien fragiles. Moltke a réuni ou tient à proximité tous ses corps d'armée, hormis le Ier et le IVe, en sorte que les forces adverses sont presque doubles des nôtres. Pourtant, quand, dans la matinée, les colonnes allemandes s'allongent et défilent devant nos troupes immobiles, est-il impossible de fondre sur elles et de les couper? Quand, au milieu du jour, Manstein, par un engagement prématuré, amène sous les canons, sous les chassepots de Ladmirault, ses effectifs incomplets, est-il chimérique de croire qu'une offensive hardie puisse changer en désordre un commencement de confusion? Le jour décline. Sur les pentes dénudées qui montent de Sainte-Marie-aux-Chênes, la garde s'avance, téméraire autant qu'intrépide. Elle se fond sous les balles, et ce qui reste à Canrobert de canons se fatigue de tirer. Que les batteries de la réserve viennent couronner les hauteurs de Saint-Privat, que Bourbaki, déjà au *Gros-Chêne,* accoure avec ses grenadiers, et des magnifiques régiments du roi Guillaume rien n'échappera à l'immolation. La Prusse a des réserves : derrière la Garde, le Xe corps; derrière le IXe corps, le IIIe. Mais l'un et l'autre sont encore loin, sont encore tout meurtris de la bataille du 16, et peut-être la fortune, au moment où tout semble compromis, nous réserve-t-elle une chance inespérée.

Souvent dans l'histoire, la grandeur des choses devient plus saisissante par la petitesse des hommes. Ce qu'il y eut ici de petitesse s'incarne dans Bazaine. Ce chef si misérable à la tête d'une si grande armée sera pour l'avenir un éternel sujet

d'étonnement. On a prétendu que, dès cette époque, il voulait, en gardant son armée dans Metz, se réserver pour l'heure où, tout étant usé hormis lui-même, il serait l'arbitre nécessaire dans la patrie désemparée. J'ai peine à croire que le maréchal ait été assez l'ennemi de sa renommée pour livrer des batailles sans vouloir vaincre. Si je ne me trompe, les intrigues ne se développèrent que plus tard quand la chute de l'Empire, en rendant le pouvoir vacant, eut autorisé, paru autoriser les calculs de la politique. Autant qu'on peut pénétrer ces obscurités, c'est dans les événements, c'est dans la nature même de l'homme qu'il faut chercher l'origine des aberrations que la France paya si cher. En saisissant le commandement, Bazaine avait hérité d'un plan qui n'était pas le sien. Un homme de génie eût brisé le plan et, à tous risques, imposé ses vues. Un militaire d'esprit discipliné eût mis son abnégation à mener à bien ce qu'il n'avait pas conçu. Bazaine n'avait ni le génie qui domine, ni la vertu qui s'efface. Il ne fut que l'exécuteur maussade, découragé par avance, du dessein qu'il s'était approprié sans y croire. Il mit son habileté à être obéissant juste assez pour ne point paraître rebelle. Sa finesse, qui était grande et poussée, disait-on, jusqu'à la rouerie, lui faciliterait de jouer ce personnage, en sorte que ses qualités, toutes de second ordre, loin de servir le bien public, ne feraient que masquer les détours de sa pensée. Avec les apparences de la souplesse, il accepta tout de son prédécesseur, même un chef d'état-major qui ne lui plaisait point, et, sans le congédier, se contenta de le rendre inutile. Puis il fut tout en demi-volontés, et cela dans une entreprise qui ne valait que par la volonté, je veux dire une volonté inébranlable de vaincre et de passer. Sa conduite offrit le plus singulier mélange d'une docilité qui exécutait la retraite et d'une mollesse sceptique qui énervait, au fur et à mesure, tout ce qu'il préparait. L'obéissance marqua la route pour le départ : l'inertie négligea de reconnaître ou de préciser les chemins. Cet homme qui avait été, qui était encore vaillant soldat, ne laissait pas que d'avoir ses retours d'ardeur; alors il s'indignait de reculer et rêvait, suivant ses propres expressions, quelque

coup de boutoir dans le flanc de l'ennemi. Ce n'était chez lui qu'un accès, et il revenait au plan général, mais avec un surcroît de répugnance et de bouderie, en sorte que tout, même ses passagers instincts d'audace, tournaient contre lui et contre nous. L'Empereur partit : Bazaine respira, mais en ambitieux impuissant qui ne sait que mal obéir. La bataille de Rezonville s'engagea. Pour le commandant en chef, l'épreuve était fort au-dessus de son génie. Comme les troupes inexercées cherchent l'abri des murailles, ses regards cherchaient Metz et la précaire protection de ses remparts. Vers l'ouest, les grands espaces sans abri le rejetaient, comme de crainte, en arrière, et il ressentait cette impression des faibles qui, en face du vide, frissonnent. Justement il apprit que des troupes ennemies remontaient d'Ars et paraissaient menacer sa gauche. A l'affût d'un prétexte pour ne point oser, il se jeta sur l'information et, l'adaptant incontinent à ses timidités, entassa vers Gravelotte les forces qui eussent ouvert les routes de l'ouest. On sait le reste, l'occasion perdue, la marche du 17 et le retour. — Jusqu'ici cette conduite, pour extraordinaire qu'elle soit, souffre des atténuations : le maréchal avait pris une situation déjà bien gâtée : la grandeur des conjonctures était telle que, suivant l'expression de Canrobert, il eût fallu, pour triompher, Turenne. Ces considérations sont vraies, quoiqu'il y ait plusieurs façons d'échouer, et surtout plusieurs manières de n'être point Turenne. — En revanche, l'inertie du 18 déroute toutes les explications. Le maréchal jugea-t-il sans importance un combat qui, même défavorable, ne ferait que provoquer un recul d'ores et déjà résolu? Fut-il tellement rassuré par la résistance du 2e, du 3e corps, qu'il crut superflue toute sollicitude pour Amanvillers, pour Saint-Privat? Estima-t-il le succès impossible et espéra-t-il, en ne se montrant pas, en ménageant les ordres, en les revêtant de formes volontairement ambiguës, répartir entre ses lieutenants et détourner de lui-même la responsabilité de l'échec? Entre toutes les appréciations, le plus indulgente est celle que je trouve sous la plume d'un des aides de camp du maréchal : « Le commandant en chef, dit cet officier, ne dut pas se

douter de la gravité de la bataille (1). » Ces paroles sont d'un subordonné correct qui se refuse à se faire accusateur. La justice sévère de l'avenir n'acceptera ce jugement qu'à la condition de le compléter. Elle ajoutera que, si Bazaine ne connut point la vérité, c'est que, jusqu'au bout, il fit tout ce qu'il fallait pour l'ignorer.

Cependant l'Allemagne était à la fois triomphante et désolée. Aux dépêches qui publiaient ses grandeurs avaient succédé les messages qui énuméraient les morts. Dans la petite maison de Rezonville où il passa la nuit de Saint-Privat, puis à son quartier général de Pont-à-Mousson, le roi connut à quel prix Dieu lui dispensait la victoire. Tous les témoignages attestent qu'il fut bouleversé. L'impression se grava par le rang des victimes qui, dans les régiments de la Garde, appartenaient aux plus grandes maisons de la monarchie. Gagné par l'émotion commune, Bismarck disait à ses familiers : « Demain il n'y aura pas dans la noblesse prussienne une seule famille qui ne prenne le deuil. » L'Allemagne résolut de consacrer les lieux où tant de braves étaient tombés. Ce qui fut champ de bataille est aujourd'hui cimetière, et si tous les autres témoignages disparaissaient, on pourrait par l'emplacement des sépultures recomposer les combats. A Vionville, à Flavigny, à la lisière du bois de Tronville, les soldats du IIIe, du Xe corps ont leurs monuments. La brigade Bredow a le sien près de la Voie romaine. Dans le ravin de la Mance, un clairon coulé en bronze semble encore appeler au combat les chasseurs rhénans. Dans le bois de la Cusse, aux abords du chemin de fer sont les pierres sépulcrales des Hessois. Sur les pentes d'Amanvillers et de Saint-Privat, des tombes, d'une magnificence un peu trop fastueuse, évoquent pour la postérité la grande immolation de la Garde. Si à l'ouest du plateau, on suit la frontière, on remarque que le tracé se rapproche ou s'éloigne suivant un dessin bizarre que le caprice seul semble avoir inspiré. C'est que le vieux roi a voulu, autant qu'il l'a pu, englober dans la patrie allemande les lieux où

(1) Colonel FAY, *Journal d'un officier de l'armée du Rhin,* p. 108.

reposaient ses soldats. Une fierté farouche autant qu'un regret pieux a suggéré cette profusion d'hommages posthumes. Il y a quelque chose de provocant dans ces deuils. Avec leurs inscriptions, leurs statues, leurs emblèmes, ces tombes tournées contre la France semblent la menacer encore. Comme les forts, comme les chemins stratégiques, comme les flots d'immigrants qui arrivent de Prusse, ces morts gardent le sol. L'ayant acheté de leur sang, ils en semblent les maîtres et, du fond de leurs orgueilleux sépulcres, proclament une conquête aussi durable que l'éternité de leur repos.

Dans ce vaste cimetière où dominent partout les aigles allemandes, quelques croix éparses marquent les sépultures françaises. Elles sont rares, modestes, et semblent comme égarées dans ce qui fut la patrie. Le principal monument érigé dans la campagne de Metz s'élève à Sainte-Marie-aux-Chênes, à la mémoire des soldats du 94e de ligne. Comme si l'inimitié des deux races fût plus forte que le trépas, notre pays a mieux aimé emporter les reliques des siens que de les laisser en terre usurpée. On a vu là-bas une sorte d'émigration des morts. Dans le village conservé de Mars-la-Tour, un monument s'est élevé, puis l'église est devenue chapelle funéraire. C'est là que la France a rassemblé ce qu'elle a pu des restes de ses enfants.

Il y a loin de ces témoignages à la profusion magnifique des mausolées allemands. Peut-être a-t-on pensé que trop de faste contrasterait avec notre précaire fortune; peut-être aussi une délicatesse toute française a-t-elle jugé que la vraie douleur gagne à ne pas s'étaler. Heureusement la valeur ne se mesure point à la splendeur des souvenirs qui la consacrent. En parlant de l'armée de Metz, il a fallu énumérer les lourdes fautes de celui qui la commanda. Les aberrations du conducteur n'ôtent rien à la vaillance des soldats. En ces jours d'août, l'armée fut vaincue, mais après de telles prouesses qu'un sentiment de fierté domine la douleur. Les combats du 4e corps aux abords du fond de la Cuve et du bois de Tronville, la défense de Sainte-Marie-aux-Chênes, la résistance de la ferme Saint-Hubert, la lutte devant Amanvillers forment autant

d'épisodes que la postérité n'oubliera pas. Quant aux suprêmes efforts de Saint-Privat, le souvenir en sera durable autant que la France elle-même. L'admiration s'accroît de tout ce que le malheur ajoute au courage. Quand on parcourt ces champs de bataille, tout encombrés des trophées ennemis, les yeux se reportent, non sur les vainqueurs, un peu trop superbes pour émouvoir, un peu trop saturés de leurs propres louanges; non même sur ceux des nôtres que soutenait l'émulation de la récompense ou de la renommée; mais sur ces héros inconnus qui, sans grand espoir, mais sans peur, ont succombé pour sauver ou reconquérir tout ce que l'inertie d'un chef coupable avait mis en perdition. C'est vers les plus humbles que la pensée s'incline, vers la multitude obscure des sacrifiés, vers ceux que la patrie, dans le même langage que celui de l'Église, appelle l'armée des martyrs; vers cette foule anonyme que le monde n'a point connue, qu'il ne connaîtra jamais, et envers qui Dieu seul peut acquitter la dette impayée ici-bas. Le jour des Morts, dans les paroisses de nos campagnes chrétiennes, quand le prêtre célèbre la commémoration des défunts, il descend de nom en nom depuis les plus notables jusqu'aux plus chétifs; puis, quand la liste funèbre est close, il recherche le plus abandonné, le plus déshérité, et il ajoute à l'intention de ceux dont la mémoire serait perdue : *Prions pour l'âme la plus délaissée*. Que cette prière soit la nôtre. Entre tous ceux qui, dans les batailles qu'on vient de raconter, donnèrent leur sang, que notre hommage aille de préférence aux plus délaissés, à ceux qui n'ont reçu aucune récompense des hommes, qui, dans le souvenir même de leurs proches, ne représentent plus qu'une image effacée, mais dont Dieu, qui couronne le sacrifice et répare les oublis, a gravé le nom dans le Ciel.



LIVRE XLII

LE CAMP DE CHALONS

SOMMAIRE : I. — Le lendemain de Frœschwiller ; le 1er corps à Saverne : quelle grande confusion naît de la défaite. — Passage des Vosges : arrivée à Sarrebourg (8 août). — Le 5e corps : comment il est entraîné dans la retraite du 1er corps : quels ordres contradictoires arrivent de Metz. — Comment se poursuit la retraite : le 1er corps ; le 5e corps. — Sort du 7e corps. — Concentration générale vers Châlons.

II. — Le camp de Châlons : en quel désordre tout y reflue : dangers de toute sorte : ferments d'indiscipline : aucune défense contre l'ennemi. — Dépêche du général Schmitz au ministre de la guerre. — Arrivée au camp du général Trochu.

III. — L'Empereur : son voyage ; son arrivée au camp de Châlons (16 août). — Comment sont rassemblés en ces lieux plusieurs des principaux acteurs de la politique et de la guerre : le prince Napoléon : Mac-Mahon : Trochu. — Quel entretien s'engage autour de l'Empereur et comment cet entretien se transforme en véritable conseil : incidents divers : quels graves objets sont débattus ; quelles résolutions sont adoptées (17 août). — Départ du général Trochu, nommé gouverneur de Paris.

IV. — Le gouvernement de la Régence ; quelles pensées secrètes y dominent : l'Impératrice et le général de Palikao. — Comment la première nouvelle des résolutions prises à Châlons éveille au plus haut degré le déplaisir de l'un et de l'autre. — Le général Trochu : entrevue avec l'Impératrice : Trochu et le ministre de la guerre. — La nomination du général est insérée au *Journal officiel* (18 août).

V. — Le camp de Châlons après le départ du général Trochu. — L'Empereur : comment il demeure au milieu de l'armée. — Mac-Mahon : ses terribles perplexités ; avec quelle anxiété il attend les nouvelles de Bazaine. — Messages venus de Metz ; rapport du commandant Magnan ; dépêches transmises par Bazaine le jour de la bataille de Saint-Privat. — Interruption des communications télégraphiques avec Metz (19 août). — Palikao ; avec quelle ardeur il pousse Mac-Mahon vers Bazaine. — Mac-Mahon ; ses indécisions. — Comment le camp de Châlons semble lui-même menacé. — Départ de l'armée pour Reims (21 août). — M. Rouher au quartier général

de l'Empereur : conseil tenu à Courcelles-les-Reims : comment la retraite vers Paris semble définitivement adoptée. — Dépit et colère de Palikao : sa dépêche (22 août). — Comment, dans l'intervalle, une dépêche de Bazaine, expédiée par émissaire, ramène derechef vers Metz les pensées de Mac-Mahon : nouveau message de Bazaine, et par quelle cause inexpliquée Mac-Mahon ne connaît point ce nouveau message. — Comment la marche vers l'est est enfin décidée.

I

Les batailles du 6 août avaient violemment séparé l'une de l'autre l'armée de Bazaine et l'armée de Mac-Mahon. On vient de raconter le sort de Bazaine. Il faut maintenant remonter de dix jours en arrière et rapporter ce qu'il advint de Mac-Mahon.

Le 7 août, dès deux heures du matin, les habitants de Saverne avaient été réveillés par les pas des chevaux et le cliquetis des armes de la cavalerie : les premiers qui arrivèrent furent les lanciers; les hussards, les cuirassiers suivirent, et enfin les chasseurs, qui avaient été retenus par l'encombrement, à la sortie de Niederbronn (1). A partir de quatre heures et sur la même route qui était celle d'Ingwiller, on distingua de nombreuses troupes d'infanterie. Quelques bataillons gardaient une contenance assez fière; mais la plupart étaient éparpillés par petites bandes, tantôt hâtant le pas par crainte, tantôt s'attardant sous l'excès de la fatigue. Beaucoup avaient perdu leurs sacs, leurs effets, leurs ustensiles : aucun ordre, mais tout le désarroi, tout le morne hébétement de la défaite. De temps en temps des voitures coupaient les piétons et, avec tout l'égoïsme des grands périls, rejetaient les hommes sur les bas-côtés du chemin. Sur le pas des portes, les paysans se hasardaient à interroger les fuyards. La seule réponse était un silence plein d'accablement ou quelques mots effarés qui propageaient l'épouvante. L'héroïsme

(1) *Historique du 11e régiment de chasseurs.*

n'a qu'un jour, et quand le succès a trahi l'effort, les courages se dépriment dans la proportion même où ils se sont exaltés. Qui eût reconnu dans ces débris les superbes, les sublimes régiments de Frœschwiller?

A l'entrée de la ville, les officiers d'état-major allèrent au-devant des soldats, les reconnurent d'après le numéro de leur collet, essayèrent de les rallier par régiments. Dans les prairies de Saverne on procéda à une sorte d'appel. La moitié à peine répondit. Heureusement tous ceux qui manquaient n'étaient point perdus. Après la défaite plusieurs fractions du 18ᵉ, du 96ᵉ, du 78ᵉ de ligne ainsi que du 1ᵉʳ tirailleurs s'étaient engagées sur la route de Bitche. Ducrot, avec une portion de ses hommes, avait pris le chemin de la Petite-Pierre. Beaucoup d'isolés, sous la terreur des poursuites, s'étaient dispersés par toutes les voies forestières. Enfin quelques détachements s'étaient écoulés vers Haguenau et de là vers Strasbourg (1). Cependant le Iᵉʳ corps avait attiré à sa suite l'une des brigades de la division Guyot de Lespart, la brigade de Fontanges (2). Dans l'étape qui venait de s'achever, celle-ci, poussant devant elle les traînards, avait formé l'arrière-garde. Il était dix heures du matin quand elle atteignit Saverne.

Il fallait nourrir cette multitude. Les approvisionnements manquaient. Il en arriva de Phalsbourg et aussi, par le chemin de fer, de Sarrebourg. Dans l'entre-temps, les gens de Saverne avaient donné généreusement ce qu'ils avaient. Les deux tiers des hommes avaient perdu leurs marmites. On s'accommoda, comme on put, de ce qui restait. Puis les soldats s'affaissèrent sous une lassitude sans nom : toute la nuit, ils avaient marché; toute la journée de la veille, ils avaient combattu; et la nuit précédente, un violent orage avait abrégé leur sommeil.

Tandis qu'à la fatigue succédait ce repos précaire et accablé, Mac-Mahon veillait, au milieu de tous les embarras, de tous les à-coups de la défaite. Il n'avait ni biscuit, ni vivres

(1) Voir *Revue d'histoire*, septembre 1902, p. 590.
(2) 5ᵉ corps.

de campagne, ni objets de campement. La plus grande pénurie était celle des munitions : telle avait été la consommation de la bataille que, dans certaines compagnies, il ne restait que cinq ou six cartouches par homme. Le maréchal demanda aide à Canrobert, qui promit, en secourable frère d'armes, d'envoyer ce qu'il pourrait. Puis il télégraphia à Metz au major général, à Paris au ministère de la guerre (1). Cependant le principal souci était l'itinéraire de la retraite. Mac-Mahon s'était flatté d'abord de garder la ligne des Vosges. L'état de son armée, trop désorganisée pour une lutte nouvelle, rendait chimérique cet espoir. La conduite la plus habile eût peut-être été de rétrograder vers le sud, sous la double protection de la Zorn et du canal de la Marne au Rhin, puis d'attirer à soi le 7e corps : de la sorte, on eût menacé de flanc l'ennemi, et défendu, quoique indirectement, la route de Paris. Tel est du moins le plan qui a été, après coup, préconisé. Très pénétré de sa détresse, le maréchal songea surtout à mettre une grande distance entre l'armée victorieuse et ses troupes affaiblies : « Je résolus, a-t-il écrit plus tard, de regagner le camp de Châlons; là je pourrais me réorganiser, recevoir les réservistes qui ne m'avaient pas encore rejoint et me pourvoir des effets qui me manquaient (2). »

Comme la poursuite paraissait suspendue, on jugea que l'exécution pourrait être retardée jusqu'au lendemain matin. Mais vers quatre heures et demie du soir, les vedettes signalèrent au nord de Steimbourg une nombreuse cavalerie accompagnée d'artillerie. Des voyageurs, arrivant de Strasbourg par le chemin de fer, confirmèrent cet avis (3). De Saverne on crut distinguer de gros nuages de poussière comme ceux que soulèvent les colonnes en marche. Sur ces nouvelles, sur ces indices, on se persuada que les Allemands se préparaient à nous aborder, peut-être à couper notre ligne

(1) Voir télégrammes du 7 août (*Revue d'histoire*, septembre 1902, p. 646-647).
(2) Extrait des *Souvenirs du maréchal* DE MAC-MAHON.
(3) Général BONNAL, *Frœschwiller*, p. 456.

de retraite (1). Précipitamment le départ fut décidé; et, après un court repos plus propre à exaspérer qu'à détendre la lassitude, les hommes, secouant leurs membres raidis, se remirent en route sous le jour déclinant.

On se dirigea vers Sarrebourg. La plus grande partie de l'infanterie emprunta la voie ferrée qui, tantôt côtoyant la Zorn, tantôt se poursuivant par de nombreux tunnels, perce en cet endroit le massif des Vosges. L'artillerie et les bagages, protégés par la brigade de Fontanges et par un régiment de chasseurs à cheval, suivirent la route qui monte vers Phalsbourg et redescend sur l'autre versant de la chaîne. La division Lhériller (ancienne division Raoult), trompée par une indication fausse, s'engagea pareillement sur le même chemin (2). Vers onze heures et demie, un épouvantable orage éclata. Épuisés par la fatigue et la faim, troublés par la vision angoissante de la défaite, cavaliers et fantassins subissaient toutes sortes de terreurs, celle des ténèbres, celle des bois et des montagnes, celle de l'ennemi. A l'aube les premières colonnes atteignirent Sarrebourg.

Au malheur se joignit une regrettable incurie. Une prévoyance, même fort ordinaire, commandait de rendre impraticables, en arrivant sur le versant occidental des Vosges, les tunnels du chemin de fer entre Sarrebourg et Saverne, c'est-à-dire les passages qui faciliteraient l'invasion ennemie. Le projet fut suggéré, à ce qu'on assure (3), à Mac-Mahon par le général La Brettevillois, commandant le génie du 1er corps. Les fourneaux de mine étaient préparés. Dans l'arrière-espoir de ressaisir l'offensive, le maréchal résolut d'attendre. La ligne demeura donc intacte. Quelques jours plus tard, les ordres du ministre de la guerre prescriraient la destruction. Il ne serait plus temps, et l'ennemi aurait déjà pris possession de la voie (4).

(1) Journal de marche du 1er corps d'armée. — Notes dictées à Wiesbaden par le maréchal Mac-Mahon.
(2) *Revue d'histoire*, septembre 1902, p. 594.
(3) Voir *Wissembourg, Frœschwiller*, par le commandant DE CHALUS, p. 165.
(4) Voir JACQMIN, *les Chemins de fer pendant la guerre*, p. 135 et 324.

Dans l'industrie, une ruine ne va guère sans provoquer d'autres ruines. Il en est de même dans les armées. Mac-Mahon vaincu entrainerait dans sa retraite Failly, qui n'avait pas combattu. A Sarrebourg, dans cette journée du 8 août, le maréchal vit ariver à lui le 5e corps.

L'histoire de ce corps fut l'une des grandes tristesses d'une époque où les tristesses abondent.

Failly avait passé à Bitche la journée du 6 août. Son regard flottait incertain entre toutes les choses qu'il se jugeait appelé à protéger. Dans la direction de Niederbronn on avait entendu le canon. Sous cet avertissement, il avait envoyé à la division Guyot de Lespart l'ordre de se hâter vers le lieu du combat. Dans l'après-midi, le commandant du 5e corps avait reçu une dépêche, bien propre à accroître en son esprit la perplexité. Lebœuf lui mandait que le chemin de fer était coupé entre Sarreguemines et Bitche, que le général Frossard et le maréchal Bazaine étaient attaqués : « Tenez-vous sur vos gardes », ajoutait le major général. Le danger n'était donc pas seulement à droite, du côté de la Sauer, mais aussi à gauche, du côté de la Sarre. Plus que jamais Failly s'était affermi dans la pensée de se pourvoir à deux fins, ce qui était le moyen le plus sûr de ne secourir personne, et de se perdre par surcroît. Il en était là quand, vers six heures et demie, un télégramme lui parvint du chef de gare de Banstein et qui contenait ces simples mots : « L'ennemi à Niederbronn; tout est en déroute. » Dans le même temps, divers avis confirmèrent la fatale nouvelle. Une crainte terrible domina aussitôt Failly, celle d'être tourné ou coupé. En hâte il convoqua en conseil les généraux, les chefs de service. Devait-on accepter le combat sous le fort de Bitche? Convenait-il au contraire de suivre Mac-Mahon et de se retirer par la seule route restée libre, celle de la Petite-Pierre? Après un assez long débat, le second parti prévalut. On laissa à Bitche une petite garnison; pour alléger la retraite, on y abandonna même les bagages. A neuf heures du soir, la marche commença. On avait à traverser une région fort accidentée et couverte de forêts; la nuit était brumeuse; l'un des guides chargés de conduire les

colonnes s'égara; les voitures d'artillerie s'enfonçaient profondément dans le sol détrempé, et ce n'était qu'à force de bras qu'on parvenait à les retirer des ornières. Le 7 août, à neuf heures du matin, les premiers détachements atteignirent la Petite-Pierre. Le reste y arriva un peu plus tard. Aux alentours du fort bivouaquaient déjà les soldats de Ducrot. Bien que ceux-ci gardassent assez bonne contenance, leurs récits ne laissèrent pas que d'impressionner ceux qui n'avaient pas combattu. Le lendemain, dès quatre heures, la retraite se continua sous une pluie battante et par des chemins de traverse. Les réserves d'artillerie et du génie, les ambulances, les services auxiliaires gagnèrent Sarrebourg; le gros de l'infanterie fit halte à quelque distance de la ville, au village de Lixheim.

Autour de Sarrebourg s'opéra dans l'après-midi du 8 août une sorte de concentration générale. Là le 1er corps retrouva bon nombre de ceux qu'on croyait perdus : c'était Ducrot qui venait de la Petite-Pierre : c'étaient les isolés qui s'étaient enfuis par les sentiers des montagnes. A Sarrebourg était rassemblée pareillement la division Conseil-Dumesnil, du 7e corps, qui avait partagé les gloires et les infortunes de Frœschwiller. Enfin Failly venait de déboucher avec son corps, sauf une brigade, la brigade Lapasset, qui, laissée à Sarreguemines, avait reflué vers Metz. Cette jonction de nos effectifs nous rendrait moins vulnérables. En outre, nous avions depuis Saverne mis entre l'ennemi et nous la barrière des Vosges, et nous aurions quelques jours d'avance sur l'armée du Prince royal. Quelle que fût cette condition un peu moins précaire, Mac-Mahon jugea urgent de hâter, non de suspendre, le mouvement vers Châlons. Telles étaient les instructions de l'Empereur, instructions transmises la veille de Metz, et réitérées par télégramme dans la soirée (1). Devenu timide depuis sa grande défaite, le maréchal était d'ailleurs bien résolu à ne tenter de nouvelles chances qu'avec des forces complètement réparées. «Je ne puis avant quinze jours, répé-

(1) *Revue d'histoire*, septembre 1902, p. 649.

tait-il, conduire à l'ennemi mes troupes désorganisées et manquant de tout. »

Donc, le lendemain 9 août, la marche rétrograde continua. Elle continua pour Mac-Mahon; elle continua pareillement pour Failly qui, tour à tour subordonné ou soustrait à l'autorité du maréchal d'après les ordres changeants venus de Metz, suivrait désormais la fortune du Ier corps. L'approvisionnement des troupes exigeait qu'on utilisât plusieurs routes. Trois grandes colonnes furent formées : à droite, Failly, avec deux de ses divisions, se dirigea vers Rechicourt-le-Château; au centre, le Ier corps, avec la division Conseil-Dumesnil, prit le chemin de Blamont; à gauche, la division Guyot de Lespart, du 5e corps, inclinant vers le sud, s'orienta vers Baccarat. En avant marchaient les deux divisions de cavalerie Bonnemains et Duhesme, qui, par une singulière interversion des rôles, précédaient l'armée au lieu de la protéger et de la couvrir.

Cependant à Metz les plans se succédaient. Le 7 août, l'idée d'une retraite générale vers Châlons avait été presque adoptée. Le lendemain, une autre combinaison avait prévalu, à savoir celle d'une concentration sur Metz. Si on songeait à organiser la résistance autour de cette grande place, il importait d'y attirer les forces dispersées. De là le projet de laisser Mac-Mahon accomplir seul sa retraite vers Châlons, où il se réorganiserait, et de ramener vers la Moselle le 5e corps. Cette conception ne laissait pas que d'offrir de grands avantages. L'armée de Failly fournirait à l'armée de Metz un renfort de près de ving-cinq mille hommes : en outre, on pressentait, sans bien deviner l'étendue du danger, que le 5e corps, s'il était maintenu en contact avec le Ier, subirait, comme par contagion, les influences démoralisatrices nées de la défaite. Le 9 août, un officier d'état-major, le capitaine de France, fut envoyé par Lebœuf au général de Failly et le rejoignit à Réchicourt-le-Château. La dépêche dont il était porteur prescrivait au commandant du 5e corps de marcher, s'il était possible, en toute hâte sur Nancy et de se diriger de là sur Metz. A ce message Failly ne déguisa ni un grand trouble ni une

grande perplexité : dans la marche par Nancy, il craignait, disait-il, d'être pris de flanc par les Prussiens victorieux; avec ses troupes fatiguées par les étapes et les privations des derniers jours, il redoutait les suites d'un combat; puis, oubliant que la division Guyot de Lespart n'avait, à proprement parler, point combattu, il ajoutait, non sans inexactitude, qu'il n'avait que trois brigades intactes (1). Le lendemain, on sut que l'ennemi avait paru à Dieuze et à Château-Salins. Sur ces nouvelles, l'ordre primitif fut modifié, et Failly fut autorisé à gagner Metz, en passant, non par Nancy, mais par Toul. Le général ne serait fondé à enfreindre ces prescriptions que si l'ennemi le devançait avec des forces supérieures : en ce cas, il pourrait modifier sa route et incliner vers le sud-ouest, c'est-à-dire vers Langres. Bientôt le projet lui-même s'absorba dans les nombreuses variations du commandement et, la retraite vers Châlons ayant été définitivement résolue, un nouveau contre-ordre, adressé au commandant du 5e corps, lui prescrivit de poursuivre, sans s'en détourner, sa marche vers Paris.

Le mouvement rétrograde ne s'était interrompu ni pour Failly ni pour Mac-Mahon. Il se continuait au milieu de toutes sortes de contretemps pénibles. Une série de pluies, tout à fait extraordinaire en cette saison, détrempait les chemins et transformait en bourbiers les lieux où se dressaient les bivouacs. Pour les soldats du 1er corps, les souffrances étaient d'autant plus vives que la plupart manquaient d'effets de rechange, un grand nombre de sacs ayant été abandonnés à Frœschwiller. Le 5e corps n'était pas beaucoup plus heureux; car, dans l'imprudente précipitation de la retraite, les bagages, on s'en souvient, avaient été laissés à Bitche. Aux éclopés se mêlèrent d'assez nombreux malades, et il fallut former des trains spéciaux pour évacuer vers l'intérieur les indisponibles. La nécessité de se garantir contre les intempéries fit substituer aux bivouacs le système des cantonnements. Comme les vivres manquaient, on recourut aux réquisitions;

(1) Note adressée à la section historique de l'état-major de l'armée par M. le général de France. — Rapport de M. le capitaine de France. — Journal de marche du 5e corps d'armée, rédigé par le capitaine de Piépape.

les hommes, se relâchant de la stricte discipline, se procuraient par la maraude ce qui manquait. Un grand surcroît de confusion naissait de la pénurie des cadres, presque entièrement détruits dans les dernières rencontres. Ce désarroi se peint bien dans un ordre de Mac-Mahon qui prescrivit, à la date du 12 août, de réorganiser les compagnies de façon à ce que « chacune d'elles fût commandée par un officier ». A la même date, le maréchal, dans une proclamation à ses troupes, essaya de relever les âmes. Il rappelait que, dans la journée du 6 août, le nombre seul avait eu raison de la valeur française : aux pertes de son armée il opposait les pertes plus considérables de l'adversaire. « Si vous n'avez pas été suivis, ajoutait-il, cherchez-en la cause dans le mal que vous avez fait à l'ennemi. » Il annonçait la fin des épreuves et saluait l'espoir d'une éclatante revanche. Ces exhortations, tantôt étaient écoutées en un morne silence, tantôt provoquaient des commentaires sceptiques ou gouailleurs; et décidément les mauvais éléments gâtaient les bons. C'est au milieu de ces influences dissolvantes que se poursuivit la marche. Le 10, on avait atteint Lunéville. Le 11, le 12, le 13 août, les gîtes d'étape furent pour le 1er corps Bayon, Haroué, Gondrecourt; pour le 5e corps — fort séparé du 1er — Charmes et Mirecourt. Heureusement les voies ferrées qui convergeaient vers l'intérieur restaient encore intactes, et la Compagnie de l'Est avait assemblé tout son matériel disponible. Grâce à elle fut abrégé le voyage où nos contingents s'émiettaient. Elle recueillit le 14 à Neufchâteau les troupes de Mac-Mahon, le 17 à Chaumont celles de Failly, et, échelonnant les trains sur toutes les voies libres, les transporta en trois jours au camp de Châlons.

Les hasards de la guerre groupaient en deux grandes masses les forces françaises : à Metz, Bazaine; à Châlons, les vaincus de Frœschwiller, puis les soldats de Failly. Cependant, en ce repliement général de l'armée du Rhin, naguère déployée tout le long de la frontière, un seul corps gardait ses positions primitives : c'était le 7e corps qui, au milieu de l'universel désordre, semblait comme oublié aux confins de la haute Alsace.

Dans l'historique de ce corps on trouverait l'image abrégée des imprévoyances grandes et petites où toutes choses s'abimaient. Il avait été posté tout à l'extrême droite de l'armée, trop éloigné des autres forces combattantes pour fournir ou recevoir le secours. Trois semaines après la déclaration de guerre, il ne disposait que de deux divisions sur trois, et était privé de la moitié de sa cavalerie. De ces deux divisions, l'une, la division Conseil-Dumesnil, avait été envoyée, le 4 août, à Mac-Mahon. Une seule division, la division Liebert, était restée à Mulhouse, ainsi que quelques escadrons de hussards qui battaient à l'aventure la plaine du Rhin. A son quartier général, Félix Douay recueillait, un peu au hasard et sans pouvoir les contrôler, les avis des maires, des paysans, et aussi de quelques espions qui, selon toutes les vraisemblances, étaient pareillement ceux de l'ennemi. A la première nouvelle des défaites, une dépêche incroyable fut expédiée de Metz : Douay était invité à envoyer une de ses divisions à Strasbourg et à replier les *autres* sur Belfort (1). Fort impuissant à accroître la garnison de Strasbourg, Douay dirigea vers Belfort son unique divison. La marche dura deux jours et, d'après les témoignages les moins suspects (2), fut lamentable. Elle fut troublée par des rumeurs sinistres, retardée par d'énervantes attentes, déshonorée par des actes d'indiscipline honteux : on vit des fantassins abandonner sur la route leur fusil et semer, chemin faisant, leurs cartouches. Les paysans contemplaient cette retraite avec une surprise exaspérée; ne comprenant rien à ce recul sans combat, ils croyaient à une erreur, et montrant la direction de l'Est : « C'est par là qu'est le Rhin », criaient-ils aux soldats. A Belfort la division Liebert s'accrut de la division Dumont, arrivée partie de Lyon, partie de Civita-Vecchia. De la sorte, l'effectif total atteignit dix-sept mille hommes. Par les voies encore libres et au prix de grands détours, peut-être eût-il été possible d'amener les deux divisions jusqu'à Metz, où elles eussent été un puissant

(1) Télégramme de l'Empereur à Douay, 7 août, 5 heures et demie du matin.

(2) Prince Bibesco, *Belfort, Reims, Sedan*, p. 29.

renfort pour les prochains combats. Jusqu'au 16 août, aucun ordre ne vint. Le 16, une dépêche du ministre de la guerre enjoignit de rallier Châlons. La prescription était déjà tardive, et d'un jour à l'autre les voies seraient coupées. La Compagnie de Lyon et la Compagnie de l'Est unirent leurs efforts ; on emprunta toutes les lignes demeurées disponibles, et le 7e corps, ramené en arrière comme le 5e sans avoir combattu, fut dirigé sur la Champagne.

II

Sur la plaine de Châlons comme sur une grève après la tempête venaient échouer toutes les épaves que la guerre rejetait. Serait-il possible de renflouer ces débris?

A partir du 15 août, les trains se succédèrent, versant sur Mourmelon les soldats du Ier corps. Quelques-uns n'avaient ni fusils ni gibernes. Beaucoup d'officiers avaient perdu leurs chevaux et leurs effets. Déjà les uniformes étaient usés, déteints, délavés, comme s'ils avaient bu le soleil et la pluie d'une année entière. D'après l'attestation d'un témoin digne de créance, on eût dit des gens qui avaient combattu pendant six mois (1). Les récits qui échappaient de ces bouches découragées révélaient toutes les hallucinations enfantées dans l'excès de la fatigue ou l'effarement de la retraite. Certains chefs eux-mêmes, improvisés aux derniers gîtes d'étape, étrangers aux hommes et ne les connaissant pas, manquaient de cette autorité qui restaure la discipline et relève les âmes. Ce n'était pas que les cadres eussent manqué ; il y en avait eu naguère de superbes, d'admirables, et tels qu'aucune armée n'eût manqué de les envier. Mais les officiers les meilleurs, les soldats les plus braves étaient aux ambulances ou avaient

(1) *Enquête parlementaire sur le 4 septembre*; déposition du général Schmitz, t. II, p. 276.

trouvé sur les coteaux de Frœschwiller le lieu du dernier repos.

A l'aspect de ces misères, un mot se propagea : « C'est la retraite de Russie, moins la neige (1). » Cependant une grande crainte naissait, celle de la contagion que porteraient autour d'elles ces troupes ébranlées par la défaite. On attendait au camp le 5ᵉ corps déjà fort entamé, et, selon toute apparence, le 7ᵉ corps. A Mourmelon même, un nouveau corps se formait, le 12ᵉ, qui avait pour noyau certains éléments du 6ᵉ corps, retenus loin de Canrobert par l'interruption des voies ferrées. Combien démoralisant ne serait pas pour toutes ces forces le contact des régiments vaincus! Plus les contingents seraient jeunes, plus les influences dissolvantes auraient de prise sur eux. Or, sous les baraquements, étaient rassemblés, depuis quelques jours, les bataillons des mobiles de la Seine. Ils étaient arrivés en des dispositions très équivoques, réclamant le retour à Paris comme un droit, s'irritant en outre (et non sans quelque raison) de leur armement incomplet, de leur pénurie de toutes choses. Ce qui était mécontentement ou turbulence risquait de se transformer en désagrégation complète si les colporteurs de mauvaises nouvelles, les meneurs d'indiscipline, les artisans de découragement pouvaient invoquer l'exemple ou les paroles de soldats réputés aguerris!

La situation même du camp provoquait un autre sujet d'alarme. Établi très loin de la frontière, au milieu d'une vaste plaine, il n'avait été pourvu d'aucune défense, tant il paraissait invraisemblable que l'ennemi pût parvenir jusque-là! Tout avait été combiné pour les manœuvres des troupes, aucune prévoyance ne s'était gardée contre l'invasion. Or en ces lieux comme sur une plage sans refuge tout venait aboutir en un pêle-mêle effroyable, matériel, artillerie, détachements isolés, gardes mobiles pourvus d'armes anciennes ou n'ayant pas d'armes du tout, vieux soldats non encore remis de la défaite. Que les avant-gardes allemandes dou-

(1) Général BONNAL, *Frœschwiller*, p. 462.

blassent leur vitesse, et sans résistance elles balaieraient devant elles tous ces troupeaux humains. Le péril, sans être immédiat, ne laissait pas que d'être menaçant. Dans la journée du 15, dans celle du 16, des dépêches, heureusement inexactes ou exagérées, apportèrent des nouvelles angoissantes : des coureurs prussiens avaient, disait-on, été vus dans l'Argonne; le général de Linières, chargé du commandement territorial à Châlons, annonçait la présence de l'ennemi dans les environs de Bar-le-Duc.

Dans le camp, il ne manquait pas de témoins clairvoyants, assez courageux pour signaler ces dangers. Le général Berthaut, qui commandait les mobiles de la Seine et commençait à peine à mettre un peu d'ordre dans sa jeune troupe, redoutait fort une surprise qui se changerait presque sûrement en catastrophe. Cependant, à la tête du 12e corps, en voie de formation, venait d'être placé le général Trochu, qui avait lui-même choisi comme chef d'état-major le général Schmitz. Celui-ci ariva le premier; à peine avait-il atteint Mourmelon qu'il fut atterré de tout ce qui frappa ses yeux. « Je n'avais jamais vu, a-t-il déclaré plus tard, de troupe dans un état aussi déplorable. » Il avait jadis connu en Chine le général de Palikao. S'autorisant de ces souvenirs, il osa dévoiler toute la vérité. Le 16, dans la journée, il télégraphia au ministre : « Je prends sous ma responsabilité de vous dire que la situation du camp de Châlons est des plus compromises; il y règne un désordre énorme... La position n'est nullement défensive, elle est tout au plus bonne pour l'offensive... Si l'ennemi, continuant les pointes audacieuses qu'il pousse depuis quelques jours, venait battre l'estrade dans le camp de Châlons, tout y serait culbuté. » La conclusion était l'abandon du camp, et le général allait jusqu'à proposer la ligne de retraite par laquelle on se replierait. Tandis que cette dépêche allait trouver le ministre, Trochu était en route pour prendre possession de son commandement. Durant le trajet, il eut, à la gare de Châlons même, comme l'avant-goût de ce qui l'attendait. Dans les wagons, des zouaves du 1er corps criaient, chantaient, se livraient à toutes sortes de libations, se tenaient

tout nus sur le marchepied des voitures, étalaient publiquement l'exemple de l'immoralité et de l'indiscipline (1). Chose étrange, inouïe et qui montre bien que la guerre développe tous les extrêmes, un jour l'extrême dans l'héroïsme, un autre l'extrême dans l'abaissement! Ces zouaves étaient les compagnons de ceux qui, dix jours auparavant, avaient forcé, par leur vaillance, l'admiration de leurs ennemis. Et c'est l'esprit tout obsédé de ces images que Trochu arriva le soir à Mourmelon.

III

Au milieu de tous ces débris que rejetait le reflux de la défaite, un autre débri vint s'échouer : c'était l'Empereur.

Le 16 août, dès l'aube, accompagné du Prince impérial et du prince Napoléon, il avait quitté Gravelotte. Le départ se transformant de plus en plus en fuite, les dragons de l'escorte avaient été jugés trop lourds, et on leur avait substitué les chasseurs d'Afrique du général Margueritte. Fort en arrière suivait un bataillon de grenadiers, qui entendit dans le lointain, du côté de Rezonville, les premiers coups de canon de la bataille. A une heure, Napoléon III entra dans Verdun, au milieu de la population silencieuse et stupéfaite. A l'une des personnes de l'entourage, le sous-préfet demanda naïvement s'il fallait faire crier : *Vive l'Empereur!* Le souverain s'appliqua à rassurer les autorités, donna des ordres pour l'armement de la place, affirma à plusieurs reprises que Bazaine le suivait (2). Les transports avaient absorbé tout le matériel des voies ferrées, et à la gare on ne disposait que de quelques voitures de troisième classe. On étendit des coussins sur les bancs et ce fut dans cet appareil que le monarque s'achemina

(1) Trochu, *Œuvres posthumes*, t. Ier, p. 110.
(2) Procès Bazaine; déposition de M. Benoit, maire de Verdun (audience du 25 octobre 1873).

vers le camp. Il y arriva vers le soir; personne ne l'attendait, et on dut chercher en hâte, dans le village de Mourmelon, déjà épuisé d'approvisionnements, de quoi héberger l'Empereur et son cortège (1).

Pendant toute la nuit du 16 au 17 août, les trains se suivirent. C'était la retraite du 1er corps qui s'achevait. Durant cette même nuit, les dépêches des maires se succédèrent, annonçant l'approche des Prussiens : au delà de Bar-le-Duc, la voie était coupée et le service des trains interrompu (2) : le bruit courait que dans la Haute-Marne et jusqu'aux environs de Blesme on avait vu paraître les coureurs ennemis. Cependant Mac-Mahon avait assuré l'embarquement de ses troupes. A l'aube du 17 août, il atteignit lui-même Mourmelon.

Le cours des événements rassemblait au camp plusieurs des grands acteurs de la politique et de la guerre : l'Empereur, le prince Napoléon, Mac-Mahon, Trochu. De leurs résolutions dépendraient le sort des armées, la dynastie, la France elle-même.

Le plus remuant, le plus dispos était le prince Napoléon. Suspect comme prince, impuissant comme citoyen, il avait jusque-là dissipé, en paroles véhémentes et vaines, en actes contradictoires et inachevés, une activité qui ne savait où s'attacher. La guerre, résolue sans lui — car il était alors éloigné de France — était l'œuvre du parti de la cour et de l'Impératrice, c'est-à-dire de ses ennemis. L'issue lamentable de l'entreprise ravivait son crédit auprès du souverain; et lui-même semblait moins abattu par les malheurs publics que surexcité par la perspective d'un rôle où s'absorberait l'arriéré de ses énergies inemployées. Sa belle tête, régulière, impérieuse, et qui semblait toute chargée de pensées, contrastait avec les physionomies mornes des courtisans hébétés et des militaires éperdus. Avec l'esprit de contradiction qui était le fond de sa nature, il suffisait qu'on désespérât pour qu'aussitôt il se montrât fécond en paroles réconfortantes. Les jours

(1) Marquis DE MASSA, *Souvenirs*, p. 296-297.
(2) JACQMIN, *les Chemins de fer pendant la guerre*, p. 153.

précédents, on l'avait vu, mêlé au cortège officiel, avec un air un peu moins ennuyé que de coutume, et secouant avec une affectueuse et cordiale brusquerie la torpeur de son cousin. Le 17, de grand matin, il sortit du pavillon impérial, cherchant à qui communiquer la surabondance de ses vues. Il était en petite tenue de général de division, mais mal sanglé dans sa tunique, en homme qui déteste toutes les contraintes et, par-dessus tout, les contraintes militaires. Chemin faisant, il rencontra le général Schmitz. L'abordant aussitôt, il lui dépeignit en termes très colorés le voyage de la veille, et lui exprima la crainte qu'on avait ressentie que la voie ferrée ne fût interceptée et que l'Empereur ne demeurât prisonnier. Ce qu'il apprit à son tour de l'état des troupes, de l'insécurité du camp, l'impressionna profondément. Cependant un dessein le dominait, celui de ramener l'Empereur au siège du gouvernement : à l'armée, disait-il, il n'était qu'une gêne, ne pouvant ni commander puisqu'il s'était démis, ni servir puisqu'il était souverain. A cette suggestion le général demeura très froid et invoqua la surexcitation de l'esprit public qui rendrait dangereux le retour. Ainsi Schmitz, qui venait de Paris, déclarait Napoléon impossible dans la capitale : le prince Napoléon, qui venait de Metz, le déclarait non moins impossible au milieu des camps. Le pire, c'est que l'un et l'autre avaient raison, le pays et l'armée se rejetant celui dont on ne voulait plus. Ayant quitté Schmitz, le prince se mit à la recherche de Trochu. Il ne le rencontra pas, mais seulement ses officiers. Familièrement il s'assit au milieu d'eux et, poursuivant sa thèse comme s'il n'eût pas changé de confident, insista sur le retour de l'Empereur à Paris : « Figurez-vous, leur dit-il, le sort d'un général en chef pour qui toutes les responsabilités du commandement se compliquent d'une autre responsabilité, celle d'assurer le sort du souverain. » Puis il ajouta en un langage osé et avec une trivialité pittoresque : « Autant vaut aller au combat en portant sur la tête une soupière pleine, et avec la défense d'en répandre une seule goutte. »

Au réveil, les soldats avaient remarqué les sentinelles immobiles dans leur guérite, à l'entrée de la résidence impé-

riale; puis ils avaient observé les allées et venues des somptueux laquais à la livrée verte et or. Bientôt se répandit, d'un bout à l'autre des baraquements, le bruit que l'Empereur était revenu. Les mobiles de la Seine, très gâtés par les influences démagogiques, accueillirent la nouvelle par des couplets railleurs ou des lazzis insultants. Aigris par la défaite, l'attribuant volontiers à l'incapacité du commandement, les militaires isolés, les soldats du 1er corps imitèrent les gardes mobiles. Le plus singulier n'était pas ces manifestations, mais que les chefs parussent ne rien voir ni rien entendre.

Tandis que commençaient à circuler ces rumeurs, le prince Napoléon rentrait à la résidence impériale, ramenant avec lui le général Schmitz et le général Berthaut. Dans le même temps survint le général Trochu, qui avait été mandé par l Empereur. En plein air et devant le pavillon, la conversation s'engagea entre le monarque et les généraux, conversation bien plus que conseil de guerre, car il ne semble pas qu'aucune direction précise ait été, du moins au début, imprimée à l'entretien.

Les premières pensées se fixèrent sur l'état du camp. Aux interrogations de l'Empereur la réponse fut très nette : l'emplacement n'offrait aucune position défensive : on était à la merci d'un coup de main. Puis le général Berthaut fut appelé à s'expliquer sur la garde mobile. Loin de rien dissimuler, il mit en pleine lumière les deux défauts de cette jeune troupe, à savoir, l'indiscipline et le manque d'instruction militaire. « Ce serait folie, poursuivit-il, de l'employer en rase campagne; mais convenablement exercée, elle pourrait, derrière des remparts, rendre d'utiles services. » Partant de là, le général proposait que les bataillons fussent répartis entre les places fortes du Nord. L'Empereur, si nous en croyons Berthaut, ne goûta qu'à demi cet avis. « Si ces jeunes gens, dit-il, doivent combattre sous l'abri des murailles, il vaut mieux qu'ils soient ramenés à Paris, où ils défendront leurs foyers (1). »

(1) Procès du général Trochu contre *le Figaro ;* déposition du général Berthaut (cour d'assises de la Seine, audience du 28 mars 1872).

Le débat ne tarda pas à s'agrandir. Le retour de l'Empereur était au fond de toutes les pensées. Qui eût osé dire au maître qu'il n'était, à Châlons comme à Metz, qu'un embarras? L'étiquette étant peu observée dans la grande confusion des choses, le général Schmitz prit le premier la parole. Il était connu de l'Empereur qui l'avait eu autrefois comme officier d'ordonnance; de là un crédit qui lui permettait quelque hardiesse. Il se leva avec une certaine solennité qui contrastait avec le tour, jusque-là très familier, de l'entretien; et s'adressant directement au souverain : « Sire, lui dit-il, notre devoir est de ne rien cacher à Votre Majesté. Nous sommes dans une situation extrêmement grave. L'Empereur ne commande plus l'armée et il n'est pas sur son trône. Ce n'est pas une position digne du souverain de la France. Il faut que l'Empereur, ou soit à la tête de ses troupes, ou soit à la tête de son gouvernement. » A ces mots, Napoléon interrompit d'une voix faible, et constatant avec une sorte d'impartialité fataliste son propre amoindrissement : « C'est vrai, murmura-t-il, j'ai l'air d'avoir abdiqué. » Deux heures auparavant, le général Schmitz, s'entretenant avec le prince Napoléon, avait paru douter que les dispositions de l'esprit public permissent la rentrée à Paris. Voici quelle combinaison rendrait, à ses yeux, presque aisé ce que le matin même il avait proclamé presque impossible : « Il y a, poursuivit-il, un homme qui a été tenu à l'écart et qui jouit de la confiance publique, c'est le général Trochu. On a été très étonné de le voir jusqu'ici sans commandement. Si l'Empereur veut revenir à Paris pour remonter sur son trône, il peut y remonter avec lui. » Si l'on songe que le général Schmitz était l'ami du général Trochu et son chef d'état-major; si l'on observe que Trochu lui-même était présent à l'entretien, il est malaisé d'attribuer à ce petit discours le mérite d'une entière improvisation. Tout un plan suivait dont aucun détail n'était omis. Trochu serait nommé gouverneur de Paris et incontinent quitterait Mourmelon. L'Empereur se mettrait en route à un court intervalle. Le lendemain, les Parisiens apprendraient par une même proclamation qu'ils avaient au Louvre Trochu

pour gouverneur, aux Tuileries Napoléon pour souverain; et la popularité de l'un, on le croyait du moins, compenserait le discrédit de l'autre.

Quel que fût le mérite du général Schmitz, une proposition si hardie semblait réclamer un interprète plus qualifié. En outre, bien que les revers lui eussent enseigné la modestie, le monarque ne pouvait qu'accueillir avec une surprise désagréable la création d'un nouveau Lafayette. Un ami, autorisé de longue date à tout dire, pourrait seul, par sa brusque et nette franchise, faire accepter l'humiliation amère. Autant qu'on peut s'appuyer sur des témoignages qui ne concordent pas toujours entre eux, c'est à ce moment que le prince Napoléon intervint. Son langage, familier et figuré comme à l'ordinaire, fut celui d'une véhémente causerie : « Pour cette guerre, dit-il, vous avez abdiqué à Paris le gouvernement. A Metz vous venez d'abdiquer le commandement. A moins de passer en Belgique, il faut que vous repreniez l'un ou l'autre. Pour le commandement, c'est impossible; pour le gouvernement, c'est difficile et périlleux, puisqu'il faut rentrer à Paris. Mais, ajouta le prince avec un juron — car il avait, à défaut du reste, toute la crudité du langage militaire — si nous devons tomber, tombons comme des hommes. » Le cousin de l'Empereur poursuivit avec un mélange singulier d'autorité familière et de rudesse persuasive. Désignant de la main Trochu, il rappela ses vues sur les institutions militaires, ses prévoyants avertissements, son opposition à la guerre, son plan révélé naguère dans une lettre au général Waubert de Genlis et qui était celui d'une concentration de toutes nos forces sous Paris. La même indépendance qui avait compromis le général à la Cour avait consolidé dans le public son crédit. C'était un honnête homme et que, dans les sphères officielles, on avait mal jugé. La conclusion fut pareille à celle de Schmitz : « Vous verrez que tout ira bien », dit en terminant le prince avec un redoublement d'énergie réconfortante. Sur quoi il s'assit, d'autant plus en verve, d'autant plus satisfait, que ses convictions s'accordaient avec ses antipathies. Le retour de l'Empereur, c'était la fin de la Régence;

l'élévation de Trochu, c'était la confusion de l'Impératrice. Et par avance il jouissait du dépit de la souveraine, autant que la souveraine elle-même eût joui de sa propre déconvenue.

Le pauvre Empereur avait accueilli la suggestion avec gratitude, car il avait soif de tout expédient secourable — mais aussi avec embarras — car il jugeait bien équivoque le protecteur, bien humiliante la protection. Dans l'entrefaite, la réunion s'était complétée par l'arrivée de Mac-Mahon. Invoquant un prétexte, Napoléon le prit à part et l'entraina dans son cabinet. Dès qu'ils furent seuls : « Connaissez-vous bien Trochu, lui demanda le souverain, et pouvez-vous garantir sa fidélité? » Mac-Mahon était de ceux qui ont assez de loyauté pour certifier celle des autres. « Je connais depuis de longues années le général, répliqua-t-il; je le considère comme un homme de cœur, comme un homme d'honneur; Votre Majesté peut compter entièrement sur les engagements qu'il prendra. »

L'entretien, un instant suspendu, se continua, non plus devant le pavillon impérial, mais dans le salon de l'Empereur. Vu le nombre des assistants, vu l'importance des délibérations, il s'était peu à peu transformé en conférence. Trochu jusque-là avait suivi silencieusement le débat où se jouait sa destinée. Napoléon s'adressant à lui : « Vous avez, dit-il, entendu ce qu'on propose; accepterez-vous cette mission? » Selon toutes les apparences, le général n'était pas pris à l'improviste; car on ne peut guère imaginer que le projet formulé par son propre chef d'état-major l'ait été sans son aveu. Il était trop savant militaire pour méconnaître les dangers d'une situation déjà bien gâtée; mais il était aussi trop bon patriote pour se dérober, trop confiant dans ses propres lumières pour désespérer, trop abandonné à la Providence pour s'effrayer outre mesure des responsabilités, des ingratitudes ou des échecs. Son rôle, grandiose et attirant presque autant que périlleux, serait vis-à-vis de la dynastie celui de protecteur, vis-à-vis du peuple parisien celui de modérateur, vis-à-vis de l'étranger celui de champion pour le suprême combat. Sans hésiter il accepta. « Je suis, dit-il, à la disposition de Votre Majesté. » Il semble qu'une adhésion

si prompte ait un peu refroidi l'Empereur. Ramenant à l'état de projet ce qui paraissait résolution arrêtée : « Je vais, dit-il, écrire à l'Impératrice et au conseil des ministres. » A ces mots, le prince Napoléon sursauta. « Écrire à l'Impératrice! Mais vous n'êtes donc plus souverain? Il faut que Trochu parte de suite. » Fasciné par cette volonté violente, le souverain eut l'air de céder; mais avec cette ingéniosité de prétexte qui est la ressource des faibles, il ressaisit presque aussitôt un motif qui colorerait ses arrière-hésitations : « La forme me préoccupe, objecta-t-il; il faut que le décret soit contresigné; je suis souverain constitutionnel. — Rien n'est plus facile, repartit le prince Napoléon résolu à brusquer le dénouement. Signez le décret; Trochu l'emportera. Quel ministre à Paris refuserait de le contresigner? » Acculé de la sorte, le monarque se tut. Il y eut pourtant encore un dernier combat. Trochu ayant réclamé le retour à Paris des mobiles de la Seine, l'Empereur qui avait, au début du conseil, proposé lui-même cette solution, se sentit pris de scrupules. Il jugeait la mesure dangereuse, au moins pour les bataillons des faubourgs, très turbulents, très pervertis, et qu'il voulait répartir entre les places de Lille, de Maubeuge et de Verdun. Cependant Trochu tint bon. Le général Berthaut ajouta qu'il répondait de tout, et moitié persuasion, moitié lassitude, le souverain n'insista plus.

On venait de désigner un gouverneur de Paris. Il restait à pourvoir à l'armée. Mac-Mahon fut nommé commandant en chef de toutes les forces réunies à Châlons. Serait-il indépendant de Bazaine? L'Empereur l'eût souhaité. Le vainqueur de Magenta réclama la faveur de servir : « J'aime mieux, dit-il, être subordonné à Bazaine; il est mon ami, j'accepterai ses ordres; nous nous entendrons. » La subordination serait sans doute plus nominale que réelle, les deux maréchaux étant séparés par la distance et devant l'être bientôt par l'ennemi. La même délibération qui éleva Mac-Mahon décida-t-elle la retraite de l'armée jusqu'à Paris? Si nous en croyons les souvenirs du maréchal, la conférence se serait séparée sans rien résoudre à cet égard. Mais le général Trochu et le général Schmitz ont affirmé l'un et l'autre que l'évacuation du camp

de Châlons fut résolue dans la réunion, et aussi le retour jusque sous les murs de la capitale; ils ajoutent qu'on discuta même la ligne de retraite : Mac-Mahon voulait qu'on rétrogradât par Reims et Soissons; le général Schmitz proposait d'adopter la route de Vertus, Champaubert, Montmirail. Cette dernière version trouve une confirmation très probante, quoique indirecte, dans l'un des télégrammes trouvés après le 4 septembre aux Tuileries (1).

La conférence touchait à sa fin. « Si je ne me trompe, dit l'Empereur en résumant la délibération, j'ai trois décrets à signer, l'un pour Trochu, l'autre pour Mac-Mahon, le troisième pour la garde mobile. » « Pour la garde mobile, sire, observa le général Berthaut, un ordre suffit. » On craignait encore un retour d'incertitude. Le prince Napoléon entra dans la baraque du général Schmitz et, sans perdre un instant, se hâta de rédiger toutes les pièces qui seraient soumises à la signature du maître. Comme s'il eût été un peu troublé de sa hardiesse, l'Empereur fit partir le commandant Duperré pour annoncer à l'Impératrice les résolutions prises, et à ce message il ajouta un télégramme qui préparerait à la grande nouvelle (2). Mac-Mahon se retira pour visiter le camp, Berthaut pour vaquer au départ prochain des gardes mobiles. Pendant ce temps, Trochu réquisitionnait un breack d'artillerie qui stationnait non loin de la résidence impériale. Deux heures plus tard, accompagné de Schmitz. il roulait sur la route de Châlons. De là, le chemin de fer le ramènerait vers Paris.

IV

A Paris, dans l'effondrement de toutes choses, deux grandes autorités subsistaient : la Régente, c'est-à-dire l'Impératrice; le ministre de la guerre, c'est-à-dire Palikao.

(1) *Papiers des Tuileries,* t. Ier, p. 426.
(2) *Id.*, p. 433-434.

Dans l'âme de l'Impératrice, des pensées s'agitaient qu'elle ne s'avouait point à elle-même et que surtout elle n'eût point souffert qu'on lui attribuât. Contre l'Empereur elle avait trois grands griefs : il était vieilli; il s'était fait libéral; il avait été vaincu. Affaibli à l'intérieur par ses concessions, désarmé contre l'ennemi par ses défaites, affaissé en outre sous la précoce usure de son corps, que lui restait-il, sinon de disparaître? Cependant, elle était — elle — jeune encore, ambitieuse, et, de plus, mère. La loi l'avait faite régente. Le salut public lui commandait l'énergie et l'espoir. De là le secret dessein de pourvoir à la France, à l'Empire, au Prince impérial, fût-ce sans l'Empereur, qui serait la victime plus ou moins sacrifiée de la fatalité et de ses propres fautes. Ce que la souveraine se disait très bas, la Cour le lui soufflait aussi. Elle le lui soufflait par la voix des fidèles attentifs à la dynastie, des autoritaires ardents à pourchasser l'idée libérale, des romanesques séduits par les infortunes d'une femme, des jouisseurs désespérément attachés à la manne abondante dont ils vivaient depuis vingt années. Tout concourait à graver ces pensées. L'inexpérience osait rêver le succès. Les ardeurs s'exaltaient par la perspective d'une œuvre dont l'honneur se mesurerait aux périls. Les scrupules de l'épouse s'absorbaient dans les sollicitudes passionnées de la mère. L'épouse elle-même trouverait dans le souvenir des torts privés de son époux de quoi apaiser les retours de sa conscience. Pour mieux sauver l'Empire, on feindrait d'oublier l'Empereur; son nom serait effacé des discours publics, et on croirait, en se détachant de lui, se dérober au mauvais sort. Dessein entrevu plutôt que poursuivi, caressé par les pensées, à peine trahi par les paroles, et qui mêlerait, s'il se développait jamais, une intrigue de palais aux péripéties de la guerre. Pour le pauvre Empereur, l'expiation serait pire que toutes celles qu'eussent imaginées ses ennemis: car le châtiment lui viendrait de ses serviteurs, de ses familiers, de son épouse elle-même, tous ligués plus ou moins inconsciemment contre son malheur, tous attentifs à creuser la coupure entre son fils et lui et à l'annihiler par prétérition.

Cette sorte de coalition inavouée aurait, par la naturelle conjonction des choses, Palikao pour complice. Tenu un peu à l'écart dans les dernières années, plus suspecté qu'honoré pour l'expédition de Chine, il avait été oublié dans la répartition des grands commandements. Quand les revers avaient obligé à se souvenir de lui, il avait saisi le pouvoir avec un peu d'appréhension et beaucoup de hardiesse. Sa complète inexpérience de la politique le déconcertait; en revanche son activité demeurée très grande malgré son âge, son audace, son intelligence féconde en ressources, le portaient à assumer sans trop de crainte le lourd fardeau. Ministre de la Guerre, il organiserait la défense nationale; en outre, il participerait, quoique de loin, à toutes les combinaisons militaires. Entre toutes les combinaisons, les seules qui lui agréassent étaient celles qui, au lieu de ramener les armées vers Paris, les reporteraient vers la frontière. Sa tâche serait surtout considérable si, n'ayant à ses côtés qu'une femme inhabile à le contrôler, il demeurait maître absolu pour créer les ressources nouvelles, utiliser les ressources anciennes, suggérer de tous côtés les conceptions ou les plans. En cas de réussite, il entrerait en partage de gloire avec les généraux victorieux. Même en cas de succès incomplet, il ne pouvait guère douter qu'il ne recueillît le bâton du maréchal qu'il souhaitait ardemment et que, depuis l'expédition de Chine, il jugeait dû à ses services.

En cette disposition des âmes, les mesures prises au camp de Châlons ne pouvaient qu'éveiller un extrême déplaisir. Pour l'Impératrice, le retour de l'Empereur marquerait la fin de la régence; la nomination de Trochu signifierait rentrée en scène du parti libéral. Pour Palikao, le mécompte serait pareil : Trochu à Paris, c'était une influence indépendante, rivale sans doute, grandissant à côté de la sienne; le retour de l'armée dans la capitale, c'était l'anéantissement de toutes les conceptions aventureuses où le ministre de la Guerre se complaisait.

Dans la soirée du 17, un message de l'Empereur, apporté sans doute par le commandant Duperré, apprit à l'Impératrice ce qui venait d'être décidé. On peut juger de l'émotion

qu'éveilla la nouvelle par la dépêche que, vers dix heures, le général de Palikao adressa à Napoléon : « L'Impératrice me communique la lettre par laquelle l'Empereur annonce qu'il veut ramener l'armée de Châlons sur Paris. Je supplie l'Empereur de renoncer à cette idée, qui semblerait l'abandon de l'armée de Metz (1) »... Tandis que le ministre de la Guerre protestait contre le retour de l'armée, la régente s'élevait contre le retour de son époux, et il semble que ses télégrammes aient été bien pressants; car le souverain, résolu le matin à regagner sa capitale, manifesta dès le soir même des indécisions qui présageaient un nouveau changement.

Pendant ce temps, Trochu s'acheminait vers Paris. De fréquentes obstructions de la voie multipliaient les stationnements et doublaient la durée du trajet. Le désarroi se marquait par des signes tristement curieux : près d'Épernay, les rails étaient encombrés par une série de wagons chargés d'outils ou de fascinages, et destinés aux « besoins du siège de Mayence (2) ». Le général, profitant d'un des arrêts, écrivit sur ses genoux la proclamation par laquelle il notifierait aux Parisiens son élévation. Affirmant comme positive une nouvelle qui, à cette heure-là même, commençait à redevenir incertaine, à savoir le retour du souverain, il annonçait qu'il précédait l'Empereur de quelques heures. Il manifestait sa foi dans le succès final. Il recommandait le calme, non seulement le calme de la rue, mais le calme des foyers, le calme des esprits, la déférence envers l'autorité responsable. Il faisait appel aux Français de tous les partis, attestait sa résolution de rentrer, son œuvre accomplie, dans l'obscurité d'où il sortait. Puis, se souvenant de la province où il était né, il terminait pieusement, à la manière des gens de Bretagne, en invoquant l'aide de Dieu pour la délivrance de la patrie.

Il était près de minuit quand le train atteignit la gare de

(1) *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 426.
(2) TROCHU, *Œuvres posthumes*, t. Ier, p. 135.

l'Est. En dépit de l'heure, le général estima que sa mission ne souffrait aucun délai. Il se rendit incontinent auprès de M. Chevreau, ministre de l'Intérieur, exhiba sa nomination comme gouverneur de Paris, ajouta que l'Empereur le suivait, que de plus les mobiles de la Seine allaient arriver. Puis, faisant valoir l'urgence, il demanda que le décret fût aussitôt contresigné par l'un des ministres et fût porté, dans la nuit même, au *Journal officiel*. Surpris, embarrassé, trop instruit des dispositions de la Cour pour ne point redouter un conflit, M. Chevreau essaya d'abord de gagner du temps : il allait prévenir ses collègues; un retard de quelques heures importait peu. Comme le général le pressait de contresigner lui-même le décret, il s'y refusa : « Cela regarde, observa-t-il, le ministre de la guerre. » Enfin, désespérant d'éconduire le malencontreux visiteur : « Allons, dit-il, chez l'Impératrice; vous vous expliquerez avec elle. »

On se rendit aux Tuileries. L'Impératrice se leva aussitôt. A l'entrevue assistèrent, outre le ministre de l'Intérieur et Trochu, l'amiral Jurien de la Gravière que la souveraine s'était hâtée de mander. Le nouveau gouverneur de Paris exposa l'objet de sa mission, montra le décret, produisit une lettre que Napoléon lui avait remise au moment de son départ et qui l'invitait à inaugurer de suite ses fonctions. L'Impératrice écoutait, ardente, surexcitée, nerveuse. On lui avait dépeint le général comme un adversaire, point trop suspect aux républicains, agréable surtout aux monarchistes libéraux. L'acte soudain et imprévu de l'Empereur apparaissait comme un empiétement sur les pouvoirs de la régence. En cet homme devenu tout à coup si grand, on pressentait un ennemi ou, ce qui déplaisait plus, un protecteur. A ces pensées, tout le dépit de la femme, toutes les appréhensions de la souveraine éclatèrent en une insultante raillerie : « Général, je vous demande un conseil. Ne pensez-vous pas qu'en l'extrême péril où nous sommes, il conviendrait d'appeler en France les princes d'Orléans » ? Le propos, bien que des souvenirs, indulgents à l'excès, aient essayé plus tard, non

de le nier mais de l'adoucir (1), frappait au point le plus sensible celui que l'Empereur venait d'élever. A cette incartade (car toute autre expression serait impropre) le loyal Jurien de la Gravière intervint précipitamment, en patriote qui abhorre les disputes, en courtisan fidèle qui répare les fautes. Poussant Trochu vers l'Impératrice : « Mais, dit-il, vous êtes faits tous deux pour vous comprendre. Donnez, madame, toute votre confiance au général; il la mérite. » L'heureuse diversion modéra le tour de l'entretien; mais lorsque le général, se fiant aux décisions prises à Châlons, parla du retour de l'Empereur, la Régente répliqua avec un retour de véhémence : « Non, l'Empereur ne rentrera pas ». Elle pouvait parler ainsi avec assurance, car Napoléon, ébranlé sans doute par ses dépêches, inclinait déjà vers un changement de conduite. Si nous en croyons Trochu, la souveraine ajouta : « Ceux qui ont conseillé à l'Empereur les résolutions que vous m'annoncez sont des ennemis. L'Empereur ne rentrerait pas à Paris vivant. L'armée de Châlons fera sa jonction avec celle de Metz ». La conversation se poursuivit sur un ton très animé et à voix très haute; le général Schmitz et l'un des officiers d'ordonnance qui étaient restés dans le salon d'attente durent même se reculer à l'une des extrémités de la pièce pour ne point tout entendre. Cependant l'amiral Jurien et M. Chevreau garantirent de nouveau l'un et l'autre l'honneur de Trochu : « C'est le plus honnête homme que je connaisse, » dit l'amiral. Trochu lui-même protesta de ses sentiments, non dans le langage théâtral qu'on a rapporté plus tard, mais en termes propres à dissiper toute défiance. L'Impératrice alors se résigna, et, acceptant un ennui pour éviter un scandale, décida que le décret serait contresigné par Palikao. Il restait à faire accepter au ministre de la Guerre la désagréable surprise d'un rival. M. Chevreau fut dépêché à l'hôtel de la rue Saint-Dominique, afin d'amortir le premier choc. Avant de se retirer, Trochu soumit à l'Impératrice la proclamation

(1) Procès du général Trochu contre *le Figaro*, déposition de l'amiral Jurien de la Gravière (cour d'assises de la Seine, audience du 28 mars 1872).

qu'il avait rédigée. La Régente n'en effaça qu'une phrase, celle qui annonçait le retour de l'Empereur. En effet, déjà elle le savait ébranlé, et, pour le retenir loin de la capitale, elle se fiait à son crédit sur lui, elle se fiait surtout à la perspective de l'impopularité qui l'attendait.

Trochu quitta les Tuileries, plus soucieux que satisfait. On ne l'acceptait que par contrainte et en l'entourant d'entraves. Au point de vue politique, quels ne seraient pas ses embarras si l'éloignement de l'Empereur le laissait seul aux prises avec la Régente, la cour, le gouvernement! Au point de vue militaire, que pourrait-il, en cas de siège, si l'armée de Mac-Mahon, seule armée de secours, avait été entraînée vers la Lorraine? Il avait accepté à Châlons une sorte de tâche à trois, avec l'Empereur et Mac-Mahon. L'un et l'autre manquant, l'unité du plan était brisée. C'est en méditant sur son élévation incomplète et déjà faussée, que Trochu se rendit au ministère de la Guerre. M. Chevreau l'y avait précédé, mais n'avait pas réussi à calmer Palikao : celui-ci s'était fort indigné et avait même parlé de démission. Entre les deux généraux l'entrevue fut orageuse. Par l'éducation intellectuelle et morale, par les goûts, par les habitudes, ces deux hommes offraient une telle opposition que malaisément on eût imaginé plus saisissant contraste : « Je ne puis, dit le ministre au nouveau gouverneur, comprendre l'opportunité de votre mission. Elle ne peut qu'ajouter à toutes mes difficultés des embarras nouveaux. — J'ai obtempéré au vœu de l'Empereur, répondit Trochu, et en remplissant le mandat que j'ai accepté par dévouement j'ai le ferme vouloir de n'être un embarras pour personne. » Le débat se prolongea à propos de l'armée de Mac-Mahon et prit un tour extrêmement vif. Cette même retraite sur Paris que Trochu jugeait indispensable, Palikao la proclamait funeste. A l'entendre, Châlons n'était qu'une étape pour marcher sur Metz. Quant à Paris, les quatrièmes bataillons, les nouveaux corps en voie de formation, suffiraient à en assurer la défense. Le ministre finit pourtant par s'adoucir. Tout en protestant fort, il contresigna le décret, qui fut avant l'aube porté au *Journal officiel*.

En s'éveillant, les Parisiens apprirent le nom de l'homme qui, en cas de siège, présiderait à leurs destinées. L'impression fut la surprise; car Trochu venait d'être appelé à commander l'un des corps de Châlons, et on s'expliquait mal le changement d'affectation. A l'étonnement se mêla la crainte et, aux yeux d'un grand nombre, cette nomination sembla la preuve que tout espoir d'arrêter les Prussiens sur la route de la capitale était évanoui. Quant à la scène intime de la nuit précédente, elle échappa complètement au public. Ceux qui eussent flairé un dissentiment sentirent leurs soupçons se fondre en entendant le ministre de la Guerre. Le 18 août, à l'ouverture de la séance de la Chambre, celui-ci présenta en ces termes le gouverneur de Paris : « J'ai cherché, dit-il, un homme actif, énergique, capable de réunir en ses mains tous les pouvoirs nécessaires pour assurer l'armement de Paris. C'est pourquoi j'ai songé au général Trochu, et je l'ai rappelé moi-même du camp de Châlons où il pouvait être remplacé par un autre général. » Ayant parlé de la sorte, le ministre s'appliqua à calmer les alarmistes : « Voilà, messieurs, poursuivit-il, le seul motif qui m'a fait appeler à Paris le général Trochu. » Et il ajouta cette phrase, aussi véridique que le reste. « Rien ne nous inquiète aujourd'hui; bien au contraire. »

V

A Mourmelon on avait vu Trochu s'éloigner. C'était le seul résultat positif de la conférence. Quant au retour de l'Empereur, quant à la retraite de l'armée, rien n'avait été résolu qui ne fût aussitôt remis en suspens.

A l'issue du conseil, Mac-Mahon était monté à cheval pour reconnaître les abords du camp. Rien n'avait été préparé pour la défense, et l'emplacement ne serait point tenable si

l'ennemi approchait en forces. Anxieusement avide de lumières, le maréchal revint dans l'après-midi trouver l'Empereur. Le souverain l'accueillit en homme qui ne veut rien entraver, qui ne peut plus rien aider. « Je ne m'occuperai point, dit-il, des opérations; vous correspondrez avec Bazaine et avec le ministre de la Guerre (1). » Rebuté de ce côté, Mac-Mahon sollicita les directions de Bazaine (2). Mais Bazaine était loin, en outre de génie médiocre, et son œil, qui embrassait avec peine son propre champ de bataille, percerait malaisément au delà des lignes où déjà s'étendaient les armées ennemies.

La journée du 17 se poursuivit dans ces perplexités. Napoléon qui devait suivre Trochu ne parlait point de partir. Les troupes ne cessaient d'affluer au camp : le 1er corps achevait de débarquer; le 5e suivait; pendant ce temps le 7e quittait la haute Alsace. Mais tous ces régiments de vieille formation n'étaient-ils pas trop ébranlés, les uns par la défaite, les autres par la marche et les fatigues, pour encadrer fortement les hommes de la réserve? Ceux-ci arrivaient eux-mêmes avec une bonne volonté douteuse, une instruction presque nulle, et, laissés depuis longtemps dans leurs foyers, ignoraient parfois jusqu'au maniement du fusil Chassepot. Par degrés l'esprit de Mac-Mahon se pénétrait de toutes ces lumières. De Bazaine aucune information. Le premier rapport sur la bataille de la veille, au lieu d'être résumé par le télégraphe, avait été confié à un courrier qui n'était point encore arrivé. L'Empereur, tout à fait inquiet, prescrivit qu'on adressât au général Coffinières, gouverneur de Metz, le télégramme suivant : « Par ordre de l'Empereur, avez-vous des nouvelles du maréchal Bazaine? Envoyez-en d'urgence au camp de Châlons. » A quatre heures et demie, le commandant en chef de l'armée du Rhin envoya enfin une dépêche. Il annonçait que l'ennemi avait livré une grande bataille : « Il a été repoussé, ajoutait-il, et nous avons passé la nuit

(1) Déposition Mac-Mahon, p. 29 *(Enquête parlementaire sur le 4 septembre).*
(2) *Id.*, p. 30.

sur les positions conquises. » Cette dernière phrase où respirait un accent de victoire se trouvait implicitement contredite par tout ce qui suivait : la grande pénurie de vivres et de munitions avait obligé à se rapprocher de Metz; on était établi entre Saint-Privat et Rozérieulles; on espérait se remettre en marche, mais seulement le surlendemain; on serait contraint d'obliquer vers le nord. Presque à la même heure, une dépêche de Coffinières achevait de graver l'impression sombre : il parlait de la grandeur des pertes, d'une concentration sous les murs de la place, et terminait par cette phrase : « Metz est à peu près bloquée (1). »

A l'aube du 18, les premiers convois de gardes mobiles repartirent pour Paris. L'Empereur semblait, à cette heure, décidé à regagner sa capitale. Il annonça son départ à Mac-Mahon (2); il l'annonça pareillement au prince Napoléon. Puis il demeura. Cependant Mac-Mahon, l'œil tendu vers Bazaine, attendait, le cœur angoissé, des instructions. Il avait soif d'obéir, comme d'autres d'être indépendants. Qu'on lui donnât des ordres, il se contenterait, lui, d'être héroïque. Comme il ne recevait rien, il commença à rechercher quelque parti moyen qui lui permît de mettre en sûreté son armée, jusqu'au moment où il devrait s'avancer vers l'est ou rétrograder vers Paris. Cette pensée se trahit dans une dépêche adressée à Metz à huit heures et demie : «Si l'armée du Prince royal arrive en forces sur moi, mandait le maréchal, je prendrai position entre Épernay et Reims, de manière à me rallier à vous, ou à marcher sur Paris si les circonstances me forcent à le faire. »

Sur ces entrefaites, vers dix heures du matin, un messager arriva de Metz, et une curiosité ardente s'apprêta à recueillir ce qu'il apportait.

C'était le commandant Magnan. Il était parti dans la nuit

(1) Procès Bazaine, interrogatoire (audience du 14 octobre 1873). — La dépêche porte cette suscription : «*Maréchal* commandant supérieur à Empereur. » Mais le contexte prouve qu'elle est bien du général Coffinières.

(2) Déposition Mac-Mahon, p. 29 *(Enquête parlementaire sur le 4 septembre)*.

par la seule voie ferrée demeurée libre, la voie de Thionville. Le rapport qu'il déposa entre les mains de l'Empereur confirmait tous les aveux troublants que Bazaine, dans sa dépêche de la veille, avait laissé échapper. Les vivres se faisaient rares et aussi les munitions. Sur les projets d'avenir, le langage se nuançait de restrictions inquiétantes : « Nous allons, disait Bazaine, faire tous nos efforts pour reprendre notre marche. » Mais quand la reprendrait-on? Dans deux jours seulement. En outre, la phrase se tempérait par un correctif : « Nous la reprendrons *si c'est possible.* » Le commandant en chef de l'armée du Rhin parlait de suivre la route de Briey. « Nous ne perdrons pas de temps, continuait-il. » Puis aussitôt il ajoutait, comme s'il eût craint de s'être trop avancé : « A moins que de nouveaux combats ne déjouent nos combinaisons (1). » Les renseignements oraux étaient eux-mêmes peu rassurants. A entendre le commandant Magnan, la bataille du 16, quoique fort honorable, n'avait nullement amené la conquête du plateau. En outre, le terrible combat avait désagrégé certains régiments. Il fallait, avant toutes choses, reconstituer les corps, mettre dans les sacs des hommes trois ou quatre jours de vivres, évacuer vers Metz les blessés, licencier une portion des voitures (2).

On était loin de cette marche rapide qui, portant Bazaine vers l'ouest pendant que Mac-Mahon s'avancerait vers l'est, amènerait la jonction des deux armées. A deux heures, le commandant Magnan repartit. Cette journée était celle de Saint-Privat, Dès le commencement de l'après-midi, les dépêches se succédèrent venant de Metz. « Ma marche sur Verdun a été arrêtée, mandait Bazaine. Depuis ce matin, l'ennemi montre de fortes masses qui paraissent se diriger sur Briey et semblent avoir l'intention d'attaquer le maréchal Canrobert. » Un autre télégramme suivit; il annonçait que le roi de Prusse conduisait l'attaque en personne : les troupes tenaient bon, mais des batteries avaient été obligées de cesser

(1) Rapport de Bazaine à l'Empereur et au ministre de la guerre (procès Bazaine, audience du 14 octobre 1873).

(2) Déposition Magnan (procès Bazaine, audience du 29 octobre 1873).

leur feu. Vers huit heures et demie, une troisième communication survint. Bazaine annonçait qu'après une vive attaque, le feu s'éteignait. Il ajoutait que les troupes étaient constamment restées sur leurs positions.

En ces ternes et vagues dépêches, on eût malaisément deviné l'intense émotion d'un chef qui joue dans un engagement suprême le sort de son pays et le sien propre. Pour qui savait lire un bulletin, l'ensemble de ces informations révélait une fortune au moins douteuse. Dans la journée, Mac-Mahon, causant avec le commandant Magnan, lui avait laissé entendre qu'il quitterait Châlons et s'établirait sur les hauteurs entre Reims et Soissons (1). C'était se rapprocher de la capitale, s'éloigner de la Lorraine. Les derniers télégrammes ne pouvaient que confirmer ces pensées.

Cependant à Paris Palikao se nourrissait de ses illusions. A son instigation, le conseil des ministres, rassemblé dans cette journée du 18, venait de se prononcer pour la marche vers Metz. Sous ces injonctions, Mac-Mahon céda, parut céder. Le 19 au matin, il mandait au général Palikao : « Veuillez dire au conseil des ministres qu'il peut compter sur moi et que je ferai tout pour rejoindre Bazaine (2). » Quelques instants plus tard, la témérité du dessein le saisit de nouveau, et il télégraphia en ces termes au commandant en chef de l'armée du Rhin : « Si, comme je le crois, vous êtes forcé de battre en retraite très prochainement, je ne sais, à la distance où je suis de vous, comment vous venir en aide sans découvrir Paris. Si vous en jugez autrement, faites-le-moi savoir. » Mais déjà le temps était passé où Mac-Mahon pourrait demander les instructions de son collègue, où Bazaine lui-même communiquerait librement avec la France. La veille, entre six et sept heures du soir, le dernier fil télégraphique avait été rompu entre Metz et Thionville. Il avait été rétabli, coupé de nouveau, rétabli encore. Enfin le 19 août, vers une heure de l'après-midi, l'interruption était devenue

(1) Procès Bazaine; déposition du commandant Magnan (audience du 29 octobre 1873).

(2) *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 427.

définitive (1). Désormais les seuls messages seraient ceux des émissaires.

Ainsi se consumaient à Châlons les heures, en des pensées confuses et contradictoires. A travers les euphémismes des dernières dépêches, il était aisé de pénétrer la condition de Bazaine, de moins en moins maître de ses mouvements, de plus en plus rejeté sur Metz. L'armée de Châlons devrait donc accomplir à elle seule tout le chemin, aborder elle-même les lignes prussiennes, dégager ceux qui déjà étaient presque captifs. Pour une telle œuvre, quels soldats, quel chef n'eût-il pas fallu! En outre, une rapidité foudroyante serait la condition nécessaire de la réussite; or pouvait-on se mettre en route quand les éléments de l'armée étaient encore épars, quand le 5ᵉ corps avait à peine achevé de rejoindre, quand le 12ᵉ complétait sa formation, quand le 7ᵉ était encore disséminé par petits paquets sur les voies ferrées entre la haute Alsace et la Champagne? Mais lorsque Mac-Mahon, ayant pensé de la sorte, s'était affermi dans le projet de retraite, les inspirations de l'honneur ébranlaient tout à coup ce qu'avait suggéré le bon sens. La sagesse ordonnait de rétrograder; la confraternité d'armes, d'aller au devant d'un camarade en péril. Les impérieux messages venus de Paris achevaient de troubler le commandant en chef. Un esprit indépendant eût secoué les injonctions. Par modestie naturelle, par abnégation, Mac-Mahon aimait à obéir. L'avis du ministre lui semblait un ordre, un ordre qu'il n'osait transgresser, et il fallait vraiment que la destinée fût bien acharnée à nous perdre puisqu'elle tournait contre nous, même ce qui chez le maréchal était vertu.

L'armée du Prince royal était encore éloignée; car les corps les plus avancés atteignaient à peine la ligne de l'Ornain. Mais la cavalerie poussait ses pointes à 40 ou 50 kilomètres au delà. Elle fouillait les villages, faisait irruption dans les gares; à tous les chefs de station les commandants de patrouilles posaient la même demande : « Où est Mac-Mahon (2)? »

(1) Procès Bazaine; déposition Petitpas de la Vasselais, directeur des transmissions télégraphiques (audience du 28 octobre 1873).

(2) JACQMIN, *les Chemins de fer pendant la guerre de 1870-1871*, p. 143.

De là des paniques, et d'un bout à l'autre de la Champagne, l'angoissante sensation de l'envahissement. Les dépêches des autorités locales respiraient l'épouvante. Le 20 août, une information un peu plus précise que les autres parvint au quartier général : l'ennemi s'était montré dans une bourgade à onze lieues du camp et y avait opéré des réquisitions (1).

S'agissait-il de simples éclaireurs ou d'une véritable avant-garde? On ne le savait pas bien. La prudence commandait d'abandonner la plaine de Châlons. Mais où aller? Vers la capitale? Vers Bazaine? Dans cette perplexité, le maréchal, à la manière des esprits indécis, s'arrêta à une sorte de moyen terme que, depuis deux jours, il caressait. Il ne s'orienterait franchement ni vers l'ouest ni vers l'est, mais obliquerait vers le nord, et oscillerait à égale distance de Paris et de Metz, prêt, suivant les nouvelles, à se replier, ou à pousser en avant. Le lendemain 21 août, on se mettrait en route pour Reims. Ce n'était pas prendre une résolution, mais s'accrocher à un sursis : on aurait vingt-quatre heures pour attendre ce que manderait Bazaine ou ce que les événements décideraient. L'expédient lui-même achèverait de tout compromettre. L'aventureuse marche sur Metz ne gardait quelque chance qu'à la condition d'être tentée rapidement, poussée à fond et sans détour, par un chef résolu à jouer son va-tout. Tout était perdu d'avance si, en s'acheminant vers le but, on s'y acheminait de biais et comme en zigzag, juste avec assez de lenteur pour se dénoncer soi-même à l'ennemi.

Le 21 août, à l'aube, le camp fut évacué. On ne doutait point que les Prussiens ne se montrassent bientôt. Ce qu'on ne pouvait emporter, on s'efforça de le détruire, et de ces lieux qui avaient vu toutes les solennités militaires du second Empire il ne resta plus qu'une morne solitude. Puis les colonnes s'allongèrent sur les routes toutes droites. Tout gravait l'impression de la fatigue, et la monotonie du parcours, et la pluie qui tombait en abondance, et l'incertitude d'une marche qui déconcertait les calculs. Les chemins ne

(1) Voir colonel STOFFEL, *La dépêche du 20 août 1870*, p. 19-20.

tardèrent pas à se joncher de trainards, et on eut à déplorer des actes regrettables d'indiscipline. Bientôt, enveloppées dans l'horizon brumeux, se montrèrent les tours de la cathédrale. A l'arrivée rien n'avait été préparé, et longtemps les soldats, murmurants et harassés, errèrent à la recherche d'un gite. Cependant l'armée de Châlons reçut ce jour-là un important surcroît de forces. C'est à Reims qu'elle fut rejointe par le 7ᵉ corps que les compagnies de l'Est et de Lyon avaient réussi, au prix de longs détours et en utilisant toutes les voies demeurées libres, à amener de la haute Alsace.

En reculant la résolution finale, on n'y échappait pas. L'Empereur avait fixé son quartier général à trois kilomètres de la ville, au château de Courcelles. C'est là que devrait être enfin adopté le parti définitif. Sur ces entrefaites survint l'un des plus hauts personnages de l'Empire. C'était M. Rouher.

Il a affirmé que son voyage n'avait aucun but politique, mais était l'acte spontané d'un sujet fidèle, jaloux de rendre hommage à son souverain malheureux. C'était, a-t-il déclaré plus tard, « un pur voyage de sentiment ». On n'a pas le droit de mettre en doute sa parole. Mais il avait porté trop de dignités, il représentait encore des influences trop vivaces pour qu'il pût se réduire au simple rôle de courtisan de l'infortune. Membre du conseil privé, il avait participé aux dernières délibérations. Le ministère du 9 août, créé en réaction contre Émile Ollivier, marquait le retour de la politique qu'il avait défendue et, sans manier le pouvoir, il pouvait prétendre à l'inspirer. En ces conjonctures, qu'il le voulût ou non, il apparaîtrait à Courcelles comme le conseiller des résolutions futures. On le vit bien à ce qui suivit. Autour de l'Impératrice et au ministère de la Guerre, on voulait avec une énergie violente la marche vers Metz. Le langage de M. Rouher, quoique modéré et calme, ne serait que le développement de ces pensées.

Mac-Mahon avait été averti de la présence de l'ancien ministre. Il inspectait les positions de son armée. Il n'arriva qu'à sept heures du soir. Après le dîner et en présence de l'Empereur, un entretien tout intime s'engagea entre l'homme

d'État et le Maréchal, qui était assisté de son chef d'état-major, le général Faure. Tout ce qui se disait à Paris dans les sphères officielles, M. Rouher le répéta avec l'autorité de son rang et de ses services. « Ne pas secourir Bazaine, dit-il, ce serait proclamer, aux yeux de l'Europe et du pays, notre impuissance; l'esprit de solidarité militaire, l'honneur même protestaient contre un tel abandon. Le Prince royal marchait sur Paris, mais une distance de huit ou dix étapes l'en séparait encore. Ne serait-il pas possible à l'armée de Châlons de se porter sur l'armée de Lorraine, de faire sa jonction avec elle, puis de revenir sur le Prince royal? Ce serait la meilleure manière, la seule efficace peut-être, de protéger la capitale. » Ainsi parla M. Rouher, avec un mélange d'insistance (car ces vues étaient celles de ses amis) et de sage réserve (car il se sentait fort incompétent en matière militaire). Mac-Mahon avait écouté tout ce discours en silence. Quand l'ancien ministre se fut tu, il prit la parole, et avec un accent résolu, qui était peu habituel en sa bouche. De l'absence de tout courrier venant de Metz, il concluait, avec son bon sens, que Bazaine était bloqué. Les désordres de l'étape qui venait de finir avaient achevé de le désabuser. Sous ces impressions, il repoussa, avec plus d'énergie qu'il ne l'avait fait jusque-là, l'aventureux projet d'une marche offensive. « Bazaine, dit-il, n'a point de vivres, point de munitions; il sera forcé de capituler; nous arriverons trop tard. — Qui vous dit que les vivres, que les munitions manquent? », interrompit M. Rouher Sans répondre directement, Mac-Mahon prit à témoin son chef d'état-major : « Voyons, général, quel est votre avis? — Il est impossible de rejoindre Bazaine, monsieur le Maréchal, répliqua le général Faure. Un seul plan est praticable, c'est le retour vers Paris. » L'Empereur silencieux demeurait impassible. Ne se sentant point soutenu, M. Rouher céda. Il partageait les vues de l'Impératrice et de Palikao, non leurs passions : « Je suis étranger, dit-il, à toute notion stratégique, et devant l'aveu d'impossibilité absolue je n'ai qu'à m'incliner. » Il fut convenu que l'Empereur reviendrait avec ses troupes. Contraint à accepter un dessein qui déplairait fort à ses amis,

M. Rouher tint à compenser son échec par une petite revanche. Il suggéra de confier à Mac-Mahon le commandement, non seulement de l'armée, mais de toutes les forces qui défendraient Paris. C'était le moyen d'amoindrir Trochu en l'absorbant dans un chef, et ce succès même ne laisserait pas que d'être notable consolation. L'ancien ministre ne comptait pas l'obstination parmi ses défauts. Avec une aisance remarquable, il s'offrit à rédiger les proclamations où se notifierait le projet qu'il venait de combattre. Il les rédigea en effet; et avec beaucoup d'art, beaucoup de chaleur apparente, il colora la décision sous le meilleur aspect. Puis muni de ces pièces, il reprit incontinent le chemin de Paris (1).

A la nouvelle du prochain retour, la colère de Palikao éclata. Le 22 au matin, les ministres s'étant rassemblés, il refit, en leur présence, tous ses calculs militaires. Par ses arguments stratégiques, développés avec un ardeur qui supprimait les obstacles, il entraîna, sinon tous ses collègues, ainsi qu'il l'a prétendu, au moins la majorité d'entre eux. A l'issue de la délibération, c'est-à-dire à une heure, une dépêche fut envoyée à Reims, où on lisait les lignes suivantes : « Le sentiment unanime du conseil, en l'absence de nouvelles du maréchal Bazaine, est plus énergique que jamais. Ni décret, ni lettre, ni proclamation ne doit être publiée... Ne pas secourir Bazaine aurait à Paris les plus graves conséquences. En présence de ce désastre, il faudrait craindre que la capitale ne se défendît pas... Paris sera à même de se défendre contre l'armée du Prince royal : les travaux sont poussés très promptement. Une armée nouvelle se forme à Paris. Nous attendons une réponse par le télégraphe (2). »

Cet impérieux et suppliant message n'était pas encore sur les fils quand deux télégrammes arrivèrent de Reims, l'un de l'Empereur à l'Impératrice, l'autre de Mac-Mahon au ministre de la Guerre. Ils annonçaient, non la retraite vers Paris, mais la marche vers l'est. Le plan de Palikao

(1) Déposition Mac-Mahon, p. 30-31. Déposition Rouher, p. 239 (*Enquête parlementaire sur le 4 septembre*). — *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 59-63.
(2) *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 47.

triomphait, au moment juste où il semblait abandonné.

Que s'était-il passé? Toute la nuit du 21 ou 22 s'était écoulée sans nouvelles de Bazaine. Depuis deux jours on n'avait rien reçu, comme si déjà le blocus fût commencé. Interprétant ce silence comme on eût interprété les pires nouvelles, Mac-Mahon s'était affermi dans la pensée du retour. Cependant, autour de Metz, la surveillance n'était point tellement étroite qu'elle ne permît le passage d'émissaires. Le 20 août, à quatre heures de l'après-midi, au *Ban Saint-Martin*, un rapport, daté du 19 et adressé à l'Empereur, avait été remis par Bazaine à un garde forestier du nom de Braidy. Celui-ci, cachant le papier entre les deux semelles de ses bottes, s'était acheminé sur Verdun; après avoir été arrêté plusieurs fois, il avait fini par y arriver le 22, vers cinq ou six heures du matin : de là le message avait été transmis par le télégraphe à Reims. A bien peser les mots, la dépêche, sorte de résumé de la bataille de Saint-Privat, contenait plusieurs informations très inquiétantes. Elle apprenait que l'armée était définitivement rejetée sous Metz, que les troupes pliaient sous la fatigue des combats, que deux ou trois jours de repos leur étaient nécessaires. Mais dans le même rapport on lisait ce passage : « *Je compte toujours prendre la direction du nord et me rabattre ensuite par Montmédy sur la route de Sainte-Menehould et Châlons, si elle n'est pas fortement occupée. Dans ce cas, je continuerai sur Sedan et même Mézières pour gagner Châlons...* » Ces deux phrases furent les seules que Mac-Mahon voulut retenir. Il était à la fois obéissant et chevaleresque. Avide d'obéir, il vit dans le projet de Bazaine, même très vague, même ébauché, une indication qui le liait. Chevaleresque jusqu'au scrupule, il considéra que, son collègue s'avançant vers lui, la solidarité militaire lui imposait le devoir de faire la moitié du chemin. Tout ce que la prudence lui suggérait sur les dangers de la marche, sur l'état de son armée, sur les ressources de l'ennemi, s'absorba pour lui dans une vue supérieure, celle de concourir au dessein d'un frère d'armes qui était aussi son chef. A travers les lignes d'investissement, il essaya de faire passer à Bazaine l'avis qu'il se

dirigeait lui-même sur Montmédy (1). Puis il transmit au ministère de la Guerre la dépêche qui changerait en joie la confusion de Palikao.

Au moment où il allait s'orienter vers le nord-est, une dernière, une suprême lumière n'éclairerait-elle pas les yeux de Mac-Mahon? Le message du 19 août, porté par Braidy, n'était point le seul qui eût trompé la vigilance prussienne. Le lendemain 20 août, à sept heures du soir, Bazaine avait remis en double à deux émissaires, une jeune femme, Mme Imbert, et un agent de police, du nom de Flahaut, trois dépêches, la première pour l'Empereur, la seconde pour le ministre de la Guerre, la troisième pour Mac-Mahon. Celle-ci était conçue en ces termes : « J'ai dû prendre position près de Metz pour donner du repos aux soldats et les ravitailler en vivres et en munitions. L'ennemi grossit toujours autour de moi; je suivrai très probablement pour vous rejoindre la ligne des places du nord et vous préviendrai de ma marche, si toutefois je puis l'entreprendre sans compromettre l'armée. » Ainsi Bazaine, loin d'être comme la veille affirmatif, semblait désormais douter qu'il pût quitter Metz : il s'effrayait du nombre de ses ennemis; il se demandait s'il pourrait *entreprendre la marche sans compromettre l'armée :* en tout cas, *il préviendrait son collègue.* Sur l'esprit de Mac-Mahon, quelle ne serait pas l'influence de cette dépêche où se reflétaient toute l'indécision d'une volonté mal assurée, tout le désarroi d'une fortune précaire! Définitivement éclairé sur le péril de l'offensive, définitivement fixé sur l'inconsistance des desseins qui régnaient dans Metz, le commandant de l'armée de Châlons ne reviendrait-il pas, par une nouvelle et décisive évolution, vers le projet de retraite sur Paris? Le 21 août, vers midi, les émissaires, ayant percé les lignes allemandes, avaient réussi à gagner Thionville. A Thionville, un commissaire cantonal, M. Guyard, avait reçu la mission de porter les papiers jusqu'à Longwy. Il y était arrivé le 22, vers le milieu du jour, et s'était

(1) Dépêche de Courcelles-les-Reims, 22 août 10 heures 55 minutes matin. (Procès Bazaine, audience du 14 octobre 1873.)

déchargé de son dépôt entre les mains du commandant de la place, le lieutenant-colonel Massaroli. En cette ville se trouvaient deux inspecteurs de police, du nom de Miès et de Rabasse, que le colonel Stoffel, préposé auprès de Mac-Mahon à une sorte de service de renseignements, avait, à tout hasard, envoyés aux informations. Ces deux hommes, jaloux de ne point paraître inutiles, persuadèrent au colonel Massaroli qu'il leur confiât les originaux; puis, par les fils demeurés libres, ils transmirent à destination les dépêches. Celle au maréchal Mac-Mahon portait cette suscription : « *Les inspecteurs délégués de l'état-major au colonel d'état-major attaché près de S. E. le maréchal de Mac-Mahon. Reims* (1). » Elle fut expédiée le 22 août, à 4 heures 50 minutes du soir. Mais voici où commence un mystère qu'aucune enquête n'est parvenue à dissiper. Le colonel Stoffel a déclaré n'avoir point reçu le télégramme. Le maréchal et ses deux aides de camp, le colonel d'Abzac et le colonel Broye, ont affirmé de leur côté que jamais ils n'avaient eu connaissance d'une communication pareille (2). Le colonel Stoffel, partisan de la marche sur Metz, aurait-il, comme on le prétendrait plus tard, supprimé de sa propre autorité un télégramme gênant (3)? Dans l'immense désordre de toutes choses, la dépêche se serait-elle égarée? Ou bien encore, aurait-elle été considérée comme la répétition du rapport de la veille, et à ce titre aurait-elle passé inaperçue? Il arriverait donc (et cette constatation importe seule à l'histoire générale) qu'un fatal destin rendrait inutiles même les rares messages que la vigilance ennemie laisserait échapper. Des deux dépêches, celle du 19, celle du 20, Mac-Mahon n'eut que la première, c'est-à-dire celle qui, en piquant son honneur et en réveillant son espoir, achèverait de le tromper. Le sort en était jeté. Le lendemain 23 août, l'armée de Châlons commencerait sa marche vers le nord-est.

(1) Procès Bazaine (audience du 4 novembre 1873). — D'après le rapport du général Seré de Rivières, la suscription, plus précise encore, portait expressément le nom de colonel Stoffel. (Voir procès Bazaine, audience du 7 octobre 1873.)

(2) Voir procès Bazaine. — Audiences des 1er, 3, 4 novembre 1873.

(3) Voir rapport du général Seré de Rivières (procès Bazaine).

LIVRE XLIII

LE MINISTÈRE DU 10 AOUT ET LES DERNIÈRES NÉGOCIATIONS DE L'EMPIRE

SOMMAIRE : I. — Le ministère Palikao. — Mesures militaires votées par les Chambres : nouvelles formations : 12ᵉ corps, 13ᵉ corps, premiers éléments du 14ᵉ corps. — Mesures prises en vue d'un siège : fortifications, troupes, approvisionnements. — Mesures économiques et financières.

II. — Le gouvernement intérieur. — De quelques menées démagogiques : Marseille; Lyon ; tentative insurrectionnelle à la Villette (14 août). — Le Corps législatif : quelles dispositions y règnent : velléités d'émancipation et retours de docilité : motion Kératry (22 août). — L'esprit public : attente anxieuse : quelles transformations changent la vie journalière et l'aspect de Paris : disposition nerveuse et impressionnable : bruits de trahison : les espions. — Les départements : quelles rumeurs y courent, quelles accusations extraordinaires y trouvent créance.

III. — Les négociations diplomatiques : projet d'alliance entre l'Autriche et l'Italie : comment ce projet est débattu au début de la guerre. — Pourparlers à Metz : comment la France objecte à la fois la lenteur de la coopération et surtout les stipulations relatives à Rome. — Quelles hésitations subsistaient soit à Vienne, soit à Florence et eussent rendu, même en cas d'acceptation complète du projet, l'assistance bien incertaine. — Comment on apprend les défaites du 6 août.

IV. — L'Autriche : comment, après nos défaites, elle n'a plus d'autre souci que de ne pas se compromettre. — L'Italie : en quoi sa condition diffère de celle de l'Autriche : nouvelle demande de la France et de quelle façon elle est déclinée. — L'Italie veut se soustraire à toute suggestion ultérieure de la France : elle se retourne vers l'Angleterre. — Dispositions de l'Angleterre depuis le début du conflit. — Comment le cabinet de Londres imagine l'idée de la *Ligue des neutres;* en quoi elle consiste : comment elle est adoptée.

V. — Comment la *Ligue des neutres,* tout en isolant la France, aurait pu faciliter l'œuvre de la paix. — Des obstacles à toute négociation : dispositions de la Prusse ; dispositions de la France. — Mission du prince Napoléon en Italie : son départ pour Florence (19 août).

VI. — La Russie : quel concours de circonstances semblait la préparer pour

le rôle de médiatrice. — Alexandre II : ce qui entretient et fortifie ses sympathies prussiennes. — Neutralité menaçante subordonnée à celle de l'Autriche. — Comment nos défaites ramènent un peu le Czar et le gouvernement russe vers la France : symptômes de revirement : en quoi ce revirement est bien incertain et est lui-même mêlé de retours. — Idée de profiter du conflit pour échapper aux stipulations du traité de Paris. — Comment les bonnes volontés s'évaporent en paroles, et comment la France ne peut compter que sur elle-même.

I

Pendant ce mois d'août 1870, Bazaine autour de Metz, Mac-Mahon en Champagne, absorbent toutes les pensées, et tout ce qui n'est pas eux semble fatigant détail ou chose négligeable. Pourtant la pleine intelligence des événements veut qu'on s'éloigne un peu des lieux où se joue le grand drame, et qu'on n'oublie point ceux qui préparent les nouvelles ressources, assurent le gouvernement, essaient de préserver contre les atteintes du malheur quelques restes des anciennes alliances. Cette tâche incombait au ministère Palikao. — Il lui appartenait de renouveler les effectifs, de refaire notre appareil militaire, soit pour les opérations en rase campagne, soit en vue d'un siège. — A cette vigilance, la première de toutes, se joignait le souci de défendre l'Empire, moins encore contre les attaques de ses ennemis que contre les doutes, les tiédeurs, les abandons nés de la défaite. — Enfin il importait d'épier au dehors les moindres signes de bon vouloir, et de saisir à temps toutes les amitiés, si jamais il s'en trouvait quelqu'une plus forte que nos disgrâces.

La guerre avait été entreprise contre une armée double de la nôtre. Les revers, en désorganisant une partie de nos forces, avaient rendu plus sensible ce désavantage. Il y avait urgence à rechercher partout les hommes disponibles. Une loi, votée dès le 10 août, prescrivit la levée immédiate du contingent de 1870. En outre, tous les citoyens de vingt-cinq à trente-cinq ans, non mariés ou veufs sans enfants, qui ne faisaient

point partie de la garde mobile, furent appelés à l'activité. A quelques jours de là, on découvrit que les jeunes gens, exonérés des classes 1865 et 1866, échappaient à la garde mobile; aussitôt on les y incorpora. On décida que les engagements volontaires pourraient être contractés sans aucune limite d'âge, sauf le cas d'infirmité ou de maladie. Enfin la garde nationale fut rétablie dans tous les départements : tous les hommes âgés de moins de quarante ans en feraient partie (1).

Telles furent les mesures législatives. Elles fournissaient les hommes. Pour la plupart, ils étaient inexercés. Tandis qu'on les instruirait, tout achèverait peut-être de se perdre. Le soin le plus pressant serait d'utiliser au plus vite les cadres existants; d'y faire entrer les anciens militaires, les réservistes, tous ceux qui étaient un peu dégrossis, et de procéder à de nouvelles formations. Dès le commencement d'août avait été créé le 12e corps, dont on a dit l'arrivée au camp de Châlons. Le 16 août, on commença à organiser, sous le commandement du général Vinoy, le 13e corps. Deux régiments excellents, venus des États romains, le 35e et le 42e de ligne, en furent le noyau. Le reste se composa de quatrièmes bataillons, que l'on groupa en *régiments de marche*. On forma de la sorte trois divisions : la division d'Exéa, qui, le 25 août, partit pour Reims; la division Blanchard, qui fut mise en route, le 29, vers Mézières; la division Maud'huy, qui serait acheminée peu après dans la même direction (2). Dans le même temps, on rassembla les premiers éléments du 14e corps, qui serait confié au général Renault.

Des illusions tenaces rêvaient encore opérations lointaines. Dans le mémoire justificatif publié par le général de Palikao, on retrouve la trace d'un projet d'incursion dans le grand-duché de Bade (3). Ce dessein, explicable au début de la campagne, n'était plus, après les défaites, que téméraire aventure. Tout près de nous était le danger. L'invasion

(1) Lois des 10, 12, 18 août (*Bulletin des lois* 1870, n° 1841, 1843, 1848).
(2) Général VINOY, *Opérations du 13e corps*. p. 1-11, p. 18 et suiv.
(3) Voir le général DE PALIKAO, *Un ministère de vingt-quatre jours*, p. 123, 124.

ennemie en Champagne annonçait le siège prochain. De là des soins multiples et accablants. Il fallait pourvoir aux fortifications, rassembler dans la ville les défenseurs, réunir enfin les approvisionnements de toute nature, et en tenant compte de besoins qui jamais n'avaient été égalés.

Le gouvernement de Louis-Philippe avait entouré Paris d'une enceinte fortifiée et, en outre, établi une série de forts. Avec le temps, les perfectionnements de l'artillerie avaient rendu insuffisante l'œuvre de 1840. Sur ces entrefaites avait éclaté la guerre. Dès le 15 juillet, le général de Chabaud-Latour avait été chargé d'inspecter les travaux de défense et de les mettre en état. Puis des commissions spéciales avaient été formées. On ne croyait point encore au péril, et ces mesures semblaient luxe de prudence. Sous le coup des défaites, on s'éveilla. L'état de siège permit de s'approprier, sans formalités légales, les terrains nécessaires pour construire, en avant des forts anciens, quatre nouveaux forts et sept grands ouvrages (1). Dans les armes spéciales, la plupart des officiers étaient, soit avec Bazaine ou Mac-Mahon, soit aux places de la frontière. On y suppléa par les ingénieurs. La ville de Paris prêta les siens. Elle fournit aussi les ouvriers. Ceux-ci, autant qu'on peut en supputer le chiffre, étaient au nombre de 16,000 le 16 août, de plus de 25,000 le 25 août. Une activité un peu tardive, mais désormais infatigable, s'appliqua à fortifier les remparts, à les garnir de canons, à rassembler dans les forts les bouches à feu, les poudres, les projectiles (2). Cependant, à la date du 17 août, avait été constitué le conseil de défense dont Trochu fut bientôt le président.

Pour défendre les murailles, tout ce qui était capable de combattre fut appelé. Dès le lendemain de Frœschwiller, la dépêche suivante fut adressée aux préfets maritimes : « Organisez les équipages en bataillons, et tenez-les prêts à venir

(1) *Enquête parlementaire sur le gouvernement de la Défense nationale*, rapport de M. Chaper, p. 22.
(2) Rapport de M. Chaper, p. 19 et suivantes.

dans le plus bref délai possible (1). » Donc pendant tout le mois d'août, on vit arriver, par détachements, les marins. Ils furent répartis dans les forts et y donnèrent aussitôt l'exemple du travail et de la discipline. « Les forts seront tenus comme les vaisseaux. » Ainsi s'exprimait le règlement que rédigea, à l'usage de ses matelots, le vice-amiral de la Roncière le Noury (2). On réunit de la sorte près de 8,000 hommes divisés en 12 bataillons. A cette vaillante troupe s'ajouta l'artillerie de marine, c'est-à-dire un millier d'hommes; puis quelques bataillons d'infanterie de marine qui n'avaient pas été englobés dans l'organisation primitive du 12e corps. — Vers la fin d'août, les gardes forestiers, puis les douaniers seraient mis à la disposition du ministre de la Guerre : de là un appoint de 3,000 soldats d'élite. — La gendarmerie, la garde municipale à pied et à cheval, les sergents de ville fourniraient 9,000 hommes environ, solides et aguerris. — Quant à l'armée active, elle se réduirait, trois semaines après les défaites, à quelques dépôts de la Garde impériale, à cinq ou six mille hommes, très mal exercés, appartenant à l'artillerie ou au génie, à quatre ou cinq mille hommes du 14e corps (3). — Cependant la garde mobile de la Seine, à l'effectif de treize ou quatorze mille hommes, était revenue du camp de Châlons et avait été rassemblée à Saint-Maur. Par les chemins de fer arriveraient plus tard d'autres bataillons de garde mobile, envoyés en grand nombre des provinces. Enfin la garde nationale sédentaire, forte de 30,000 hommes le 13 août, devait atteindre vers la fin du mois le chiffre de 80,000 hommes (4).

L'approvisionnement de la capitale n'éveillait guère de moindres sollicitudes. La tâche incombait surtout au ministre du Commerce, M. Clément Duvernois. Son plan fut d'assurer un approvisionnement plein pour deux mois, auquel se join-

(1) *Enquête parlementaire sur le gouvernement de la Défense nationale*, déposition de l'amiral Rigault de Genouilly, p. 142.

(2) Vice-amiral DE LA RONCIÈRE LE NOURY, *la Marine au siège de Paris*, p. 7.

(3) Voir rapport de M. Chaper, p. 11-13.

(4) *Journal officiel*, 29 août 1870.

drait celui du commerce et des particuliers. Suivant le conseil de M. Thiers, on s'appliqua à amener dans Paris les blés des départements voisins : le profit serait double, puisqu'on créerait l'abondance dans la capitale et le vide dans les emplacements ennemis (1). Un avis aux cultivateurs de la région environnante les invita à faire entrer dans la ville leurs grains et leurs fourrages : ils pourraient, à leur choix, ou les y emmagasiner gratuitement, ou les céder à l'État qui s'en rendrait acquéreur (2). C'est à la Bretagne, et surtout au Maine et à la Normandie que Paris demanderait ses principales ressources en viandes, en salaisons, en denrées alimentaires de toutes sortes. Par un regrettable retard, les premières réquisitions ne furent adressées à la compagnie de l'Ouest, au moins pour le bétail, que le 20 août. Les jours suivants, les transports se succédèrent régulièrement. Les seuls embarras furent ceux de l'arrivée : les différentes administrations publiques, guerre, commerce, Ville de Paris, donnaient parfois des ordres contradictoires : de là des à-coups, des retards de livraison, des marchandises en souffrance. Jusqu'à l'investissement, les lignes de Normandie feraient entrer plus de 14,000 wagons de vivres, plus de 67,000 têtes de bétail (3).

Aux levées militaires, aux préparatifs du siège se joignaient les mesures de toute sorte que les circonstances commandaient. Une loi du 21 juillet avait autorisé un emprunt de 500 millions; le 12 août, une nouvelle loi avait élevé cette somme à un milliard. Dans les régions officielles et parmi les gens d'affaires, la crainte était grande que l'excès de la perturbation ne décourageât le public, et que l'émission, si avantageux qu'en fût le taux (4), ne fût point couverte. Les invitations à la confiance ne furent point ménagées, et les économistes les plus autorisés joignirent patriotiquement leurs avis à ceux des

(1) *Enquête parlementaire sur le gouvernement de la Défense nationale*, déposition Clément Duvernois, p. 217.

(2) *Journal officiel*, 27, 29 août 1870.

(3) JACQMIN, *les Chemins de fer pendant la guerre de 1870*, p. 159-160.

(4) Les titres étaient en rente 3 pour 100, au taux de 60 fr. 60.

publicistes officieux. « En 1814 et en 1815, en 1830 et en 1848, disait M. Léon Say, c'est en employant en rentes leurs épargnes que beaucoup de familles de Paris et de la province ont fait la fortune qu'elles possèdent aujourd'hui (1). » La souscription s'étant ouverte le 28 août pour 750 millions, les prévisions pessimistes furent démenties. —En une crise exceptionnelle, il parut opportun de faire fléchir quelques-unes des maximes qui règlent le crédit public. Une loi du 12 août donna cours de monnaie légale aux billets de la Banque de France et autorisa les petites coupures jusqu'à 25 francs; les émissions maxima furent fixées d'abord à 1,800 millions, puis élevées à 2 milliards 400 millions. — Le 13 août, le Corps législatif prorogea d'un mois l'échéance des effets de commerce et interdit toute poursuite contre ceux qui étaient appelés sous les drapeaux. — Tandis que l'on votait au Palais Bourbon ces mesures d'ordre économique et financier, le gouvernement rendait, en vertu de l'état de siège, divers décrets de police. L'un des principaux eut pour objet d'éloigner de Paris tous les sujets allemands : dans un délai de trois jours, ils seraient contraints, soit à quitter la capitale, soit à se retirer dans l'un des départements situés au delà de la Loire (2). — Cependant une prévoyance soucieuse s'appliquait à mettre en sûreté nos plus précieuses richesses. Ainsi vide-t-on un édifice que déjà menace l'incendie. Dans les galeries du Louvre les principaux tableaux furent décrochés; puis, cloués dans des caisses comme des morts dans leur cercueil, ils furent transportés à Brest. Vers le même lieu furent expédiés les diamants de la couronne, une portion du numéraire de la Banque, et enfin les drapeaux des Invalides (3).

(1) *Journal des Débats,* 22 août 1870.
(2) *Journal officiel,* 29 août 1870.
(3) *Enquête parlementaire sur les actes de la Défense nationale,* déposition Rigault de Genouilly, p. 133.

II

J'ai abrégé l'énumération des mesures qui remplirent ce triste mois d'août. Aussi bien ces mesures elles-mêmes n'auraient leur effet que dans la dernière partie de la guerre. Ce n'est déjà plus le *Second Empire,* et il n'est que juste d'écourter la préface d'un livre qu'il ne m'appartient point d'écrire. En même temps qu'ils pourvoyaient à la défense, les conseillers de la Régente avaient pour mission d'assurer l'ordre intérieur et la dynastie. Dans la crise où nous étions engagés, un triple embarras naissait des menées des ennemis, de la désagrégation des amis, de la surexcitation de l'esprit public.

Les ennemis, c'étaient les révolutionnaires. Depuis deux années, les journaux démagogiques exaltaient les passions; les réunions publiques suscitaient des tribuns; l'*Internationale,* complètement détournée de son objet primitif, fournissait des cadres. Heureusement la vaniteuse ineptie des chefs, leurs rivalités, la salutaire terreur de l'Empire contenaient les explosions. Il y avait de nombreuses organisations, mais embryonnaires et enfantines; on péchait beaucoup, mais par pensées, par désirs plus encore que par actes, et les haines s'évaporaient en des conspirations scélérates et naïves, menées juste à ce point opportun où la police, en les saisissant, se faisait honneur et profit. Tel avait été le complot Beaury (1) qu'en ce temps-là même la haute cour jugeait à Blois. Les leçons de l'audience n'eussent pas laissé que d'être instructives. Mais, dans les émotions de la guerre, qui n'avait oublié Beaury et ses obscurs complices? Sur ces entrefaites, les revers du 6 août avaient fortement secoué toutes les âmes démagogiques. En plusieurs grandes villes, on vit des commencements de sédition. — A Marseille, dans la soirée du 7 août, des

(1) Voir t. VI, liv. XXXVIII, p. 112.

bandes tumultueuses, conduites par un avocat du nom de Gaston Crémieux, se portèrent vers la préfecture en réclamant des armes : le préfet répliqua, non sans à-propos, que la demande était juste et qu'incontinent on distribuerait des fusils à quiconque s'enrôlerait. Ce n'était point la réponse qu'on voulait. Le lendemain, les manifestants se remirent en route et, repoussés derechef de la préfecture, envahirent l'hôtel de ville (1). — A Lyon, le 13 août, un notaire de Thurins, du nom de Lentillon, moitié fanatique, moitié détraqué, monta à la Croix-Rousse, y provoqua un rassemblement, déclara l'Empire renversé, la République établie. La force publique étant arrivée fut accueillie par les cris : *A bas l'Empire! au Rhône la police!* Une rixe s'engagea. Un sergent de ville fut mortellement atteint; six agents ou gendarmes furent blessés ou contusionnés. Dans la journée, le calme matériel se rétablit, mais non la sécurité. Un magistrat courageux, M. Bérenger, s'efforça de liguer les gens de bien pour la défense de l'ordre; la tentative échoua : « Nous n'avons pas encore la République française, disaient les plus clairvoyants; mais déjà nous avons la République lyonnaise. » — La capitale était tout d'abord demeurée calme. Elle eut aussi son essai de sédition. Ce ne fut pas une échauffourée, mais un audacieux coup de main. Le dimanche 14 août, dans l'après-midi, au milieu d'une population paisible, une bande d'hommes armés se portèrent vers la caserne des sapeurs-pompiers de la Villette. Ils assaillirent les hommes de garde; le factionnaire fut blessé d'un coup de poignard; l'un des pompiers fut atteint de trois balles. Les sergents de ville accoururent : l'un d'eux fut tué; trois autres furent grièvement blessés. Dans la rue passait une enfant de cinq ans qui reçut une balle dans le ventre et mourut sur le coup. Un détachement de la garde municipale survint. Déjà les habitants du quartier indignés prêtaient main forte aux agents.

(1) Premier conseil de guerre de Marseille (audiences des 27 et 28 août, voir *le Droit*, 2 septembre 1870).

(2) Premier conseil de guerre de Lyon, audiences des 1er, 2, 3 septembre 1870 (*Gazette des Tribunaux*, 3, 4, 5 septembre 1870).

Les insurgés se dispersèrent, laissant sur le lieu de la lutte des pistolets et surtout des poignards, très reconnaissables à leur forme singulière. Ce jour-là et les jours suivants, on procéda à de nombreuses arrestations. L'un des principaux chefs de la bande s'appelait Eudes. On le retrouverait plus tard dans la Commune (1).

Ces folles tentatives, ces complots criminels étaient peu redoutables. Une tâche plus difficile, plus délicate surtout, serait de maintenir en un solide faisceau tous ceux qui, depuis dix-huit ans, soutenaient l'Empire.

C'est au Palais-Bourbon qu'on observait le mieux les flottements. Quelle subtile analyse marquerait les dispositions complexes des députés jusque-là si dociles! On ne pouvait dire qu'ils fussent infidèles. Loin de là, ils se piquaient de ne point abandonner le malheur, et, s'ils se rappelaient le Corps législatif de 1814, c'était avec la volonté de ne point le copier. Quoi qu'ils fissent pour raffermir leur confiance, ils ne parvenaient pas à ressusciter leur foi morte. A la lueur des événements récents, toutes les fautes anciennes leur apparaissaient. Leur tristesse se mêlait de remords; car, gens de bon sens pour la plupart, ils avaient entrevu les erreurs et ne se pardonnaient point que leur fermeté n'eût point égalé leur clairvoyance. Comme la vanité se mêle à toutes choses, ils se figuraient même avoir discerné nettement ce qu'ils n'avaient pénétré qu'à demi, et l'idée exagérée, qu'après coup ils se faisaient de leur sagesse, accroissait leur repentir. Désabusés de l'Empire, ils voulaient avant tout ne pas tomber dans la révolution. Donc, par souci de l'ordre autant que par respect du serment, ils soutiendraient le régime auquel ils avaient cessé de croire. Seulement, toutes choses se renversant, ils dirigeraient au lieu de suivre et, au risque d'un peu d'usurpation, se feraient les tuteurs de ceux qui décidément avaient besoin d'être conduits. Ainsi pensaient-ils, se jugeant très avisés et ne doutant pas qu'ils ne fussent aussi fermes qu'avisés. Quel n'est pas le despotisme des habitudes sur des âmes façonnées à l'obéis-

(1) Voir *Gazette des Tribunaux*, 21, 24, 29, 30 août 1870.

sance! Quand les esprits croyaient s'être affermis dans l'indépendance, la timidité, les ressaisissant, suspendait les paroles, paralysait les résolutions. Puis, par un sentiment d'honneur, on répugnait à se redresser contre l'Empire affaibli quand on s'était incliné si bas devant l'Empire tout-puissant. Le scrupule de froisser une femme, la crainte de provoquer une crise ministérielle achevaient d'amoindrir les desseins. Pourtant, les hésitations ne se comptant plus, les projets ne se dégradaient que pour reparaître à l'état de velléité. Au fond on eût aimé un partage des pouvoirs, à la condition que la Régente se prêtât elle-même au dépouillement. En attendant, la plus grande hardiesse était de laisser parler la gauche sans murmurer. Et, à vrai dire, cette nouveauté ne laissait pas que d'être fort extraordinaire; car ce silence, par contraste avec les habitudes passées, prenait parfois des airs d'acquiescement.

Tous les projets, tous les votes se ressentirent de ces contradictions. On a dit comment, le 9 août, sous le premier coup de la défaite, Jules Favre avait osé insinuer l'idée de la déchéance. Le 22, M. de Kératry demanda que neuf députés, élus par la Chambre, fussent adjoints au conseil de défense. Quoique non factieuse, la motion était inconstitutionnelle, car elle immisçait le pouvoir législatif dans les attributions exécutives. Voici où se révéla chez les députés la volonté d'empiéter : sur le projet qui semblait appeler la question préalable, ils votèrent, quoique avec hésitation, l'urgence. Palikao protesta : « Nous avons, dit-il, la responsabilité de nos actes; nous la voulons tout entière. » Sur ces paroles, on se retira dans les bureaux. On pouvait croire que le vote d'urgence impliquait l'approbation. Palikao venait de menacer d'une crise ministérielle; puis le chiffre de neuf membres paraissait bien élevé, et la crainte se formula que le conseil ainsi accru ne prît, au grand détriment des affaires, l'aspect d'une assemblée délibérante. Le sentiment général fut pour le rejet. Ainsi reparut, après l'émancipation, l'obéissance. La soumission ne s'affirma que pour s'atténuer aussitôt. Disposés à repousser le projet, les députés se mirent en quête d'une

solution intermédiaire. C'est sous cette impression que la commission fut nommée, et incontinent elle marqua son indépendance en désignant, avant toutes choses, pour rapporteur M. Thiers. Dans l'espoir d'une entente, celui-ci demanda un délai. Deux jours se consumèrent en pourparlers. La commission proposa de réduire de neuf à trois le chiffre des membres à élire. Indifférent au nombre, le ministère repoussa la combinaison. Un autre amendement, formulé par M. Glais-Bizoin, consistait à faire nommer par le Corps législatif un comité de neuf membres qui se mettrait en rapport avec le comité de défense. Très désireux d'accord, les commissaires recommandèrent la suggestion. Derechef, le gouvernement revendiqua l'intégrité de ses prérogatives. Tout ce que le général de Palikao voulait concéder, c'était que le gouvernement choisirait lui-même parmi les députés trois membres à adjoindre au comité. Il laissait entendre que l'un des choix se porterait sur M. Thiers. « Ah! Monsieur le ministre, disait à ce propos Jules Favre, en vous réservant le droit de nomination, vous manifestez votre confiance en vous-même, non votre confiance dans la Chambre. » L'un des membres les plus dévoués de la majorité, M. le marquis de Piré, tenta *in extremis,* mais vainement, un moyen de conciliation : le droit d'élection serait maintenu au Corps législatif; puis le gouvernement ferait son choix sur la liste des élus. Le 24, M. Thiers lut son rapport. Il tenait en quelques lignes. A l'unanimité, la commission repoussait la motion Kératry, mais soulignait le motif principal du rejet, qui était la crainte d'une crise ministérielle : 206 voix contre 41 ratifièrent ces conclusions. — L'esprit de discipline l'emportait. L'emporterait-il sans retour? Trois jours plus tard, un décret ayant adjoint M. Thiers au comité de défense, la Chambre prolongea ses applaudissements, comme si elle eût voulu confisquer l'acte gouvernemental et y substituer un mandat supérieur conféré par ses acclamations. Puis, sous diverses formes reparurent les tentatives d'immixtion. Le 27, M. Latour du Moulin reprit pour son compte, en le démarquant à peine, l'amendement de M. Glais-Bizoin. Le 31, M. Keller demanda l'élection

par la Chambre, après entente avec les ministres, d'un commissaire extraordinaire chargé d'organiser le soulèvement en Alsace. Sur ces propositions l'urgence fut repoussée. Même rejetées, ces motions marquaient l'état des âmes. En se fixant dans l'ancienne docilité, la Chambre eût rendu, à défaut d'autre service, celui de ne rien entraver : en empiétant résolument, elle eût du moins fortifié la Régence de tout ce que l'opposition modérée avait conservé de crédit. Pour l'une de ces conduites, l'entière confiance manquait; pour l'autre, l'entière audace. De là de perpétuelles oscillations entre une indépendance timide et une obéissance sans foi. Ainsi en serait-il jusqu'au jour où les événements, plus forts que toutes les combinaisons de détail, mettraient d'accord, en les courbant sous la même impuissance, et la Régence, et le Corps législatif, et tout ce qui restait de l'Empire.

En ce relâchement de tous les ressorts, l'état des esprits ajoutait à la confusion universelle un singulier surcroît de trouble et d'embarras.

Nulle plume ne saurait dépeindre ce mois terrible. Une attente pleine de fièvre épiait les nouvelles. Les peuples malheureux ont besoin d'idoles. On s'en était forgé une : le « glorieux Bazaine ». On s'évertuait à se convaincre qu'il réparerait Wissembourg, Frœschwiller, Forbach. Les jours du milieu d'août s'écoulèrent en cet espoir anxieux et tremblant. C'est alors que circulèrent les grandes fables : les cuirassiers blancs massacrés jusqu'au dernier, les Prussiens exterminés dans les carrières de Jaumont. Les légendes se pénétrant de mélodrame, on parlait aussi de princes prussiens tués, et dont les cercueils, couverts de draperies lamées d'argent, avaient été vus traversant les lignes ennemies. Aux informations sensationnelles un grand silence succéda, comme si ceux qui combattaient là-bas fussent déjà coupés de la patrie. Le 21 août, le *Journal officiel* confessa que les fils télégraphiques étaient rompus, que depuis deux jours on n'avait pas eu de nouvelles de Metz; il ajouta que sans doute le plan de Bazaine n'avait pas encore abouti. Sous l'aveu, les fronts assombris se courbèrent. Dans l'entrefaite, Trochu

s'était installé au Louvre. A tout prix, on voulait un sauveur, et pour le peuple parisien lui aussi devint idole. L'ennemi approchait. La Compagnie de l'Est avait arrêté son service, le 14 à Commercy, le 16 à Bar-le-Duc. Les feuilles publiques marquaient jour par jour les progrès de l'invasion. Les Prussiens furent signalés à Saint-Dizier, à Wassy, puis dans la région de Châlons. Le 23, les trains ne dépassèrent point Épernay; le 25, ils se prolongèrent jusqu'à Châlons; le 26, ils s'interrompirent de nouveau, puis reprirent encore le lendemain (1). Quand le ministre de la Guerre paraissait, aussitôt les regards épiaient ce que son visage marquait de sécurité ou d'alarme. Sur un ton qui dépassait la mesure — car ce qui voulait être assurance devenait fanfaronnade — il débitait, avec une négligence assez préparée, quelques fragments de dépêches, disait peu de paroles, paraissait en retenir beaucoup d'autres; puis se retranchait, en une sorte de silence avantageux qui prenait un air de discrétion stratégique. Quand les esprits s'étaient un peu relevés, voici que circulaient les fragments de journaux introduits de Bruxelles ou de Londres et qui montraient Bazaine cerné, Strasbourg bloquée, les Prussiens au cœur de la patrie. Peu à peu on s'habituait à l'idée du siège, et sans trop d'efforts ni de crainte; car l'inquiétude se fondait dans l'immensité de l'étonnement. Cependant Mac-Mahon était en Champagne avec son armée, et à ce nom les courages se ranimaient. Que ne pourrait-il point, soit qu'il se repliât vers Paris où il trouverait Trochu, soit qu'il s'avançât vers Metz où il rallierait Bazaine?

Le trouble permettant mal le repos, toute la vie débordait au dehors. Le temps se consumait en un mouvement continu qui trompait, par l'activité physique, l'angoisse de l'attente. Les mairies étaient assiégées de gens qui demandaient des armes. Vers les ministères, vers l'hôtel du Gouverneur affluaient les députés donneurs de conseils, les journalistes en quête de nouvelles, les pères, les mères inquiets pour leurs

(1) JACQMIN, directeur des chemins de fer de l'Est, *les Chemins de fer pendant la guerre de 1870*, p. 153-154.

fils. Puis il y avait tous ceux qui guettaient une occasion d'affaires ou de profit. C'était un défilé ininterrompu d'inventeurs : les uns proposaient des bombes explosibles ou asphyxiantes, les autres des cuirasses d'un modèle inédit; celui-ci avait retrouvé le feu grégeois, celui-là s'offrait à diriger les ballons. Les valeurs de Bourse avaient perdu à peu près tout ce qu'elles pouvaient perdre : par intervalles, au souffle de quelque bonne nouvelle, elles rebondissaient encore, puis s'effondraient comme des outres dégonflées. Dans les antichambres se faufilaient des solliciteurs à l'accent souvent étranger, aux manières un peu suspectes : c'étaient les soumissionnaires de marchés pour armes, vivres, équipements. Le temps manquait pour débattre les prix, pour approfondir la moralité des traitants : de là des erreurs relevées plus tard, avec une sévérité qui ne tiendrait pas toujours compte des obstacles. Un perpétuel va-et-vient remplissait la ville. Il y avait ceux qui partaient pour fuir l'investissement, ceux qui arrivaient pour fortifier la défense. De toutes les gares débouchaient les soldats isolés, les engagés volontaires, les francs-tireurs, les ambulanciers. Les yeux habitués aux élégants uniformes, faits pour la coquetterie autant que pour le combat, contemplaient avec une surprise ahurie les vareuses rudimentaires, les gros souliers, les bribes d'équipement jetés sur une défroque civile. Ceux qui n'avaient pu se fournir d'autre chose marquaient du moins par le képi leur nouvel état. Un jour on vit arriver une foule de pompiers : ils parcoururent la ville en curieux qui regardent, provoquèrent des acclamations d'une sympathie un peu ironique, puis repartirent comme ils étaient venus. Des chemins naguère déserts ou inconnus s'animaient; c'étaient ceux qui conduisaient aux forts. On rapprenait les noms d'ouvrages que jusque-là on avait côtoyés sans les voir. Qui eût cru qu'ils pussent servir un jour? Un spectacle inouï, que jamais on n'eût imaginé, que jamais on ne reverrait, c'était celui de la grande cité qui se transformait. Le Champ de Mars offrait l'aspect d'un camp; du côté de Grenelle s'allongeait un parc de mulets. Aux abords de la ville, de grands

arbres tombaient sous la cognée. Là où s'étendait naguère un rideau de verdure, se hérissaient des palissades de pieux aigus. A travers le bois de Boulogne, des bœufs blancs vaguaient, désorientés et hagards. La curiosité prolongeait de longues flâneries à la fois distraites et anxieuses où les yeux se pénétraient de toutes ces images. Pourtant les pensées ne se fixaient sur Paris que pour se reporter sur le théâtre de la guerre. On eût voulu hâter les heures, percer les distances. Qui fallait-il croire, ou Trochu qui, au Louvre, dédaignait de voiler les mauvaises nouvelles; ou Palikao qui, en des paroles incohérentes et obscures, semblait présager encore le succès?

Rien ne détraque la machine humaine comme les heurts de la consternation et de l'espérance. Sous l'excès de la nervosité la mesure des choses se perdait, et les esprits, à la fois tendus jusqu'à se rompre et affaiblis, flottaient au double gré de la crédulité et de la passion. La guerre avait été brusquée à la manière d'un coup de tête. Elle gardait en se continuant quelque chose de l'exaltation d'où elle avait surgi. Ce que la vanité refusait à expliquer par des causes naturelles prenait un aspect de maléfice. D'instinct et un peu au hasard, on aspirait à précipiter quelqu'un, à briser quelque chose, comme pour changer la veine. Les victimes emporteraient le mauvais sort. La même naïveté surexcitée qui croyait au sortilège accueillait les bruits de trahison. A entendre les discours populaires, Lebœuf avait trahi, Frossard aussi, Failly aussi : on n'épargnait tout à fait que Bazaine. Une idée fixe s'affermissait pareillement, celle d'un espionnage universel. On rêvait espions, on en voyait partout. Espion celui qui parlait une langue étrangère, fût-ce l'anglais ou l'espagnol; espion celui que, dans la rue, dénonçait un gamin facétieux; espion le provincial qui déployait un plan ou s'égarait loin de son hôtel; espion celui dont le nom se marquait d'une désinence germanique! La niaiserie, qui soupçonnait tout, essayait de réparer cette autre niaiserie qui jadis avait non seulement tout laissé voir, mais devancé toutes les curiosités. Le vrai, c'est que, pendant le mois d'août, les journaux judiciaires ne

mentionnent, au moins pour Paris, qu'une seule affaire d'espionnage : un Allemand qu'on appelait Harth — autant du moins qu'on a pu établir son identité — fut saisi, déféré au conseil de guerre, condamné à mort, fusillé.

Cette humeur inquiète, fruit de l'humiliation, du trouble et de la colère, avait gagné les provinces. Là-bas aussi on se croyait entouré d'ennemis. On arrêta comme espions, un jour un vieux professeur qui regardait un poteau kilométrique, un autre jour un pêcheur à la ligne qu'un garde avait dénoncé, une autre fois un touriste qui lisait un livre anglais; puis, en assez grand nombre, des prêtres, des religieuses. Rien n'est violent comme la peur. Ceux que secouait l'excès de la crainte cherchaient d'instinct des coupables. Un député de l'opposition, M. d'Estourmel, revenant dans son département, y fut menacé et violenté : il était, disait-on, de ceux qui avaient forcé l'Empereur à la guerre après avoir, par le refus des crédits, rendu cette même guerre impossible. Dans le Midi, on accusa les protestants d'être les complices de l'ennemi. Ailleurs on assista à des accès de colère irraisonnés, brutaux, aveugles, qui déconcertent toute logique. Dans une portion du sud-ouest, on vit des ébauches de *jacquerie*, une explosion de *bonapartisme révolutionnaire*. Une incroyable calomnie désigna à la clameur publique les nobles, les prêtres : ils étaient, disait-on, responsables des défaites. Un légitimiste avait vendu deux métairies : c'était, disait-on, pour en verser le prix aux Prussiens; un orléaniste gardait en son château des millions pour l'ennemi (1). A Limoges, on pilla un magasin d'armes (2); à Périgueux, on saccagea le grand séminaire (3); à Agen une bande se porta sur le couvent des carmes. L'envie exploita le bruit que les riches échapperaient au devoir militaire. Les passions cheminaient sous le double abri de l'ignorance et de la haine. Le 16 août, à la foire de Haute-Faye, dans la Dordogne, un jeune homme, M. de Monéis, fut assailli par une quarantaine d'énergumènes, accablé

(1) Voir *le Temps*, 24 août 1870.
(2) Voir *le Courrier du Centre*, 11 et 12 août 1870.
(3) *Le Périgord*, 10 août 1870.

de coups et pendant plus de trois heures martyrisé. La faiblesse du maire, la timidité des gens paisibles laissèrent toute licence aux furieux. « C'est un Prussien, disaient les uns, et il faut le faire rôtir. » — « Il n'y a plus de lois, répétaient les autres, et on peut maintenant tuer un noble comme un poulet » ; quelques-uns ajoutaient, chose incroyable : « Nous toucherons une paie du gouvernement. » A la fin, le malheureux fut traîné jusque dans une mare désséchée, puis recouvert d'un amas de fagots et brûlé vif. Quel était le crime de M. de Monéis? Il était légitimiste et l'on avait, disait-on, entendu l'un de ses cousins crier : A bas l'Empereur! (1) »

III

Aux soucis de la guerre et du gouvernement intérieur un autre souci se mêlait : celui de ménager au dehors les rares amitiés qui ne s'étaient pas détournées de nous.

Ici il faut remonter un peu en arrière, dire quelles combinaisons avaient été imaginées au début de la lutte et marquer la dure condition où nous avaient réduits nos revers.

Aux premiers jours des hostilités, le comte de Beust avait conçu le dessein d'un acte secret d'entente entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Par cette convention, les deux puissances stipuleraient la neutralité armée. Dès que leurs préparatifs seraient achevés, elles concerteraient tous leurs actes ultérieurs; et l'alliance se changerait, pourrait du moins se changer en une coopération effective au profit de la France.

La proposition n'était que la suite des pourparlers confidentiels entamés l'année précédente entre Paris, Florence, Vienne, et qui avaient été suspendus, non rompus (2). Le

(1) Cour d'assises de la Dordogne, session extraordinaire, audiences du 13 décembre 1870 et jours suivants.

(2) Voir *suprà*, t. VI, liv. XXXIX, paragraphe IV.

gouvernement des Tuileries (1), tout en témoignant sa gratitude, exprima la crainte que la lenteur du secours ne le rendit peut-être inefficace. L'Autriche s'était appliquée par avance à prévenir l'objection. Dès le 24 juillet, M. de Metternich mandait à M. de Gramont : « Ce serait réclamer de nous l'impossible que de nous demander d'entrer en campagne avant le commencement de septembre. » Et il ajoutait avec une légère nuance de reproche : « C'est une conséquence de la surprise. » Dans cette stipulation de délais, il était aisé de marquer la part de la sincérité et celle du calcul. Saisie à l'improviste comme tout le monde, l'Autriche n'était pas prête, et une certaine temporisation ne serait que prudence. A ces préoccupations légitimes se mêlait l'arrière-pensée d'attendre ce que décideraient les premières batailles. Puis on soupçonnait déjà, on saurait bientôt plus nettement, que la participation de l'empereur François-Joseph à la guerre aurait pour conséquence l'entrée en scène de l'empereur Alexandre : or plus on tarderait, plus la saison, en inclinant vers l'hiver, rendrait difficile l'intervention de la Russie.

A la fin de juillet, les propositions autrichiennes se libellèrent en un projet qui fut porté le 2 août à Metz par M. Vimercati et le 1er août à Florence par M. de Vitzthum. Napoléon III, qu'aucune défaite n'avait éprouvé, était encore en un trop haut degré de fortune pour accueillir avec beaucoup d'enthousiasme la perspective d'une assistance lointaine, le témoignage d'une amitié prudente à l'excès. Ses remerciements se tempérèrent de réserves. Il eût voulu hâter le secours : il proposa, à ce qu'on assure, de substituer dans le projet aux mots « aussitôt que faire se pourra » le mot « immédiatement (2) ». En outre, un des articles de la convention, inséré sur les instances du cabinet italien, stipulait que l'Autriche interposerait ses bons offices auprès de la France pour que l'évacuation de Rome non seulement fût immédiate, mais fût suivie « d'une solution conforme aux vœux et aux intérêts de

(1) Télégramme de M. Vimercati au roi Victor-Emmanuel (*Ricordi diplomatici*, p. 15).

(2) Voir BONFADINI, *Vita di Francesco Arese*, p. 359-360.

dons-nous de la *neutralité dite bienveillante*, qui nous mettrait tout le monde à dos, ainsi qu'il est arrivé à l'Autriche à l'époque de la guerre de Crimée. » Et il ajoutait : « Au fond, les Allemands veulent faire chez eux ce que nous avons fait chez nous (1). » Une considération très grave refroidissait le zèle envers nous, c'était la crainte de ce que ferait la Russie. Le comte Okouneff, chargé d'affaires du Tsar à Paris, disait à M. Nigra : « Si l'Autriche sort de la neutralité, nous en sortirons aussi. » Les représentants du roi à Saint-Pétersbourg, à Berlin, mandaient des informations pareilles (2).

Qui l'emporterait, la voix de l'intérêt personnel ou celle de la reconnaissance? Les pourparlers traînaient, par les atermoiements de Napoléon sans doute, mais aussi par les perplexités du cabinet de Florence. L'Autriche elle-même était-elle bien résolue? Sur ces entrefaites, on connut les deux grandes batailles du 6 août. La défaite de Frœschwiller ouvrait la route de l'Alsace; la défaite de Forbach ouvrait celle de la Lorraine.

IV

La France envahie, qu'adviendrait-il de nos deux quasi-alliées?

L'Autriche, qui donne peu au sentiment, prit aussitôt son parti d'être infidèle. Elle aurait, pour se détacher de nous, toutes les excuses : dans le passé, elle ne nous devait rien; si tout avait été discuté, rien n'avait été absolument conclu ; nos revers étaient de ceux qui rendent caducs même les engagements signés. Avec une prestesse qui ne lui était point habituelle, elle accomplit son évolution. Le plus urgent était

(1) Lettre de M. Jacini à M. Lanza 5 août 1870 (*La vita e i tempi di* GIOVANNI LANZA, t. II, p. 389.)

(2) Télégramme de M. Nigra à M. Visconti-Venosta, 6 août. (NIGRA, *Ricordi diplomatici*, p. 17.)

d'effacer les traces des anciennes complaisances. M. de Beust eut soin de publier à Londres qu'il était libre de tout engagement. Le lendemain même de Frœschwiller il adressa au comte Chotek, son ambassadeur auprès du Tsar, une dépêche très amicale pour la Russie et vanta l'importance d'un « échange continu d'idées avec le cabinet de Saint-Pétersbourg (1) ». Par une chance heureuse, les protestations de M. de Beust se trouvaient confirmées d'avance par le propre langage du gouvernement français. La veille, M. de Gramont avait dit au comte Okouneff : « Nous n'avons avec l'Autriche aucun traité; cette puissance ne s'inspire que de ses intérêts; elle n'en déviera point d'une ligne (2). » Ainsi la France se faisait elle-même la garante de la sincérité autrichienne. Dans Vienne le bruit courut que le gouvernement de l'empereur François-Joseph avait repoussé les propositions venues de Paris; on ajoutait que les préparatifs de guerre étaient continués, mais seulement à titre de précaution et pour la défensive. Pour se consoler de son effacement, M. de Beust se mit à s'énumérer à lui-même tous ceux que son abstention satisferait : il comblerait les vœux des Hongrois indifférents à la lutte, et, par surcroît, de beaucoup d'Allemands eux-mêmes qui se tournaient vers la Prusse. Donc, s'étant justifié de la sorte à ses propres yeux et aux yeux de son pays, le chef de cabinet de Vienne s'appliqua à détruire tout ce qu'il avait amorcé. Sa bonne volonté pour la France n'irait point désormais au delà d'un souhait de médiation.

Le souvenir des services passés créait à l'Italie une situation plus complexe. « Pauvre Empereur! » s'écria Victor-Emmanuel en apprenant les défaites. Ayant donné le premier mouvement à la compassion, il donna le second à la joie de la sécurité, et songeant à la convention non paraphée : « C'est égal, ajouta-t-il avec un juron, je l'ai échappé belle. » Il était moins sorti d'embarras qu'il ne se plaisait à le croire. La France, qui désespérait d'entraîner l'Autriche, n'avait point encore renoncé tout à fait à l'assistance italienne.

(1) Dépêche de M. de Beust au comte Chotek, 7 août 1870.
(2) Dépêche de M. de Gramont au général Fleury, 6 août 1870.

Dès le 7 août, M. de Gramont, encore aux affaires, chargea M. de Malaret, représentant de l'Empereur à Florence, de « pressentir le gouvernement du roi ». Celui-ci serait-il disposé à envoyer 60,000 hommes au secours de la France? Comme on ne pouvait plus compter sur l'Autriche, ce corps d'armée suivrait la route du Mont-Cenis. Le même jour, le ministre vit M. Nigra. Aussi réservé que naguère il s'était montré impérieux, il expliqua que la demande était tout officieuse. Devenu presque timide, il ajouta : « L'Empereur ne vous en voudra pas si vous ne lui venez pas en aide. » M. Nigra télégraphia l'information. Puis n'osant donner un conseil, ami de la France mais ami consterné, il se borna à cette simple phrase : « Vous connaissez mes sentiments et la situation. Jugez librement et mûrement. » Cependant, en un mot de la dépêche, se marquait la grandeur des revers. Recueillant un bruit, vrai à cette heure, et qui ne le serait plus quelques heures plus tard, M. Nigra mandait à M. Visconti-Venosta : « Le quartier général français se replie sur Châlons (1). »

Au palais Pitti, l'émotion fut profonde. On ne contestait pas la grande dette contractée jadis : la nier, c'eût été nier l'histoire. Victor-Emmanuel, qui avait laissé échapper ce cri de l'égoïsme : « Je l'ai échappé belle », se sentait ramené par son cœur, par ses souvenirs, vers celui qu'il nommait le « pauvre Napoléon ». La demande, discrète, insinuée plutôt que formulée, ravivait d'autant mieux les anciens services qu'elle avait la délicatesse de ne pas les rappeler. N'y avait-il plus rien à tenter? Le roi consulta ceux qui, dans l'armée, faisaient le plus autorité. L'avis général fut que, même dans les hypothèses les plus favorables, il fallait un mois pour rassembler 100,000 hommes. Cialdini doutait même que ce délai pût suffire. « Comme soldat, dit La Marmora, je suis prêt à conduire une compagnie; comme général et comme homme d'État, je déclare qu'il n'y a rien à faire pour la France. » Victor-Emmanuel se laissait malaisément convaincre. M. Sella,

(1) NIGRA, *Ricordi diplomatici*, p. 19. — Voir aussi *La vita e i tempi* de GIOVANNI LANZA, t. Ier, p. 509, 510.

qui connaissait à fond l'Allemagne et en avait pénétré les immenses ressources, soutint chaleureusement l'abstention. Les jours précédents, il avait rencontré des objections : cette fois, sa parole fut écoutée en silence. A l'unanimité on jugea que l'intervention serait un suicide pour l'Italie, sans profit pour la France. Le 8 août, M. Visconti-Venosta télégraphia à Paris la triste réponse : « Malgré toute notre bonne volonté, nous ne sommes pas en mesure de donner à la France un concours utile. » Et il ajouta comme pour tempérer le refus : « Malaret lui-même semble comprendre notre abstention (1). »

L'insistance pouvait se renouveler. Comment échapper à la fois au reproche d'être ingrat et au péril de tout risquer? Ici se déploya la finesse italienne. Si le gouvernement de Florence pouvait, par un engagement international, enchaîner ses résolutions futures en les liant à celles de l'Europe, cette opportune aliénation de sa liberté le prémunirait contre les entraînements de la reconnaissance. A qui lui rappellerait les anciens services, il répondrait par les accords récents qui l'empêchaient de se décider seul. De la sorte, la vieille dette s'acquitterait assez commodément, c'est-à-dire en protestations amicales et en regrets infinis. La combinaison était ingénieuse, égoïste sans doute, mais excusable par l'immense danger de nous porter secours. Cependant il fallait incarner l'idée dans une formule. L'Angleterre s'en chargea.

A Londres, on avait tenté pour la paix les plus sages, les plus louables efforts. La guerre ayant éclaté, le gouvernement et le public avaient fait retomber sur la France la rupture. Les ministres s'étaient dépités que leurs conseils de temporisation eussent échoué. Ceux qui ne voyaient que la surface nous avaient jugés les provocateurs. L'ancienne jalousie nationale, se réveillant, s'était mise à craindre nos succès. En révélant l'ébauche du traité belge, M. de Bismarck avait accru la malveillance. Le chef du *Foreign-office* n'était plus lord Clarendon, ce clairvoyant ami de la France; son successeur,

(1) NIGRA, *Ricordi diplomatici*, p. 19. — *La vita e i tempi* de GIOVANNI LANZA, t. Ier, p. 509-510.

le comte Granville, était un personnage d'esprit fin, d'intelligence déliée, n'ayant nul parti pris contre nous, mais très soucieux d'une crise qu'il imputait à notre précipitation téméraire, et jaloux par-dessus toutes choses de fuir les complications pour son pays. Inquiet ou feignant de l'être pour la monarchie du roi Léopold, il avait demandé que, par une sorte de « novation diplomatique », la neutralité belge fût de nouveau reconnue. Sur ces entrefaites, on avait connu nos malheurs. Ils avaient éveillé un mélange de joie et de pitié. Le comte Granville s'était affermi dans la résolution de ne pas se compromettre. « J'ai garde, disait-il, de m'approcher de l'incendie qui dévore le centre du continent. » Puis variant ses images, il ajoutait : « Je ne veux pas mettre la main dans un engrenage qui prendrait la main, le bras et enfin le corps tout entier. » Après l'alliance de Crimée, après les bons procédés de Napoléon à l'époque de la révolte des Indes, ce langage révélait plus de prudence que de mémoire. Ces dispositions s'accentuaient par les sentiments de la famille royale que tant de liens rattachaient à la dynastie prussienne. Cette froideur, s'étendant par contagion jusque sur le continent, rendrait tièdes nos amis les plus chauds et, quant aux autres, les glacerait tout à fait. De tout temps hostile à la France, M. de Bernstorff, ambassadeur de Prusse à Londres, n'épargnait rien pour gagner en intimité ce que nous perdions en faveur. Dans ses rapports avec le gouvernement de la Reine, il affectait un grand abandon, comme on fait avec des amis éprouvés dont on ne craint ni trahisons ni cauteleux calculs. Tous ses doutes, toutes ses alarmes, il les soumettait à lord Granville, et le *Foreign-office* était devenu pour lui comme un bureau de renseignements où il venait s'enquérir de ce que la France conservait d'amitiés. L'Italie n'allait-elle pas mettre un corps d'armée au service de Napoléon? L'Autriche ne se préparait-elle point à s'allier à la France et, en attendant une coopération plus efficace, ne se disposait-elle pas à armer la Galicie? Était-il exact qu'un traité à quatre se négociât entre l'Autriche, la France, l'Italie, la Turquie? Sur tous ces points, Granville s'appliquait à calmer M. de Bernstorff.

Celui-ci, en veine de confiance, parlait alors du Danemark et de la pression que la France avait exercée, exerçait encore sur la cour de Copenhague. L'inquiétude était superflue; après nos défaites, que pouvait craindre la Prusse des entraînements danois? Sans remarquer le médiocre fondement de la plainte, lord Granville s'ingéniait à rassurer l'ambassadeur. « La semaine dernière, répliquait-il, j'ai dit au baron Brunnow que nous étions prêts à nous unir à la Russie pour faire une représentation à la France. » Puis il ajoutait sur un ton de reproche amical : « La Prusse ferait bien d'enlever au Danemark, par une concession opportune, tout prétexte d'hostilité (1). » Ainsi se prolongeaient de longues conversations d'où M. de Bernstorff pouvait sortir satisfait; car, à chaque entrevue, il se persuadait davantage de notre isolement. Sur un seul point, la cordialité des entretiens subissait une légère altération. Déjà le commerce britannique avait conclu avec le gouvernement français d'assez nombreux marchés pour des fournitures d'armes, d'équipements, de munitions : de là des plaintes assez vives de la part de la Prusse, qui voulait voir dans ces transactions une atteinte à la neutralité. Avec beaucoup de force, le comte Granville repoussait la prétention. Il y allait de la prospérité de l'industrie et du négoce national; et la Grande-Bretagne, plus sensible au gain qu'à la politique, était bien résolue à épuiser jusqu'au bout les bénéfices mercantiles que lui offrirait la guerre.

Refroidie, presque hostile envers la France, l'Angleterre serait la confidente naturelle de ceux qui, fort embarrassés d'anciens souvenirs devenus pesants, cherchaient à esquiver la dette, tout en semblant ne pas la dénier. A leur tour et comme dans un confessionnal, les Italiens arrivèrent au *Foreign-office* à la suite des Prussiens. Ils vinrent, sur le ton de la confidence la plus intime, exposer leur cas de conscience. Ils se trouvaient dans la cruelle nécessité d'être ingrats, et cherchaient une recette pour le devenir sans que cela parût

(1) Dépêche du comte Granville à lord Lyons, 10 août 1870 (*Further correspondence respecting the war between France and Germany*, p. 96).

trop. L'Angleterre, qui avait oublié Inkermann, ne pouvait se scandaliser qu'on oubliât Solférino. Elle avait autant d'expérience politique que l'Italie avait de finesse. Incontinent elle découvrit l'expédient qui non seulement permettrait l'inaction, mais la rendrait obligatoire. Ainsi naquit la combinaison qu'on appellerait bientôt la *ligue des neutres*.

L'arrangement ne serait consacré ni par traité ni même par protocole. Il n'établirait pas d'une façon absolue une stipulation de neutralité pour toute la guerre. Il consisterait simplement en un échange de lettres par lesquelles les puissances, non englobées dans la lutte, s'engageraient à ne se départir de la neutralité qu'après s'être communiqué leurs idées et s'être réciproquement avisées de leur changement de politique. L'objet apparent serait de resserrer l'union entre les États européens : l'objet réel était d'armer l'Italie contre toute pression ultérieure de la France. Que de nouvelles demandes arrivassent, et les conseillers du roi puiseraient dans leurs obligations mêmes leur sécurité. Ils auraient non seulement le droit, mais le devoir de se dire liés; et la *ligue des neutres* les garderait contre les tentations de la reconnaissance, un peu comme dans le mariage le régime dotal défend l'épouse contre ses propres entraînements.

Assez promptement la combinaison s'ébruita. Le gouvernement français en eut l'éveil par une communication du prince Gortschakoff au chargé d'affaires de Russie à Paris. Le 16 août, M. de la Valette, notre ambassadeur à Londres, interrogea lord Granville : l'information était-elle exacte? Quelle était la nature de l'engagement? était-il conclu? se proposait-on de le rendre général? Le chef du *Foreign-office* répliqua : « Les belligérants ne m'ont point informé des propositions faites par eux aux puissances neutres; aussi pourrais-je à mon tour me dispenser de répondre. Mais amicalement, officieusement, je puis dire comment le projet a surgi. » L'homme d'État anglais poursuivit : « Le dessein d'un accord entre les puissances non belligérantes a été agité plus d'une fois depuis le début du conflit. Nous nous sommes toujours opposés à un traité, non à un échange d'idées. La semaine dernière, le

gouvernement italien m'a confirmé sa résolution de garder la neutralité. Je lui répondis que j'étais toujours opposé à un pacte formel; mais, ai-je ajouté, je suis tout disposé à échanger entre l'Italie et la Grande-Bretagne l'assurance qu'aucun des deux États ne se départira de sa condition actuelle sans préalable et réciproque avis du changement... La Russie, continua le comte Granville, a approuvé l'arrangement. Quant aux autres États, le temps a manqué pour faire des démarches auprès d'eux (1). » — M. de la Valette s'empressa de télégraphier à Paris ce qu'il venait d'apprendre. Le lendemain, le projet anglo-italien acheva de se développer. Le 17 août en effet partit, à l'adresse de l'Autriche, puis des États secondaires, l'invitation à prendre part à la ligue. L'adhésion autrichienne arriva le 19 août, puis les jours suivants celle des autres cabinets.

V

La *ligue des neutres* complétait l'isolement de la France. Du moins les puissances n'acquerraient-elles pas, en s'unissant, un surcroît d'autorité qu'elles emploieraient au profit de la paix.

Cette action commune, l'Autriche l'eût souhaitée. A ses yeux, la *ligue des neutres* signifiait médiation. Par malheur, ces vues si humaines se heurteraient contre les pensées de la Grande-Bretagne, fort soucieuse de limiter l'incendie, mais ne jugeant point encore le moment venu de l'éteindre. Elles se heurteraient surtout aux dispositions mêmes des belligérants, ardents les uns à compléter leur victoire, les autres à épier une occasion de revanche.

Les Allemands, en ce temps-là, s'étalaient dans les pro-

(1) Voir dépêche du comte Granville à lord Lyons, 16 août (*Further correspondence respecting the war between France and Germany*, 1871, p. 11-12).

vinces envahies, moins en hôtes qui passent qu'en occupants qui se ménagent un établissement durable. Un gouverneur fut nommé pour l'Alsace-Lorraine, et sa juridiction s'étendrait précisément sur les districts qui plus tard nous seraient ravis. En dévoilant la grandeur de ses ambitions, le roi Guillaume révélait implicitement sa volonté de continuer la lutte; car la France, si on lui demandait de pareils sacrifices, ne céderait qu'après l'épuisement de ses dernières ressources. A Berlin les récents succès avaient surexcité l'humeur belliqueuse (1). Les Russes, ces confidents des Prussiens, estimaient que cet état d'esprit rendrait bien chanceuse toute tentative d'apaisement. Ainsi parlait le prince Gortschakoff à sir André Buchanam, ambassadeur d'Angleterre. Et la Grande-Bretagne, si favorable à l'abstention, ne manquerait pas de s'autoriser de ce jugement pour prêcher et pratiquer l'immobilité.

La France, elle aussi, répugnait à traiter. Une dynastie traditionnelle, fortifiée par une longue possession, eût pu subir et faire accepter l'épreuve des revers. Tel n'était pas l'Empire. Il ne subsistait qu'à la condition de réussir. L'humiliation de plier sous la défaite se fût doublée par le contraste de l'infatuation qui avait escompté la victoire. En cette condition embarrassante et cruelle, nos pensées refusaient de s'abaisser au niveau de nos malheurs; et, après avoir été, avant la guerre, présomptueux par vanité, nous continuerions à l'être au milieu des disgrâces, par besoin de soutenir un rôle et de nous tromper nous-mêmes. Le 15 août, le bulletin du *Journal officiel* contenait ces lignes : « Il ne saurait être question un instant de négociations pacifiques. » La veille, M. de la Tour d'Auvergne, nommé ministre des Affaires étrangères, était arrivé de Vienne. Le 16, il eut un entretien avec lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre. Justement un télégramme de M. de la Valette venait de lui notifier la *ligue des neutres*. Il en parla froidement, sans objection, sans apparent déplaisir. Il nia avec quelque hauteur que la condition de la

(1) Voir sur l'état de l'esprit public en Allemagne le remarquable ouvrage de M. SOREL, *Histoire diplomatique de la guerre franco-allemande*, t. Ier, p. 270 et suiv.

France fût aussi compromise qu'on se plaisait à le publier : « Nous avons, dit-il, éprouvé des revers, nous pouvons les réparer. Tant que nous avons l'espoir de chasser de notre pays les Prussiens, il ne saurait nous convenir de traiter. En tout cas, nous ne saurions négocier que sur la double base de l'intégrité territoriale et du maintien de la dynastie (1). » Trois jours plus tard, en un nouvel entretien, le ministre garda la même attitude. Il répéta qu'aucune cession de territoire ne pourrait être consentie. Il ne dissimula point tout ce que les fanfaronnades françaises, au début du conflit, lui avaient causé d'impatience. « En cas de retour de fortune, ajouta-t-il, nous nous bornerions à demander un arrangement équitable qui fît cesser l'antagonisme entre la France et la Prusse, établît en Europe une paix solide, mît un terme aux armements ruineux. » Ce langage était fier, un peu optimiste toutefois pour un vaincu. M. de la Tour d'Auvergne le savait. Son attention anxieuse épiait non les nouvelles des Cours, mais celles de l'armée. Sous les messages défavorables, il se courbait tout consterné : « Tout s'écroule », disait-il à voix basse à ses collègues pendant le conseil des ministres (2). Puis, aux premiers indices un peu meilleurs, son espoir renaissait. Sur un revirement des chances, on s'empresserait de traiter, mais pas avant; car seul un succès, fût-il modeste, tempérerait les révoltes de l'amour-propre et rendrait aux diplomates quelque chose de leur autorité perdue.

Cependant l'Empereur ne se persuadait pas, ne pouvait point se persuader, que Victor-Emmanuel, son ancien allié, le laissât sans secours. Une faible, bien faible lueur d'espoir inspira une dernière tentative auprès du cabinet de Florence.

La mission fut tout officieuse. Celui qui en fut chargé fut le prince Napoléon. Le 19 août au matin, il était dans sa baraque au camp de Châlons quand l'Empereur y entra. « Les affaires vont mal, lui dit le monarque avec tout l'abandon des

(1) Dépêche de lord Lyons au comte de Granville, 16 août 1870 (*Further correspondence*, 1871, p. 12).

(2) *Enquête parlementaire sur le 4 septembre*, déposition de M. Brame, t. Ier, p. 212.

grandes détresses. Ici tu n'es d'aucune utilité. Une chance subsiste, peu probable, possible cependant, c'est que l'Italie, se prononçant pour la France, déclare la guerre et tâche d'entraîner l'Autriche. Pars de suite pour Florence, vois ton beau-père ; personne n'est mieux indiqué que toi pour cette mission. » Le prince objecta l'invraisemblance du succès. Sur les instances du souverain, il se mit en route muni d'un simple passeport (1). Le ministre des Affaires étrangères ne fut pas consulté sur cet effort *in extremis* et ne le connut que le lendemain ou le surlendemain. Le 22 août, M. de la Tour d'Auvergne télégraphiait au général Fleury qui l'avait interrogé : « Nous ne savons rien sur une mission du prince Napoléon. » Et il ajoutait avec une nuance étonnée, légèrement dédaigneuse, et en affectant un excès d'ignorance : « *Il paraît* qu'il se rend en Italie. »

A peine arrivé à Florence, le prince put sonder l'abîme où nous avaient plongés nos revers. Il parut comme l'image vivante de la défaite. Les uns se détournèrent de lui ; les autres lui prodiguèrent, tantôt sous une forme touchante et désolée, tantôt en un langage prolixe et banal, les protestations de leur impuissante amitié. Celui qui venait tout demander n'avait plus rien à offrir, pas même Rome que désormais on prendrait bien sans la France. Les nouvelles de Metz, connues par les dépêches allemandes, attestaient la condition empirée de Bazaine, et ce surcroît de mauvaise fortune achevait de glacer. Soit souci de n'encourir aucun reproche, soit reste d'illusion, le prince sembla d'abord ne point désespérer. Il envoya même à Trochu, sous forme de demande de conseil, un télégramme singulier où il semblait disposer des forces italiennes comme si déjà il les eût obtenues. « Les soldats italiens, mandait-il au gouverneur de Paris, devront-ils être dirigés par le mont Cenis sur Belfort ou par les Alpes sur Munich ? Dans ce dernier cas, la permission de l'Autriche serait nécessaire, puisqu'on passerait sur son territoire. » Le 25 août, Trochu répondit que le meilleur point de concentra-

(1) Le prince NAPOLÉON, *La vérité à mes calomniateurs*.
(2) *La France et la Russie en 1870*, papiers du général Fleury, p. 201.

tion serait Lyon : de là, on se dirigerait sur Belfort ou sur Langres. Ces calculs étaient superflus, l'Italie étant résolue à ne rien donner. Le seul témoignage de bonne volonté fut une démarche tentée auprès du cabinet de Londres. Le 27 août, M. de Cadorna, ministre du roi en Angleterre, se rendit au *Foreign-office*. « Ne serait-il pas opportun, dit-il, que les puissances neutres s'unissent pour mettre fin aux horreurs de la guerre? — Le temps n'est pas encore venu, répondit froidement Granville, et un tel effort serait plus nuisible qu'utile. » L'Italien n'insista pas. A quoi bon d'ailleurs? Le prince Napoléon avait pour ordre de refuser tout débat sur une intervention diplomatique.

Le 27 août, l'envoyé de l'Empereur, tout à fait désabusé (et il eût pu l'être dès le premier jour), télégraphia à son cousin : « Je ne crois pas pouvoir décider l'Italie à la guerre avant de nouveaux événements. » Et il demanda des instructions nouvelles, tout en témoignant ses préférences pour un départ immédiat. Du fond des Ardennes l'Empereur répondit : « Reçu ta dépêche. Rien de nouveau ici. Je te prie de rester où tu es pour poursuivre les négociations. » Donc le prince resta, mais de plus en plus isolé, de plus en plus à charge à ceux dont il s'efforçait de réveiller la craintive reconnaissance. Ne pouvant éconduire son gendre, le roi s'éloigna lui-même. Recourant à la diversion habituelle dans les grands embarras, il partit pour la chasse. Les ministres fuyaient les véhémences de celui que son rang et ses malheurs contraignaient à ménager. Ainsi se consumèrent dans une énervante inaction les jours des 29, 30, 31 août. Déjà approchait le grand événement qui abattrait du même coup la dynastie napoléonienne et la France.

VI

J'ose à peine prolonger le récit de ces pourparlers décevants. Entre la France vaincue mais non réduite, et la Prusse

victorieuse mais non rassasiée, quelle habileté eût été assez ingénieuse, quelle influence assez dominante, pour faire accepter une intervention! Une seule puissance, la Russie, eût pu tenter l'entreprise. Elle avait la force militaire qui manquait en partie à la Grande-Bretagne; elle n'était point, comme l'Autriche, timide par de récentes défaites et par des frontières partout vulnérables. En aucune des dernières complications elle ne s'était compromise, et ayant depuis la guerre de Crimée pratiqué le recueillement, n'ayant été que faiblement atteinte par la révolte polonaise, elle apparaissait avec des ressources matérielles et un crédit moral intacts. Elle se rapprochait de Berlin par les liens de famille; de Paris par les affinités de goûts, par les sympathies sociales, par l'instinct, confus encore mais très répandu, d'une alliance à venir. Elle avait intérêt à ce que la Prusse ne grandît pas trop — car c'était une voisine; — à ce que la France ne déclinât pas à l'excès — car à la distance où nous étions d'elle, nous ne pouvions que la servir sans jamais la heurter. A se faire l'avocat de la modération, le Tsar semblerait continuer une tradition de race : ce rôle généreux, il le retrouvait dans les souvenirs de 1815 et dans l'héritage d'Alexandre Ier.

Le malheur avait voulu qu'au début de la guerre nos témérités missent les apparences contre nous. A Saint-Pétersbourg, la déclaration comminatoire du 6 juillet avait déplu. En apprenant la demande de garanties, Alexandre n'avait pas dissimulé son déplaisir. Faisant allusion à ses récentes démarches : « Je ne puis rien faire de plus, avait-il dit. La fierté du roi de Prusse est blessée. » Ainsi s'était-il exprimé, en homme qui, par une sorte de solidarité, n'était pas loin de ressentir lui-même le froissement. Neveu du roi Guillaume, très accessible aux influences de famille, le Tsar inclinait à accueillir de confiance les nouvelles venues de Berlin. Trop habile pour ne pas exploiter cette crédulité, M. de Bismarck avait eu soin de faire arriver jusqu'à Saint-Pétersbourg la fameuse légende de la lettre d'excuses proposée, disait-on, par Gramont à Werther. Dédaignant de rien contrôler, ne discernant pas l'exagération, ne soupçonnant point le mensonge, croyant à

une insulte pour la dignité de toutes les couronnes, Alexandre s'était irrité jusqu'à l'emportement. Le général Fleury étant survenu sur ces entrefaites, ni le sentiment des bienséances, ni le crédit personnel de l'ambassadeur n'avaient tempéré l'expression de ses plaintes. Dans la correspondance du général, nous remarquons cette phrase qui, si on lit entre les lignes, laisse deviner un véritable éclat : « Le Tsar froissé, irrité, prenant parti pour sa famille, s'est d'abord montré assez nerveux pour me laisser craindre un moment d'être obligé de me retirer. » Et Fleury ajoute qu'il lui fallut déployer « tout son calme, toute sa respectueuse fermeté » pour ramener le souverain à des sentiments plus équitables (1).

Le sang-froid était revenu, mais sans dissiper les préventions. Dès le début de la guerre, ces dispositions s'étaient marquées par une inquiétante équivoque sur l'attitude future. Le 18 juillet, le baron Jomini, en l'absence du prince Gortschakoff, écrivait au général Fleury : « Le mieux que la Russie puisse faire, c'est de se tenir en dehors de la lutte aussi longtemps qu'elle le pourra. Mais il se peut que les nécessités de cette lutte obligent la France à y attirer l'Autriche. Alors la guerre prendrait un caractère si menaçant pour nous que, malgré notre volonté, il nous deviendrait difficile d'y rester spectateur impassible... et l'abîme entre la France et la Russie pourrait se creuser infranchissable. » Quand le Tsar dut notifier sa déclaration de neutralité, on eut beaucoup de peine à empêcher qu'il n'y ajoutât une réserve positive pour le cas d'ingérence autrichienne. La restriction qui ne se formula pas en public se retrouva sans aucun déguisement dans les entretiens des diplomates russes. M. de Westman, l'un des hauts fonctionnaires des Affaires étrangères, disait à sir André Buchanam, ambassadeur d'Angleterre : « Aucune concentration de troupes ne sera faite dans l'Empire, pas un homme ne sera mis en mouvement. » Puis il ajoutait : « Aussi longtemps que l'Autriche demeurera inactive (2) ». A Paris,

(1) Lettre du général Fleury au duc de Gramont 1er août (*La France et la Russie en 1870*, papiers du général comte Fleury, p. 171).

(2) Dépêche de sir A. Buchanam au comte de Granville, 25 juillet 1870.

M. Okouneff tenait le même langage à M. de Gramont. « Si l'Autriche arme, nous armerons; si l'Autriche attaque la Prusse, nous attaquerons l'Autriche. — Pour parler de la sorte, répliquait Gramont, n'avez-vous pas de convention secrète avec le cabinet de Berlin (1)? » Non, il n'y avait pas de traité entre la Russie et la Prusse, pas plus qu'il n'y en avait entre l'Autriche et la France; mais les événements avaient si bien préparé l'union, qu'en quelques heures un traité pourrait se négocier et se signer.

Peut-être eût-on, par avantages ou promesses, transformé en sympathies les froideurs du gouvernement russe. A Saint-Pétersbourg l'opinion publique et la presse suggéraient la revision du traité de 1856 : « Il semble, mandait Fleury, que ce soit la condition de l'entente avec la France. » Gramont répliqua : « Tâchez de maintenir la Russie dans la neutralité le plus longtemps possible;... mais ne promettez rien, n'engagez rien pour l'avenir. » A cette réponse, l'embarras de Fleury fut grand : « Comment voulez-vous, disait-il, que je demande beaucoup quand je ne puis rien offrir? »

Les appréhensions du Tsar s'égaraient de divers côtés. L'une de ses craintes était que la guerre n'eût son contre-coup en Pologne. Un télégramme très positif de Gramont s'appliqua à dissiper les ombrages; et sur cette déclaration le souverain se rassura (2). Il ne se calma que pour s'alarmer de nouveau, et cette fois à propos du Danemark. Avec beaucoup de vivacité, il exprima le regret de la pression exercée par la France sur le roi Christian IX. « Quel que puisse être, dit-il, le résultat de la lutte, le Danemark s'expose à des représailles. » Respectueusement Fleury revendiqua pour son pays le droit d'entretenir les sympathies d'anciens alliés; puis il observa que le Danemark n'aurait rien à redouter de la guerre, puisqu'il aurait pour le protéger la France si elle était victorieuse et, dans le cas contraire, l'Angleterre et la Russie (3). Cependant

(1) Dépêche du duc de Gramont au général Fleury, 5 août 1870.
(2) Dépêches du duc de Gramont au général Fleury, 28 juillet 1870, et du général Fleury au duc de Gramont, 30 juillet 1870.
(3) Dépêche du général Fleury au duc de Gramont, 4 août 1870.

le Tsar conférait avec le comte Chotek, ambassadeur de François-Joseph à Saint-Pétersbourg, et s'ingéniait par tous les moyens à détourner de nous l'Autriche. Le général Fleury signalait ces menées, mais osait à peine exprimer le vœu qu'elles échouassent. Il était persuadé que l'alliance de Vienne aurait pour conséquence immédiate l'hostilité de Saint-Pétersbourg, et il jugeait que la France puiserait moins de force dans l'assistance de l'Autriche qu'elle ne courrait de périls par l'inimitié de la Russie.

Ce n'était pas que les influences antiallemandes ne fussent très puissantes à Saint-Pétersbourg. Dans l'armée, à la cour, la France rencontrait de vives sympathies. Le grand-duc héritier était, mandait Fleury, « très bien disposé ». Le général ajoutait : « La grande duchesse Marie et les siens nous sont complètement acquis. L'Impératrice est parfaitement raisonnable. » Mais l'Empereur, quoique bienveillant à l'ordinaire et parfois même démonstratif dans ses témoignages, était sujet à de violents accès de « partialité irréfléchie » qui l'entraînaient brusquement vers la Prusse. De ce côté était le péril; car seul le Tsar ordonnait (1).

Cependant, en cette cour toute militaire, toute l'attention se concentrait sur les nouvelles des champs de bataille. On croyait que la France aurait, au moins au début, des avantages. Telle était, à ce qu'on assure, l'opinion de Todleben. Sur ces entrefaites, on connut nos revers.

Ce qui aurait dû nous accabler parut, pour un instant, nous servir. Jusque-là, la Russie avait doublement aidé la Prusse, en fixant l'Autriche dans l'inaction, le Danemark dans la neutralité. La fortune nous trahissant, ses craintes changèrent de côté, et elle se prit à redouter un peu sa débordante voisine. Dans l'armée, les sympathies s'accentuèrent pour la France, et on assure que, dans certaines réunions militaires, des toasts furent portés à la défaite des Allemands (2). Dans les cercles politiques, l'élévation de M. de la Tour d'Auvergne,

(1) Dépêche du général Fleury au duc de Gramont, 4 août.
(2) Rapport de M. Schuyler, ministre des États-Unis à Saint-Pétersbourg, à M. Fish, 17 août.

très estimé parmi les diplomates, accentua le retour. Le 14 août, en une dépêche très importante, le général Fleury essaya de noter le revirement. « Les derniers événements, écrivait-il, font sérieusement réfléchir la Russie. Elle envisage l'avenir avec crainte et, je le sais par des confidences, elle se préoccupe d'alliances pour parer à des éventualités qu'elle redoute... Dans mon opinion, il y a un joint à saisir. » Ce joint, Fleury l'indiquait aussitôt : il consistait « dans une réconciliation de la Russie avec l'Autriche ». Le général continuait : « Le Tsar, guidé par la pensée inavouée d'être utile au roi Guillaume, s'est opposé de toutes ses forces à une intervention de l'Autriche en faveur de la France... Aujourd'hui, je le sais, je le pressens, on est un peu revenu de ces déclarations absolues. Je suis porté à penser qu'on laisserait faire l'Autriche si M. de Beust donnait enfin des garanties pour la Galicie; s'il déclarait très nettement, comme la France l'a su faire elle-même, qu'il n'encouragera pas les aspirations polonaises. »

Ce rapprochement entre Vienne et Saint-Pétersbourg, qui eût laissé à l'Autriche la liberté de s'unir à nous, a-t-il été vraiment essayé? Nous savons que le comte Chotek partit en ces jours-là pour Vienne. Il est très vraisemblable que le but de son voyage fut de faire connaître à l'Empereur, son maître, et à M. de Beust, les dispositions un peu modifiées d'Alexandre. A la même époque, un Polonais du plus haut mérite, passé au service de l'Autriche et très attaché à la France, M. Klazko, se rendit à Paris : si nous en croyons des souvenirs malheureusement bien vagues, l'objet ou l'un des objets de sa mission aurait été de soumettre à l'Impératrice une combinaison qui rapprocherait la Russie de l'Autriche et, par contre-coup, l'une et l'autre de la France. Ces données sont trop incertaines pour autoriser autre chose que des conjectures. Selon toutes les apparences, il n'y eut que des commencements de pensées, tout au plus une ébauche de projet. Au fond, il était malaisé de croire que les dispositions plus équitables de la Russie iraient jusqu'à nous faciliter des alliances : en outre notre situation était trop entamée pour que l'Autriche recher-

chât désormais la liberté de se compromettre pour nous. Une seule chose semble acquise à l'histoire, c'est que, sous l'impression de nos défaites, le gouvernement de Saint-Pétersbourg se confirma dans la pensée d'abréger la guerre, de rendre la paix point trop dure, de sauver quelque chose de l'ordre européen. Le 16 août, le prince Gortschakoff disait au représentant de l'Angleterre, sir A. Buchanam : « Si l'une des grandes puissances fait une proposition pratique pour le rétablissement de la paix, la Russie y adhérera. L'Europe, ajoutait-il, demande une prompte fin de la lutte, un accord sur des bases équitables et durables. » Le chancelier russe allait jusqu'à se préoccuper du lieu où les conférences se tiendraient, et n'excluait que deux villes, Berlin et Paris.

Même réduite à ces proportions modestes, l'œuvre dépasserait la volonté ondoyante d'Alexandre. La crainte d'une Allemagne trop grande l'attirait vers nous : ses liens de famille, ses instincts germaniques le ramenaient vers la Prusse. Mobile et faible, sincère en ses perplexités, il mettait à nu le désordre de son âme; et ses entretiens, malaisés à fixer tant ils abondaient en contradictions, étaient à la fois « pleins d'épanchements et de réticences (1) ». Sa confiance ne se donnait que pour se reprendre au moindre soupçon. Ayant appris la mission du prince Napoléon, il se persuada que de Florence le Prince irait à Vienne : n'y soulèverait-il pas la question polonaise? Et il fallut qu'un démenti formel, venu de M. de la Tour d'Auvergne, arrivât à point pour le rassurer (2). Sur ces entrefaites, le comte Chotek revint de Vienne. Si nous en croyons Fleury, il aurait « apporté à l'empereur de Russie de la part de l'empereur d'Autriche la proposition de prendre une attitude armée, en vue d'une entente commune (3) ». Suivant le témoignage du général, le projet ne fut point agréé (4). Que le Tsar ait, à plusieurs reprises, écrit à son oncle le roi Guillaume; que, dans ces

(1) Dépêche du général Fleury au prince de la Tour d'Auvergne, 29 août 1870.
(2) Télégramme du prince de la Tour d'Auvergne au général Fleury, 22 août.
(3) Dépêche du général Fleury au prince de la Tour d'Auvergne, 31 août 1870.
(4) *Id.*, 29 août 1870.

lettres, il l'ait pressé d'abréger le conflit, de modérer ses exigences, la chose n'est point douteuse. C'étaient des communications privées dont les chancelleries ne garderaient point trace. Le roi répondait très affectueusement, en exprimant de grands regrets; puis il invoquait le Dieu tout-puissant qui conduisait ses armées, et l'intérêt de l'Allemagne qui défendait qu'on s'arrêtât. De ces réponses le neveu ne se blessait point, et tranquillement l'oncle poursuivait sa route.

Cependant, aux yeux du Tsar, l'empereur Napoléon, maître de la France depuis dix-huit ans, y incarnait l'autorité. Le souvenir de témoignages amicaux, le lien de solidarité entre les trônes défendait qu'on l'abandonnât tout à fait. Qu'il s'abimât dans la tempête, et sa disparition fournirait à la peur une excuse pour se terrer, à l'indifférence une justification pour s'abstenir. Sous le prétexte qu'il n'y aurait plus de France, on agirait chacun pour soi comme s'il n'y avait plus d'Europe. Justement la politique égoïste, la politique de profit, se substituant à la politique européenne, montrait déjà à la Russie un fruit tout prêt à se détacher, et à point pour qu'on le cueillît. A Saint-Pétersbourg, on supportait avec une impatience humiliée le traité de 1856. Dans le désordre né de la guerre, l'occasion ne s'offrirait-elle pas de l'effacer? La France, absorbée par son salut, demeurerait muette; l'Angleterre, livrée à elle seule, serait impuissante. Tout doucement l'idée faisait son chemin; bientôt elle dominerait; et tout de même que l'Italie convoiterait Rome, la Russie, inattentive au reste, proclamerait son entière liberté dans la mer Noire.

Déjà cette histoire n'est plus celle du *Second Empire*. Il est temps de revenir aux événements militaires. Aussi bien, qu'importent ces bribes de pourparlers, ces pitiés que pénètre encore un reste d'envie, ces demi-générosités que paralysent des prudences apeurées? De velléités secourables, il y en eut beaucoup; d'aide efficace, d'intervention vraiment virile, il n'y en eut point. Devons-nous nous en étonner et surtout nous en irriter? Nos malheurs étaient si grands qu'ils fournissaient toutes les excuses aux timidités ou aux désertions. Nous-mêmes nous gardions cette fierté qui déconcerte l'assis-

tance. Deux ans plus tard, l'un des diplomates les plus mêlés aux événements de 1870, M. de Chaudordy, dirait en parlant de la seconde partie de la guerre : « Parmi les souverains, un seul s'interposa sans hésiter entre nous et nos ennemis ; ce fut le Saint-Père. Il écrivit au roi de Prusse une lettre où il se portait médiateur (1). » Dans ce jugement original, ironique et amer, n'y a-t-il pas l'expression assez exacte, quoique simpliste à l'excès, de ce que, dans nos malheurs, l'Europe a tenté pour nous?

(1) *Enquête parlementaire*, déposition Chaudordy, t. II, p. 4.



LIVRE XLIV

BEAUMONT

Sommaire I : L'armée de Mac-Mahon au départ de Reims (23 août), ses effectifs ; sa composition ; ses chefs. — Plan général qui était de rejoindre Bazaine : quels étaient les périls de ce plan. — Marche du 23 août ; détour sur Rethel. — Marche du 24, du 25, du 26. — L'armée s'avance dans l'Argonne ; premier contact avec les vedettes ennemies.

II. Les armées allemandes. — La marche de l'armée du Prince royal (IIIe armée) depuis Frœschwiller, et quelles causes la ralentissent un peu. — Comment elle se dirige vers l'ouest. — L'armée du prince de Saxe ou armée de la Meuse (IVe armée). — Position des deux armées dans la soirée du 22 août. — Renseignements parvenus sur les mouvements des Français. — Comment le plan général est de s'acheminer sur Paris.

III. Les armées allemandes (*suite*). — Indices divers qui semblent indiquer un changement dans l'orientation des troupes françaises. — Comment ces indices se confirment.

IV. Les armées allemandes (*suite*). — Grand mouvement des armées allemandes : l'armée de la Meuse ; l'armée du Prince royal : comment toutes les forces ennemies remontent vers l'Argonne. — Journées des 26 et 27 août. — Engagement à Buzancy (27 août).

V. Comment, à partir du 27 août, les forces françaises et allemandes se touchent presque dans l'Argonne. — L'armée de Châlons : ses infériorités : le commandement : l'Empereur : Mac-Mahon et ses perplexités cruelles : état moral des troupes. — Comment Mac-Mahon apprend qu'il aura à lutter non seulement contre l'armée de la Meuse, mais contre l'armée du Prince royal : comment il est informé que Bazainè n'a pas quitté Metz. — Sous l'impression de ces nouvelles, il se décide à se dérober à l'ennemi et à se diriger sur Mezières. — Avis donné au ministre de la guerre (27 août).

VI. Paris : Palikao et son état d'esprit : l'Impératrice : les ministres : les députés : Trochu. — Colère et consternation de Palikao à la nouvelle du retour. — Sa dépêche à Mac-Mahon.

VII. Mac-Mahon : comment il cède aux instances du ministre de la Guerre : comment la marche, déjà commencée vers le nord-ouest, est interrompue et comment on reprend la route de Montmédy (28 août). — La journée du

I

L'armée qui, le 23 août, quitta Reims pour se porter vers le nord-est, comptait, d'après les calculs les plus sûrs, un peu plus de 120,000 hommes. Ce chiffre s'accroîtrait, chemin faisant, d'une quinzaine de mille hommes par l'arrivée de divers renforts : bataillons de marche, détachements de volontaires ou d'isolés, régiments non compris dans la première répartition des troupes. Puis, dans les dernières étapes à travers l'Argonne, il s'amoindrirait d'un nombre à peu près égal par les désertions, les indisponibilités de toute sorte et enfin les combats. Ces forces, quoique bien inégales à celles de l'adversaire, eussent autorisé un légitime espoir si plusieurs causes

n'en avaient altéré la solidité ou diminué la cohésion. — Le 1er corps, naguère si magnifique avec ses quatre belles divisions et son chef intrépide, s'était fondu sous le feu de Frœschwiller. Le repos de Châlons n'avait amené qu'une réorganisation incomplète. Pour combler les vides, on avait dû recourir aux réservistes, aux soldats des quatrièmes bataillons. De là un mélange fort disparate, les uns étant de courage intact ou prêts à redevenir héroïques au premier choc de l'ennemi; les autres subissant, à des degrés divers, la contagion de l'indiscipline ou de la méfiance, du trouble ou de la peur. — Le 5e corps, formé à trois divisions, avait vu refluer de Sarreguemines vers Metz, après les premiers échecs, l'une de ses brigades, la brigade Lapasset; réduit de la sorte, il avait accompli une longue marche, démoralisante par les récits de la défaite, troublée par la succession des ordres contradictoires, pénible par l'inclémence du temps, fort incommodée en outre par la privation des bagages abandonnés à Bitche. — Le 7e corps venait de recueillir la division Conseil-Dumesnil, très éprouvée par la bataille de Frœschwiller. Quant aux deux autres divisions, ce n'était pas sans une confiance ébranlée, sans une surprise ahurie qu'elles s'étaient senties emportées par les chemins de fer à travers la Franche-Comté, la Bourgogne, la Champagne, long voyage en ligne oblique qui ne s'était achevé qu'à Reims. En outre, une brigade de cavalerie manquait, et aussi le parc d'artillerie, qui n'était pas prêt à suivre. — A ces éléments de la primitive armée du Rhin s'ajoutait un corps nouveau, le 12e. Il se composait de trois divisions : l'excellente division Vassoigne, créée avec les régiments d'infanterie de marine; la division Grandchamp, où l'on avait introduit les régiments du 6e corps, empêchés de gagner Metz par l'interruption des voies ferrées; enfin la division Lacretelle. Celle-ci offrait beaucoup moins de solidité que les deux autres, car elle était formée surtout de bataillons de marche, organisés à la hâte à l'aide des réservistes et de jeunes soldats. Tout ce que le 6e corps avait été contraint de laisser à Châlons, artillerie, génie, cavalerie, avait été, en outre, attribué comme par héritage au 12e corps. — Cette

armée, ainsi répartie, se complétait de deux divisions de cavalerie indépendantes : la division de cavalerie Bonnemains, magnifique mais destinée à demeurer presque inutile; la division légère du général Margueritte, promise à de sublimes quoique infructueuses prouesses. — On connait déjà la plupart des chefs qui commandaient sous Mac-Mahon. Le 1er corps venait d'être confié à Ducrot, d'esprit résolu et fertile en ressources, bon quoique rude et passionné, plus enclin à rechercher les responsabilités qu'à les fuir, véhément dans le conseil, intrépide dans l'action, de patriotisme ardent, désintéressé et pur. A la tête du 7e corps avait été maintenu Félix Douay, officier vaillant, et non sans mérite, mais pessimiste et découragé; car il avait, depuis le début de la campagne, expérimenté tous les soucis, souci des effectifs incomplets, souci du matériel défectueux ou égaré, souci d'une position excentrique et comme oubliée, et la seule épreuve qu'il eût ignorée était celle des combats. Failly gardait la direction du 5e corps; mais on l'accusait d'inertie pendant la journée du 6 août, de mollesse ou d'imprévoyance dans la retraite, et, à Paris, déjà Palikao méditait de le remplacer. Quant au 12e corps, il avait été confié d'abord à Trochu, puis à Lebrun, naguère aide-major général de Lebœuf et venu de Metz avec l'Empereur. C'était un militaire très brave, d'esprit brillant, mais un peu superficiel, fort en crédit auprès de son souverain, et d'autant plus ardent à la revanche qu'il y verrait, non seulement le salut de son pays, mais celui de la dynastie.

L'objectif était de rejoindre Bazaine. Dès le 19 août, le général de Palikao avait tracé le plan et réglé même le détail de la marche. En partant de Châlons le 21 août, les Français pourraient, en quatre ou cinq étapes, gagner la Meuse et se concentrer aux environs de Verdun. Sur des informations nouvelles, le ministre de la Guerre avait précisé ses pensées. Deux armées allemandes s'avançaient dans l'intérieur du pays : la IIIe, celle du Prince royal; la IVe, celle du prince de Saxe. Si la première était d'un effectif fort élevé, Palikao se persuadait que la seconde ne comptait guère plus de 70,000 hommes. Sur la Meuse, Mac-Mahon rencontrerait non le Prince royal en

marche sur Paris, mais seulement le prince de Saxe. Il l'atteindrait avec des forces supérieures, le battrait sans doute, se hâterait vers Metz, donnerait la main à Bazaine. Puis les deux maréchaux réunis se retourneraient contre la IIIe armée. Tel était l'espoir, l'ardent et superbe espoir, où se complaisait Palikao.

Tout ce que l'histoire conjecturale a d'hypothèses et de calculs s'est dépensé après coup à supputer les chances de succès. Considéré en lui-même, le plan n'avait rien de chimérique. Il le devenait si l'on tenait compte des chefs, des hommes, des circonstances. Où il eût fallu Napoléon ou Turenne, le conducteur serait le loyal, l'intrépide Mac-Mahon. Parmi les soldats, les uns n'avaient pas encore secoué l'impression de la défaite; les autres étaient d'incorporation trop récente pour ne pas s'égrener ou s'attarder un peu en chemin. La manœuvre ne pouvait réussir que si aucun à-coup ne la venait contrarier : il faudrait que les vivres arrivassent à point nommé, qu'aucun message ne s'égarât, que les routes fussent propices et aussi les éléments, qu'aucun entre-croisement de colonnes ne fût source d'erreur ou de confusion, que l'ennemi fût mal informé autant qu'il s'était montré jusque-là vigilant; qu'en un mot on eût subitement tous les bonheurs aussi bien que toutes les prévoyances. — A la date du 23 août, le plan de Palikao avait d'ailleurs subi une déviation funeste. La marche sur Reims avait fait perdre deux jours, et cela en une combinaison où la rapidité était tout. Une autre altération naîtrait de l'itinéraire adopté par Mac-Mahon. Il ne s'avancerait pas directement sur Verdun, mais obliquerait vers le nord pour se rabattre sur Montmédy : l'avantage serait de se dérober tout d'abord à l'adversaire; le danger (et il était double) serait d'allonger la route et de côtoyer quelque temps la frontière belge. Quelles occasions cette marche aventurée ne fournirait-elle pas au prince de Saxe? — Cependant on se flattait de prolonger l'ignorance des Allemands et de retenir sur la route de Paris le Prince royal. Palikao alla jusqu'à imaginer une dépêche qu'il ferait intercepter et qui confirmerait au quartier général prussien la croyance que Mac-

Mahon se retirait vers la capitale. Mais combien de temps durerait l'erreur? Si le secret se divulguait, le péril serait grand ; il serait surtout redoutable, si le Prince royal était aussi rapide à fondre sur nous que nous serions lents à nous avancer vers l'est; car alors nous trouverions sur l'une ou l'autre rive de la Meuse les forces réunies de la IIIe et de la IVe armée.

La première étape porterait les Français jusqu'aux bords de la Suippe. A la sortie de Reims, une bande de traînards demeura fort en arrière; puis dans l'après-midi elle se rua sur la gare, pilla deux trains de vivres et d'effets, et pendant plusieurs heures se livra sans répression à toutes sortes d'excès. A ces signes se marquait la décadence de l'ancienne discipline. Le soir, le gros de l'armée s'établit dans le voisinage de la petite rivière. Cependant, comme Mac-Mahon arrivait au bivouac, les généraux Lebrun et Ducrot, l'abordant avec un grand trouble, lui annoncèrent une nouvelle grave : leurs troupes n'avaient point de vivres pour la journée du lendemain (1).

Le maréchal fut d'abord incrédule. N'avait-il pas prescrit qu'au départ de Reims les soldats emportassent leur subsistance pour quatre jours? L'ordre avait été donné en effet; mais les intendants, arrivés presque tous fort récemment, n'en avaient point assuré l'exécution. Obligé de se rendre à l'évidence, le commandant en chef se rappela les marches à travers la Lorraine à la suite de Frœschwiller : « J'ai fait vivre mes hommes sur l'habitant. Faites comme moi (2). » L'expédient serait malaisément praticable; car l'Argonne, où on allait entrer, pays de fertilité médiocre et couvert de forêts, ne pourrait suffire à l'entretien d'une telle multitude. Pourtant, à trois ou quatre lieues à l'ouest, courait la ligne ferrée de Reims à Mézières par Rethel : elle permettrait d'amener par les voies les plus rapides les approvisionnements. Soucieux de se ravitailler, Mac-Mahon résolut d'obliquer du nord-est vers le nord. Il se dirigerait le lendemain vers Rethel, s'y pourvoirait de

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, t. Ier, p. 37, déposition Mac-Mahon.
(2) Général LEBRUN, *Bazeilles-Sedan*, p. 45.

vivres, puis reprendrait sa route. A ne juger que l'objectif des opérations, ce crochet était désastreux. En se portant le 21 de Châlons sur Reims, on avait fait un premier détour. On venait d'en décider un second.

Le 24 août, le 5ᵉ et le 12ᵉ corps bivouaquèrent à Rethel, tandis que le 1ᵉʳ corps s'arrêta à trois lieues au sud de cette ville. Seul, le 7ᵉ corps ne dévia pas de l'itinéraire primitif, et, poursuivant sa route vers le nord-est, s'établit à Contreuve. Le 25, l'étape fut de dix kilomètres pour le 5ᵉ corps qui atteignit Amagne, de dix-sept pour le 1ᵉʳ qui gagna Attigny, de huit pour le 7ᵉ, qui arriva à Vouziers. Quant au 12ᵉ corps, il ne bougea point. « Plus les heures sont précieuses, écrivait l'un des officiers de l'armée, plus on dirait qu'on s'applique à les perdre. » Dans l'entre-temps, on s'était ravitaillé. Mais il semble que les distributions n'aient été ni tout à fait régulières, ni tout à fait complètes. Peu à peu les hommes s'accoutumaient à la maraude : ils se répandaient dans les champs pour déterrer les pommes de terre; puis ils se dispersaient à la recherche du gibier, fort abondant dans le pays; et parmi ceux qui s'étaient écartés quelques-uns ne rejoignaient plus.

Le 26, le 7ᵉ corps demeura à Vouziers. Quant aux autres, ils reprirent leur marche, et cette fois décidément vers le nord-est. Le 7ᵉ corps gagna Tourteron, le 5ᵉ Le Chesne, et le 1ᵉʳ, après une étape de huit kilomètres, Semuy. Les cuirassiers de la division Bonnemains demeurèrent à l'arrière de l'armée. Les chasseurs du général Margueritte s'avancèrent jusqu'aux Grandes-Armoises (1). Cependant, depuis qu'on avait franchi l'Aisne, les aspects avaient changé. Ce n'était plus la Champagne avec ses larges espaces découverts, avec ses grandes plaines crayeuses où quelques bouquets de pins piquaient seuls de teintes sombres le paysage tout blanc. Les lieux où l'on pénétrait offraient une succession de collines, de défilés étroits : peu de villages, peu de cultures; en revanche, des prés et surtout des forêts à perte de vue. C'était l'Argonne, fameuse jadis dans notre histoire militaire et qui allait, hélas!

(1) Voir à l'appendice carte nᵒ 4.

le redevenir. Ces perspectives verdoyantes et un peu sauvages, qui charmaient les yeux, ne laissaient pas que d'exciter quelque inquiétude. Cette région si couverte serait propice à l'ennemi, habitué de longue date à pratiquer la guerre de surprises et surtout à utiliser l'abri des bois. Des Prussiens, on ne savait rien; mais cet épais et impénétrable rideau avait quelque chose de suspect qui troublait. Notre vigilance ne s'éveillait pas à tort. En cette journée du 26, une reconnaissance du 4ᵉ hussards, ayant remonté le cours de l'Aisne, rencontra, à quatre ou cinq kilomètres au sud de Grandpré, les éclaireurs ennemis; et un rapport exagéré de l'un des généraux provoqua même une vive alerte parmi les troupes du 7ᵉ corps.

II

C'est ici le lieu de dire la longue marche qui allait porter jusqu'en Champagne et jusqu'aux bords de l'Aisne l'armée du Prince royal, venue d'Alsace, l'armée du prince de Saxe, détachée des cantonnements de Metz.

On sait de quels éléments se composait la *IIIᵉ armée* dite *Armée du Prince royal*. Formée primitivement des Vᵉ et XIᵉ corps prussiens, des deux corps bavarois, de la division wurtembergeoise et de la division badoise, elle avait perdu les Badois appelés après Frœschwiller au siège de Strasbourg et, par compensation, venait de s'accroître par l'adjonction du VIᵉ corps. Elle se complétait de deux divisions de cavalerie, la 2ᵉ et la 4ᵉ. D'après les états officiels, elle comptait 118,095 fantassins, 19,567 cavaliers, 525 pièces de canon (1). Vainqueurs le 6 août, les Prussiens n'avaient point su épuiser les fruits de la victoire. La poursuite avait manqué d'intensité; la barrière des Vosges avait intimidé les envahisseurs : se dérobant très prestement, les Français mirent entre leurs adversaires et eux l'obstacle

(1) *La Guerre franco-allemande,* rédigée par la section historique du grand état-major prussien, t. II, annexes, p. 223.

des montagnes. Plusieurs petites places gardaient les routes ou les passages. Les Allemands entrèrent le 9 août dans la Petite-Pierre évacuée; le 10, l'incendie les rendit maîtres de Lichtenberg; le 14, ils obtinrent, presque sans coup férir, la capitulation de Marsal; mais contre Bitche et contre Phalsbourg leurs sommations échouèrent. Le 15 et le 16, les têtes de colonne étaient arrivées sur la haute Moselle. Sur les desseins des Français, l'incertitude régnait. On n'ignorait pas que des troupes se ralliaient à Châlons; mais d'un autre côté, une portion du corps de Failly semblait orienter sa retraite vers le sud. En dépit de cette obscurité, le prince royal ne suspendit point sa marche offensive, mais il la régla avec un redoublement de prudence. Trois grandes colonnes seraient formées : à droite, le IIe corps bavarois; au centre, le Ve corps et les Wurtembergeois; à gauche, le XIe corps. Le Ier corps bavarois et le VIe corps suivraient en seconde ligne. Les avant-gardes bivouaqueraient; les cantonnements seraient aussi resserrés que le permettraient les hauts chiffres des effectifs et la nécessité de vivre. On s'éclairerait à grande distance, sur la gauche. C'est en cet ordre qu'on s'acheminerait vers l'ouest.

Le 17, on gagna les bords du Madon, puis Vézelize et Tantonville; le 18, on se rapprocha de la Meuse; le 19, on y toucha. Le 20, on atteignit la ligne de l'Ornain. Cependant le grand souci du commandement était de se fixer sur les projets de l'adversaire. C'est alors que la cavalerie, un peu timide au début de la campagne, commença à déployer cette hardiesse qu'elle montrerait jusqu'à la fin. On la vit s'aventurer à dix ou douze lieues en avant du gros de l'armée, endommageant les voies ferrées, interrogeant les habitants, relevant toutes les traces, consultant les registres des gares, semant partout l'épouvante qui préparerait la soumission. Des informations recueillies il résulta que les Français, s'ils s'étaient un instant orientés vers le sud, n'avaient pas poursuivi de ce côté leur retraite. D'autre part, la capture d'importantes correspondances ne laissa guère douter que de grandes concentrations ne s'opérassent à Châlons : la cavalerie du 6e corps y était réunie ; les troupes de Mac-Mahon, embarquées par le chemin

de fer à Neufchâteau. y avaient été transportées; l'Empereur y venait d'arriver. D'autres corps français avaient été vus entre Saint-Dizier et Vitry. Ces renseignements étaient confirmés par ceux que M. de Moltke recueillait dans le même temps à son quartier général de Pont-à-Mousson.

Tandis que la III[e] armée répartissait ses cantonnements sur les rives de l'Ornain, la IV[e] armée, qu'on appellerait aussi *armée de la Meuse,* s'ébranlait sous les ordres du prince de Saxe. Pour la créer, on avait emprunté au prince Frédéric-Charles la Garde, le XII[e] corps ou corps saxon, le IV[e] corps, les 5[e] et 6[e] divisions de cavalerie. L'effectif total était de 70,028 fantassins, 16,347 cavaliers, 288 pièces de canon. La nouvelle formation avait été décrétée le 19 août (1). Dans la nuit qui suivit, la marche commença. Seule, la Garde ne se mit en route que le lendemain. Le 21 août, les cantonnements s'étendaient entre Jeandelize, Hannonville, Étain, Fresne. Le IV[e] corps, qui n'avait point pris part aux batailles sous Metz, mais avait tenté un coup de main infructueux sur Toul, venait d'atteindre Commercy. L'ordre fut donné au Prince royal de séjourner dans ses emplacements, de façon à ce que l'*armée de la Meuse,* destinée à unir son action à la sienne, pût se rapprocher de lui. Pendant deux jours, il fit halte sur les bords de l'Ornain. Le 22 au soir, les deux armées allemandes se développaient sur une ligne brisée de 75 kilomètres environ. Sur la gauche et un peu en saillie, était le gros de la III[e] armée, c'est-à-dire les Bavarois du II[e] corps, les Wurtembergeois, le V[e] et le XI[e] corps prussiens; en arrière, suivaient le I[er] corps bavarois et le VI[e] corps. Au centre, était le IV[e] corps, établi sur les deux rives de la Meuse. A droite, marchaient les Saxons et la Garde, encore sur la route de Metz à Verdun. La distribution totale des forces allemandes apparaissait désormais avec une simplicité saisissante. Deux grandes masses se dégageaient de tout le reste : autour de Metz l'*armée d'investissement;* puis, sur une longue ligne du sud au nord, l'*armée d'envahissement* qui, par la jonction du Prince royal et

(1) *La Guerre franco-allemande,* t. II, annexes, p. 223.

du prince de Saxe, atteindrait le chiffre formidable de 188,000 fantassins, 36,000 cavaliers, 813 pièces de canon.

Dans quelle direction définitive s'engageraient les envahisseurs? La décision appartenait à M. de Moltke. Or tous les renseignements concordaient. Il n'y avait point de forces françaises au sud; il n'y en avait point non plus au nord-ouest dans la région de Verdun. En revanche, la cavalerie, s'étant avancée jusqu'à Vitry, y avait su que les dernières troupes françaises venaient de rallier le camp de Châlons. De plus un détachement du XI[e] corps, ayant poussé une pointe vers Joinville, y avait saisi le livre de dépêches de la gare : l'inspection de ce registre avait fait connaître que, le 18 et le 19 août, vingt-trois trains militaires avaient transporté vers Mourmelon les divisions Goze et Labadie. Avant même que ces renseignements lui parvinssent, Moltke avait formulé les ordres qui régleraient les mouvements ultérieurs. Délibérément on marcherait à la poursuite de l'ennemi, et ce serait vers Paris que s'orienterait l'armée. La route était connue; c'était celle que les pères avaient décrite aux enfants; celle que, depuis de longues années, l'état-major prussien étudiait avec une inlassable patience. D'après les prescriptions de M. de Moltke, les avant-gardes de la III[e] armée devaient atteindre le 26 août Vitry; celles de la IV[e] armée gagneraient le même jour la ligne de Givry-en-Argonne à Sainte-Menehould. Au grand quartier général toutes les pensées se tournaient vers la capitale. « Dans huit jours, écrivait le général de Roon, il se peut que nous soyons sous Paris (1). »

III

On en était là quand des rapports très inattendus ramenèrent l'incertitude au quartier général prussien.

(1) *Denkwurdigkeiten aus dem Leben des General Grafen von Roon*, t. III, p. 196.

Fort en avant de la IIIᵉ armée évoluait la 4ᵉ division de cavalerie. Le 23 août, elle lança ses patrouilles de Vitry vers Châlons : dans les villages aucune trace de forces ennemies; Châlons, à ce qu'on assurait, avait été évacué par les Français; d'après certains bruits recueillis de la bouche des paysans, le camp lui-même n'était plus occupé que par les gardes mobiles. — A ces messages des éclaireurs se joignit bientôt une autre nouvelle singulière : Napoléon était arrivé à Reims. — Sur ces entrefaites, une lettre écrite par l'un des chefs de l'armée de Metz fut interceptée : or le signataire de la lettre, formulant, disait-il, l'opinion de tous ses compagnons d'armes, exprimait l'espoir, presque la certitude, que le concours de Mac-Mahon ne manquerait point à Bazaine.

La cavalerie fut invitée à redoubler de vigilance. Le 24, les dragons rhénans entrèrent dans Châlons, puis ils lancèrent un demi-escadron jusqu'à Mourmelon. Ces lieux étaient déserts; de divers côtés apparaissaient les vestiges des incendies qui avaient consumé ce qu'on ne pouvait emmener. Tout n'avait pas été détruit : sur l'emplacement du camp étaient demeurées de grosses pièces sans affût, un millier de tentes, des approvisionnements (1). En hâte les dragons consignèrent ce qu'ils avaient vu.

Le roi, avec le grand quartier général, s'était transporté le 23 de Pont-à-Mousson à Commercy. Le 24, il s'avança jusqu'à Bar-le-Duc. Chemin faisant, on fit halte à Ligny où était le prince royal, et on y tint conseil. L'un des assistants, le quartier-maître général Podbielski, émit le premier l'avis que peut-être les Français, partant de Reims, tenteraient de se porter au secours de Bazaine. En conséquence, il jugeait prudent que l'armée allemande se resserrât vers sa droite. Bien que les précédentes informations eussent excité certains soupçons, la motion eut peu de succès. On connaissait trop bien les précaires ressources de la France pour croire à un parti si hardi. On n'imaginait pas que Mac-Mahon renonçât à

(1) *La Guerre franco-allemande*, rédigée à la section historique de l'état-major prussien, t. II, p. 923.

couvrir la capitale. On observait enfin que la marche sur Reims ne prouvait rien; cette ville, en effet, était plus éloignée de Metz que ne l'était Châlons elle-même.

Le 25, le général de Roon écrivait : « Une armée française qui a quitté Châlons s'est retirée sur Reims, mais elle n'y tiendra pas, et sa retraite sur Paris est très vraisemblable. Qu'arrivera-t-il alors? Une bataille sous les murs de la capitale et après laquelle les Français vaincus pourront toujours se placer sous la protection de leurs ouvrages (1). » Cependant une dépêche de Paris, reçue par la voie de Londres, était arrivée au grand quartier général : elle mandait que Mac-Mahon cherchait à opérer sa jonction avec Bazaine (2). Sur cette information bien plus grave, bien plus positive, on décida d'appuyer un peu plus au nord-ouest, c'est-à-dire vers Reims. Tel fut le sens d'un ordre expédié de Bar-le-Duc vers onze heures du matin. Cette légère déviation n'emportait pas abandon du plan général. En dépit des indices multiples, cette marche vers Metz paraissait si surprenante, si hasardée qu'on hésitait à y ajouter foi. Quoique fort en éveil, Moltke doutait encore; le reste de la journée se passa pour lui à refaire ses calculs, à revoir ses cartes, et surtout à rédiger des ordres hypothétiques qui seraient confirmés, modifiés ou détruits, suivant ce que les messages ultérieurs apporteraient.

Dans la soirée tout s'éclaira. De nouvelles informations laissèrent pressentir un mouvement des troupes françaises sur Vouziers. En outre, divers journaux français ou belges arrivèrent au quartier général : ils proclamaient comme une obligation d'honneur la délivrance de Bazaine. Enfin un télégramme de Londres annonçait, d'après une information du *Temps*, que Mac-Mahon s'était subitement décidé à se porter vers Metz.

(1) *Denkwurdigkeiten aus dem Leben des General Grafen von Roon*, t. III, p. 197.

(2) *La Guerre franco-allemande*, t. II, p. 930.

IV

Cette heure fut, pour les Allemands, l'une des plus mémorables de la campagne. Le propre des grandes combinaisons militaires est de n'avoir rien d'absolu, et de s'adapter, suivant l'occurrence, à toutes les variations qu'exigent les desseins de l'adversaire. Moltke, l'homme de la méditation recueillie et intense, se révéla prompt capitaine autant qu'il s'était montré génie patient et obstiné. En une nuit il changea tout ce qu'il avait préparé.

Tout se dirigeait vers Paris. Une vaste conversion fut aussitôt arrêtée qui porterait vers leur droite toutes les masses allemandes. A la suite d'un conseil avec le roi, les résolutions se fixèrent. Le mouvement commencerait par l'*armée de la Meuse*. Le XII[e] corps, s'orientant vers le nord, inclinerait vers Varennes. La Garde, le IV[e] corps suivraient une direction pareille. Placés à l'aile droite de la III[e] armée, les Bavarois se tiendraient prêts à marcher dans les mêmes traces. Pendant la nuit, le lieutenant-colonel Verdy du Vernois fut envoyé de Bar-le-Duc à Clermont-en-Argonne, pour conférer avec le prince de Saxe et l'initier aux vues du grand quartier général. Les ordres devaient être exécutés suivant leur teneur la plus stricte, à moins que des renseignements positifs ne vinssent contredire l'exactitude des récentes informations.

Les rapports du lendemain, loin de démentir ceux de la veille, achevèrent de dissiper les doutes. Le 26 dans la matinée, la cavalerie du XII[e] corps, lancée en avant de Varennes, se heurta, à quelques kilomètres de Grand-Pré, aux patrouilles françaises. Un peu plus tard, quelques hussards allemands furent faits prisonniers et, étant parvenus à s'échapper, purent dire en détail ce qu'ils avaient vu. A quatre heures de l'après-midi, le chef d'une reconnaissance mandait au grand quartier général : « L'ennemi défile en ce moment au nord de

Grand-Pré. On voit de l'infanterie, de la cavalerie et même des voitures; mais on ne peut distinguer si c'est de l'artillerie. » Vers le soir, des hauteurs au nord de Savigny, un officier prussien put observer des campements français à l'est de Vouziers. Il ajoutait dans son rapport : « Les habitants disent qu'il y aurait dans les environs 140,000 hommes et que Mac-Mahon serait à Attigny. »

Parmi ces informations, quelques-unes ne parvinrent qu'avec quelque retard au grand quartier général. Dès le milieu du jour, M. de Moltke se jugea assez instruit pour compléter ses prescriptions de la veille. Déjà le XIIe corps atteignait Varennes, la Garde Dombasle, le IVe corps Fleury. Les Bavarois qui, depuis le matin, attendaient la confirmation des ordres de départ, se mirent en route dans l'après-midi : ceux du Ier corps atteignirent Erize-la-Petite, ceux du IIe Triaucourt. Plus au sud, le reste de la IIIe armée (Wurtembergeois, Prussiens du Ve et du XIe corps) quitta la vallée de la Marne et les rives de l'Ornain. Tous ils remontèrent vers le nord. Seul le VIe corps demeura un peu en arrière. Cependant la cavalerie, se répandant de tous côtés, éclairait les colonnes. Hussards, uhlans, dragons, s'étendant depuis la Meuse jusqu'à la Vesle, battaient à l'ouest les confins de la plaine champenoise et déjà fouillaient au nord tous les massifs de l'Argonne.

Il fallait assigner une nouvelle direction aux convois, s'engager dans une région où rien n'avait été préparé pour les troupes, cheminer au milieu de populations fort hostiles et en un pays propice aux embuscades. La prévoyance du commandement s'appliqua à restreindre les désordres inséparables d'un changement si soudain. Un système de réquisitions régulier et implacable assurerait aux agresseurs la subsistance et le gîte. Quant à l'hostilité des habitants, la terreur la paralyserait. « Les tirailleurs des corps francs ou francs-tireurs, écrivait M. de Moltke, ne sont pas des soldats; ils tombent sous le coup des lois de la guerre et sont passibles de mort (1). » Puis, par un raffinement d'habileté cruelle, les communes

(1) *Correspondance militaire de M. de Moltke*, t. III, p. 307.

furent déclarées responsables de tout acte de résistance accompli sur leur territoire. Par là, les envahisseurs intéresseraient à la soumission ceux-là mêmes dont ils violaient les foyers.

Le nouveau plan de M. de Moltke n'était pas tellement fixé qu'il ne pût subir de notables altérations, suivant que les Français ralentiraient ou hâteraient leur mouvement, ou bien encore tenteraient de se dérober. L'espoir était que l'armée du prince de Saxe arrêterait les soldats de Mac-Mahon dans leur marche vers l'est, tandis que l'armée du Prince royal, s'avançant à marches forcées vers le nord, les attaquerait de flanc et par derrière. De la sorte, l'enveloppement préparerait l'entière destruction. Ce n'était toutefois qu'une espérance. A quel point de sa route atteindrait-on l'adversaire? S'il était actif, il pourrait devancer les Allemands au passage de la Meuse et échapper ainsi à la IIIe armée. Cette appréhension détermina M. de Moltke à ménager au prince de Saxe un secours éventuel. Dans cet esprit, il prescrivit le 26 au prince Frédéric-Charles de détacher de l'armée d'investissement deux corps qui seraient dirigés sur Damvillers. A Damvillers ces corps ne seraient qu'à quelques lieues de la Meuse, et pourraient, en cas de bataille sur la rive droite du fleuve, intervenir à temps pour décider la victoire.

Le mouvement, commencé le 26, se poursuivit le 27, et sans qu'une seule heure perdue diminuât les chances. Le XIIe corps vint toucher la Meuse, le gros occupant Dun et l'avant-garde Stenay. On tenait le principal passage de la rivière, et la crainte d'y être devancé s'apaisa si bien que l'ordre donné au prince Frédéric-Charles fut rapporté. La Garde occupa Montfaucon; le IVe corps s'étendit à l'ouest de Verdun. Les Bavarois s'établirent partie à Dombasle, partie à Nixéville. Le Ve corps atteignit à Sainte-Menehould les bords de l'Aisne, tandis que le reste de la IIIe armée demeurait un peu en arrière. Cependant, avec ses hardis éclaireurs, l'armée allemande touchait à Vouziers, à Sommauthe, à Grand-Pré. En cette journée du 27, à Buzancy, un petit combat se livra entre la cavalerie saxonne et celle du général de Failly.

V

Ainsi, après trois semaines d'une retraite qui ne savait où se fixer et d'une poursuite qui ne savait où saisir l'adversaire, les vainqueurs et les vaincus à Frœschwiller allaient de nouveau se heurter. Dans le drame de la guerre, Frœschwiller et Forbach avaient marqué le premier acte, c'est-à-dire le percement de la frontière et la violation de la patrie. Le deuxième acte s'était déroulé autour de Metz, les 14, 16, 18 août, et le prix de la victoire avait été Bazaine investi. Nous touchons au troisième acte.

Une solennité tragique plane sur les veilles de bataille, et quand du sort des armes dépend la décadence ou la suprématie de deux grands peuples, une émotion frémissante suspend toutes les pensées jusqu'au jugement de Dieu. Ici l'attente se nuançait de découragement, tant l'égalité des chances semblait rompue, avant même que le terrible jeu s'engageât!

Les deux armées allemandes atteignaient en fantassins et en cavaliers 225,000 soldats, et il fallait entendre par ce chiffre, non celui des rationnaires, mais celui des combattants : Mac-Mahon traînait à sa suite un peu plus de 120,000 hommes. L'adversaire disposait de 813 bouches à feu : nous avions environ 470 pièces de canon ou mitrailleuses. La cavalerie allemande comptait 36,000 chevaux : la nôtre, inférieure de plus de moitié par le nombre, l'était davantage par l'instruction, et ne se retrouverait elle-même que quand il faudrait mourir. De patients essais, une perpétuelle répétition de la guerre, avaient assuré dans les rangs opposés la régularité de tous les services administratifs : chez nous une incurie générale avait, dès le début, engendré le désordre; la défaite avait comblé la confusion et, tous les désarrois se cumulant, il arrivait que le commandement par ses variations déconcertait tous les calculs de l'intendance, tandis que l'intendance,

à son tour, paralysait par ses retards tous les projets du commandement. Tout favoriserait l'ennemi, même ce qui aurait dû lui nuire; étant en territoire étranger, il ne ménageait rien et, pour compléter ses ressources, la terreur le seconderait davantage que ne nous servirait le patriotisme ou l'affection.

La grande infériorité était en haut. Les Allemands avaient le Roi et M. de Moltke; les Français Napoléon III et Mac-Mahon.

On a vu l'Empereur échouant au camp de Châlons, puis remontant de Châlons sur Reims. Il se traînait dans les rangs de l'armée, planant vaguement sur tout, quoique ne dirigeant plus rien. L'infortune, précipitant les années, avait imprimé sur lui les stigmates de la vieillesse. Son masque épaissi et pâle, son œil éteint, ses cheveux très longs et devenus très blancs, sa résignation taciturne et affaissée gravaient l'impression d'une destinée qui finissait et qui désespérait d'elle-même. Les *cent-gardes* tout luisants, les équipages impériaux tout dorés, jetaient un éclat faux et navrant dans la nuit de cette misère. Sur le chemin quelques paysans criaient encore : *Vive l'Empereur!* par habitude, superstition du nom, bonté du cœur; puis contemplant le père et le fils, ils murmuraient entre eux : celui-ci est trop jeune et celui-là trop vieux. Cette pitié n'était point celle de l'armée. Lorsque les soldats voyaient passer le souverain, l'œil à demi clos et comme absorbé dans le rêve, ils prenaient pour indifférence ce qui n'était qu'excès de malheur. Quand, dans le jour, les voitures ou les bagages du maître s'intercalaient dans les colonnes et en prolongeaient les stationnements; quand, le soir, les cuisines impériales flambaient dans le voisinage des bivouacs affamés, tout ce que l'envie suggère de grossière passion bouillonnait dans les cœurs aigris. « Nous traînons notre boulet d'or », disaient certains officiers. Le boulet, c'était l'Empereur. Ne représentant plus le succès; ne représentant point davantage la tradition qui, à toute rigueur, peut se passer de succès; dépouillé du rôle de général, trop infirme pour le rôle de soldat, il n'était plus qu'une gêne, gêne à l'armée comme il l'eût été à

la Cour, et il le savait. Que s'il rompait le silence, c'était pour s'exprimer avec une clairvoyance désabusée, pour juger avec impartialité son propre sort comme il eût fait du sort d'un autre. Ses avis qu'il se gardait d'imposer, qu'il formulait au contraire avec une discrétion presque timide, étaient généralement sages; car cet homme, tout en contrastes, ménageait toutes les surprises, celle des résolutions les moins raisonnables, celle des paroles les plus judicieuses. Par intervalles il s'interrompait, et tout à coup ses traits se tiraillaient sous la douleur. C'était l'indice des crises passagères mais fréquentes, qui torturaient son corps et achevaient ses tourments. L'accès passé, il s'affaissait dans une sorte de somnolence, en homme dont le seul allégement serait d'engourdir, avec la faculté de penser, la faculté de souffrir. « Ah! si je pouvais mourir! » disait-il un jour à l'un de ses aides de camp, le général de la Moskowa. Au souverain vaincu, une consolation était demeurée jusque-là : son fils. Une prévoyante sollicitude jugea bon d'épargner au jeune prince la vue des suprêmes épreuves. A Tourteron il quitta l'armée et à tout hasard fut dirigé sur Mézières. Ainsi éloigne-t-on les enfants du lit des malades quand commence l'agonie.

Mac-Mahon souffrait d'être tout, autant que l'Empereur de n'être rien. Il était de ceux qui sont dignes de monter très haut, mais à la condition d'obéir encore. D'instinct il aspirait à un chef. Ne trouvant personne au-dessus de lui, cruellement torturé de sa grandeur, volontiers il cherchait dans les dépêches de Paris de quoi guider ses incertitudes. Quand il s'en était pénétré, ses perplexités s'exaspéraient jusqu'au supplice, car la subordination lui paraissait plus dangereuse encore que l'indépendance. Il avait, à défaut de génie, l'expérience de la guerre, au moins de celle qui s'était pratiquée jusque-là, et jugeait à sa vraie mesure et ses troupes et lui-même. Donc, ayant désiré les avis, il s'effrayait de tout ce qu'on osait décider pour lui. Ce n'était qu'un éclair. Sa nature le ressaisissant, il retombait, bon gré mal gré, dans l'obéissance, mais dans une obéissance sans conviction et sans foi : de là une exécution timide, ondoyante, et cela dans une

entreprise qui exigerait, avant tout, le ferme propos de tout risquer. Le 26 août, le 27 même, les deux armées du Prince royal et du prince de Saxe, quelque effort qu'elles fissent pour se resserrer, s'étendaient sur une ligne de plus de cent kilomètres qui s'allongeait depuis les environs de Vitry jusqu'à Stenay. Vingt-quatre heures, quarante-huit heures peut-être s'écouleraient avant que les corps fussent à portée de se soutenir. Ces vingt-quatre, ces quarante-huit heures représentaient, aux yeux de Palikao, le dernier répit qu'offrait la fortune, la dernière chance d'atteindre l'ennemi divisé. La chance existait, mais il eût fallu pour la saisir tout ce que Mac-Mahon n'avait pas, tout ce qu'il n'aurait jamais. Stratégiste à distance, Palikao voulait ignorer toutes les impuissances comme toutes les lacunes. Cependant le maréchal, qui ne pouvait s'accoutumer à être l'interprète de ses propres pensées, obéirait mal parce qu'il apporterait toutes les retouches de la prudence en un plan qui ne pouvait valoir que par l'excès de l'audace. Il arriverait donc qu'ayant abdiqué ses vues personnelles il énerverait, jusqu'à les fausser, celles du ministre de la guerre. Pendant ce temps, l'ennemi, aussi résolu que nous étions perplexes, aussi prompt que nous étions lents, élèverait ses longs anneaux jusqu'à nous, les déroulerait vers l'est, puis vers l'ouest, et nous fermerait l'une après l'autre toutes les routes, d'abord celles qui conduiraient vers Bazaine, puis celles qui ramèneraient vers Paris.

L'obéissance vaut ce que vaut le commandement. Toute direction flottant, il n'était point d'officier, point de sous-officier, qui ne se crût plus ou moins général. Ce n'était pas que les vieilles vertus militaires fussent éteintes. Quand le matin, après un repos réparateur, le réveil sonnait, les soldats reprenaient allègrement les armes, et si le soleil se levait dans un horizon clair et pur, si quelque bonne nouvelle, même très vague, circulait dans les rangs, il n'en fallait pas davantage pour ranimer les espoirs. D'un pas vif, l'étape commençait, et les mêmes hommes qui la veille s'étaient laissé tomber de fatigue au gîte se ressaisissaient

avec toute la belle élasticité de la race française. Mais la journée s'avançant ramenait les contretemps ordinaires : croisements de colonne, files interminables de bagages, longs détours pour revenir au point initial ; puis il y avait les défilés, les bois qui semblaient pleins d'embûches, et l'ennemi qu'on sentait partout sans qu'on pût le démasquer nulle part. Les intempéries d'une année exceptionnellement humide se joignant aux autres ennuis, il était rare qu'une marche, même entamée sous le soleil, s'achevât sans pluie, et à la tombée du jour les hommes, mal pourvus d'effets de rechange, s'établissaient péniblement au bivouac. Les distributions de vivres eussent réparé les forces; elles étaient souvent incomplètes ou tardives, et parfois manquaient. Alors renaissait le découragement. Il se traduisait par des jurements sans fin, sorte d'imprécations tantôt violentes, tantôt presque plaintives, qui accusaient pareillement Dieu, les chefs, les éléments, la destinée. Chez un grand nombre, l'excès de la misère détendait peu à peu le ressort moral; et, tout le reste s'absorbant dans une morne ou gouailleuse indifférence, le grand souci n'était ni le devoir, ni le succès, ni la patrie, mais un bon repas sans alerte ou une nuit dans un vrai lit. Ces heures étaient celles où se glissaient les conseils lâches ou pervers. A l'armée de Châlons, les influences dissolvantes ne manquaient pas. Il y avait les réservistes et les anciens militaires qui, s'étant crus complètement libérés, jugeaient inique un nouvel appel. Il y avait les hommes de la classe 1869, arrivés juste au lendemain de la défaite, éperdus de tout ce qu'ils voyaient, et prompts à tout craindre comme à tout accuser. Il y avait les contingents des grandes villes, tout imprégnés de la propagande démagogique. C'est alors qu'on vit mûrir, presque sous le feu de l'ennemi, les détestables fruits des *réunions publiques*. Tout ce qui avait été lu ou entendu, tout ce qui s'était plus ou moins inconsciemment accumulé dans les cerveaux revivait sous la surexcitation des revers, des privations, des fatigues. Où on croyait inventer, on ne faisait que se souvenir. Les insinuations, les accusations se prenaient à toutes choses, à l'incapacité des chefs, à l'incurie des intendants, à la contrariété des ordres,

aux bagages inutiles, aux traces de luxe ou d'abondance qui insultaient l'universelle pénurie. La défaite s'expliquait par la trahison ; encore un peu, on eût dit le nom des traîtres et le prix qui les avait payés. Le pire était que les imputations n'étaient point complètement fausses, certains généraux étant inégaux à leur charge, indifférents à leurs hommes, uniquement occupés de leur bien-être ou de faire leur cour. Il arrivait donc qu'une parcelle de vérité colorait le ramassis des calomnies. Même parmi les vieux soldats, quelques-uns non seulement toléraient ce langage, mais se surprenaient à l'écouter. Heureusement, ils s'en laissaient effleurer, non pénétrer et, tout compte fait, les bons éléments contenaient encore les mauvais. On le verrait à la première rencontre avec l'ennemi.

Cependant Mac-Mahon avait établi, le 27 août, son quartier général au Chesne. Chaque heure exaspérait ses incertitudes. S'il précipitait sa marche, il risquait de laisser en arrière ses corps mal entraînés; s'il ralentissait son allure, il perdait ses dernières chances. Bazaine avait-il quitté Metz? Était-il du moins prêt à s'en éloigner? On l'ignorait. Les dernières nouvelles de lui avaient été reçues le 22. D'Attigny, Ducrot lui avait envoyé un émissaire (1). De Sainte-Menehould, de Voncq, de Tannay, le général Margueritte avait essayé de lui faire passer des billets en arabe (2). Mais les messages qui annonçaient le secours parviendraient-ils jamais? Témoin des perplexités de son chef, le général Ducrot écrivait : « Notre pauvre maréchal en perd la tête (3). » En cette incertitude, un espoir restait à Mac-Mahon, celui que les Prussiens n'avaient point pénétré le secret de sa marche : il trouverait sur sa route la IVe armée ; mais la IIIe armée, celle qui avait vaincu à Frœschwiller, descendait par la vallée de la Marne vers Paris. Le 27, comme le maréchal était au Chesne, des avis transmis par une source très sûre lui ravirent cette illusion. Il apprit que

(1) Procès Bazaine, déposition Lagosse, maire de Montgon (audience du 30 octobre 1873).
(2) *Id.*, déposition Henderson (audience du 31 octobre 1873).
(3) *Papiers et correspondance du général Ducrot*, t. II, p. 389.

non seulement le prince de Saxe remontait la Meuse; mais que le Prince royal, déviant de sa direction primitive, resserrait ses colonnes vers le nord et déjà bordait le cours de l'Aisne.

Dans l'âme de Mac-Mahon l'angoisse redoubla. Une appréhension terrible l'envahit, celle d'être coupé du côté de Metz, coupé pareillement du côté de Paris. Même en cette grande crainte, sa loyauté répugnait à l'abandon de Bazaine. Les lumières s'ajoutant les unes aux autres, une information lui parvint, qui le dégagea de ce scrupule. Un message très positif, émané d'un des hommes les plus considérables de Sedan, M. de Montagnac, lui affirma qu'à la date du 25 août Bazaine était encore sous les murs de Metz (1).

Les événements, plus forts que toutes les obsessions de l'obéissance, conspiraient contre le plan de Palikao. A continuer sa route vers l'est, Mac-Mahon risquait de voir tous les chemins se fermer. L'armée de Bazaine avec toutes ses forces n'ayant pu sortir de Metz, comment l'armée de Châlons, beaucoup moins solide, pourrait-elle briser le cercle et lui donner la main? Dans l'âme du maréchal la clairvoyance l'emporta sur la soumission. Il consulta l'Empereur, qui conseilla l'interruption du mouvement offensif et la retraite vers le nord-ouest : « Nous ne pouvons, disait ce jour-là même le souverain à ses familiers, sacrifier la dernière armée de la France (2). »

Il y avait urgence à prévenir Bazaine. Le 27, à 3 heures 25 de l'après-midi, la dépêche suivante lui fut adressée : « Maréchal Mac-Mahon prévient maréchal Bazaine que l'arrivée du Prince royal à Châlons le force à opérer le 28 sa retraite sur Mézières, s'il n'apprend pas que le mouvement de retraite du maréchal Bazaine soit commencé. » Le message fut transmis au commandant supérieur de Sedan, avec ordre de ne rien négliger pour le faire parvenir à Metz (3). Il restait à avertir

(1) *Enquête sur le 4 septembre,* déposition du maréchal Mac-Mahon, p. 32.
(2) *Id.,* déposition Mac-Mahon, p. 29. — Philippe DE MASSA, *Souvenirs,* p. 307-308.
(3) *Papiers des Tuileries,* t. Ier, p. 428.

Palikao. A huit heures, un long télégramme lui fut adressé, qui s'appliquait à justifier par la concentration des forces allemandes la retraite des troupes françaises. Cette retraite, ajoutait le commandant en chef, s'opérait sur Mézières, d'où elle continuerait, suivant les événements, vers l'ouest (1). Comme Mac-Mahon venait de dicter la dépêche au colonel Stoffel, le général Faure, son chef d'état-major, intervint : « Monsieur le Maréchal, lui dit-il, ne serait-il pas plus opportun de n'envoyer le télégramme que demain, quand vous serez déjà sur la route de Mézières? Autrement, vous aurez à subir de nouvelles instances de Paris. » Sur cette remarque sagace, Mac-Mahon s'arrêta, relut avec soin le message; puis, sans accueillir la suggestion, réitéra l'ordre qu'on l'expédiât sans retard. A 8 heures 30 du soir, la dépêche était sur le fil (2).

Pendant la soirée et au commencement de la nuit partirent les ordres qui porteraient l'armée vers le nord-ouest. Le 1er et le 12e corps se dirigeraient le lendemain sur Vendresse, le 5e sur Poix, le 7e sur Chagny. De la sorte, on se rapprocherait de Mézières et du réseau des voies ferrées qui permettraient de gagner, suivant l'occurrence, soit Paris, soit les places fortes du nord. C'était la retraite, et avec la retraite la suprême chance de salut.

VI

Comment ce dessein sauveur fut-il abandonné aussitôt qu'adopté? Les dispositions qui régnaient dans les sphères gouvernementales peuvent seules expliquer ce nouvel et extraordinaire revirement.

L'esprit a, comme le cœur, ses passions. Aller à Bazaine était pour Palikao non un projet, mais une obsession. « C'est

(1) *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 429.
(2) *La Dépêche du 20 août 1870*, par le colonel STOFFEL, p. 83-84.

le seul moyen de tout réparer », disait-il à l'un de ses collaborateurs, le général Susane (1). Dans cette fixité de pensées, il torturait toutes les informations jusqu'à ce qu'il y trouvât ce qu'il y voulait voir. Les yeux sur la carte et le compas à la main, il supputait les distances, avec une exactitude qui se croyait infaillible et qui n'était que décevante; car elle omettait cette part d'imprévu que les vrais capitaines ne négligent jamais. Un parti pris impérieux et téméraire supprimait toutes les forces gênantes Quand la fausse logique avait achevé ses calculs, l'imagination reprenait ces mêmes calculs et les revêtait de rêves. On voyait déjà Mac-Mahon franchissant la Meuse et abordant le prince de Saxe : sûrement Bazaine entendrait le canon; il sortirait de ses campements; il culbuterait le prince Frédéric-Charles : Mac-Mahon et Bazaine une fois réunis, le premier fournirait le nombre, le second les cadres; une seule armée ennemie resterait, celle du Prince royal, mais fort aventurée à l'intérieur et exposée à tous les coups. Tout possédé de ses illusions, Palikao guettait les dépêches, s'irritait des lenteurs, ne comprenait rien aux crochets, s'exaspérait qu'on n'avançât point. A la manière des esprits systématiques, loin que les retards ou les obstacles lui ouvrissent les yeux, il puisait dans les difficultés mêmes un surcroît d'obstination. Nerveusement il accusait les hommes, les services administratifs, les éléments, Mac-Mahon surtout, bien tiède, bien déchu de son ancienne valeur. En cette attente surexcitée, combien terrible ne serait pas l'éclat, combien violente la révolte, si une dépêche, arrivant tout à coup, annonçait l'abandon de Bazaine, l'avortement du plan, le retour vers Paris!

Le pire était que cette volonté téméraire et emportée, loin d'être contenue par des conseils modérateurs, trouverait presque partout des esprits, ou complices, ou prêts à céder.

Entre tous les complices, le plus haut placé était la Régente. La retraite vers Paris impliquait le retour de l'Empereur; or elle jugeait ce retour mortel à la dynastie. Puis elle redoutait

(1) Général Thoumas, *Paris, Tours, Bordeaux,* p. 29.

que l'opinion publique ne pardonnât point l'abandon de Bazaine. Enfin, par un sentiment de délicatesse généreuse, elle appréhendait que le peuple parisien, en voyant toutes les forces refluer vers la capitale, n'attribuât cette concentration moins au souci de la défense qu'à la sollicitude pour le trône.

Parmi les ministres, de grandes inquiétudes régnaient. L'un de ceux qui ont reçu leurs plus intimes confidences a écrit : « Les journées du 24, du 25, du 26 août furent des jours de terrible anxiété (1). » Quand les angoisses étaient le plus cruelles, Palikao intervenait. Il affirmait que, malgré le temps perdu, Mac-Mahon et Bazaine se rejoindraient; que l'armée de Châlons gardait une avance sur l'ennemi : il avait, ajoutait-il, ses espions dont les rapports ne le trompaient point (2). Ce langage si péremptoire commandait le silence, sinon la conviction. La plupart étaient d'ailleurs trop absorbés par les attributions spéciales de leur département pour s'attarder en interrogations. M. Magne vaquait à l'emprunt; M. de la Tour-d'Auvergne, tout récemment arrivé de Vienne, s'appliquait à retenir autour de nous le peu qui restait des anciennes amitiés; M. Chevreau, ministre de l'Intérieur, se consacrait, avec la plus louable activité, à l'organisation de la garde mobile; M. Clément Duvernois, ministre du Commerce, apportait un zèle extrême à presser, en vue d'un siège, l'approvisionnement de Paris. Occupés de ces soins divers, les conseillers de la régence s'abandonnaient à Palikao, tout de même que, six semaines auparavant, leurs prédécesseurs s'étaient abandonnés à Lebœuf. Un seul d'entre eux, M. le baron Jérôme David, se montrait, si je suis bien informé, tout à fait incrédule et, bien qu'inféodé à l'Empire autoritaire et à l'Impératrice, n'hésitait pas à jeter une note dissonante dans le concert de ses amis.

Les mêmes déclarations qui calmaient les ministres en imposaient à la Chambre. Au Palais-Bourbon, Palikao s'était

(1) *Le Ministère de l'Intérieur, du 11 août au 4 septembre. Relation inédite de M. Léon Chevreau.*

(2) *Ibid.*

fait le héraut des informations sensationnelles. Un jour (c'était le 17 août), il publiait que l'ennemi, en attaquant Phalsbourg, avait laissé douze à quinze cents hommes sur le terrain. Le lendemain, il ajoutait « que les *cuirassiers blancs* de M. de Bismarck avaient été totalement détruits ». Deux jours plus tard, il annonçait, « sur des renseignements qui paraissaient dignes de foi », que trois corps d'armée avaient été rejetés dans les carrières de Jaumont. Le 22 août, il s'exprimait en ces termes : « J'ai reçu de bonnes nouvelles du maréchal Bazaine; je ne puis vous dire lesquelles, mais elles sont bonnes. » Même la part faite à la vanterie, qui eût cru que l'homme qui parlait de la sorte ne gardât point de grandes raisons d'espérer? La majorité s'était habituée à compter sur Palikao, comme l'opposition sur « le glorieux Bazaine ». Le 23, le 24, le 25 août, le ministre s'était tu, et ce silence avait troublé. Dans le même temps, les députés les mieux informés avaient appris la marche de Mac-Mahon vers Bazaine. L'entreprise avait paru bien risquée. Très écouté de ses collègues, M. Thiers redoutait un désastre. Quelles que fussent les alarmes, elles n'allaient pas jusqu'à effacer les paroles du ministre de la Guerre. Puis la retraite sur Paris avait un air de fuite, et en la prêchant trop ouvertement les députés, jaloux de se montrer hardis précisément parce qu'ils étaient timides, eussent craint de se donner les apparences de la peur.

Un seul homme, dans les sphères officielles, aurait, pour contredire Palikao, l'autorité du rang, de la compétence, des lumières. C'était le général Trochu. Mais, toutes choses conspirant pour intercepter les avis de la sagesse, ce contradicteur serait répudié comme suspect.

Le 18 août, le général Trochu, nommé gouverneur de Paris, s'était installé au Louvre, malgré la Régente, malgré ses conseillers, malgré le ministre de la Guerre. En cet état de tension, les moindres incidents s'envenimeraient. Les incidents n'avaient point manqué. — Le 19 août, dans une lettre au journal *le Temps,* le général avait exprimé la résolution de ne s'appuyer vis-à-vis du peuple de Paris que sur la *force morale :* ce langage, peu habituel chez un militaire,

avait paru flatterie envers l'opposition. — Les gardes mobiles de la Seine étant rentrés dans la capitale, le gouverneur leur avait adressé une proclamation qui consacrait, semblait consacrer leur droit de ne point quitter Paris : aussitôt, au ministère de la Guerre et parmi les amis de l'Impératrice, on avait répété que Trochu, par condescendance, flatterie, relâchement de la discipline, aspirait à se constituer une garde prétorienne. — Sur ces entrefaites, une loi décida l'armement de toute la garde nationale sédentaire. Les cadres des nouveaux bataillons se recruteraient par voie de suffrages; mais les officiers des anciens bataillons, nommés jadis par le pouvoir exécutif, conserveraient-ils leurs grades ou au contraire les déposeraient-ils pour se soumettre, eux aussi, au vote? Trochu consulté venait de se prononcer pour un remaniement universel par l'élection : de là un nouveau désaccord entre le gouvernement et lui. — Cependant le général, en de longs et brillants entretiens qui prenaient volontiers le tour de harangues, soutenait avec une passion communicative et émue la nécessité, l'urgente nécessité d'une concentration générale sur Paris. Au conseil de défense, il avait déjà développé, il développerait surtout les jours suivants les mêmes vues. Par malheur, ce langage, fâcheusement mêlé de critiques rétrospectives, n'était rapporté qu'avec toutes les amplifications de la malveillance, qu'avec toutes les altérations du soupçon. Dans les régions gouvernementales, on croirait se montrer bien sage, bien avisé, bien fidèle surtout à la dynastie, en faisant le contraire de ce que Trochu conseillait. Il arriverait donc que le plan de Palikao se fortifierait, loin de se discréditer, par l'opposition de celui que l'on considérait comme un dissolvant pour le cabinet, comme un ennemi pour la Régence, comme un adversaire pour l'Empire lui-même.

La journée du 27 s'était écoulée, comme la veille, dans l'anxiété. Peu de nouvelles et d'une brièveté troublante. Les dépêches, non de source allemande, mais communiquées par le ministre de l'Intérieur, apprenaient que des troupes enne-

(1) Voir le *Temps*, 20 août 1870.

mies semblaient se diriger sur Varennes et Stenay. Palikao s'était rendu à la Chambre et, pour relever les âmes, avait annoncé un échec des Prussiens contre Verdun. La séance législative était depuis longtemps terminée et la nuit était tout à fait venue quand le ministre reçut le message de Mac-Mahon qui le prévenait de la retraite vers Mézières. Y eut-il un conseil, une délibération? Il est malaisé de le croire, tant fut précipitée la réponse! Elle partit de Paris à onze heures du soir et fut adressée non à Mac-Mahon, mais à l'Empereur. Tout ce qu'un télégramme peut contenir d'affirmations téméraires, d'adjurations violentes, de sophismes passionnés, se retrouvait dans la dépêche : « Si vous abandonnez Bazaine, mandait le ministre, la révolution est dans Paris, et vous serez attaqué vous-même par toutes les forces de l'ennemi. Contre le dehors Paris se gardera. Les fortifications sont terminées. Il me paraît urgent que vous puissiez parvenir rapidement jusqu'à Bazaine. » La suite du message rassemblait dans un désordre artificieux, moins avec le souci de la vérité qu'avec la passion d'une cause à gagner, toutes les nouvelles propres à émouvoir le maréchal. « Ce n'est pas le Prince royal de Prusse qui est à Châlons, mais un des princes frères du roi de Prusse, avec une avant-garde et des forces considérables de cavalerie. Je vous ai télégraphié ce matin deux renseignements qui indiquent que le Prince royal de Prusse, sentant le danger auquel votre marche tournante expose son armée et l'armée qui bloque Bazaine, aurait changé de direction et marcherait vers le nord. Vous avez au moins trente-six heures d'avance sur lui, peut-être quarante-huit. Vous n'avez devant vous qu'une partie des forces qui bloquent Metz et qui, vous voyant vous retirer de Châlons sur Reims, s'étaient étendues vers l'Argonne. Votre mouvement sur Reims les avait trompés comme le Prince royal de Prusse. » En terminant, Palikao s'appliquait à colorer sous l'invocation du vœu public son dessein personnel. « Ici tout le monde a senti la nécessité de dégager Bazaine, et l'anxiété avec laquelle on vous suit est extrême. »

VII

La dépêche ou plutôt la sommation de Palikao — car on ne peut l'appeler d'un autre nom — parvint le 28 août, à une heure du matin, au Chesne. La nature droite de Mac-Mahon ne supposait chez autrui ni emportements, ni passions, ni subterfuges quand il s'agissait de la patrie. Il ne douta point que ce ministre si ardent n'eût des raisons bien décisives pour se montrer si péremptoire. Cet art captieux qui triait entre les nouvelles, non les plus vraies, mais les plus favorables, échappa à sa simplicité. L'esprit de discipline fit le reste. Le 21 août au soir, le maréchal avait décidé de se diriger sur Paris. Le 22 août, il avait résolu de partir pour l'est. Le 27, il s'était arrêté à la marche sur Mézières. Sur l'adjuration de Palikao, il changerait une quatrième fois, et derechef mettrait en route son armée vers la Meuse.

Il y eut des objections, et très spécialement de l'Empereur. Il expédia à Mac-Mahon l'un de ses aides de camp, le général de la Moskowa, pour lui représenter que la dépêche ministérielle ne le liait pas, que le mouvement vers l'est était bien dangereux : « J'ai pesé le pour et le contre, répondit tristement le commandant en chef, et je persiste. » Ces détails ont été fournis par le maréchal lui-même, trop droit pour se dérober à la responsabilité, trop loyal pour en rejeter même une parcelle sur son souverain (1).

La retraite sur Mézières avait déjà commencé. Les bagages du 7e corps avaient été mis en route dès neuf heures du soir. Ceux du 1er étaient partis à onze heures et avaient atteint Mazerny. La cavalerie du 12e corps avait quitté ses bivouacs à deux heures du matin. Le gros du 7e corps, qui s'était

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Mac-Mahon, p. 33. — Voir aussi colonel STOFFEL, *la Dépêche du 20 août 1870*, p. 86.

ébranlé bien avant l'aube, venait d'arriver au village des Quatre-Champs. Sur les contre-ordres, on rétrograda. Mais une extrême confusion naquit par la difficulté de rallier les convois ou détachements, déjà engagés dans une direction opposée. Un temps affreux accrut les embarras. Puis les soldats, déconcertés par cette marche oscillatoire, sentaient s'évanouir ce qui restait de confiance (1).

Les ordres — j'entends les ordres nouveaux — prescrivaient que, dans cette journée du 28, le 1er corps atteignît le Chesne, le 12e la Besace, le 7e Nouart, le 5e Beauclair (2). C'était bien décidément la direction de l'est. Les deux premiers accomplirent l'étape sans encombre. Mais le 7e corps, arrêté par l'attente de ses bagages, privé de distributions régulières, retardé par les mauvaises routes, dut faire halte à Boult-au-Bois. Quant au 5e corps, il cheminait en avant et à la droite de l'armée, tout à proximité des colonnes ennemies. Il était en marche quand une dépêche de Mac-Mahon l'invita à se hâter. « Il est de la plus haute importance, mandait le maréchal à Failly, que nous passions la Meuse le plus tôt possible; poussez ce soir dans la direction de Stenay aussi loin que vous pourrez. Nous marchons sur Montmédy pour délivrer le maréchal Bazaine. » Par un message subséquent, Failly fut avisé que le général Douay était, en cas de besoin, mis à sa disposition (3). Mais Douay, avec ses troupes fatiguées, se jugea incapable d'appuyer son collègue. En cette occurrence, le commandant du 5e corps craignit de se heurter à des forces supérieures. Loin d'atteindre Stenay, il ne gagna même pas Beauclair, but primitif de la marche. Inclinant un peu vers le nord, il établit bien tard dans la soirée l'une de ses divisions à Bois-des-Dames et le reste de son corps à Belval (4).

Cette ligne de la Meuse que Mac-Mahon brûlait désormais

(1) *Journal des opérations du 1er corps*, par le commandant CORBIN, sous-chef d'état-major du 1er corps. — Voir aussi BIBESCO, *Belfort, Reims, Sedan*, p. 70 et suivantes.

(2) Voir à l'appendice carte n° 4.

(3) Voir général DE FAILLY, *Opérations et marche du 5e corps*, p. 39.

(4) Voir à l'appendice carte n° 4.

d'atteindre. les Allemands la tenaient déjà et. de toute façon, Failly fût arrivé tardivement. Dès la veille, les Saxons s'étaient montrés à Dun et, dans l'après-midi. avaient jeté leurs avant-gardes vers Stenay. Le 28, ils occupaient ces deux points, tandis que la Garde s'élevait jusqu'à Bantheville et le IVe corps jusqu'à Montfaucon. Au sud, entre la Meuse et l'Aisne, s'étendaient les Bavarois. Le long de cette dernière rivière remontait le gros de la IIIe armée, c'est-à-dire le Ve corps, le XIe corps, les Wurtembergeois. La cavalerie s'intercalait entre nos colonnes et occupait, sur nos flancs, sur nos derrières, les positions que nous venions de quitter. On la vit dans cette journée du 28, à Vouziers, à Grandpré ; elle lança même ses patrouilles jusqu'à Voncq où, sous le prétexte de quelques coups de feu tirés des maisons du bourg, le village fut incendié, et plusieurs habitants inoffensifs massacrés.

VIII

Mac-Mahon venait d'établir son quartier général à Stone. C'est là qu'il apprit, dans l'après-midi du 28, que les Allemands l'avaient devancé sur la Meuse, que Stenay était au pouvoir de l'ennemi. L'information était grave. Pour gagner Metz, il y avait deux routes, celle de Verdun, celle de Montmédy : en déviant de Châlons vers Reims, en nous élevant vers le nord-est, nous avions depuis longtemps perdu la route de Verdun : l'occupation de Stenay venait de nous ravir la route directe de Montmédy.

Un argument décisif s'ajoutait à tous ceux qui conseillaient la retraite. Il ne semble pourtant pas que Mac-Mahon ait de nouveau songé à rétrograder. En recevant pendant la nuit le premier télégramme de Palikao, il avait dit, en montrant la direction de l'est : « On veut que nous allions nous faire tuer là-bas; il faut obéir (1). » Une dépêche itérative, plus impé-

(1) Colonel ROUSSET, *la Guerre de 1870*, t. II, p. 210.

rieuse encore que la première, lui était, dans la journée, arrivée de Paris : « Au nom du conseil des ministres, lui mandait Palikao, je vous demande de porter secours à Bazaine, en profitant des trente heures d'avance que vous avez sur le Prince royal de Prusse (1). » Donc, Mac-Mahon, funeste par excès de discipline autant que d'autres par excès d'indépendance, poursuivrait sa marche. Seulement il la modifierait; ce serait une retouche de plus dans un plan dont on renonce à compter les variations.

En descendant la Meuse, on trouvait en aval de Stenay un pont de pierre, celui de Mouzon; puis à Remilly, un ponton qui, placé en travers de la rivière, servait d'ordinaire aux habitants (2). Le maréchal résolut d'utiliser ces deux moyens de passage. La rivière franchie, il gagnerait Carignan et, remontant le cours de la Chiers, essaierait d'atteindre Montmédy. Une prévoyance, même médiocre, suffisait à montrer les dangers de cette évolution, et ces dangers n'auraient pas manqué de frapper Mac-Mahon s'il n'eût volontairement fermé les yeux pour échapper aux tentations de la désobéissance. Le crochet de Carignan était un nouveau retard, dans une marche qui ne vaudrait que par la rapidité. Un autre péril plus terrible naîtrait des lieux mêmes où on allait s'aventurer. On cheminerait, à partir de Carignan, sur une longue bande de terre, entre la frontière belge qui limiterait nos pas et l'ennemi qui nous enserrerait. En cette occurrence, tout serait source de catastrophe, soit qu'un recul nous refoulât sur la terre étrangère, soit qu'un combat livré contre des forces supérieures devînt défaite; soit que la défaite elle-même devînt, faute de ligne de retraite, captivité.

Les ordres partirent dans la soirée. Le 1er corps gagnerait le 29 Raucourt, et, le 30, franchirait la Meuse à Remilly. Le

(1) *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 430.

(2) *Journal des marches du 1er corps*, par le commandant CORBIN, sous-chef d'état-major général. — Il y avait en outre, à trois kilomètres en aval de Remilly, c'est-à-dire près de Bazeilles, le pont du chemin de fer de Sedan à Carignan. Soit oubli, soit crainte d'allonger la marche, Mac-Mahon ne s'en servit pas.

12e corps se dirigerait vers Mouzon et, dès le 29, s'établirait sur la rive droite du fleuve. Le 7e corps coucherait le 29 à la Besace et, le lendemain, passerait la rivière à la suite du 12e corps. Quant au commandant du 5e corps, il avait été invité, dans l'après-midi du 28, à se hâter vers Stenay. Dans la nuit du 28 au 29, un officier d'état-major lui fut expédié avec des ordres contraires. Le général, au lieu de s'orienter vers Stenay, dévierait vers le nord et camperait à Beaumont; de là il se porterait vers Mouzon et y effectuerait, lui aussi, son passage (1).

Des quatre corps de Mac-Mahon, le 1er et le 12e chemineraient à la gauche de l'armée, à une certaine distance de l'adversaire; aussi exécuteraient-ils sans trop d'à-coups les prescriptions du maréchal. Tandis que l'étape du 29 amenait le 1er corps à Raucourt, le 12e atteignait de bonne heure Mouzon. De ce côté, la rive était encore libre; et les troupes du général Lebrun, précédées de la division de cavalerie Margueritte, franchirent la Meuse sans obstacle. — Le 7e corps fut moins heureux : la confusion, née des contre-ordres de la veille, avait jeté dans les colonnes un désarroi non encore réparé ; on marchait sous l'œil même des vedettes ennemies, et à l'aube nos cavaliers s'étaient sabrés avec les cavaliers prussiens : les habitants, les gardes forestiers annonçaient que les Allemands occupaient les bois de Dieulet. De là des alertes, des stationnements où se consuma une partie de la journée. Il était cinq heures du soir quand les têtes de colonnes atteignirent le village d'Oches. Pour gagner Stone et de là la Besace, il y avait dix kilomètres, en un chemin montueux, resserré, favorable aux embûches : les attelages du convoi étaient exténués et pareillement les hommes. Craignant les surprises, redoutant un surcroît de désordre, le général Douay se résigna à établir en ces lieux son campement. Ainsi s'arrêta à mi-chemin la marche du 7e corps. — Pendant ce temps, Failly, avec le 5e corps, subissait de bien plus graves retards.

L'ordre de se diriger sur Beaumont avait été confié au

(1) Voir à l'appendice carte n° 4.

capitaine de Grouchy. Cet officier avait longtemps cherché dans la nuit les bivouacs du général de Failly. Vers trois heures du matin, une patrouille ennemie l'avait capturé, lui et ses papiers. Ne connaissant que ses instructions de la veille qui lui prescrivaient de gagner la Meuse au plus vite et en ligne droite, Failly s'était mis en route vers l'est, non d'ailleurs en grande hâte, car il n'était parti qu'à dix heures du matin. A peine avait-il quitté ses campements qu'il essuya le feu des Saxons postés sur les hauteurs de Nouart. Le combat se traîna pendant plusieurs heures, sans grande intensité, sans grand résultat non plus; car les Allemands jugeaient encore prématurée l'offensive, et les Français ne songeaient qu'à poursuivre leur route. C'est à ce moment que survint le lieutenant-colonel Broye, aide de camp du maréchal. Il portait avec lui le double du message qui enjoignait à Failly de se porter vers le nord, c'est-à-dire vers Beaumont, puis vers Mouzon. Il fallut modifier l'ordre de marche sous le feu de l'ennemi, qui heureusement s'éteignait. Le chemin n'était pas long : treize à quatorze kilomètres à peine; mais sans avoir beaucoup marché, les troupes étaient fatiguées par les tournoiements perpétuels, les tirailleries, les alertes. Puis tout devenait difficile par le désarroi qui naissait de perpétuels changements. Le jour diminuait déjà quand on se mit en route vers Beaumont.

Telle fut, parmi les nôtres, la journée du 29 août. Tout prospérait pour nos ennemis. D'après leurs combinaisons primitives, ils avaient calculé que l'armée de Châlons, en marche vers Bazaine, ne pourrait être arrêtée au passage de la Meuse, mais seulement à l'est de la rivière. Notre lenteur dépassant leurs prévisions, ils s'étaient peu à peu affermis dans l'espoir de contenir l'adversaire sur la rive gauche du fleuve. Dans la journée du 28, on avait, au quartier général du Roi, redouté un grand mécompte. Des rapports de la 6e division de cavalerie annonçaient que les Français venaient d'évacuer Vouziers et de se porter vers le nord. A cette nouvelle, M. de Moltke avait tremblé que sa proie n'échappât. Les informations subséquentes avaient dissipé les craintes : les troupes

françaises avaient été vues à Bar, à Harricourt : le soir, une longue ligne de feux dénonça leur présence à Bois-des-Dames. Plus de doute : après un recul, Mac-Mahon s'était replacé lui-même sur le chemin où ses adversaires comptaient l'écraser.

Moltke avait établi son quartier général à Clermont-en-Argonne. Le 29, il le porta à Grand-Pré. Ce qu'il savait de ses propres troupes complétait ses espérances. Chaque heure rapprochait les effectifs naguère éparpillés. Dans la soirée du 29 août, l'*armée de la Meuse* se trouvait à peu près concentrée : le XII° corps s'étendait entre Montigny et Nouart; la Garde était autour de Buzancy; le IV° corps se partageait entre Remonville et Bayonville. Les Bavarois avaient leur Ier corps à Sommerance, leur II° corps à Cornay. Quant au gros de l'*armée du Prince royal*, il n'était plus qu'à une marche en arrière : le V° corps et les Wurtembergeois arrivaient à Grand-Pré, le XI° à Monthois; le VI° corps, un peu plus au sud, atteignait Vienne-le-Château. Les 5° et 6° divisions de cavalerie occupaient Vouziers, Voncq, et se prolongeaient jusqu'à Attigny. Toutes ces masses, rétrécissant le cercle, intercepteraient aux Français toutes les routes. Seule, une voie resterait libre, celle de Mézières; mais pour combien de temps?

Jusque-là, M. de Moltke s'était refusé à l'offensive, jugeant la concentration incomplète. L'heure lui parut venue de rechercher l'ennemi et de l'aborder. Sur ces entrefaites, les dépêches saisies sur le capitaine de Grouchy, en le fixant sur le plan de l'adversaire, lui permirent de préciser ses propres mouvements. De ces dépêches il semblait résulter que l'armée de Mac-Mahon s'efforçait de gagner la Meuse en aval de Stenay : le passage une fois accompli, elle essaierait sans doute de se glisser entre la Chiers et la frontière belge pour atteindre Montmédy. Dans la soirée du 29, deux officiers d''état-major, envoyés en reconnaissance, rapportèrent des renseignements qui confirmaient ces conjectures : les Français avaient été vus à Saint-Pierremont, et sur le chemin de Beaumont, c'est-à-dire remontant vers le nord-est et tendant vers la Meuse. Il n'y avait pas de temps à perdre si l'on vou-

lait atteindre l'adversaire tandis qu'il était encore sur la rive gauche du fleuve. A onze heures du soir, M. de Moltke rédigea l'ordre général pour le lendemain : « Toutes les nouvelles reçues aujourd'hui, disait-il, s'accordent à montrer que l'ennemi se trouvera demain matin avec ses forces principales entre Beaumont et le Chesne. Sa Majesté prescrit de l'attaquer. » A cet effet, l'armée du prince de Saxe « franchirait à dix heures la ligne Beauclair-Fossé en se dirigeant sur Beaumont » . La III[e] armée, rompant de bonne heure, dirigerait son aile droite sur Beaumont par Buzancy, et se tiendrait prête à appuyer avec deux corps l'offensive du prince royal de Saxe. Le Roi, se rapprochant du théâtre des opérations, quitterait Grand-Pré et s'établirait à Buzancy (1).

IX

Cette petite ville de Beaumont sur laquelle s'abattrait, douze heures plus tard, l'armée du prince de Saxe, voyait refluer vers elle, en cette soirée du 29 août, les troupes du 5[e] corps. Elles s'avançaient péniblement, se guidant mal à travers l'obscurité, et marchant d'une marche machinale et comme engourdie. Faute de distributions régulières, la plupart des hommes n'avaient point mangé, et les chevaux pas davantage. On était sur pied depuis le matin, en un état d'alertes continuelles qui n'avaient permis aucune halte réparatrice, et les seuls arrêts avaient consisté en d'énervants stationnements. Chemin faisant, un assez grand nombre de traînards, soit excès de fatigue, soit démoralisation, avaient abandonné les rangs. Les bois, les ténèbres, les brusques vallonnements de cette région accidentée provoquaient par intervalles un frisson de terreur, et sous cette impression les

(1) Voir *Correspondance militaire du maréchal de Moltke,* t. I[er], p. 333-334.

âmes s'éveillaient en sursaut, puis elles se repliaient de nouveau dans un morne accablement. A l'approche du bourg, les officiers, dirigeant de leur mieux leurs soldats, firent dresser les tentes, et bientôt tous s'affaissèrent en cette sorte d'indifférence hébétée qui n'aspire qu'au repos.

Il y avait des grand'gardes, mais placées à trop courte distance pour rien voir ou rien défendre. Plusieurs bataillons en retard n'atteignirent les campements que bien avant dans la nuit. L'arrière-garde, qui se composait de la brigade de Maussion, ne rallia le reste du corps d'armée qu'entre quatre et cinq heures du matin. Déjà l'aube éclairait les bivouacs tout endormis. A sept heures, Mac-Mahon arriva. Sa grande préoccupation était de ne pas perdre un instant pour gagner la Meuse. A l'exhortation d'aller vite, Failly, soucieux et agité plutôt qu'inquiet, répondit en invoquant l'extrême lassitude : il ne pouvait, disait-il, se remettre en route avant midi ou midi et demi. Sur cette réplique, le maréchal n'insista pas. S'éloignant de Beaumont, il se hâta vers les bivouacs du 7e corps. A Félix Douay comme à Failly, il voulait communiquer sa pensée dominante qui était de franchir au plus tôt la rivière.

A neuf heures, les généraux, les chefs de service furent convoqués. Les rapports ne signalèrent rien d'inquiétant. Autour des bivouacs, les soldats, un peu réconfortés par le repos, un peu ranimés par le retour du beau temps, circulaient en toute liberté, cherchant des vivres. Les ressources du bourg étant insuffisantes, beaucoup s'aventurèrent jusqu'aux villages voisins, jusqu'à Létanne et même jusqu'à Pouilly. Les chevaux d'artillerie (non quelques-uns, mais tous à ce qu'on assure) furent menés à l'abreuvoir. On nettoya les armes, on fit sécher les vêtements. Les habitants, fort émus de tous les bruits répandus la veille, se sentaient rassurés par cet aspect tranquille; avec curiosité ils contemplaient ces scènes de la vie militaire, et l'un d'eux en devait plus tard fixer le tableau (1).

(1) Voir *l'Armée de Mac-Mahon à la bataille de Beaumont,* par M. l'abbé Defourny, p. 91 et suiv.

Ce fut en cet oubli de la prudence la plus vulgaire que se prolongea la matinée. Pourtant la vigilance, commandée par la proximité de l'ennemi, l'était aussi par les lieux mêmes où l'on campait.

Beaumont, bâti au confluent de plusieurs routes, est situé à trois kilomètres à l'est de la Meuse et à neuf kilomètres au sud du pont de Mouzon (1). Quand on y accède en venant de l'est, la petite ville semble étagée sur une colline : de là sans doute son nom. Ce n'est qu'une apparence; car elle est dominée de tous côtés, hormis du côté de l'orient, où un ruisseau, longeant la route de Létanne, creuse une petite vallée et va se perdre dans la Meuse. Au sud du bourg se développe une ligne de hauteurs qui naissent presque aux dernières maisons et s'élèvent doucement pendant un espace de près de deux kilomètres, avec un aspect dénudé. A cette distance se montrent, au milieu de bouquets d'arbres, plusieurs fermes, la Petite-Forêt, la Maison-Blanche, Beauséjour, la Tuilerie, la Bellevolée, et beaucoup plus loin vers l'est la Belle-Tour. Puis, avec les derniers vergers des fermes se confond la lisière de grands bois qui, s'étendant en arc de cercle, forment autour de Beaumont un vaste rideau de futaies et de taillis. Ces bois, désignés dans le pays sous le nom de bois de Sommauthe, du Petit-Four, du Pont-Gérache, du Petit-Dieulet, permettraient à l'ennemi venant du sud de dérober sa marche jusqu'à proximité de nos camps. En outre, les fermes, si nous ne les occupions fortement, lui fourniraient de solides points d'appui. — Tel était l'aspect vers le midi. Du nord-ouest au nord-est se développaient pareillement des hauteurs, et même d'un relief plus accusé. De ce côté, point de forêts, au moins dans le voisinage immédiat : au centre une large chaussée montant toute droite dans la direction de Mouzon; à gauche de la chaussée une grande ferme, la ferme de la Harnoterie; à droite, sous le nom de côte Sainte-Hélène, la continuation des collines : celles-ci surplombaient le village de Létanne, se redressaient en approchant de la Meuse, puis

(1) Voir à l'appendice carte n° 5.

s'abaissaient en pente brusque jusque vers le fleuve. — Que si l'on portait les regards encore plus au nord, on pouvait voir la chaussée s'élevant jusqu'au sommet du plateau : laissant à droite la ferme de la Sartelle, à gauche le village d'Yoncq, elle coupait l'une des lisières du bois de Givodeau ; puis, commençant à descendre, elle passait à l'est de la fonderie de Grésil et du Mont-de-Brune, à l'ouest du village de Villemontry et de la ferme de Givodeau ; enfin, elle rejoignait une ancienne voie romaine et, s'engageant dans un long faubourg, atteignait le pont de pierre au delà duquel est assise la petite ville de Mouzon.

Un court examen des lieux suffisait à montrer le danger des campements choisis par Failly. La prudence eût exigé que vers le sud on surveillât les bois, qu'on occupât les fermes en avant des bois. Quant aux campements, le seul moyen de les assurer eût été de les installer au nord du bourg : de là, on pourrait, en cas d'attaque, ou accepter la bataille en de bonnes conditions, ou se dérober vers Mouzon et hâter le passage. Aucune de ces précautions n'avait été prise. La plus grande partie des bivouacs étaient répartis au sud de la petite ville. Une brigade seulement, la brigade de Maussion, arrivée la dernière, s'était établie sur les collines du nord-ouest. L'excuse était l'excès de la fatigue. Les régiments, arrivés en pleine obscurité et brisés de lassitude, s'étaient laissés choir où ils avaient pu s'arrêter.

Au milieu de la nuit, le prince de Saxe avait reçu les instructions du grand quartier général. En deux ordres successifs transmis à trois heures et à six heures du matin, il avait réglé la marche de ses colonnes. Le IVe corps, sous le commandement du général d'Alvensleben Ier, serait chargé du rôle principal ; il porterait vers Beaumont ses deux divisions, l'une, la 7e, par Belval et le bois du Petit-Dieulet ; l'autre, la 8e, par Belle-Tour. A droite, les Saxons du XIIe corps se dirigeraient, eux aussi, vers Beaumont, partie par la grande route de Stenay, partie par la forêt de Dieulet. A gauche la Garde demeurerait en position d'attente à l'ouest de Nouart. Le Prince royal soutiendrait l'action avec les Bavarois. — A

l'heure où nos soldats harassés secouaient leur sommeil tardif, les Prussiens d'Alvensleben commençaient donc leur mouvement. Les voies forestières, très raboteuses et détrempées par les pluies précédentes, gênèrent fort l'artillerie. Puis l'un des chemins indiqués sur les cartes n'existait pas. Ce qui se perdait par le retard se regagnait, et au delà, par la sécurité, les fourrés dissimulant la marche. En tête de la 8e division, un escadron de hussards et une compagnie des chasseurs de Magdebourg formaient l'extrême avant-garde. On déboucha du taillis et avec toutes sortes de précautions traîtresses on se glissa jusqu'à l'une des fermes, celle de la Petite-Forêt. D'une hauteur voisine, on put distinguer les camps du 5e corps : il y en avait un tout près, au sud de Beaumont; puis un autre au nord-ouest. D'après les instructions du général en chef, le général de Schœler, commandant la 8e division, devait attendre, pour prononcer son attaque, l'arrivée des autres colonnes. Mais, sur les rapports des éclaireurs, il se persuada que sa présence ne pourrait être plus longtemps cachée. Jugeant alors que les bénéfices de la surprise dépasseraient les avantages d'une plus grande concentration, il résolut de précipiter le combat.

L'un des principaux soucis des Prussiens était d'empêcher qu'aucun habitant des fermes, dévalant les pentes, ne volât au camp français et ne dénonçât l'ennemi. En dépit de la surveillance étroite et de la terrible consigne deux femmes, au péril de leur vie, réussirent à s'échapper, descendirent dans Beaumont, donnèrent l'alarme. Un cultivateur qui venait de vendre du bétail pour la subsistance de l'armée prévint aussi, si je suis bien informé, l'un des sous-intendants, et celui-ci transmit le renseignement au commandant en chef. Mais aucune information ne troublerait l'incroyable sécurité.

L'éveil fut le canon. L'artillerie de l'avant-garde s'était mise en batterie entre la Petite-Forêt et la Maison-Blanche. Au clocher de Beaumont midi venait de sonner. Tout à coup entre les arbres un petit nuage blanc creva, suivi d'un autre. Puis, en avant des bois, toute la ligne se couronna de feux.

Dans nos camps, le désarroi fut indescriptible. Après trente-

trois années, on en retrouve l'impression toute vivante quand, en parcourant le lieu du combat, on recueille les récits des villageois terrifiés. Bien que l'heure du départ approchât, tout reposait encore. Seule, la brigade de Maussion, qui devait former l'avant-garde, levait son bivouac pour marcher sur Mouzon. A la voix du canon, les hommes se précipitent aux faisceaux, les cavaliers cherchent leurs chevaux, les conducteurs essaient d'atteler les pièces. On se croise, on s'appelle, on crie, on vocifère. Quelques-uns s'agitent sans avancer; d'autres semblent immobilisés par la stupeur. Un certain nombre d'officiers, qui se reposaient dans les maisons du bourg, apparaissent sur le seuil des portes, achèvent de s'armer et, dans une hâte éperdue, se portent vers les camps. Le désordre s'accroît par l'effarement des habitants qui tournoient de tous côtés en quête d'asile.

Quand un peu de discipline eut régularisé cette confusion, on vit revivre non chez tous — car la panique ou la faiblesse eut sa part — mais chez un grand nombre, la belle énergie de la race française. La *Relation officielle prussienne* porte elle-même le témoignage de ce courageux et prompt réveil. Les chasseurs de Magdebourg avaient une de leurs compagnies près de la *Petite-Forêt;* les autres compagnies venaient de sortir des bois. Lorsque le bataillon voulut s'avancer en terrain découvert, une grêle de balles atteignit les agresseurs. C'était la première riposte des Français. Les camps situés au sud de la ville n'étaient guère qu'à un kilomètre des fermes. Rapidement, quelques chefs résolus avaient rallié leurs soldats, et ceux-ci, formant d'épaisses lignes de tirailleurs, forçaient déjà l'adversaire à s'arrêter. Les chasseurs plient; quant aux hommes des batteries d'avant-garde, ils sont réduits à deux ou trois par pièce. Nos fantassins se portent sur la Petite-Forêt. Pendant ce temps, notre artillerie parvient à s'établir au nord de Beaumont, et ses obus viennent frapper à la lisière des bois les colonnes prussiennes.

Ce ne fut qu'un éclair de fortune. Les renforts arrivent aux assaillants. Ce sont d'abord les batteries de l'artillerie de corps qui débouchent des taillis. Puis le régiment d'infanterie

de Thuringe vient appuyer la première ligne de combat. Le gros de la 8e division presse sa marche à travers les fourrés. Un peu plus à l'est, la 7e division se rapproche de la ferme de Belle-Tour.

Sous la poussée de ces troupes nouvelles, les Français s'arrêtent; puis, commençant à fléchir, cèdent le terrain gagné. Les Prussiens occupent solidement les fermes, y installent leur artillerie. De notre côté, les officiers s'épuisent en efforts : les uns essaient de maintenir leurs hommes; les autres tâchent de porter en avant les fractions qui, plus lentes à se former, débouchent seulement des bivouacs. C'est à ce moment qu'est frappé à mort le colonel de Béhagle, du 11e de ligne. Dans le même temps tombent grièvement blessés le colonel Berthe, du 86e; le commandant Lacvivier, du 46e. Plus éprouvé encore, le 68e perd quatre de ses officiers supérieurs. Mais l'intensité du tir ennemi fournit un prétexte à la faiblesse et déconcerte la bravoure elle-même. Mettant à profit leurs avantages, les Prussiens décident une offensive générale et descendent du plateau. Les camps sont abordés, au sud, à l'est, au sud-ouest. Groupés autour de leurs chefs, bon nombre de braves soldats prolongent la résistance. L'énergie de ces efforts est attestée par les Prussiens eux-mêmes, qui ont accusé, pour certains de leurs bataillons, une perte du quart de l'effectif (1). Par malheur, une sorte de panique entraîne en arrière tous ceux qui n'ont pu dominer l'émotion de la surprise; d'autres, après s'être un instant ressaisis, subissent à leur tour la contagion de la peur. Les camps sont emportés : tentes, bagages, matériel, blessés eux-mêmes, tout tombe aux mains de l'adversaire. Encore quelques engagements opiniâtres sur la route de Stenay. Puis les Prussiens gagnent Beaumont, enveloppent la petite ville et, soit aux abords du bourg, soit sur la route de Létanne, ramassent par bandes les prisonniers.

Il était deux heures. En dépit d'un début heureux et

(1) *La Guerre franco-allemande*, rédigée par la section historique du grand état-major prussien, t. II, p. 999.

d'actes héroïques, un plein succès avait couronné la surprise. Cependant, au nord de Beaumont, s'étendait la ligne des coteaux qu'on a déjà décrits et qui, montant en pente douce jusqu'à une assez grande élévation, s'infléchissaient sur l'autre versant vers la plaine basse de Mouzon. Ces hauteurs, emplacement naturel pour les soldats du 5e corps, et que par malheur une seule brigade avait occupées, offriraient aux troupes vaincues une position favorable. Là Failly pourrait raffermir ses bataillons ébranlés, rassembler son artillerie et, grâce à la situation dominante, contenir l'ennemi. C'est ainsi qu'au premier combat, si rapidement dénoué, allait succéder, non plus au sud, mais au nord de Beaumont, un second combat entre les Français, jaloux d'assurer leur retraite, et les Allemands, acharnés à l'entière destruction. Ce combat, se subdivisant lui-même en engagements successifs et se portant comme par échelons du sud au nord, ne finirait que sous les ténèbres du soir dans le faubourg de Mouzon.

L'action, bien que fort courte, avait été si vivement menée que les soldats d'Alvensleben, déjà lassés d'une longue étape, avaient besoin de reprendre haleine : de là, après la conquête de Beaumont, une courte accalmie. Cette trêve permit aux Français de se rallier, de reformer leurs unités confondues. Mais pour la prolongation de la lutte, les ordres de Moltke avaient par avance assuré les renforts. Tandis que le IVe corps achevait de resserrer ses bataillons, les Saxons arrivaient du côté de Stenay, et du côté de Sommauthe les Bavarois du Ier corps.

Des croisements de colonne, le passage de bas-fonds marécageux, les difficultés des chemins forestiers avaient fort retardé les Saxons. Vers deux heures seulement on les vit poindre au sud-est de Beaumont; les plus proches redescendaient les pentes qui s'abaissent vers Létanne, les plus éloignés débouchaient des taillis près d'une ferme qu'on appelait la ferme de Wamme. — Tout à l'opposé, c'est-à-dire au sud-ouest, cheminaient les Bavarois. Ils étaient en route depuis l'aube, ayant eu à fournir une très longue marche.

Comme ils s'engageaient dans la forêt de Sommauthe, ils avaient entendu la canonnade. Aux détonations, un de leurs généraux, le général Schuhmaker, s'était porté au delà des bois et avait gravi un mamelon d'où se découvrait le pays environnant. Un officier du IVe corps l'y avait rejoint et l'avait supplié de se hâter : les Bavarois, disait-il, pourraient, en se portant vers la droite française, décider de la journée. Et il montrait comme objectif au général, à l'ouest de Beaumont, une ferme qu'on appelait la ferme de la Thibaudine, et plus au nord la ferme de la Harnoterie.

Déjà les batteries saxonnes et bavaroises, devançant les colonnes, s'élançaient au trot, les unes sur la route de Stenay, les autres à travers les bois de Sommauthe. Successivement, elles s'établirent à côté de celles du IVe corps. Bientôt, sur les collines récemment conquises, elles formeraient un vaste arc de cercle, au sud-est, au sud, au sud-ouest de Beaumont. On en compterait jusqu'à 25 : 10 saxonnes, 12 prussiennes, 3 bavaroises. De leurs feux elles battraient tous les nouveaux emplacements français, depuis la ferme de la Harnoterie jusqu'aux coteaux qui dominent Létanne.

Des hauteurs où il avait essayé d'enrayer la fuite, Failly pouvait voir les chemins qui se remplissaient d'ennemis. Son artillerie, postée à droite et à gauche de la chaussée de Mouzon, changeait fréquemment ses positions dans l'espoir de compenser, par un surcroît d'activité et de dévouement, la triple infériorité du nombre, de la portée, de la précision. Sous sa protection se ralliaient, tant bien que mal, les troupes refoulées. Combien ne seraient pas impuissantes ces faibles ressources quand l'artillerie allemande aurait complété la ligne de ses bouches à feu, quand les fantassins saxons et bavarois auraient renforcé les bataillons prussiens! Cependant les autres corps français, soit en marche, soit en stationnement, n'étaient qu'à une faible distance, qui variait entre dix et dix-huit kilomètres. Tandis que les secours affluaient à l'adversaire, Failly demeurerait-il isolé?

C'est ici le lieu de rechercher quelle fut, en cette journée de Beaumont, la condition des 1[er], 7[e], 12[e] corps.

A l'aube le 1[er] corps avait quitté ses bivouacs de Raucourt. Pour lui comme pour le reste de l'armée, l'ordre était de franchir la Meuse au plus vite. A sept heures, les têtes de colonnes avaient atteint près de Remilly les rives du fleuve. Aussitôt on avait commencé le passage. Pour l'accélérer, le génie se mit à construire, à côté du pont, une passerelle pour l'infanterie. Si nous en croyons les témoins les plus sûrs, l'opération se poursuivit avec un entrain confiant qui contrastait avec l'abattement des jours précédents : la Meuse passée, disait-on, on serait le lendemain à Montmédy, quarante-huit heures plus tard bien près de Bazaine. Vers le milieu du jour, les troupes, transportées en grande partie sur la rive droite, se déroulèrent, sous un ciel radieux, dans les magnifiques prairies qui s'étendent entre la Meuse et la Chiers (1). Soudain le canon retentit : on prêta l'oreille ; le bruit venait du sud-est. Ducrot resserra ses régiments et envoya un aide de camp vers Mac-Mahon pour « demander si on avait besoin de lui ». Au bout d'une demi-heure, l'officier transmit à son chef un billet écrit au crayon : il venait, disait-il, de rencontrer l'Empereur, qui lui avait dit que tout allait bien (2). Sur ce mot, Ducrot se rassura. L'objectif de l'étape était Carignan. Les ordres étaient positifs et, sauf évidente urgence, n'autorisaient pas d'interprétation. Vers Carignan s'acheminait d'ailleurs l'Empereur, et on ne pouvait le laisser isolé. La route se continua donc sans déviation, et s'acheva sans encombre. On s'était rapproché de Montmédy, mais on s'était éloigné du champ de bataille.

Une plus étrange fatalité pesa sur le 7[e] corps. La proximité de l'ennemi, la difficulté de vivre, les embarras des bagages, une certaine désorganisation générale, avaient empêché depuis deux jours qu'on accomplît les étapes prescrites. Le 28, on s'était arrêté à Boult-au-Bois au lieu d'at-

(1) *Journal des marches du 1[er] corps,* par le commandant CORBIN.

(2) Voir *Vie et correspondance du général Ducrot,* t. II, p. 401-402. — Journal du commandant Corbin, sous-chef d'état-major du 1[er] corps.

teindre Nouart; le 29, on avait fait halte à Oches au lieu de gagner la Besace. L'ordre était que le 30 on passât la Meuse. Ce jour-là on avait, suivant l'habitude, pris les armes avant l'aube; mais, suivant l'habitude aussi, le retard des convois et divers autres à-coups avaient prolongé les stationnements sur place. Il était huit heures, et l'avant-garde venait seulement de quitter Oches quand était survenu Mac-Mahon. Avec quelque vivacité, il avait gourmandé les lenteurs. « Il faut, avait-il dit, passer aujourd'hui la Meuse, coûte que coûte, dussiez-vous abandonner vos bagages. » Il fut décidé que la 1re division franchirait la rivière à Mouzon et le reste du corps d'armée à Villers, où le génie construisait un pont de bateaux. « Vous aurez, ajouta le maréchal, soixante mille hommes sur les bras si vous ne passez la Meuse aujourd'hui. » Et sur ce mot, il s'éloigna (1). On venait de s'engager dans le long défilé de Stone quand vers l'est gronda le canon. Les détonations s'entendaient fort distinctement, car on n'était qu'à dix kilomètres de Beaumont, et elles allaient se répétant comme autant d'appels au secours. A la pensée d'une bataille si proche, toutes les âmes de soldats s'émurent. Douay, avec ses officiers, gravit un mamelon près de la route. De là, à l'aide d'une longue-vue, tout le pays se découvrait. Autant qu'à cette distance les objets se pouvaient discerner, Failly semblait déjà en retraite. Dans le défilé où l'on cheminait, il serait malaisé de rassembler les troupes, plus malaisé encore de les faire arriver par masses. Les ordres formels, réitérés, prescrivaient de gagner la Meuse. Donc, quelque regret qu'on en eût, on continua l'étape et l'on descendit de Stone vers Raucourt. Le grondement du canon accompagnait la marche; mais les détonations, ponctuant le recul de Failly, remontaient de plus en plus de Beaumont vers Mouzon, comme les éclats d'un orage qui aurait glissé vers le nord. Ainsi s'avançait-on parallèlement à la bataille. Pourtant on n'y échappa point tout à fait. La 1re division (division Conseil-Dumesnil) tomba, par suite d'une erreur de route, au milieu des Bavarois :

(1) Voir Bibesco, *Reims, Belfort, Sedan*, p. 95-97.

en dépit des exhortations des chefs, plusieurs compagnies se débandèrent, et ce ne fut qu'au prix de pertes sensibles que nos régiments parvinrent à se dégager.

Comme Ducrot, comme Douay, le général Lebrun, commandant du 12ᵉ corps, avait entendu le combat. Il avait, la veille, franchi la Meuse à Mouzon et campait sur les collines de la rive droite. Aux détonations dont le bruit lui arrivait du sud, il jugea que le péril de Failly était le sien. Dans cette pensée, il prescrivit que la division Grandchamp repassât le fleuve ainsi qu'une brigade de la division Vassoigne et la plus grande partie de la cavalerie. Puis, mandant auprès de lui le général Grandchamp, il lui recommanda de se porter le plus loin possible au secours de Failly. « Si vous ne pouvez, ajouta-t-il, vous engager bien avant, occupez du moins les hauteurs qui, à deux kilomètres d'ici, avoisinent la route de Beaumont. » Le général fut en outre autorisé à disposer de la réserve d'artillerie. — En exécution de ces ordres, une brigade d'infanterie, la brigade Villeneuve, fut portée sur la rive gauche. Elle y fut suivie par la grosse cavalerie du général de Béville. On en était là quand Mac-Mahon survint. Mal renseigné sur la condition du 5ᵉ corps, le maréchal se persuadait que le combat dont il entendait le bruit n'était qu'un combat d'arrière-garde : il se souciait peu, en repassant la rivière, de se risquer avec la Meuse à dos; une pensée le dominait, celle de gagner Montmédy, et il ne voulait rien sacrifier à ce dessein général. Il renvoya dans leurs campements tous ceux qui n'étaient pas encore engagés sur le pont. Que resterait-il à Failly? Un secours suffisant pour le recueillir à l'entrée de Mouzon, non assez efficace pour le sauver.

Autant faible et lointaine serait l'assistance, autant le péril était pressant. Au sud-ouest, les Bavarois s'étaient emparés de la Thibaudine et, avec le concours des Prussiens, venaient de conquérir la Harnoterie. Au sud-est, les Saxons, débouchant de Létanne, s'avançaient le long de la Meuse et manifestaient l'intention de nous tourner : heureusement la route, fort rétrécie entre les collines et la rivière, gênait leur développement. Tout au centre, le IVᵉ corps progressait à droite

et à gauche de la chaussée de Mouzon. Établies sur les hauteurs, nos pièces avaient, par leur tir, contenu quelque temps l'ennemi : voici qu'elles se retiraient les unes après les autres sous l'effrayante supériorité des batteries allemandes. Entre Yoncq et la Sartelle était échelonnée notre infanterie, mais trop déprimée par la défaite pour qu'on en pût espérer un effort d'ensemble. En cette occurrence, la seule ambition serait de gagner le soir sans se laisser détruire, d'atteindre le pont de Mouzon comme le voulait le maréchal, de mettre la Meuse entre l'ennemi et nous. Ainsi pensa le commandant du 5e corps. Au nord de la Sartelle, un bois s'étendait qui prolongeait ses lisières à l'ouest de la Chaussée, et à l'est se développait jusque dans le voisinage de la Meuse : c'était le bois de Givodeau. Confiant à une forte arrière-garde le soin de mettre à profit les fourrés pour arrêter l'adversaire, Failly prescrivit que le gros du corps d'armée se repliât sans plus tarder vers Mouzon.

Le bois, avec ses taillis touffus, favoriserait la défense. Les défenseurs eux-mêmes étaient solides et résolus. C'étaient les soldats du 88e de ligne avec leur vaillant chef, le lieutenant-colonel Demange. De nouveau la sombre journée se colora de quelques reflets heureux. Quand les Prussiens de la *13*e brigade veulent aborder la lisière sud de la forêt, ils sont accueillis par le feu le plus meurtrier. Les officiers essaient d'entraîner leurs troupes; mais l'épaisseur des broussailles rend toute direction impossible, et quelques fractions isolées réussissent seules à se rejoindre dans les rares éclaircies. Longtemps le combat demeure stationnaire. Les premières lignes de tirailleurs qui parviennent à déboucher à découvert sur la bordure nord se heurtent à l'infanterie et à l'artillerie postées sur les hauteurs en avant de Villemontry. En même temps, les Prussiens sont exposés de flanc aux pièces du 12e corps qui sont venues prendre position sur la rive droite de la Meuse; et ces mêmes pièces infligent des pertes sensibles aux Saxons qui, venus de Létanne, poursuivent leur marche vers le nord.

Ce n'était qu'un répit. Tandis qu'à l'est de la route de

Mouzon, une partie de la 7e division prussienne se débattait péniblement à la lisière des bois, le reste du IVe corps, continuant sa marche à l'ouest de la chaussée, fixait définitivement la victoire.

Vers quatre heures, la 14e brigade était arrivée à l'est d'Yoncq. En arrière, la 8e division, réunie à la Harnoterie, s'était dans le même temps ébranlée vers le nord. Sur un mamelon entre la route et le ruisseau d'Yoncq, notre artillerie tirait encore. Les Prussiens qui, par la jonction de toutes leurs forces, avaient acquis, à ce moment de la journée, une écrasante supériorité, attaquent le mamelon, l'occupent, s'emparent de douze bouches à feu, les unes laissées sur place, les autres conquises sur les servants. Les soldats de Failly se retirent, partie vers la grande route, partie vers la fonderie de Grésil. La Fonderie, faiblement défendue, est emportée. Puis l'ennemi atteint une éminence qui domine la plaine basse et qu'on nomme le mont de Brune. Dans la suite des positions échelonnées du sud au nord et successivement abandonnées, celle-ci est la dernière. Après une courte lutte, la hauteur est conquise. Les Français, définitivement refoulés, dévalent les pentes, s'entassent sur une longue route toute droite, ancienne voie romaine qui se dirige vers la Meuse, et dans une course désordonnée cherchent à gagner le faubourg de Mouzon.

L'ennemi, contenu encore à Villemontry et à la ferme de Givodeau, se répandait comme un torrent dans toute la plaine de la Meuse. Il était six heures du soir. Le salut exigeait qu'on gagnât une heure encore jusqu'à ce que la nuit, en arrêtant l'adversaire, nous dérobât à une ruine totale. Or le 5e corps n'offrait plus que des débris. La brigade Villeneuve, qui avait combattu en avant de Mouzon et au mont de Brune, était elle-même un peu ébranlée. Cependant la brigade de cuirassiers du 12e corps, composée des 5e et 6e régiments, avait dans l'après-midi franchi la Meuse et se trouvait toute proche. C'est à elle que serait demandé le sacrifice qui éloignerait un peu l'ennemi trop pressant.

Sur l'ordre de Failly, un aide de camp, le commandant

Haillot, courut à la cavalerie. Il rencontra d'abord le colonel du 6[e] régiment. Cet officier objecta qu'il ne devait obéissance qu'à ses supérieurs directs (1). Refoulant sa surprise, le commandant se porta aussitôt vers le 5[e] cuirassiers, qui avait pour chef le colonel de Contenson. Celui-ci, sans répondre une seule parole, fit mettre le sabre en main à ses escadrons et se plaça à leur tête. A ce moment les Prussiens, ayant emporté le *mont de Brune*, s'engageaient vers la Meuse à la suite de leurs adversaires et menaçaient d'enfoncer toute la droite française. Avec une ardeur superbe, les cuirassiers se précipitent sur le flanc gauche de l'ennemi. C'est contre les fusiliers de Magdebourg que fond la masse impétueuse. Les fantassins laissent approcher les assaillants; puis par une décharge générale presque à bout portant, ils jettent parmi eux la mort. Le colonel de Contenson est tué. Les survivants resserrent leurs rangs, essaient de renouveler l'effort, et avec une valeur à laquelle l'ennemi a rendu plus tard un éclatant hommage. Mais le feu redouble, l'élan est brisé, et les braves gens s'arrêtent le long de la voie romaine, à l'endroit même où un petit monument perpétue aujourd'hui le souvenir de la glorieuse prouesse : 4 officiers étaient tués, 7 blessés; 11 sous-officiers, 90 cavaliers étaient hors de combat.

La charge n'avait retardé qu'un instant les vainqueurs. Aucun secours, si ce n'est quelques fractions du 12[e] corps. Peu de moments auparavant, on avait entendu vers l'ouest le bruit d'une vive fusillade. « C'est Douay avec le 7[e] corps », s'était écrié Lebrun. L'illusion fut courte. La fusillade venait bien de l'ouest, mais c'était celle des Bavarois qui, après avoir pris part aux engagements de la Thibaudine et de la Harnoterie, reparaissaient à la gauche ennemie à la fin de la bataille (2). La défaite dégénérant de plus en plus en déroute, les malheureux soldats du 5[e] corps couraient de tous côtés, en quête du salut. Plusieurs détachements essayèrent de suivre les berges de la Meuse, dans l'espoir de la franchir en aval du côté de

(1) Général Lebrun, *Bazeilles, Sedan*, p. 68-70.
(2) *Id.*, p. 70-71.

Villers : ils furent arrêtés par les Bavarois, descendus sur Autrecourt. Quelques-uns se jetèrent dans le fleuve et y trouvèrent la mort. Le plus grand nombre reflua vers le pont de Mouzon. Dans le long faubourg qui précède le pont s'accumulaient dans un indescriptible désordre les fantassins, les cavaliers, les voitures, les fourgons. La même artillerie allemande qui avait inauguré le combat en précipiterait le dénouement. Sur le mont de Brune, sur les côtés de la route de Beaumont, douze batteries prussiennes s'établissent et creusent dans les masses françaises de sanglantes trouées.

Cependant l'excès du péril, qui affolait les âmes peu aguerries, surexcitait chez les autres les restes de l'ancienne énergie. Ceux de nos soldats qui n'ont pu percer du côté de Villers se reforment en partie, les uns derrière un parc de voitures, les autres près d'un moulin qu'on appelle le moulin Poncay. Sous ces faibles abris, ils prolongent la résistance. C'est le pont de Mouzon, dernière voie de retraite, qu'il est surtout urgent de garder. A l'extrémité méridionale du faubourg, quelques fractions du 5ᵉ, du 12ᵉ corps, opposent un rempart à l'ennemi. De braves gens, remontant le flot de la fuite, viennent grossir le nombre des défenseurs. Même en cette extrémité, quelques pièces continuent leur feu. L'une d'elles est servie par « un capitaine d'artillerie, M. de Tessières, qui, resté sans hommes ni chevaux, tire à mitraille tant qu'il lui reste une gargousse (1) ». Failly est au milieu de ses soldats, intrépide ce soir-là autant qu'il a été le matin imprévoyant. Des hauteurs de la rive droite, l'artillerie du 12ᵉ corps apporte aux vaincus un secours très efficace, car elle fait pleuvoir ses obus sur les assaillants qui débouchent de la voie romaine. Pendant que ces généreux efforts retardent un peu l'ennemi, le gros de l'armée franchit le fleuve, quoique dans un affreux désordre fait de chevaux éventrés, de blessés piétinés, de pièces abandonnées. Les Prussiens s'approchent, se glissent dans les jardins, enlèvent successivement les maisons de la route. On recule, mais lentement : or chaque délai

(1) Colonel Rousset, *la Guerre franco-allemande*, p. 254.

est sauveur, car il permet l'écoulement de toute cette masse humaine qui s'entasse aux abords de la rivière. L'ennemi arrive enfin à l'extrémité du faubourg. Heureusement le passage s'achève, et une batterie de mitrailleuses protège les derniers échelons de la retraite. Le pont lui-même est emporté par l'ennemi; mais quand les Prussiens veulent en déboucher, une violente fusillade les cloue sur place, et ils ne peuvent aborder de l'autre côté du fleuve, c'est-à-dire dans la ville de Mouzon.

A huit heures du soir, les vainqueurs étaient maîtres de toute la rive gauche de la Meuse; car l'entier succès de l'aile gauche prussienne venait d'entraîner pour nous la perte de Villemontry et de la ferme de Givodeau. Le IVe corps s'établit sur les positions conquises; le XIIe corps prit ses cantonnements à Létanne; la Garde, qui était restée toute la journée en réserve, demeura en arrière aux abords de Beaumont. Pourtant un dernier fait d'armes vint encore éclairer d'un rayon glorieux le combat qu'on croyait fini. Deux cent cinquante ou trois cents fantassins français, appartenant pour la plupart au 88e de ligne, étaient demeurés comme oubliés sur le champ de bataille. C'étaient les restes de ces hommes courageux qui, préposés à la défense du bois, avaient, sous la conduite du lieutenant-colonel Demange, si bien rempli leur tâche. Ils étaient arrivés trop tard pour franchir le pont de Mouzon. Séparés de leurs camarades, coupés de toute retraite, ils étaient revenus à la ferme de Givodeau qu'ils avaient trouvée abandonnée, les Prussiens l'ayant évacuée presque aussitôt que conquise. Là leur âme vaillante, mal pliée à l'idée de la captivité, conçut le projet d'une héroïque évasion. Le 31, une heure avant le jour, Demange, fractionnant ses hommes, se glissa vers le pont de Mouzon, dans l'espoir de le franchir de vive force ou par surprise. La compagnie de grand'garde est refoulée et doit appeler à son aide un bataillon. Demange est grièvement blessé : « Ne vous occupez pas de moi, crie-t-il à ses soldats : en avant! » Sous la fusillade la petite troupe se fraie sa route, arrive au pont qui est barricadé, escalade la barricade, bondit sur l'autre rive au milieu

des Français. Quand on se compta, on n'était plus que quatre-vingt-dix : le reste était tué, blessé, noyé, fait prisonnier. Demange lui-même devait, douze jours plus tard, mourir de sa blessure à l'hôpital de Mouzon.

Je n'ai pas résisté à dire cet épisode que conserve précieusement l'*Historique du 88e de ligne*. Ces traits — et bien d'autres qu'on pourrait recueillir — honoraient les revers, mais ne les réparaient pas. Dans ses conséquences, la journée du 30 août était lamentable : 1,800 hommes avaient été tués ou blessés, 3,000 faits prisonniers (1). On avait perdu 42 bouches à feu et, en outre, tout le matériel abandonné dans les camps. Le dommage résidait moins dans le préjudice positif que dans l'ébranlement moral. Dans le 5e corps, toutes les unités étaient confondues, et il faudrait plusieurs jours pour reconstituer les régiments désorganisés, un temps beaucoup plus long pour restaurer un peu de confiance. Le 7e corps, qui avait cheminé toute la journée au bruit du canon, subirait lui-même le contre-coup d'un désastre dans lequel une de ses divisions avait été partiellement englobée. Quant aux hommes du 12e corps, ils venaient d'assister à tout le défilé de la défaite; et surtout, parmi les réservistes et les jeunes soldats des régiments de marche, l'impression serait de celles qui ne s'effacent pas. Entre toutes les conséquences du combat de Beaumont, voici la principale : en apparence, l'armée de Châlons, transportée au delà de Mouzon, touchait à Carignan, à Montmédy et, à ne calculer que la distance, pouvait se considérer comme à quatre ou cinq marches de Bazaine; en réalité, la défaite venait de réduire à l'état de pure chimère ce qui était déjà dessein si hasardeux.

Mac-Mahon le comprit. Jusqu'à la dernière heure il avait voulu se persuader que le combat n'était qu'un combat partiel. Le soir, la vérité lui apparut et, bien qu'il conservât quelques-unes des illusions qu'il entretiendrait jusqu'au bout, il sentit que l'offensive (et quelle offensive incertaine et redoutable!)

(1) Les pertes des Allemands furent de 3,500 hommes (*la Guerre franco-allemande*, t. II, p. 1047).

était condamnée pour jamais. Mais où aller? Les événements imposaient une résolution immédiate. A quatre lieues à l'ouest, en remontant la Meuse, une forteresse se rencontrait, celle de Sedan. Quelle était cette forteresse? N'offrait-elle pas par son emplacement des dangers tels, que l'ennemi n'eût pas autrement choisi s'il avait décidé pour nous? L'heure n'était point aux longs examens. Dans la petite ville, Mac-Mahon vit la seule chose qui s'y trouvât, du pain, des approvisionnements et, au moins pour un jour, un lieu de repos. C'est de ce côté qu'il dirigerait, à tous risques, la multitude confuse de son armée. Après tout, la solution ne serait que provisoire. La nuit qui porte conseil et Dieu qui protège la France pourvoiraient au lendemain. Dans la soirée, le maréchal avisa l'Empereur de sa résolution. Puis à neuf heures, sur les hauteurs de Mouzon, il manda Lebrun et s'entretenant avec lui près d'un feu de bivouac : « La journée a été mauvaise, lui dit-il; Failly a été fort maltraité. La brigade d'infanterie que vous avez envoyée à son secours n'a pas suffisamment tenu. » Ayant parlé de la sorte, il fut saisi par un retour de cet optimisme dont il ne se dépouilla jamais. L'armée allemande, à ses yeux, comptait à peine soixante à soixante-dix mille hommes et, si elle attaquait, on pourrait la jeter dans la Meuse (1). La conclusion fut que le 12e corps, et avec lui le 5e, se dirigeât sur Sedan. Déjà un ordre pareil avait été envoyé à Douay pour le 7e corps. Le 1er corps couvrirait la retraite. Cependant à Paris on attendait anxieusement des nouvelles et on s'étonnait de n'en point recevoir. Au milieu de la nuit, une dépêche arriva rue Saint-Dominique. Elle venait du quartier général et était ainsi conçue : « Mac-Mahon fait savoir au ministre de la Guerre qu'il est forcé de se porter sur Sedan (2). »

(1) Général Lebrun, *Bazeilles, Sedan*, p. 74.
(2) *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 431.



LIVRE XLV

SEDAN

Sommaire : I. — L'Empereur à Carignan : comment il apprend la défaite ; son arrivée à Sedan. — Comment, dans la nuit du 30 au 31, l'armée se dirige sur cette ville : le 7e corps, le 5e, le 12e ; comment le 1er corps se replie le dernier, c'est-à-dire dans la journée du 31.

II. — Sedan : la ville ; le cours de la Meuse. — En quoi cet emplacement était le plus défavorable pour notre armée. — Comment le péril pouvait être atténué, et quelle était pour notre armée la dernière chance de salut.

III. — Les Allemands : ordre général pour le 31 août. — Marche du 31 août : l'armée du prince de Saxe ; l'armée du Prince royal.

IV. — La journée du 31 août à Sedan : Mac-Mahon ; ses perplexités. — Arrivée du général de Wimpffen. — Indices sur la marche des Allemands. — Le capitaine de Sesmaisons et les nouvelles qu'il apporte. — Engagement à Bazeilles entre les Bavarois et notre 12e corps. — Divers mécomptes ; les distributions de vivres. — Les ponts ne sont point détruits. — Comment l'ennemi poursuit sa marche : avis inquiétants. — Mesures diverses, mais partielles, insuffisantes. — La soirée du 31 : nos positions ; celles de l'ennemi ; Douay, Ducrot, leurs sombres prévisions pour le lendemain.

V. — Le matin du 1er septembre : Lebrun et le 12e corps. — Attaques des Bavarois contre Bazeilles : vaillante défense des Français ; série d'engagements acharnés et sanglants. — Comment ce combat n'est point la vraie bataille et comment se poursuit à l'est et à l'ouest le mouvement enveloppant. — Mac-Mahon : sa blessure ; comment il est contraint de renoncer au commandement.

VI. — L'Empereur ; comment il apprend la blessure de Mac-Mahon. — Comment le maréchal désigne Ducrot pour son successeur. — Ducrot : son plan ; premières mesures d'exécution. — Ce plan était-il encore réalisable le 1er septembre au matin ? — Comment Wimpffen réclame le commandement, et repousse toute idée de retraite : consternation du général Ducrot.

VII. — Wimpffen : ce qu'on peut pénétrer de ses intentions. — Lueurs d'espoir et optimisme. — Comment toute offensive sur Carignan semblait vouée à l'in-

I

L'Empereur avait, dans l'après-midi du 30, gagné Carignan. Le canon de Beaumont l'avait ému sans le troubler. A 5 heures 40 minutes, il adressait à l'Impératrice la dépêche suivante : « Il y a encore eu aujourd'hui un engagement sans grande importance. Je suis resté à cheval assez longtemps (1). » Vers huit heures du soir, comme le souverain achevait de dîner, l'un des officiers de Ducrot, le capitaine Bossan, survint et annonça la défaite. Napoléon fut d'abord incrédule, et il fallut que l'aide de camp lui racontât par le menu la fatale journée. « Mais c'est impossible! interrompit à plusieurs reprises l'Empereur; nos positions étaient magnifiques. » Sur ces entrefaites, Ducrot arriva : « Le maréchal, dit-il, demande à Votre Majesté de se rendre à Sedan par le chemin de fer. » De nouveau, le monarque se récria : il se refusait, disait-il, à donner l'exemple de la fuite; il voulait être avec le corps d'armée qui couvrirait la retraite. Le général insista, mais dut se retirer sans avoir rien obtenu (2). Un peu plus tard, Napoléon se résigna. A onze heures du soir, il partit pour Sedan et débarqua au faubourg de Torcy. Nul ne l'attendait et ce fut à pied, appuyé sur le bras d'un de ses officiers, qu'il gagna la sous-préfecture (3). En hâte, il s'y installa, tandis que les gens de son entourage s'entassaient à l'hôtel de la *Croix-d'Or*.

Napoléon ne serait point longtemps seul. Dans cette nuit qui suivit la défaite, tous les chemins qui conduisaient vers Sedan se remplissaient de troupes. C'était l'armée tout entière qui descendait vers la petite place.

D'après les résolutions arrêtées dans la matinée du 30 août,

(1) *Papiers des Tuileries*, t. I, p. 436.
(2) Ducrot, *la Journée de Sedan*, p. 10. — Notes du capitaine Bossan.
(3) Marquis de Massa, *Souvenirs*, p. 312.

le 7e corps devait mettre à profit pour son passage le pont de Mouzon, et aussi le pont que le génie construisait à Villers. La bataille, en livrant aux Allemands toute la région au sud de Mouzon, avait fait refluer vers le nord les contingents du général Félix Douay. Du pont de Mouzon il n'avait plus été question. Quant au pont de Villers, une seule division, la division Conseil-Dumesnil, l'avait utilisé. Se sentant pressé par l'ennemi, dont on entendait le canon sur la droite, dont on devinait l'approche sur les derrières, Douay avait dévié de sa direction primitive, et s'était engagé dans le défilé d'Haraucourt afin de passer la Meuse à Remilly. La route ne s'accomplit ni sans à-coups, ni sans angoisses : car on cheminait dans une vallée étroite, et l'artillerie du Prince royal atteignait de ses obus les dernières files de l'arrière-garde. A cinq heures, on arriva à Remilly. Les derniers détachements du 1er corps achevaient de passer. Sur les rives stationnaient en outre de grosses colonnes de bagages. Enfin les cuirassiers de la division Bonnemains attendaient aussi leur tour. Le soir vint, puis la nuit, sans que toutes ces masses se fussent écoulées. Pour les troupes du 7e corps, la halte se prolongea, exaspérante par la lassitude, l'anxiété, les ténèbres, et aussi la faim : car les distributions régulières avaient manqué, et le 1er corps avait épuisé tous les approvisionnements du village. Les plus prévoyants tirèrent de leur sac quelques restes de biscuit, et en un morne silence on attendit. Enveloppés dans leur manteau blanc, les cuirassiers défilaient sur le pont, déjà un peu ébranlé, et aux lueurs des falots allumés sur les deux rives on les voyait, luttant contre leurs chevaux qui refusaient de se hasarder sur le plancher mouvant. Enfin à dix heures du soir, les colonnes de Douay purent s'engager sur le fleuve. A deux heures, deux régiments et trois batteries avaient seuls passé. Craignant qu'à la pointe du jour l'ennemi n'apparût, le commandant du 7e corps allait, venait, pressait les retardataires. A ce moment, un officier de Mac-Mahon survint : par ordre du maréchal on devait, disait-il, se porter sur Sedan. Donc le passage, cette opération pénible, difficile, devenait superflu. Cependant la stupeur était immense, et les

plus habiles renonçaient à rien comprendre, tant cette route en zigzag déconcertait tous les calculs! Avec la division Liébert, l'état-major, l'artillerie de réserve, Douay descendit la Meuse par la route de la rive gauche. Ceux qui avaient franchi le fleuve suivirent de leur côté la rive droite; sur la même rive et à peu de distance en arrière, marchait la division Conseil-Dumesnil, venue de Villers. A l'aube, on atteignit Sedan; et la forteresse, ouvrant ses portes closes, recueillit ceux qui déjà offraient un aspect de vaincus.

Le 5ᵉ et le 12ᵉ corps s'étaient mêlés à la fin de la bataille. Ils s'étaient retrouvés dans la soirée au delà du pont de Mouzon. C'est là qu'ils avaient reçu l'ordre de rallier Sedan. — Toute la nuit, le 5ᵉ corps marcha dans le grand désordre qui suit les défaites. Heureusement la Meuse servait de barrière et, pour quelques heures du moins, sauvait de la poursuite. A six heures du matin, les premiers bataillons, traversant Balan, atteignirent les glacis de la place. — Pendant ce temps, le 12ᵉ corps avait pareillement entamé sa retraite. Toutes les voies carrossables étant encombrées, Lebrun suivit par des chemins de traverse la ligne des hauteurs qui s'étendent du sud-est au nord-est entre la Meuse et la Chiers. Les ténèbres étaient profondes, et on n'avait trouvé personne dans Mouzon qui consentit à servir de guide. Comme à tout hasard on se mettait en route, un adolescent s'offrit qui conduisit la colonne avec une rare intelligence, la mena jusqu'à Mairy; puis, se dérobant à toute récompense, disparut. A Mairy, on rejoignit la chaussée de Sedan à Stenay. Le jour commençait à poindre. Les lanciers du général Savaresse furent envoyés en arrière pour s'assurer que les Allemands ne suivaient point. Le rapport fut favorable : on n'avait rencontré aucune trace de l'ennemi. C'était grand bonheur; car, dans le désordre de toutes choses, l'arrière-garde avait été si mal constituée qu'elle ne disposait d'aucune pièce d'artillerie (1). A Douzy, point de jonction des routes de Carignan et de Stenay, l'encombrement des colonnes con-

(1) LEBRUN, *Bazeilles, Sedan*, p. 77.

traignit à faire halte. Enfin dans la matinée, un beau village se montra avec de coquettes maisons, d'élégantes villas, de grandes prairies, en un site à la fois gracieux et riche qui respirait l'abondance et la paix. C'était Bazeilles. On n'était plus qu'à quatre kilomètres de Sedan. Là s'arrêta Lebrun avec ses divisions. Déjà, de l'autre côté de la Meuse, apparaissaient les Bavarois.

Quant au 1er corps il avait reçu de Mac-Mahon, dans la soirée du 30, la mission de couvrir la marche. L'ordre, singulièrement bref, portait que Ducrot s'apprêtât à protéger la retraite, soit par Douzy, soit par Carignan. Les instructions orales n'avaient pas contribué à éclaircir ce qui semblait incomplet : « Je ne sais pas encore ce que je ferai », avait dit le maréchal au capitaine d'état-major Bossan. Quelques heures plus tard, un message plus précis fut envoyé à Ducrot pour lui prescrire de se diriger sur Sedan ; mais ce message, paraît-il, n'arriva pas (1). Fort embarrassé, le commandant du 1er corps maintint d'abord autour de Douzy les divisions Lhériller (2) et Wolff (3), autour de Carignan les divisions Pellé (4) et Lartigue. Puis, jugeant que le seul moyen de salut était un mouvement rapide vers le nord-ouest, et interprétant en ce sens la pensée de Mac-Mahon, il fit filer ses bagages vers Illy et se disposa à suivre lui-même la route des hauteurs. De la sorte, Sedan serait laissé sur la gauche. Mézières serait le véritable objectif. Ducrot avait atteint Francheval quand une dépêche du maréchal lui prescrivit de se rabattre sur Sedan et « nullement sur Mézières ». Le général obéit, quoique non sans un cuisant regret. Dans la soirée, les divisions Pellé et Lartigue s'établiraient à trois kilomètres de la place, au-dessus du village de Daigny. Déjà, sur un ordre direct de Mac-Mahon, les divisions Wolff et Lhériller avaient installé leurs bivouacs sur les emplacements voisins, c'est-à-dire sur les coteaux qui dominent le village et le ruisseau de Givonne.

(1) Ducrot, *la Journée de Sedan*, p. 14.
(2) Ancienne division Raoult.
(3) Ancienne division Ducrot.
(4) Ancienne division Abel Douay.

II

Sedan a depuis 1870 abattu ses remparts; échappant à sa prison de pierre, elle a prolongé vers le faubourg de Torcy la file de ses élégants hôtels et semé de villas les flancs des coteaux. C'était, avant la guerre, une petite ville de quinze mille âmes environ, à l'enceinte resserrée, aux rues assez régulières, mais étroites et sombres. Des magasins où s'empilaient les draps exportés ensuite dans l'Europe entière; de hautes et grandes maisons dont quelques-unes révélaient la richesse, mais une richesse ancienne, assez solide pour n'avoir pas besoin de s'afficher; quelques établissements militaires qu'aucune prévoyance n'avait pris soin de renouveler ou de rajeunir; au centre une place un peu plus animée que le reste, tel était l'aspect d'ensemble. De la ville, qui s'ouvrait sur la campagne par d'assez nombreuses portes ou poternes, partaient, outre les autres chemins, trois grandes chaussées : à l'ouest celle de Mézières; à l'est celle de Montmédy, qui détachait à Douzy un embranchement sur Stenay et Verdun; au nord-est, celle de Bouillon, qui, après un parcours de quatorze kilomètres, pénétrait en territoire belge. A l'extrémité du faubourg de Torcy passait la voie ferrée de Mézières à Thionville. Les fortifications étaient l'œuvre de Vauban; mais, même aux temps anciens, on les avait jugées peu efficaces. Au nord-est de la place, un vieux château avait été transformé en citadelle. Peu utile pour la défense, il était auguste par les souvenirs; car c'était là que Turenne avait grandi.

En ces lieux la Meuse se frayait son chemin, mais avec toutes sortes de paresseux détours. Accrue de la Chiers, elle arrosait sur la gauche Remilly, Aillicourt, le Pont-Maugis, Wadelincourt (1), tandis que, sur l'autre berge, s'étendaient

(1) Voir à l'appendice carte n° 6.

de grandes prairies au bout desquelles apparaissaient Bazeilles, puis Balan. Cependant des hauteurs septentrionales une petite rivière descendait toute droite, la Givonne; elle creusait sa route au milieu d'une étroite vallée, baignait divers villages : Givonne, Haybes, Daigny, la Moncelle; puis, s'étalant dans les terres basses, elle formait plusieurs méandres, traversait le parc du château de Monvillers et, non loin de Bazeilles, se perdait dans la Meuse. Celle-ci, continuant son cours, passait entre la ville de Sedan, qu'elle laissait sur sa droite, et le faubourg de Torcy. Tout à coup elle changeait de direction, remontait brusquement vers le nord, coulait au pied de Gaulier et, non loin de Floing, recevait encore deux petits ruisseaux et enfin, à six kilomètres de la frontière belge, près du hameau de Saint-Albert, se heurtait aux assises rocheuses au delà desquelles s'étageait le bois de la Falizette. Contrainte alors à s'infléchir de nouveau, elle ramenait ses eaux vers le sud, se développait parallèlement à elle-même et, après avoir enserré dans une vaste boucle une presqu'île qu'on appelait la presqu'île d'Iges, atteignait le village de Donchery : là elle reprenait la direction de l'ouest et, se répandant en de grands pâturages, s'orientait vers Mézières.

Autant la ville, avec l'amas de ses maisons resserrées, offrait un aspect assombri, autant la région environnante attirait par sa variété. Tout aux abords de la place une infinité de petits jardins, mêlés aux légères constructions que les servitudes militaires toléraient; plus loin, sur les collines, des bouquets de bois; à l'arrière-plan, les forêts; quelque chose d'agreste plutôt que de sauvage; assez d'industrie pour animer le paysage, point assez pour le gâter; dans les cultures, ce juste degré de richesse qui embellit la nature sans la forcer; puis tout au bas le pâle ruban de la Meuse, qui multipliait ses enlacements et semblait ne s'éloigner qu'à regret.

Cette région, qui eût charmé un touriste, eût éveillé toutes les appréhensions d'un militaire. Il n'en était guère de plus dangereuse pour le stationnement d'une armée.

Les remparts de Sedan, vieille enceinte surannée, n'offriraient qu'un abri précaire. Entre tous les maux celui-là était

le moindre. Le plus grand péril naîtrait de la configuration des lieux où nos troupes venaient de faire halte.

Si l'on gravissait la citadelle, on dominait du haut de la plate-forme les toits de la ville et le cours de la rivière. Mais c'était tout. Au sud, au nord-est, au nord se dressaient une série de collines qui dominaient à leur tour et le fleuve, et la cité, et la forteresse elle-même.

Au sud se développaient, sur la rive gauche de la Meuse, depuis Remilly jusqu'au-dessus de Donchery, les dernières ramifications de l'Argonne. Là se montraient le Liry avec ses pentes toutes vertes, le village de Noyers étagé à mi-côte ; puis, entre plusieurs mamelons dénudés, le bois de la Marfée ; enfin, la *Croix-Piot*. La longue ligne semblait fournir à l'artillerie des emplacements à souhait pour battre toute la vallée ; et si une bataille se livrait en ces lieux, les observatoires étaient tout prêts d'où les chefs ennemis en pourraient suivre les péripéties.

Au nord-est, les hauteurs qui se dressaient sur la rive gauche de la Givonne offriraient des facilités pareilles à l'adversaire qui les occuperait. De là les obus rendraient intenables les collines de la rive opposée, fouilleraient en outre la Moncelle, le parc de Monvillers, Bazeilles, et porteraient la mort jusque dans le voisinage de Balan.

C'était surtout au nord que le relief du terrain méritait d'attirer l'attention.

Là s'étendaient au-dessus de la ville une série de hauteurs, d'aspect irrégulier et tourmenté, qui s'élevaient, s'abaissaient, se relevaient de nouveau et déclinaient à l'est vers la Givonne, à l'ouest vers la boucle de la Meuse. Ces hauteurs formaient moins un plateau unique qu'une suite de collines separées les unes des autres par d'assez profonds ravins. En montant de Sedan, on croisait d'abord les restes d'anciennes redoutes qu'on appelait le *Vieux-Camp ;* puis on atteignait bien vite le premier gradin : à gauche s'étalait un coteau, semé de maisons de campagne, qu'on nommait l'*Algérie ;* un peu plus loin, commençait le *bois de la Garenne*. Les pentes s'abaissaient à l'est vers le *fond de Givonne,* la route de Bouillon, la vallée de

la Givonne, à l'ouest vers le faubourg de Cazal, Gaulier et les prairies de Floing. Telle était la première assise de collines. — A l'extrémité septentrionale du bois de la Garenne une dépression du sol formait un petit ravin qui descendait vers la Meuse; puis un nouveau relèvement du terrain donnait naissance à une croupe dénudée, s'allongeant vers Floing, c'est-à-dire de l'est vers l'ouest, avec une légère inflexion au sud. C'était le plateau nommé plateau d'Illy, du nom du village voisin, et que marquait, presque à son point culminant, un petit *calvaire*, simple croix de pierre entre deux tilleuls. — Que si l'on continuait vers le nord, on voyait les hauteurs s'abaisser encore une fois : un ruisseau, dit ruisseau de Floing, descendait d'Illy vers Floing pour se perdre dans la Meuse et creusait au pied du plateau qu'on vient de décrire une coupure profonde. Au delà se développait une troisième série de hauteurs qui, sur certains points, commandaient par leur élévation le plateau d'Illy : c'étaient les collines en arrière de Fleigneux; c'étaient le mamelon boisé du *Parc-Labrosse*, au sud de Saint-Menges, et celui du *Champ-de-la-Grange*, au nord du même village ; c'étaient les hauteurs du bois de la Falizette qui dominaient le hameau de Saint-Albert, surplombaient la boucle de la Meuse, enfilaient la presqu'île d'Iges. Enfin, tout au nord, du côté de la frontière belge, au delà du hameau d'Olly, s'étendait, en arc de cercle, une immense bordure de chênes, de bouleaux, de mélèzes : cette lisière était celle de la forêt des Ardennes qui fermait l'horizon.

Si jamais l'ennemi occupait ces hauteurs, il serait maître de Sedan, maître de l'armée ; en un mot, maître de toutes choses, et notamment d'intercepter toute retraite. Le lieu où Mac-Mahon venait de rallier son armée était donc le dernier à choisir. Pourtant le danger pourrait être atténué si le maréchal, après avoir utilisé toutes les ressources de la place, se gardait d'accrocher ses corps aux flancs de la forteresse, mais les faisait remonter rapidement vers le nord, et tenait non seulement les hauteurs de la *Garenne*, non seulement le *plateau d'Illy*, mais tout en arrière le *Parc-Labrosse*, le *Champ-de-la-Grange*. En cette position, les Français seraient couverts à

l'est par la vallée encaissée de la Givonne, au sud par la Meuse, à l'ouest par la grande boucle du fleuve. Le péril serait surtout diminué si la prévoyance du commandement s'appliquait à ralentir la marche de l'ennemi par la destruction des ponts de la Meuse, et en particulier du pont de Bazeilles, du pont de Donchery. Ainsi gardée, l'armée pourrait se rassembler, se ressaisir, échapper à l'entière destruction. Elle pourrait surtout — tandis qu'il en était temps encore — se glisser par le défilé de la Falizette entre la Meuse et la frontière et, en utilisant jusqu'aux moindres chemins, gagner Mézières, Nouzon, Rocroi, et de là soit Paris, soit les places du nord. Cette chance de salut était la dernière, et courtes étaient désormais les heures où il serait permis d'en profiter.

III

Ces heures du 31 août — les dernières heures de grâce — les Allemands les mettraient à profit pour poursuivre la manœuvre enveloppante qui nous mettrait à leur discrétion.

Le 30, le Roi était arrivé à Buzancy. De Beaumont il ne venait que des nouvelles un peu confuses. La soirée s'avançant, tout s'éclaira. On tenait le succès, et un grand succès. M. de Moltke résolut de continuer, sans perdre un instant, « l'offensive concentrique » contre les Français qui pliaient (1). A onze heures du soir, un ordre parti du grand quartier général précisa le double rôle du prince de Saxe et du Prince royal dans les journées qui suivraient. — Avec la IVe armée, le prince de Saxe fermerait aux vaincus les routes de l'est; à cet effet, il jetterait deux de ses corps sur la rive droite de la Meuse. Avec la IIIe armée, le Prince royal couperait les communications de l'adversaire, soit au sud, soit à l'ouest, et leur

(1) *La Guerre franco-allemande,* rédigée à la section historique de l'état-major prussien, t. II, p. 1056.

interdirait ainsi le repliement vers l'intérieur; en outre, sur les hauteurs de la rive gauche, il choisirait des positions aussi fortes que possible pour battre de son artillerie toute la vallée en aval de Mouzon (1). — L'objectif, qui le surlendemain devait être dépassé, serait d'acculer l'ennemi jusqu'au territoire belge et de le contraindre à y chercher refuge.

Bismarck accompagnait le quartier général. La politique se mêlant à la guerre, il avisa son représentant à Bruxelles des éventualités prochaines : il espérait, ajoutait-il, que le gouvernement du roi Léopold saurait désarmer tout détachement français qui passerait la frontière. Derrière la courtoise invitation se cachait une menace. Et en effet la résolution était prise parmi les Allemands de se jeter en Belgique à la suite des Français, si la force publique belge se montrait indécise, ou impuissante à remplir les devoirs de la neutralité (2).

Au matin du 31 août, l'exécution des ordres commença. Tandis que le IVe corps demeurait à Mouzon, les Saxons passèrent la Meuse à Létanne, les Prussiens de la Garde à Pouilly. Les premiers s'arrêtèrent non loin de Douzy, entre la Meuse et la Chiers. Les seconds, qui avaient une bien plus longue traite à accomplir, franchirent la Chiers; remontant vers le nord, ils pousseraient leurs avant-postes jusque dans le voisinage de la frontière belge; ils n'arriveraient que fort tard dans leurs cantonnements et établiraient le gros de leur corps, partie à Pouru-Saint-Remy et à Escombres, partie à Messincourt et à Sachy. De la sorte serait fermée la route de Montmédy. Telle serait l'étape de la IVe armée. — Quant au Prince royal, il avait, dès trois heures du matin, réglé la marche de ses colonnes. Les Bavarois, avec leur Ier corps, atteindraient Remilly et, avec le IIe, Raucourt. Le VIe corps demeurerait en réserve. Quant au XIe corps et aux Wurtembergeois, ils se porteraient les uns vers Donchery, les autres vers Boutancourt, menaçant ainsi la route de Mézières, tout de même que

(1) *Correspondance militaire du maréchal de Moltke*, t. I, p. 334-335.

(2) *La Guerre franco-allemande*, rédigée à la section historique de l'état-major prussien, t. II, p. 1056-1057.

le prince de Saxe préviendrait toute retraite vers l'est. Le V[e] corps, laissé un peu en arrière, ferait halte à Chemery.

IV

Tout ce qui était chez l'ennemi sécurité et confiance se transformait chez Mac-Mahon en sujets d'anxiété. Une seule chose le soutenait : les illusions qu'il gardait encore. Il ne se persuadait ni que la victoire fût infidèle jusqu'au bout, ni que Dieu eût abandonné la France. La retraite vers Mézières avait eu toutes ses préférences, et on ne peut guère douter que ses pensées ne se soient retournées de ce côté, alors que tout le reste n'était plus que chimère ou désastre. Pourtant, en cette journée du 31 août, il gourmanderait Ducrot d'avoir usurpé sur ses desseins et d'avoir orienté son corps d'armée dans cette direction. Telle était en cette âme disciplinée la superstition de l'obéissance. Brisé moralement, physiquement aussi, le malheureux maréchal demandait grâce et un peu de répit. Passivement, il attendait. Qu'attendait-il? Il l'eût dit malaisément lui-même. Sans doute la fortune lui ferait crédit de deux jours, d'un jour au moins. Il en profiterait pour reposer les hommes, les reformer, mettre des vivres dans les sacs. Ensuite on aviserait.

L'enceinte de Sedan était trop petite pour toutes les masses qui y refluaient. Dès le matin, le 5[e] corps, se pelotonnant contre la forteresse, s'établit au *Vieux-Camp*. Le 7[e] corps, se donnant plus d'air, mais pas assez, gravit le coteau de l'*Algérie*. Dans le même temps, le 12[e] corps s'arrêtait à Bazeilles. Quant aux troupes de Ducrot, elles étaient encore en route. Cependant, à travers la ville, erraient en grand nombre les soldats isolés, égarés plus ou moins volontaires, quêtant des vivres, de l'eau-de-vie, un lit, une paillasse. Tantôt ils assiégeaient les auberges; tantôt, par intimidation ou pitié, ils obtenaient un gîte dans les demeures privées; ils

payaient l'hospitalité par quelque récit coloré des dernières batailles; puis s'étant répandus en paroles bouillantes et accusatrices, prudemment ils se terraient, et quelques-uns ne reparaîtraient plus.

Vers neuf heures, Mac-Mahon reçut un subordonné qu'il n'attendait point. C'était le général de Wimpffen. Arrivé d'Algérie tout récemment, de Paris la veille, il était muni d'un ordre ministériel qui lui conférait le commandement du 5e corps. Le maréchal accueillit assez froidement le nouveau venu. Il avait eu avec lui quelques démêlés en Afrique. Puis cette ingérence de Palikao n'avait rien qui lui dût plaire. Enfin, quelle que fût l'insuffisance de Failly, un changement, en une heure si critique, amènerait plus de confusion qu'il ne comporterait d'avantages. Wimpffen, s'éloignant, se mit à la recherche de ses troupes et, rencontrant celui qu'il venait remplacer, l'avisa lui-même qu'il eût à se démettre à son profit. Pendant ce temps, Mac-Mahon, en un billet tracé à la hâte, notifiait à Failly sa disgrâce, lui exprimait ses regrets, l'assurait qu'il avait tout ignoré. En confessant son ignorance, le maréchal ne savait pas si bien dire. Si Wimpffen eût été tout à fait sincère, il n'eût pas seulement publié sa dignité présente, mais révélé le rôle éventuel auquel venait de l'appeler la confiance de Palikao. Il portait sur lui, non une lettre de service, mais deux, et la seconde, bien plus importante que la première, lui conférait l'autorité suprême, en cas d'empêchement du maréchal. Wimpffen tint secrète son élévation conditionnelle, comme on fait d'un pli cacheté qu'on se garde d'ouvrir avant le temps. Ainsi se préparait la crise qui le lendemain ajouterait à toutes nos autres infortunes le malheur d'une dispute sur le commandement.

Le plus urgent était de pénétrer les desseins et de mesurer les progrès de l'ennemi. Après avoir congédié Wimpffen, Mac-Mahon gravit la citadelle. Il était neuf heures et demie, et le brouillard, très épais le matin, s'était tout à fait dissipé. Du haut des remparts la vue ne portait ni vers le nord ni vers le nord-est; en revanche, elle s'étendait librement sur les coteaux qui bordaient la Meuse, de Remilly à la

Croix-Piot. Sur ces hauteurs on distinguait l'artillerie prussienne; en arrière un nuage de poussière dénonçait de grosses colonnes en marche (1). A voir la direction générale, il semblait que l'ennemi voulût couper nos communications vers l'ouest.

L'observation ne laissait pas que d'être troublante. Si elle se confirmait, il n'y avait pas une minute à perdre pour gagner Mézières. Pour prévenir, pour retarder l'enveloppement, le maréchal prescrivit la destruction du pont de Donchery et, ayant donné l'ordre, il ne douta pas que ses volontés ne fussent exécutées. A ce moment, une information très grave transforma en quasi-certitude ce qui n'était que vraisemblance.

On se souvient que le gouvernement avait décrété la formation d'un 13ᵉ corps sous le commandement du général Vinoy. Dans la nuit du 30 au 31 août, Vinoy était arrivé à Mézières avec l'une de ses divisions. Son rôle serait d'inquiéter le flanc gauche de la IIIᵉ armée. Or, ce matin-là même, il venait d'expédier à Sedan, par le chemin de fer, l'un de ses aides de camp, le capitaine de Sesmaisons, avec la double mission de se mettre en rapport avec le maréchal et de conduire à l'armée de Châlons un détachement de zouaves. Le voyage, important en lui-même, le devint plus encore par ce que le messager observa en chemin. Tout près de Donchery, le train avait été assailli par le feu d'une batterie prussienne postée sur un des mamelons voisins. En outre, en approchant de la gare, l'officier avait aperçu, sur les hauteurs au-dessus de Wadelincourt, une forte colonne qui paraissait se diriger soit sur Mézières, soit sur Donchery.

Telles étaient les nouvelles toutes fraîches que, vers dix heures, M. de Sesmaisons apporta dans Sedan. Il vit d'abord, non Mac-Mahon qu'il ne put joindre, mais l'Empereur. L'information, en dévoilant les desseins de l'ennemi, démontrait l'urgence d'une immédiate retraite vers l'ouest. Le souverain

(1) *Enquête parlementaire sur le 4 septembre.* — Déposition Mac-Mahon, p. 37.

penchait visiblement vers cette résolution. Mais, tout en inclinant vers le seul parti qui fût sage, il se reposait dans une sécurité qui ne l'était point du tout. Il paraissait croire qu'on aurait le temps pour soi, c'est-à-dire un jour ou deux de répit. Mettant le doigt sur la carte, il montra, comme on eût fait d'une trouvaille, un chemin de grande communication récemment ouvert, et que sûrement les Prussiens ne connaissaient pas. Ce chemin doublait la boucle de la Meuse, passait près de Vrigne-au-Bois et, suivant à longue distance la rive droite du fleuve, atteignait Mézières par les hauteurs. Ce serait sur ce chemin que l'armée s'engagerait le lendemain. L'Empereur marqua lui-même au crayon le tracé de la route. Puis, bienveillant comme à l'ordinaire, il engagea fort l'officier à utiliser cette voie pour son retour et, lui ayant fait donner un des chevaux de l'état-major, il le congédia.

En sortant de l'audience impériale, le capitaine parvint à voir Mac-Mahon, qui était encore à la citadelle. Les renseignements qu'il apportait confirmaient, en les précisant, les propres observations du maréchal. Mais, un reste d'optimisme l'abusant sur l'urgence, le commandant en chef se persuadait, comme l'Empereur, que le départ ne pressait pas si fort; que, sur la rive droite de la Meuse, il conserverait la liberté de ses évolutions. Vers ce moment une dépêche, mise sur le fil à 9 heures 40 minutes, arriva de Paris. En ce télégramme Palikao, ne comprenant rien au mouvement sur Sedan, combattait de nouveau, et avec un surcroît d'énergie, tout projet de retraite : « Votre marche en arrière, ajoutait-il, a causé une vive émotion (1). » Sur un esprit irrésolu par nature et de plus façonné à l'obéissance, combien n'étaient pas troublantes ces objurgations! L'aide de camp de Vinoy n'avait pas encore pris congé quand Douay survint. Entre les deux chefs la conversation s'engagea, et ils discutèrent l'éventualité non d'une retraite, mais d'une bataille.

M. de Sesmaisons partit. Il s'éloigna par la route que l'Empereur avait pris la peine de tracer. Cette route, les Prussiens

(1) *Papiers des Tuileries*, t. Ier, p. 431.

la connaissaient, hélas! et le lendemain s'en serviraient contre nous. D'autres aussi, parmi les nôtres, étaient parvenus à la découvrir. Déjà elle se jonchait de débris. Chemin faisant, le messager croisa un détachement de cinq ou six cents hommes du 3e de ligne, qui s'étaient rangés au hasard sous les ordres d'un officier payeur; plus loin, il se heurta à une batterie d'artillerie qui avait perdu une de ses pièces; à Vrigne-au-Bois, il rencontra vingt ou vingt-cinq voitures de bagages; des gendarmes les escortaient, les conducteurs avaient fait halte au cabaret (1). Tout ce monde se dirigeait pêle-mêle vers la seule issue que l'ennemi ne tenait point encore. A chaque tournant, à chaque bifurcation, on interrogeait les paysans : c'était bien, demandait-on, le chemin de Mézières. Ainsi parlait l'instinct du salut, et aussi celui de la peur. Mais ce qui eût été retraite stratégique sous un chef résolu devenait pour tous ces isolés un exode plein de confusion. Même avant la bataille, la fuite avait commencé.

Comme le capitaine de Sesmaisons s'éloignait, on entendit de nouveau le canon, mais cette fois du côté du sud-est. C'étaient les Bavarois qui tentaient une démonstration vers Bazeilles.

Il était huit heures du matin quand ils avaient commencé la marche vers Remilly. Ils avaient atteint le village, l'avaient occupé, avaient déployé leur artillerie sur les coteaux qui bordaient la rive gauche de la Meuse. Cependant, à trois kilomètres en aval, à hauteur des prairies qui s'étendaient vers Bazeilles, un pont, établi pour le service du chemin de fer, mettait en communication les deux berges du fleuve. Comme les Bavarois s'avançaient, l'avis leur avait été transmis que les Français apprêtaient des barils de poudre pour faire sauter l'une des arches. Or le pont fournirait l'un des passages qui permettraient de déborder l'armée de Mac-Mahon. S'approchant aussitôt, l'ennemi dispersa les sapeurs du génie, vida les tonneaux de poudre et, longeant le chemin de fer, s'établit sur les remblais de la rive droite. Puis plusieurs

(1) Vinoy, *Opérations du 13e corps*, p. 38, 40.

détachements poussèrent vers Bazeilles et parvinrent même à s'y introduire. Notre infanterie de marine, survenant, chassa les agresseurs, les refoula loin des maisons, les rejeta jusqu'à la Meuse. Toutefois l'adversaire, quoique repoussé, garda les approches du pont. C'était le bruit de ce combat que, vers le milieu du jour, on entendait dans Sedan. La lutte, terminée dans le village et dans les prés, se prolongea à coups de canon. Du haut des collines de la rive gauche, les batteries bavaroises lancèrent leurs projectiles sur Bazeilles et y allumèrent quelques incendies. Puis le feu diminua d'intensité et enfin s'éteignit tout à fait.

Dans Sedan tout était déception. On s'y était replié pour s'y ravitailler. Mac-Mahon comptait y trouver un million de rations de toute sorte. En conséquence, il avait prescrit qu'on répartit entre les hommes quatre jours de vivres. Deux cent mille rations avaient été distribuées quand on vint prévenir le maréchal que l'approvisionnement s'épuisait. Grand fut l'émoi et on crut à une erreur. Après enquête, il fallut se rendre à l'évidence. Il y avait bien eu à Sedan le nombre de rations annoncées; mais la plupart, arrivées la veille, étaient encore chargées sur wagons. Aux premiers coups de canon, le chef de gare s'était affolé et sans aucun avis, sans aucun ordre, avait fait filer tout le convoi sur Mézières (1).

Ces lieux, désastreux pour y combattre, ne seraient même pas bons pour y vivre. La grande urgence était de partir. Une fois hors d'atteinte, on se pourvoirait, à tous risques, de ce qui manquait. Cependant Mac-Mahon se persuadait que le gros cours d'eau de la Meuse le protégerait et, reposé dans cet espoir, se croyait maître des heures. Mais voici l'un des plus grands mécomptes de ces journées fameuses : par un incroyable mélange d'incurie et de fatalité, les ponts resteraient intacts par où l'ennemi viendrait jusqu'à nous.

Pour intercepter toutes les routes de l'est, les Allemands, après avoir franchi la Meuse sur les ponts, déjà conquis, de Mouzon et de Remilly, devaient passer la Chiers sur le pont

(1) *Enquête parlementaire.* — Déposition Mac-Mahon, p. 37.

de Douzy : or les divisions Wolff et Lhériller, dirigées le matin, par ordre de Mac-Mahon, de Douzy sur Sedan, avaient négligé, avant de partir, de faire sauter le pont. Donc l'adversaire, trouvant la route libre, s'élèverait sans obstacle vers Francheval, vers Villers-Cernay. — Pour nous fermer toute issue vers le sud-est, les Bavarois devraient occuper le pont de Bazeilles : on vient de dire comment ils en avaient prévenu la destruction. En cet après-midi du 31 août, ils le tenaient sous leur canon, prêts à s'en servir à l'heure de la grande offensive. — Enfin pour nous couper de la route de Mézières et maîtriser tous nos mouvements vers l'ouest, les soldats du Prince royal devaient franchir le pont de Donchery. Mac-Mahon avait, comme on l'a rapporté, prescrit qu'on le fît sauter. Un train venait de partir de Sedan avec les sapeurs, les poudres, les outils. Ici se montra bien ce trouble agité où se perdait tout sang-froid. Près de la station de Donchery les sapeurs descendirent. Aussitôt le convoi, sans rien attendre, repartit à toute vitesse vers Mézières, emportant la poudre, les accessoires, les ustensiles; en un mot tout ce qui permettrait l'opération.

D'heure en heure l'ennemi gagnait sur nous. Tandis que les Bavarois du Ier corps étaient à Remilly et en face de Bazeilles, ceux du IIe corps atteignaient Raucourt. A droite, la Garde, achevant sa longue étape, remontait vers le nord. A gauche, l'avant-garde du XIe corps descendait des hauteurs qui dominent Fresnois et arrivait en face de Donchery. Avec une joyeuse surprise, on constata que le pont était intact; on en établit un autre non loin de là, près d'une auberge qu'on appelait l'auberge de Condé; puis on se hâta de mettre la voie ferrée hors de service. Tout à l'extrême gauche, la division wurtembergeoise, dépassant Boutancourt, échangeait, près de Flize, des coups de feu avec quelques détachements sortis de Mézières. Derrière le XIe corps, le Ve corps, prolongeant sa marche, arrêtait son avant-garde à Chéhéry. Seul le VIe corps demeurait fort au sud et s'étendait encore entre Attigny et Semuy.

Tout éperdus les paysans fuyaient : les plus avisés se déro-

baient vers l'ouest, dans la direction de Mézières; d'autres refluaient vers Sedan, croyant encore à la vertu des antiques murailles. Moins confiants dans leur forteresse, les bourgeois de la ville cherchaient en assez grand nombre un asile en Belgique. Cependant d'inquiétants messages arrivaient aux chefs de corps ou parvenaient jusqu'au quartier général. Le plus précis émanait d'un ancien militaire, habitant d'une des communes voisines : il annonçait que les Allemands se préparaient à passer la Meuse à Donchery; il y avait là, disait-il, toute une armée (1).

A cinq heures et demie du soir, autour du maréchal, une sorte de conseil se tint. L'emplacement du 7ᵉ corps étant trop étendu pour son effectif, il fut décidé qu'une des brigades du 5ᵉ corps, la brigade de Maussion, serait mise le lendemain à la disposition du général Douay. L'ordre fut donné aussi de faire immédiatement sauter le pont de Bazeilles; mais déjà la présence des Bavarois rendait malaisée l'exécution. Pourtant il paraissait que l'ensemble des conjonctures eût exigé d'autres résolutions. La marche des Prussiens, leur arrivée à Donchery, leur intention d'y passer la Meuse, tout dénonçait l'enveloppement. L'occupation des hauteurs au nord et au sud de Saint-Menges, c'est-à-dire du *Parc-Labrosse* et du *Champ-de-la-Grange*, eût seule atténué le péril en nous permettant de dominer le défilé de la Falizette et, par suite, de tenir la route de Mézières par Vrigne-au-Bois. Rien de pareil ne fut prescrit par le maréchal. A la manière des esprits irrésolus, il perdait les heures, comme s'il eût espéré que le hasard déciderait pour lui. Dans l'après-midi, on l'avait vu inspecter les fortifications de Sedan, plus en commandant de place qui veille aux détails qu'en chef sur qui reposent les responsabilités de la grande guerre. Plus tard, Mac-Mahon devait, avec une sincérité un peu ingénue, confesser lui-même ses perplexités. Parlant de la soirée du 31 août, il laisserait échapper cet aveu : « Je ne savais pas encore à ce moment

(1) BIBESCO, *Belfort, Reims, Sedan*, p. 127. — Voir aussi général DE WIMPFFEN, *Sedan*, p. 145.

de quel côté j'effectuerais le lendemain ma retraite. » (1)

Le jour baissait. Dans les camps, une proclamation fut lue, qui émanait de l'Empereur. Mieux eût valu le silence. Aucune flamme, ni même aucun de ces pompeux artifices sous lesquels Napoléon avait caché jusque-là le vide de ses desseins. Le ton était celui d'une plainte effarée, et les encouragements mêmes étaient si mélancoliques qu'ils achevaient de consterner. Les soldats ne prirent pas cure de toute cette harangue. Leur grand souci était de rassembler quelques vivres et surtout d'assurer leur sommeil. Aux premières ombres du soir, ils se blottirent sous leurs tentes, à peu près aux lieux où ils s'étaient arrêtés le matin. — Le 12ᵉ corps avait l'une de ses divisions, celle de l'infanterie de marine, répartie entre Bazeilles et Balan; les deux autres, moins une brigade, s'échelonnaient sur les coteaux qui s'étendaient au-dessus de la Moncelle. — Au Vieux-Camp et sur les pentes qui dominaient la ville et le fond de Givonne s'était établi le gros du 5ᵉ corps. — Le 7ᵉ tenait le plateau au nord de Sedan, mais non jusqu'aux positions avancées qu'il eût été essentiel de saisir : la division Liébert était au-dessus de Floing, la division Dumont en avant du bois de la Garenne; la division Conseil-Dumesnil, assez maltraitée la veille, demeurait en réserve. Comme on le voit, le *Calvaire* n'était point occupé et point davantage le *Champ-de-la-Grange*. — Le 1ᵉʳ corps, qui ne se compléta que fort tard, campa sur les collines qui surplombaient la Givonne, c'est-à-dire au-dessus de Givonne, d'Haybes, de Daigny, et, près de ce dernier village, se relia au 12ᵉ corps. — Les cuirassiers du général Bonnemains se trouvaient près de Floing, les chasseurs du général Margueritte près d'Illy. — Ainsi répartie, l'armée faisait face au sud-est avec Lebrun, à l'est avec Ducrot, à l'ouest avec Douay. La position n'était solide qu'en apparence. En partie on occupait des hauteurs, mais commandées par d'autres hauteurs plus élevées. On faisait face de tous côtés, sauf du côté de la frontière belge; mais en réalité on ne serait en forces nulle part. Le plus grand péril résultait de ce que déjà

(1) *Enquête parlementaire.* — Déposition Mac-Mahon, p. 38.

l'ennemi avait pénétré nos faiblesses : pelotonnés autour de Sedan, nous occupions le centre d'une circonférence; et de cette circonférence les Allemands s'apprêtaient à garnir tout le cercle.

Déjà ils nous touchaient presque. Au sud les Bavarois tenaient le pont du chemin de fer. A l'ouest, les pontonniers du XI[e] corps, maîtres de Donchery, achevaient, aux dernières lueurs du jour, de perfectionner les moyens de passage qui, s'ajoutant au pont de pierre, permettraient de s'élever sur la rive droite de la Meuse. A l'est, la Garde, laissant fort en arrière les Saxons, jetait ses avant-postes jusqu'aux lisières de la forêt des Ardennes : le lendemain, elle se rabattrait vers la haute Givonne, consommant ainsi l'enveloppement. Cependant bien loin, tout au nord, toute une traînée de lumières perçait l'ombre des bois : c'était le cordon des troupes belges qui s'échelonnaient le long de la frontière : elles remplissaient leur devoir de neutres, avec un empressement aiguisé par la crainte; car cette lutte si proche entre deux voisins si puissants ne laissait pas que de les émouvoir; et là-bas on tremblait pour la petite patrie.

Même, en cette ferme espérance de victoire, une appréhension agitait M. de Moltke : il redoutait que la nuit qui commençait ne masquât notre retraite vers l'ouest. Avec anxiété, il mesurait les dernières heures où nous pourrions nous dérober. A sept heures quarante-cinq minutes du soir, en une dépêche au général de Blumenthal, chef d'état-major de la III[e] armée, il faisait allusion à un mouvement rétrograde que favoriseraient les ténèbres : « Peut-être, ajoutait-il, risquet-on de voir échapper un résultat décisif (1). » Pour s'assurer contre tout amoindrissement du succès, le Prince royal envoya aux Wurtembergeois, aux Prussiens du XI[e] corps, l'ordre de hâter leur départ : ils quitteraient leurs campements, les uns à deux heures et demie, les autres à trois heures du matin. Après avoir provoqué ces mesures, Moltke attendit à son quartier général de Vendresse, résolu à ne se montrer tout à fait rassuré,

(1) *Correspondance militaire de M. de Moltke*, t. I[er], p. 339-340.

tout à fait satisfait, que si l'aube du lendemain lui montrait ses ennemis immobiles sur leurs positions.

Dieu ne permettrait pas que nous missions à profit ce moment suprême. Avec la nuit, toutes les rumeurs moururent, et dans l'obscurité mal percée par nos feux de bivouacs l'œil ne distingua plus qu'une infinité de petites tentes où les soldats dormaient, d'un sommeil qui pour beaucoup ne précéderait guère le grand repos. Seules, les hauteurs au-dessus de la Givonne s'animaient de bruits qui se prolongèrent longtemps. Là campait le 1er corps, qui ne vit arriver que vers dix heures du soir les derniers détachements des divisions Pellé et Lartigue. Les hommes s'affaissèrent exténués de fatigue, exténués de faim aussi; car dans quelques régiments, notamment ceux de la division de Lartigue, les distributions de vivres avaient manqué (1). Cependant la crainte, une crainte obsédante, tenait éveillés plusieurs de ceux qui auraient leur part dans les responsabilités prochaines. Les plus soucieux étaient Douay et surtout Ducrot. Douay s'effrayait du vaste plateau qu'il avait à défendre et contemplait avec terreur les positions avancées qu'il ne pourrait couvrir. Vers dix heures, comme le général du génie Doutrelaine lui communiquait ses appréhensions : « Je crois, lui répliqua-t-il, que nous sommes perdus. Il ne nous reste plus qu'à faire de notre mieux avant de succomber. » Plus alarmé encore était Ducrot, et avec moins d'abandon passif à la destinée. Dès le matin, il s'était arrêté au plan de la retraite sur Mézières et en avait de lui-même amorcé l'exécution; puis contraint par les ordres positifs du maréchal de se rabattre sur la Givonne, il n'avait obéi que la mort dans l'âme. Plus tard, il avait envoyé à Mac-Mahon son chef d'état-major, le colonel Robert, et s'était désespéré de ne recevoir que des instructions banales, écourtées, impuissantes à le guider. Longtemps dans la nuit, on le vit courbé sur ses cartes, interrompant son examen par des éclats de colère, exprimant ses terreurs avec une crudité toute soldatesque, et repoussant rudement tous ceux qui lui

(1) *Journal des marches du 1er corps d'armée*, par le commandant Corbin.

parlaient de succès ou de victoire. Enfin, la lassitude étant plus forte que l'angoisse, il s'allongea près d'un feu de bivouac, au milieu des zouaves de son ancienne division. C'est là qu'il attendit le lever du jour où le sort de la France se déciderait.

V

De tous les corps, le 12e était le plus rapproché de l'ennemi. Bien que la nuit fût calme, Lebrun était anxieux. Il l'était par le voisinage de l'adversaire. En outre, il sentait que la Meuse n'était point un obstacle, le pont du chemin de fer demeurant intact. Il avait prescrit que le repos se prolongeât jusqu'à cinq heures. A quatre heures, n'y tenant plus et craignant une surprise, il alla à un clairon et lui ordonna de sonner le réveil. La sonnerie se répéta de régiment en régiment. Du village de Bazeilles jusqu'aux coteaux qui dominent la basse Givonne, en un instant les soldats furent debout. Aucune lueur ne perçait encore les ténèbres. Sur les prairies flottaient de blanches vapeurs, presque opaques, qui s'accrochaient aux saules ou aux peupliers et rampaient jusqu'à la base des collines. Les hommes se secouèrent, tout courbaturés, comme il arrive après le repos qui suit une longue fatigue. Ils s'appelaient dans l'obscurité, et battaient la semelle pour se réchauffer. Soudain, à l'extrémité sud-est de Bazeilles et du côté des prés qui s'allongent vers la Meuse, une vive fusillade déchira l'air. C'étaient les Bavarois qui attaquaient.

Dans le plan général d'enveloppement, il importait qu'une diversion occupât les Français au sud de leur ligne. Pendant qu'une notable partie de leurs forces serait immobilisée de la sorte, les deux grandes fractions de l'armée allemande, s'étendant à la fois à l'est et à l'ouest, barreraient toutes les routes;

puis, se rejoignant tout au nord, fermeraient la boucle et interdiraient le territoire belge lui-même. C'était aux Bavarois du Ier corps qu'avait été réservée la tâche de nous retenir. Dès trois heures du matin, leur commandant en chef, le général Von der Tann, avait dirigé deux colonnes vers la Meuse. La première, composée d'une portion de la 1re brigade, avait franchi la rivière sur un pont de bateaux construit à Aillicourt; la seconde, formée de trois bataillons empruntés à la 2e brigade et commandée par le major de Sauer, avait utilisé le pont viaduc du chemin de fer. Des deux colonnes, la seconde était celle qui avait le moins de chemin à parcourir. Silencieusement elle avait longé le remblai du chemin de fer, puis s'était glissée dans les prés. Ceux-ci n'offraient presque point d'abris, mais l'obscurité couvrait la marche. A quatre heures et demie, la première ligne atteignait les abords de Bazeilles. C'est à ce moment qu'avaient retenti les coups de feu qui venaient de donner le signal du combat.

Von der Tann espérait un succès facile. Mais il trouverait un double obstacle dans la nature des lieux, dans la solidité des troupes.

Bazeilles, où les Bavarois accumuleraient ce jour-là tant de ruines et laisseraient eux-mêmes tant de morts, était un gros village très propre à la défense. Ses rues étroites, remplacées aujourd'hui par des voies plus larges, seraient pleines de pièges pour quiconque s'y aventurerait. Elles aboutissaient presque toutes à la chaussée de Sedan à Carignan, qui traversait le village du nord-ouest au sud-est et était bordée de maisons solides, aisées à transformer en forteresses. Au nord-est du bourg, le grand parc du château de Monvillers offrirait à profusion les massifs, les buissons, les bouquets d'arbres, abris précieux pour les tirailleurs. Près de l'endroit où le chemin de Daigny s'embranchait sur la chaussée (1), se remarquaient plusieurs constructions massives d'où l'on pourrait contenir et repousser les assaillants. Juste au point d'intersection, une villa, entourée d'un grand jardin, com-

(1) Voir à l'appendice la carte n° 6.

mandait les deux routes. On l'appelait la villa Beurmann.

Les défenseurs étaient résolus plus encore que les lieux n'étaient propices. C'étaient les vaillants soldats de l'infanterie de marine. La veille, à travers les prés, ils avaient rejeté les Bavarois jusqu'au pont. Puis le soir, en prévision d'une attaque, ils avaient barricadé plusieurs rues et crénelé, aux abords du bourg, les murs de clôture. A Bazeilles même était la brigade Martin des Pallières; de Balan allait accourir la brigade Reboul. Aux soldats se joindraient plus tard de courageux habitants, prêts à tout risquer pour leurs foyers.

On se battit d'abord dans l'obscurité et comme à tâtons, les assaillants cherchant leur chemin. Bientôt l'horizon se raya des premières blancheurs, et les clartés, perçant un peu la brume, rendirent les coups moins incertains. De proche en proche, les Bavarois parvinrent à s'élever jusqu'au nord du village. Quand ils voulurent aborder la villa Beurmann, un feu terrible les arrêta net. Tous les officiers furent mis hors de combat. Une attaque tentée par les jardins n'aboutit qu'à de grandes pertes. Les maisons qu'on avait dépassées et qu'on croyait conquises se garnirent de nos fantassins. L'énergie de la résistance, les lieux inconnus, le jour encore douteux, tout déconcertait les ennemis. Leurs chasseurs, leurs fusiliers, s'agitant pêle-mêle, échappaient à toute direction d'ensemble et, loin qu'on pût progresser, on avait peine à ne pas perdre le terrain gagné.

Cependant la 1re brigade avait achevé son passage par le pont de bateaux d'Aillicourt. Un bataillon se porte sur la gare de Bazeilles; puis le gros de la brigade se dirige vers le village : les uns remontent vers le parc de Monvillers dans l'espoir de déborder les Français; les autres s'engagent dans les rues. Mais déjà les premiers envahisseurs, ceux qui ont passé par le pont viaduc, sont à bout de résistance. A l'ouest du bourg, un des détachements du major de Sauer, bloqué dans une des maisons les plus avancées, est contraint de mettre bas les armes. Plusieurs compagnies, accentuant leur recul, abandonnent le village et vont se reformer derrière la levée du chemin de fer; d'autres se défendent péniblement dans la grande

rue, s'abritent sous deux grandes constructions en pierre, et essaient de s'y retrancher.

Les Bavarois, venus d'Aillicourt, étaient arrivés avec l'espoir de compléter un succès. Tout au plus réussiraient-ils à balancer les chances. Sur la place du Marché, aux abords de l'église, se livrent une série d'engagements indécis et sanglants. C'est autour de la villa Beurmann que le combat se prolonge avec la plus grande intensité. Dans la population de Bazeilles, les hommes, les femmes même, subissant la contagion de la lutte, commencent à se mêler aux soldats. Des renforts arrivent aux Allemands : les Bavarois de la IIe division sont appelés de Remilly ; au sud-est, les avant-gardes saxonnes s'avancent vers la Moncelle. De son côté, le général Lebrun sollicite l'aide du 1er corps, et l'une des brigades, la brigade Carteret-Trécourt, se hâte vers Balan. Le soleil achevait de dissiper les brumes de la Meuse, et une journée radieuse s'annonçait. Cette lumière grandissante nous serait elle-même funeste. Jusque-là l'épais brouillard avait paralysé la redoutable artillerie allemande. Voici que des coteaux qui dominent le Pont-Maugis et Aillicourt, les batteries bavaroises lancent leurs obus. Dans le même temps, une batterie saxonne s'établit sur la rive gauche de la Givonne, et se met à battre le parc de Monvillers, la Moncelle, les hauteurs au-dessus de Daigny.

Qui eût dit que cette mêlée déjà si chaude n'était qu'action secondaire? Et pourtant ailleurs serait la vraie bataille, celle qui déciderait tout. Elle n'était pas encore commencée. Sur les coteaux au nord de la ville, nos bataillons, tenus en éveil par les éclats du canon, demeuraient l'arme au pied, ne recevant encore et ne portant aucun coup. Seulement, des hauteurs on eût pu discerner, à l'est, à l'ouest, les longues lignes noires des régiments ennemis. Tous marchaient en une hâte méthodique : marcher, n'était-ce pas remporter déjà la moitié du succès? A l'est, la Garde, devançant de beaucoup les Saxons, avait, avec ses premières colonnes, dépassé Pouru-au-Bois et Francheval ; à l'ouest, les Wurtembergeois franchissaient la Meuse à Dom-le-Mesnil, les Prussiens des XIe et V^e^ corps à Donchery. Cependant le Roi, ayant quitté son quar-

tier général de Vendresse, venait de s'installer sur le *coteau de la Marfée* tandis que le Prince royal s'établissait sur un mamelon voisin, appelé le mamelon de la *Croix-Piot*. De là le monarque pourrait, sinon du côté de l'est, au moins du côté de l'ouest, suivre tous les progrès de la manœuvre enveloppante. De là, comme d'un observatoire, lui apparaîtraient Sedan, le plateau de l'Algérie, Floing, les hauteurs d'Illy, les collines de Saint-Menges, la boucle de la Meuse; en un mot, tout le champ de bataille qui le soir serait à lui.

Déjà à cette heure un événement grave avait inauguré pour nous les malheurs de la journée.

A cinq heures, Mac-Mahon avait reçu de Lebrun l'avis qu'il était violemment attaqué. « Ce qui se passe à Bazeilles est le commencement d'une grande bataille », mandait le commandant du 12e corps. Le maréchal était parti aussitôt par la route de Douzy. A Bazeilles, la vue de la division Vassoigne l'avait réconforté. Vaillante était l'infanterie de marine, et en bonne posture le combat. Mac-Mahon tourna vers la Moncelle. Il voulait voir Lebrun qu'on disait de ce côté, puis remonter vers le nord et aller trouver Ducrot. Chemin faisant, il atteignit, juste au-dessus de la Givonne et en face de la Moncelle, un point élevé qui lui parut favorable pour l'examen des positions ennemies. Comme de sa lunette il fouillait le terrain environnant, soudain on le vit chanceler. Un éclat d'obus venait de l'atteindre à la partie supérieure de la cuisse. Il tomba de cheval, et pendant un instant perdit connaissance. La blessure, sans être très grave, entraînerait un empêchement absolu de commander. Le maréchal fut ramené à Sedan. Il était alors six heures et quart du matin.

VI

A la sous-préfecture de Sedan, où l'Empereur était descendu, on avait entendu la canonnade de Bazeilles. Le sou-

verain achevait de s'habiller quand un officier d'ordonnance, le capitaine d'Harcourt, arrivant du champ de bataille, annonça la blessure du maréchal. A cette nouvelle. Napoléon pâlit, et sous l'étreinte de l'émotion deux grosses larmes jaillirent de ses yeux (1). Ses chevaux étaient prêts ; en grande hâte il partit et, suivant la route qu'avait naguère suivie Mac-Mahon, s'achemina vers Bazeilles par la chaussée de Douzy.

Le cortège avait gardé un reste de splendeur; mais le monarque qu'environnaient les vestiges des anciennes pompes ne représentait plus rien. Il n'était plus qu'un soldat, un soldat courageux, mais trop vieux pour servir et dont la mort ne voudrait pas. En cette transmission de l'autorité se marquerait bien son entier effacement. Nul ne songerait à consulter le Prince, et le Prince lui-même affirmerait par son silence son abdication. Qui commanderait? Mac-Mahon blessé avait déjà pourvu à son successeur, et choisissant non le plus ancien, mais celui qu'il jugeait le plus digne, avait désigné Ducrot pour le remplacer.

On connaît déjà celui sur qui venait se poser le terrible honneur. Absolu, brusque, passionné, Ducrot était d'esprit trop entier pour saisir toujours la vraie mesure des choses, et cette disposition fougueuse et emportée le garderait mal contre les vues systématiques ou les erreurs. En revanche il rassemblait en lui quelques-unes des qualités maîtresses qui font les vrais chefs, c'est-à-dire le savoir, le don d'initiative, le dévouement absolu à la patrie. Dans la foule des généraux, ou courtisans, ou découragés, ou affolés sous la terreur des responsabilités, il se dégageait avec un vif et fier relief, et si parfois il était aisé de le contredire, il était impossible de ne pas le remarquer. Il avait l'énergie qui sait vouloir, la fermeté d'âme qui répond de ses actes. En un mot, c'était un homme, en un temps et en une armée où les hommes n'abondaient pas.

Dans la mollesse universelle des desseins, cet homme (et là résidait sa véritable originalité) avait un plan bien net. Ce

(1) Récit de M. le capitaine d'Harcourt (*Heures d'histoire*, par M. le vicomte Melchior de Vogüé, p. 254-255).

plan consistait à ramener au plus vite l'armée vers l'ouest. Par Illy, par Saint-Menges, on en dirigerait le gros vers Mézières et peut-être quelques fractions vers Rocroi. Le général calculait que les troupes en retraite seraient solidement flanquées sur leur gauche par le gros cours d'eau de la Meuse. Au nord de la rivière une belle route existait qui, par Saint-Menges et Vrigne-au-Bois, gagnait Mézières en suivant les hauteurs. Sur cette route s'embranchaient, au delà de Vrigne-au-Bois, plusieurs voies vicinales qui permettraient d'atteindre Charleville et, plus au nord, Nouzon. En outre, à travers les bois, couraient quelques sentiers praticables aux piétons; peut-être même, en été, aux voitures légères. Sur un seul point du parcours, l'espace très resserré rendrait le cheminement fort dangereux : c'était à l'extrémité septentrionale de la boucle de la Meuse. En cet endroit les collines rocheuses et boisées de la Falizette dévalaient en pente rapide jusqu'au fleuve et ne laissaient à la route qu'un étroit passage (1). Là était la zone périlleuse que Ducrot tour à tour appelait les *Thermopyles* ou le *Cap des tempêtes*. Si, par activité de marche ou bonheur, on parvenait à doubler la boucle, à devancer l'ennemi au redoutable défilé, la vallée plus élargie permettrait, au delà, le déploiement de l'armée. Une fois à Mézières, on serait presque sauvé; car on y retrouverait le corps de Vinoy, on y retrouverait des approvisionnements. Encore une étape, deux au plus, et on serait tout à fait à l'abri, car on approcherait du réseau que formaient les places fortes du nord.

Cette marche, Ducrot eût voulu, comme on l'a dit, la commencer la veille. Le 1er septembre, au petit jour, il s'était levé, moins effrayé du canon qu'il entendait au sud que du profond silence qui régnait ailleurs. Le vrai péril n'était pas aux lieux où la bataille s'engageait, mais à l'est, mais à l'ouest, là-bas où le grand soin était d'assourdir tout bruit de marche, là-bas où la Garde d'un côté, le XIe et le Ve corps de l'autre, s'avançant traîtreusement et, comme sur la pointe des pieds, poursuivaient la manœuvre méthodique et régulière qui nous cerne-

(1) Voir à l'appendice la carte n° 6.

rait. Le général était occupé à faire construire au-dessus de Givonne quelques épaulements pour protéger l'artillerie, quand il vit venir à lui le commandant Riff, puis le général Faure. L'un et l'autre lui annoncèrent que le maréchal était blessé, qu'il était commandant en chef. A ces mots, Ducrot ne retint point un geste accablé. Mais, en vrai soldat, il ne s'attarda point aux plaintes : « Il n'y a pas, dit-il, un moment à perdre; il faut reprendre notre plan d'hier. »

Un peu de temps s'était consumé en allées et venues; car le premier officier envoyé au quartier général du 1er corps avait été blessé. Il était sept heures du matin. Les instructions suivirent aussitôt. Comme le général les dictait, une certaine réprobation se peignit sur les visages : « La retraite, quand on disposait de plus de 100,000 hommes, c'était la honte. » Ainsi chuchotaient les officiers de l'état-major. L'un des aides de camp, le plus ancien par le grade, se hasarda à exprimer la pensée commune. Ducrot était rude, ont dit ceux qui l'ont le mieux connu. Brutalement il imposa le silence; puis se radoucissant et avec une nuance attristée : « La retraite, voyez-vous, c'est le seul moyen de salut. » L'ordre fut donné de faire filer aussitôt les voitures, les bagages; en outre, les commandants de corps furent prévenus que l'armée se concentrait sur le plateau d'Illy (1). Cependant Ducrot craignait des objections de la part de Lebrun qui, à cette heure, était en plein combat, en plein espoir de vaincre. Rapidement il se porta vers lui. « Les Bavarois fléchissent, observa Lebrun, nous avons l'avantage; tout recul découragera nos soldats. » Puis le commandant du 12e corps invoqua, non sans quelque raison, l'éloignement où il était du défilé de la Falizette, l'embarras de remonter les hauteurs, de traverser le bois de la Garenne. « On nous amuse à Bazeilles, interrompit impétueusement Ducrot. L'ennemi est en train de nous envelopper. La vraie bataille sera bientôt derrière nous. » Sur ces objurgations véhémentes, Lebrun n'insista plus.

La retraite sur Mézières, praticable le 31 août, l'était-elle

(1) DUCROT, *la Journée de Sedan*, p. 21.

encore au matin du 1er septembre ? Tant qu'il y aura des professeurs d'art militaire, la question ne cessera d'être débattue (1). Le vrai, c'est que, depuis la veille, chaque instant avait diminué nos chances. La fatale incurie qui avait conservé le pont de Donchéry avait facilité pour les Prussiens le passage de la Meuse. Dès la pointe du jour, ils avaient commencé à porter leurs régiments sur la rive droite. Deux heures encore, et les têtes de colonnes inclineraient vers Saint-Albert, puis s'élèveraient vers Saint-Menges, et bientôt fermeraient les dernières issues. Si empirée que fût notre condition, une ombre d'espoir restait. Que l'ennemi s'attardât un peu dans le contour de la Meuse ; que les nôtres, surexcités par l'instinct du salut, redoublassent d'activité, et peut-être pourrions-nous devancer l'adversaire au défilé de la Falizette. Au delà, les horizons plus vastes permettraient une marche plus assurée. Si, comme il était vraisemblable, ce grand bonheur nous échappait ; si, au débouché du défilé, nous nous heurtions aux masses allemandes ; si, chemin faisant, nous étions attaqués, ou même coupés de la route, du moins nous n'aurions devant nous ni le IVe corps demeuré au sud-est, ni les Bavarois fixés au sud, ni les Saxons occupés sur la basse Givonne, mais seulement le XIe corps grossi presque aussitôt du Ve, et un peu plus tard de la division wurtembergeoise. Selon toute apparence, toute l'armée ne se sauverait pas ; mais, selon toute apparence aussi, d'importantes fractions se déroberaient. Or, en ces précaires conjonctures où nous recherchions non le succès mais le moindre malheur, ce triste avantage ne serait lui-même ni sans prix ni sans gloire. Les Prussiens, dans leurs relations officielles écrites après coup, ont nié que la réussite, même partielle, fût possible. Sur l'heure, ils ont été beaucoup moins péremptoires. En un de ces entretiens que les vainqueurs et les vaincus ont souvent ensemble et où ils discutent les chances comme les joueurs discutent les coups, le général de Blumenthal, chef d'état-

(1) Voir en particulier le général Canonge, *le Dernier Mot sur Sedan* (*Correspondant*, 25 septembre et 10 octobre 1903).



major du Prince royal, disait à Ducrot peu après la défaite : « Au début de la journée, j'étais très inquiet; je redoutais un effort désespéré du côté du nord. » Et détaillant l'ensemble de ses forces composées surtout d'artillerie, il les jugeait insuffisantes pour que la victoire fût entière ou certaine.

J'ai hâte d'échapper à l'histoire conjecturale, ayant assez à faire pour dire l'histoire vécue. En exécution des ordres de Ducrot, le 12ᵉ corps venait de commencer son mouvement rétrograde. Dans le 1ᵉʳ corps, les divisions Pellé et Lhériller étaient arrivées à la hauteur du bois de la Garenne. A ce moment, un officier d'état-major survint, avec un billet de Wimpffen. Ce billet ne portait mention ni de l'heure où il avait été écrit, ni du lieu d'où il avait été expédié. Wimpffen annonçait qu'il détenait, de par l'autorité du ministre de la Guerre, une lettre de commandement de l'armée. Il ajoutait qu'il ne pouvait être question de retraite. La conclusion était que l'effort principal se portât vers Bazeilles et qu'on soutînt vigoureusement Lebrun.

Bouleversé, non de l'autorité ravie, mais de l'armée compromise, Ducrot se précipita à la recherche de Wimpffen et, étant parvenu à le rejoindre, l'interpella avec toute l'ardeur de sa patriotique passion. Tout ce qu'il avait dit une heure auparavant à Lebrun, il le répéta avec un surcroît de véhémence : « Je ne viens pas, dit-il à son successeur, vous disputer le commandement. Je vous obéirai. Mais écoutez-moi. Depuis deux mois, je suis en présence des Prussiens. Je les connais. Leur but est de nous envelopper. » A l'appui de ce langage, le général montra un billet qu'il venait de recevoir du maire de Villers-Cernay : celui-ci mandait que de fortes colonnes ennemies remontaient la rive gauche de la Givonne. « Le mouvement qui se poursuit à l'est, ajouta Ducrot, se poursuit pareillement à l'ouest, et tout se prépare pour nous fermer les issues. Au nom du salut de l'armée, je vous conjure de continuer la retraite. — Mais, répondit Wimpffen, pourquoi battre en retraite quand Lebrun a l'avantage? » Lebrun, qui était présent, approuva, déclara que rien ne

pressait, qu'il serait toujours temps de rétrograder (1). Ducrot se désolait de n'être point plus persuasif. Dépliant une carte sur l'arçon de sa selle, il montra, en la suivant du doigt, la grande courbe de la Meuse, indiqua l'unique point de passage, détailla à ses deux collègues les positions que ceux-ci connaissaient à peine. Wimpffen écoutait distraitement. L'espoir de vaincre du côté de Bazeilles engourdissait en lui toutes les prévoyances. « Ce qu'il nous faut, répétait-il, c'est une victoire. — Une victoire! répliqua Ducrot exaspéré; nous serons heureux si ce soir nous avons encore une ligne de retraite. » Sur ces mots il s'éloigna et, revenant au galop vers ses officiers, il leur jeta ces seuls mots : « Nous sommes perdus! »

VII

Il était neuf heures. Une fatalité singulière aggravait nos fautes. Pour la seconde fois depuis le lever du jour, le commandement changeait de main. Mac-Mahon, au moment où il cherchait à tâtons, à travers les desseins de l'ennemi, une lumière pour se conduire, avait été soustrait par sa blessure aux responsabilités de la journée. Ducrot qui avait un plan bien net — non le meilleur, car il n'y en avait plus de bon, mais le moins mauvais — n'avait saisi le commandement que pour le déposer. Voici que Wimpffen, devenu chef suprême, était appelé à sauver ce qu'on pourrait sauver encore.

Avait-il un dessein? Ni l'intelligence ni la bravoure ne lui manquaient. Mais, arrivé l'avant-veille, il ne connaissait ni l'ennemi, ni ses troupes, ni le champ de bataille. Cependant les derniers entretiens de Palikao avaient gravé dans son esprit leur empreinte. En retard sur les événements, ignorant de nos détresses, systématique comme les passionnés, le mi-

(1) Ducrot, *la Journée de Sedan*, p. 30.

nistre de la Guerre persistait à pousser vers Metz l'armée de Châlons. Or la route de Metz était la route de Carignan et, en s'éloignant de Sedan par le chemin de Carignan, Bazeilles était comme le premier échelon. A la nouvelle de la blessure du maréchal, Wimpffen d'abord s'était laissé oublier. Dans l'entrefaite, l'opiniâtre résistance du 12e corps, engagé contre les Bavarois, avait provoqué un retour d'espoir. Le général était d'imagination vive et par-dessus tout d'humeur présomptueuse. Ce qui était répit dans le malheur lui apparut comme présage du succès final. Les Bavarois refoulés de Bazeilles, la route de Carignan serait libre; à Carignan, on toucherait à Montmédy; à Montmédy, on se rapprocherait de Metz. Ainsi pensa Wimpffen, tout imprégné, fût-ce à son insu, des vues de Palikao, et comme lui emporté par le rêve. C'est en cet état d'esprit qu'espérant la victoire il avait réclamé le commandement.

Il n'est pas d'avènement si triste qui n'ait son heure d'exaltation. Arrêtant aussitôt la retraite, Wimpffen prodigua les paroles réconfortantes : « Il nous faut une victoire », avait-il dit à Ducrot. A Douay il répéta le même propos. Vis-à-vis de Lebrun, qui était son ancien camarade et qu'il tutoyait, il se montra plus expansif encore. Le complimentant sur la résistance de son corps d'armée : « Tu auras, lui dit-il, les honneurs de la journée. » Puis il ajouta : « Je ne veux pas de retraite sur Mézières. Si l'armée doit opérer sa retraite, ce sera par Carignan (1). » Cependant l'Empereur, accompagné de son état-major, errait sur le champ de bataille. Wimpffen, l'ayant rencontré dans le *fond de Givonne,* s'appliqua à dissiper ses craintes : « Que Votre Majesté ne s'inquiète pas, lui dit-il; dans deux heures, j'aurai jeté l'ennemi dans la Meuse. » Ayant parlé de la sorte, il s'éloigna rapidement, sans entendre une voix railleuse et amère qui murmurait derrière lui : « Plaise à Dieu que nous n'y soyons pas jetés nous-mêmes! (2) »

(1) Lebrun, *Bazeilles, Sedan,* p. 112.
(2) Relation de la bataille de Sedan par le général Pajol (*Moniteur universel,* 22 juillet 1871).

Rien n'égalerait l'éclat des paroles si ce n'est l'inanité des actes. Si la retraite vers Mézières n'offrait que des chances bien précaires, le mouvement sur Carignan était pure chimère. Il eût fallu reprendre le chemin que, la veille, on avait quitté : pour rompre le cercle, on eût dû culbuter, non seulement les Bavarois, mais tous ceux qui seraient accourus, les Saxons, le IVe corps, la Garde; que si, par miracle, on eût échappé à l'étreinte, les marches suivantes eussent rapproché nos troupes exténuées, non de leurs places fortes, non de leurs magasins, non de leurs ressources, non des lieux où elles auraient pu se refaire, mais de nouvelles armées ennemies. Cette marche vers Carignan, Wimpffen la voulait-il vraiment? A lire le mémoire justificatif qu'il publia plus tard, il semble que sa pensée, fort malaisée à découvrir, ait hésité entre plusieurs desseins et que, tout en recueillant l'idée de Palikao, il ait caressé l'espoir, plus chimérique que tout le reste, d'assurer d'abord l'entière victoire.

Cette victoire, pronostiquée et promise, aucun effort d'ensemble ne serait tenté pour la conquérir. Ayant revendiqué le commandement, le nouveau général en chef se fixerait au milieu du 12e corps, comme si son regard n'eût pas été assez vaste pour embrasser tout le théâtre de l'action. Cependant la journée serait longue, et l'ennemi était pressant. La bataille allait se développer, acharnée quoique sans direction générale, mêlée d'épisodes sublimes et de découragements lamentables, conduite le plus souvent d'après l'inspiration des chefs secondaires ou d'après les progrès de l'ennemi. De plus en plus nous serions acculés dans une sorte de champ clos, et ce champ clos se resserrerait jusqu'à ce que l'étroit espace ne permît plus que de capituler ou de mourir. A l'heure où nous sommes, c'est-à-dire vers neuf heures, le combat s'étendait sur deux points principaux où il faut en suivre les péripéties. — Il se prolongeait vers Bazeilles et vers Balan, où jusque vers midi résisterait le 12e corps. — Il commençait sur le plateau d'Illy, où dans l'après-midi tout se consommerait.

VIII

Tandis qu'on emportait vers Sedan Mac-Mahon blessé, le combat dont on a dit les premières phases continuait à Bazeilles. Tenu en échec par l'infanterie de marine, le général Von der Tann avait appelé de Remilly sa seconde division. A sept heures, les premières colonnes, composées d'une partie de la 3e brigade, franchirent le pont de bateaux d'Aillicourt. Elles atteignirent la gare, remontèrent la Givonne et, par une brèche de la muraille, s'introduisirent dans le parc du château de Monvillers. En dépit d'un feu très violent, elles parvinrent à gagner du terrain vers le nord et demeurèrent maîtresses de l'enclos.

Le succès ne laissait pas que d'avoir son prix. De là, les Bavarois se relieraient aux Saxons qui, précisément à cette heure, descendaient des coteaux, occupaient la Moncelle, poussaient même quelques compagnies sur la route de Balan. Mais lorsque les soldats de Von der Tann, jaloux de compléter leurs avantages, voulurent se rabattre vers Bazeilles et concourir à l'attaque du village, les balles des tirailleurs français, bien postés à couvert, les arrêtèrent net. Dans le bourg, la lutte se prolongeait et, avec un surcroît d'acharnement. On se battait dans la grande rue, dans les rues voisines, et surtout aux abords de la villa Beurmann. Sur ce théâtre restreint de Bazeilles apparaissaient, avec un relief saisissant, les qualités des deux races. Tout ce que l'ennemi puisait d'avantages pour les luttes en grandes masses, dans l'excellence de son artillerie, dans son entente supérieure de la guerre, il le perdait dans cette suite d'engagements partiels où triomphaient la souplesse, l'esprit d'initiative des chefs secondaires, et surtout la bravoure. Stimulés par l'exemple, exaspérés par la violation de leurs foyers, les habitants se mêlent de plus en plus à la bataille; ils saisissent les fusils, les cartouchières

des morts; des toits, des fenêtres, des soupiraux, ils font feu sur l'ennemi. Cependant l'obstination de la lutte pousse à bout les Bavarois. Tout déconcertés de cette guerre de rues, fusillés de tous côtés, trébuchant au milieu des cadavres des leurs, ils commencent à ressentir ces bouillonnements de fureur qui bientôt se traduiront par d'inqualifiables barbaries. Avec une colère aveugle, presque bestiale, ils se butent contre les hommes, contre les obstacles aussi. C'est alors que s'allument les incendies. Ainsi s'exaspère le combat, à la fois indécis et opiniâtre, violent et sombre, plein d'épisodes héroïques et cruels, compliqué par le nombre des engagements, obscur par les chances diverses, malaisé à reconstituer par la confusion des souvenirs, par l'incertitude des heures, et surtout par la transformation des lieux; car de ce village presque rien ne resterait, et au milieu des choses renouvelées les survivants chercheraient en vain de quoi réveiller les images disparues.

Tout se retournant contre nous, il se trouverait que cette vaillante résistance serait elle-même funeste. Elle donnerait l'illusion du succès. Ce qui n'était que défense — défense admirable, mais enfin défense — paraîtrait, aux yeux des plus prévenus, gage de victoire. C'est alors que Wimpffen avait produit sa lettre de commandement.

Les ordres de Ducrot avaient à peine commencé de s'exécuter. Les troupes qui avaient remonté le plateau en descendirent. Le mot d'ordre fut de mener à fond l'offensive vers Bazeilles et, comme disait le nouveau général en chef, de jeter les Bavarois dans la Meuse.

A ce moment-là même (il était neuf heures environ), un effrayant accroissement des forces ennemies rompait à notre détriment l'égalité des chances. Le général Von der Tann venait d'apprendre que la 8e division (IVe corps prussien) arrivait à Remilly. Sûr d'être soutenu, il fait passer la Meuse à toutes les fractions de son corps, maintenues jusque-là sur la rive gauche. En deux colonnes, le reste de la 2e division franchit le fleuve; la réserve d'artillerie débouche des ponts de bateaux; en arrière, les Prussiens quittent eux-mêmes

Remilly. Posté à l'entrée de Bazeilles, du côté de Douzy, le général Von der Tann guette l'arrivée des renforts, assigne les emplacements. Quant aux Saxons, leur infanterie tient la Moncelle, tandis que leur artillerie forte d'abord de quatre, puis de sept, et enfin de dix batteries (1), s'échelonne sur les coteaux de la rive gauche de la Givonne et, faisant face à la fois au 1er et au 12e corps, balaie de ses obus les collines opposées.

Tout ce que peut faire une vaillante troupe pour balancer le nombre et conjurer la fortune, les Français le firent en ces lieux. L'infanterie de marine fut admirable. De son côté, la division Lacretelle, quoique formée de toutes jeunes troupes, déploya une solidité inattendue. Il y eut encore des alternatives de succès, et, par suite, des retours d'espoir. On vit les fantassins du général Lacretelle progresser contre la Moncelle, contre le parc de Monvillers. A Bazeilles, les soldats de l'infanterie de marine parvinrent à refouler l'adversaire jusqu'à la place du Marché. Mais, vers dix heures, les Bavarois du 1er corps sont tous en ligne. Les Saxons achèvent d'arriver et, bien que la majeure partie de leurs forces soit employée du côté d'Haybes et de Daigny contre notre 1er corps, ils détachent des fractions importantes vers la basse Givonne. Enfin l'avant-garde de la 8e division prussienne atteint la gare de Bazeilles, tandis que le reste est encore près des ponts de bateaux.

C'est alors qu'avec leurs forces accrues les Allemands décident un double mouvement offensif, l'un pour conquérir, sur la rive droite de la Givonne, les hauteurs qui dominent la Moncelle et Monvillers; l'autre pour réduire le village de Bazeilles.

Du côté des hauteurs, Saxons et Bavarois, ayant franchi la petite rivière, s'élèvent sur les pentes, et atteignent un groupe de maisons occupées dès le matin par leur avant-garde; puis ils font effort pour pousser au delà. Les Français, embusqués dans une dépression du terrain, leur infligent des pertes sen-

(1) *La Guerre franco-prussienne,* rédigée à la section historique de l'état-major prussien, t. II, p. 1104.

sibles, et beaucoup de leurs officiers sont tués ou blessés. Sur ces entrefaites, de nouvelles troupes surviennent et en particulier un bataillon prussien qui a passé la Givonne au nord du parc de Monvillers. L'objectif principal est ce point culminant des collines où, quelques heures auparavant, Mac-Mahon est tombé. Assez longtemps le combat se prolonge, non sans dommage cruel pour les assaillants. Enfin, vers onze heures, les Allemands couronnent toute la ligne des crêtes au nord de la Moncelle. Quelques compagnies s'aventurent même jusque dans Balan, mais sont ramenées en arrière par le feu de notre infanterie.

Pendant ce temps, le gros des Bavarois se frayait, à travers Bazeilles, un chemin sanglant. De ce côté, la fureur de l'attaque, la tenacité de la défense imprimaient aux choses un aspect tragique. Dans l'ordre régulier et savant des guerres prussiennes, le hasard venait d'introduire un épisode de guerre de rues, un de ces corps-à-corps que l'on croyait ne plus revoir. La lutte, commencée dans les ténèbres, continuée sous les brumes décroissantes, s'étalant maintenant en plein soleil, se prolongeait depuis près de six heures sans autre trêve que de courtes accalmies. Dans certains régiments français, le tiers des officiers était hors de combat (1). Parmi les Bavarois, le dommage n'était pas moindre, et avant la fin de la journée les pertes, rien que pour leur I[er] corps, dépasseraient 2,000 hommes (2). Plusieurs fois refoulé quand déjà il se croyait vainqueur, l'ennemi se résigne à progresser prudemment et en quelque sorte pas à pas. Les chasseurs bavarois, partant de la place du Marché, se glissent dans les enclos, rasent les murs, occupent une maison, puis une autre. Cependant, à l'angle de la rue de Daigny et de la chaussée, la villa Beurmann tient toujours. Déjà l'artillerie a été appelée pour vaincre l'insolente résistance. La villa est abordée de tous côtés, par les jardins, par le parc de Monvillers, par la grand'route. Elle est enfin évacuée, et cette con-

(1) Rapport du général Lebrun sur la bataille de Sedan.
(2) *La Guerre franco-allemande*, t. II, annexes, p. 301.

quête, si longtemps disputée, assure la possession du bourg.

Dans le village, la lutte semblait finie. Elle se prolongea pendant une heure encore par un épisode héroïque.

A l'extrémité occidentale de Bazeilles, à droite de la chaussée en se dirigeant vers Sedan, s'élevait une maison qu'on appelait alors, qu'on appelle encore aujourd'hui, la *maison Bourgerie*. Là s'étaient réfugiés une cinquantaine d'hommes avec trois officiers. Séparés de leurs compagnons, cernés par l'ennemi, mais d'un courage égal à l'épreuve, ils préparèrent toutes choses pour une défense qui n'aurait d'autre terme que l'épuisement de leurs munitions ou leur vie. Avec des tonneaux, des meubles, des planches, ils barricadèrent le rez-de-chaussée. Puis se retranchant dans les deux chambres de l'étage, ils bouchèrent les fenêtres avec des matelas et ne laissèrent subsister que d'étroites ouvertures qui se transformeraient en meurtrières. Comme les Bavarois s'approchent, un feu bien dirigé couvre le sol de morts et de blessés. Les ennemis se dispersent, puis reviennent en plus grand nombre et, rasant les murailles, cherchent à forcer l'entrée. Dès qu'ils se montrent à découvert, notre tir les décime. Le fusil à la main, les officiers donnent l'exemple : c'est le commandant Lambert, le capitaine Ortus, le lieutenant Aubert, noms que l'histoire doit garder, ne pouvant retenir les autres. Les balles allemandes déchiquètent les matelas, trouent les portes, les boiseries, les plafonds; ricochent, blessent, tuent. Le commandant Lambert atteint dirige encore la défense. Aucune attente de secours : en face, Bazeilles qui flambe; en arrière, nos régiments qui se replient. Ni la certitude de l'issue, ni l'extrémité du péril n'ébranlent cet héroïsme qui n'a pas besoin d'espoir. Dans les deux petites chambres gisent les morts, les blessés; on fouille les gibernes des uns et, quant aux autres, ils essaient de se relever pour tirer encore. Méthodiquement, les fusils s'abaissent, sans hâte, sans trouble, avec la même fermeté pour manier l'arme, la même sûreté pour viser. Un général ennemi est arrivé et, pour réduire la misérable maison, appelle l'artillerie. Cependant une crainte, une seule, émeut ces hommes intrépides.

celle de manquer de munitions. Ils ménagent les dernie coups comme des naufragés leur pain. Une cartouche rest Le capitaine Aubert tire. Moment suprême que la peinture essayé de saisir comme si elle eût voulu symboliser en cet scène la défaite glorifiée! Tout étant épuisé, on déchire u rideau blanc et, par l'une des ouvertures, on l'élève en sig de reddition. Le commandant Lambert descend, ouvr s'offre en holocauste. Un cri de mort l'accueille. Il allait su comber quand un officier bavarois, du nom de Lessignol s'interposant, épargna aux vaincus la vie et un crime à so pays.

Il était midi. Dans Bazeilles évacué s'établissait l'ennem Après la victoire la vengeance. Elle fut hideuse, et aucu explication n'a réussi à en pallier l'horreur. Ivres de sang de colère, tout étourdis de leurs pertes, en proie à ces hall cinations cruelles que l'excès de la peur engendre, les Bav rois achèvent la destruction commencée. Ils enduisent l murs de pétrole, font flamber de grands tas de paille; et au incendies qui ont eu pour excuse d'abréger la résistan s'ajoutent d'autres incendies allumés par passion de détruir De tout le village, vingt-trois maisons, situées un peu à l'écar resteraient seules intactes (1). Sur les ruines et au milieu d morts gisaient les blessés, si nombreux qu'ils défiaient l secours. On a dit les pertes bavaroises; celles de l'infanter de marine ont été évaluées à 2,600 hommes. Dans le silen sinistre retentissaient par intervalles les coups de feu. C n'était plus le bruit de la bataille, mais celui des exécution Ceux des habitants qui, en s'associant à la lutte, avaie commis le crime de défendre leurs foyers furent saisis, jug sommairement, fusillés sur place. Contrairement à toutes l lois de la guerre, trois officiers furent passés par les armes (2

Aucun secours ne pourrait suspendre ces fureurs ou l venger. Lassés du terrible engagement, fléchissant un pe sous la dépression qui suit tout effort intense, le 12e corp

(1) Lettre du maire de Bazeilles au général Lebrun (LEBRUN, *Bazeilles, Seda* p. 325.)

(2) Colonel ROUSSET, *Guerre de 1870*, t. II, p. 315, note.

s'était replié vers Balan. Il vint s'appuyer aux jardins et aux murs de clôture du village, tandis que certains régiments rétrogradaient jusqu'au Vieux-Camp. Une demi-heure plus tard, l'arrivée du IIe corps bavarois raviva le combat, et assez longtemps on lutta pour la possession du parc de Balan que les nôtres n'abandonnèrent qu'après la plus valeureuse résistance. Puis, sur cette partie du champ de bataille, la fusillade diminua peu à peu. Cependant au nord, dans la direction d'Illy, l'artillerie faisait rage, et ceux qui avaient participé aux anciennes guerres ne se souvenaient pas avoir jamais entendu pareille canonnade. C'est de ce côté qu'il faut porter les regards Là-bas se déciderait le sort de la journée.

IX

Au lever du jour, les Prussiens de la IIIe armée (Ve et XIe corps) avaient, comme on l'a dit, passé la Meuse à Donchery. Tout à l'ouest, les Wurtembergeois, destinés surtout à surveiller la direction de Mézières, avaient franchi le fleuve à Dom-le-Mesnil. A sept heures et demie, les premières colonnes du XIe corps atteignaient Montimont, Briancourt, Vrigne-au-Bois. Plus à gauche, celles du Ve corps touchaient à Vivier-au-Court (1). Avec les avant-gardes marchaient les commandants en chef : pour le Ve corps Kirchbach, remis de sa blessure de Wissembourg; pour le XIe de Gersdorff, qui avait remplacé le général de Bose, blessé à Frœschwiller. Aussi loin que l'œil pouvait s'étendre, aucune patrouille française; peu de renseignements, les habitants ayant presque tous fui. De l'adversaire on était séparé par le double ruban de la Meuse qui enserrait la presqu'île d'Iges dans ses replis. Comme la marche se poursuivait sans qu'on se heurtât à aucune force ennemie, on en conclut que l'armée de Mac-Mahon avait renoncé à

(1) Voir à l'appendice carte n° 6.

s'échapper par la route de Mézières. Selon toute apparence, elle demeurait fixée sur ses positions : que si elle avait cherché une voie de retraite, c'était sans doute du côté de Carignan. Cependant, de leur observatoire de la Marfée et de la Croix-Piot, le Roi et le Prince royal avaient pu voir, aux premières éclaircies de la brume, leurs colonnes défilant sur l'autre rive, au nord de Donchery. A huit heures et demie, l'ordre arriva au Ve et au XIe corps de continuer leur marche, de doubler la boucle de la Meuse, c'est-à-dire de consommer la manœuvre qui envelopperait l'armée française.

L'exécution exigerait une habileté prudente et hardie. La nature de la région, assez couverte en cet endroit, rendait les explorations difficiles, et il faudrait beaucoup de vigilance pour qu'aucune colonne ne s'égarât. C'est en doublant le sommet de la presqu'île qu'on courrait les plus grands risques. En cet endroit, la route, resserrée entre les escarpements des collines et la Meuse, s'allongeait dans l'étroit défilé de la Falizette, et le péril, très grand pour nous si nous avions voulu nous échapper par Mézières, ne laisserait pas que d'être très réel pour l'armée qui, s'acheminant en sens inverse, nous viendrait chercher. On peut même présumer sans témérité que le succès eût été impossible si nous eussions occupé avec notre artillerie le *Champ-de-la-Grange* et *le Parc-Labrosse*, c'est-à-dire les mamelons qui, au nord et au sud de Saint-Menges, dominaient le défilé.

En une marche si importante pour le résultat de la campagne, les commandants de corps s'appliquèrent à régler les ordres de détail qui préviendraient les retards ou amoindriraient les risques. Il fut décidé qu'au débouché de la Falizette le XIe corps se porterait directement sur Saint-Menges; quant au Ve, il inclinerait vers le nord et se dirigerait vers Fleigneux. En dépit de toutes les prescriptions, on ne put éviter ni l'encombrement, ni certaines erreurs de direction. Comme le gros des divisions ennemies était encore fort en arrière, on vit se renouveler l'invariable manœuvre prussienne. Les artilleurs, avec leurs pièces, doublèrent les colonnes; au grand trot ils accoururent, escortés de quelques escadrons de hussards : une

portion du 87ᵉ suivait. A neuf heures, trois batteries franchirent le défilé et, devançant hardiment l'avant-garde elle-même, vinrent s'établir sur les hauteurs au delà de la Falizette.

Avant l'aube, le canon de Bazeilles avait mis en alerte les soldats du 7ᵉ corps. Une brume épaisse ne permettait de rien voir. Les hommes, transis de brouillard, avaient cherché à allumer du feu, à faire le café; le bois, tout humide, ne pétillait pas. La division Liébert bivouaquait au-dessus de Floing; à sa droite campait la division Dumont; en arrière, la division Conseil-Dumesnil. Douay, par une prévoyante inspiration, avait, pendant la nuit, fait occuper par deux bataillons le *Parc-Labrosse;* il venait de les rappeler à lui, les jugeant trop aventurés. Du 5ᵉ corps, un renfort arriva, promis la veille par Mac-Mahon; c'était la brigade de Maussion. Du côté de Bazeilles, les grondements se prolongeaient, quoique un peu affaiblis par la distance. En revanche, vers l'ouest, régnait un silence paisible. Une reconnaissance de cavalerie fut envoyée en avant d'Illy, mais n'aperçut rien. Les heures s'écoulèrent, sans qu'aucun indice dénonçât l'ennemi. Il n'y avait d'émoi que dans les états-majors où l'on commentait la blessure de Mac-Mahon, les oscillations du commandement. Tout à coup nos patrouilles se heurtèrent près de Saint-Albert à la cavalerie prussienne : sur le *Parc-Labrosse,* que nous n'avions occupé que pour l'abandonner, on vit se hisser les canons; puis quelques compagnies d'infanterie, débouchant du défilé, s'élancèrent d'un côté vers Saint-Menges, de l'autre dans la direction de Floing. Bientôt les obus tombèrent dans nos rangs.

Notre artillerie répondit d'abord vigoureusement. Nos troupes, lassées de l'énervante attente, souhaitaient le combat, loin de le craindre. Peut-être, à ce début de l'engagement, une très prompte offensive eût-elle fort dérangé les plans de l'ennemi. Le gros du XIᵉ corps, venu de Montimont et de Briancourt, s'allongeait le long de la Meuse; l'une des brigades, celle du général de Schkopp, cherchait péniblement son chemin à la sortie de Vrigne-au-Bois : laissée fort en arrière, elle finirait par s'intercaler dans les colonnes du Vᵉ corps qui débouchait seulement de Vivier-au-Court. Sur le

terrain de l'action, les Prussiens n'avaient qu'un peu d'artillerie, un régiment d'infanterie, quatre escadrons de cavalerie. L'instant, le court instant, ne fut point saisi. Cependant la prévoyance de l'adversaire s'applique à abréger le moment critique. Le général de Gersdorff gravit les hauteurs, mesure le passager, mais inquiétant péril, qui naît de l'insuffisance des forces. Ce que ne peut encore l'infanterie, l'artillerie l'accomplira. Il prescrit à ses officiers d'aller au-devant des colonnes et de chercher les batteries. Celles-ci accélèrent l'allure, dépassent les fantassins et, au prix de grands efforts, couronnent les collines au nord de Floing. Successivement il en arrive sept. Nos mitrailleuses, bien postées à couvert, continuent vaillamment la lutte. Mais quatre nouvelles batteries débouchent de Saint-Albert, prennent position. et commencent à former la longue ligne circulaire qui nous écrasera.

La marche de l'ennemi vers Saint-Albert, vers Saint-Menges marquait assez le dessein de nous envelopper. Ce qui transformait la conjecture en certitude, c'est que vers Villers-Cernay se poursuivait un mouvement pareil. Ce que voyait Douay à l'ouest et au nord-ouest, c'est-à-dire du côté de la Meuse et au débouché de la Falizette, Ducrot pouvait l'observer à l'est et au nord-est, c'est-à-dire au delà de la Givonne.

Là-bas aussi, l'ennemi allongeait ses anneaux. Cet ennemi, c'étaient les Saxons qui, longtemps tenus en échec par la division Lartigue, venaient de conquérir le village de Daigny. Cet ennemi, c'était surtout la Garde prussienne.

De bonne heure, elle avait quitté ses cantonnements. Elle avait marché vers Villers-Cernay. A huit heures, le gros de la 1re division y était arrivé. De là, l'avant-garde, obliquant à l'ouest, s'était dirigée vers Givonne. Quoique fort incommodée par nos tirailleurs, elle avait, sans trop de retard. poursuivi sa route. Dès dix heures, elle prenait pied dans la partie nord du village et interceptait la route de Bouillon. Dans le même temps, un détachement de hussards s'avança jusqu'à la ferme de la Virée. Puis l'artillerie, rangée en avant du bois de Villers-Cernay, se mit à battre les coteaux de la rive droite de la Givonne, c'est-à-dire les positions du 1er corps français.

Le danger était partout. Grand pour Ducrot, il était plus terrible encore pour Douay. Par le défilé de la Falizette, se déversait sur nous le flot continu des troupes prussiennes. Une charge de cavalerie essaya vainement de contenir l'ennemi. Les régiments se succédaient : le *83*e, le *88*e, le *82*e. Chasseurs, fusiliers, arrivant à Saint-Albert, s'engageaient sur la route de Floing; d'autres, gravissant le *Parc-Labrosse*, s'embusquaient derrière les murs, et de là dirigeaient sur nous leur tir. Cependant, en cette journée, le rôle de l'infanterie ne serait, sauf à Bazeilles, que médiocre et secondaire : « C'est l'artillerie qui a tout fait », dirait le lendemain de la bataille le général Douay.

Et, en effet, des canons arrivaient, puis encore des canons. Aux bouches à feu du XIe corps allaient s'ajouter celles du Ve. Kirchbach, se portant en avant de ses troupes, avait gagné le *Champ-de-la-Grange*. Aussitôt il avait, comme le général de Gersdorff, prescrit à son artillerie d'accourir. Les officiers avaient devancé leurs hommes, qui eux-mêmes devançaient l'infanterie. Ils fixaient les emplacements, puis installaient les pièces à mesure qu'elles rejoignaient. L'artillerie de corps déboucha d'abord, puis les batteries d'avant-garde, enfin deux autres batteries. Elles prirent position sur les hauteurs de Fleigneux, en face d'Illy. A onze heures du matin, depuis le Parc-Labrosse jusqu'aux lisières de la forêt des Ardennes, s'étendait une ligne de 24 batteries, 14 du XIe corps, 10 du Ve.

C'est alors qu'on observa les premiers signes de défaillance, les premières fuites d'un côté vers Cazal, de l'autre vers le bois de la Garenne. Par les voies qui semblaient encore libres, des convois, des détachements cherchaient à tout hasard à s'évader : on gagnerait à tous risques les bois, la Belgique, ou bien encore Charleville ou Nouzon. Mais la plupart seraient capturés. Cependant tout se préparait pour que le cercle d'investissement se soudât. Dès le matin, le Prince royal de Saxe, commandant l'*Armée de la Meuse,* avait assigné comme objectif à ses troupes la jonction avec la *IIIe Armée*. Les ordres avaient été devancés. La Garde était maîtresse de Givonne.

Un retour de notre 1er corps pour reprendre le village n'aboutit qu'à de grandes pertes en hommes et en artillerie. En avant, la cavalerie ennemie, poussant vers le nord, n'était plus qu'à deux kilomètres du hameau d'Olly. Or Olly était déjà occupé par une portion du 87e, c'est-à-dire par les troupes du Prince royal de Prusse. Encore un effort, et les deux branches de l'étau se rejoindraient.

Que faisait Wimpffen? Au début, une extraordinaire puissance d'illusion l'avait soutenu. Dans le *Mémoire* qu'il devait publier l'année suivante, on lit ces paroles incroyables : « J'espérais pouvoir écraser la gauche de l'ennemi formée des deux corps bavarois; puis, les ayant battus et jetés à la Meuse, revenir, avec le 12e et le 1er corps, vers le 5e et le 7e, pour combattre, avec toute l'armée réunie, le reste de l'armée allemande (1). » Tout subjugué par ces rêves, le commandant en chef réconforta Douay : « Il y aura bientôt, avait-il dit, sur le plateau plus de troupes qu'il ne faudra. » Ayant parlé de la sorte, il était redescendu vers la basse Givonne. Là-bas il avait rencontré non le succès, mais la défaite. Bazeilles était pris, Balan menacé. Sous l'aveuglante lumière de la réalité, les illusions s'étaient fondues, mais non sans qu'il en restât quelques traces. A défaut de victoire, Wimpffen s'accrochait à l'espérance de percer vers Carignan. Loin d'envoyer sur le plateau « plus de forces qu'il n'en faudrait », il écrivit à Douay : « La gauche du 12e corps est fort engagée; portez-y toutes les troupes de renfort dont vous pourrez disposer. » Douay se flattait encore que Ducrot, s'étendant vers le Calvaire, pourrait tenir la portion orientale des hauteurs. Il se dessaisit de la brigade de Maussion; puis il se priverait successivement des deux brigades de la division Dumont. Il ne resterait plus au commandant du 7e corps que la division Liébert, heureusement très solide, et la division Conseil-Dumesnil, assez affaiblie depuis le combat de Beaumont.

Ce plateau de Floing et d'Illy, au moment même où il allait perdre une portion de ses défenseurs, était de plus en plus

(1) WIMPFFEN, *Sedan*, p. 163.

serré par l'ennemi. Vers midi, les hussards de la Garde avaient fait leur jonction près d'Olly avec l'infanterie du XIe corps. Désormais l'enveloppement était complet, et du côté de la Belgique aussi bien que du côté du sud, de l'est, de l'ouest, toutes les issues étaient gardées. Il ne suffisait pas de cerner notre malheureuse armée, il fallait l'écraser. L'arrivée de deux nouvelles batteries porta à 156 bouches à feu l'artillerie déployée des XIe et V^e corps. Cette artillerie croisait son feu avec celui de la Garde qui, sur la rive gauche de la Givonne, avait établi ses pièces. Assailli de face, le plateau l'était pareillement de flanc et par derrière. De tous les points de l'horizon les obus pleuvaient. Il en arrivait des coteaux de Fresnois et de Wadelincourt où s'était installée l'artillerie du IIe corps bavarois; il en arrivait même de l'autre côté de la boucle de la Meuse où la *4e* division de cavalerie avait dressé deux batteries près de Montimont. Ainsi que les Prussiens l'ont écrit plus tard, ce formidable déploiement eût suffi à assurer l'issue de la journée, même sans le concours de l'infanterie (1). Celle-ci achevait de déboucher. Hormis la *43e* brigade et le *94e* régiment, le XIe corps était tout entier sur le lieu de l'action. Dans le Ve corps, la *19e* brigade et, un peu en arrière, la *20e* étaient entre Saint-Menges et Fleigneux; la *9e* division, utilisant à la fois la route et les sentiers forestiers, s'approchait du *Champ-de-la-Grange*. Tandis qu'une portion des forces prussiennes s'étend au sud de Fleigneux et au nord d'Illy, une autre portion gagne Floing, s'empare du village, du moulin de Maltourné, du cimetière, et repousse toutes les contre-attaques de nos soldats. Du haut du *Parc-Labrosse*, de Gersdorff, commandant du XIe corps, suit les mouvements de ses troupes, combine les dernières mesures qui fixeront la victoire. C'est à ce moment qu'il tombe mortellement blessé.

Sous l'écrasement brutal, les plus vaillants pliaient. Avec un courage admirable, Douay, Liébert, d'autres encore s'efforçaient de retenir la fuite. En cet effondrement, un homme surtout se multiplia pour grouper les suprêmes ressources,

(1) *La Guerre franco-prussienne*, t. II, p. 1170.

pour ménager les dernières chances. Cet homme fut Ducrot.

En cette journée tragique, il avait tour à tour saisi et dépouillé l'autorité. Vers la fin de la matinée, voyant la possession du plateau compromise, il s'était mis à la recherche du commandant en chef, et comme il le rencontrait : « Ce que j'ai redouté, lui avait-il dit, n'est arrivé que trop tôt. Les hauteurs sont menacées. Douay est fort ébranlé. Les instants sont précieux. Hâtez-vous d'envoyer des renforts. » Wimpffen, comme on l'a vu, était plus disposé à emprunter des troupes qu'à en fournir. « Eh bien, chargez-vous de cela », avait-il répondu comme pour se débarrasser d'une demande trop pressante. Et procédant à une sorte de partage du commandement, il avait ajouté : « Tenez-vous bien de ce côté, appelez-y ce que vous pourrez trouver de troupes ; moi, je me charge du 12ᵉ corps. »

Ainsi, par une délégation *in extremis,* étrange comme tout le reste, Ducrot recouvrait, mais pour moitié, les pouvoirs naguère revendiqués contre lui. Devant l'horreur des choses, toute âme moins ferme eût reculé. Chaque instant empirait notre condition. Du côté de la Meuse, l'ennemi occupait Floing; au-dessus de Floing, il tenait fortement le *Parc-Labrosse*. Le *Champ-de-la-Grange,* Saint-Menges, Fleigneux, Olly, tout le grand cercle des hauteurs au sud de la forêt des Ardennes lui appartenait. A l'est, les obus de la Garde prussienne arrivaient de plus en plus nombreux par-dessus la Givonne. Devenu de tous côtés vulnérable, le plateau d'Illy apparaissait tout rétréci, balayé par les projectiles comme un vaisseau par les vagues, et élevant à son sommet les deux tilleuls de son calvaire comme les mâts d'un navire en détresse. En arrière, avec ses futaies et ses taillis, le bois de la Garenne, encore un peu abrité, offrait aux âmes défaillantes, aux cœurs lassés, toutes les tentations de la fuite. Redevenu chef par la nécessité, Ducrot donna les ordres qui retarderaient la catastrophe, qui du moins sauveraient l'honneur. A tout prix il fallait conserver le plateau. S'autorisant du nom de Wimpffen pour prévenir toute hésitation, le commandant du 1ᵉʳ corps prescrivit au général Forgeot, comman-

dant en chef l'artillerie, d'amener sur les hauteurs toutes les batteries disponibles. Il ordonna que les divisions Pellé et Lhériller remontassent les coteaux. Enfin il envoya un officier au général Margueritte pour qu'avec sa division il se tînt prêt à charger (1).

On vit alors se succéder, au milieu de l'affolement d'un grand nombre, une série d'efforts impuissants, mais sublimes. L'artillerie arriva. Les premières batteries furent, dit un témoin oculaire, pulvérisées en quelques minutes. D'autres batteries survinrent et, sans souci de l'effrayante inégalité, poursuivirent le combat. Dans la lutte, les pièces prussiennes avaient le triple avantage du nombre, de la précision et de la portée. Puis nos feux étaient divergents; ceux de l'ennemi, au contraire, convergeaient tous sur l'emplacement rétréci où nous tenions encore. Servants, conducteurs, chevaux s'abattent. Avec une vaillance que rien ne rebute, les survivants s'obstinent. Les caissons font explosion, et blessent ou tuent ceux que le tir ennemi a épargnés. Bientôt les batteries démontées sont réduites au silence. Le seul résultat a été de retarder un peu les troupes prussiennes qui déjà s'apprêtaient à gravir les pentes des coteaux.

Cependant la division Dumont, envoyée, comme on l'a dit, par Douay au secours du 12ᵉ corps, avait été assaillie, au sud du bois de la Garenne, par les obus lancés des hauteurs au-dessus de Givonne et de Daigny. Ébranlée par ce feu, elle s'était en partie rejetée dans le bois, avait retrogradé vers le nord, s'était mêlée confusément aux soldats du 1ᵉʳ corps. Douay va au-devant de sa division, essaie de reconstituer ces masses désordonnées, les rassemble, les encourage, les porte vers le Calvaire. La colonne s'avance d'abord assez résolument; puis, sous le feu effroyable, fléchit et se débande. Douay court aux fuyards, s'efforce de les rallier : autour de lui se groupent les généraux Renson, Dumont, Liégeard, Doutrelaine. Tous ensemble, ils réussissent à réunir deux ou trois bataillons et, en mettant à profit tous les replis du terrain, en cheminant der-

(1) Général DUCROT, *la Journée de Sedan*, p. 34.

rière une haie qui les dissimule un instant, ils parviennent à amener leurs hommes jusqu'à la crête du plateau. Ce qui demeure d'artillerie se dévoue pour préparer et soutenir l'attaque. Mais l'effort est vain et tous, artilleurs et fantassins, sont ramenés en arrière.

La cavalerie restait. Margueritte, avec ses chasseurs, se tenait dans le ravin qui, au sud du plateau d'Illy, descend vers Floing. Ducrot alla à lui, lui dit le grand acte de dévouement que l'armée attendait de sa valeur : « Vous allez, lui recommanda-t-il, charger les troupes prussiennes vers Floing; puis, par un mouvement général à droite, vous vous rabattrez pour prendre de flanc les lignes ennemies. » L'espoir, le faible espoir, était que l'infanterie, reprenant courage, se fraierait son chemin dans le sillon qu'aurait préparé la cavalerie.

Margueritte, s'élevant au-dessus du ravin, se dirigea vers le Calvaire. Non loin de là il s'arrêta et reconnut le terrain de la charge. Comme, avec un complet mépris du péril, il prolongeait son exploration, une balle l'atteignit, perçant les joues, traversant la langue et creusant une affreuse blessure. Quand il reparut devant ses escadrons, son aide de camp le soutenait sur son cheval, et le sang, coulant de la plaie, dégouttait sur sa tunique. Il ne pouvait parler : tout au plus quelques sons rauques s'exhalèrent de ses lèvres. D'un geste il montra l'ennemi. A cet aspect, un frisson de colère et de vengeance parcourut les rangs. Officiers et soldats, prêts à pousser leurs chevaux, criaient : « En avant! En avant (1) ! »

Les Prussiens commençaient à gravir les hauteurs au-dessus de Floing. Ducrot, qui s'était éloigné, revint vers la division. « Il n'y a pas, dit-il, un moment à perdre. » Cependant le feu de la bataille avait déjà décimé la valeureuse cavalerie. Margueritte venait d'être frappé mortellement; le général Tilliard, général de brigade, avait été, le matin, à la lisière du bois de la Garenne, coupé en deux par un obus. Il ne restait, outre les colonels, que le général de Galliffet, promu l'avant-veille et

(1) Récit d'un officier d'ordonnance du général Ducrot (*Vie et correspondance du général Ducrot*, t. II, p. 416).

non encore installé dans son nouveau grade. C'est à celui-ci que Ducrot confia le soin de conduire la charge. D'un signe, Margueritte défaillant l'avait déjà désigné pour son successeur. A lui serait réservé l'honneur de guider le suprême effort (1).

A droite étaient le 3e et le 1er chasseurs d'Afrique; à gauche, la première brigade, commandée par le colonel de Beauffremont, c'est-à-dire le 1er hussards et en arrière le 6e chasseurs; une portion du 4e chasseurs d'Afrique suivait. La direction était Floing et la Meuse. Le colonel de Beauffremont fut prévenu directement par un des officiers de Ducrot. Puis Galliffet se porta en avant de ses troupes. Comme il traversait un groupe d'officiers, il leur jeta ces mots : « Il est probable que nous ne nous reverrons plus. Je vous fais mes adieux. » La charge sonna, les commandements se répétèrent, et, au galop de leurs chevaux arabes, les escadrons se portèrent en avant.

Tout serait chance adverse. De flanc arrivaient les obus des batteries prussiennes. Le terrain lui-même était très défavorable, car, au lieu de s'abaisser doucement vers la Meuse, il descendait en ressauts brusques, en gradins successifs, taillés presque à pic, et où viendraient s'abîmer chevaux et cavaliers. Ni le feu des batteries, ni les obstacles du sol n'arrêtent l'impétueux élan. Qui pourrait dire (fussent les acteurs eux-mêmes) la mêlée qui suivit? Chasseurs d'Afrique, hussards, chasseurs abordent les premières lignes ennemies et, sur plusieurs points, parviennent à les rompre. En arrière, les bataillons prussiens tantôt s'abritent derrière les haies ou les fossés, tantôt se pelotonnent à découvert et criblent de balles les assaillants. Ceux-ci tourbillonnent, reculent, puis s'avancent de nouveau, s'abattent sous la mitraille, se brisent sur les baïonnettes, culbutent du haut des talus. Tandis que la plupart de ceux qui survivent sont contraints à la retraite, quelques-uns, emportés par leur élan, arrivent jusqu'au sud de Floing,

(1) Voir *Vie et correspondance du général Ducrot*, t. II, p. 416. — Rapport du général de Galliffet (*Revue historique*, janvier-février 1885). — Lettres du commandant Révérony, 13 octobre 1884; lettres du colonel Faverot de Kerbrech, 14 octobre 1884. (LEBRUN, *Bazeilles, Sedan*, p. 299 et suivantes.)

fondent sur une batterie, sabrent les servants sur leurs pièces. Cependant à la division légère se sont joints, dans une glorieuse émulation de bravoure, quelques escadrons épars, lanciers de la division Fénelon, cuirassiers de la division Bonnemains. De là, sur les pentes et tout autour de Floing, des mêlées confuses, engagées au hasard, sans issue comme sans espoir, mais tout illuminées d'héroïsme. Des lanciers, fondant sur le 83ᵉ prussien, foulent aux pieds les tirailleurs; puis s'élancent sur le gros de la troupe qui les fusille de toutes parts et les réduit à l'état de débris. Des cuirassiers parviennent jusqu'à Gaulier, s'aventurent dans les prés de la Meuse, se rejettent sur Floing; puis, au milieu des balles, poursuivent leur chevauchée jusqu'à Saint-Albert, jusqu'à la boucle de la Meuse où ils jettent un instant l'épouvante au milieu des arrière-gardes surprises et des convois terrifiés.

Du haut du plateau, Ducrot avait suivi la charge. Quand il vit revenir les chasseurs et les hussards, décimés mais non découragés, il prescrivit qu'on renouvelât la tentative : « Encore un effort, dit-il au général de Galliffet; si tout est perdu, que ce soit pour l'honneur des armes. — Tout ce que vous voudrez, mon général, tant qu'il en restera un », répondit Galliffet.

Donc ce qui restait de la première charge s'ébranla pour charger de nouveau. A la suite de la cavalerie, Ducrot essayait d'entraîner les fantassins. Justement la division Pellé, ramenée, on s'en souvient, vers le plateau, venait d'arriver. Ducrot va au-devant des soldats : « En avant, leur répète-t-il, en avant, mes enfants! à la baïonnette! » L'appel n'est pas écouté (1). Cependant les chasseurs abordaient encore une fois les lignes prussiennes. Ce fut le même mépris de la mort, ce fut aussi le même destin. Quelques cavaliers, et à leur tête leur général, parvinrent seuls à percer les premiers rangs. L'admiration avait saisi les ennemis eux-mêmes. Quand Galliffet rebroussa chemin avec les débris de sa brigade, les soldats du régiment de Nassau, loin de tirer, suspendirent leur feu.

(1) *Souvenirs du commandant Faverot de Kerbrech.* (DUCROT, *Sedan*, p. 142.)

Les officiers français saluèrent en criant : « Vive l'Empereur! » Les officiers allemands rendirent le salut (1). Ce trait chevaleresque apparaît presque unique dans l'histoire de la sinistre guerre. Du coteau de la Marfée, le roi Guillaume avait pu, avec sa lunette, discerner les cavaliers aux couleurs éclatantes noyés dans les masses sombres de l'infanterie allemande. « Ah! les braves gens! » s'écria-t-il avec une admiration jalouse. Et cet hommage, échappé des lèvres d'un ennemi, consacrera à jamais la grande prouesse.

Dieu, qui nous dispensait encore cette gloire, nous avait refusé le salut. Tout s'effondrait. Au sud du plateau s'étendait le bois de la Garenne. Là s'étaient terrés dès le matin les premiers fuyards. Sous les fourrés affluèrent, en un désordre indescriptible, tous ceux qui, vaillants jusque-là, mais ayant atteint la limite des forces humaines, cédaient à l'instinct surexcité de la conservation. En un clin d'œil le bois se remplit de toutes les épaves de la défaite, pièces d'artillerie, caissons brisés, voitures, attelages sans conducteurs, blessés, fantassins ou canonniers isolés. Vers les futaies comme vers un abri sauveur, pointaient, au galop de leurs petits chevaux arabes, les cavaliers de la division Margueritte, héros tout à l'heure et maintenant redevenus hommes. Ils avaient perdu plus de 700 sous-officiers ou soldats, 75 officiers, c'est-à-dire près du tiers de leur effectif (2). Aucune instruction pour la retraite, mais un lamentable émiettement de toutes les forces que la défaite avait désagrégées. Toute direction manquant, les uns vaguaient au hasard ou couraient éperdument vers la ville; les autres s'interrogeaient, s'enquéraient des chemins et, mal fixés sur l'étendue de leur malheur, parlaient encore de s'évader par la Belgique. Cependant, au nord et à l'ouest, retentissaient, par intervalles, de violentes fusillades. Là-bas, au sud d'Illy et vers Floing, quelques faibles bataillons prolongeaient la lutte avec une ténacité plus forte que la mort. Du côté de Cazal, la vaillante division Liébert disputait encore les enclos,

(1) Récit d'un ancien officier d'ordonnance du général Ducrot (*Vie militaire du général Ducrot*, t. II, p. 419).

(2) Rapport du général de Galliffet (*Revue historique*, janvier-février 1885).

les maisons, et se repliait en un ordre à peu près régulier qui contrastait avec la débandade générale. Ce n'étaient que les derniers efforts d'une résistance qui s'éteignait. De plus en plus les abris se remplissaient de fugitifs. Mais restait-il quelque part un abri? Sur le bois de la Garenne, un peu moins exposé jusque-là, s'abattaient les projectiles de la Garde et aussi ceux des Saxons. Tout éperdus, les hommes se couchaient à terre, se serraient contre les arbres, se blottissaient dans les creux. De nouvelles batteries, arrivant d'instant en instant, fouillaient tous les points où l'on soupçonnait des troupes en marche; où l'on apercevait, à travers les éclaircies, l'éclatante couleur des pantalons rouges. Il n'était que deux heures et demie, et l'air d'une pureté sans pareille, le soleil qu'aucune brume ne voilait, permettait d'assurer les coups. Bientôt les artilleurs ennemis, se partageant la besogne, se distribuèrent les parties du taillis, comme dans une coupe les acheteurs se répartissent les lots de forêts, et chaque batterie, ayant son rayon d'action, accomplit avec une régularité méthodique sa tâche de mort. Jamais on ne saura tout ce que ce beau bois ombreux, promenade ordinaire des Sedanais paisibles, cacha ce jour-là d'angoisses et de malédictions, de douleurs et d'agonies. Quand l'artillerie eut tout préparé, les troupes de la Garde abordèrent de tous côtés les fourrés. Dans l'une des clairières, une grande ferme, la ferme de Querimont, avait pris feu, et les flammes, s'élevant toutes droites dans l'air calme, servaient à guider les assaillants. Par bandes, les prisonniers tombèrent aux mains des Prussiens. Pourtant, au contact de l'ennemi, quelques-uns se ranimèrent. Soldats de tous corps et de toutes armes, mêlés et confondus sous des chefs de hasard, ressaisirent leurs fusils. A la lisière du bois, au *Vieux-Camp,* derrière les maisons de planches et les haies des jardins qui dominent la ville, il y eut encore des fusillades entêtées, des heurts désespérés. Mais décidément la bataille, la vraie bataille, était perdue et, battu de tous côtés par le feu concentré de 400 pièces, le torrent des fuyards dévalait confusément vers Sedan.

X

Pendant la nuit du 31 août au 1er septembre, une insomnie pleine de terreur avait tenu éveillés les habitants de Sedan. Avant l'aube, du côté du sud, avait retenti le canon, un peu assourdi par les hautes murailles. Au lever du jour, des départs furtifs avaient accru l'émigration vers Bouillon. Bientôt s'étaient glissés dans la place quelques soldats évadés de la bataille. Vers neuf heures, les détonations avaient redoublé, venant non plus seulement du sud, mais du nord, de l'est et enfin de partout. Puis étaient arrivés les blessés; vers le milieu du jour, ils étaient tellement nombreux qu'on ne les comptait plus.

A onze heures et demie, on avait vu rentrer en ville, par le *fond de Givonne,* le triste et somptueux cortège de l'Empereur. Pendant quatre heures, le monarque avait erré sur le champ de bataille, se montrant avec un simple et modeste courage aux endroits les plus périlleux. L'un de ses officiers, le capitaine d'Hendecourt, avait été tué à ses côtés. Non loin de là, plusieurs personnes avaient été blessées. On a répété que le Prince avait cherché la mort. Qu'il suffise de dire qu'il ne fit rien pour l'éviter.

Quand, après un court repos, Napoléon avait voulu retourner au combat, l'encombrement l'empêcha, à ce qu'on assure, de sortir de la ville. Un autre souci, d'ailleurs, travaillait déjà le souverain. Dans la bataille il n'était rien qu'un soldat. Si la fortune, décidément contraire, obligeait à débattre des résolutions qui la veille eussent été rejetées comme impies ; si l'armée était contrainte, non seulement à endurer la défaite, mais à subir jusqu'au bout la loi du victorieux ; si, par une cruauté inouïe du sort, le dénouement devait s'appeler capitulation, peut-être l'Empereur, recouvrant une ombre de puissance ou du moins de crédit personnel, réussirait-il à tempé-

rer les suprêmes humiliations. Deux fois Guillaume avait été l'hôte choyé de Napoléon : entre le château de Compiègne et le palais de Potsdam, des télégrammes s'étaient échangés, pleins d'effusion, pleins de promesses d'amitié. Était-il absolument chimérique de croire, d'espérer, d'imaginer que ces sympathies, que ces souvenirs, non oubliés des deux princes, se retrouveraient dans l'extraordinaire grandeur de l'un, dans la tragique disgrâce de l'autre?

A mesure que les nouvelles du combat dissipaient nos espoirs, ces pensées se gravaient, semble-t-il, dans l'âme du souverain. Peu accessible à la crainte pour lui-même, descendu d'ailleurs à ce point d'infortune où la mort est plus clémente que ne peut l'être la vie, il se désolait du sang versé. Son bon sens — car cet esprit, si fatalement chimérique, était par intervalles très clairvoyant — lui montrait l'inanité d'une plus longue obstination contre le destin. Vers une heure, il prit sur lui de faire arborer le drapeau blanc au sommet de la citadelle. A ce moment la bataille faisait rage, et l'emblème déployé n'arrêta rien. Au bout de peu de temps, il fut abattu.

L'histoire a de saisissants contrastes. Tout ce qui était chez l'Empereur abandon résigné se transformait chez Wimpffen en révolte du patriotisme et de l'orgueil, en incroyable persistance d'illusions. Il ne se flattait plus de jeter l'ennemi dans la Meuse; mais, très frappé par l'épuisement de certains bataillons bavarois, ne calculant pas que derrière ces corps se tenaient de puissantes réserves, il s'obstinait dans l'espoir d'une percée vers Carignan. Vers une heure et quart, il envoya à l'Empereur un billet conçu en ces termes : « Sire, je me décide à forcer la ligne qui se trouve devant le général Lebrun et le général Ducrot plutôt que d'être prisonnier dans la place de Sedan. Que Votre Majesté vienne se mettre au milieu de ses troupes; elles tiendront à honneur de lui ouvrir un passage. » En même temps, Wimpffen expédia un de ses officiers, le lieutenant de Laizer, à Ducrot; un autre, le capitaine d'Ollone, à Douay. Il prescrivait au premier d'appuyer le mouvement, au second de couvrir et de protéger la retraite.

Douay, loin qu'il pût rien protéger, ramènerait malaisément ses propres débris. Le capitaine d'Ollone chercha longtemps, sans le trouver, le commandant du 7e corps. Chemin faisant, il croisa des soldats débandés, des chevaux sans maître. C'était tout l'appareil de la défaite. La réponse [illegible] telle qu'on devait l'attendre : « Mes troupes, dit Douay, sont dans un désordre complet; tout ce que je puis, c'est de les retirer du champ de bataille. » Ducrot, que M. de Laizer eut encore plus de peine à rencontrer, manifesta un découragement pareil : « J'ai fait ce que j'ai pu, répliqua-t-il au messager, je n'ai plus rien, je ne puis plus rien. » Cependant la lettre de Wimpffen, portée par le capitaine de Saint-Haouen, venait d'arriver à l'Empereur. Elle avait été écrite au crayon dans une hâte fiévreuse, et le souverain tout d'abord ne put la déchiffrer. Une des personnes de l'entourage prit le papier, et parvint à le lire. Il y eut entre le monarque et ses familiers un conciliabule qui se prolongea quelque temps. Au bout d'une demi-heure, M. de Saint-Haouen fut rappelé. On lui fit connaître que la trouée était jugée impraticable, qu'elle n'aboutirait qu'à un sacrifice inutile de plusieurs milliers d'hommes (1). Autant qu'on peut préciser les heures, c'est alors que l'ordre fut donné derechef de hisser le drapeau blanc.

Avec une impatience qui supputait chaque minute, Wimpffen attendait. Bouillant était son courage autant que tenaces ses illusions. Ne voyant revenir aucun de ses officiers, il résolut de pousser en avant le peu de troupes qu'il avait sous la main. Avec l'infanterie de marine, quelques bataillons de ligne, quelques détachements de zouaves, il s'élança dans la direction de Balan. Chemin faisant, des soldats isolés, embusqués derrière les haies ou blottis dans les replis du terrain, rejoignirent la colonne. Exténués du long combat, les Bavarois reculèrent un peu. De maison en maison, de clôture en clôture, nos tirailleurs gagnèrent du terrain. D'opti-

(1) Rapport du capitaine de Saint-Haouen (*Revue historique,* novembre-décembre 1884).

misme obstiné, Wimpffen se raffermit dans ses espérances. Ce n'était, hélas! qu'une décevante, qu'une fugitive lueur de succès. Derrière les Bavarois était le IVe corps, à droite étaient les Saxons : forces imposantes qui rendraient impossible tout progrès sérieux sur la route de Carignan.

Tandis que se poursuivaient ces tentatives, Sedan se remplissait de débris. Il était deux heures et demie, trois heures au plus. C'était l'heure où la perte du plateau, en détruisant nos dernières chances, rejetait vers la ville le flot des soldats vaincus. Par tous les chemins, ils roulaient dans une course éperdue, venant de Gaulier, de Cazal, du bois de la Garenne, du Vieux-Camp. Ils se bousculaient au pied des remparts; ils s'étouffaient aux portes de la ville que des ordres contradictoires tantôt fermaient, tantôt rouvraient. Le même tourbillon qui emportait les soldats entraînait aussi les chefs. Près de la citadelle, dans un des fossés de la place, le hasard, seul maître en cette confusion, réunit Ducrot, Douay, quelques autres généraux. Ils tinrent conseil. « Nous ne pouvons pourtant pas nous laisser prendre ainsi », s'écria Ducrot, tout pâle d'émotion. Quand il fallut proposer un moyen de salut, l'embarras fut extrême, toutes les issues étant fermées. « Il ne nous reste plus qu'à nous battre en tirailleurs, » conclut tristement Douay. A ce moment, un des officiers d'ordonnance s'écria : « Le drapeau blanc est hissé. Serait-ce le drapeau parlementaire? — Ce n'est pas possible, répliqua Ducrot; c'est plutôt un drapeau d'ambulance dont la croix rouge a été effacée par la pluie. » Cependant ces hommes vaillants, déconcertés par l'effrayante grandeur des conjonctures, cherchaient d'instinct qui les conduirait. L'Empereur, bien que dépouillé, incarnait encore à leurs yeux l'autorité suprême. C'est auprès de lui qu'ils résolurent de se rendre.

Par une poterne encombrée de blessés, on pénétra dans la ville. Les rues étaient presque inabordables, tant elles étaient remplies des épaves de la défaite. On mit longtemps à parcourir le très court chemin qui conduisait à la sous-préfecture. Cependant, à travers les groupes, une nouvelle étrange, extraordinaire, inouïe, circulait: celle que Bazaine approchait

et, chose plus étrange que la nouvelle elle-même, cette rumeur trouvait des oreilles crédules pour l'accueillir!

Douay arriva le premier, et le premier aussi fut reçu par l'Empereur. Il ne resta point et, après avoir exposé la situation sans remède, se retira pour reconnaître, aux abords de la place, les progrès de l'ennemi. — Ducrot lui succéda. A sa vue, le monarque ne retint pas un retour sur le passé et, se rappelant tous les avertissements transmis jadis par le général : « Comme j'aurais dû, lui dit-il, vous écouter. » Il ajouta : « La retraite sur Mézières eût été le seul moyen de salut. » Après ces paroles, il y eut un moment de silence. Au dehors grondaient les obus qui se croisaient dans l'air en feu. « Comment se fait-il, observa le souverain, que la canonnade continue? J'ai fait arborer le drapeau blanc. » Et comme s'il eût cherché une approbation : « Je voudrais avoir une entrevue avec le roi de Prusse. J'espère obtenir des conditions avantageuses. » Ducrot secoua la tête : « Je ne compte pas beaucoup, répliqua-t-il, sur la générosité de nos adversaires. » Puis, mal plié encore à l'idée de capituler, il hasarda ces mots : « A la nuit, nous pourrions tenter une sortie. » Ce fut au tour de l'Empereur de se montrer incrédule. « Toutes nos chances sont perdues. » La canonnade, de plus en plus épouvantable, ponctuait l'entretien. Dans la cour de la sous-préfecture un obus éclata : « Il faut absolument faire cesser le feu », dit nerveusement l'Empereur. Montrant à Ducrot une table : « Ecrivez là. » Et il lui dicta ces mots : « Le drapeau parlementaire ayant été arboré, des pourparlers vont être ouverts avec l'ennemi; le feu doit cesser sur toute la ligne. » Quand Napoléon eut fini, le général posa la plume. « Maintenant signez, ajouta le monarque. — Oh! non, Sire, je ne le puis; c'est Wimpffen qui est commandant en chef. — C'est vrai, mais je ne sais où est Wimpffen. — Eh bien! faites signer par le général Faure, chef d'état-major, ou par le plus ancien divisionnaire, qui est Douay. » L'Empereur approuva. Ducrot sortit, emportant l'ordre, et se mit à la recherche de qui voudrait y apposer son nom.

En ce moment, Lebrun entrait à la sous-préfecture. Ce

que l'Empereur avait dit à Ducrot, il le dit au commandant du 12e corps. Il répétait avec une insistance impatiente et presque maladive : « Il faut faire cesser le feu, il faut faire cesser le feu. Il n'y a que trop de sang versé. » Puis il s'étonnait un peu naïvement que le drapeau hissé au sommet de la citadelle n'eût pas eu la vertu d'arrêter aussitôt les hostilités : « Sire, observa Lebrun, pour amener une suspension d'armes il faut envoyer à l'ennemi un parlementaire, c'est-à-dire un officier précédé d'un trompette et d'un fanion blanc. Cet officier devra être porteur d'une demande d'armistice signée par le général en chef. » La demande d'armistice fut rédigée; puis Lebrun, prenant le papier, se retira et se mit, comme Ducrot, en quête d'un homme assez courageux pour signer (1).

Ce courage serait le plus difficile de tous. C'était à qui répudierait la responsabilité accablante. Ducrot confia l'ordre impérial à son chef d'état-major, le colonel Robert, qui le remit au général Faure, chef d'état-major général : « Non, répliqua celui-ci, je ne signerai pas cela. » Quant à Lebrun, il était sorti de la sous-préfecture, suivi d'un sous-officier qui portait au bout d'une lance un fanion blanc. En avant de Balan, il rencontra Wimpffen. Aux premiers mots, le commandant en chef l'interrompit : « Je ne veux pas de capitulation, s'écria-t-il avec véhémence. Je veux qu'on continue à se battre. Qu'on fasse disparaître ce drapeau blanc. » Et il fit arracher le fanion.

On ne pouvait plus rien sauver, mais on pouvait mourir. Il y eut encore, même en ces conjonctures désespérées, deux dernières tentatives de trouée, l'une vers Balan, l'autre vers Cazal.

Wimpffen dirigea la première. Il avait réussi, comme on l'a dit, à maintenir dans Balan quelques-uns de ses bataillons. Après avoir fait abattre le fanion blanc, il rentra dans la ville, poussa jusqu'à la place Turenne, parla aux soldats pelotonnés dans les rues, leur prodigua les exhortations, les appela à la défense du drapeau. Autour de lui ses officiers

(1) Lebrun, *Bazeilles, Sedan*, p. 132.

répétaient : « Bazaine arrive, Bazaine arrive! » Vers quatre heures, les tambours battirent la charge. A cet appel se groupèrent 1,000 à 1,200 hommes, mélange de tous les corps, de tous les régiments. On se mit en marche. En dehors de la ville, le général en chef retrouva Lebrun. Celui-ci, quoique sans confiance, se joignit à l'effort, et apporta même le secours de quelques détachements. La petite troupe se porta en avant, en assez bon ordre et avec une allure très résolue. Au bout de quelques centaines de mètres, elle fut criblée de balles et surtout écrasée par l'artillerie qui, des coteaux de la Givonne comme de ceux d'Aillicourt, concentra sur elle tous ses feux. Le trouble se mit dans les rangs; beaucoup se débandèrent et cherchèrent un abri derrière les maisons de Balan. Wimpffen lui-même perdit courage. « Je vois, dit-il tristement, qu'il n'y a plus rien à faire. » Aidé de Lebrun, il rallia de son mieux ses hommes. On se replia de la sorte, les soldats faisant le coup de feu contre les Bavarois qui se rapprochaient. Près de l'entrée de la ville, les clairons sonnèrent pour rappeler ceux qui s'étaient attardés; puis les restes de la colonne se rejetèrent de l'autre côté de la porte dont le pont-levis se releva.

La seconde tentative, non plus au sud-est, mais au nord-ouest de Sedan, ne fut que la prouesse glorieuse de quelques cavaliers résolus à périr. Comme les cuirassiers du général Bonnemains se retiraient vers la place, un escadron du 1er régiment s'était trouvé tout à coup séparé du gros de la division par le flot des fuyards. La petite troupe avait pour chef le commandant d'Alincourt. Celui-ci proposa qu'on s'ouvrît un passage à travers l'ennemi. A cet appel, officiers et soldats répondirent. Quelques volontaires isolés vinrent grossir la bande audacieuse. Le commandant d'Alincourt prit la tête de la colonne : derrière lui se placèrent les officiers, huit de cuirassiers, un d'état-major, et en outre un sous-intendant militaire; l'escadron tout entier suivait. On marcha d'abord au pas. Quand, dans le faubourg de Cazal, on eût aperçu les Prussiens, on se lança sur eux dans une course effrénée. La soudaineté de l'attaque provoqua une surprise

pleine d'effarement. Les premiers qui essayèrent de soutenir le choc furent renversés, sabrés, foulés aux pieds. Presque aussitôt l'alarme fut donnée et, au bout de la rue, des voitures mises en travers de la voie vinrent arrêter l'élan des cavaliers. Comme ils essayaient de surmonter l'obstacle, un feu terrible, parti des maisons, culbuta les uns sur les autres les hommes et les chevaux. Sur cet amoncellement, l'ennemi concentra son tir. Quelques-uns parvinrent à poursuivre leur route, mais pour succomber un peu plus loin sous la fusillade. Deux officiers, le capitaine Mangon de la Lande, le lieutenant Theribout furent tués, quatre autres furent blessés; les trois quarts des hommes furent atteints. Les derniers qui tombèrent s'abattirent sur la route de Floing. Là, sur le mur d'une chapelle, une petite plaque commémorative a été fixée. Elle rappelle qu'en ces lieux « a été tué le capitaine Mangon de la Lande, avec plusieurs cuirassiers, dans la charge du 2e escadron du 1er régiment, le 1er septembre 1870 ». Et cette inscription si incomplète, à peine connue des habitants de Sedan — car j'ai eu quelque peine à la découvrir — garde seule mémoire de la chevauchée héroïque.

Tout ce que la guerre peut receler d'horreurs s'était accumulé dans la ville. Plus de lutte, rien que la destruction. Sur les hauteurs voisines, 400 bouches à feu tonnaient. Les pans de murs s'abattaient, les incendies se multipliaient. Au milieu des masses affolées qui s'étouffaient aux portes ou s'écrasaient dans les rues, les obus projetaient leurs éclats. Deux généraux furent tués, le général Guyot de Lespart et le général Girard, l'un au pied de la statue de Turenne, l'autre non loin de là. L'inexprimable encombrement, en aggravant le péril, rendait toute circulation presque impossible : les officiers d'ordonnance étaient obligés de mettre l'épée à la main pour se frayer un passage : on ne pouvait se mouvoir qu'en rampant sous les voitures, en se faufilant entre les jambes des chevaux. L'horreur s'accroissait par les cris de ceux que piétinait la foule, avec cet égoïsme féroce qui naît de l'excès de la peur. Les ambulances étant pleines, on ne savait où déposer ceux qu'avait atteints la bataille. Les infortunés fai-

saient queue pour être opérés : plus d'une fois les obus abrégèrent les souffrances, en précipitant dans la mort ceux qui n'étaient que blessés. Les soldats éperdus, beaucoup sans fusils et sans sacs, se réfugiaient pêle-mêle dans les maisons, sous les hangars, dans les caves. Les plus intrépides eux-mêmes, lassés de tout, même du courage, ne gardaient d'autre souci que celui de la vie à conserver. Quelques-uns, soit bassesse de l'âme ou revanche contre la discipline, soit exaspération de la défaite, insultaient les généraux, leur montraient le poing, criaient à la trahison. Pendant ce temps, l'ennemi s'approchait : à l'est, les Bavarois du Ier corps touchaient à la porte de Balan; à l'ouest, ceux du IIe corps atteignaient la porte de Torcy. Pour les écarter, l'artillerie de la place tirait; mais ses détonations s'absorbaient dans le fracas de la canonnade ennemie, comme les derniers appels d'un navire en détresse se perdent dans le mugissement d'une implacable tempête.

De la sous-préfecture, l'Empereur assistait à cette agonie. Ni Ducrot, ni Lebrun ne revenait. Quant à Wimpffen, on ne l'avait point vu. Ne comprenant rien à ces retards, désespéré du massacre, Napoléon interrogeait anxieusement ses officiers, s'enquérait des moyens qui termineraient la lutte, cherchait partout qui voudrait signer la demande d'armistice. Comme il se débattait en ces agitations, on vint, toutes les ambulances étant pleines, demander asile pour un blessé : c'était le général Margueritte. Un instant, l'Empereur oublia ses propres soucis pour s'occuper du glorieux soldat. Il le visita, s'assit auprès du lit où on venait de l'étendre, lui exprima ses vœux de guérison. Le général leva les yeux au ciel : il ne pouvait parler. Au crayon, il écrivit ces mots : « Sire, moi, ce n'est rien; mais la France, la France! »

Cette France dont Margueritte traçait le nom d'une main mourante touchait à l'inévitable, à la suprême infortune. Le courage d'assumer l'humiliation serait plus grand que celui de mourir. Napoléon avait abdiqué à Paris le pouvoir politique, à Metz l'autorité militaire. Il redeviendrait le souverain pour boire le premier à la coupe amère. Depuis une heure, il atten-

dait ceux qu'il avait envoyés vers Wimpffen. Sur ces entrefaites, le colonel de Bronsart et le capitaine de Winterfeld arrivèrent, venus du quartier général prussien et chargés de sommer la place de se rendre. Napoléon fit la réponse. Il la fit par la lettre que l'univers connaît et que la Prusse conserve. Il la traça d'une main ferme, de l'écriture fine qui lui était habituelle, et même — autant qu'on en juge par le *facsimile* — un peu plus lisible qu'à l'ordinaire. Elle contenait ces simples mots :

Monsieur mon frère,

N'ayant pu mourir à la tête de mes troupes, il ne me reste qu'à remettre mon épée entre les mains de Votre Majesté.

Je suis de Votre Majesté le bon frère.

NAPOLÉON.

XI

Pendant tout le jour, le Roi s'était tenu sur le coteau de la Marfée. De là il avait vu le cercle s'étendre, se refermer, puis la masse de ses troupes se rapprocher de la ville et l'enserrer. A l'état-major allemand, on avait jugé que le meilleur moyen d'abréger la lutte et, par suite, d'épargner le sang, serait, en activant le tir, de précipiter la capitulation. Donc, par ces considérations d'humanité, mais d'une humanité toute prussienne, toute l'artillerie disponible sur la rive gauche de la Meuse avait fait converger ses obus sur la place. Ainsi s'étaient allumés les incendies, ainsi s'étaient étendus les ravages qu'on a décrits. Cependant ceux qui combattaient le plus près des portes avaient aperçu le drapeau blanc. En outre, la retraite des Français dans l'intérieur des murs ne laissait plus aucun adversaire à combattre. C'est alors qu'avaient été envoyés les parlementaires.

Quand ils revinrent, ils étaient accompagnés du général Reille, porteur de la lettre de Napoléon. Guillaume, à ce qu'on assure, ignorait que l'Empereur fût à Sedan. Il le croyait déjà parti pour Mézières. La nouvelle ne laissa pas que de l'émouvoir, et comme si elle lui eût paru peu croyable, il se la fit répéter. Le souverain français prisonnier, ce n'était pas seulement la victoire, mais peut-être du même coup la fin de la guerre. Le roi répondit par le message suivant :

Monsieur mon frère,

En regrettant les circonstances dans lesquelles nous nous rencontrons, j'accepte l'épée de Votre Majesté, et je la prie de vouloir bien nommer un de vos officiers, muni de vos pleins pouvoirs pour traiter de la capitulation de l'armée qui s'est si bravement battue sous vos ordres. De mon côté, j'ai désigné le général de Moltke à cet effet.

Je suis de Votre Majesté le bon frère.

GUILLAUME.

Quel serait l'officier chargé de ces « pleins pouvoirs » ? La mission semblait incomber au général en chef. Wimpffen, après sa dernière tentative, était rentré à l'hôtel de la *Croix-d'Or*. De là, par une défaillance singulière, il avait envoyé à l'Empereur sa démission. Napoléon s'adressa à Ducrot. Celui-ci répliqua avec âpreté : « Puisque Wimpffen a ce matin réclamé le commandement, qu'il le garde. » Douay fut sollicité d'assumer la charge ; il accepta, puis refusa, ne voulant pas attacher son nom à la grande honte. Rebuté de tous côtés, le souverain se retourna vers Wimpffen : en une lettre instante, presque suppliante, il lui montra qu'il ne pouvait se dérober, lui fit entrevoir l'espérance d'obtenir des conditions moins désastreuses. Le général vint à la sous-préfecture. Il y vint d'abord pour se plaindre et se prit avec Ducrot d'altercation violente. Il s'adoucit enfin et se résigna. A huit heures du soir, il partit pour rejoindre à Donchery les plénipotentiaires allemands. Il était accompagné du général Faure, chef

d'état-major, de quelques officiers, et aussi du général Castelnau qui représentait spécialement l'Empereur.

Tandis que les Français accomplissaient le douloureux voyage, Moltke et Bismarck débattaient les avantages de la clémence et de la dureté. La victoire ne les prenait point au dépourvu et, sans beaucoup parler, ils se trouvèrent d'accord. N'estimant pas que la France pût jamais pardonner la défaite, ils jugeaient opportun de la rendre pour longtemps, pour toujours peut-être, impuissante à la revanche. Comme on ne pourrait la ramener, il importait de l'abattre. De là le ferme propos d'épuiser tous les fruits du succès. Il fallait pallier l'implacable rigueur. On la colorerait sous un aspect de sécurité européenne et, pour ainsi dire, d'humanité. On irait répétant que plus la France serait abaissée, plus la paix serait garantie pour longtemps. L'Allemagne pourrait-elle réprouver des exigences d'où naîtrait la perpétuité de son repos? Quant au Roi, si modéré, si chevaleresque qu'il fût, ne se laisserait-il pas aisément convaincre quand on lui démontrerait que son avidité serait sagesse, son ambition prévoyance, et qu'en se montrant impitoyable il ferait œuvre de pacification pour les temps futurs, et presque de vertu!

Telles étaient les dispositions que rencontreraient les commissaires français. La situation de Wimpffen était cruelle. M. de Moltke ne fit rien pour en tempérer l'amertume. A ses côtés étaient Bismarck, puis le quartier-maître général Podbielski, enfin sept ou huit officiers, dont l'un, prenant la plume, s'apprêta à noter l'entretien. Quand, après les formalités d'usage, on se fut assis, le chef d'état-major allemand attendit, avec cette froide correction qui achève, ce que pourraient invoquer les vaincus. « Je désirerais, dit Wimpffen un peu déconcerté par ce silence, connaître les conditions que S. M. le Roi de Prusse est disposé à nous accorder. — Elles sont bien simples, répliqua Moltke ; l'armée tout entière est prisonnière avec armes et bagages ; on laissera aux officiers leurs armes, comme un témoignage d'estime pour leur valeur; mais ils seront prisonniers de guerre, comme la troupe. » A cet ultimatum Wimpffen se récria ; formulant un contre-projet, il

demanda que l'armée pût se retirer avec armes et bagages, soit en une partie de la France désignée par la Prusse, soit en Algérie, à la seule condition de ne plus servir pendant la guerre. A l'appui, il invoqua, à titre de précédent, les capitulations de Mayence, de Gênes, d'Ulm. — Ce fut au tour de Bismarck d'intervenir : « La France, dit-il, a déclaré la guerre. L'Allemagne souhaite le prompt rétablissement de la paix. Le meilleur moyen de l'assurer, c'est de priver la France d'une armée doublement importante, et par elle-même et par les cadres qu'elle peut fournir aux levées nouvelles. Donc nous avons décidé que vos troupes seraient conduites en Allemagne. » Bismarck affectait volontiers vis-à-vis de ses adversaires un expansif abandon. Jetant un regard sur l'avenir, il laissa percer les conditions de la paix : l'Allemagne réclamerait l'Alsace, la Lorraine, quatre milliards. « Contre les hostilités futures, poursuivit le chancelier, nous voulons trouver notre garantie dans une bonne frontière. » Puis, refaisant l'histoire à sa manière, il rappela toutes les agressions de la France. S'étant exprimé de la sorte, le premier ministre adoucit un peu ce que ce langage avait de blessant. Il parla de la vaillance des officiers français ; il réprouva toute intention de froisser l'honneur de ses adversaires : « Vous déposerez, dit-il, les armes dans les magasins où nous les ferons prendre ; vous n'aurez à vous soumettre à aucune des formalités d'usage. » Il laissa même entendre que les officiers pourraient obtenir certains avantages, sous l'engagement de ne plus combattre, de ne point servir d'instructeurs. Soit que ce ton plus conciliant lui suggérât l'espoir de quelque adoucissement, soit qu'il eût à cœur de pousser jusqu'au bout sa défense, Wimpffen essaya de discuter encore. Il invoqua l'horreur de sa position, sa renommée militaire irréprochable jusque-là, et maintenant ternie ; puis, comme ce plaidoyer personnel touchait peu, il ajouta avec une affectation d'assurance : « Notre armée n'est point si abattue; nous pouvons encore l'appeler aux armes pour une tentative suprême. » A ces mots, Moltke interrompit, et avec une brièveté accablante : « Vous n'avez pas de vivres ; vous n'avez pas de munitions ; votre armée est décimée. Vous

pouvez vérifier les positions de l'armée allemande. Avec notre artillerie, nous pouvons en deux heures vous anéantir. » Et en effet cinq cents canons étaient braqués autour de Sedan.

Il n'y avait plus de place pour les paroles. Un incident prolongea l'entretien. D'une voix hésitante, Castelnau rompit le silence. « Je crois, dit-il, l'instant venu de transmettre un message de l'Empereur. L'Empereur m'a chargé de faire remarquer à Sa Majesté qu'il lui avait envoyé son épée sans condition et s'était remis personnellement à sa merci. En retour, il espérait qu'un si complet abandon toucherait l'âme du Roi. » Bismarck était devenu fort attentif : « Est-ce tout? » dit-il au général ? Sur un signe affirmatif de celui-ci : « Quelle est l'épée qu'a rendue Napoléon ? Est-ce l'épée de la France ou son épée à lui ? Si c'est l'épée de la France, votre message pourrait avoir un caractère des plus graves. — C'est seulement l'épée de l'Empereur », reprit Castelnau. Bismarck silencieux demeura impassible. Une lueur de joie éclaira, dit-on, le visage glacé de M. de Moltke : « S'il en est ainsi, se hâta-t-il de dire, cela ne change rien aux conditions. » Et avec un accent de condescendance, comme on fait pour ceux qu'on ne craint plus, il ajouta : « Quant à l'Empereur, il obtiendra pour sa personne tout ce qu'il lui plaira de demander. »

La conférence dont on ne rapporte ici que les incidents principaux durait depuis deux heures. Français et Allemands s'étaient levés. Déjà on avait demandé les chevaux. Rien ne s'était conclu. Entre ceux qui venaient de se combattre, qui demain peut-être s'entre-tueraient, régnait un silence plus impressionnant qu'aucun bruit de paroles : « Nous recommencerons la bataille, dit enfin Wimpffen. — Soit, répliqua Moltke; la trêve expire demain à quatre heures. A quatre heures, j'ouvrirai le feu. » Bismarck intervint : « Ah! général, vous avez de vaillants, d'héroïques soldats; vous nous avez infligé, vous pouvez nous infliger encore des pertes sérieuses. Mais à quoi cela servirait-il? Toute résistance serait désormais folie, et M. de Moltke va vous convaincre. » On se rassit. « Je vous affirme de nouveau, dit Moltke, qu'une trouée ne saurait réussir. Vous ne connaissez pas la topographie de

Sedan. En deux heures, je puis tout brûler. » Et avec un redoublement de rudesse : « A quatre heures du matin la trêve expire. Je ne vous accorderai pas de sursis. »

En l'extrémité où le destin l'avait placé, Wimpffen pouvait-il, voulait-il autre chose que sauver les apparences? Sous ce langage il plia. Son seul souci parut être, non de se dérober à l'inévitable capitulation, mais d'en partager le poids. Sans parler davantage de recommencer la bataille : « Il faut, dit-il, que je consulte mes collègues. J'ai besoin d'un délai. » Comme Moltke refusait, Bismarck se pencha vers lui et lui dit à voix basse quelques mots. Ces paroles, autant que les officiers français purent les saisir, signifiaient que le roi arriverait à neuf heures et qu'il convenait de l'attendre : « Je vous accorde jusqu'à neuf heures, dit Moltke au général en chef; mais c'est la dernière limite. » On discuta encore quelques détails. Puis la conférence fut levée, et Wimpffen, remontant à cheval, regagna, avec son état-major, Sedan.

XII

A Sedan la nuit fut remplie par les projets, les rêves de ceux que révoltait l'idée d'être captifs. Devant les yeux passait, comme en une hallucination à la fois brillante et cruelle, l'image des grandes charges impériales, des grandes chevauchées héroïques qui jadis avaient conquis non seulement le salut, mais la victoire. Les âmes ne s'exaltaient de ces souvenirs que pour retomber dans un découragement accablé. Tout ce que rendait autrefois possible la médiocre portée des armes devenait chimérique en face de l'outillage prussien. On n'aurait même pas le bénéfice de la surprise, l'honneur commandant de dénoncer d'abord l'armistice. M. de Moltke n'avait rien exagéré de ses forces. Des points les plus élevés de la ville se montrait distinctement la longue

ligne circulaire des feux ennemis. L'artillerie était en position, prête à lancer ses obus. Les grand'gardes étaient sur pied, en une vigilance que la victoire n'avait point relâchée, et accomplissaient jusqu'au bout, avec une tranquillité impassible, leur besogne régulière, méthodique, implacable. En arrière reposait l'immense armée, plus de 200,000 hommes, force réelle, effective où n'étaient point compris les non-combattants. Longtemps avaient retenti les *lieds* pieux et patriotiques, expression de joie profonde, grave, recueillie. Maintenant tous dormaient, d'un so[illegible] que caressaient moins la vision de nouveaux triompl[illegible]e le rêve de la famille retrouvée, de la guerre finie. [illegible]récisément parce que les vainqueurs (hormis les Prussie[illegible] la vieille Prusse) étaient militaires par occasion plutôt [illegible]ar nature, précisément parce qu'ils souhaitaient la paix [illegible] passion, ils feraient tout plutôt que de laisser échapper le [illegible]rême triomphe qui, dans leur attente, assurait le retour au [illegible]er.

L'aube parut. L'Empereur ne p[illegible]ait se persuader que ceux dont il avait recueilli tant de [illegible]les dorées fussent impitoyables jusqu'au bout. Il comn[illegible]a ses équipages, et à six heures sortit de Sedan par le faubourg de Torcy, à la recherche du roi Guillaume. A la porte, quelques zouaves crièrent encore : *Vive l'Empereur!* D'autres, un peu plus loin, menaçaient, montrant le poing. Comme on était engagé sur la chaussée de Mézières, M. de Bismarck, qui avait logé à Donchery et que venait de prévenir le général Reille, accourut au-devant de la voiture impériale. Sur la route, à quelques centaines de mètres en avant de Donchery, il rencontra le souverain. L'un et l'autre mirent pied à terre. A la gauche du chemin était une maison de tisserand; elle était vide, les habitants ayant fui. On entra. Il y avait une table, quelques chaises. On s'assit. Napoléon n'avait pas revu Bismarck depuis les splendeurs de l'Exposition. Avec timidité — car déjà il se sentait virtuellement déchu — il essaya de jeter la sonde dans l'âme du chancelier.

« Ne pourrait-on pas, insinua-t-il, obtenir des conditions plus favorables pour l'armée? — C'est, répliqua le premier ministre, une question purement militaire qui regarde M. de Moltke. »

Cependant M. de Bismarck, autant qu'on a pu pénétrer ses pensées, souhaitait que la victoire trouvât dans la paix son couronnement. A son tour il interrogea l'Empereur : « Votre Majesté serait-elle disposée à des négociations? » Napoléon se déroba. « Que puis-je? dit-il tristement. Je suis prisonnier de guerre. — Qui a pouvoir pour traiter? insista le ministre. — Le gouvernement actuellement existant. » Ainsi parla le souverain, ambigu à dessein et osant à peine nommer la Régente, tant il sentait l'Empire fini. Bismarck mesura la grandeur de l'effondrement et, l'Empereur prisonnier ne pouvant plus être un instrument utile, se montra, sauf la déférence de forme, aussi dur que M. de Moltke lui-même. « Il ne peut y avoir, conclut-il, de solution pratique qu'au point de vue militaire. Nous avons besoin d'un gage : ce gage, c'est Sedan, c'est l'armée. »

Napoléon comprit. Il quitta la petite maison. Comme il était déjà dehors, un arrière-espoir le ressaisit. Il s'assit sur un banc près de la porte, en face de la chaussée, et M. de Bismarck auprès de lui. « L'armée, dit-il, ne pourrait-elle pas passer en Belgique pour y être désarmée et internée? » Avec une brièveté respectueuse, le chancelier dissipa ce reste d'illusion. L'entretien s'égarant un peu, l'Empereur parla de la guerre, que l'opinion publique, disait-il, avait voulue. Puis il insista pour voir le Roi : « Il est assez loin d'ici, à Vendresse, répliqua le premier ministre attentif à retarder l'entrevue et craignant — peut-être à tort — chez son maître les tentations de la générosité. Cependant on s'était mis à la recherche d'un lieu plus convenable pour abriter le souverain vaincu. Près de Fresnois, était un petit château inoccupé, le château de Bellevue. Sous l'escorte d'honneur des cuirassiers allemands, Napoléon y fut conduit, moitié en hôte, moitié en prisonnier. Il verrait le Roi, mais après la capitulation, c'est-à-dire quand, toutes choses étant réglées, Guillaume n'aurait plus rien à offrir et l'Empereur plus rien à demander.

Tandis que le monarque français s'éloignait de Sedan, Wimpffen convoquait les généraux. Ils arrivèrent au nombre d'une trentaine. On leur résuma les négociations de la veille,

notre situation, celle de l'ennemi. Les paroles du commandant en chef furent suivies d'un silence consterné. Deux généraux, les généraux Carré de Bellemare et Pellé, peut-être aussi un troisième, protestèrent. Quand on leur demanda ce qu'ils proposaient, ils se turent. Le temps n'était point aux longs débats. Comme on délibérait, un officier prussien survint, rappelant les heures qui s'écoulaient : à dix heures, le feu serait repris. La dure main de l'ennemi fermait la bouche aux trop obstinés. Sous cette dernière sommation de la force, la séance fut levée.

Wimpffen se dirigea vers le château de Bellevue. Les Allemands, sûrs de l'issue, avaient rédigé pendant la nuit le texte de la capitulation et l'avaient fait approuver par le Roi. Tout débat n'eût été qu'une humiliation de plus. On ne discuta point. Aux termes de la convention, toute l'armée serait prisonnière. Tout le matériel serait livré. La place de Sedan serait remise aux autorités ennemies. Sur un seul point la rigueur s'adoucit : les généraux et officiers pourraient échapper à la captivité, à la condition de s'engager par écrit à ne point porter les armes contre l'Allemagne jusqu'à la fin de la guerre. Cette concession, fruit d'une équivoque bienveillance, était la moins désirable de toutes : quelques officiers s'autoriseraient de la clause pour séparer leur sort de celui de leurs soldats.

Au premier étage, l'Empereur attendait. Au dehors, les troupes allemandes arrivaient, poussant des hourrahs. Dans la cour du château, le conseiller intime Abeken notait au crayon les extraordinaires événements. « Je veux, écrivait-il, tracer ces lignes pour garder le souvenir de ces jours mémorables ». Cependant quelques reporters anglais essayaient d'approcher, épiaient les bruits, recueillaient les propos, prenaient des croquis. La capitulation signée, le Roi fut prévenu. Enchaîné dès lors contre ses propres entraînements, il accourut. Sa joie, quoique très grande, était moins triomphante que celle de ses familiers : « Je crains, répétait-il, que cet événement, qui appartient à l'histoire du monde, ne nous apporte pas encore la paix. » Il aborda l'Empereur par ces mots : « Eh bien, le sort des armes a décidé entre nous. » Presque

aussitôt, sentant ce que ces paroles avaient de dur, il changea de ton, prit les mains du monarque, lui exprima très courtoisement ses regrets. Celui-ci était calme et, à ce qu'ont assuré les Allemands, paraissait comme délivré. Peut-être le souci de sa dignité lui commandait-il de cacher sa douleur. Peut-être aussi, ayant touché le fond de l'infortune, se sentait-il soulagé de n'avoir plus rien à craindre ni rien à vouloir. De l'entrevue on sait peu de chose, et elle importe peu, Napoléon n'étant plus le maître ni de la France, ni de l'armée, ni de lui-même. Au bout de vingt minutes, il reparut. « Messieurs, dit-il à ses officiers, nous allons à Wilhemshöhe » (1).

XIII

Pêle-mêle, officiers et soldats demeuraient entassés dans Sedan. Dans l'après-midi, un ordre du jour de Wimpffen publia la capitulation. Ce qui était chez les uns patriotique douleur se traduisit chez les autres en emportements contre les généraux, incapables, disait-on, ou traîtres. Beaucoup demeurèrent dans une indifférence morne, ayant tout épuisé, jusqu'à l'indignation. Le plus pressé était de vivre; les chefs s'employèrent à assurer quelques distributions. On déposa les armes dans les magasins, on incinéra les drapeaux. Les incendies s'éteignirent, mais non tous. De Bazeilles montaient encore de grandes colonnes de flammes et de fumée : on assure que les Bavarois, maîtres du village, loin de combattre le feu, allumèrent de nouveaux foyers (2). Cependant le vent apportait la rumeur d'immenses acclamations : c'étaient les troupes allemandes qui saluaient le Roi visitant le champ de bataille.

(1) Souvenirs du général de la Moskowa, aide de camp de l'Empereur (*Correspondant*, 25 décembre 1898, p. 967-968).

(2) Lettre du maire de Bazeilles au général Lebrun (Lebrun, *Bazeilles-Sedan*, p. 325).

Le 3 septembre, l'Empereur partit. Il avait été autorisé à passer par la Belgique. Il était accompagné de quelques-uns de ses aides de camp, de deux officiers allemands, d'une escorte de hussards prussiens. Par Vrigne-au-Bois, Saint-Menges, il doubla la presqu'île de la Meuse, et pénétra dans la forêt des Ardennes. Comme on venait de dépasser la frontière, un colonel de chasseurs belges se précipita au-devant du cortège, invoquant la neutralité violée. L'un des commissaires prussiens descendit et lui murmura quelques mots. L'officier laissa échapper un cri de surprise; puis saisi d'une compassion respectueuse et se tournant vers les prisonniers : « Allez, messieurs, dit-il; que Dieu vous garde! » Et il salua de l'épée. Une heure plus tard, on était à Bouillon. De là, à travers la Belgique, on atteindrait l'Allemagne, puis Willhemshöhe.

Ce jour du 3 septembre serait le premier de la captivité : 21,000 hommes avaient été faits prisonniers pendant la bataille; 83,000 venaient de tomber aux mains de l'ennemi par l'acte de capitulation (1). Les Allemands eurent plus souci d'assurer leur proie que de se montrer humains. Au nord-ouest de Sedan, la presqu'île d'Iges, entourée de trois côtés par la Meuse et fermée au sud par le canal de Glaires, formait une prison naturelle. En ces lieux de surveillance aisée, on entassa les vaincus comme on eût fait d'un troupeau. Point d'abris, point de paille, point de bois, point de distributions régulières de vivres. Les pluies qui survinrent en abondance et détrempèrent les terres basses accrurent l'insalubrité et augmentèrent les maux. On déterra les pommes de terre dans les champs, on abattit des chevaux. L'administration allemande envoya quelques têtes de bétail, quelques voitures de vivres, ressource dérisoire pour une telle multitude. Cependant, de l'autre côté de la Meuse, se relayaient les sentinelles, prêtes à fusiller quiconque tenterait de s'évader. Dès le 4 septembre, Wimpffen, un peu prompt pour un général en

(1) Voir *la Guerre franco-allemande*, t. II, p. 1225. — Ce chiffre de 21,000 prisonniers faits pendant la bataille paraît bien exagéré, à moins toutefois que les Allemands ne comprennent dans cette énumération un certain nombre de blessés tombés entre leurs mains au cours de l'action.

chef à se séparer de ses troupes, partit pour Stuttgard. Ducrot, qui ne s'éloigna que le 7; Lebrun, qui demeura jusqu'au 11, s'appliquèrent de leur mieux à adoucir le sort de l'armée. A partir du 6 septembre, les convois, formés chacun de 2,000 hommes, s'échelonnèrent vers l'Allemagne. Des bataillons de Landwehr escortaient les prisonniers. Ainsi fut évacuée la presqu'île d'Iges, le *Camp de la misère,* comme l'appelèrent les soldats. Et il faut que les souffrances aient été bien grandes pour que le départ, même pour la terre étrangère, ait paru à plusieurs allégement.

Ces lugubres cortèges n'étaient point toute l'armée. Quelques-uns étaient parvenus, le 31 août et même au matin du 1er septembre, à se dérober du côté de l'ouest. On les appellerait les *perceurs* et on leur ferait grande fête. Dieu sait seul dans quelle proportion ces fuites heureuses furent inspirées par le désir de se réserver pour la patrie ou de se dérober au combat. D'autres, au nombre de 3,000 environ, gagnèrent la Belgique et y furent internés. Restaient les victimes de la bataille. Le nombre de nos blessés a été évalué par les Prussiens à 14,000, celui des tués à 3,000 (1). Cinq généraux avaient été atteints mortellement. Partout on retrouvait des cadavres : sous les décombres de Bazeilles, dans les carrières de Floing, sur les pentes d'Illy, dans le bois de la Garenne. La plupart des coups avaient été portés par l'artillerie qui, sauf à Bazeilles, avait accompli presque toute la besogne. On se hâtait de recouvrir les pauvres restes, car le nombre des morts et l'encombrement extraordinaire inspiraient des craintes de contagion. De tous ceux qui avaient succombé, moins pour la victoire que pour l'honneur, peu de traces resteraient. Une chapelle à Bazeilles, quelques tombes dans le cimetière de Floing, çà et là quelques dalles isolées, et ce serait tout. Cependant, presque au sommet du plateau où on s'était tant battu s'élevait, s'élève encore, entre les deux tilleuls qui l'ombragent, la croix de pierre du calvaire : modeste à l'égal de notre fortune, toute petite et comme décapitée à

(1) *La Guerre franco-allemande,* t. II, p. 1225.

l'image de la France elle-même, elle serait comme le signe rédempteur du grand cimetière, et sous sa protection reposeraient en paix les humbles et glorieux morts tombés pour la patrie.

Tandis que s'achevaient ces soins funèbres, le roi Guillaume s'apprêtait à quitter Vendresse. Il se dirigerait vers Rethel, puis vers Reims et enfin vers Paris. Avant d'abandonner le lieu de sa victoire, il tint à rassembler dans un hommage commun ceux qui avaient cimenté sa grandeur. Le 3 septembre, à la fin d'un banquet, il unit dans un même toast ses trois illustres serviteurs : le général de Roon qui avait aiguisé l'épée, le général de Moltke qui l'avait dirigée, le comte de Bismarck qui avait montré le chemin à suivre (1). Si l'on ne tenait compte que de la conduite générale de la guerre, la louange était amplement méritée. Cette explosion de joie se justifiait aussi si l'on supputait soit les avantages politiques ou militaires, soit les profits matériels de la dernière bataille. Les Allemands n'ont pas manqué d'inventorier les dépouilles : 419 canons de campagne ou mitrailleuses, 139 pièces de place, 1,072 voitures, 66,000 fusils, tel fut le butin. Les pertes elles-mêmes, quoiqu'elles s'élevassent à près de 9,000 hommes, semblaient modérées pour le résultat (2). — En revanche l'inégalité des ressources amoindrissait un peu la gloire de la fructueuse journée. Les effectifs ennemis étaient presque doubles des nôtres; double aussi était leur artillerie. Nous étions enfermés dans Sedan : nos adversaires tenaient toutes les positions qui nous dominaient. Enfin les mêmes succès qui avaient enhardi les Allemands avaient démoralisé nos soldats; et si, dans cette journée de Sedan, ceux des Français qui avaient combattu s'étaient montrés admirables, la vérité oblige à ajouter que quelques-uns, lassés d'avance, n'avaient pas combattu du tout.

Cette disproportion enlève même à la bataille du 1er septembre un peu de l'intérêt dramatique qui s'attache aux

(1) Abeken, *Ein schlichtes Leben in bewegter Zeit*, p. 407.
(2) *La Guerre franco-allemande*, t. II, p. 1225.

grands duels des peuples. A Saint-Privat, à Rezonville surtout, un souffle de victoire avait par intervalles enflé nos drapeaux : de là toutes les émotions intenses du jeu terrible où se jouait la patrie. Ici le dénouement trop certain détruisait cette part d'espérance qui anime les luttes humaines. Dans l'histoire, presque toutes les grandes batailles se détachent avec un trait distinct. Ce qui marque la bataille de Sedan, c'est, du côté de nos adversaires, un déploiement de force matérielle, mécanique, brutale, tel que jamais on n'en avait vu un pareil. Il y eut, au lever du jour, un vif engagement d'infanterie à Bazeilles, simple épisode, simple combat partiel, bien que prolongé, tenace et sanglant. Bientôt les batteries survinrent, occupèrent de tous côtés les hauteurs, balayèrent, broyèrent, dispersèrent tout. Ce fut le triomphe de la science appliquée à l'art de détruire, le triomphe de la mort portée à longue distance et jusqu'à des adversaires impuissants à rendre les coups. D'un mot, on peut résumer la bataille : elle fut moins une lutte qu'un écrasement.

Se rencontra-t-il, en cette journée, un moment où le salut eût été possible? Aux premières heures, on eût pu, selon toute apparence, écouler quelques portions de l'armée vers l'ouest. On eût ramené vers le nord, vers Paris, non tout, mais quelque chose. En tout cas, la lutte engagée au débouché de Saint-Albert laissait place aux combinaisons de l'habileté et réservait des chances au courage. Ducrot embrassa fortement cette conception, la seule digne d'un homme de guerre. On sait ce qui suivit. L'abandon du dessein fut fatal au pays. Peut-être la mémoire de Ducrot y gagna-t-elle; car la France, ignorant éternellement à quelle catastrophe totale elle avait échappé, n'eût pas compté, à la gloire du général, ce qu'il aurait sauvé, et lui eût à jamais reproché ce qu'il aurait laissé perdre.

Ce fut la seule chance. Plus tard il n'y eut plus qu'à se rendre ou à mourir. Quand le temps a effacé la trace des douleurs privées, les peuples sont moins reconnaissants à leurs maîtres pour le sang épargné qu'ils ne s'enorgueillissent pour le sang répandu. Peut-être, en vouant à une perte certaine ses soldats et lui-même, Napoléon eût-il, au prix d'une effroyable

tragédie, sauvé d'une atteinte mortelle la légende impériale et sa race? L'âme du souverain, très aguerrie contre les dangers personnels, était trop humaine pour ces féroces immolations. Un jour, à Chislehurst, s'entretenant avec un de ceux qui le visitaient en son exil, il disait : « On a prétendu qu'en nous ensevelissant sous les ruines de Sedan nous aurions mieux servi mon nom et ma dynastie. C'est possible. Mais tenir dans la main la vie de milliers d'hommes et ne pas faire un signe pour les sauver, c'était chose au-dessus de mes forces. » Et le pauvre prince ajoutait : « Mon cœur se refuse à ces sinistres grandeurs. » Qui ne serait touché de ces paroles? La véritable histoire place ses sévérités à l'époque où se commettent les fautes, non à l'époque où les fautes se paient. Les fautes, c'est l'incroyable série d'aberrations, d'ignorances, de rêves ambitieux et débiles qui avaient mis toutes choses à point pour le dernier abaissement. Sedan, ce n'est que l'expiation. Durant tout le cours du règne, il y eut des coupables : le 1er septembre, dans la petite place forte où vint s'abîmer la France, il y eut surtout des malheureux. Au milieu de ces malheureux, l'Empereur, plus infortuné que tous les autres, n'était plus rien. Quand tout se fut effondré, quand on fut arrivé à se rejeter le commandement comme jadis on le recherchait, il intervint avec l'impassible tristesse de sa grandeur désabusée et, avant de déchoir pour jamais, redevint le maître une dernière fois, pour arrêter le sang. Je ne sais si je me trompe; mais cet acte suprême achève de peindre l'homme funeste mais non haïssable, complexe et compliqué mais non vulgaire, égaré mais non méprisable, chimérique mais généreux, dont l'histoire s'achève. La Providence, en le frappant, se refusait à le dégrader tout à fait. Sur cette existence d'où se retiraient tous les rayons, elle laissait luire ce rayon divin qui naît de la bonté. Comme le pauvre Empereur avait été bon, il le serait jusqu'au bout. Cette marque serait la sienne, elle subsisterait comme une harmonie dernière au milieu de toutes les incohérences de son règne; et celui qui toute sa vie avait été prince humanitaire finirait du moins par un acte d'humanité.

LIVRE XLVI

LE QUATRE SEPTEMBRE

Sommaire : I. — Paris : les journées des 1er et 2 septembre ; quelles nouvelles arrivent par le général Vinoy ; comment les informations se complètent. — Journée du 3 septembre, séance de la Chambre : divulgation officielle du grand désastre.

II. — Quelles conduites sont possibles pour le gouvernement : conseil des ministres ; comment le gouvernement ne sait ni concentrer vigoureusement le pouvoir entre ses mains ni se dessaisir à propos au profit de la Chambre. — Le Corps législatif : comment M. Schneider convoque les députés pour une séance de nuit. — La séance de la Chambre : déclaration de Palikao ; comment il ne formule aucune proposition. Jules Favre : proposition de déchéance ; la séance est levée. — Quel abattement règne parmi les conseillers et les fonctionnaires de la Régence.

III. — Le 4 septembre : aspect de la ville au début de la journée. — Quelles dispositions règnent au Palais-Bourbon : la gauche ; M. Thiers et les centres ; la majorité. — Conseil aux Tuileries : M. Schneider ; quelles concessions paraissent résolues ; comment ces concessions sont tardives et incomplètes.

IV. — Comment les bandes populaires grossissent : y a-t-il eu conspiration ou manifestation spontanée ? — Quelles étaient les forces dont disposait le gouvernement pour le maintien de l'ordre ; quel homme eût seul pu inspirer confiance et se faire obéir : Trochu ; sa condition ; son rôle.

V. — Arrivée de la force publique. — Les spectateurs des tribunes ; aspect de la salle avant l'ouverture de la séance. — Les députés ; pourparlers et conciliabules ; M. Buffet et quelques-uns de ses collègues aux Tuileries. — La séance parlementaire ; les trois motions : le général de Palikao ; Jules Favre ; M. Thiers. — Réunion dans les bureaux : faveur pour le projet de M. Thiers : nomination des commissaires ; quel tumulte se manifeste soudain dans le palais législatif.

VI. — La manifestation : comment des détachements de gardes nationaux, non commandés pour le service, parviennent à franchir le pont de la Concorde. — La police reçoit l'ordre de se retirer. — Pourparlers près des grilles du palais : comment les grilles s'entr'ouvrent, puis cèdent tout à fait. — Les

I

A Paris, les journées des 29, 30, 31 août s'étaient écoulées sans nouvelles positives. L'opinion générale était que les Prussiens, abandonnant la route de la capitale, remontaient vers Vouziers et Montmédy. Les informations officielles manquant, les journaux recueillaient les rumeurs, et à toutes sortes de récits fantaisistes ajoutaient une érudition géographique qui ne l'était pas moins. Pour raffermir les courages on détaillait, on amplifiait tout ce que les correspondances étrangères contenaient de défavorable à nos ennemis : ils étaient, disait-on, organisés pour une courte campagne, non pour un effort durable; déjà ils souffraient des marches, des intempéries, des privations; ils avaient, depuis le commencement de la guerre, perdu 200,000 hommes, et chaque jour d'hostilités leur coûtait 10 millions. Ni cette abondance de considérations, ni cet excès d'optimisme ne rassuraient. Inquiet du long silence, le public accusait le gouvernement de céler la vérité. Pour tout dire, les membres du cabinet eux-mêmes soupçonnaient

Palikao de leur cacher des dépêches. N'y tenant plus, le ministre de l'Intérieur, M. Chevreau, fit partir pour le théâtre de la guerre deux de ses maîtres des requêtes, avec mission de rapporter au plus vite des informations précises (1).

Le 1er septembre, des télégrammes d'origine prussienne, publiés par le *Times,* annoncèrent la défaite de Beaumont. Dans les régions officielles, on tenta d'obscurcir ce qu'on ne pouvait nier, et on parla d'une série d'engagements mêlés de revers et de succès. Puis quelques dépêches circulèrent, favorables, triomphantes même, mais si invraisemblables qu'elles ne pouvaient qu'aiguiser l'anxiété. Cependant les plus perspicaces, recomposant une portion de la réalité sans l'embrasser tout entière, se pénétraient des effroyables dangers que courait Mac-Mahon. Il n'y avait pas une heure à perdre pour ramener vers Paris l'armée de Châlons. Ainsi parlaient, au Conseil de défense, M. Thiers, le général de Chabaud-La Tour, le général Trochu, et aussi M. Jérôme David (2). « Vous avez déjà, disait M. Thiers, un maréchal bloqué; bientôt vous en aurez deux. »

Cette journée du 1er septembre était celle de la grande bataille. Le matin, un bulletin du *Journal officiel* rassembla tout ce qui pouvait rassurer : l'emprunt avait été couvert et au-delà; l'esprit le plus patriotique animait l'armée; les puissances manifestaient les dispositions les meilleures. Au Palais-Bourbon, la séance s'ouvrit à l'heure accoutumée et, comme on eût fait aux jours les plus calmes, on discuta un projet sur la *Banque d'Algérie.* On en était là quand, vers quatre heures de l'après-midi, le ministre de la Guerre reçut la première dépêche qui laissait soupçonner l'immensité de nos malheurs.

Elle arrivait de Mézières. Là-bas était Vinoy avec une portion du 13e corps. Vers une heure il avait aperçu, du haut de la citadelle, des soldats, des artilleurs qui se dirigeaient en désordre vers la place. Un peu plus tard était sur-

(1) Relation manuscrite de M. Léon Chevreau.

(2) Déposition du général de Chabaud-La Tour, procès du général Trochu contre le *Figaro (Gazette des Tribunaux,* 29 mars 1872).

venu le lieutenant-colonel Tissier, sous-chef d'état-major de Mac-Mahon. Cet officier avait quitté le champ de bataille vers neuf heures, portant avec lui les papiers du maréchal et ayant mission de les mettre en sûreté : « Mon général, dit-il à Vinoy, tout est perdu; Sedan est bloqué, l'armée est cernée, le maréchal est blessé; il m'a confié ses papiers et m'a dit de partir comme je pourrais. » Telles étaient les nouvelles, incomplètes mais effrayantes, que le commandant du 13ᵉ corps venait de transmettre à Palikao.

A cinq heures du soir, le ministre de la Guerre télégraphia à Vinoy : « Dans les circonstances actuelles, je vous laisse maître de vos mouvements en ce qui concerne le 13ᵉ corps. J'arrête tous les convois de matériel sur Mézières. Je compte que Mézières saura tenir. Réunissez-y en approvisionnements et en vivres ce qui sera nécessaire (1). » L'essentiel était, non d'essayer un combat inutile, mais de dérober à la contagion de la défaite des troupes jeunes, impressionnables, inaguerries. A la fin du jour, le commandant du 13ᵉ corps rassembla ses régiments. Déjà quelques uhlans, se rapprochant des remparts, échangeaient des coups de feu avec nos avant-postes. Pendant la nuit, la petite armée s'engagea sur la route de Rethel et commença la retraite qui la ramènerait vers Laon, puis vers Paris (2).

Ceux des vaincus qui avaient percé les lignes s'échappaient confusément vers Nouzon, vers Rocroi, ou, remontant la route de Flandre, se dirigeaient vers Hirson. Le 2, dès le matin, une dépêche d'un des sous-préfets des Ardennes, adressée au ministre de l'Intérieur, signala le passage de nombreux fuyards (3). Dans la journée, d'autres messages pareils se succédèrent, venant des maires, des sous-préfets. Chose singulière! dans le même temps, un télégramme fort incohérent, arrivé de Londres, annonçait que les Français avaient, l'avant-veille, remporté un succès; que Bazaine chassait les Prussiens sur

(1) Voir général VINOY, *Opérations du 13ᵉ corps*, annexes p. 431-432.
(2) *Id.*, p. 54 et suivantes. — *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Vinoy, t. III, p. 111-112.
(3) Relation manuscrite de M. Léon Chevreau.

Sedan (1). Vis-à-vis du public le silence fut gardé. Les députés se réunirent. Au milieu de l'inattention universelle, on débattit un projet sur l'élection des officiers de la garde nationale. Le général de Palikao parut. On se précipita vers lui : « Il y a, dit-il, des nouvelles favorables, d'autres moins bonnes; elles sont tellement contradictoires que je ne puis rien dire... Je vous dirai, ajouta-t-il, ce que je saurai. » Puis il se reprit : « Au moins ce que je saurai d'officiel. »

La journée du 2 s'acheva-t-elle sans que ces informations officielles, les seules dont on voulût tenir compte, arrivassent au ministère de la Guerre? Le général de Palikao a affirmé son ignorance. Pourtant, dans le récit du grand état-major prussien, on lit les lignes suivantes : « Après la capitulation, le général de Wimppfen adressa au ministre de la Guerre à Paris, par l'intermédiaire de l'état-major allemand, un télégramme dans lequel il lui annonçait le sort de l'armée de Châlons (2). » La relation allemande, parfois inexacte, est-elle, sur ce point, erronée? A défaut du général de Palikao, l'un des ministres reçut, vers six heures, par une source non officielle, mais très sûre, l'entière confirmation du désastre.

Ce ministre était M. Jérôme David, chargé du portefeuille des Travaux publics. Les jours précédents, il avait envoyé sur le théâtre des opérations l'un de ses amis, M. de Bouville, ancien préfet, avec mission d'inspecter les voies ferrées. M. de Bouville avait reçu à son départ un chiffre spécial qui assurerait le secret de ses communications. Sous ce chiffre, il expédia de Bruxelles, à la fin de l'après-midi, une dépêche qui contenait ces mots : « Grand désastre, Mac-Mahon tué, l'Empereur prisonnier, je ne sais où est le prince impérial (3). »

M. Jérôme David communiqua la dépêche à l'Impératrice, mais non, à ce qu'il semble, à ses collègues. La nuit venait. Il se rendit au Comité de défense. Là M. Thiers, reprenant le plan qu'il développait depuis plusieurs jours, réclama avec

(1) *Enquête sur le 4 septembre,* déposition Palikao, t. I[er], p. 170.
(2) Voir t. II, p. 1223.
(3) Voir les très remarquables études de M. Étienne Lamy sur le *Second Empire,* p. 343-344, et note.

un surcroît d'insistance la retraite de Mac-Mahon vers Paris. Tandis qu'il parlait, M. Jérôme David se tenait la tête dans les mains, immobile et comme absorbé. Comme l'orateur s'animait de plus en plus, il se rapprocha de lui et lui glissa ces mots : « Je vous en prie, n'insistez pas; tout à l'heure, j'aurai quelque chose à vous dire. » Ce langage annonçait une confidence extraordinaire. M. Thiers se tut et, son silence abrégeant la discussion, la séance se termina un peu moins tard que de coutume. Quand le ministre et l'homme d'État se trouvèrent seuls dans la rue Saint-Dominique, le redoutable secret s'échappa. L'armée avait perdu son chef : elle était prisonnière; l'Empereur était captif. La réalité dépassait tout ce que pouvait redouter le patriotisme, tout ce que pouvaient prévoir la perspicacité ou la haine. Très différents l'un de l'autre, presque inconnus l'un à l'autre, les deux hommes se rapprochaient en un seul point : la conviction de la France atteinte au cœur, de l'Empire perdu. Ils s'acheminèrent vers le pont Solférino. Là, au moment de se séparer, sous la nuit froide et sombre, ils s'arrêtèrent quelque temps, dans l'anxieuse, dans l'obsédante recherche d'un remède. Cependant des lèvres de M. Jérôme David un mot s'échappa, qui révélait l'arrière-espoir de sauver la Régence, fût-ce en la confiant à ses adversaires : « Ne vous désolez pas, dit-il à M. Thiers; vous pouvez rendre encore de grands services au pays, il faut les lui rendre. » La suggestion était d'autant plus significative qu'elle émanait d'un des tenants de l'Empire autoritaire. La réponse fut l'expression d'un découragement accablé : « Je ne puis rien; il est trop tard; où serons-nous dans huit jours? » Ayant parlé de la sorte, M. Thiers s'éloigna (1).

Le jour du 3 septembre se leva. Dans la ville, des rumeurs sinistres couraient, quoique contredites. Les esprits, devenus fort incrédules par l'abondance des nouvelles fausses, répugnaient à se désespérer comme ils eussent hésité à se réjouir. Tandis qu'on se débattait entre l'angoisse d'ignorer et la crainte

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Thiers, t. Ier, p. 13-14.

de savoir, des dépêches, de source privée mais très dignes de foi, arrivèrent de Bruxelles. Sans fournir les détails, elles dévoilaient, au moins en partie, la catastrophe. Puis des trains venant de Belgique des voyageurs descendirent, confirmant les bruits terribles. Députés, journalistes, gens de Bourse coururent au ministère de l'Intérieur, au ministère de la Guerre. Place Beauvau, on ne savait rien d'officiel, mais on était consterné; rue Saint-Dominique, on alléguait la même ignorance, mais çà et là erraient, dans un désordre plein d'effarement, les officiers d'état-major, les uns pâles d'émotion, les autres rouges de larmes. Les députés de la gauche se rassemblèrent. Suivant le témoignage de l'un d'eux, ils connurent alors, par une confidence de M. Thiers, ce que celui-ci avait appris de M. Jérôme David (1). Il leur parut que les choses seraient bientôt à point pour les résolutions décisives. Moitié impuissance, moitié modération, ils n'aspireraient point au pouvoir pour eux-mêmes, mais pareraient le Corps législatif des dépouilles impériales. Sous ces apparences débonnaires, la République cheminerait, en attendant son heure. Quelle serait la Commission exécutive issue du Palais-Bourbon? On prononçait plusieurs noms : Trochu, militaire consommé, libéral éprouvé, victime, disait-on, de l'Empire, et, à tous ces titres, nécessaire; M. Schneider, assez homme d'affaires pour rassurer tous les intérêts, même les plus craintifs, teinté de ce libéralisme édulcoré qui serait la nuance dominante du Corps législatif repentant, avec cela trop sceptique pour devenir jamais un embarras; M. Thiers enfin, grandi de tout le discrédit de l'Empire et populaire par le prestige de ses prévisions justifiées. Comme celui-ci se mêlait aux conciliabules de l'Opposition, Jules Favre, Simon, Picard, peut-être aussi Gambetta, allèrent à lui, le sollicitèrent de prendre sa part du pouvoir bientôt vacant. Prestement il se récusa. Son bon sens lui montrait la situation sans remède; son égoïsme lui soufflait de laisser s'user les autres en se réservant. « Pas moi, dit-il, pas moi, je vous en prie. » Et il échappa à ses amis de la gauche,

(1) Jules Simon, *Origine et chute du second Empire*, p. 340.

comme pendant la nuit, sur le pont Solférino, il avait échappé à M. Jérôme David.

L'Impératrice avait gardé secrète la dépêche de M. de Bouville. Livrée à elle-même, elle caressait l'illusion commune à tous les pouvoirs vaincus, celle de retenir leur chute en se rendant populaires. Tandis que les députés de la gauche affectaient la modération jusqu'à s'effacer, elle s'appliquait à chercher des concours qui signifiassent réparation des fautes passées, consolidation de la liberté. Quel nom, mieux que celui de M. Thiers, répondrait à ce programme? Aux paroles de M. Jérôme David succédèrent des avances plus directes. Dans l'intimité de l'Impératrice vivait M. Mérimée, ami des anciens jours, discret et fidèle. Il fut le messager choisi pour pressentir celui qu'on voulait attirer. Quoique déjà fort malade — il devait mourir un mois plus tard — il se traîna le 3 septembre dans l'après-midi jusque chez M. Thiers : « Vous devinez, lui dit-il en entrant, l'objet de ma visite. » Sur un signe affirmatif, il poursuivit : « Vous pouvez nous rendre un grand service. Vous êtes indifférent aux dynasties, soucieux surtout de la France. L'Empereur est prisonnier. Il ne reste qu'un enfant et une femme. Quelle occasion de fonder à jamais le gouvernement représentatif ! » La réponse dissipa tout espoir. Elle se résumait d'un mot : il n'y avait plus rien à faire. Dégradant lui-même l'objet de sa mission, M. Mérimée ne parla plus de participation au pouvoir, mais de simples conseils à porter aux Tuileries. « Quels avis suggérer, reprit M. Thiers avec un surcroît de découragement? Le ministère a été mal constitué, mais il n'est possible à l'heure actuelle ni de le refondre ni de le remplacer. Quant à l'abdication de l'Empereur, un ami, un ami éprouvé, peut seul en souffler la pensée. Reste la conduite des opérations militaires. Mais que dire, que faire quand tout échappe? Il n'y a plus que Bazaine : est-il encore possible de communiquer avec lui? » Sur ces paroles d'une sagesse très réelle, quoique d'une sagesse égoïste, l'entretien se termina (1). Si je suis bien informé, un député,

(1) *Enquête sur le 4 septembre,* déposition Thiers, t. Ier, p. 14.

M. d'Ayguesvives, ancien chambellan, essaya derechef d'amener M. Thiers aux Tuileries. Une démarche pareille serait tentée le lendemain par M. de Metternich. Mais le même refus péremptoire qui avait éconduit Mérimée arrêterait, dès les premiers mots, les autres négociateurs.

A trois heures, la séance parlementaire s'ouvrit. Une curiosité angoissée attendait les explications de Palikao. Un faible espoir restait que les dépêches officieuses, répandues depuis le matin, seraient, sinon contredites, du moins adoucies. Le langage du ministre de la Guerre acheva d'atterrer. Il ne nia rien, n'affirma rien non plus, mais laissa tout deviner. En quelques paroles incohérentes il traça de la situation militaire un tableau qui ne l'était pas moins. A travers la confusion des mots perçait l'horreur des choses. Le ministre annonça des événements graves : on ne les connaissait pas officiellement, mais « quelques-uns devaient être vrais ». Les demi-aveux s'enveloppaient d'un reste de fanfaronnades enfantines où se compromettait la dignité du malheur. « Nous avions d'abord, disait Palikao, culbuté une partie de l'armée prussienne dans la Meuse; plus tard, accablés sans doute par le nombre, nous avions dû nous retirer, soit sous Mézières, soit sous Sedan; soit même, mais en petit nombre, sur le territoire belge. » La fin du discours accrut l'impression frissonnante : « Il y a peut-être encore d'autres nouvelles d'une nature plus grave, telles que la blessure du maréchal Mac-Mahon et d'autres qu'on fait circuler. Mais, je déclare que nous n'avons reçu aucune nouvelle officielle de ce genre. » Ainsi parla le général, effrayant par ses aveux, plus effrayant par ses réticences, et avec de vains simulacres d'espoir où ne se prenaient ni l'auditoire ni l'orateur lui-même. Quand le ministre eût regagné sa place, Jules Favre demanda la parole : « Le gouvernement de fait a, dit-il, cessé d'exister... Pour éviter toute confusion, il est nécessaire que tous les partis s'effacent devant le nom d'un militaire qui prenne la défense de la nation. » Sans nommer Trochu, Favre le désigna clairement. « Devant lui, ajouta-t-il, tous les fantômes de gouvernement doivent disparaître. » Il ne restait plus qu'à pousser

jusqu'au bout l'audace et à formuler la proposition de déchéance.

A quatre heures et demie, la séance fut levée. Tandis que les députés étaient rassemblés, le directeur des lignes télégraphiques, M. de Vougy, était arrivé aux Tuileries. Il tenait la dépêche officielle. Elle était enfin parvenue, et était adressée par l'Empereur à l'Impératrice. Des mains de M. de Vougy, le ministre de l'Intérieur prit le fatal papier, et le remit lui-même à sa souveraine. Il contenait ces seuls mots : « L'armée est défaite et captive ; moi-même je suis prisonnier. »

II

Tout ce que, depuis la veille, on soupçonnait; tout ce que, depuis le matin, on affirmait, se détachait en pleine lumière. Pour trouver infortunes pareilles, il fallait remonter jusqu'au temps de Charles le Gros, jusqu'aux jours du traité de Troyes. Convoqués d'urgence, les ministres se rassemblèrent aux Tuileries. L'Empire pouvait-il encore se sauver? Deux conduites seules étaient possibles. — La première consistait à ressaisir vigoureusement les rênes, à décréter incontinent les mesures de salut public, à s'appuyer sur les forces de police, à préparer dans le silence universellement imposé la défense de la capitale contre l'ennemi. Quelle que fût l'impopularité née de la défaite, la vieille terreur de l'Empire gardait à ce plan quelques chances. — La seconde conduite, toute contraire, se réduisait à faire dériver vers le Corps législatif les principaux attributs du pouvoir et à le grandir assez pour lui ravir toute tentation d'usurper. On se hâterait, pour que le dessaisissement, paraissant tout spontané, emportât quelque reconnaissance. Si la souveraine savait garder le mérite de l'initiative, la Commission, élue par la Chambre, se ressentirait sans doute de cet accord, et les choix, selon toute apparence, marqueraient la volonté de suppléer la Régence, non de l'abolir.

L'Impératrice se réserverait un droit, plus ou moins nominal, de contrôle ou d'approbation. Pour tout le reste, elle s'effacerait, comme une faible femme, en une grande tempête, passe le gouvernail à des mains plus robustes. On aurait ainsi, par un expédient acceptable, assuré pour le présent un ordre à demi régulier. Quant à l'avenir, le sort des combats et la volonté de Dieu décideraient de la dynastie napoléonienne.

Que l'une et l'autre combinaisons fussent pleines de périls, il serait superflu de le contester. Si la Régente, par un brusque retour, ressaisissait le pouvoir personnel, elle risquait de soulever les passions populaires et, soit qu'elle triomphât de l'émeute, soit qu'elle y succombât, l'odieux d'une guerre intestine, mêlée à la guerre étrangère, demeurerait comme une tache indélébile sur le règne et sur la dynastie. Si au contraire, par une abdication temporaire et partielle, l'Impératrice s'effaçait devant la Chambre, la Commission parlementaire offrirait tous les dangers des pouvoirs directoriaux; tiraillée en sens contraire, on ne savait pas bien à quel courant elle obéirait et, suivant le cours des événements ou le hasard, elle pourrait être entraînée bien loin de l'Empire. — Si fondées que fussent ces craintes, on était arrivé à ce degré de malheur où l'on n'a plus que le choix entre les périls. Une dynastie traditionnelle, liée au peuple par un lien cimenté de siècle en siècle, ajoute, en temps d'épreuve, sa force propre à celle de la nation. Dynastie d'aventure, la monarchie napoléonienne ne vivait que par le succès et, sous le coup des revers, elle se trouvait réduite à la dure condition, où de périr, ou de se transformer sous le feu de l'ennemi.

Le temps pressait. Ici se place la grande faute. Les conseillers de la Régente n'eurent ni l'audace qui sait usurper, ni l'abnégation avisée qui se dépouille à propos. Ils arrivèrent les uns après les autres, tout effarés d'un désastre où s'anéantissait leur énergie. Palikao avait jusque-là soutenu son rôle avec une assurance mêlée de hâbleries; sous la réalité accablante, tout cet aplomb emprunté s'effondrait. Ses collègues, hommes d'esprit distingué et gens d'honneur, n'étaient point de taille à dominer de telles tempêtes. Il fallait publier la

nombre de députés, revenus au Palais-Bourbon après leur repas du soir, s'interrogeaient anxieusement : « Est-ce vrai? — Quoi? — L'affaire de Sedan. — Certainement, hélas! » Plusieurs ajoutaient après un silence : « Ne ferons-nous rien? » En ces mots se résumait la pensée angoissée de ceux qui, sentant tout s'écrouler, aspiraient du moins à dégager des ruines eux-mêmes et la France. Dans cette pensée se confondaient non seulement les membres du centre gauche et du centre droit, mais bon nombre de vieux bonapartistes. Que les conseillers de la Régente, faisant sur l'heure acte de gouvernement, concédassent avec une promptitude résolue ce qu'ils ne pouvaient retenir, et le prix de leur sacrifice serait une chance, une faible chance de garder l'Empire. Que s'ils tardaient, tout échapperait pour jamais.

Vers huit heures et demie, M. Schneider rentra des Tuileries. Comme il était à table, on le prévint que plusieurs députés demandaient à le voir et réclamaient une séance de nuit. Pour se donner le temps de réfléchir, il les fit attendre et, à tout événement, prescrivit qu'on préparât les avis de convocation. Sa perplexité était extrême. Il avait participé aux délibérations du Conseil qui venait de surseoir à toute réunion jusqu'au lendemain; d'un autre côté, sa sagesse lui montrait le danger de l'ajournement. Les représentants furent introduits : c'étaient, autant qu'on a retenu les noms, M. Dréolle, M. Calvet-Rogniat, M. de Dalmas et aussi M. de Kératry. « Il importe, dit M. Dréolle, que le peuple de Paris, en apprenant officiellement le désastre, apprenne aussi les mesures prises par les pouvoirs publics. » M. Schneider refusa d'abord, objectant les difficultés de la convocation. « Qu'à cela ne tienne, observa M. de Kératry, la plupart de nos collègues sont déjà revenus dans le Palais. » Sur ces entrefaites, d'autres députés arrivèrent à la présidence : c'étaient M. Martel, M. Lefèvre-Pontalis, M. Josseau; on en compta bientôt près de quarante. Tous tinrent un langage identique : de si grands événements réclamaient la convocation immédiate des élus de la nation; la Chambre serait plus maîtresse d'agir, alors que le peuple de Paris ignorerait

encore l'étendue du désastre. Ces pensées étaient celles de M. Schneider lui-même et, seule, la récente décision des ministres l'embarrassait. En ce moment survinrent quelques-uns des membres de l'Opposition, en particulier Jules Favre, Picard. Jules Favre, qui venait de conférer avec ses amis, ne déguisa pas son dessein de demander la déchéance. Le président était trop éclairé pour nourrir beaucoup d'illusions sur l'Empire, trop sceptique pour s'irriter beaucoup. Il se borna à quelques objections courtoises et tristes. Si le salut était possible, c'était du Corps législatif, c'était de l'étroite union des centres et de l'ancienne majorité qu'il viendrait. Les derniers scrupules de M. Schneider s'évanouirent, et la Chambre fut convoquée pour minuit (1).

Les ministres s'étaient ménagé un répit jusqu'au lendemain. A la nouvelle de la réunion, leur surprise fut grande et aussi leur contrariété. Ils arrivèrent successivement au Palais-Bourbon et, se rendant chez M. Schneider, se répandirent en reproches. Ils demandèrent, mais en vain, que la décision fût rapportée. « Nous n'irons pas à la séance, disaient les plus excités. — Hélas! répliquaient les autres avec une tristesse désabusée, si nous nous abstenons, on se passera de nous. » Le plus courroucé était le général de Palikao. Il soupçonnait une manœuvre de l'Opposition, ardente à surprendre un vote pour la déchéance de l'Empire (2). Au lieu de s'irriter, il eût dû remercier la Providence qui lui mettait aux mains une occasion dernière de faire acte d'homme d'État, de devancer ses adversaires par fermeté ou concession, d'amortir ou de déconcerter les manifestations du lendemain. Quelques représentants, fortement pénétrés de cette opportunité, pressaient le général de se hâter. « Proposez les décrets nécessaires, lui disaient M. Dréolle et M. Calvet-Rogniat; ne laissez pas l'initiative à vos ennemis. » Allèrent-ils jusqu'à insinuer l'idée

(1) Voir *Enquête parlementaire sur le 4 septembre*, dépositions Dréolle, Schneider, Kératry, Josseau, etc., etc. — Jules FAVRE, *le Gouvernement de la défense nationale*, Ire partie, p. 60. — DRÉOLLE, *la Journée du 4 septembre*, passim.

(2) Général PALIKAO. *Un ministère de vingt-quatre jours*, p. 128.

de mesures dictatoriales? Palikao l'a prétendu (1). Et l'affirmation est assez vraisemblable, car M. Dréolle disait à ses collègues : « Il faut une concentration de pouvoirs au profit de n'importe qui. Si Cavaignac existait encore, c'est lui que j'irais chercher. » A toutes les instances, le ministre, devenu tout à coup formaliste et timide sans cesser d'être emporté, répliquait en invoquant la récente décision du Conseil : « Je ne changerai rien, répliquait-il, à ce qui a été résolu. » Et il répétait nerveusement : « Je n'assisterai pas à cette séance (2). »

En tous ces pourparlers, le temps s'écoulait. L'heure de minuit était passée. Sur leurs bancs les députés s'impatientaient. Derechef, quelques-uns d'entre eux, notamment M. Martel, allèrent au ministre de la Guerre, le supplièrent de rédiger une proposition propre à retenir quelque chose de tout ce qui se dissolvait. Les instances demeurèrent inutiles, et quand enfin Palikao et ses collègues se décidèrent à entrer dans la salle, ce fut sans rien apporter.

A une heure du matin, M. Schneider monta au fauteuil. Dans les annales parlementaires, on compte nombre de séances mémorables par leurs agitations. Celle-ci fut plus tragique par son calme atterré qu'aucune autre par ses turbulences. Peu de monde dans les tribunes; dans l'hémicycle au contraire, une grande affluence; partout un abattement consterné, et un excès d'émotion qui étranglait les paroles. Palikao confirma les horribles nouvelles : l'armée était captive, l'Empereur prisonnier. On attendait les actes qui grouperaient les amis, retiendraient les douteux, déconcerteraient les ennemis. Quand tout commandait un langage viril, on ne put saisir que quelques phrases ternes et vulgaires : « Il nous serait impossible, dit le ministre de la Guerre, d'entamer une discussion relativement aux conséquences que des événements si graves, si importants, doivent entraîner. Nous demandons que la discussion soit remise à demain. Vous com-

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Palikao, t. Ier, p. 165.
(2) Dréolle, *Journée du 4 septembre*, p. 23.

prendrez que nous n'avons pu nous entendre entre nous, car on est venu m'arracher de mon lit pour me dire qu'il y avait une séance de nuit. »

Consterné, mais ayant gardé son sang-froid, le président essaya de lever la séance. Gambetta l'arrêta, et avec un accent qui déjà semblait d'un maître. La gauche avait profité de la soirée pour formuler une proposition de déchéance. Vingt-sept députés l'avaient signée. Vainement, M. Schneider s'était entremis pour faire ajourner l'acte fatal. De sa voix profonde et un peu sourde, Jules Favre lut lentement ces mots : « Nous prions la Chambre de vouloir bien prendre en considération la motion suivante :

« Art. 1er. — Louis-Napoléon Bonaparte et sa dynastie sont déclarés déchus des pouvoirs que leur a conférés la Constitution.

« Art. 2. — Il sera nommé par le Corps législatif une commission composée de... (vous fixerez, messieurs, le nombre de membres que vous jugerez convenable)... qui sera investie de tous les pouvoirs du gouvernement, et qui aura pour mission expresse de résister à outrance à l'invasion et de chasser l'ennemi du territoire.

« Art. 3. — M. le général Trochu est maintenu dans les fonctions de gouverneur général de la ville de Paris. »

Jules Favre ajouta : « Je livre cette proposition à vos sages réflexions, et demain, ou plutôt aujourd'hui dimanche, à midi, nous aurons l'honneur de dire les raisons impérieuses qui nous paraissent commander son adoption. »

La motion était moins étonnante que la torpeur qui l'accueillit. Parmi tous ceux qui avaient vécu de l'Empire, parmi les ministres eux-mêmes, aucun soubresaut de l'honneur, aucun réveil de la fidélité, aucune explosion de la colère. La même passivité, qui s'était courbée sous le maître, se courbait sous la Révolution. Sur l'Empire vaincu ce silence tombait comme un arrêt de mort. Les sténographes ont marqué l'impression de la Chambre par ce simple mot : ***Mouvements divers***. Et dans cette froide constatation règne une triste éloquence qu'aucune peinture n'égalerait. Un seul homme,

M. Pinard, se leva de son banc et, redressant sa petite taille, s'écria : « Nous pouvons prendre des mesures provisoires, nous ne pouvons pas prononcer la déchéance. » La protestation manquait de flamme. Ce fut la seule. La séance fut levée. Elle avait duré une demi-heure.

Tant d'effacement après tant d'assurance déroutait ceux qui avaient vécu dans la crainte de l'Empire. Quelle que dût être dans les régions officielles la démoralisation de la défaite, un si complet anéantissement semblait suspect. Palikao passait pour un homme résolu, indifférent par nature et par éducation aux scrupules légaux, capable de tout oser pour ne pas périr. Parmi ses collègues, plusieurs avaient recueilli les plus âpres traditions du régime autoritaire. N'y avait-il pas dans ce silence un piège, dans cette abstention une feinte? Et ces mêmes hommes, dédaigneux des paroles, n'essaieraient-ils pas de raviver par violence leur pouvoir mourant? Comme la séance finissait, quelques députés, s'échappant à la dérobée, se répandirent dans la ville, afin d'épier les signes auxquels se reconnaîtraient les préparatifs d'un coup d'État. Deux d'entre eux portèrent leurs pas jusqu'à la préfecture de police, en scrutèrent d'un œil inquiet les abords, et ne se rassurèrent qu'en constatant partout le calme, la solitude, l'obscurité (1). Je me souviens avoir jadis raconté quelque chose de pareil. Dix-neuf ans auparavant, à la veille du 2 décembre, M. Baze et ses amis faisaient autour de l'Élysée les mêmes rondes. Cette fois, la crainte était vaine, et l'Empire ne se recommencerait plus. Tandis qu'une vigilance peureuse inspirait ces promenades nocturnes, les hauts fonctionnaires du règne brûlaient leurs papiers compromettants, et ne croyant plus au régime ni à eux-mêmes, disposés à s'exécuter avant qu'on les condamnât, se tenaient tout prêts, non à résister, mais à partir. Vers une heure du matin, M. Ferdinand Barrot, grand référendaire du Sénat, ayant consulté M. Rouher, celui-ci lui répondait avec une résignation accablée : « Il n'y a plus rien à faire, à demain la Révolution ».

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Kératry, t. Ier, p. 648.

Tout au bas de l'échelle hiérarchique, régnait le même sentiment que tout était fini. De la bouche des plus humbles aussi bien que des plus illustres, on eût pu recueillir de singuliers témoignages. Cette nuit-là un passant, qui ignorait les événements et voyait aux abords de la Chambre une animation inaccoutumée, interrogea un sergent de ville. De l'accent le plus naturel, celui-ci répliqua (et pour qui a connu la rude police de l'Empire, le mot se passe de commentaire) : « Il y a en ce moment séance pour renverser le gouvernement. »

III

Toute la nuit les afficheurs parcoururent la ville, collant la proclamation de M. Clément Duvernois. Au petit jour, dans les rues endormies, les colporteurs clamèrent ces mots terrifiants : « Napoléon III prisonnier. » Sur les façades des édifices publics, les grands placards blancs étalaient l'immense malheur. Devant les débits de vin, sur le pas des portes, se rassemblèrent les concierges, les domestiques, et aussi tous ceux qui, par métier, s'éveillent à l'aube. On s'arracha les journaux : ils rapportaient d'après les feuilles étrangères tous les détails de la catastrophe, car la nouvelle, récente à Paris, était déjà presque vieille hors de France. C'était un dimanche. Les fidèles passaient, se rendant aux messes du matin et, ayant lu l'affiche, s'arrêtaient terrifiés. Le soleil montait dans une atmosphère sans voiles, glissant partout de gais rayons. Ah ! ces dimanches de la guerre, si joyeux dans la nature, qui pourrait jamais les oublier! Peu à peu les rues se remplirent de monde. Beaucoup de Parisiens avaient revêtu l'uniforme de garde national : c'était goût de jouer au soldat, patriotisme à prix réduit, et appareil à deux fins, pour l'ordre ou pour l'émeute. Ceux qui n'avaient pas d'équipement se dédommageaient par le képi. Les femmes, les enfants suivaient, et bientôt commença l'exode des faubourgs vers la rue de Rivoli, la place de la Con-

corde, le Palais-Bourbon; en un mot, les lieux où l'on devinait que tout se passerait. Chemin faisant, les ouvriers, les bourgeois, qui descendaient des Batignolles ou de Montmartre, de Ménilmontant ou de Belleville, se mêlaient, et ce qui était petits groupes prenait un aspect de bandes. Quelle analyse subtile eût scruté l'âme de cette multitude! En elle régnait cette surexcitation qui, sans supprimer les grandes douleurs, les masque parfois sous l'abondance des gestes ou des paroles. L'événement apparaissait tellement extraordinaire qu'une curiosité intense dominait la consternation. La défaite, la capitulation, Napoléon prisonnier, l'Empire blessé, et sans doute à mort, toutes ces nouvelles jetées à la fois provoquaient dans les cerveaux un bouillonnement pareil à l'ivresse. On ne savait pas bien; on avait besoin de se ressaisir. Il y avait les indignés qui criaient à la trahison; les ahuris qui assistaient, sans la bien comprendre, à la grande tragédie; les badauds qui, ayant leur remède tout prêt, parlaient de 92 et de l'étranger reconduit à coups de fourche. Le croirait-on? Tout n'était pas tristesse. De cette foule partaient des quolibets, des lazzis. C'est que les sensations étaient complexes comme les choses. Frœschwiller, désastre purement militaire, n'avait éveillé que la douleur. Ici on pressentait que le drame, commencé à Sedan, aurait son épilogue à Paris, et on attendait la fin comme on eût fait d'un roman vécu. A cela se mêlait le goût bien parisien de détruire, qui prête une certaine saveur à tout grand brisement, même lorsque les éclats blessent ou tuent. Puis ce beau dimanche, cette flânerie dans l'air chaud, cette foule, tout cela complétait la griserie. Chez l'ouvrier formé aux leçons démagogiques, un espoir commençait d'ailleurs à poindre, celui de la rue libre, de la police impuissante, de la Révolution maîtresse; et déjà l'Empire perdu paraissait le dédommagement de la France humiliée. La niaiserie des uns, l'irréflexion exaltée des autres fraieraient un chemin facile à ces pensées. On ne le verrait que trop avant la fin du jour.

En retardant toute initiative, le Gouvernement avait laissé la place libre à ses ennemis. Dès le matin, la motion de

déchéance fut, entre les hommes politiques, l'objet de tous les entretiens.

Quoique très enhardis par l'inertie du pouvoir, les députés de la gauche nourrissaient des vues moins intransigeantes que ne l'eût fait supposer leur proposition. La destruction de l'Empire, chose qui naguère eût paru incroyable, les troublait tout en comblant leurs vœux. Pendant de longues années ils avaient cueilli, sous un régime devenu fort débonnaire, tous les petits profits de l'opposition : au moment de courir les risques de la responsabilité, ils ressentaient, avec la tentation d'oser, la crainte de trop réussir. Gambetta, par nature de tribun, M. de Kératry, par fougue ou légèreté, poussaient résolument à l'aventure. Les autres, autant qu'on pouvait démêler leurs pensées un peu ondoyantes, redoutaient, en saisissant le pouvoir, de le laisser promptement glisser jusqu'à leurs plus compromettants amis. Gens de robe pour la plupart, ils n'ignoraient pas l'usage du Palais qui est d'ajouter aux conclusions principales des conclusions subsidiaires. La conclusion principale, c'était la déchéance immédiate; la conclusion subsidiaire, non formulée expressément, mais par avance acceptée, c'était tout projet moins âpre qui, sans prononcer un mot trop dur, écarterait l'Empire comme par prétérition; de la sorte, doucement, sans secousse, surtout sans aucune intervention de la rue, le pays dériverait jusqu'à la République. — Par cet état d'esprit, Jules Favre, Picard et les plus modérés de leurs collègues se rapprochaient du centre gauche, voire même d'une portion du centre droit. Sur le premier de ces groupes dominait M. Thiers. Lui aussi, il s'était pourvu d'une solution. Les députés de la gauche, publiant leurs ressentiments, proclamaient l'Empire déchu : M. Thiers, constatant un fait, sans haine, sans colère, se contentait de déclarer le *pouvoir vacant*. La différence n'était point telle qu'elle exclût toute entente. Dans l'un comme dans l'autre projets, une Commission de gouvernement serait nommée par le Corps législatif, ce qui ravirait (on l'espérait du moins) le pouvoir à la Révolution; puis une Assemblée constituante serait convoquée. Les divergences ne résidaient guère que dans les arrière-pensées, les membres des centres suspendant le régime

impérial sans l'abolir, les gens de la gauche n'aspirant qu'à aplanir la transition vers la République.

Tels apparaissaient, en ce matin du 4 septembre, les différents groupes de l'Opposition. Le plus important était de pénétrer les sentiments de l'ancienne majorité. Une motion ferme et nette du gouvernement, en lui marquant ce qu'elle devait consentir de sacrifices, ce qu'elle devait conserver de fidélité, eût raffermi en elle la discipline. En la laissant sans direction, les conseillers de la Régence l'avaient désagrégée. Livrés à eux-mêmes, tous ces députés, si longtemps dociles jusqu'à abdiquer, se répandaient en gémissements. Devenus fort clairvoyants, ils blâmaient toutes les fautes qu'ils avaient acclamées, se plaignaient d'avoir été joués par Palikao comme ils s'étaient plaints d'avoir été trompés par Lebœuf, et par ce langage cherchaient à colorer, à leurs propres yeux, leurs déviations. Quelle que fût l'influence dissolvante des revers, ils ne se détachaient ni sans déchirement, ni sans remords. Quoique sentant la Régente inégale à la tâche, ils reculaient devant l'injure de la destituer, et entendaient, en tout cas, que la suspension de pouvoirs eût juste la durée du péril à conjurer. Devenus ingénieux à force d'être embarrassés, ils eussent souhaité tenir de l'Empire lui-même une licence pour le déserter provisoirement. Justement cette pensée venait d'être exprimée par l'un des membres les plus honorés du centre gauche, M. Buffet. Celui-ci observait que l'Impératrice n'avait reçu de l'Empereur que des attributions limitées, tout à fait insuffisantes pour la crise; qu'elle ne pouvait en demander l'extension ni au pays envahi, ni à Napoléon captif; qu'en ces conjonctures le dénouement le plus sage serait la remise spontanée du pouvoir par la Souveraine elle-même au Corps législatif. L'idée, un peu subtile, était en soi fort contestable, car la Régente ne pouvait déléguer aux représentants de la nation que ce qu'elle avait reçu et, de toute manière, on n'échappait point à l'arbitraire. Tel quel, l'expédient était, dans l'extrémité où l'on se trouvait réduit, le moins critiquable qu'on pût imaginer. Les paroles de M. Buffet furent écoutées dans presque tous les groupes avec faveur. Par cette

combinaison, la renonciation, toute volontaire, viendrait de la Souveraine elle-même. L'Impératrice transférerait pour ainsi dire sa propre légitimité à la Chambre. De la sorte elle mettrait à l'aise les scrupules de ceux qui, se résignant à être infidèles, ne voulaient l'être qu'avec une préalable absolution.

Tandis que s'échangeaient ces vues, les ministres, réunis depuis huit heures du matin, tenaient conseil aux Tuileries. Ils avaient demandé du temps pour réfléchir. Il ne paraît pas que le calme de la nuit ait beaucoup mûri leurs pensées. Autant qu'on peut l'inférer de témoignages point toujours concordants, il semble que l'abdication de l'Impératrice ait été débattue. « L'Empereur seul peut abdiquer, observa M. Clément Duvernois (1) ; la Régente ne le peut pas, car elle n'est qu'une émanation de l'Empereur. » Puis on discuta l'établissement hors de Paris d'une délégation gouvernementale. La motion fut écartée par crainte de guerre civile : « Si je dois succomber, répétait avec dignité l'Impératrice, je veux du moins disparaître sans embarrasser la résistance (2). » Le plus urgent était de fixer les résolutions qui seraient enfin soumises aux Chambres. M. Schneider assistait au Conseil. Il venait du Palais-Bourbon, savait mieux que personne l'esprit qui y régnait, comprenait l'opportunité de céder beaucoup, de céder de suite, dans l'espoir, dans le fragile et faible espoir, de sauver peut-être quelque chose : « Au point où nous en sommes, dit-il, il n'y a pas grand choix entre les moyens. Il faut pourtant prendre une résolution. La meilleure me paraît être de déférer tous les pouvoirs de la régence à une Commission nommée par la Chambre. » En ces paroles se retrouvaient les pensées, non seulement de M. Buffet, non seulement du centre droit, mais de beaucoup de membres de la droite. Le projet, quoique soutenu avec chaleur par M. Brame, ne fut pas accueilli, au moins dans son intégrité. Les assistants acceptèrent l'idée d'un Conseil de régence qui serait élu par la Chambre et sous le contre-seing duquel seraient nommés

(1) *Enquête parlementaire sur le 4 septembre*, déposition Clément Duvernois, p. 226.

(2) *Id.*, déposition Jérôme David, p. 153.

les ministres. Mais ils ajoutèrent un article additionnel qui créait Palikao lieutenant général du Conseil. Quels seraient les pouvoirs du général? Soit oubli, soit calcul, le projet omettait de le dire. Il n'était pas malaisé de prévoir que, pour les esprits prévenus, Palikao serait l'homme destiné à tout ressaisir, au premier signe de meilleure fortune. « Donner et retenir ne vaut », dit un vieil adage du droit civil : la lieutenance générale de Palikao, c'était la restriction qui vicierait le sacrifice, qui rendrait suspect le dépouillement.

Cependant, comme le Conseil délibérait, plusieurs rapports furent remis à l'Impératrice. Ils annonçaient le grossissement des groupes populaires et l'effervescence croissant dans la ville. Puis, à l'instant où les ministres se séparaient, une dépêche arriva de Lyon : elle faisait connaître que, sur la place des Terreaux, la République venait d'être proclamée. A ces messages, on put se demander si déjà l'heure n'était point tardive pour discuter sur les lambeaux de pouvoir que recueillerait le Corps législatif ou que l'Impératrice garderait. Conseil de Régence, lieutenance de Palikao, projet de M. Thiers, projet de la gauche elle-même, l'émeute n'allait-elle pas tout interrompre et de sa rude main tout effacer?

IV

Vers dix heures, les groupes descendus des faubourgs commencèrent à se répandre dans les quartiers riches. Peu à peu les femmes, les enfants s'éliminèrent, et l'aspect devint celui, non d'une émeute encore, mais d'une manifestation. On vit se diriger vers la place Vendôme des gens en blouse blanche qui criaient : *Déchéance! déchéance!* Un peu plus tard débouchèrent rue Royale, rue de Rivoli, des gardes nationaux, la plupart sans armes, quelques-uns armés. Nulle menace contre les personnes ou les propriétés; beaucoup de

bourgeois mêlés aux ouvriers; parmi quelques figures sinistres beaucoup de visages débonnaires; en revanche, une foule sans cesse accrue : « Il y a énormément de monde, » mandaient les commissaires de police, ne sachant pas encore ce qu'ils devaient craindre, mais déjà déroutés par cet immense concours.

Ces bandes obéissaient-elles à une influence directrice? On l'a prétendu. Dans la soirée précédente, il y avait eu des rassemblements séditieux sur les boulevards, des rixes avec les sergents de ville; Ranvier, Peyrouton, d'autres agitateurs bien connus conduisaient la manifestation; en se séparant, on s'était donné rendez-vous pour le lendemain (1). Dans la nuit, des conseils s'étaient tenus auxquels assistaient Delescluze et Blanqui. Le matin, le journal *le Siècle* avait publié l'entrefilet suivant : « Rendez-vous est pris par des milliers de gardes nationaux pour se rendre, sans armes, à deux heures, devant le Corps législatif (2). » On remarquait déjà, on remarquerait surtout un peu plus tard, des détachements de gardes nationaux, marchant en rangs, d'un pas régulier, quoique non commandés pour le service, et paraissant obéir à des meneurs cachés. — En dépit de ces indices, rien ne permet d'affirmer que, dans le mouvement qui commençait, les rôles aient été préparés d'avance; qu'il y ait eu un chef, des subordonnés, une discipline, un but assigné aux efforts; en un mot cette entente concertée qui est le propre des conspirations. Le vrai, c'est que, depuis 1868, sous l'influence des clubs, des journaux, de l'*Association des travailleurs* s'étaient créés une multitude de petits foyers où s'entretenait contre l'Empire le feu de la haine la plus ardente. De là quelques bribes de complots, de là certaines fédérations de quartiers. Depuis trois semaines, les revers de l'Empire avaient provoqué dans l'opposition irréconciliable une prodigieuse

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition du commissaire de police Bellanger, t. II, p. 157. — Voir aussi *Enquête sur le 18 mars*, déposition Mouton, p. 231.

(2) Voir *Enquête sur le 18 mars*, déposition Floquet, p. 278. — Voir aussi Dréolle, *Souvenirs du 4 septembre*, p. 52.

excitation. A tout hasard, on s'était mis à forger des listes de gouvernement, par passe-temps, par bravade, un peu comme on fait des paris. Moitié rieurs, moitié sérieux, les gens des faubourgs disaient aux hommes de la gauche : « Bientôt vous serez le gouvernement. » Les dernières nouvelles avaient achevé d'exalter. Dans tous les cerveaux la même pensée était née, celle de se porter au centre de la ville, de tâter ce qu'on pouvait oser. Qu'il y ait eu, dans la nuit du 3 au 4 septembre, des conciliabules, la chose n'est point douteuse; que dans ces conciliabules on ait échangé quelques mots d'ordre, donné rendez-vous aux gardes nationaux de quelques quartiers, on ne saurait le contester davantage. Ces initiatives partielles se perdaient dans un immense mouvement spontané, fait de colère, de protestation, de curiosité surexcitée. Pour crier *déchéance,* il n'était pas besoin d'être conspirateur, un Napoléon ne régnant qu'à condition de n'être pas vaincu. Et, composée d'une immense troupe de badauds mêlés de quelques scélérats, toute cette foule roulait, crédule, enfiévrée, grisée de ses cris, courroucée et niaise, persifleuse par intervalles et associant les moqueries aux imprécations, ardente à venger sur ses conducteurs sa défaite, n'ayant d'ailleurs ni prévoyance, ni sang-froid, ni dessein, et prête à répéter tout ce que la routine révolutionnaire avait enseigné. Il y aurait des meneurs, mais le plus souvent s'imposant sur place. La vraie conspiration était celle des événements.

Contre tout mouvement populaire, le général Palikao s'était dit bien armé. Comme M. Schneider lui exprimait ses craintes, il lui avait répliqué qu'il disposait de 40,000 hommes (1). En entrant dans le détail, on verra à quoi se réduisait cette fantasmagorie de chiffres.

Le souci très honorable de la défense avait porté au devant de l'ennemi le 12ᵉ, puis le 13ᵉ corps. Le reste des troupes de ligne se composait de quelques portions mal organisées du 14ᵉ corps, de quelques dépôts où venaient s'encadrer de jeunes soldats inaguerris. Quelques détachements de la Garde

(1) *Enquête sur le 4 septembre,* déposition Schneider, t. II, p. 132.

étaient restés pour le service des Tuileries. En dehors de l'armée proprement dite, la garde mobile de la Seine avait si détestable esprit que la plus vulgaire sagesse serait de la tenir éloignée. Dans la garde nationale, il y avait, à côté de fort mauvais éléments, de bons bataillons. Ils n'étaient pas tellement bons qu'on pût compter sur eux si le gouvernement, par l'étendue de ses malheurs ou de ses fautes, mettait à trop rude épreuve les dévouements. Restaient les corps spéciaux. Ils étaient de confiance un peu ébranlée, mais de fidélité entière : c'étaient la gendarmerie, la garde de Paris à pied et à cheval, enfin les sergents de ville.

Même défalcation faite des troupes inexercées ou douteuses, ces forces étaient à toute rigueur suffisantes. Elles ne seraient efficaces que si le chef chargé de maintenir l'ordre rassemblait en lui assez d'autorité morale pour dominer les hésitations, pour imposer l'obéissance. Or Palikao avait à Paris plusieurs subordonnés : le général Soumain, commandant la place et la division militaire; le général de la Motterouge, commandant la garde nationale; le général Mellinet, commandant les dépôts de la garde impériale. Tous ces militaires, quoique très recommandables, étaient vieillis ou peu connus. Un seul homme avait alors assez d'influence pour prêter du prestige à qui avait perdu le sien. C'était le général Trochu.

Comme gouverneur de Paris, il n'était pas seulement le défenseur de la cité contre l'ennemi, mais le gardien du repos public. C'est ici le lieu de dire comment la Cour, ayant supporté le désagrément d'un nouveau Lafayette, laissa, à l'heure du péril, Lafayette passer à ses ennemis.

Une longue série de froissements et de maladresses avait séparé ceux que le salut commun eût dû rapprocher. L'Impératrice n'avait su ni répudier avec fermeté, ni accepter avec confiance l'homme qui se présentait au nom de son époux. N'osant écarter le nouveau venu, les hauts fonctionnaires de la Régence lui avaient marqué clairement qu'ils ne le toléraient que par ordre. Les courtisans (car le malheur lui-même a les siens) avaient enchéri sur cette conduite. Se sentant suspect, Trochu ne s'était point gêné pour aiguiser ses censures. La

vengeance avait été de ne plus le convoquer pour aucun conseil. Mouvements des armées, progrès de l'ennemi, répartition des troupes, rien n'avait été communiqué au Gouverneur, et celui qui devait diriger la défense de Paris avait vu partir les bataillons pour la Champagne ou les Ardennes, sans savoir ce qui resterait pour le siège. Laissé à l'écart, le général avait mis sa fierté à compléter l'isolement. D'ordinaire la bouderie demeure silencieuse. Celle de Trochu fut loquace. Il prit pour confidente l'Opposition, et parla si haut que du palais du Louvre on entendit jusqu'aux Tuileries. Aussi pessimiste que Palikao se montrait rassurant, il laissait ses auditeurs à la fois ravis de son éloquence et consternés de ses prévisions. Ses discours, teintés de nuances pieuses, presque mystiques, se coupaient de fréquentes invocations à Dieu qu'il aimait à prendre pour témoin, et à sa patrie, la catholique Bretagne, dont il faisait abus. Cette piété, en de si terrifiantes conjonctures, avait sa grandeur, et faisait contraste avec la vulgarité de Palikao. Toutefois on eût aimé des prières plus courtes, celles qu'eût faites, en pareille occurrence, Lahire ou Xaintrailles. Quand Trochu avait fini de parler, il se rendait aux fortifications, puis au Conseil de défense où il parlait de nouveau et cette fois très sagement; car il soutenait la concentration sur Paris. Il revenait fort tard, harassé de fatigue, et le lendemain se passait comme la veille, c'est-à-dire loin du gouvernement qui paraissait oublier l'hôte campé au Louvre et en semblait pareillement ignoré.

C'est en cet état des choses qu'on avait connu le grand désastre. Une prévoyance médiocre suffisait à pressentir l'émotion, la colère publique. Si ulcéré que fût son cœur, Trochu était d'honneur intact. Toute popularité reposait sur lui, et lui seul serait médiateur efficace entre le peuple et la dynastie. La suprême habileté consisterait en une grande franchise qui ferait litière des froissements passés, irait droit au général, piquerait sa générosité par une générosité pareille et, sans rien réserver, lui remettrait tout. Tout autre s'était montré Palikao. Son principal souci avait été, non d'appeler Trochu, mais de l'écarter. Sous le premier coup des revers, il

avait écrit, le 3 septembre dans l'après-midi, au général Soumain, commandant la division militaire : « Mon cher général, je sais d'une manière certaine qu'une manifestation se prépare. Cette affaire étant entièrement en dehors de la défense de Paris, veuillez me faire savoir directement les mesures que vous avez prises pour assurer la tranquillité publique. Vous recevrez également mes ordres directs pour la répression des désordres s'il s'en produit... »

C'était destituer moralement le seul homme qui pût sauver. Entre toutes les fautes, aucune n'égalerait celle-là. A la réception de la lettre, le général Soumain avait tenu à décliner toute responsabilité pour les règles hiérarchiques méconnues. Se résignant à devenir indiscret plutôt que de paraître incorrect, il avait communiqué au gouverneur la dépêche de Palikao, puis il avait rendu compte des mesures que lui-même venait d'ordonner (1).

Le 3 septembre, à huit heures du soir, Trochu revenait de visiter les forts. C'est à ce moment qu'il avait appris à la fois, et le désastre de Sedan, et les prescriptions ministérielles qui, passant au-dessus de lui, confiaient à ses subordonnés la défense de l'ordre. Autour de lui ses officiers s'indignèrent, et le général Schmitz lui suggéra de résigner sa charge (2). Trochu repoussa l'avis, ne voulant pas se démettre devant l'ennemi. Mais dans son âme s'était enfoncée profondément l'injure. Sur ces entrefaites arriva au Louvre le ministre de l'Intérieur, M. Chevreau. Celui-ci, aussi avisé que Palikao l'était peu, avait senti que le concours du général pourrait seul garder la dynastie. Il venait le prier, le supplier de se rendre chez l'Impératrice, de lui apporter son dévouement. La sollicitation était instante, se formulait en termes émus, au nom d'une femme malheureuse et en péril (3). Ici la faute de Palikao se grossit de celle de Trochu. Il eût été d'un cœur magnanime de refouler la récente offense, de courir aux Tuileries, d'écra-

(1) Voir Trochu, *Œuvres posthumes*, t. Ier, p. 177-178.
(2) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Schmitz, t. II, p. 282.
(3) Procès du général Trochu contre le *Figaro*; déposition Chevreau (*Gaz. des Tribunaux*, 28 mars 1872).

ser les calomnies sous l'abnégation. Très honnête homme, absolument incapable de trahison, le général était d'âme trop personnelle pour ce subit et entier oubli, d'esprit trop compliqué pour cette simplicité héroïque. Encore tout endolori de l'outrageant soupçon, il garda le silence. Quand M. Chevreau fut parti, il se mit à table. Puis, avec ses aides de camp, il expédia des ordres pour la défense des forts, jugeant, ainsi qu'il l'écrivit plus tard, que le pays devait passer avant la Souveraine. Enfin il se coucha. Aux Tuileries on l'attendait. « Que vous a dit le général Trochu? demandait vers dix heures du soir M. Chevreau à l'Impératrice. — Il n'est pas venu », répliqua brièvement la Régente (1). Le lendemain 4 septembre, vers neuf heures, le gouverneur se décida à se rendre au château. La séance du conseil fut interrompue pour le recevoir. Il fut correct et respectueux : la Souveraine fut courtoise et se montra courageuse. Ce fut tout (2). Déjà les rassemblements commençaient à grossir. Revenu au Louvre, le général s'y renferma. De ses fenêtres il pouvait saisir les bruissements de la foule, comme sur la grève on entend de loin le mugissement de la marée montante. Ainsi demeurerait-il, impassible et comme indifférent, dispensé de par Palikao de donner des ordres, mais bien empressé à saisir la dispense, bien froid pour les périls d'une femme, bien détaché pour un soldat fidèle. Rigoureusement, judaïquement, il ne faillirait à aucun devoir positif; peut-être manqua-t-il ce jour-là l'occasion d'être grand.

V

M. Schneider avait quitté le conseil pour rentrer au Palais-Bourbon. Des rapports l'y attendaient qui tous dénonçaient la manifestation. En hâte il envoya, pour demander secours,

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Chevreau, t. Ier. p. 267.
(2) Voir Trochu. *Œuvres posthumes*, t. Ier, p. 179.

l'un des questeurs au ministère de la Guerre, l'autre au bureau de la place. A ce moment la force publique arriva (1).

Trois escadrons de gendarmerie à cheval fournirent des pelotons qui barrèrent à distance les ponts et les grandes voies aboutissant au Corps législatif. Deux bataillons de gendarmerie à pied prirent position, partie aux abords de la place de Bourgogne, partie sur la place même. Peu accessible sur les autres façades, le Palais législatif et la Présidence n'étaient couverts du côté de la Seine que par une grille percée de plusieurs portes. Sur le quai et du côté du pont se massèrent un millier de gardes de Paris et de sergents de ville. Quant à la défense intérieure du Palais, elle fut confiée à deux bataillons d'infanterie qui furent répartis l'un derrière les grilles, l'autre dans le jardin de la Présidence; en outre, un bataillon de garde nationale s'établit dans la grande cour (2).

Ces mesures générales ne manquaient ni d'habileté ni de sagesse. Mais de toutes ces forces, il n'y avait de sûr que la police, la garde de Paris, la gendarmerie. Par-dessus tout, le chef manquait. Non seulement on n'avait point Trochu, mais on n'avait pas même ses lieutenants. Celui qui commandait les troupes était le général de Caussade, militaire honorable, mais vieux, alourdi, malade, sans autorité comme sans vigueur, tout éperdu de la grandeur de la tâche, cruellement perplexe entre la honte de céder à l'émeute et l'odieux de la réprimer.

Comme l'heure de la séance approchait, beaucoup d'étrangers parvinrent à s'introduire dans la Chambre, les uns en produisant des cartes de journalistes, les autre en invoquant la qualité d'*ancien représentant*. Quelques individus portant un képi de garde national réussirent aussi à traverser les files, en se disant frères ou parents de députés. A la grille, les huissiers ne résistaient que mollement, moitié par trouble, moitié par crainte de ceux qui demain peut-être seraient puissants. Quand les tribunes se furent ouvertes, elles se remplirent vite, et en partie de gens que la police connaissait bien. Parmi les

(1) *Enquête sur le 4 septembre,* déposition Schneider, t. II, p. 133.

(2) *Id.*, t. II, dépositions du général Soumain, du colonel Alavoine, de M. Piétri ; lettre de M. Baudoin de Mortemart.

anciens membres de la Montagne, on remarquait Miot, Charles Beslay, Etienne Arago. Celui-ci parlait bien haut de la déchéance, et comme on lui objectait la Régente. « Non, non, disait-il, l'Empereur est prisonnier, et la femme doit, d'après le Code civil, suivre son mari. » La plaisanterie se colporta avec de grands éclats de rire. A côté des vieux républicains étaient assis quelques-uns des orateurs des réunions publiques : on se montrait un certain Cavalier dit Pipe-en-bois, qui s'était fait dans les clubs une manière de célébrité burlesque. Tous ces ennemis introduits dans la place seraient, à l'occasion, des alliés naturels pour les manifestants du dehors. Que se passerait-il? On ne le savait pas bien, mais on le pressentait. Le matin même, l'un des questeurs avait reçu une demande de billets qui se motivait en ces termes singuliers : « Ma femme et ma fille, disait le postulant, désirent assister à l'envahissement de l'Assemblée. »

Entre les députés, répandus dans le Palais, se prolongeait le débat commencé depuis le matin. M. Thiers avait libellé sa proposition et la faisait circuler dans la salle des conférences. Elle était ainsi conçue : « Vu la vacance du trône, la Chambre nomme une Commission de gouvernement et de défense nationale. Une Constituante sera convoquée dès que les circonstances le permettront. » « Si la majorité adopte ce projet, observait M. Thiers, la gauche s'y ralliera — Mais, répliquaient les députés, votre motion, c'est la déchéance, sauf le mot. — Hélas, repartait l'homme d'État, puis-je autre chose que constater un fait? Le pouvoir n'est-il pas vacant quand l'Empereur est captif et le prince impérial hors de France (1)? » Pour apaiser les scrupules, on substitua aux expressions : *vu la vacance* cette autre formule : *vu les circonstances*. A force d'être devenue terne, la phrase ne blessait presque plus. Même adoucie, elle gardait, pour ceux qui avaient mémoire de leur serment, un arrière-goût de parjure. Beaucoup de membres de la majorité eussent souhaité que la Régente, en autorisant la mainmise du Corps législatif sur le gouvernement, ôtât à

(1) *Enquête sur le 4 septembre,* déposition Josseau, t. IV, p. 338.

l'acte son aspect d'usurpation. L'idée d'un accord entre l'Impératrice et la Chambre avait été, la nuit précédente et le matin même, chaudement soutenue par M. Buffet. On alla à lui, on le supplia de se rendre aux Tuileries, d'obtenir de la Souveraine le grand sacrifice qui calmerait toutes les consciences.

Les moments pressaient. L'heure était venue où la séance devait s'ouvrir. Là-bas, de l'autre côté de la Seine, le flot populaire disait de se hâter. M. Buffet partit; plusieurs députés l'accompagnèrent, en particulier M. Daru et M. Kolb-Bernard. La Chambre ne pouvait choisir plus dignes messagers. M. de Pierres et d'Ayguesvives, qui avaient appartenu l'un et l'autre à la Maison impériale, annoncèrent à la Souveraine la délégation. M. Buffet prit la parole : « Si l'Assemblée, dit-il, même en repoussant la déchéance, constitue d'elle-même une Commission de gouvernement, elle n'échappera pas au reproche d'usurper le pouvoir exécutif et, ayant commencé par un acte révolutionnaire, perdra son autorité morale. Si, au contraire, le Corps législatif n'agit que sur l'initiative, sur le désir même de la Régente, il puisera dans ce mandat sa force et communiquera cette force à la Commission élue par lui. De là un grand profit pour l'ordre public. L'expédient n'aura d'ailleurs d'autre durée que celle de la crise. Le calme rétabli, le pays décidera. » L'Impératrice avait écouté en silence. Ce qu'on lui demandait, c'était le dépouillement volontaire, sous la réserve des faibles espérances que l'avenir gardait encore. La proposition, si pénible qu'elle fût, perdait un peu de sa dureté par l'accent respectueux, la patriotique et profonde tristesse de ceux qui la formulaient. « Je ne pense guère à la dynastie, répondit la souveraine. Si l'on croit que nous sommes un obstacle, qu'on prononce la déchéance, je ne me plaindrai pas. Quant à quitter mon poste au milieu du péril, je ne le puis, ce serait une désertion. » Après une pause, la princesse continua : « Je suis convaincue que pour les représentants du pays, la seule conduite vraiment sensée, vraiment patriotique serait de se serrer autour de moi, d'ajourner les questions intérieures, de concentrer tous les efforts contre

l'invasion. » Le conseil était sage. Mais il n'y a guère de Marie-Thérèse que dans les longues lignées de rois. L'Impératrice ajouta, non sans une finesse avisée : « Si la résistance est impossible, mon intervention ne serait-elle pas utile pour obtenir des conditions de paix moins défavorables? » Puis amplifiant quelques suggestions bienveillantes venues de Saint-Pétersbourg, elle parla d'une offre de médiation qui lui avait été faite « la veille, par le représentant d'un grand État, sur la base de l'intégrité territoriale ». M. Buffet et ses amis étaient gens trop sensés pour ne point démêler en ce langage quelque excès d'optimisme. Revenant à sa position personnelle, l'Impératrice reprit : « J'accepte la déchéance, je ne veux point de la désertion. » S'animant tout à coup et avec un accent d'énergie vaillante, elle poursuivit : « Si la conservation de mon pouvoir était jugée un obstacle à la défense, serait-ce une prétention trop grande de la part d'une femme volontairement descendue du trône que de demander à la Chambre l'autorisation de rester à Paris? Peu importerait la résidence, peu importerait le rang, pourvu qu'il me fût donné de partager les souffrances, les périls, les angoisses de la capitale assiégée. » Un long silence suivit ces paroles. Les délégués étaient touchés jusqu'aux larmes. Auprès de l'Impératrice se tenait le vice-amiral Jurien de la Gravière, non moins ému que les députés. Incapable de toute complaisance, même de cette flatterie envers le malheur qui est la tentation des grandes âmes, M. Buffet reprit : « Le maintien de la Régence sous sa forme actuelle serait sans doute le meilleur parti; mais, dans l'état des esprits, ce parti est impossible. Entre toutes les solutions, nous cherchons la moins dommageable. » M. Daru développa avec la même fermeté respectueuse des considérations pareilles. D'instant en instant l'entretien était interrompu par des rapports arrivés de la préfecture de police et que l'Impératrice tendait aux députés. Dans le salon d'attente étaient les personnes de service, nombreuses encore, car le vide ne se ferait qu'au dernier moment autour de l'infortunée souveraine. A deux reprises on vit l'une d'elles entrer, s'approcher de l'Impératrice, lui parler à voix basse. Puis un

jeune homme s'introduisit sans être annoncé, et faisant allusion aux manifestants : « Ils sont là, dit-il, sur la place de la Concorde. » Ayant jeté ce cri d'alarme, il disparut. La Régente s'obstinait : « Se dépouiller, répétait-elle, c'est déserter. » M. Daru ne se lassait point : « En cédant à propos, Votre Majesté maintiendra tout ce qui, dans l'ordre actuel, peut être gardé et épargnera au pays une révolution. » Sous ce redoublement d'instances, l'Impératrice mollit un peu, en femme non convaincue, mais excédée : « Consultez mes ministres, dit-elle, et s'ils adhèrent à vos vues, je ratifierai ce qu'ils auront décidé. » Sur ces mots, elle congédia les délégués.

La réponse était bien vague. Surtout elle était tardive. Déjà la décision n'appartenait plus aux Tuileries. Elle appartenait encore à la Chambre des députés. Une heure encore, et elle appartiendrait à l'émeute.

Tandis que M. Buffet et ses amis étaient au château, la séance s'était ouverte. Il était une heure et quart. A peine M. Schneider était-il monté au fauteuil qu'une motion bien suspecte avait révélé l'imminence du danger. M. de Kératry avait demandé que les troupes de police fussent éloignées, que la protection de l'Assemblée fût confiée à la garde nationale. On avait passé à l'ordre du jour. Trois propositions se formulaient : celle du gouvernement, celle de Jules Favre, celle de M. Thiers. — Palikao prit le premier la parole. Le général s'était, avant la séance, donné beaucoup de peine pour conquérir les députés. Ainsi qu'on gratte un écusson impopulaire, il avait effacé de son projet tout ce qui rappelait l'Empire, et au mot de Conseil de régence avait substitué celui de *Conseil de gouvernement*. La motion était conçue en ces termes.

« Art. 1er. — Un Conseil de gouvernement et de défense nationale est institué. Ce Conseil est composé de cinq membres. Chaque membre est nommé à la majorité absolue du Corps législatif.

« Art. 2. — Les ministres sont nommés sous le contre-seing des membres de ce Conseil.

« Art. 3. — Le général comte de Palikao est nommé lieutenant général de ce Conseil. »

Une impression de surprise embarrassée accueillit cette lecture. Dans la crainte de déplaire, on s'était gardé de rien préciser. On avait trop bien réussi, car on n'aboutissait qu'à l'incohérence. La Régente dont, par une puérilité un peu lâche, on venait de biffer le nom, gardait-elle quelque pouvoir ou disparaissait-elle tout à fait? Avec une sorte d'assurance qui survivait aux disgrâces, Palikao se proposait lui-même comme *lieutenant général*. L'appellation était vieillie, le sens même en était vague. Ce personnage demeuré en réserve et qui retenait les fils, ne se tiendrait-il pas prêt à les ramener tous à lui? — Le temps était trop précieux pour les longues réflexions. A son tour, Jules Favre prit la parole. Il fut court, par l'urgence des choses, par l'impuissance de rien ajouter à la leçon des revers, et se contenta de réclamer la priorité pour la motion de déchéance. — On attendait M. Thiers. Son projet se réduisait à confier à la Chambre la nomination d'un Comité de gouvernement et de défense nationale. L'Empire n'était ni maintenu ni supprimé. Dieu et les événements décideraient seuls de l'avenir. Quarante-huit députés avaient signé la proposition. Parmi les signataires se mêlaient aux membres des centres ceux de la plus pure majorité. Sous l'empire des circonstances, celle-ci achevait de se désagréger, et les plus scrupuleux ne gardaient qu'une ambition, celle que l'Impératrice les déchargeât d'être fidèles.

L'urgence ayant été déclarée et les trois propositions ayant été jointes, les députés se rassemblèrent dans leurs bureaux. Là se manifestèrent très nettement les préférences pour le projet de M. Thiers. Tous les commissaires nommés furent choisis dans les deux centres, hormis Jules Simon qui lui-même adhéra aux vues de ses collègues (1). Les ministres ne résistaient plus, l'Impératrice ayant résolu de ne rien entraver. On gardait donc un léger espoir que, de l'accord des partis, sortirait une combinaison, non pas bonne mais acceptable, qui arrêterait à mi-chemin la révolution, réduirait à son minimum l'illégalité, permettrait d'attendre jusqu'à ce que le

(1) Rapport de M. le comte Daru, p. 18.

pays se prononçât. Déjà les commissaires cherchaient un local pour se réunir, nommer le rapporteur, rédiger le rapport. Une demi-heure encore était nécessaire. Cette demi-heure, la fortune ne l'accorderait pas. Comme les députés étaient encore dans leurs bureaux, ils virent des étrangers qui passaient, repassaient devant les fenêtres, et essayaient de les escalader. Ils étaient peu nombreux; mais d'autres suivaient. On entendait des chants, et les cris confus de *Déchéance*, de *République*. Tandis qu'on délibérait, les rassemblements dont on a décrit la marche s'étaient rapprochés. Déjà l'envahissement commençait, et la manifestation, devenant émeute, allait confisquer le dénouement.

VI

Par la rue de Rivoli et par la rue Royale, les bandes n'avaient cessé de déboucher. Elles étaient devenues tout à fait tumultueuses. Contre une invasion, le Corps législatif était défendu, comme on l'a dit, par une double barrière : la gendarmerie à cheval qui fermait l'entrée du pont du côté de la place de la Concorde; la garde de Paris et les sergents de ville adossés aux grilles du Palais. Cependant des détachements de gardes nationaux, quoique non commandés pour le service, s'étaient rassemblés spontanément, avec des dispositions fort équivoques, et s'étaient dirigés en armes sur la Chambre. Aucun concert préalable ne s'était établi entre les diverses autorités; et les règles de l'état de siège avaient, comme par hasard, posé le commandement sur la tête du général de Caussade. Quand celui-ci vit arriver des compagnies marchant en ordre et avec discipline, il se persuada qu'elles obéissaient à une convocation régulière; et les gendarmes à cheval élargirent leurs rangs pour laisser passer les prétendus défenseurs de l'ordre. Par la brèche, d'autres gardes nationaux se glissèrent, la plupart en armes et se disant retardataires, quelques-uns

sans armes ou n'ayant d'autre signe distinctif que le képi. Lorsqu'on reconnut l'erreur, il n'était plus temps d'aviser, et déjà bon nombre d'hommes appartenant aux faubourgs avaient passé. Ainsi s'était intercalée sur le pont, entre la gendarmerie et la police, une force acquise en grande partie aux ennemis de l'Empire. — Tant que les gardes municipaux et les sergents de ville demeureraient massés devant les grilles, la Chambre serait à l'abri de l'invasion. Pressés sur le pont, les gardes nationaux firent effort pour avancer, s'irritèrent que la police leur barrât le chemin, revendiquèrent le droit de protéger eux-mêmes l'Assemblée. Avertis de ce manège, quelques députés de la gauche intervinrent. S'adressant aux questeurs, ils demandèrent que la police se retirât. Ceux-ci éludèrent la requête, leur autorité finissant aux limites du Palais. Ceux que les questeurs venaient d'éconduire s'adressèrent au général de Caussade. Le général se sentait de plus en plus submergé sous la grandeur des choses : il savait que l'Impératrice voulait éviter toute effusion de sang; le spectacle de l'universelle faiblesse avait achevé de détendre sa molle énergie. Usant de ses pouvoirs, il prescrivit aux troupes de police de se replier. Avec une respectueuse insistance, les commissaires, les officiers de paix protestèrent. Redevenu tout à coup très ferme, le général, sur le ton le plus péremptoire, réitéra l'injonction. Il ne restait qu'à obéir, et l'on vit se replier le long du quai d'Orsay ceux qui jusque-là avaient formé pour la représentation législative une vivante barrière.

Tambours en tête, les gardes nationaux vinrent relever la police. Tout était mêlé : il y avait de bonnes compagnies, celles de la Chaussée-d'Antin; puis de fort médiocres, et enfin de tout à fait mauvaises. Les meilleures auraient juste assez d'énergie pour demeurer neutres. La seule défense résidait désormais dans la solidité des grilles, dans la fidélité des gens de service. Cependant la séance avait été interrompue, et les députés s'étaient réunis dans leurs bureaux. Profitant de la suspension, quelques spectateurs des tribunes étaient descendus et, à la faveur des consignes relâchées, s'étaient groupés

sur les marches du péristyle. C'étaient des journalistes, d'anciens représentants, des gens des clubs. Ils se mirent à agiter leurs mouchoirs et leurs chapeaux, comme pour appeler les manifestants du dehors. Les questeurs, aidés des gardiens, les firent rentrer; ils revinrent en plus grand nombre, et bientôt, dit un témoin oculaire, « les gradins se garnirent comme une estrade (1) ». Sur la place de la Concorde on voyait les signaux. De là un surcroît d'ardeur et une poussée de plus en plus violente contre les gendarmes qui, du côté de la place, gardaient encore l'accès du pont. Entre les jambes des chevaux et dans les intervalles des cavaliers, gardes nationaux, ouvriers, bourgeois se faufilaient et, s'engageant sur le pont, poussaient à leur tour les compagnies qui, passées les premières, touchaient déjà aux grilles du Palais. Celles-ci demeuraient fermées. C'était la dernière protection. L'ordre primitif était qu'elles ne s'ouvrissent pour personne. Des délégations de gardes nationaux se présentèrent. « Vous n'entrerez pas », dirent les huissiers. Deux ou trois députés survinrent. On entr'ouvrit la porte pour qu'ils pussent pénétrer. Par l'entrebâillement, quelques étrangers s'insinuèrent. Puis on parlementa. Un député, M. Steenackers, arriva : « Nous allons passer », dirent les gardes nationaux. La consigne fléchissant, on décida de laisser entrer quelques personnes, quelques personnes seulement, à la condition qu'elles déposassent leurs armes. Il passa non quelques personnes, mais une centaine d'hommes, car on trouva une centaine de fusils près de la porte (2). Bientôt les grilles ne purent plus se refermer. Moitié de gré, moitié de force, les gardiens cédèrent. La foule, débordant, se répandit sous le péristyle, puis dans les couloirs, et en une telle affluence qu'on renonça à en contenir le flot.

Dans l'intérieur stationnaient des détachements d'infanterie. C'étaient de jeunes soldats, tout ahuris des événements. Loin de rien arrêter, ils s'entr'ouvrirent, comme s'ils eussent

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition du commissaire de police Bellanger, t. II, p. 159.

(2) *Ibid.*, déposition du commissaire de police Jacob, t. II, p. 187.

fait la haie, devant les envahisseurs. L'éloquence serait-elle plus persuasive que la force n'avait été efficace? L'alarme s'étant répandue, plusieurs députés de la gauche allèrent au-devant des nouveaux venus, et de leur mieux essayèrent de les raisonner. Ils les sermonnèrent doucement, un peu comme Napoléon, aux jours de sa puissance, sermonnait l'Italie quand elle s'émancipait trop. « *Vive la République!* criaient les manifestants. N'est-ce pas, nous l'aurons, ajoutaient-ils avec une bruyante insistance? — Sans doute, sans doute, mais retirez-vous », répliquait Picard qui n'avait pas encore vu de révolution et semblait fort peu curieux d'en voir une. Crémieux, plus expérimenté, monta sur un escabeau à cause de sa petite taille et de cette chaire improvisée se mit à discourir. Les groupes ne s'éloignaient par une porte que pour rentrer par une autre. Avec la monotone persistance d'un refrain, des voix enrouées répétaient : *Déchéance! déchéance!* Au milieu des factieux se trouvaient confondus quelques bourgeois à mine assez rassurante. Deux ans ans après, Picard dirait non sans quelque malice : « Parmi les envahisseurs il y eut des hommes de tous les partis et de toutes les conditions; il y eut même des gens qui siègent aujourd'hui dans les rangs les plus modérés et qui nous appellent peut-être les hommes du 4 septembre (1). » Quel que fût ce mélange, les ardents l'emportaient de beaucoup sur les pacifiques. En dépit de tous les conseils, les bandes se rappprochaient de la salle des séances, et bientôt tous les efforts seraient impuissants à les en détourner.

Après la suspension, l'hémicycle était demeuré presque vide. Parmi les spectateurs des tribunes, les plus audacieux étaient descendus sous la colonnade, les autres seuls étaient restés. M. Schneider n'avait pas quitté le fauteuil, dans l'espoir que sa présence commanderait le calme. Sur les bancs étaient dispersés huit ou dix députés à peine. Ceux-ci, tandis que leurs collègues étaient dans les bureaux, fouillaient leurs tiroirs, déchiraient ou serraient leurs papiers, en gens qui

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Picard, t. Ier, p. 475.

pressentent un départ sans retour. Il était deux heures et demie environ. Soudain on entendit au dehors des cris, des bruits d'altercation. Bientôt les tribunes se remplirent d'hommes débraillés qui criaient, hurlaient, vociféraient. Rapidement les factieux avaient éliminé les modérés. « C'était une foule misérable de 700 ou 800 coquins », a déclaré un témoin oculaire, le général Leflô, qui d'ailleurs serait le lendemain l'un des ministres du gouvernement nouveau.

En distinguant parmi les envahisseurs quelques-uns des plus détestables clubistes, les députés de la gauche ressentaient le cruel embarras de leur succès. Ceux d'entre eux qui purent fendre la foule et regagner la salle se précipitèrent au-devant des factieux. Crémieux lança quelques exhortations qui se perdirent dans le bruit. Glais-Bizoin, plus impuissant encore, épuisa, pour recommander le calme, le peu qu'il avait de voix. Quoique très ardent pour la chute de l'Empire, Gambetta pria, conjura que la liberté ne se compromît point par ses excès. Aux accents de cette voix tonnante qui convenait aux grands orages, car elle les dominait, quelques applaudissements éclatèrent. Un certain nombre de députés, venus des bureaux où la discussion venait de se terminer, rentrèrent dans la salle. M. Schneider, unissant ses avis à ceux de Gambetta, protesta de son dévouement à la Chambre, à la chose publique, à la liberté. Il y eut un simulacre de délibération reprise; un fugitif, un passager espoir d'apaisement. Mais à cet instant-là même on entendit le bruit de glaces qui se brisaient, de portes qui s'enfonçaient; puis dans d'hémicycle de nouvelles bandes firent irruption. Sur le conseil d'un des secrétaires, M. Schneider déclara la séance levée. Avec peine il sortit de l'enceinte. Comme il atteignait le jardin de la présidence, il fut insulté, frappé : « A mort, criait-on, l'assassin du Creuzot, l'exploiteur des ouvriers! » Autour de lui se pressèrent M. Magnin, M. Chesnelong, M. Boduin, tous attentifs à le protéger. C'est au prix de beaucoup d'efforts qu'il parvint à mettre le pied sur le seuil de son hôtel dont la porte se referma brusquement sur lui.

Ce qui suivit mit le comble au désordre. La salle se rem-

plit de manifestants. Deux jeunes gens montent au bureau, se disputent le fauteuil. Soit entraînement naturel, soit espoir de contenir le mouvement en s'y associant, Gambetta, qui vient de prêcher le calme, passe brusquement à la révolution. En hâte, il rédige une motion de déchéance et la fait acclamer non par les députés — car ils sont presque tous partis à la suite de M. Schneider — mais par les factieux. Les cris *Vive la République!* retentissent, mêlés de menaces et d'imprécations. Une seule voix proteste, celle du vieux marquis de Piré qui, appuyé sur sa canne, lance à la foule des objurgations intrépides. Si nous en croyons un témoin très bien informé, tous les meneurs des réunions publiques, tous ceux qu'on devait retrouver plus tard dans la Commune étaient là (1). A ce moment-là même, dans l'un des couloirs, Régère interpellait M. Thiers : « Monsieur Thiers, lui disait-il, vous savez comment on fait une révolution, car vous en avez fait deux. Le peuple n'attend pas; nous vous avons attendu jusqu'à deux heures, vous n'êtes pas prêts, nous prononçons nous-mêmes la déchéance. » Aucune force publique : les troupes de police étaient déjà loin; la garde nationale était neutre ou complice; les soldats jetaient leurs fusils dans le jardin de la présidence; dans la salle des conférences, le général de Caussade demeurait assis, silencieux, et comme effondré. Cependant les deux hommes qui étaient montés au bureau agitaient le levier de la sonnette présidentielle, et, à la façon des temps révolutionnaires, se préparaient à promulguer des décrets.

En ce moment, Jules Favre réussit à pénétrer dans la salle. Il avait vu, le 15 mai 1848, un spectacle pareil. Ici le danger serait plus grand, par la désagrégation de ceux qui représentaient l'ordre. Sous l'aiguillon de cette crainte, il n'eut qu'une pensée, celle de détourner cette foule, comme on détourne un courant qu'on ne peut endiguer. L'hôtel de ville n'était-il pas le lieu traditionnel où les changements politiques se consacrent? Comme de toutes parts on réclamait la République :

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition du commissaire de police Bellanger, t. II, p. 158.

crièrent : « Étienne Arago, maire de Paris! » Étienne Arago était un vieillard. Il avait vu plusieurs révolutions et n'eût pas souffert qu'aucune s'accomplît sans lui. Son neveu Emmanuel lui passa un morceau d'étoffe rouge : « Tiens, lui dit-il, voilà ton écharpe. » Incontinent il s'en revêtit, et l'investiture parut d'une régularité surabondante (1). Pas bien loin de l'hôtel de ville était la préfecture de police. Justement M. Pietri était aux Tuileries, et le secrétaire général ne songeait qu'à partir (2). Désigné pour ce poste, M. de Kératry, sans perdre une minute, s'y installa.

Décidément Jules Favre et ses collègues n'auraient rien à craindre de l'Empire. Leur parti ne serait-il pas moins accommodant? Singulière était la condition des nouveaux gouvernants. Ils avaient rêvé une révolution en deux actes. Le premier acte se passerait au Corps législatif : les figurants seraient M. Thiers, M. Schneider, Trochu, peut-être Palikao lui-même, grossis tout au plus de deux ou trois membres de la gauche; par exemple de Picard qui, disait-on, « offrait le moins d'aspérités ». Quand tout aurait été préparé pour la transition, la toile se lèverait pour le second acte qui serait rempli tout entier par la consultation nationale : on espérait bien qu'entre l'Empire discrédité et la Royauté impopulaire, les préférences se porteraient vers la République. La lourde main du peuple venait de confisquer les péripéties. Tout étourdis de surprise, tout éperdus de triompher si aisément et si vite, les députés de la gauche avaient entrepris de diriger ceux qu'ils désespéraient de retenir. Y réussiraient-ils? A la joie des premiers instants succédaient des dispositions plus âpres. Aux abords de l'hôtel de ville et jusque dans l'édifice, un œil même peu exercé eût pu suivre l'invasion, de plus en plus menaçante, des gens de désordre. Dans leurs rangs, deux hommes surtout apparaissaient : Delescluze, qui était le plus fanatique des Jacobins; Millière, qui en était le plus avisé. L'un et l'autre, lassés de n'être criminels que par désirs, soufflaient les motions qui

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Réad, t. II, p. 267.
(2) *Ibid.*, déposition du général Soumain, t. II, p. 214.

eussent hâté de six mois la Commune. Pressés de tous côtés par la foule, les députés s'étaient réfugiés dans une petite pièce attenante au cabinet du préfet. Autour de la salle rôdait Delescluze. Quant à Millière, il allait au-devant des groupes et les haranguait. Puis des affidés copiaient des listes de gouvernement et, suivant une pratique déjà vieille, les lançaient par les fenêtres. Ces petites feuilles seraient retrouvées plus tard. Blanqui, Delescluze, Flourens, Félix Pyat, tels étaient les hommes proposés à l'acclamation populaire. Quelques noms plus modérés, destinés à tromper les badauds, étaient accolés à ces noms trop fameux. Il n'était que temps pour conjurer le péril. Jules Favre essaya de son éloquence. Le bénéfice fut médiocre. En ces conjonctures, une combinaison naquit, opportune au point de paraître géniale; car, sans aucune élimination blessante, elle écartait les factieux. Elle consistait à recruter le *gouvernement provisoire* en y faisant entrer, à l'exclusion de tous autres, les députés de la Seine : on y joindrait seulement ceux qui, ayant été élus à Paris, avaient, comme Simon, Gambetta, Picard, opté pour les départements. La solution avait cet aspect de logique simpliste qui plaît aux masses. Elle ne froisserait aucun amour-propre puisque les choix se fixeraient, non d'après les personnes, mais d'après des catégories. Le seul inconvénient serait d'accepter Rochefort. Du moins, parmi les démagogues de marque, on n'aurait que lui : « Tout compte fait, dit Picard, il vaut mieux le tenir dedans que l'avoir dehors. » Et sur ces mots, les répugnances se turent.

De toute façon on l'eût malaisément éconduit. A la première nouvelle des événements, la foule s'était portée à Sainte-Pélagie et, dans l'immense désarroi de toutes choses, l'avait délivré. Vers cinq heures, il déboucha sur la place de Grève, acclamé avec frénésie par un cortège triomphal et débraillé. Il semble que les souvenirs un peu confus des contemporains aient revêtu de formes diverses cette apothéose : « Rochefort, dit un des fonctionnaires de la préfecture, s'était hissé, de peur d'être étouffé, sur les épaules de trois ou quatre citoyens. » — « Il arriva, raconte un autre témoin, dans un fiacre orné de dra-

peaux rouges. » — « Il était assis, rapporte un troisième, sur une espèce de char surmonté d'oriflammes. » Les membres du gouvernement, réprimant leur déplaisir, saluèrent leur nouveau collègue. Celui-ci, avec beaucoup de vérité, s'excusa sur son peu de savoir : il était, disait-il, peu apte à gouverner; on lui répliqua, avec non moins de vérité, qu'il y était aussi bien préparé que les autres. Sur cette observation sa modestie céda. Cependant quelques-uns criaient bruyamment : *Rochefort, maire de Paris !* La place était prise, et déjà Étienne Arago avait inauguré ses fonctions.

D'autres députés de la gauche étaient arrivés à l'hôtel de ville. C'étaient M. Magnin, M. Guyot-Montpayroux, M. Dorian. Jules Simon, en voyant partir ses collègues, leur avait dit : « Vous allez faire une sottise. » Bientôt la sottise le tenta, car il survint à son tour accompagné de Carnot et de Corbon. Il importait de s'assurer le ministère de l'intérieur. Il semble que cette grande charge ait été d'abord réservée à Picard. Gambetta, qui était actif, partit pour la place Beauvau et en maître s'y installa. M. Henri Chevreau était aux Tuileries, et pareillement son frère, M. Léon Chevreau, secrétaire général. Quand ils revinrent, ils trouvèrent à leur place M. Gambetta, assisté de Clément Laurier. Ceux-ci s'excusèrent avec beaucoup de politesse. M. de Morny n'avait pas été plus courtois quand, dans la nuit du 2 décembre, il avait congédié M. de Thorigny. Tout s'écroulait sans que rien se brisât violemment. Sans plus tarder, le nouveau ministre rédigea, à l'usage des préfets, la circulaire qui annonçait que l'Empire était fini.

Pour Jules Favre et ses collègues, rien ne serait assuré sans le concours de Trochu. Le plus urgent serait de savoir ce qu'on pouvait attendre ou redouter de lui.

La veille, le matin même, le gouverneur de Paris eût réussi peut-être à sauver quelque chose de ce qui périssait. Le service se serait doublé par la grandeur d'âme qui ne se fût vengée du soupçon que par un surcroît de dévouement. Ame intègre, conscience chrétienne, Trochu était digne de cette tâche, toute faite de loyalisme, de clairvoyance honnête et de vertu. On a dit comment le général, trop sensible à l'injure,

prit au mot ceux qui avaient soupçonné sa fidélité et, du même coup, perdit la suprême occasion de s'honorer. Après avoir quitté les Tuileries il était rentré au Louvre, et se bouchant les oreilles pour ne rien entendre, s'était absorbé dans les travaux de la défense. Là du moins le devoir était clair, le seul adversaire étant l'ennemi. Vers une heure et demie, deux heures peut-être, l'un des questeurs, le général Lebreton, était arrivé, tout effaré, du Corps législatif; il avait prié, supplié le gouverneur de Paris d'accourir au Palais-Bourbon : « Il est trop tard, avait répliqué celui-ci; on m'a annihilé, je ne puis plus rien. » L'aveu d'impuissance était vrai : car l'œuvre du salut, relativement aisée la veille au soir, possible encore à neuf heures du matin, était à deux heures à peu près chimérique. Sur de nouvelles instances, le général avait fait seller ses chevaux, s'était décidé à partir. A peine en route, il s'était trouvé pris dans une foule immense et avait mis près d'une heure pour atteindre le pont Solférino. Autour de lui on criait : *Vive Trochu! Vive la République!* Désespérant d'être le sauveur de l'ordre, se refusant à devenir le chef de l'émeute, il avait rebroussé chemin, avait regagné le Louvre et s'y était enfermé.

Vers cet homme montaient toutes les pensées. Quelque désir qu'il en eût, il ne lui était plus possible de se dérober. La Régence l'avait sollicité par M. Chevreau, et le Corps législatif par le général Lebreton. Vers cinq heures et demie, on annonça les messagers de l'hôtel de ville. Là-bas la conquête avait été jugée si précieuse qu'on s'était mis à plusieurs pour l'assurer. Le premier qui arriva au Louvre fut M. Wilson, puis survinrent M. Glais-Bizoin et M. Steenackers. Les ambassadeurs, même au nombre de trois, semblaient minces pour un si grand objet. « Général, dit M. Glais-Bizoin, il faut que vous veniez sur-le-champ à l'hôtel de ville. Vous seul avez assez d'autorité pour contenir la population de Paris. » Ayant parlé de la sorte, les délégués soumirent à Trochu la liste du gouvernement provisoire : par une omission trop opportune pour qu'on pût la croire fortuite, le nom de Rochefort n'y figurait

ou s'indigner : on venait de lui annoncer la mort de son tué, disait-on, à Sedan. Tandis que Trochu lui parlait demeurait la tete dans les mains, écoutant à peine. Puis, d' voix excédée il laissa échapper ces mots : « Si vous ne pre pas la direction des affaires, tout sera perdu; si vous la pre je crois bien que tout sera perdu pareillement, mais du mo l'armée vous suivra. » Résolu à ne point se montrer diffic Trochu prit ces paroles pour un assentiment, et ayant sa fait a ce qu'il appelait ses « habitudes hiérarchiques » revint à l'hôtel de ville avec une conscience qui ne se rep chait plus rien.

Cette fois, on ne pouvait plus cacher Rochefort. Le géné fut doublement blessé, et par l'adjonction de ce nouveau lègue, et par la dissimulation qui avait ajourné l'aveu. P l'apaiser, on l'assura que le rédacteur de la *Lanterne* ne se point un danger, qu'il serait au contraire d'une grande util car son nom, en fournissant aux exaltés un gage inoffensif déconcerterait. Sur cette observation, Trochu se laissa calm Mais résolu à être le maître, se persuadant de très bonne qu'il le serait, il réclama la présidence du gouvernement n veau. On n'avait rien à lui refuser. Jules Favre, déjà inv d'une sorte d'autorité supérieure, descendit de bonne gr au second rang. Ainsi advint-il (et ce sujet de surprise s'ajo à tous les autres) que ceux qui, pendant dix-huit ans, avai combattu pour la primauté civile, prirent dès le premier j pour chef un homme d'épée.

Il fallait procéder à la répartition des grandes char publiques. Dans la petite salle où ils délibéraient, les n veaux gouvernants se barricadèrent de leur mieux; à la po on plaça M. Lavertujon avec la consigne d'interdire l' trée (1). Il fut convenu que Jules Favre prendrait les affa étrangères, le général Leflô la guerre. Trochu écrivit à l'a ral Fourichon et, en invoquant son propre exemple, l'exho à accepter la marine. Quant au ministère de la justice, il se blait qu'il appartînt par droit d'ancienne occupation à M. (

(1) Jules Simon, *Origine et chute du second Empire*, p. 416.

mieux : « Je vais à la Chancellerie », dit tranquillement celui-ci à ses collègues. Gambetta s'était installé au ministère de l'intérieur. Quand il fallut ratifier la prise de possession, de vives objections s'élevèrent. Quelques-uns eussent préféré Picard. On alla aux voix. Gambetta l'emporta, et son rival fut nommé aux finances (1). Il importait de notifier la révolution. Les proclamations furent courtes; en revanche, il y en eut trois. La première, à la Nation française, fut rédigée par Picard : « Le peuple, disait Picard, a mis ses représentants, non au pouvoir, mais au péril. » Les deux autres étaient adressées « aux Citoyens de Paris » et « à la Garde nationale ». Avec une assurance qui, dans le recul des années, paraît impudente et qui, à cette heure était peut-être sincère, on affirmait que le gouvernement avait été nommé d'acclamation. On recommandait le calme et surtout la stricte observation des lois. On célébrait la victoire sur l'Empire, « victoire qui n'avait pas coûté une goutte de sang ». On se hasardait à présager une autre victoire, celle sur l'ennemi. Il restait à qualifier le nouveau régime. Le mot de République était sur toutes les lèvres; on le refoula à demi. Sur la proposition de Picard, le vocable adopté fut celui de *Gouvernement de la Défense nationale*. Le nom était beau, bien choisi, propre à rapprocher les bons citoyens. Sous la même influence de Picard, il fut convenu que le lendemain la convocation des électeurs pour l'Assemblée constituante serait annoncée. On verrait, les jours suivants, ce qu'il adviendrait de cette promesse. Mais déjà cette histoire n'est plus celle du *Second Empire*.

VIII

J'ai raconté sans l'interrompre l'extraordinaire aventure qui porta les députés de Paris jusqu'à l'hôtel de ville et y trans-

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Picard, t. Ier, p. 476.

féra le gouvernement. En apparence, la témérité semblait déconcertante. Autour de l'édifice, aucune défense; chez les hommes improvisés dictateurs, aucun souvenir de grands services, aucune renommée nationale; pour le nouveau régime, aucune légitimité si ce n'est l'acclamation d'une foule médiocre, mi-partie factieux, mi-partie badauds. Ce chétif établissement avait pourtant sa force. Il la puisait dans la faiblesse de tout ce qui n'était pas lui. Avant que Trochu fût venu l'étayer, un rien eût pu l'abattre; mais ce rien même avait perdu la vie.

Je touche ici à l'une des principales étrangetés d'un récit qui en contient beaucoup. Tandis que Favre commençait son exode vers la place de Grève, l'Impératrice était encore aux Tuileries. Il y avait au Luxembourg un Sénat, gardien de la Constitution; au Palais-Bourbon, un Corps législatif, momentanément entravé, non dispersé. Il y avait dans Paris toute une hiérarchie de fonctionnaires militaires ou civils, que liait à la dynastie un serment non abrogé. Il reste à dire (et la tâche sera achevée) comment tous ces ressorts, déjà fort usés par les précédents revers, se distendirent au point de ne plus se ranimer.

Après le départ de M. Buffet, l'Impératrice était demeurée aux Tuileries, non seule et abandonnée comme on l'a prétendu, mais entourée d'une vingtaine de personnes, chambellans, dames d'honneur, amis fidèles. On ne savait que confusément les nouvelles. Mais dans la rue de Rivoli, sur les quais, passaient et repassaient les bandes. Au bout du jardin, on pouvait apercevoir, dans une lointaine perspective, les ondulations de la foule sur la place de la Concorde. Sur ces entrefaites, deux des ministres, M. Jérôme David, M. Busson-Billault, parvinrent jusqu'auprès de la souveraine (1), et presque en même temps le prince de Metternich et le chevalier Nigra. Il était deux heures, peut-être deux heures et demie. C'était vers le Corps législatif que se portait le flot des

(1) Procès du général Trochu contre le *Figaro*, déposition Busson-Billault. *Gaz. des Tribunaux,* 28 mars 1872.)

manifestants; mais le courant ne refluerait-il pas bientôt jusqu'aux Tuileries ? Les grilles fermées, et derrière les grilles, trois ou quatre cents voltigeurs de la garde, telles étaient les défenses. C'est alors que s'insinuèrent les premières pensées de fuite. L'ambassadeur d'Autriche, le ministre d'Italie avaient entendu, chemin faisant, les cris de déchéance mêlés à ceux de : *Vive la République!* Leur imagination s'était frappée de cette foule grossissante et que rien ne contenait. Ils osèrent prononcer le mot que les autres retenaient encore. On a prétendu aussi qu'un motif tout personnel stimula leurs avis : avec l'Impératrice, avec la dynastie napoléonienne disparaîtraient les confidents de paroles bien engageantes, de promesses bien dorées et, les échos du château étant désormais muets, on pourrait être égoïste avec tranquillité. Jusqu'à preuve du contraire, je ne crois qu'à demi à ce raffinement. Les événements sont en général plus simples que ne les recomposent après coup les médisances des hommes, et il est douteux que les deux diplomates méritent l'honneur d'une prévoyance si en éveil ou l'injure d'un calcul si bas. On commençait à débattre le départ quand survinrent M. Chevreau et son frère. Ils arrivaient de la Chambre. Ils racontèrent tout ce qu'ils savaient : la motion de M. Thiers, la faveur que cette motion avait rencontrée jusque dans la plus fidèle majorité, la suspension de la séance, la réunion des bureaux, puis la retraite des forces de police et les débuts de l'envahissement. A chaque phrase éclataient la frayeur et surtout l'indignation. On se répétait les noms des députés défectionnaires : « Quoi, disait-on, Josseau, Terme, Descours, M. de Benoist! — Ah, dit l'Impératrice, en France on n'a plus le droit d'être malheureux (1). » La souveraine s'adressa au général Mellinet qui commandait les dépôts de la garde : « Général, pensez-vous qu'on puisse défendre le château sans faire usage des armes? — Madame, je ne le crois pas. — Alors il n'y a plus rien à faire ; car je ne veux pas de guerre civile (2) ». Déjà, dans le

(1) Relation manuscrite de M. Léon Chevreau.
(2) Le 4 septembre aux Tuileries (*Figaro*, 24 novembre 1870).

Palais, les gens de service tout effarés dépouillaient leur livrée, et sous des vêtements d'emprunt se dérobaient, emportant ce qu'ils pouvaient comme on retire une épave d'un naufrage. Cependant la Régente hésitait encore. A cet instant — il était environ trois heures et demie — M. Pietri entra brusquement : « Nous sommes trahis, s'écria-t-il! Toute résistance est impossible. Les forces sur lesquelles nous pouvions compter nous abandonnent. » Il ajouta que les bandes commençaient à assiéger les grilles (1). Puis il poursuivit : « Le salut de Sa Majesté, celui de son entourage exigent un départ immédiat. » Sous cette objurgation, la Régente plia. Elle donna congé à ses amis. La plupart d'entre eux ayant sollicité l'honneur de l'accompagner : « Ce ne serait pas praticable », leur répondit-elle. Ceux-ci disparurent alors, assez promptement semble-t-il, et, après avoir fait une part très correcte au dévouement, ne songèrent plus qu'à s'assurer eux-mêmes. De là une solitude presque subite qui accréditerait plus tard l'idée de l'abandon. Il ne resta plus, si je suis bien informé, auprès de l'Impératrice que le prince de Metternich, M. Nigra, les frères Chevreau, M. Pietri et en outre sa lectrice, Mme Lebreton. Au moment de quitter ces lieux pour jamais, une arrière-hésitation ressaisit la souveraine, et elle se perdit en « lamentations ». Elle semblait « clouée au parquet », a écrit l'un des témoins de cette scène suprême. Metternich et Nigra intervinrent : « Vite, dirent-ils, il n'est que temps. » Et s'adressant à M. Chevreau : « Nous répondons d'elle », ajoutèrent-ils (2). M. Pietri et M. Chevreau s'éloignèrent. La fuite commença. Auprès de la Régente, sa lectrice et, comme guides, deux étrangers. M. de Metternich offrit le bras à l'Impératrice, M. Nigra à Mme Lebreton. On suivit les galeries du bord de l'eau, puis les galeries du Louvre. Par endroits, les salles en réparations exigeaient des détours : de là des retards quand les minutes étaient tout. On descendit sur la place Saint-Germain-l'Auxerrois. De ces lieux mêmes, dix-sept ans auparavant, était parti pour Notre-

(1) *Enquête sur le 4 septembre,* déposition Chevreau, déposition Pietri, t. Ier, p. 259 et 270.

(2) Relation manuscrite de M. Léon Chevreau.

Dame le carrosse nuptial de la souveraine. On héla un fiacre : les deux femmes y montèrent. A ce moment un gamin reconnut la fugitive. Rudement M. Nigra lui imposa silence, et quand les passants s'attroupèrent, déjà le fiacre était hors de vue. Où chercher un asile? On n'avait eu le temps de rien prévoir. Mme Lebreton jeta au hasard au cocher l'adresse d'un conseiller d'État, M. Besson, qui habitait boulevard Malesherbes. Il était absent. On prit un autre fiacre, et on se fit conduire avenue de Wagram chez un ancien chambellan, le marquis de Piennes, qui était pareillement sorti. Chemin faisant, on s'était rapproché du bois de Boulogne. On se souvint que tout près du bois demeurait un dentiste américain, le docteur Evans. C'est là que la pauvre princesse éperdue vint demander refuge. Des Tuileries en ce lieu vulgaire, Shakespeare eût-il imaginé mieux? L'abri était sûr : mais qu'était-il besoin de craindre? Le drame était tout entier dans les événements, non dans le sort des acteurs. Nul ne recherchait celle qui se cachait, et cette fuite, non poursuivie, dédaigneusement négligée, achevait la disgrâce. Dieu n'est pas loin de marquer la fin des dynasties, le jour où il leur ravit le suprême privilège des infortunes tragiques.

La fin du Sénat fut, moins encore, digne de mémoire. Officiellement ce grand corps était le premier. Dans sa longue et terne existence, il s'était appliqué à se diminuer, autant que la Constitution à l'accabler d'honneurs. Ce n'était pas que les vertus individuelles manquassent, ni surtout la fidélité. Quand, le 4 septembre, à l'ouverture de leur séance, les sénateurs avaient appris les incidents du Palais-Bourbon et la motion de Jules Favre, un courroux généreux les avait saisis, et d'un élan unanime, méritoire à cette heure, ils avaient acclamé la dynastie. Bientôt, retombant dans leur attitude passive, trop discrédités d'ailleurs pour que leur voix trouvât écho, ils avaient attendu les projets qui viendraient de la Chambre. Le président, M. Rouher, avait organisé, par des jeunes gens de bonne volonté, un service de correspondance avec le Corps législatif. Par cette voie on connut la proposition Thiers, celle du ministère, les rassemblements tumultueux, enfin

l'envahissement. Des protestations indignées s'élevèrent. Quand il fallut régler la conduite future, les paroles se croisèrent, confuses, violentes et débiles. Devait-on demeurer en séance, attendre les convocations à domicile, s'ajourner pour la soirée, se séparer jusqu'au lendemain? L'émotion, la stupeur, la colère paralysaient les volontés. Quelques-uns, tout pénétrés de souvenirs classiques, parlaient d'attendre l'invasion; de mourir, s'il le fallait, sur leur siège. D'un mot bref et désabusé, M. Baroche rabattit ces ambitions d'héroïsme : « Si nous pouvions espérer, dit-il, que les forces populaires qui ont violé l'enceinte législative se dirigeraient vers nous, notre devoir serait d'attendre les envahisseurs. Malheureusement nous ne pouvons entretenir cet espoir. » Et il ajouta avec un surcroît de clairvoyance mélancolique : « La révolution éclatera dans Paris et ne viendra pas jusqu'à nous. » La séance se prolongea, sans ordre du jour fixe et dans une attente pleine d'énervement. Beaucoup de sénateurs, quittant leur banc, se répandirent au dehors. La rue de Vaugirard était calme, presque solitaire : aucune bande, aucun cri, aucun rassemblement. Aux abords du Luxembourg, 150 ou 200 douaniers, réunis en compagnies et rassemblés par ordre du général Soumain, marquaient seuls qu'il y eût dans le quartier quelque chose à garder. Cependant les jeunes gens, envoyés aux informations, ne revenaient plus. Sur la proposition d'un des vice-présidents, M. Boudet, la séance fut levée. Dans les couloirs, les sénateurs prolongèrent encore quelque temps leurs entretiens confus; puis les uns après les autres s'éloignèrent. Deux heures plus tard arriva M. Floquet, chargé d'apposer les scellés sur la salle des délibérations (1). Le lendemain, le *Journal officiel* contenait ces simples mots : « Le Sénat est aboli ».

Le Corps législatif se débattit un peu plus avant de mourir. Désespérant de défendre la dynastie, il tenta du moins un effort pour retenir en ses mains le pouvoir qui glissait dans la rue.

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition de M. Rouher, t. Ier, p. 242, 250. — Voir aussi *Enquête sur le 18 mars*, déposition Floquet, p. 280-281.

Jules Favre avait entraîné à sa suite une portion des factieux. Les tribunes étaient demeurées encombrées de gens qui criaient, chantaient, mangeaient, buvaient et, au risque de communiquer l'incendie, fumaient; mais, dans les autres parties du palais, les issues étaient dégagées (1). Au milieu des groupes fort éclaircis, les députés circulaient librement, et si personne ne pensait à les secourir, personne ne songeait non plus à les violenter (2). Dans la salle des Conférences, à la Bibliothèque, beaucoup d'entre eux exprimèrent le même vœu, celui de profiter du calme relatif pour se rassembler de nouveau. On se rappelle que la Commission s'était prononcée pour le projet de M. Thiers. M. Martel avait été nommé rapporteur. Justement son rapport était prêt. A défaut de la salle des séances, la salle à manger de la présidence, pièce vaste et somptueuse, fut choisie. On apporta des sièges. On compta bientôt 170 assistants, puis près de 200 (3). M. Schneider, tout meurtri des violences exercées sur sa personne, s'était alité. L'un des vice-présidents, M. Alfred Leroux, le remplaça.

Comme si le temps eût été de médiocre prix, on subit d'abord un discours de Garnier-Pagès. Il vanta la conduite de l'opposition; fit le procès hélas! bien inutile du gouvernement personnel; détailla, au milieu des marques d'impatience, ce qu'on aurait dû faire et ce qu'on n'avait pas fait. Il conclut en demandant que la Chambre s'abouchât avec ceux des députés de la gauche qui étaient à l'hôtel de ville. A ces mots les murmures éclatèrent, la majorité, bien que prête à beaucoup de sacrifices, n'étant pas encore pliée à cet excès d'humiliation.

M. Buffet se leva. Aux accents de son éloquence honnête et courageuse, les âmes abattues se sentirent un peu réconfortées. Il commença par protester contre la violence : « Vous êtes, dit-il, les élus de la nation, et aucune émeute ne saurait vous ravir votre pouvoir. » Puis, en parlementaire tenace que rien ne distrait ni ne trouble, il rappela l'ordre du jour.

(1) Glais-Bizoin, *Cinq mois de dictature*, p. 13.
(2) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Thiers, t. Ier, p. 18.
(3) Rapport de M. le comte Daru, p. 54, et annexes p. 512.

M. Martel lut son rapport. La proposition Thiers fut ensuite adoptée. Elle conquit l'unanimité des suffrages, hormis cinq ou six abstentions. En ces abstentions se marquaient les scrupules de ceux qui, même en cette extrémité, craignaient de paraître sanctionner l'abandon de l'Empire.

Il était aisé de voter le projet; il le serait moins d'en assurer l'exécution. Bon gré mal gré, on dut revenir à la suggestion de Garnier-Pagès. Une interprétation assez habile apaisa les répugnances. Il ne s'agissait point, dit-on, d'aller reconnaître un nouveau pouvoir, mais de conférer avec des collègues, et de régler avec eux la fondation d'un gouvernement national. Huit délégués furent désignés. Parmi eux étaient deux des membres de la gauche : M. Garnier-Pagès, qui avait insinué le dessein; puis M. Grévy, dont la sagesse inspirait une particulière confiance; car, au nom même de sa foi républicaine, il réprouvait, avec une austère tristesse, la violation de l'Assemblée.

Il était un peu plus de six heures quand la députation atteignit la place de Grève. M. Grévy exposa l'objet de la démarche : les députés réunis au Palais-Bourbon venaient de décréter une Commission de gouvernement; mais ils voulaient s'entendre avec ceux de leurs collègues déjà installés à l'hôtel de ville. Aux offres de conciliation Jules Favre répondit en termes décourageants : « Depuis un mois, dit-il, nous avons, à maintes reprises, supplié le Corps législatif de prendre le pouvoir. Maintenant l'heure est passée. » S'étant exprimé de la sorte, il se reprit un peu : « Il faut, dit-il, que je consulte ceux qui sont ici avec moi. » Et il fut convenu qu'il apporterait dans la soirée la réponse définitive. Sur ces paroles les délégués se retirèrent, mais non tous. Garnier-Pagès, ayant appris qu'à titre de député de Paris il faisait partie du gouvernement de l'hôtel de ville, se dégagea sans façon de ses compagnons et prestement s'assit parmi ses nouveaux collègues, avec toutes les illusions de 1848 retrouvé (1).

A huit heures, le Corps législatif — si on peut encore lui

(1) *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Johnston, t. II, p. 288-289.

donner ce nom — reprit sa séance interrompue. Une heure auparavant, M. Glais-Bizoin, contrefacteur du coup d'État, était venu mettre les scellés sur la salle des délibérations, et les députés n'auraient su où se réunir si la Présidence ne leur eût derechef prêté son abri. A défaut de président et de vice-président, M. Thiers fut prié de diriger les débats. On attendait Jules Favre. Il arriva accompagné de Jules Simon. Avec courtoisie il remercia les délégués de leur démarche : il en était, disait-il, profondément touché; mais les faits étaient accomplis : on ne pouvait changer ce qui venait d'être résolu. Jules Favre ajouta : « Nous ne songeons qu'au salut de la France. » Il lut la liste des membres du nouveau gouvernement, s'excusa que Rochefort y fût; regretta que M. Thiers, quoique député de Paris, n'y voulût point figurer. Puis, dans la demi-intimité de cette réunion suprême, il laissa échapper, comme en un ton de confidence, le vrai motif qui le rendait rebelle à toute transaction. Les nouveaux gouvernants représentaient le maximum d'ordre que la révolution déchaînée pût désormais supporter; ils avaient déjà, tout à côté d'eux, des surveillants jaloux dont ils étaient les otages : « Si nous laissions subsister le Corps législatif, confessa Jules Favre, nous serions balayés de l'hôtel de ville comme vous venez de l'être du Palais-Bourbon. »

Comme Jules Favre et ses amis se retiraient, M. Alfred Leroux, l'un des vice-présidents, entra dans la salle. Il venait de voir Trochu, et de la bouche du général il avait recueilli cette laconique déclaration : « Il est trop tard. » Il ne restait qu'à plier sous la fortune. On entendit encore quelques clameurs courroucées. Les uns s'irritaient que Paris imposât une fois encore la loi à la France; les autres demandaient qu'un acte solennel enregistrât l'illégalité; plusieurs, non moins émus, se préoccupaient du rôle à jouer dans les départements. M. Thiers apaisa toutes ces véhémences. En un langage attristé et grave, avec une résignation rendue facile par la médiocrité des regrets, il constata les événements plus forts que tous les calculs des hommes. On eût dit moins un acteur qu'un témoin, et un témoin qui déjà devancerait l'histoire...

« Nous n'avons plus, dit-il, que quelques instants à passer ensemble. Nous ne nous dissolvons pas; mais en présence de nos malheurs nous rentrons dignement chez nous pour y vivre en bons citoyens dévoués à la patrie... Il ne nous convient ni de reconnaître ni de combattre ceux qui vont ici lutter contre l'ennemi... D'eux, je n'ai qu'une chose à dire : que Dieu les assiste! » A ces exhortations se joignit la promesse qu'un procès-verbal constaterait les efforts de la Chambre pour remplir son mandat. Ainsi parla M. Thiers, en homme profondément affligé pour son pays, mais qui, n'ayant porté que le petit deuil de ses propres princes, n'était point disposé à égarer sa douleur sur la dynastie déchue. Cette sérénité, cet appel au silence ne laissaient pas que d'impatienter les plus ardents. Plusieurs voix s'écrièrent : « On a mis les scellés sur la Chambre. » S'irritant tout à coup, M. Thiers répliqua : « N'a-t-on pas mis autrefois les scellés sur les personnes? N'ai-je pas été à Mazas? » Ce ne fut qu'un éclair. D'un ton redevenu calme, il poursuivit : « Ne récriminons pas; séparons-nous tristes, mais unis. Je proteste contre la violence que nous avons subie aujourd'hui. » Puis il ajouta par une transparente réminiscence : « Je proteste contre toutes les violences. » Les derniers mots furent ceux-ci : « En présence de l'ennemi qui sera bientôt sous Paris, nous n'avons plus qu'à nous retirer avec dignité. » Et sur ces paroles, l'Assemblée se sépara.

Tout ce qui était au Palais-Bourbon abattement silencieux se transformait dans Paris en animation bruyante. Cette animation — oserai-je le dire sans blasphème — était presque joyeuse. Je suis obligé de citer ici les attestations contemporaines de peur qu'à distance la vérité, à force d'être invraisemblable, ne paraisse imposture. « Il régnait dans la foule, dit un témoin, une extraordinaire exubérance de contentement. » — « L'allégresse, dit un autre, était peinte sur les visages. » — « Partout se répandait, ajoute un troisième, une expansive gaieté. » — En fouillant les souvenirs, on pourrait multiplier à l'infini les citations pareilles (1). Le grand souci

(1) Voir *Enquête sur le 4 septembre*, déposition Ferry, déposition Favre. —

était de démarquer tout ce qui rappelait l'Empire. Au milieu des plaisanteries les ouvriers, les gardes nationaux, perchés sur les échelles, abattaient à coups de marteau, sur les enseignes des fournisseurs officiels, les aigles ou les *N* couronnés. Près des Tuileries, des voltigeurs de la Garde étaient fort occupés à découdre leurs galons jaunes, signe distinctif de leur arme d'élite. Sous la lumière déclinante d'une belle journée d'automne, les promeneurs s'attardaient. Les cafés étaient pleins. Les omnibus circulaient comme de coutume. On s'abordait sans se connaître et, chose inouïe! on se félicitait. A tue-tête on chantait la *Marseillaise;* on criait : *Vive la République!* avec beaucoup de démonstrations, mais sans colère. Les seules représailles s'exerçaient contre les sergents de ville : quiconque parmi eux était reconnu échappait malaisément aux horions. A cela près, nulles menaces; mais une flânerie bourdonnante, une niaiserie sans malfaisance. Plus de police; partant, aucune retenue : de là, en beaucoup de quartiers, un aspect de débauche, et à profusion les soldats ivres enlacés aux filles de joie. La nuit vint. Les magasins demeurèrent ouverts et aussi les théâtres. « Encore un peu, dit un journal, on eût illuminé. » J'ai hâte d'abréger ce tableau navrant. Je cherche des excuses. Pour quelques-uns, la République conquise voilait tout le reste. D'autres se persuadaient, avec une candeur crédule, que la chute de Napoléon ôterait à nos ennemis le prétexte pour nous combattre. La plupart renonçaient à réfléchir et, saisissant entre les angoisses passées et les épreuves futures, une heure de vacances — dirai-je une heure de carnaval — en jouissaient follement. Même avec ces atténuations, un pareil état d'esprit défie l'analyse. La postérité com-

Voir Sarcey, *Paris pendant le siège.* — Voir les journaux des 5 et 6 septembre. — « A voir l'attitude de Paris hier, disait dans le journal *le Français* M. Thureau-Dangin; à le voir accomplir une révolution ou plutôt y assister comme à une fête, le sourire au visage, des chants sur les lèvres, des feuillages aux fusils et aux chapeaux, il semblait vraiment qu'il oubliât l'unique, la redoutable question. » Le même écrivain ajoutait, avec un courage méritoire à cette heure et trop peu imité : « Nous haïssons aussi énergiquement la dictature de l'Hôtel de Ville que celle des Tuileries, et les coups de force de la rue que les coups d'État des Empires ».

prendra que le peuple de Paris, sacrifiant la sagesse à la rancune, ait le 4 septembre renversé l'Empire. Elle ne comprendra pas, elle ne pardonnera pas que, de ce jour, il ait fait un jour de fête.

IX

Le lendemain, toutes les traces de l'Empire avaient disparu. Napoléon III ayant traversé Bouillon, Libramont, Liège, Verviers, arrivait à Wilhemshöhe. Le prince impérial, depuis plusieurs jours sur la frontière du Nord et déjà dans l'appareil d'un proscrit qu'on cache, venait de passer de Maubeuge en Belgique. De l'Impératrice, on ne savait rien, mais on ne s'inquiétait guère : on apprendrait, les jours suivants, qu'elle avait débarqué en Angleterre. La princesse Clotilde était demeurée au Palais-Royal. Elle partit la dernière, sans se hâter, dans sa propre voiture, en vraie princesse qui ne veut ni braver ni craindre. On avait oublié le prince Napoléon. Il était resté à Florence, consumant ses derniers efforts pour une alliance impossible. Il disait, à ce qu'on assure : « J'ai un blanc-seing de l'Empereur, et sur ce blanc-seing j'inscrirai tout ce que l'Italie voudra. » Le 2 septembre, M. Lanza, chef du cabinet, lui avait insinué, avec toutes sortes de ménagements, l'opportunité de s'éloigner : « Ah! vous me chassez, répliqua le prince. — Monseigneur, je ne dis pas cela, repartit le ministre secrètement satisfait. — Donnez-moi mes passeports. — Votre Altesse les aura dans une heure. » Et la mission, déjà virtuellement close, avait pris fin (1).

Le même exode qui rejetait loin de la France la famille impériale portait en terre étrangère les principaux serviteurs du règne. Ceux qui avaient raillé les émigrés se hâtèrent de les imiter. M. Pietri n'abandonna la préfecture de police et

(1) *La vita e i tempi di Giovanni Lanza*, t. II, p. 33-34.

les Tuileries que pour gagner la frontière. Le général de Palikao, dans la soirée du 4 septembre, partit pour la Belgique. Après avoir rempli vis-à-vis de l'Impératrice son devoir d'ami fidèle, M. Chevreau s'éloigna pareillement. Sur l'avis qu'on songeait à l'arrêter, M. Rouher s'enfuit aussi. Ceux que l'opinion désignait comme les auteurs responsables de la guerre, M. de Gramont, M. Benedetti, avaient déjà pris ou prendraient bientôt la route de l'exil. Les craintes étaient plus grandes que n'était pressant le péril. Partout les fugitifs trouvèrent le chemin libre. Seul, M. Pietri paraît avoir été recherché (1).

Faut-il encore parler du Corps législatif? Le 5, au matin, quelques députés voulurent pénétrer dans le Palais-Bourbon. Les gardes nationaux leur en interdirent l'entrée (2). En quête d'abri, ils se réunirent, au nombre de 120 ou 130, avenue de l'Alma, au domicile de l'un d'eux, M. Johnston. Le but, fort inoffensif, était non de provoquer la guerre civile, mais de formuler une protestation. A la façon des parlementaires, on se garda de la rédiger séance tenante; mais suivant toutes les formes de la procédure, on désigna une commission qui l'élaborerait; puis on s'ajourna au lendemain. Le lendemain, la demeure de M. Johnston se trouva entourée d'hommes armés, à mine un peu suspecte, et qu'on appelait des francs-tireurs. Ceux-ci avaient pour instructions de disperser les représentants « avec courtoisie, mais sans faiblesse (3) ». Ainsi s'exprimait le nouveau préfet de police. M. de Morny, dix-neuf ans plus tôt, parlait-il autrement? Cependant M. Johnston avait été prévenu et jugea « peu délicat » d'exposer ses collègues à un danger (4). Les députés furent, les uns contremandés, les autres renvoyés par le concierge. Quand les francs-tireurs voulurent opérer, ils ne rencontrèrent, avenue de l'Alma, que deux personnes : M. de Talhouet qu'ils firent mine d'arrêter et qui avait quelque habitude de l'être, l'ayant

(1) *Enquête sur le 4 septembre,* t. Ier, déposition Pietri, p. 259.
(2) Dréolle, *la Journée du 4 septembre,* p. 128.
(3) *Enquête sur le 4 septembre,* t. Ier, déposition Kératry, p. 652.
(4) *Ibid.,* t. Ier, déposition Johnston, p. 289.

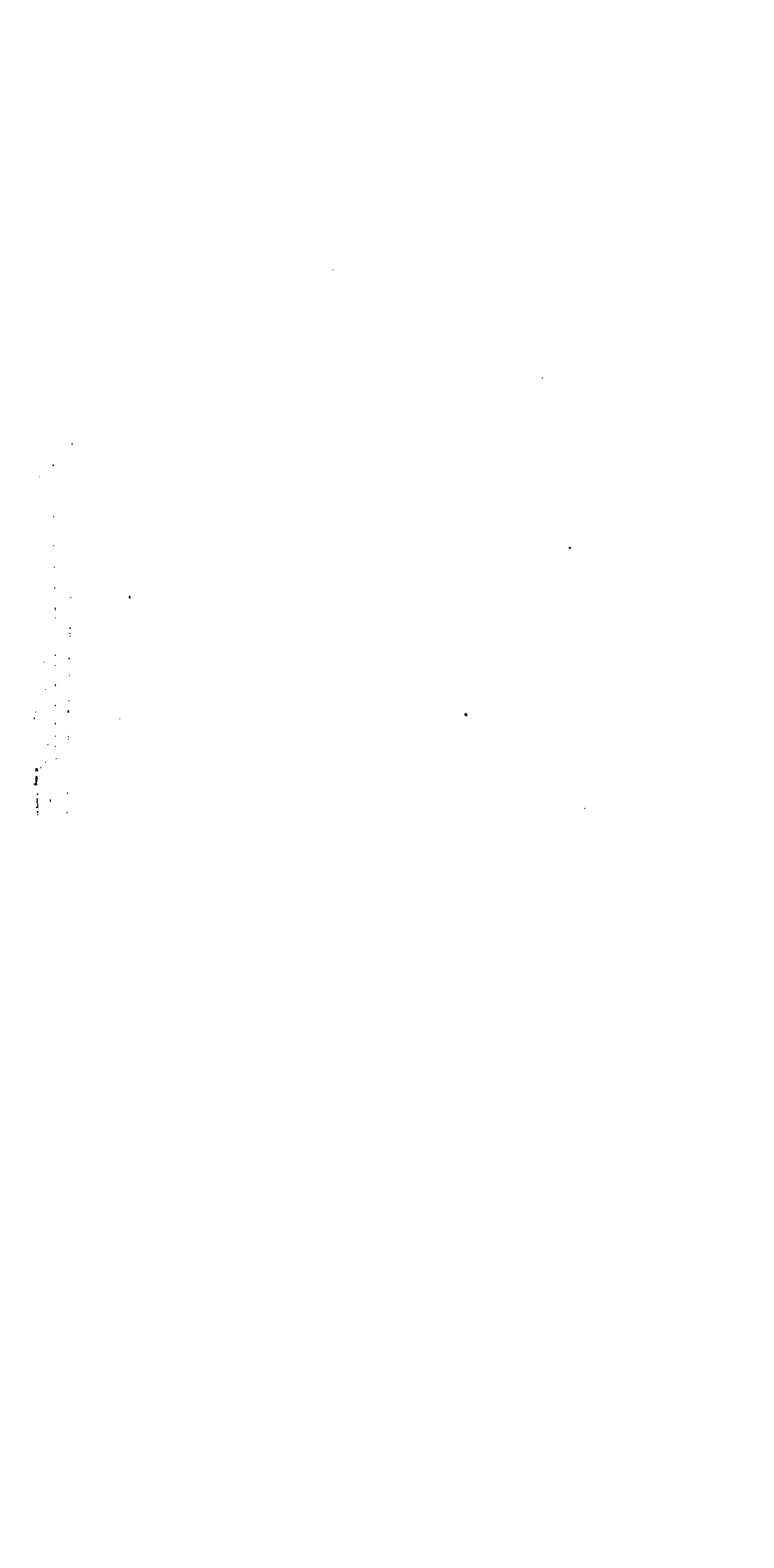
été au coup d'État; puis M. Johnston, qui était chez lui. La protestation ne fut signée que de sept députes : M. Daru, M. Buffet, M. Josseau, M. Martel, M. Lefebure, M. Johnston, M. de Talhouet; mais beaucoup d'autres y avaient adhéré par avance. On la porta au *Journal des Débats* qui, redevenu craintif comme au lendemain du 2 décembre, refusa de l'insérer. Une seule feuille à Paris osa la publier, ce fut le journal *le Français* (1).

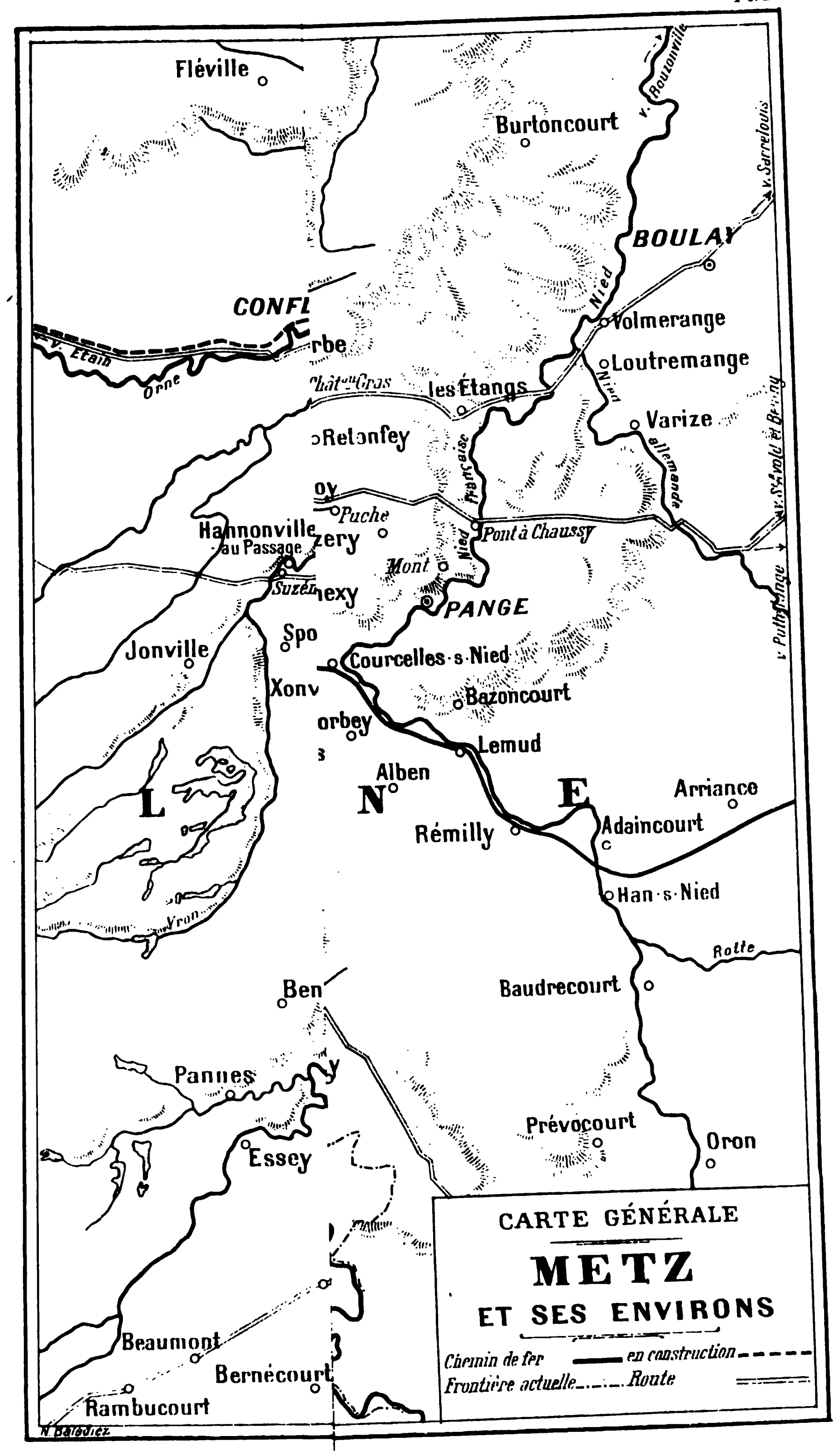
Au milieu des grands événements qui remplissent toute la scène, j'ai quelque scrupule à recueillir ces miettes de l'histoire. Si je ne me trompe, ces détails, pour minimes qu'ils soient, replacent le régime impérial en son véritable cadre, entre la violence qui le fonda et l'autre violence qui le détruisit. Le public ignorait ces choses, et s'il les eût connues, n'en eût point pris souci. Il avait donné le 4 septembre à l'oubli, presque à la joie. Le lendemain, dans la clarté des fumées dissipées, il discerna tout ce que l'ivresse de la veille avait voilé. Dans ce retour de lucidité, toutes les sensations émoussées s'aiguisèrent, et derrière l'effigie de l'Empire aboli se dressa l'image de la France en perdition. Plus d'armée de Châlons. Bientôt plus d'armée du Rhin; car Bazaine, après deux jours de combat à Servigny et à Noisseville, venait de rétrograder vers Metz pour ne plus s'en éloigner. Là-bas, sur la frontière, Strasbourg qui flambait; plus près, nos places fortes, petites ou grandes, investies ou déjà tombées. Plus de vrais soldats, rien que des recrues; tout un matériel à refaire. En Europe, des amitiés déjà prêtes à nous quitter et qui trouveraient, dans la chute de l'Empire, un prétexte pour l'entier reniement : l'Italie, l'Autriche, libérées, par la disparition de Napoléon, de tous les quasi-engagements oraux qui ne s'étaient gravés que dans les mémoires; la Russie, légèrement, très légèrement ramenée dans les derniers jours, et désormais fixée dans l'égoïsme : en un mot, toutes choses empirées, soit qu'on voulût poursuivre la guerre, soit qu'on se résignât à tenter la paix.

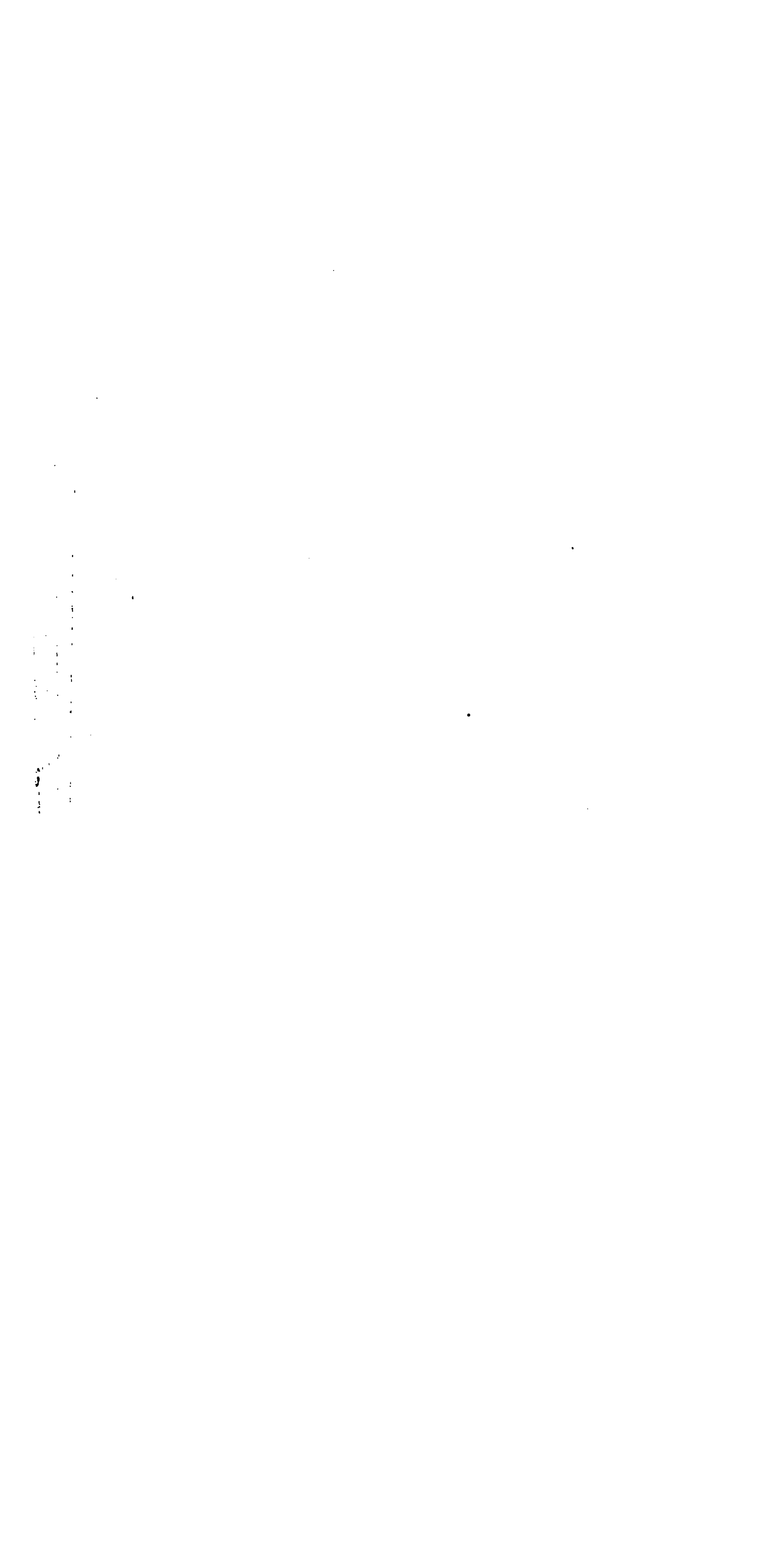
(1) Voir le *Français*, 9 septembre 1870.

Entre tous les périls, le plus imminent était celui de l'ennemi qui s'approchait. Guillaume avait, le 3 septembre, quitté le château de Vendresse; le 4, il était à Rethel; le 5, il arrivait à Reims. Encore huit jours de marche, et on atteindrait la capitale. Dans les correspondances de nos ennemis, on devine une sorte d'ahurissement, né de la grandeur du triomphe. Ils se sentaient secoués par l'émotion de leurs victoires comme nous par le contre-coup de nos défaites, et il semble qu'ils aient eu besoin de se certifier à eux-mêmes leurs succès, tant ceux-ci leur paraissaient incroyables! Abeken, ce secrétaire du Roi que nous avons souvent cité, écrivait dans son journal, à cette date du 5 septembre : « Nous voici donc à quarante lieues de Paris, en maîtres et en vainqueurs; l'armée française et l'Empereur sont derrière nous, mais comme prisonniers. » Quelques heures plus tard, il reprenait la plume : « Est-il donc possible que le magnifique édifice que je vois devant mes fenêtres soit la vieille cathédrale de Reims? » Et dans son âme revivaient tumultueusement les souvenirs que cette grande apparition évoquait. Il ajoutait, en homme soucieux de l'art autant que de la politique : « Tout inondée des rayons du soleil couchant, l'admirable façade semble d'or massif. » Le soir, si nous en croyons le même témoignage, les soldats allemands se répandirent dans la nef, et on les vit, les uns en curieux, les autres en fidèles, passer et repasser devant l'autel où Jeanne d'Arc avait déployé son étendard, où les rois de France avaient été sacrés.

FIN DU TOME SEPTIÈME ET DERNIER




Fléville
Burtoncourt
BOULAY
CONFL
rbe
Volmerange
Loutremange
les Étangs
Retonfey
Varize
Puche
Hannonville au Passage
zery
Pont à Chaussy
Mont
Suzem
nexy
PANGE
Spo
Jonville
Courcelles-s-Nied
Xonv
Bazoncourt
orbey
Lemud
Alben
Arriance
L
N
E
Adaincourt
Rémilly
Han-s-Nied
Ben
Baudrecourt
Pannes
Prévocourt
Oron
Essey
Beaumont
Bernécourt
Rambucourt
Nied
Orne
Vron
Rotte
CARTE GÉNÉRALE
METZ
ET SES ENVIRONS
Chemin de fer
en construction
Frontière actuelle
Route



Fléville
Burtoncourt
v. Bouzonville
v. Sarrelouis
BOULAY
CONFL
v. Etain
Orne
Volmerange
Loutremange
Nied
Chât^{au} Gras
les Etangs
Relonfey
Varize
Nied allemande
v. St Avold et Bening
Puche
Nied française
Pont à Chaussy
Hannonville au Passage
Mont
PANGE
Jonville
Spo
Courcelles-s-Nied
Xonv
Bazoncourt
orbey
Lemud
Alben
L N E
Arriance
Rémilly
Adaincourt
Han-s-Nied
v. Puttelange
Yron
Rotte
Ben
Baudrecourt
Pannes
Essey
Prévocourt
Oron
Beaumont
Bernécourt
Rambucourt

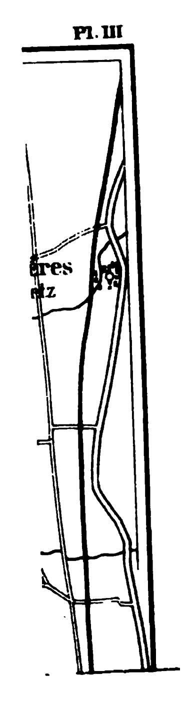
CARTE GÉNÉRALE

METZ

ET SES ENVIRONS

Chemin de fer ——— *en construction* - - - -
Frontière actuelle -.-.- *Route* ═══




Pl. III
ères
elz



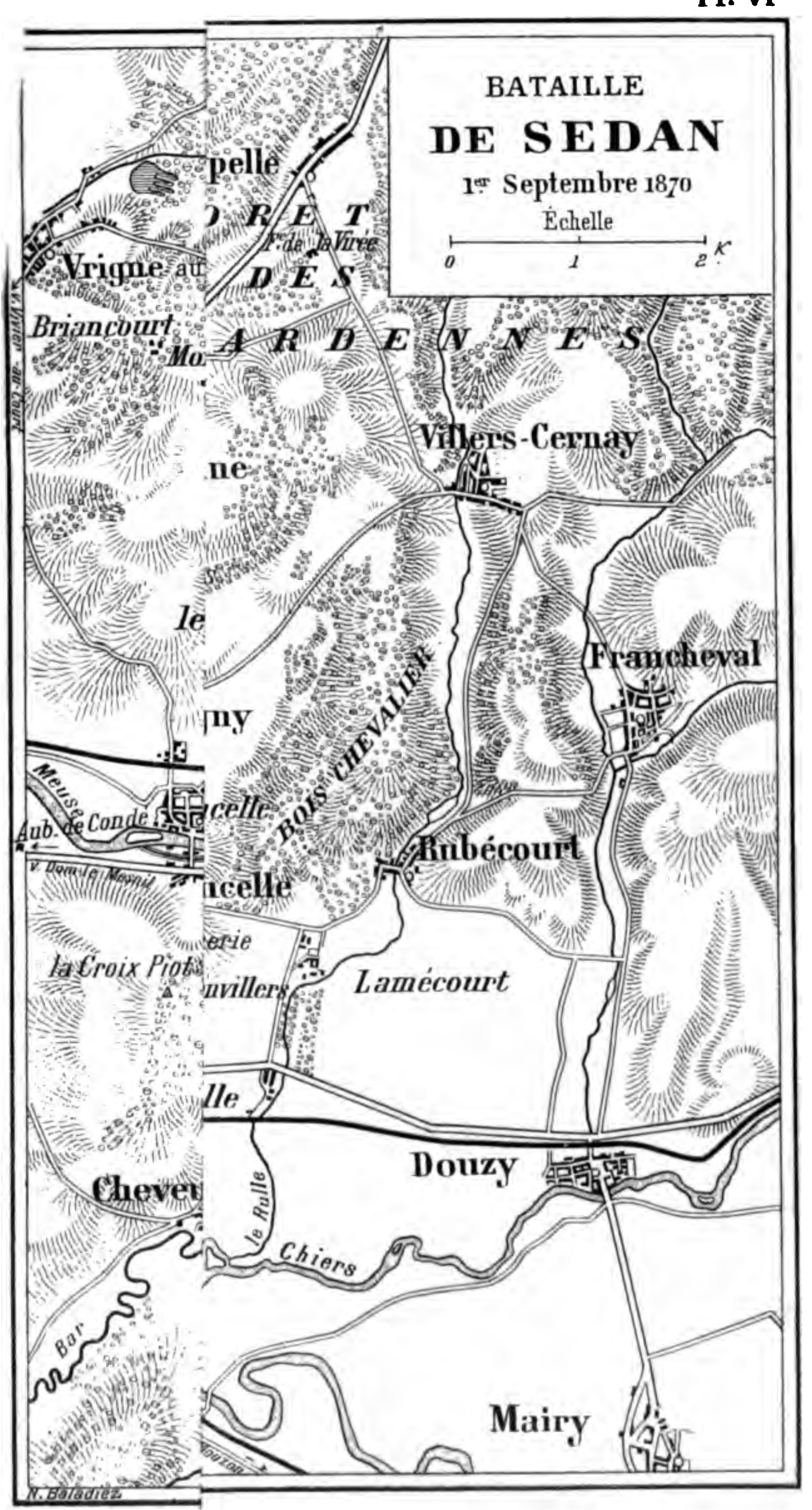
VI

Villers
devt Mouzo
Autrecou
Pourr
Fondie de Grési
Voie romaine
Yoncq
Warniforet
La
B
BOIS DE
SOMMAUTHE
BO
Bs DU Pt FOUR
BOIS DU
N. Baladiez

VI

Villers
devt Mouzo
Autrecou
Pourr
Fondrs de Grési
Voie romaine
Yoncq
Warniforêt
la
BOIS DE
SOMMAUTHE
BO
Bs DU Pt FOUR
BOIS DU
N. Baladiez




BATAILLE
DE SEDAN
1er Septembre 1870
Échelle
0
1
2 K
Villers-Cernay
Francheval
BOIS CHEVALIER
Rubécourt
Lamécourt
Douzy
Chiers
le Rulle
Mairy
Vrigne au
Briancourt
Aub. de Condé
Meuse
la Croix Piot
Bar
N. Baladiez



Fléville
Burtoncourt
v. Bouzonville
v. Sarrelouis
BOULAY
CONFL
v. Etain
Orne
rbe
Nied
Volmerange
Loutremange
Chât.au Gras
les Etangs
Varize
Retonfey
française
allemande
v. St Avold et Bening
oy
Puche
Hannonville au Passage
zery
Pont à Chaussy
Mont
Suzen
nexy
PANGE
Nied
Spo
Jonville
v. Puttelange
Courcelles-s-Nied
Xonv
Bazoncourt
orbey
Lemud
Alben
L
N
E
Arriance
Rémilly
Adaincourt
Yron
Han-s-Nied
Rotte
Ben
Baudrecourt
Pannes
Essey
Prévocourt
Oron
Beaumont
Bernécourt
Rambucourt
N. Baladier

CARTE GÉNÉRALE

METZ

ET SES ENVIRONS

Chemin de fer ——— *en construction* - - - -
Frontière actuelle -.-.- *Route* ═══

TABLE DES MATIÈRES

LIVRE XLI

L'ARMÉE DE METZ

LIVRE XLII

LE CAMP DE CHALONS

LIVRE XLIII

LE MINISTÈRE DU 10 AOUT ET LES DERNIÈRES NÉGOCIATIONS DE L'EMPIRE

LIVRE XLIV

BEAUMONT

LIVRE XLV

SEDAN

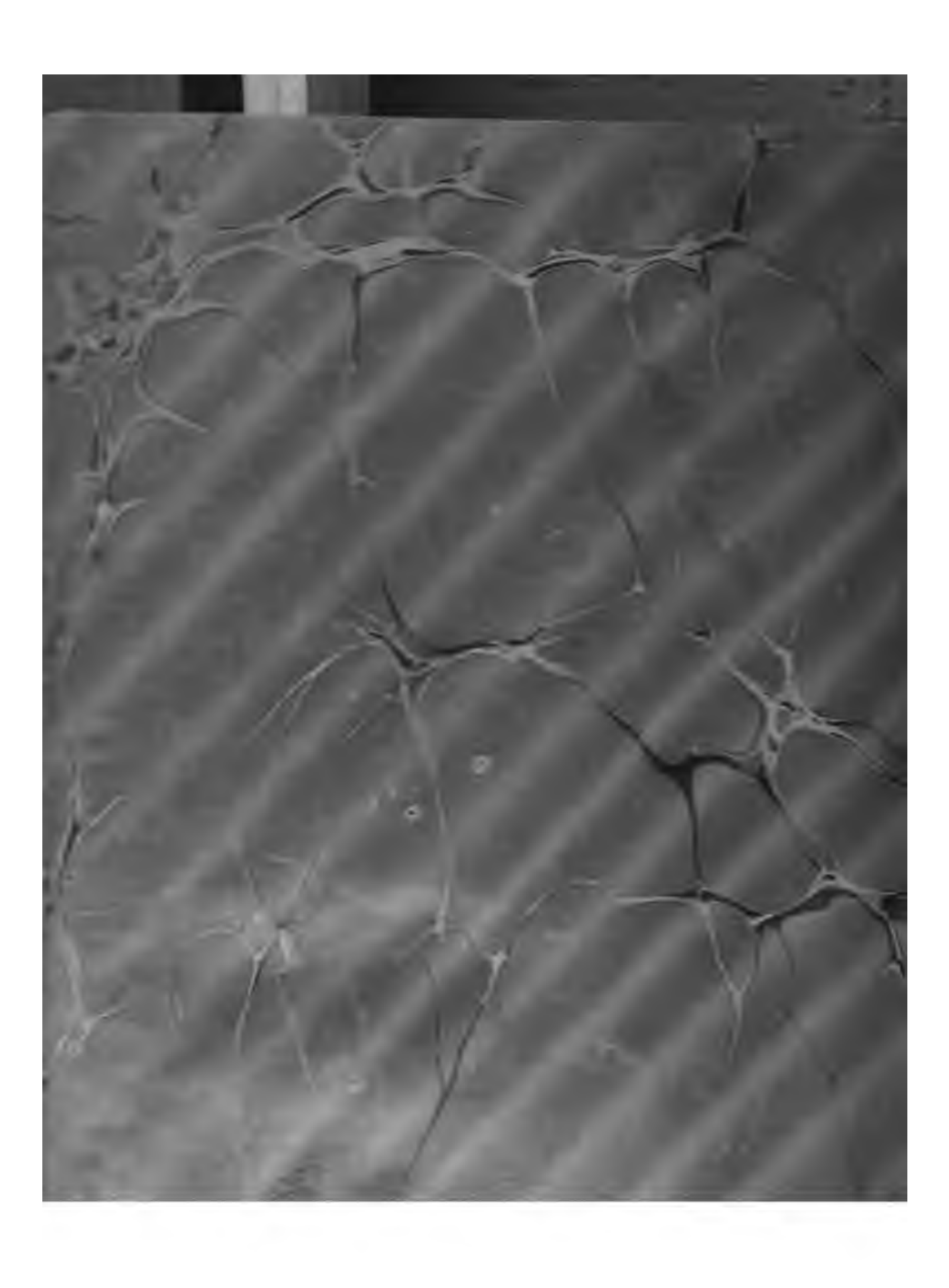
LIVRE XLVI

LE QUATRE SEPTEMBRE

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 6103.








3 6105 011 915 860
CECIL H. GREEN LIBRARY
STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
STANFORD, CALIFORNIA 94305-6004
(650) 723-1493
grncirc@sulmail.stanford.edu
All books are subject to recall.
DATE DUE
MAR 2 3
JUN 1 8 2000